haute savoie
le Département

Recueil des Actes Administratifs

Registre des délibérations du Conseil départemental

Séance du 27 mai 2019
Délibérations n° CD-2019-006 à CD-2019-032

N° 2019-19 **05 juin 2019**

haute savoie
le Département

Avis de Publication

Hôtel du Département
1 avenue d'Albigny
CS 32444
74041 Annecy Cedex
T / 04 50 33 50 00

M. le Président du Conseil départemental certifie que :

- le **Recueil des Actes Administratifs (RAA) n° 2019-19 - Registre des délibérations du Conseil départemental du 27 mai 2019 (n° CD-2019-006 à CD-2019-032)** a été publié ce jour et qu'il a été mis à disposition du public pour consultation dès aujourd'hui :

  - au Conseil départemental de la Haute-Savoie
    Bâtiment des services départementaux
    1, rue du 30ème Régiment d'Infanterie – 74000 ANNECY - Tél. : 04-50-33-50-00
    pour une durée de 2 mois à compter de la date de publication,

  - aux Archives départementales de la Haute-Savoie
    37 bis, avenue de la Plaine – 74000 ANNECY - Tél. : 04-50-66-84-20
    sans limitation de durée,

  - sur le site Internet du Conseil départemental : www.hautesavoie.fr

- **toutes les délibérations de cette séance ont été télétransmises en Préfecture le 03 juin 2019 et sont exécutoires à compter du 05 juin 2019**, date de publication.

  Les délibérations publiées dans ce document peuvent faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de la date de publication.

Liste des actes publiés au cours des deux derniers mois :

- *05-06-2019 : RAA n° 2019-19 - Délibérations du Conseil départemental du 27 mai 2019*
- *29-05-2019 : RAA n° 2019-18 - Arrêtés*
- *17-05-2019 : RAA n° 2019-17 - Délibérations de la Commission Permanente du 13 mai 2019*
- *15-05-2019 : RAA n° 2019-16 - Arrêtés*
- *30-04-2019 : RAA n° 2019-15 - Arrêtés*
- *17-04-2019 : RAA n° 2019-14 - Arrêtés*
- *05-04-2019 : RAA n° 2019-13 - Délibérations de la Commission Permanente du 1er avril 2019*

Avis affiché ce jour dans les lieux indiqués ci-dessus et mis en ligne sur le site internet du Conseil départemental (www.hautesavoie.fr)

Fait à Annecy, le 05 juin 2019,

Pour le Président du Conseil départemental,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,

Jean-Pierre MORET

Copie

Les délibérations sont classées par numéros d'ordre croissant sur la base des trois derniers chiffres.

En vue de faciliter la recherche, le sommaire récapitule autour des thèmes ci-après l'ensemble des délibérations et indique leur numéro d'ordre.

THÈMES DE CLASSEMENT

- CONSEIL DEPARTEMENTAL
- ACTIONS MÉDICO-SOCIALES
- AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE
- CULTURE
- DÉVELOPPEMENT RURAL
- EAU ET ENVIRONNEMENT
- ÉCONOMIE – RECHERCHE ET TIC
- ÉDUCATION - FORMATION - UNIVERSITÉ
- INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES
- LOGEMENT – ARCHITECTURE - HABITAT
- MOYENS DE L'INSTITUTION
- PATRIMOINE DÉPARTEMENTAL
- PROCÉDURES D'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
- SPORTS ET ANIMATION
- TOURISME
- TRANSPORTS PUBLICS

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Séance du 27 mai 2019

DELIBERATIONS N° CD-2019-006 à CD-2019-032

N° Délib.	Objet
	Actions Médico-Sociales
CD-2019-012	– Enfance Famille Grand Age et Handicap - Budget Supplémentaire 2019
CD-2019-013	– Politique en faveur de l'Action Sociale, de la Santé, de la Prévention, de l'Insertion et du Logement Social - Budget Supplémentaire 2019
CD-2019-029	– Politique en faveur des personnes âgées et des personnes en situation de handicap – Schéma départemental de l'autonomie 2019-2023
	Aménagement du Territoire
CD-2019-017	– 5ème Commission Aménagement du Territoire, Economie, Enseignement Supérieur, Recherche, Aménagement Numérique - Budget Supplémentaire 2019
	Culture
CD-2019-016	– Politique Culture Patrimoine et Archives départementales - Budget Supplémentaire 2019
	Développement Rural
CD-2019-019	– 7ème Commission Politique de l'Habitat, Développement Durable, Environnement, Agriculture, Forêt, Coopérations Européennes et Transfrontalières - Budget Supplémentaire 2019
	Eau et Environnement
CD-2019-019	– 7ème Commission Politique de l'Habitat, Développement Durable, Environnement, Agriculture, Forêt, Coopérations Européennes et Transfrontalières - Budget Supplémentaire 2019
	Economie – Recherche et TIC
CD-2019-017	– 5ème Commission Aménagement du Territoire, Economie, Enseignement Supérieur, Recherche, Aménagement Numérique - Budget Supplémentaire 2019

Education - Formation - Université

CD-2019-015 – 4ème Commission : Politique Educative Jeunesse Sport - Budget Supplémentaire 2019

Infrastructures Routières

CD-2019-014 – 3ème Commission infrastructures Routières, Transports et Mobilité, Bâtiments : Budget Supplémentaire 2019

CD-2019-030 – Bilan de concertation des maîtres d'ouvrage à l'issue de la concertation pour le projet Liaison Ouest du Lac d'Annecy (LOLA)

Logement – Architecture - Habitat

CD-2019-013 – Politique en faveur de l'Action Sociale, de la Santé, de la Prévention, de l'Insertion et du Logement Social - Budget Supplémentaire 2019

Moyens de l'Institution

CD-2019-006 – Approbation des comptes de gestion 2018 du budget principal et des budgets annexes de l'Aérodrome et de la Compensation Financière Genevoise

CD-2019-007 – Approbation du Compte Administratif 2018 du budget principal

CD-2019-008 – Approbation du Compte Administratif 2018 du budget annexe de l'Aérodrome

CD-2019-009 – Approbation du Compte Administratif 2018 du budget annexe de la Compensation Financière Genevoise

CD-2019-010 – Clôture des autorisations de programme et des autorisations d'engagement soldées à la fin de l'exercice 2018

CD-2019-011 – Affectation des résultats 2018 du budget principal et des budgets annexes de l'Aérodrome et de la Compensation Financière Genevoise

CD-2019-020 – Les Moyens Logistiques, Financiers et Humains de l'Institution - Budget Supplémentaire 2019

CD-2019-021 – Budget Supplémentaire 2019 du budget principal

CD-2019-022 – Budget Supplémentaire 2019 du budget annexe de l'Aérodrome

CD-2019-023 – Budget Supplémentaire 2019 du budget annexe de la Compensation Financière Genevoise

CD-2019-024 – Budget Supplémentaire 2019 - Tableau des effectifs du personnel départemental et dispositions diverses

CD-2019-025 – Fixation des ratios d'avancement de grade pour 2019 et les années suivantes

CD-2019-026 – Régime de médiation en cas de rupture du contrat d'apprentissage

Patrimoine Départemental

CD-2019-014 – 3ème Commission infrastructures Routières, Transports et Mobilité, Bâtiments : Budget Supplémentaire 2019

Procédures d'Administration Générale

CD-2019-027 – Rapport annuel d'activité des services au titre de l'année 2018

CD-2019-028 – Concession de service public - Approbation de principe de la concession de service public et de ses caractéristiques - Exploitation du Tramway du Mont-Blanc

CD-2019-031 – Information du Président a l'Assemblée sur la prise en charge des frais de déplacement des élus engagés au titre des représentations de l'Assemblée départementale dans des instances nationales

CD-2019-032 – Information de l'Assemblée sur les délégations du Président en application de l'article L.3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales

Sports et Animation

CD-2019-015 – 4ème Commission : Politique Educative Jeunesse Sport - Budget Supplémentaire 2019

Tourisme

CD-2019-018 – 6ème Commission Tourisme, Lacs et Montagne - Budget Supplémentaire 2019

Transports Publics

CD-2019-014 – 3ème Commission infrastructures Routières, Transports et Mobilité, Bâtiments : Budget Supplémentaire 2019

CD-2019-028 – Concession de service public - Approbation de principe de la concession de service public et de ses caractéristiques - Exploitation du Tramway du Mont-Blanc

CD-2019-030 – Bilan de concertation des maîtres d'ouvrage à l'issue de la concertation pour le projet Liaison Ouest du Lac d'Annecy (LOLA)

Registre des Délibérations du CONSEIL DEPARTEMENTAL
Séance du 27 mai 2019

Le Conseil départemental de la Haute-Savoie, dûment convoqué le lundi 13 mai de l'an deux mille dix-neuf, s'est réuni, en séance publique, dans la salle des séances de l'Hôtel du Département à Annecy, le 27 mai de la même année à 10 h 00, sous la Présidence de M. Christian MONTEIL, Conseiller départemental du Canton de Saint-Julien-en-Genevois.

Les fonctions de secrétaire de séance sont exercées par Mme Laure TOWNLEY-BAZAILLE.

Sont présents :

M. MUDRY, Mme TOWNLEY-BAZAILLE, M. DUVERNAY, Mme PETEX, MM. HEISON, PEILLEX, Mme LEI, **Vice-Présidents,**

Mme BOUCHET, MM. AMOUDRY, BARDET, Mme DULIEGE, MM. BAUD, BAUD-GRASSET, Mme GAY, M. DAVIET, Mmes MAHUT, METRAL, M. MORAND, Mme REY, M. PACORET, Mmes TEPPE-ROGUET, TERMOZ, M. RUBIN, **Conseillers départementaux**.

Présents ou représentés durant la séance :

Mmes BEURRIER, GONZO-MASSOL, M. BOCCARD

Présents ou excusés durant la séance :

Mmes CAMUSSO, DUBY-MULLER, MM. EXCOFFIER, MONTEIL, PUTHOD

Présente, absente représentée ou excusée durant la séance :

Mme LHUILLIER

Absente représentée :

Mme DION

Absent excusé :

M. CHAVANNE

✧✦✧✦✧

Délégations de vote :

Mme BEURRIER à M. HEISON, Mme DION à Mme MAHUT, Mme GONZO-MASSOL à M. DAVIET, Mme LHUILLIER à M. PUTHOD, M. BOCCARD à Mme TEPPE-ROGUET

Assistent à la séance :

M. le Directeur Général des Services Départementaux,

Mme et MM. les Directeurs Généraux Adjoints,

Mmes et MM. les Directeurs et Responsables des différents Services Départementaux.

haute savoie
le Département

Extrait des Procès-Verbaux des Séances du Conseil départemental

SEANCE DU 27 MAI 2019

n° CD-2019-006

RAPPORTEUR : **M. MUDRY**

OBJET : **APPROBATION DES COMPTES DE GESTION 2018 DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES DE L'AERODROME ET DE LA COMPENSATION FINANCIERE GENEVOISE**

Le Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoqué le 13 mai 2019 s'est réuni en séance publique, à l'Hôtel du Département à Annecy sous la présidence de :

M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental

Présent(e)s :	
Vice-Président(e)s :	Mme CAMUSSO, M. MUDRY, Mme TOWNLEY-BAZAILLE, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. PEILLEX, Mme LEI, M. BOCCARD
Autres membres :	Mme BOUCHET, Mme DULIEGE, Mme GAY, Mme GONZO-MASSOL, Mme LHUILLIER, Mme MAHUT, Mme METRAL, Mme REY, Mme TEPPE-ROGUET, Mme TERMOZ, M. AMOUDRY, M. BARDET, M. BAUD, M. BAUD-GRASSET, M. DAVIET, M. EXCOFFIER, M. MORAND, M. PACORET, M. PUTHOD, M. RUBIN
Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)	
Mme DION à Mme MAHUT	
Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :	
Mme DUBY-MULLER, M. CHAVANNE	

Quorum et Délégations de vote vérifiés			
Membres en exercice :	**34**	**A l'unanimité**	
Présents :	**31**	**Voix Pour**	**32**
Représenté(e)(s) :	**1**	**Voix contre**	**0**
Suffrages Exprimés :	**32**	**Abstention(s)**	**0**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.3211-5,

Vu la délibération n° CG-2002-114 de l'Assemblée départementale du 18 mars 2002 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier,

Vu les délibérations n° CD-2017-095 du 12 décembre 2017 adoptant le Budget Primitif 2018, n° CD-2018-027 du 14 mai 2018 adoptant le Budget Supplémentaire 2018, n° CD-2018-064 du 5 novembre 2018 adoptant la Décision Modificative n° 2 2018 du budget principal,

Vu les délibérations n° CD-2017-096 du 12 décembre 2017 adoptant le Budget Primitif 2018, n° CD-2018-028 du 14 mai 2018 adoptant le Budget Supplémentaire 2018, n° CD-2018-063 du 5 novembre 2018 adoptant la Décision Modificative n° 2 2018 du budget annexe de l'Aérodrome,

Vu les délibérations n° CD-2017-097 du 12 décembre 2017 adoptant le Budget Primitif 2018, n° CD-2018-029 du 14 mai 2018 adoptant le Budget Supplémentaire 2018, n° CD-2018-064 du 5 novembre 2018 adoptant la Décision Modificative n° 2 2018 du budget annexe de la Compensation Financière Genevoise,

Vu les comptes de Gestion 2018 du budget principal, du budget annexe de l'Aérodrome et du budget annexe de la Compensation Financière Genevoise, présentés par Mme la Payeure Départementale de Haute-Savoie,

Vu l'avis favorable de la 8ème Commission Finances, Ressources Humaines, Administration Générale, lors de sa séance du 8 avril 2019,

Considérant que les comptes de gestion présentés pour les trois budgets par la Payeure Départementale n'appellent aucune observation et sont conformes aux Comptes Administratifs correspondants,

Il est demandé à l'Assemblée départementale de bien vouloir délibérer et statuer.

Le Conseil départemental,
après en avoir délibéré,
à l'unanimité,

APPROUVE les comptes de gestion 2018 du budget principal, du budget annexe de l'Aérodrome et du budget annexe de la Compensation Financière Genevoise.

Délibération télétransmise en Préfecture
le 03 juin 2019,
Publiée et certifiée exécutoire
le 05 juin 2019,
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
Signé,
Le Président du Conseil départemental,
Christian MONTEIL

DEP HAUTE-SAVOIE
BUDGET PRINCIPAL

COMPTE DE GESTION
EXERCICE 2018

PRÉSENTÉ À
La Chambre régionale des comptes

PAR LE(S) COMPTABLE(S)
Mme BRIGITTE OLLIVIER
M André WIDLOECHER

AYANT EXERCÉ AU COURS DE LA GESTION
DU 01/02/2018 AU 07/03/2019
DU 01/01/2018 AU 31/01/2018

Poste comptable de P.DEP HAUTE-SAVOIE

Date Edition : 07/03/2019

Nomenclature M52 départements

SOMMAIRE

07400 DEP HAUTE-SAVOIE

Exercice 2018

Le Compte de Gestion sur Chiffres

1ERE PARTIE : Situation patrimoniale 3
1 Bilan synthétique ..... Etat I-1 4
2 Bilan ..... Etat I-2 5
2.1 Bilan Actif
2.2 Bilan Passif
3 Compte de résultat synthétique ..... Etat I-3 13
4 Compte de résultat ..... Etat I-4 14
5 Annexe 18
Etats des opérations pour compte de tiers ..... Etat I-5 19
2EME PARTIE : Exécution budgétaire 21
1 Résultats budgétaires de l'exercice ..... Etat II-1 22
2 Résultats d'exécution ..... Etat II-2 23
3 Etat de consommation des crédits ..... Etat II-3 26
4 Etat de réalisation des opérations ..... Etat II-4 32
3EME PARTIE : Comptabilité des deniers et valeurs 56
1 Balance des comptes ..... Etat III-1 57
2 Situation des valeurs inactives ..... Etat III-2 121
4EME PARTIE : Page des signatures 122

Situation Patrimoniale - Bilan Synthétique

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

ACTIF NET(1)	Total(En milliers d'Euros)	PASSIF	Total(En milliers d'Euros)
Immobilisations incorporelles (nettes)	**462 862,55**	Dotations	1 992 392,99
Terrains	88 855,47	Fonds Globalisés	449 352,89
Constructions	377 827,50	Réserves	1 787 993,33
Réseaux et installations de voirie et réseaux divers	3 544 096,43	Différences sur réalisations d'immobilisations	-143 747,16
Immobilisations corporelles en cours	167 396,17	Report à nouveau	125 509,76
Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées	6 748,11	Résultat de l'exercice	133 495,55
Autres immobilisations corporelles	39 841,11	Subventions transférables	54 307,04
Total immobilisations corporelles (nettes)	**4 224 764,79**	Subventions non transférables	204 248,60
Immobilisations financières	**6 124,33**	Droits de l'affectant, du concédant, de l'afferment et du remettant	64 765,56
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**4 693 751,67**	Autres fonds propres	
Stocks	212,01	**TOTAL FONDS PROPRES**	**4 668 318,55**
Créances	22 761,54	**PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**	**24 888,39**
Valeurs mobilières de placement		**Dettes financières à long terme**	**143 582,33**
Disponibilités	348 508,38	Fournisseurs(2)	42 780,25
Autres actifs circulant		Autres dettes à court terme	189 311,44
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**371 481,93**	**Total dettes à court terme**	**232 091,69**
Comptes de régularisations	**3 867,63**	**TOTAL DETTES**	**375 674,02**
		Comptes de régularisations	**220,27**
TOTAL ACTIF	**5 069 101,24**	**TOTAL PASSIF**	**5 069 101,24**

(1) Déduction faite des amortissements et provisions

(2) Y compris mandats émis pendant la journée complémentaire et réglés sur l'exercice 2019

BILAN (en Euros)

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

	ACTIF	Exercice 2018			Exercice 2017
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE	Subventions d'équipement versées	715 330 216,30	264 448 926,31	450 881 289,99	424 893 071,63
	Autres immobilisations incorporelles	16 258 571,91	4 277 307,33	11 981 264,58	12 237 149,38
	Immobilisations incorporelles en cours				
	En toute propriété : Terrains	89 892 252,23	1 091 779,00	88 800 473,23	84 482 600,85
	En toute propriété: Constructions	362 721 499,18	161 472 017,12	201 249 482,06	198 669 708,81
	En toute propriété : Constr sol d'autrui	54 602 144,54	26 326 740,46	28 275 404,08	29 425 824,77
	En tte prop : Réseaux install de voirie	3 544 096 428,74		3 544 096 428,74	3 481 649 388,29
	En toute propriété : Oeuvres d'art	6 743 424,32		6 743 424,32	6 416 982,86
	En toute propriété : Autres immob corpo	94 158 897,77	61 061 209,56	33 097 688,21	31 477 949,40
	En toute propriété : Immob en cours	167 396 165,16		167 396 165,16	146 310 014,48
	En tte prop: Immob affectées à un sce				
	Immo mises en concession ou à dispo	6 748 108,95		6 748 108,95	6 748 108,95
	Reçues mise à dispo : Terrains	55 000,00		55 000,00	55 000,00
	Reçues mise à dispo : Constructions	264 005 231,01	115 702 618,30	148 302 612,71	152 228 705,33
	Reçues mise à dispo : Constr sol autrui				
	Reçues mise à dispo : Rés install voirie				
	Reçues mise à dispo : Collections et oeuv				
	Immo C mise à dispo : Autres immos corpo				
	MONTANT A REPORTER	5 322 007 940,11	634 380 598,08	4 687 627 342,03	4 574 594 504,75

BILAN (en Euros)

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

ACTIF		Exercice 2018			Exercice 2017
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE (SUITE)	REPORT	5 322 007 940,11	634 380 598,08	4 687 627 342,03	4 574 594 504,75
	Terrains recus au titre d'affectation				
	Construct reçues au titre d'affectation				
	Reçues en affectat : Construc sol autrui				
	Reçues en affectat : Rés instal voirie				
	Reçues en affectat : Oeuvres d'art				
	Reçues en affectat : Autres immob corpo				
	Participations et créances rattachées	1 978 201,55		1 978 201,55	2 223 685,76
	Autres titres immobilisés	66 885,92		66 885,92	66 885,92
	Avances en garanties d'emprunt				
	Prêts	4 040 607,59		4 040 607,59	4 794 946,60
	Immob financières : Autres créances	38 636,93		38 636,93	29 636,93
	ACTIF IMMOBILISE TOTAL I	**5 328 132 272,10**	**634 380 598,08**	**4 693 751 674,02**	**4 581 709 659,96**

BILAN (en Euros)

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

	ACTIF	Exercice 2018			Exercice 2017
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours: Production				
	Autres stocks	212 012,10		212 012,10	255 673,90
	Redevables et comptes rattachés	3 177 858,43		3 177 858,43	3 899 592,51
	Creances irrécouvrables adm par juge				
	Créances sur l'Etat et collec publiques	7 448 986,71		7 448 986,71	13 035 714,36
	Créances sur les budgets annexes				
	Opérations pour le compte de tiers	4 521 713,13		4 521 713,13	11 173 816,18
	Créances: Autres créances	8 645 969,34	1 032 992,51	7 612 976,83	24 442 752,86
	Valeurs mobilières de placement				
	Disponibilités	348 508 383,47		348 508 383,47	338 523 275,80
	Avances de trésorerie				
	Charges constatées d'avance				
	ACTIF CIRCULANT TOTAL II	**372 514 923,18**	**1 032 992,51**	**371 481 930,67**	**391 330 825,61**

BILAN (en Euros)

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

	ACTIF	Exercice 2018			Exercice 2017
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
COMPTES DE REGULARI SATION	Charges à répartir sur plusieurs exer				
	Primes de remboursement des obligations				
	Dépenses à classer et à régulariser	3 867 630,60		3 867 630,60	3 745 338,40
	Ecarts de conversion - Actif				
	COMPTES DE REGULARISATION TOTAL III	**3 867 630,60**		**3 867 630,60**	**3 745 338,40**
	TOTAL GENERAL (I + II + III)	**5 704 514 825,88**	**635 413 590,59**	**5 069 101 235,29**	**4 976 785 823,97**

BILAN (en Euros)

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

	PASSIF	Exercice 2018	Exercice 2017
FONDS PROPRES	Fonds internes : dotations	1 992 392 987,18	1 992 387 221,01
	Mise à disposition chez le bénéficiaire	64 765 558,71	64 765 558,71
	Affectation par collec de rattachement		
	Réserves	1 787 993 332,57	1 705 745 932,20
	Neutralisation des amortissements	-155 172 768,70	-135 842 252,03
	Report à nouveau	125 509 757,99	91 299 049,76
	Résultat de l'exercice	133 495 548,04	116 458 108,60
	Subventions rattachées aux actifs amort	54 307 041,80	62 935 141,30
	Différences sur réalisations d'immob	11 425 605,53	9 967 723,72
	Fonds d'investissement	449 352 891,02	435 239 340,02
	Subventions non rattachées aux actifs a	204 248 600,30	192 921 760,21
	Droits de l'affectant		
	Droits du remettant		
	FONDS PROPRES TOTAL I	**4 668 318 554,44**	**4 535 877 583,50**

BILAN (en Euros)

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

	PASSIF	Exercice 2018	Exercice 2017
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Provisions pour risques	528 390,03	609 334,07
	Provisions pour charges	24 360 000,00	24 060 000,00
	PROVISIONS POUR RISQUE ET CHARGES TOTAL II	**24 888 390,03**	**24 669 334,07**

BILAN (en Euros)

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

PASSIF		Exercice 2018	Exercice 2017
DETTES	Emprunts obligataires		
	Emprunts auprès des établissements finan	143 582 331,81	164 533 313,04
	Emprunts et dettes financières divers		
	Crédits et lignes de trésorerie		
	Fournisseurs et comptes rattachés	34 301 037,46	35 605 833,71
	Dettes fiscales et sociales	221 981,86	78 681,48
	Dettes envers l'Etat et les collec publ	2 619 803,04	4 409 576,17
	Opér pour le compte de la CE,Deniers..	776 181,44	636 181,42
	Dettes envers les BA	179 122 454,49	185 627 908,54
	Opérations pour le compte de tiers	3 669 820,15	7 882 120,07
	Dettes diverses : Autres dettes	2 901 197,22	7 180 483,36
	Fournisseurs d'immobilisations	8 479 213,60	10 081 364,62
	Produits constatés d'avance		
	DETTES TOTAL III	**375 674 021,07**	**416 035 462,41**

BILAN (en Euros)

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

	PASSIF	Exercice 2018	Exercice 2017
COMPTES DE REGULARI SATION	Recettes à classer ou à régulariser	220 269,75	203 443,99
	Ecarts de conversion - Passif		
	COMPTES DE REGULARISATION TOTAL IV	**220 269,75**	**203 443,99**
	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	**5 069 101 235,29**	**4 976 785 823,97**

Compte de Résultat Synthétique

En milliers d'Euros

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

POSTES	Exercice 2018	Exercice 2017
Impôts et taxes perçus	599 097,41	573 998,11
Dotations et subventions reçues	126 078,54	166 753,21
Produits des services	2 557,62	3 988,58
Autres produits	14 900,78	11 453,71
Transfert de charges		
Produits courants non financiers	742 634,35	756 193,60
Traitements, salaires, charges sociales	122 614,79	120 576,21
Achats et charges externes	44 541,16	54 208,04
Participations et interventions	99 918,70	120 825,84
Dotations aux amortissements et provisions	80 429,47	90 881,17
Autres charges	293 990,85	287 198,23
Charges courantes non financières	641 494,97	673 689,50
RESULTAT COURANT NON FINANCIER	**101 139,37**	**82 504,10**
Produits courants financiers	4 050,61	4 258,76
Charges courantes financières	4 724,99	5 437,51
RESULTAT COURANT FINANCIER	**-674,38**	**-1 178,75**
RESULTAT COURANT	**100 464,99**	**81 325,35**
Produits exceptionnels	34 991,28	41 628,23
Charges exceptionnelles	1 960,72	6 495,47
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**33 030,56**	**35 132,76**
IMPOTS SUR LES BENEFICES		
RESULTAT DE L'EXERCICE	**133 495,55**	**116 458,11**

COMPTE DE RESULTAT 2018

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

POSTES	Exercice 2018	Exercice 2017
PRODUITS COURANTS NON FINANCIERS		
Pdts non financiers: Impôts locaux	221 575 018,20	219 533 232,60
Pdts non financ : Autres impôts et taxes	377 522 391,29	354 464 873,63
Produits services, domaine et ventes div	2 557 617,92	3 988 577,14
Production stockée		
Production immobilisée	135 249,03	125 136,20
Reprises amortis prov (non financiers)	250 184,01	251 080,36
Pdts non financiers : Transferts charges		
Autres produits	14 515 346,00	11 077 488,71
Dotations de l'Etat	31 198 143,06	50 114 925,00
Subventions et participations	28 901 392,54	40 400 724,46
Autres attributions (péréquat, compensa)	65 979 006,48	76 237 561,56
TOTAL I	**742 634 348,53**	**756 193 599,66**
CHARGES COURANTES NON FINANCIERES		
Traitements et salaires	88 924 140,82	87 447 129,70
Charges sociales	33 690 651,66	33 129 085,05
Achats et charges externes	44 541 161,71	54 208 039,11
Chgs non financières: Impôts et taxes	1 781 675,90	1 528 792,28
Dotations amortissements des immob	79 879 473,37	86 420 996,69
Dot amort sur charges à répartir		

COMPTE DE RESULTAT 2018

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

POSTES	Exercice 2018	Exercice 2017
Dotations provisions (non financières)	550 000,00	4 460 172,45
Autres charges	292 209 172,04	285 669 441,92
Contributions obligatoires	59 246 981,58	59 166 998,74
Participations	18 626 884,02	37 260 614,19
Particip et interventions : Subventions	22 044 832,49	24 398 231,98
TOTAL II	**641 494 973,59**	**673 689 502,11**
A - RESULTAT COURANT NON FINANCIER (I-II)	**101 139 374,94**	**82 504 097,55**
PRODUITS COURANTS FINANCIERS		
Valeurs mobilières, créances de l'actif	3 937 214,45	4 126 769,15
Autres intérêts et produits assimilés	32 449,20	52 431,90
Gains de change		
Produit net sur cessions de VMP		
Pdts financiers: Reprises provisions	80 944,04	79 557,93
Pdts financiers: Transferts de charges		
TOTAL III	**4 050 607,69**	**4 258 758,98**
CHARGES COURANTES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	4 450 344,98	5 106 830,41
Pertes de change	274 644,66	330 675,40
Charges nettes sur cessions de VMP		
Dotations amo et prov (financières)		

COMPTE DE RESULTAT 2018

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

POSTES	Exercice 2018	Exercice 2017
TOTAL IV	**4 724 989,64**	**5 437 505,81**
B - RESULTAT COURANT FINANCIER (III-IV)	**-674 381,95**	**-1 178 746,83**
A + B - RESULTAT COURANT	**100 464 992,99**	**81 325 350,72**
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Pdts excep op gestion : Subventions		
Pdt excep op gestion : Autres opérations	251 072,59	1 575 370,51
Produits des cessions d'immobilisations	1 755 674,89	3 094 550,83
Différences sur réalisations (négatives)	3 586,77	648 586,43
Neutralisation des amortissements	19 330 516,67	19 162 967,27
Pdt excep op capital : Autres opérations	13 650 424,95	17 146 757,16
Pdts excep : Reprises sur provisions		
Pdts excep : Transferts de charges		
TOTAL V	**34 991 275,87**	**41 628 232,20**
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charg except op gestion : subventions	30 998,82	691 162,75
Chg excep op gestion : Autres opérations	139 008,64	2 061 174,31
Valeur comptable des immo cédées	297 793,08	2 480 703,91
Différences sur réalisations (positives)	1 461 468,58	1 262 433,35
Chg excep op capital : Autres opérations	31 451,70	
Dot. amort. et prov exceptionnelles		

COMPTE DE RESULTAT 2018

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

POSTES	Exercice 2018	Exercice 2017
TOTAL VI	**1 960 720,82**	**6 495 474,32**
C.1 - RESULTAT EXCEPTIONNEL COMPTABLE (V-VI-776+676)	**15 157 920,19**	**16 583 637,53**
C.2 - RESULTAT EXCEPTIONNEL BUDGETAIRE (V-VI)	**33 030 555,05**	**35 132 757,88**
Total des produits hors neutralisation (I+III+V-776)	762 342 128,65	782 269 037,14
Total des charges hors neutralisation (II+IV+VI-676)	646 719 215,47	684 360 048,89
D.1 - RESULTAT COMPTABLE hors neutralisations (A+B+C.1)	115 622 913,18	97 908 988,25
Neutralisation budgétaire des plus et moins values (7761-6761)	-1 457 881,81	-613 846,92
Neutralisation budgétaire d'amortissements (7768)	19 330 516,67	19 162 967,27
D.2 - RESULTAT DE L'EXERCICE (A+B+C.2)	**133 495 548,04**	**116 458 108,60**

Opérations Compte de Tiers

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

Situation des opérations pour le compte de tiers soldées au 31/12/2018

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur
4551-02	4 217,62		768,00		4 985,62	
4581-06	6 994 446,56				6 994 446,56	
4582-06		4 281 029,66		2 713 416,90		6 994 446,56
4581-07	4 045 770,78		276 965,40		4 322 736,18	
4582-07		3 584 665,34				3 584 665,34
4542-101	124 877,68		36 915,89		161 793,57	
4581-11	4 503,54		2 296,00		6 799,54	
4581-14			25 398,22		25 398,22	
4582-14				25 397,92		25 397,92
4542-201		16 425,07		43 331,82		59 756,89

Opérations Compte de Tiers

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

Situation des opérations pour le compte de tiers non soldées au 31/12/2018

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur
4551-02	4 217,62		768,00		4 985,62	
4581-06	6 994 446,56				6 994 446,56	
4582-06		4 281 029,66		2 713 416,90		6 994 446,56
4581-07	4 045 770,78		276 965,40		4 322 736,18	
4582-07		3 584 665,34				3 584 665,34
4542-101	124 877,68		36 915,89		161 793,57	
4581-11	4 503,54		2 296,00		6 799,54	
4581-14			25 398,22		25 398,22	
4582-14				25 397,92		25 397,92
4542-201		16 425,07		43 331,82		59 756,89

Résultats budgétaires de l'exercice

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	468 818 379,14	894 332 419,65	1 363 150 798,79
Titres de recette émis (b)	218 328 095,83	817 152 806,89	1 035 480 902,72
Réductions de titres (c)	220 007,98	223 243,42	443 251,40
Recettes nettes (d = b - c)	218 108 087,85	816 929 563,47	1 035 037 651,32
DEPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	468 818 379,14	894 332 419,65	1 363 150 798,79
Mandats émis (f)	267 370 993,70	707 085 349,65	974 456 343,35
Annulations de mandats (g)	44 488,57	23 651 334,22	23 695 822,79
Depenses nettes (h = f - g)	267 326 505,13	683 434 015,43	950 760 520,56
RESULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent		133 495 548,04	84 277 130,76
(h - d) Déficit	49 218 417,28		

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2017	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2018	RESULTAT DE L'EXERCICE 2018	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2018
I - Budget principal					
Investissement	-82 247 400,37		-49 218 417,28		-131 465 817,65
Fonctionnement	207 757 158,36	82 247 400,37	133 495 548,04		259 005 306,03
TOTAL I	**125 509 757,99**	**82 247 400,37**	**84 277 130,76**		**127 539 488,38**
II - Budgets des services à caractère administratif					
07404-FONDS GENEVOIS-DEP HTE-S					
Investissement					
Fonctionnement	169 027 363,27		9 372 977,79		178 400 341,06
Sous-Total	**169 027 363,27**		**9 372 977,79**		**178 400 341,06**
TOTAL II	**169 027 363,27**		**9 372 977,79**		**178 400 341,06**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
07401-AERODROME D ACY-DEP HTE-					
Investissement	-462 961,89		521 037,00		58 075,11

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2017	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2018	RESULTAT DE L'EXERCICE 2018	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2018
Fonctionnement	666 195,55	462 961,89	369 979,75		573 213,41
Sous-Total	**203 233,66**	**462 961,89**	**891 016,75**		**631 288,52**
TOTAL III	**203 233,66**	**462 961,89**	**891 016,75**		**631 288,52**
TOTAL I + II + III	**294 740 354,92**	**82 710 362,26**	**94 541 125,30**		**306 571 117,96**

Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
13	Subventions d'investissement		32 000,00	32 000,00	31 153,75		31 153,75	846,25
16	Emprunts et dettes assimilees	86 178 000,00		86 178 000,00	25 475 696,29		25 475 696,29	60 702 303,71
20	Immobilisations incorporelles	8 476 357,00	-624 178,00	7 852 179,00	5 035 790,64		5 035 790,64	2 816 388,36
204	Subventions d'équipement versées	81 517 181,00	22 686 093,00	104 203 274,00	72 388 513,44	3 500,00	72 385 013,44	31 818 260,56
21	Immobilisations corporelles	19 377 311,00	-7 901 650,00	11 475 661,00	7 234 679,18	643,08	7 234 036,10	4 241 624,90
23	Immobilisations en cours	102 060 794,00	18 616 907,00	120 677 701,00	111 826 202,06	40 345,49	111 785 856,57	8 891 844,43
27	Autres immobilisations financières	1 238 800,00	-100 000,00	1 138 800,00	379 800,00		379 800,00	759 000,00
020	Dépenses imprévues - section d'investiss	2 112 000,00		2 112 000,00				2 112 000,00
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**300 960 443,00**	**32 709 172,00**	**333 669 615,00**	**222 371 835,36**	**44 488,57**	**222 327 346,79**	**111 342 268,21**
4542101	Opération pour compte tiers n° 4542101	208 953,00	-367,00	208 586,00	36 915,89		36 915,89	171 670,11
455102	Opération pour compte tiers n° 455102		62 661,00	62 661,00	768,00		768,00	61 893,00
458107	Opération pour compte tiers n° 458107	300 000,00	115 000,00	415 000,00	276 965,40		276 965,40	138 034,60
458111	Opération pour compte tiers n° 458111		2 296,00	2 296,00	2 296,00		2 296,00	
458113	Opération pour compte tiers n° 458113	150 000,00	-100 000,00	50 000,00				50 000,00
SOUS-TOTAL	**OPERATIONS REELLES POUR LE COMPTE DE TIE**	**658 953,00**	**79 590,00**	**738 543,00**	**316 945,29**		**316 945,29**	**421 597,71**
TOTAL	**DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**301 619 396,00**	**32 788 762,00**	**334 408 158,00**	**222 688 780,65**	**44 488,57**	**222 644 292,08**	**111 763 865,92**
040	Opérations d'ordre de transfert entre se	34 939 234,00	3 586,77	34 942 820,77	32 886 795,47		32 886 795,47	2 056 025,30
041	Opérations patrimoniales	12 820 000,00	4 400 000,00	17 220 000,00	11 795 417,58		11 795 417,58	5 424 582,42
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**47 759 234,00**	**4 403 586,77**	**52 162 820,77**	**44 682 213,05**		**44 682 213,05**	**7 480 607,72**
001	Solde d'exécution de la section d'invest		82 247 400,37	82 247 400,37				82 247 400,37

Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
TOTAL GENERAL		**349 378 630,00**	**119 439 749,14**	**468 818 379,14**	**267 370 993,70**	**44 488,57**	**267 326 505,13**	**201 491 874,01**

Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
10	Dotations fonds divers et reserves	15 040 000,00	81 247 400,37	96 287 400,37	96 366 717,54		96 366 717,54	-79 317,17
13	Subventions d'investissement	13 049 234,00		13 049 234,00	16 147 337,34		16 147 337,34	-3 098 103,34
16	Emprunts et dettes assimilees	171 949 167,00	-106 791 633,99	65 157 533,01	4 666 666,67		4 666 666,67	60 490 866,34
20	Immobilisations incorporelles				36 457,69		36 457,69	-36 457,69
204	Subventions d'équipement versées	300 000,00		300 000,00	212 191,67	141 763,51	70 428,16	229 571,84
21	Immobilisations corporelles				2 708,53		2 708,53	-2 708,53
23	Immobilisations en cours	6 100 000,00		6 100 000,00	6 262 256,21	72 505,65	6 189 750,56	-89 750,56
27	Autres immobilisations financières	1 489 000,00	13 000,00	1 502 000,00	1 130 877,83	5 738,82	1 125 139,01	376 860,99
024	Produits de cessions (recettes)	3 695 000,00	-1 755 674,89	1 939 325,11				1 939 325,11
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**211 622 401,00**	**-27 286 908,51**	**184 335 492,49**	**124 825 213,48**	**220 007,98**	**124 605 205,50**	**59 730 286,99**
4542201	Opération pour compte tiers n° 4542201	50 000,00		50 000,00	43 331,82		43 331,82	6 668,18
458214	Opération pour compte tiers n° 458214				25 397,92		25 397,92	-25 397,92
SOUS-TOTAL	**OPERATIONS REELLES POUR LE COMPTE DE TIE**	**50 000,00**		**50 000,00**	**68 729,74**		**68 729,74**	**-18 729,74**
TOTAL	**RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**211 672 401,00**	**-27 286 908,51**	**184 385 492,49**	**124 893 943,22**	**220 007,98**	**124 673 935,24**	**59 711 557,25**
021	Virement de la section de fonctionnement	35 552 229,00	149 881 395,99	185 433 624,99				185 433 624,99
040	Opérations d'ordre de transfert entre se	89 334 000,00	-7 554 738,34	81 779 261,66	81 638 735,03		81 638 735,03	140 526,63
041	Opérations patrimoniales	12 820 000,00	4 400 000,00	17 220 000,00	11 795 417,58		11 795 417,58	5 424 582,42
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**137 706 229,00**	**146 726 657,65**	**284 432 886,65**	**93 434 152,61**		**93 434 152,61**	**190 998 734,04**
TOTAL GENERAL		**349 378 630,00**	**119 439 749,14**	**468 818 379,14**	**218 328 095,83**	**220 007,98**	**218 108 087,85**	**250 710 291,29**

Etat Consommation des Crédits

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
015	Revenu Minimum d'Insertion	10 000,00		10 000,00	2 145,49		2 145,49	7 854,51
016	Allocation personnalisée d'autonomie	64 378 626,00	-3 598 383,00	60 780 243,00	60 132 414,21	11 893,95	60 120 520,26	659 722,74
017	Revenu de solidarité active - fonctionne	59 386 540,00	-1 483 000,00	57 903 540,00	52 448 741,75	41 500,00	52 407 241,75	5 496 298,25
011	Charges à caractère général	49 582 330,00	727 431,00	50 309 761,00	48 307 767,54	4 224 107,99	44 083 659,55	6 226 101,45
012	Charges de personnel et frais assimilés	131 358 700,00	842 000,00	132 200 700,00	123 730 482,52	4 756,15	123 725 726,37	8 474 973,63
014	Atténuations de produits	26 910 000,00	4 581 925,00	31 491 925,00	30 834 120,96		30 834 120,96	657 804,04
65	Autres charges de gestion courante	280 254 323,00	5 100 041,00	285 354 364,00	302 752 699,70	17 607 282,48	285 145 417,22	208 946,78
66	Charges financières	6 122 000,00		6 122 000,00	6 486 783,29	1 761 793,65	4 724 989,64	1 397 010,36
67	Charges exceptionnelles	334 000,00	263 000,00	597 000,00	201 459,16		201 459,16	395 540,84
68	Dotations aux provisions	250 000,00	300 000,00	550 000,00	550 000,00		550 000,00	
022	Dépenses imprévues - section de fonction	1 800 000,00		1 800 000,00				1 800 000,00
TOTAL	**DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**620 386 519,00**	**6 733 014,00**	**627 119 533,00**	**625 446 614,62**	**23 651 334,22**	**601 795 280,40**	**25 324 252,60**
023	Virement à la section d'investissement (	35 552 229,00	149 881 395,99	185 433 624,99				185 433 624,99
042	Opérations d'ordre de transfert entre se	89 334 000,00	-7 554 738,34	81 779 261,66	81 638 735,03		81 638 735,03	140 526,63
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**124 886 229,00**	**142 326 657,65**	**267 212 886,65**	**81 638 735,03**		**81 638 735,03**	**185 574 151,62**
TOTAL GENERAL		**745 272 748,00**	**149 059 671,65**	**894 332 419,65**	**707 085 349,65**	**23 651 334,22**	**683 434 015,43**	**210 898 404,22**

Etat Consommation des Crédits

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
015	Revenu Minimum d'Insertion				2 145,49		2 145,49	-2 145,49
016	Allocation personnalisée d'autonomie	16 255 072,00	120 000,00	16 375 072,00	15 522 667,35	31 977,62	15 490 689,73	884 382,27
017	Revenu de solidarité active - fonctionne	2 650 000,00		2 650 000,00	3 552 504,05		3 552 504,05	-902 504,05
013	Atténuations de charges	3 254 000,00	1 210 000,00	4 464 000,00	4 419 510,53	300,11	4 419 210,42	44 789,58
70	Produits des services du domaine et vent	2 658 500,00	15 000,00	2 673 500,00	2 568 879,65	11 261,73	2 557 617,92	115 882,08
73	Impots et taxes	333 600 000,00	23 300 000,00	356 900 000,00	407 951 453,31		407 951 453,31	-51 051 453,31
731	Impositions directes	222 056 000,00	-764 674,00	221 291 326,00	221 723 361,20	29 486,00	221 693 875,20	-402 549,20
74	Dotations subventions et participations	110 421 442,00	-371 784,00	110 049 658,00	109 132 339,99	25 324,94	109 107 015,05	942 642,95
75	Autres produits d'activite	12 211 500,00	892 110,00	13 103 610,00	12 841 316,16	109 494,49	12 731 821,67	371 788,33
76	Produits financiers	4 136 000,00		4 136 000,00	3 969 783,02	119,37	3 969 663,65	166 336,35
77	Produits exceptionnels	300 000,00	1 785 674,89	2 085 674,89	2 250 922,62	15 279,16	2 235 643,46	-149 968,57
78	Reprises sur provisions	2 791 000,00	-2 640 000,00	151 000,00	331 128,05		331 128,05	-180 128,05
TOTAL	**RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**710 333 514,00**	**23 546 326,89**	**733 879 840,89**	**784 266 011,42**	**223 243,42**	**784 042 768,00**	**-50 162 927,11**
042	Opérations d'ordre de transfert entre se	34 939 234,00	3 586,77	34 942 820,77	32 886 795,47		32 886 795,47	2 056 025,30
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**34 939 234,00**	**3 586,77**	**34 942 820,77**	**32 886 795,47**		**32 886 795,47**	**2 056 025,30**
002	Résultat de fonctionnement reporté		125 509 757,99	125 509 757,99				125 509 757,99
TOTAL GENERAL		**745 272 748,00**	**149 059 671,65**	**894 332 419,65**	**817 152 806,89**	**223 243,42**	**816 929 563,47**	**77 402 856,18**

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
1328	Autres	31 153,75		31 153,75
SOUS-TOTAL CHAPITRE 13	**Subventions d'investissement**	**31 153,75**		**31 153,75**
1641	Emprunts en euros	16 498 496,36		16 498 496,36
1643	Emprunts en devises	1 021 273,13		1 021 273,13
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	3 289 260,13		3 289 260,13
16449	Opérations afférentes à l'option de tira	4 666 666,67		4 666 666,67
SOUS-TOTAL CHAPITRE 16	**Emprunts et dettes assimilees**	**25 475 696,29**		**25 475 696,29**
2031	Frais d'études	4 434 568,16		4 434 568,16
2033	Frais d'insertion	50 304,71		50 304,71
2051	Concessions et droits similaires	550 917,77		550 917,77
SOUS-TOTAL CHAPITRE 20	**Immobilisations incorporelles**	**5 035 790,64**		**5 035 790,64**
204141	Biens, mobiliers matériel et études	1 013 304,22		1 013 304,22
204142	Batiments et installations	44 923 519,41		44 923 519,41
204151	Biens, mobiliers matériel et études	833 020,52		833 020,52
204152	Batiments et installations	6 124 563,31		6 124 563,31
204162	Batiments et installations	856 000,00		856 000,00
204163	Projets d'infrastructure d'intéret natio	222 499,71		222 499,71
2041782	Batiments et installations	3 039 749,87		3 039 749,87
204181	Biens, mobiliers matériel et études	1 310 760,00		1 310 760,00
204182	Batiments et installations	2 149 117,38		2 149 117,38
20421	Biens, mobiliers matériel et études	2 843 589,81		2 843 589,81
20422	Batiments et installations	9 072 389,21	3 500,00	9 068 889,21
SOUS-TOTAL CHAPITRE 204	**Subventions d'équipement versées**	**72 388 513,44**	**3 500,00**	**72 385 013,44**
2111	Terrains nus	220 125,00	106,80	220 018,20

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
2128	Autres agencements et aménagements de te	1 710,00		1 710,00
21351	Batiments publics	148 416,64		148 416,64
2152	Installations de voirie	1 290,00		1 290,00
2157	Matériel et outillage technique	1 427 455,65		1 427 455,65
216	Collections et oeuvres d'art	77 853,35		77 853,35
2182	Matériel de transport	92 114,23	536,28	91 577,95
21831	Matériel informatique scolaire	1 713 904,73		1 713 904,73
21838	Autre matériel informatique	1 098 634,76		1 098 634,76
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaires	622 218,98		622 218,98
21848	Autres matériels de bureau et mobilier	176 229,10		176 229,10
2185	Téléphonie	16 791,35		16 791,35
2188	Autres	1 637 935,39		1 637 935,39
SOUS-TOTAL CHAPITRE 21	**Immobilisations corporelles**	**7 234 679,18**	**643,08**	**7 234 036,10**
2312	Agencements et aménagements de terrains	118 389,26		118 389,26
231311	Bâtiments administratifs	2 023 894,93		2 023 894,93
231312	Bâtiments scolaires	12 971 045,80		12 971 045,80
231313	Bâtiments sociaux et médico-sociaux	346 813,82		346 813,82
231314	Bâtiments culturels et sportifs	2 472 184,24		2 472 184,24
231318	Autres bâtiments publics	6 534 720,66		6 534 720,66
231328	Autres bâtiments privés	61 112,03		61 112,03
23151	Réseaux de voirie	77 468 842,77	39 745,49	77 429 097,28
23157	Matériel et outillage technique	134 447,92		134 447,92
2316	Restauration des collections et oeuvres	240 370,89		240 370,89
238	Avances versées sur commandes d'immobili	9 454 379,74	600,00	9 453 779,74

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
SOUS-TOTAL CHAPITRE 23	**Immobilisations en cours**	**111 826 202,06**	**40 345,49**	**111 785 856,57**
2743	Prêts au personnel	126 000,00		126 000,00
2744	Prêts d'honneur	244 800,00		244 800,00
275	Dépôts et cautionnements versés	9 000,00		9 000,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 27	**Autres immobilisations financières**	**379 800,00**		**379 800,00**
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**222 371 835,36**	**44 488,57**	**222 327 346,79**
45421	Opération pour compte de tiers n ° 45421	36 915,89		36 915,89
4551	Opération pour compte de tiers n ° 4551	768,00		768,00
4581	Opération pour compte de tiers n ° 4581	279 261,40		279 261,40
SOUS-TOTAL	**OPERATIONS REELLES POUR LE COMPTE DE TIE**	**316 945,29**		**316 945,29**
TOTAL	**DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**222 688 780,65**	**44 488,57**	**222 644 292,08**
13913	Départements	5 679 382,00		5 679 382,00
13916	Autres établissements publics locaux	26 285,00		26 285,00
13918	Autres	4 689 542,00		4 689 542,00
13932	Dotation Départementale d'équipement des	3 022 234,00		3 022 234,00
192	Plus ou moins-value sur cessions d'immob	3 586,77		3 586,77
198	Neutralisation des Amortissements	19 330 516,67		19 330 516,67
23151	Réseaux de voirie	135 249,03		135 249,03
SOUS-TOTAL OPERATION n° 040	**Opérations d'ordre de transfert entre se**	**32 886 795,47**		**32 886 795,47**
204112	Batiments et installations	2 713 416,90		2 713 416,90
2118	Autres terrains	3 041 433,51		3 041 433,51
2128	Autres agencements et aménagements de te	14 280,61		14 280,61
2157	Matériel et outillage technique	1 658 328,22		1 658 328,22
2182	Matériel de transport	27 356,22		27 356,22

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
2312	Agencements et aménagements de terrains	11 144,56		11 144,56
231311	Bâtiments administratifs	206 415,44		206 415,44
231312	Bâtiments scolaires	45 129,23		45 129,23
231313	Bâtiments sociaux et médico-sociaux	111 670,56		111 670,56
231314	Bâtiments culturels et sportifs	25 561,47		25 561,47
231318	Autres bâtiments publics	722 524,56		722 524,56
231328	Autres bâtiments privés	534,92		534,92
23151	Réseaux de voirie	3 192 007,16		3 192 007,16
2316	Restauration des collections et oeuvres	216,00		216,00
4581	Dépenses - (à subdiviser par mandat)	25 398,22		25 398,22
SOUS-TOTAL OPERATION n° 041	**Opérations patrimoniales**	**11 795 417,58**		**11 795 417,58**
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**44 682 213,05**		**44 682 213,05**
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES D'INVESTISSEM	**267 370 993,70**	**44 488,57**	**267 326 505,13**

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
10222	Fonds compensation taxe valeur ajoutee (	14 055 685,00		14 055 685,00
10228	Autres fonds	57 866,00		57 866,00
10251	Dons et legs en capital	5 766,17		5 766,17
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	82 247 400,37		82 247 400,37
SOUS-TOTAL CHAPITRE 10	**Dotations fonds divers et reserves**	**96 366 717,54**		**96 366 717,54**
1316	Autres établissements publics locaux	1 767 109,50		1 767 109,50
1321	Etat et établissements nationaux	3 150 897,07		3 150 897,07
1322	Régions	506 627,41		506 627,41
1324	Communes et structures intercommunales	3 309 741,02		3 309 741,02
13272	FEDER	248 559,56		248 559,56
1328	Autres	61 760,78		61 760,78
1332	Dotation Départementale d'équipement des	3 022 234,00		3 022 234,00
1341	Dotation globale equipement (DGE)	3 583 886,00		3 583 886,00
1345	Amendes de radars automatiques et amende	496 522,00		496 522,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 13	**Subventions d'investissement**	**16 147 337,34**		**16 147 337,34**
16449	Opérations afférentes à l'option de tira	4 666 666,67		4 666 666,67
SOUS-TOTAL CHAPITRE 16	**Emprunts et dettes assimilees**	**4 666 666,67**		**4 666 666,67**
2031	Frais d'études	36 457,69		36 457,69
SOUS-TOTAL CHAPITRE 20	**Immobilisations incorporelles**	**36 457,69**		**36 457,69**
204142	Batiments et installations	2 251,40		2 251,40
204162	Batiments et installations	45 283,96		45 283,96
204163	Projets d'infrastructure d'intéret natio	141 763,51	141 763,51	
20422	Batiments et installations	22 892,80		22 892,80
SOUS-TOTAL CHAPITRE 204	**Subventions d'équipement versées**	**212 191,67**	**141 763,51**	**70 428,16**

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
21318	Autres batiments publics	39,92		39,92
2188	Autres	2 668,61		2 668,61
SOUS-TOTAL CHAPITRE 21	**Immobilisations corporelles**	**2 708,53**		**2 708,53**
231311	Bâtiments administratifs	21,77		21,77
231312	Bâtiments scolaires	5,03		5,03
23152	Installations de voirie	20 959,21		20 959,21
238	Avances versées sur commandes d'immobili	6 241 270,20	72 505,65	6 168 764,55
SOUS-TOTAL CHAPITRE 23	**Immobilisations en cours**	**6 262 256,21**	**72 505,65**	**6 189 750,56**
2741	Prêts aux collectivités et aux groupemen	39 281,17		39 281,17
2743	Prêts au personnel	248 275,11	2 538,82	245 736,29
2744	Prêts d'honneur	353 960,00	3 200,00	350 760,00
2748	Autres prêts	489 361,55		489 361,55
SOUS-TOTAL CHAPITRE 27	**Autres immobilisations financières**	**1 130 877,83**	**5 738,82**	**1 125 139,01**
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**124 825 213,48**	**220 007,98**	**124 605 205,50**
45422	Opération pour compte de tiers n ° 45422	43 331,82		43 331,82
4582	Opération pour compte de tiers n ° 4582	25 397,92		25 397,92
SOUS-TOTAL	**OPERATIONS REELLES POUR LE COMPTE DE TIE**	**68 729,74**		**68 729,74**
TOTAL	**RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**124 893 943,22**	**220 007,98**	**124 673 935,24**
192	Plus ou moins-value sur cessions d'immob	1 461 468,58		1 461 468,58
21311	Batiments administratifs	35 160,84		35 160,84
2157	Matériel et outillage technique	5 180,00		5 180,00
2182	Matériel de transport	11 968,03		11 968,03
261	Titres de participation	245 484,21		245 484,21
28031	Frais d'études	126 983,85		126 983,85

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
28033	Frais d'insertion	898,70		898,70
2804111	Biens, mobiliers matériel et études	240 000,00		240 000,00
2804112	Batiments et installations	1 155 272,85		1 155 272,85
2804121	Biens, mobiliers matériel et études	52 614,00		52 614,00
2804122	Batiments et installations	1 011,00		1 011,00
2804141	Biens, mobiliers matériel et études	534 756,88		534 756,88
2804142	Batiments et installations	23 257 358,19		23 257 358,19
2804151	Biens, mobiliers matériel et études	532 271,76		532 271,76
2804152	Batiments et installations	13 312 150,20		13 312 150,20
2804161	Biens, mobiliers matériel et études	25 000,00		25 000,00
2804162	Batiments et installations	2 352 086,00		2 352 086,00
2804163	Projets d'infrastructure d'intéret natio	76 074,00		76 074,00
28041721	Biens, mobiliers matériel et études	6 400,00		6 400,00
28041722	Batiments et installations	38 498,00		38 498,00
28041782	Batiments et installations	1 002 851,00		1 002 851,00
2804181	Biens, mobiliers matériel et études	196 004,00		196 004,00
2804182	Batiments et installations	1 520 671,94		1 520 671,94
280421	Biens, mobiliers matériel et études	1 025 342,00		1 025 342,00
280422	Batiments et installations	3 663 150,00		3 663 150,00
2804411	Biens, mobiliers matériel et études	8 829,00		8 829,00
2804412	Batiments et installations	31 123,00		31 123,00
2804421	Biens, mobiliers matériel et études	8 320,00		8 320,00
28051	Concessions et droits similaires	927 201,86		927 201,86
28128	Amortissements autres agencements et amé	135 746,00		135 746,00

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
281311	Bâtiments administratifs	2 601 757,43		2 601 757,43
281312	Bâtiments scolaires	5 306 606,00		5 306 606,00
281313	Bâtiments sociaux et médico-sociaux	1 086 586,15		1 086 586,15
281314	Bâtiments culturels et sportifs	703 086,00		703 086,00
281318	Amortissements autres bâtiments publics	1 916 616,47		1 916 616,47
281328	Amortissements autres bâtiments privés	240 542,00		240 542,00
281351	Bâtiments publics	105 979,40		105 979,40
281352	Bâtiments privés	2 358,00		2 358,00
2814	Constructions sur sol d'autrui	1 835 516,46		1 835 516,46
28157	Amortissements matériel et outillage tec	3 504 551,57		3 504 551,57
2817312	Bâtiments scolaires	8 642 847,64		8 642 847,64
2817314	Bâtiments culturels et sportifs	34 927,00		34 927,00
2817318	Amortissements autres bâtiments publics	128 994,12		128 994,12
28181	Installations générales agencements et a	39 534,00		39 534,00
28182	Matériel de transport	542 472,91		542 472,91
281831	Matériel informatique scolaire	813 301,46		813 301,46
281838	Amortissements autre matériel informatiq	922 997,46		922 997,46
281841	Matériel de bureau et mobilier scolaires	267 267,78		267 267,78
281848	Autres matériels de bureau et mobilier	218 473,53		218 473,53
28188	Amortissements autres	734 443,76		734 443,76
SOUS-TOTAL OPERATION n° 040	**Opérations d'ordre de transfert entre se**	**81 638 735,03**		**81 638 735,03**
2031	Frais d'études	4 126 179,89		4 126 179,89
2033	Frais d'insertion	73 953,45		73 953,45
238	Avances versées sur commandes d'immobili	4 881 867,34		4 881 867,34

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
4582	Recettes - (à subdiviser par mandat)	2 713 416,90		2 713 416,90
SOUS-TOTAL OPERATION n° 041	**Opérations patrimoniales**	**11 795 417,58**		**11 795 417,58**
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**93 434 152,61**		**93 434 152,61**
	TOTAL GENERAL DES RECETTES D'INVESTISSEM	**218 328 095,83**	**220 007,98**	**218 108 087,85**

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
6515	Allocations RMI - versement aux organism	2 145,49		2 145,49
SOUS-TOTAL OPERATION n° 015	**Revenu Minimum d'Insertion**	**2 145,49**		**2 145,49**
62261	Honoraires médicaux et paramédicaux	128 994,00		128 994,00
62878	Remboursement de frais à des tiers	32 799,31		32 799,31
6331	Versement de transport	16 051,00		16 051,00
6332	Cotisations versées au FNAL	17 283,02		17 283,02
6336	Cotisations au Centre National et aux Ce	19 801,00		19 801,00
64111	Rémunération principale	1 920 093,42		1 920 093,42
64112	Supplément familial de traitement et ind	24 724,32		24 724,32
64113	N B I	13 236,32		13 236,32
64118	Autres indemnités	520 023,11		520 023,11
64131	Rémunérations	275 684,94		275 684,94
6417	Rémunérations des apprentis	4 855,12		4 855,12
6451	Cotisations a l'URSSAF	379 473,00		379 473,00
6453	Cotisations aux caisses de retraite	648 443,65		648 443,65
6454	Cotisations aux ASSEDIC	12 802,00		12 802,00
6457	Cotisations sociales liées à l'apprentis	176,00		176,00
651141	APA à domicile versée au service d'aide	24 854 034,75		24 854 034,75
651142	APA à domicile versée au bénéficiaire	8 301 434,67	10 531,97	8 290 902,70
651143	APA versée au bénéficiaire en établissem	1 109 528,53	1 361,98	1 108 166,55
651144	APA versée à l'établissement	21 852 976,05		21 852 976,05
SOUS-TOTAL OPERATION n° 016	**Allocation personnalisée d'autonomie**	**60 132 414,21**	**11 893,95**	**60 120 520,26**
611	Contrats de prestations de services	772 377,01	41 500,00	730 877,01
6331	Versement de transport	3 616,00		3 616,00

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
6332	Cotisations versées au FNAL	3 754,20		3 754,20
6336	Cotisations au Centre National et aux Ce	4 146,00		4 146,00
64111	Rémunération principale	363 836,96		363 836,96
64112	Supplément familial de traitement et ind	5 091,15		5 091,15
64113	N B I	6 318,10		6 318,10
64118	Autres indemnités	104 238,46		104 238,46
64131	Rémunérations	84 434,14		84 434,14
64168	Autres emplois aidés	17 283,60		17 283,60
6451	Cotisations a l'URSSAF	82 300,00		82 300,00
6453	Cotisations aux caisses de retraite	122 463,76		122 463,76
6454	Cotisations aux ASSEDIC	4 655,00		4 655,00
6512	Secours d'urgence	149 999,00		149 999,00
65171	Revenu solidarité active (RSA) - verseme	39 684 728,28		39 684 728,28
65172	Revenu solidarité active (RSA) - verseme	5 845 656,05		5 845 656,05
65661	Contrats d'accompagnement dans l'emploi	1 426 014,12		1 426 014,12
65662	Contrats d'initiative-emploi	11 452,62		11 452,62
65731	Etat	1 600,00		1 600,00
65734	Communes et structures intercommunales	725 537,16		725 537,16
65738	Organismes publics divers	259 810,00		259 810,00
6574	Subventions de fonctionnement aux person	2 769 430,14		2 769 430,14
SOUS-TOTAL OPERATION n° 017	**Revenu de solidarité active - fonctionne**	**52 448 741,75**	**41 500,00**	**52 407 241,75**
60213	Fournitures des ateliers Départementaux	911 395,18	3 528,43	907 866,75
6032	Variation des stocks des autres approvis	255 673,90		255 673,90
605	Achats de matériel - équipements et trav	4 822,32		4 822,32

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
60611	Eau et assainissement	100 926,53	1 653,66	99 272,87
60612	Energie - électricité	1 286 172,06	39 788,08	1 246 383,98
60613	Chauffage urbain	74 442,32	3 729,59	70 712,73
60618	Autres fournitures	49 336,43	5 021,25	44 315,18
60621	Combustibles	240 576,41		240 576,41
60622	Carburants	1 950 842,34		1 950 842,34
60623	Alimentation	111 928,40		111 928,40
60628	Autres fournitures non stockées	6 681,60	6 681,60	
60631	Fournitures d'entretien	132 583,41		132 583,41
60632	Fournitures de petit équipement	1 534 863,68	1 654,62	1 533 209,06
60633	Fournitures de voirie	3 700 509,69	558 317,36	3 142 192,33
60636	Habillement et vêtements de travail	223 045,42	82 353,44	140 691,98
6064	Fournitures administratives	161 510,14	8 924,63	152 585,51
6065	Livres disques cassettes (bibliothèques	14 039,44	2 500,00	11 539,44
60661	Médicaments	3 471,80		3 471,80
60662	Vaccins et sérums	164 453,83	1 368,14	163 085,69
60668	Autres produits pharmaceutiques	6 822,83		6 822,83
6068	Autres matières et fournitures	22 135,58		22 135,58
611	Contrats de prestations de services	7 619 642,82	805 561,13	6 814 081,69
6132	Locations immobilières	643 391,49		643 391,49
6135	Locations mobilières	1 225 782,88	152 924,09	1 072 858,79
614	Charges locatives et de copropriété	468 135,88		468 135,88
61521	Terrains	208 136,86		208 136,86
615221	Bâtiments publics	984 638,23	87 200,12	897 438,11

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
615231	Voiries	3 616 754,54	138 105,65	3 478 648,89
61524	Bois et forêts	27 683,53	4 752,00	22 931,53
61551	Matériel roulant	342 769,55		342 769,55
61558	Autres biens mobiliers	180 119,11		180 119,11
6156	Maintenance	1 302 576,50	47 149,71	1 255 426,79
6161	Multirisques	1 868 565,47	40 915,09	1 827 650,38
6162	Assurance obligatoire dommage - construc	3 328,87		3 328,87
617	Etudes et recherches	734 582,33	15 162,00	719 420,33
6182	Documentation générale et technique	215 061,10		215 061,10
6184	Versements à des organismes de formation	955 395,39	5 000,00	950 395,39
6185	Frais de colloques séminaires conférence	2 414,20		2 414,20
6188	Autres frais divers	51 912,49		51 912,49
6225	Indemnités au comptable et aux régisseur	10 311,88		10 311,88
62261	Honoraires médicaux et paramédicaux	586 086,01	420,00	585 666,01
62268	Autres honoraires conseils...	1 050 396,55	45 186,52	1 005 210,03
6227	Frais d'actes et de contentieux	113 814,07	95,79	113 718,28
6228	Divers	179 395,45	84 959,51	94 435,94
6231	Annonces et insertions	716 176,23	57 408,08	658 768,15
6232	Fêtes et cérémonies	1 841,08		1 841,08
6233	Foires et expositions	41 673,20		41 673,20
6234	Réceptions	197 250,02		197 250,02
6236	Catalogues - imprimés et publications	747 828,75	19 671,00	728 157,75
6238	Divers	1 191 926,64	6 132,00	1 185 794,64
6241	Transports de biens	65 783,40	8 946,00	56 837,40

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
6245	Transports de personnes extérieures à la	4 908 194,53	81 887,26	4 826 307,27
6247	Transports collectifs du personnel	5 250,00		5 250,00
6248	Divers	42 474,67		42 474,67
6251	Voyages déplacements et missions	1 054 019,83	492,18	1 053 527,65
6255	Frais de déménagement	14 940,96		14 940,96
6261	Frais d'affranchissement	651 444,41	204,00	651 240,41
6262	Frais de telecommunications	957 706,18	64,07	957 642,11
627	Services bancaires et assimilés	350,47		350,47
6281	Concours divers -cotisations	310 972,59		310 972,59
6282	Frais de gardiennage	52 338,21	2 112,00	50 226,21
6283	Frais de nettoyage des locaux	1 188 731,78	83 050,67	1 105 681,11
62878	Remboursement de frais à des tiers	2 506 539,22	1 802 696,79	703 842,43
6288	Autres	75 807,42	17 727,53	58 079,89
63512	Taxes foncières	153 997,00	764,00	153 233,00
63513	Autres impôts locaux	23 171,90		23 171,90
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	43 184,54		43 184,54
637	Autres impôts taxes et versements assimi	9 036,00		9 036,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 011	**Charges à caractère général**	**48 307 767,54**	**4 224 107,99**	**44 083 659,55**
6218	Autre personnel extérieur	5 469,38		5 469,38
6331	Versement de transport	370 208,00		370 208,00
6332	Cotisations versées au FNAL	546 372,29		546 372,29
6336	Cotisations au Centre National et aux Ce	571 818,95		571 818,95
64111	Rémunération principale	54 378 878,81		54 378 878,81
64112	Supplément familial de traitement et ind	797 731,24		797 731,24

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
64113	N B I	429 340,98		429 340,98
64118	Autres indemnités	16 584 009,97		16 584 009,97
64121	Rémunération principale	5 640 084,67	4 005,00	5 636 079,67
64123	Indemnités d'attente	20 966,20		20 966,20
64126	Indemnités de licenciement	11 413,57		11 413,57
64128	Autres indemnités	1 341 856,13		1 341 856,13
64131	Rémunérations	8 701 161,84	751,15	8 700 410,69
6414	Personnel rémunéré à la vacation	34 087,20		34 087,20
64168	Autres emplois aidés	298 153,21		298 153,21
6417	Rémunérations des apprentis	335 087,04		335 087,04
6451	Cotisations a l'URSSAF	12 370 136,00		12 370 136,00
6453	Cotisations aux caisses de retraite	18 065 715,30		18 065 715,30
6454	Cotisations aux ASSEDIC	416 260,00		416 260,00
6457	Cotisations sociales liées à l'apprentis	11 963,00		11 963,00
6473	Allocations chômage	123 522,75		123 522,75
6475	Medecine du travail pharmacie	2 744,00		2 744,00
6478	Autres charges sociales diverses	2 671 206,28		2 671 206,28
64831	Indemnités aux agents	369,04		369,04
6488	Autres charges	1 926,67		1 926,67
SOUS-TOTAL CHAPITRE 012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**123 730 482,52**	**4 756,15**	**123 725 726,37**
73914	Fonds de péréquation de la cotisation su	118 857,00		118 857,00
739261	Fonds de péréquation des DMTO	22 965 630,00		22 965 630,00
739262	Fonds de solidarité en faveur des départ	4 593 127,00		4 593 127,00
7398	Autres reversements	2 870 305,02		2 870 305,02

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
7498	Autres	286 201,94		286 201,94
SOUS-TOTAL CHAPITRE 014	**Atténuations de produits**	**30 834 120,96**		**30 834 120,96**
65111	Famille et enfance	1 066 569,45	448,43	1 066 121,02
6511211	Prestation de compensation du handicap -	21 109 407,48	2 245,13	21 107 162,35
6511212	Prestation de compensation du handicap -	6 259 312,47	518,70	6 258 793,77
651122	Allocation compensatrice tierce personne	1 432 896,81		1 432 896,81
651128	Autres	58 512,96		58 512,96
65113	Personnes âgées	204 835,26	363,02	204 472,24
6512	Secours d'urgence	833 440,93	151,00	833 289,93
6513	Bourses	198 700,00		198 700,00
6518	Autres (primes dots)	2 027 386,26	4 899,39	2 022 486,87
65211	Frais de scolarité	22 166,26	36,00	22 130,26
65212	Frais périscolaires	5 317,71		5 317,71
6522	Accueuil familial	1 811 623,10	24 486,00	1 787 137,10
6523	Frais d'hospitalisation	16 000,00	16 000,00	
652411	Foyers de l'enfance, centres et hotels m	3 210 230,09	208 339,62	3 001 890,47
652412	Maisons d'enfants à caractère social	51 547 841,40	3 696 070,48	47 851 770,92
652413	Lieux de vie et d'acceuil	377 944,68	32 373,15	345 571,53
652414	Foyers de jeunes travailleurs	3 645 931,74	241 312,99	3 404 618,75
652415	Etablissments scolaires	22 368,93		22 368,93
652416	Services d'aide éducative en milieu ouve	11 542 524,30	801 589,66	10 740 934,64
652418	Autres	3 859 159,62	283 480,00	3 575 679,62
65242	Frais de séjour en établissement et serv	71 883 004,48	7 577 209,20	64 305 795,28
65243	Frais de séjour en établissemnt pour per	24 603 831,32	4 566 381,22	20 037 450,10

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
6531	Indemnités	1 146 412,37		1 146 412,37
6532	Frais de mission et de déplacement	95 434,21	228,00	95 206,21
6533	Cotisations de retraite	111 415,41		111 415,41
6534	Cotisations de sécurité sociale - part p	341 752,00		341 752,00
6535	Formation	16 639,66		16 639,66
6541	Créances admises en non-valeur	347 720,40		347 720,40
6542	Créances éteintes	43 962,95		43 962,95
65511	Etablissements publics	5 927 723,00		5 927 723,00
65512	Etablissements privés	5 777 086,00		5 777 086,00
6553	Service d'incendie	45 465 664,00		45 465 664,00
6556	Contributions à des fonds	199 600,00		199 600,00
6558	Autres contributions obligatoires	1 876 908,58		1 876 908,58
6561	Organismes de regroupement (syndicats mi	9 003 228,93		9 003 228,93
6568	Autres participations	8 270 625,35	84 437,00	8 186 188,35
65731	Etat	19 716,00		19 716,00
65732	Région	814 172,00		814 172,00
65733	Département	52 922,11		52 922,11
65734	Communes et structures intercommunales	2 450 071,70		2 450 071,70
65735	Autres groupements de collectivités et c	106 881,08		106 881,08
65736	SPIC	1 000,00		1 000,00
65737	Autres Etablissements Publics Locaux	2 131 958,13	1 048,43	2 130 909,70
65738	Organismes publics divers	174 638,32		174 638,32
6574	Subventions de fonctionnement aux person	12 603 809,34	65 665,06	12 538 144,28
6581	Redevances pour concessions brevets lice	34 352,91		34 352,91

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
SOUS-TOTAL CHAPITRE 65	**Autres charges de gestion courante**	**302 752 699,70**	**17 607 282,48**	**285 145 417,22**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	4 591 921,11		4 591 921,11
66112	Intérêts - rattachement des icne	1 619 842,04	1 761 793,65	-141 951,61
6616	Intérets bancaires et sur opérations de	375,48		375,48
666	Pertes de change	274 644,66		274 644,66
SOUS-TOTAL CHAPITRE 66	**Charges financières**	**6 486 783,29**	**1 761 793,65**	**4 724 989,64**
6711	Intérêts moratoires et pénalites sur mar	2 523,44		2 523,44
6713	Dots et prix	8 000,00		8 000,00
6718	Autres charges exceptionnelles sur opéra	11 126,88		11 126,88
673	Titres annulés exercices antérieurs	117 358,32		117 358,32
6747	Remises gracieuses	30 998,82		30 998,82
678	Autres charges exceptionnelles	31 451,70		31 451,70
SOUS-TOTAL CHAPITRE 67	**Charges exceptionnelles**	**201 459,16**		**201 459,16**
6815	Dotations aux provisions pour risques et	300 000,00		300 000,00
6817	Dotations provisions dépréciation des ac	250 000,00		250 000,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 68	**Dotations aux provisions**	**550 000,00**		**550 000,00**
TOTAL	**DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**625 446 614,62**	**23 651 334,22**	**601 795 280,40**
675	Valeurs comptables des immobilisations c	297 793,08		297 793,08
6761	Différences sur réalisations (positives)	1 461 468,58		1 461 468,58
6811	Dotations aux Amortissements des immobil	79 879 473,37		79 879 473,37
SOUS-TOTAL OPERATION n° 042	**Opérations d'ordre de transfert entre se**	**81 638 735,03**		**81 638 735,03**
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**81 638 735,03**		**81 638 735,03**
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES DE FONCTIONNE	**707 085 349,65**	**23 651 334,22**	**683 434 015,43**

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
7531	Recouvrement indûs - RMI	2 145,49		2 145,49
SOUS-TOTAL OPERATION n° 015	**Revenu Minimum d'Insertion**	**2 145,49**		**2 145,49**
747811	Dotation versée au titre de l'APA	14 697 041,21		14 697 041,21
7533	Recouvrement indûs - APA	824 715,17	31 977,62	792 737,55
7718	Autres produits exceptionnels sur opérat	910,97		910,97
SOUS-TOTAL OPERATION n° 016	**Allocation personnalisée d'autonomie**	**15 522 667,35**	**31 977,62**	**15 490 689,73**
74771	Fonds Social Europeen	756 735,76		756 735,76
74783	Fonds de mobilisation departement pour l	1 803 952,00		1 803 952,00
7518	Recouvrements sur autres redevables	2 394,51		2 394,51
75342	Allocations forfaitaires	853 424,38		853 424,38
75343	Allocations fofaitaires majorées	110 291,49		110 291,49
7538	Autres	22 530,91		22 530,91
773	Mandats annulés (sur exercices antérieur	2 375,00		2 375,00
7788	Produits exceptionnels divers	800,00		800,00
SOUS-TOTAL OPERATION n° 017	**Revenu de solidarité active - fonctionne**	**3 552 504,05**		**3 552 504,05**
6032	Variation des stocks des autres approvis	212 012,10		212 012,10
6419	Remboursements sur rémunérations du pers	2 986 044,85	55,61	2 985 989,24
6479	Remboursements sur autres charges social	1 221 453,58	244,50	1 221 209,08
SOUS-TOTAL CHAPITRE 013	**Atténuations de charges**	**4 419 510,53**	**300,11**	**4 419 210,42**
70323	Redevance d'occupation du domaine public	304 610,38	10,20	304 600,18
70388	Autres	57 604,50		57 604,50
7066	Redevances et droits des services à cara	1 501 561,50	11 171,53	1 490 389,97
707	Ventes de marchandises	197 086,00		197 086,00
70878	Par des tiers	467 054,07		467 054,07

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
7088	Autres produits d'activités annexes (abo	40 963,20	80,00	40 883,20
SOUS-TOTAL CHAPITRE 70	**Produits des services du domaine et vent**	**2 568 879,65**	**11 261,73**	**2 557 617,92**
7321	Taxe Départementale de publicité foncièr	249 236 339,04		249 236 339,04
7322	Taxe Départementale additionnelle à cert	1 476 575,22		1 476 575,22
7327	Taxe d'aménagement	18 710 594,95		18 710 594,95
7342	Taxe sur les conventions d'assurance	89 659 963,23		89 659 963,23
7351	Taxe sur la consommation finale d'électr	10 944 462,53		10 944 462,53
7352	Taxe intérieure de consommation sur les	34 552 325,56		34 552 325,56
7366	Taxe sur les remontées mécaniques	3 151 351,56		3 151 351,56
7388	Autres	219 841,22		219 841,22
SOUS-TOTAL CHAPITRE 73	**Impots et taxes**	**407 951 453,31**		**407 951 453,31**
73111	Taxe foncière sur les propriétés bâties	150 695 519,00		150 695 519,00
73112	Cotisation sur Valeur Ajoutée des Entrep	49 816 824,00	26 808,00	49 790 016,00
73114	Imposition forfaitaire sur les entrepris	1 790 187,00		1 790 187,00
73121	F.N.G.I.R.	13 372 203,00		13 372 203,00
73123	Attributions de compensation CVAE	224 728,20		224 728,20
73125	Frais de gestion de la taxe foncière sur	5 282 805,00		5 282 805,00
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	541 095,00	2 678,00	538 417,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 731	**Impositions directes**	**221 723 361,20**	**29 486,00**	**221 693 875,20**
7411	Dotation globale fonctionnement (DGF) do	11 840 444,00		11 840 444,00
74122	Dotation de péréquation urbaine	10 526 679,00		10 526 679,00
74123	Dotation de compensation	5 499 976,00		5 499 976,00
744	FCTVA	828 152,00		828 152,00
7461	DGD	2 789 094,00		2 789 094,00

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
74718	Autres	1 530 961,70		1 530 961,70
7472	Région	162 518,12		162 518,12
7473	Département	90 476,28		90 476,28
7474	Communes et structures intercommunales	438 961,56	1 281,00	437 680,56
7475	Autres groupements de collectivités, col	25 516,00		25 516,00
74772	Fons Europeen Développement Régional (FE	28 497,97		28 497,97
747812	Dotation versée au titre de la PCH	6 763 633,82		6 763 633,82
747813	Dotation versée au titre des MDPH	852 650,82		852 650,82
7478141	Part autonomie	239 413,78		239 413,78
7478142	Part prévention	429 411,07		429 411,07
74788	Autres	1 082 903,45		1 082 903,45
7482	Compensation pour perte de taxe addition	98 119,00		98 119,00
74832	D.C.R.T.P.	14 867 164,00		14 867 164,00
74834	Etat - compensation au titre des exonéra	51 500,00	2,00	51 498,00
74835	Dotation pour transfert de compensations	3 075 557,00		3 075 557,00
74881	Participation des familles au titre de l	2 283 484,81	11 262,24	2 272 222,57
74888	Autres attributions et participations :	45 627 225,61	12 779,70	45 614 445,91
SOUS-TOTAL CHAPITRE 74	**Dotations subventions et participations**	**109 132 339,99**	**25 324,94**	**109 107 015,05**
7511	Recouvrements sur Départements et autres	94 122,87	2 239,92	91 882,95
7512	Recouvrements sur sécurite sociale et or	442 434,75	9 872,72	432 562,03
7513	Recouvrements sur bénéficiaire tiers-pay	11 026 833,55	67 114,92	10 959 718,63
7518	Recouvrements sur autres redevables	9 032,68		9 032,68
752	Revenus des immeubles	780 582,62	27 807,34	752 775,28
7535	PCH	195 194,66	2 459,59	192 735,07

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
757	Redevances versées par les fermiers et c	282 113,04		282 113,04
7588	Autres produits divers de gestion couran	11 001,99		11 001,99
SOUS-TOTAL CHAPITRE 75	**Autres produits d'activite**	**12 841 316,16**	**109 494,49**	**12 731 821,67**
7621	Produits des autres immobilisations fina	3 937 214,45		3 937 214,45
7688	Autres	32 568,57	119,37	32 449,20
SOUS-TOTAL CHAPITRE 76	**Produits financiers**	**3 969 783,02**	**119,37**	**3 969 663,65**
7711	Dédits et pénalites perçus	140 274,38	14 000,00	126 274,38
7714	Recouvrement sur créances admises en non	12 022,82		12 022,82
7718	Autres produits exceptionnels sur opérat	2 045,17		2 045,17
773	Mandats annulés (sur exercices antérieur	107 444,25		107 444,25
775	Produits des cessions d'immobilisations	1 755 674,89		1 755 674,89
7788	Produits exceptionnels divers	233 461,11	1 279,16	232 181,95
SOUS-TOTAL CHAPITRE 77	**Produits exceptionnels**	**2 250 922,62**	**15 279,16**	**2 235 643,46**
7817	Reprises sur provisions pour dépréciatio	250 184,01		250 184,01
7865	Reprises sur provisions pour risques et	80 944,04		80 944,04
SOUS-TOTAL CHAPITRE 78	**Reprises sur provisions**	**331 128,05**		**331 128,05**
TOTAL	**RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**784 266 011,42**	**223 243,42**	**784 042 768,00**
722	Immobilisations corporelles	135 249,03		135 249,03
7761	Différences sur réalisations (négatives)	3 586,77		3 586,77
7768	Neutralisation des Amortissements	19 330 516,67		19 330 516,67
777	Quote-part des subventions d'investissem	13 417 443,00		13 417 443,00
SOUS-TOTAL OPERATION n° 042	**Opérations d'ordre de transfert entre se**	**32 886 795,47**		**32 886 795,47**
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**32 886 795,47**		**32 886 795,47**
	TOTAL GENERAL DES RECETTES DE FONCTIONNE	**817 152 806,89**	**223 243,42**	**816 929 563,47**

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2018

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1021	Dotation		1 991 067 166,7						1 991 067 166,7		1 991 067 166,78
10222	FCTVA		379 596 295,65				14 055 685,00		393 651 980,65		393 651 980,65
10228	Autres fonds		55 643 044,37				57 866,00		55 700 910,37		55 700 910,37
1022	**Sous Total compte 1022**		**435 239 340,02**				**14 113 551,00**		**449 352 891,02**		**449 352 891,02**
10251	Dons et legs en capital		1 320 054,23				5 766,17		1 325 820,40		1 325 820,40
1025	**Sous Total compte 1025**		**1 320 054,23**				**5 766,17**		**1 325 820,40**		**1 325 820,40**
1027	Mise à disposition chez le bénéficiaire		64 765 558,71						64 765 558,71		64 765 558,71
102	**Sous Total compte 102**		**2 492 392 119,7**				**14 119 317,17**		**2 506 511 436,9**		**2 506 511 436,91**
1068	Excédt de fonctionnement capitalisé		1 717 607 943,3				82 247 400,37		1 799 855 343,7		1 799 855 343,74
1069	Reprise 2004 excéds capitalisés	11 862 011,17						11 862 011,17		11 862 011,17	
106	**Sous Total compte 106**	**11 862 011,17**	**1 717 607 943,3**				**82 247 400,37**	**11 862 011,17**	**1 799 855 343,7**		**1 787 993 332,57**
10	**Sous Total compte 10**	**11 862 011,17**	**4 210 000 063,1**				**96 366 717,54**	**11 862 011,17**	**4 306 366 780,6**		**4 294 504 769,48**
110	Report à nouveau solde créditeur		91 299 049,76	82 247 400,37	116 458 108,60			82 247 400,37	207 757 158,36		125 509 757,99

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2018

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
11	**Sous Total compte 11**		**91 299 049,76**	**82 247 400,37**	**116 458 108,60**			**82 247 400,37**	**207 757 158,36**		**125 509 757,99**
12	Résultat exercice excéd déficit		116 458 108,60	116 458 108,60				116 458 108,60	116 458 108,60		0,00
12	**Sous Total compte 12**		**116 458 108,60**	**116 458 108,60**				**116 458 108,60**	**116 458 108,60**		**0,00**
1313	Départements		30 161 882,00						30 161 882,00		30 161 882,00
1316	Autres établissements publics locaux		394 285,00				1 767 109,50		2 161 394,50		2 161 394,50
1318	Autres		57 579 711,78						57 579 711,78		57 579 711,78
131	**Sous Total compte 131**		**88 135 878,78**				**1 767 109,50**		**89 902 988,28**		**89 902 988,28**
1321	Etat et établissements nationaux		8 249 869,44				3 150 897,07		11 400 766,51		11 400 766,51
1322	Régions		36 394 034,77				506 627,41		36 900 662,18		36 900 662,18
1323	Départements		372 509,75						372 509,75		372 509,75
1324	Communes et structures intercommunales		72 759 764,46				3 309 741,02		76 069 505,48		76 069 505,48
1326	Autres établissements publics locaux		1 945 337,54						1 945 337,54		1 945 337,54
13272	FEDER		812 815,04				248 559,56		1 061 374,60		1 061 374,60

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2018

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
13278	Autres fonds européens		348 922,77						348 922,77		348 922,77
1327	**Sous Total compte 1327**		**1 161 737,81**				**248 559,56**		**1 410 297,37**		**1 410 297,37**
1328	Autres		30 257 032,58			31 153,75	61 760,78	31 153,75	30 318 793,36		30 287 639,61
132	**Sous Total compte 132**		**151 140 286,35**			**31 153,75**	**7 277 585,84**	**31 153,75**	**158 417 872,19**		**158 386 718,44**
1332	Dotation départementale équipt colleges		3 022 234,00	3 022 234,00			3 022 234,00	3 022 234,00	6 044 468,00		3 022 234,00
133	**Sous Total compte 133**		**3 022 234,00**	**3 022 234,00**			**3 022 234,00**	**3 022 234,00**	**6 044 468,00**		**3 022 234,00**
1341	DGE		37 199 189,10				3 583 886,00		40 783 075,10		40 783 075,10
1345	Amendes de radars automatiques et de pol		3 881 250,00				496 522,00		4 377 772,00		4 377 772,00
1348	Autres		229 058,00						229 058,00		229 058,00
134	**Sous Total compte 134**		**41 309 497,10**				**4 080 408,00**		**45 389 905,10**		**45 389 905,10**
1383	Départements		471 976,76						471 976,76		471 976,76
138	**Sous Total compte 138**		**471 976,76**						**471 976,76**		**471 976,76**
13913	Départements	13 179 382,00				5 679 382,00		18 858 764,00		18 858 764,00	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2018

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
13916	Autres établissements publics locaux					26 285,00		26 285,00		26 285,00	
13918	Autres	15 043 589,48				4 689 542,00		19 733 131,48		19 733 131,48	
1391	**Sous Total compte 1391**	**28 222 971,48**				**10 395 209,00**		**38 618 180,48**		**38 618 180,48**	
13932	Dotation départementale équipt colleges				3 022 234,00	3 022 234,00		3 022 234,00	3 022 234,00		0,00
1393	**Sous Total compte 1393**				**3 022 234,00**	**3 022 234,00**		**3 022 234,00**	**3 022 234,00**		**0,00**
139	**Sous Total compte 139**	**28 222 971,48**			**3 022 234,00**	**13 417 443,00**		**41 640 414,48**	**3 022 234,00**	**38 618 180,48**	
13	**Sous Total compte 13**	**28 222 971,48**	**284 079 872,99**	**3 022 234,00**	**3 022 234,00**	**13 448 596,75**	**16 147 337,34**	**44 693 802,23**	**303 249 444,33**		**258 555 642,10**
152	Provisions pour risques et charges s emp		609 334,07	80 944,04				80 944,04	609 334,07		528 390,03
158	Autres prov pour risques et charges		24 060 000,00		300 000,00				24 360 000,00		24 360 000,00
15	**Sous Total compte 15**		**24 669 334,07**	**80 944,04**	**300 000,00**			**80 944,04**	**24 969 334,07**		**24 888 390,03**
1641	Emprunts en euros		136 652 310,32			16 498 496,36		16 498 496,36	136 652 310,32		120 153 813,96
1643	Emprunts en devises		4 753 378,64			1 021 273,13		1 021 273,13	4 753 378,64		3 732 105,51
16441	Opér afférentes à l'emprunt		21 365 830,43			3 289 260,13		3 289 260,13	21 365 830,43		18 076 570,30

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2018

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
16449	Opér afférent option tirage ligne trésor					4 666 666,67	4 666 666,67	4 666 666,67	4 666 666,67		0,00
1644	**Sous Total compte 1644**		**21 365 830,43**			**7 955 926,80**	**4 666 666,67**	**7 955 926,80**	**26 032 497,10**		**18 076 570,30**
164	**Sous Total compte 164**		**162 771 519,39**			**25 475 696,29**	**4 666 666,67**	**25 475 696,29**	**167 438 186,06**		**141 962 489,77**
16884	Ints courus sur empts étabs financiers		1 761 793,65	1 761 793,65	1 619 842,04			1 761 793,65	3 381 635,69		1 619 842,04
1688	**Sous Total compte 1688**		**1 761 793,65**	**1 761 793,65**	**1 619 842,04**			**1 761 793,65**	**3 381 635,69**		**1 619 842,04**
168	**Sous Total compte 168**		**1 761 793,65**	**1 761 793,65**	**1 619 842,04**			**1 761 793,65**	**3 381 635,69**		**1 619 842,04**
16	**Sous Total compte 16**		**164 533 313,04**	**1 761 793,65**	**1 619 842,04**	**25 475 696,29**	**4 666 666,67**	**27 237 489,94**	**170 819 821,75**		**143 582 331,81**
192	Plus ou moins-value cess d'immo		9 968 283,23			3 586,77	1 461 468,58	3 586,77	11 429 751,81		11 426 165,04
193	Autres neutralisat° et régularisat° d'op	559,51						559,51		559,51	
198	Neutralisation des amortisSEMents	135 842 252,03				19 330 516,67		155 172 768,70		155 172 768,70	
19	**Sous Total compte 19**	**135 842 811,54**	**9 968 283,23**			**19 334 103,44**	**1 461 468,58**	**155 176 914,98**	**11 429 751,81**	**143 747 163,17**	
	Total classe 1	**175 927 794,19**	**4 901 008 024,8**	**203 570 480,66**	**121 400 184,64**	**58 258 396,48**	**118 642 190,13**	**437 756 671,33**	**5 141 050 399,9**	**205 653 519,86**	**4 908 947 248,10**
2031	Frais d'études	11 224 035,55				4 434 568,16	4 162 637,58	15 658 603,71	4 162 637,58	11 495 966,13	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2018

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2033	Frais d'insertion	101 097,69				50 304,71	73 953,45	151 402,40	73 953,45	77 448,95	
203	**Sous Total compte 203**	**11 325 133,24**				**4 484 872,87**	**4 236 591,03**	**15 810 006,11**	**4 236 591,03**	**11 573 415,08**	
204111	Biens, mobiliers matériel et études	1 200 000,00						1 200 000,00		1 200 000,00	
204112	Batiments et installations	15 828 541,85				2 713 416,90		18 541 958,75		18 541 958,75	
20411	**Sous Total compte 20411**	**17 028 541,85**				**2 713 416,90**		**19 741 958,75**		**19 741 958,75**	
204121	Biens, mobiliers matériel et études	263 071,01						263 071,01		263 071,01	
204122	Batiments et installations	15 176,56						15 176,56		15 176,56	
20412	**Sous Total compte 20412**	**278 247,57**						**278 247,57**		**278 247,57**	
204141	Biens, mobiliers matériel et études	2 673 785,18				1 013 304,22		3 687 089,40		3 687 089,40	
204142	Batiments et installations	316 525 533,02				44 923 519,41	2 251,40	361 449 052,43	2 251,40	361 446 801,03	
20414	**Sous Total compte 20414**	**319 199 318,20**				**45 936 823,63**	**2 251,40**	**365 136 141,83**	**2 251,40**	**365 133 890,43**	
204151	Biens, mobiliers matériel et études	2 661 347,27				833 020,52		3 494 367,79		3 494 367,79	
204152	Batiments et installations	166 095 217,88				6 124 563,31		172 219 781,19		172 219 781,19	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2018

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
20415	**Sous Total compte 20415**	**168 756 565,15**				**6 957 583,83**		**175 714 148,98**		**175 714 148,98**	
204161	Biens, mobiliers matériel et études	125 000,00						125 000,00		125 000,00	
204162	Batiments et installations	35 202 034,57				856 000,00	45 283,96	36 058 034,57	45 283,96	36 012 750,61	
204163	Projets infrastructure intéret national	2 282 329,20				364 263,22	141 763,51	2 646 592,42	141 763,51	2 504 828,91	
20416	**Sous Total compte 20416**	**37 609 363,77**				**1 220 263,22**	**187 047,47**	**38 829 626,99**	**187 047,47**	**38 642 579,52**	
2041721	Biens, mobiliers matériel et études	32 000,00						32 000,00		32 000,00	
2041722	Batiments et installations	577 479,00						577 479,00		577 479,00	
204172	**Sous Total compte 204172**	**609 479,00**						**609 479,00**		**609 479,00**	
2041782	Batiments et installations	14 450 846,37				3 039 749,87		17 490 596,24		17 490 596,24	
204178	**Sous Total compte 204178**	**14 450 846,37**				**3 039 749,87**		**17 490 596,24**		**17 490 596,24**	
20417	**Sous Total compte 20417**	**15 060 325,37**				**3 039 749,87**		**18 100 075,24**		**18 100 075,24**	
204181	Biens, mobiliers matériel et études	980 023,20				1 310 760,00		2 290 783,20		2 290 783,20	
204182	Batiments et installations	20 763 240,42				2 149 117,38		22 912 357,80		22 912 357,80	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2018

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
20418	**Sous Total compte 20418**	**21 743 263,62**				**3 459 877,38**		**25 203 141,00**		**25 203 141,00**	
2041	**Sous Total compte 2041**	**579 675 625,53**				**63 327 714,83**	**189 298,87**	**643 003 340,36**	**189 298,87**	**642 814 041,49**	
20421	Biens, mobiliers matériel et études	5 126 706,94				2 843 589,81		7 970 296,75		7 970 296,75	
20422	Batiments et installations	54 947 274,45				9 072 389,21	26 392,80	64 019 663,66	26 392,80	63 993 270,86	
2042	**Sous Total compte 2042**	**60 073 981,39**				**11 915 979,02**	**26 392,80**	**71 989 960,41**	**26 392,80**	**71 963 567,61**	
204411	Biens, mobiliers matériel et études	44 145,11						44 145,11		44 145,11	
204412	Batiments et installations	466 858,52						466 858,52		466 858,52	
20441	**Sous Total compte 20441**	**511 003,63**						**511 003,63**		**511 003,63**	
204421	Biens, mobiliers matériel et études	41 603,57						41 603,57		41 603,57	
20442	**Sous Total compte 20442**	**41 603,57**						**41 603,57**		**41 603,57**	
2044	**Sous Total compte 2044**	**552 607,20**						**552 607,20**		**552 607,20**	
204	**Sous Total compte 204**	**640 302 214,12**				**75 243 693,85**	**215 691,67**	**715 545 907,97**	**215 691,67**	**715 330 216,30**	
2051	Concessions et droits similaires	4 134 239,06				550 917,77		4 685 156,83		4 685 156,83	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2018

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
205	**Sous Total compte 205**	**4 134 239,06**				**550 917,77**		**4 685 156,83**		**4 685 156,83**	
20	**Sous Total compte 20**	**655 761 586,42**				**80 279 484,49**	**4 452 282,70**	**736 041 070,91**	**4 452 282,70**	**731 588 788,21**	
2111	Terrains nus	4 353 182,75				220 125,00	106,80	4 573 307,75	106,80	4 573 200,95	
2115	Terrains bâtis	2 761 096,51						2 761 096,51		2 761 096,51	
2117	Bois et forêts	4 659 056,18						4 659 056,18		4 659 056,18	
2118	Autres terrains	69 595 433,96				3 041 433,51		72 636 867,47		72 636 867,47	
211	**Sous Total compte 211**	**81 368 769,40**				**3 261 558,51**	**106,80**	**84 630 327,91**	**106,80**	**84 630 221,11**	
2128	Autres agenct et aménagt terrains	4 069 864,45		1 176 176,06		15 990,61		5 262 031,12		5 262 031,12	
212	**Sous Total compte 212**	**4 069 864,45**		**1 176 176,06**		**15 990,61**		**5 262 031,12**		**5 262 031,12**	
21311	Batiments administratifs	72 822 977,60		10 749 747,21	256 057,46		35 160,84	83 572 724,81	291 218,30	83 281 506,51	
21312	Batiments scolaires	160 373 436,72		2 758 421,98				163 131 858,70		163 131 858,70	
21313	Batiments sociaux et médico-sociaux	31 975 814,54		83 036,01				32 058 850,55		32 058 850,55	
21314	Batiments culturels et sportifs	20 863 730,77		106 427,69				20 970 158,46		20 970 158,46	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2018

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
21318	Autres batiments publics	53 049 729,24		568 040,83			39,92	53 617 770,07	39,92	53 617 730,15	
2131	**Sous Total compte 2131**	**339 085 688,87**		**14 265 673,72**	**256 057,46**		**35 200,76**	**353 351 362,59**	**291 258,22**	**353 060 104,37**	
21328	Autres batiments prives	7 191 479,91		164 415,10				7 355 895,01		7 355 895,01	
2132	**Sous Total compte 2132**	**7 191 479,91**		**164 415,10**				**7 355 895,01**		**7 355 895,01**	
21351	Batiments publics	2 109 891,10				148 416,64		2 258 307,74		2 258 307,74	
21352	Batiments prives	47 192,06						47 192,06		47 192,06	
2135	**Sous Total compte 2135**	**2 157 083,16**				**148 416,64**		**2 305 499,80**		**2 305 499,80**	
213	**Sous Total compte 213**	**348 434 251,94**		**14 430 088,82**	**256 057,46**	**148 416,64**	**35 200,76**	**363 012 757,40**	**291 258,22**	**362 721 499,18**	
214	Constructions sur sol autrui	53 917 048,77		685 095,77				54 602 144,54		54 602 144,54	
2151	Réseaux de voirie	3 462 746 757,4		62 445 750,45				3 525 192 507,8		3 525 192 507,8	
2152	Installations de voirie	8 339 877,09				1 290,00		8 341 167,09		8 341 167,09	
2153	Réseaux divers	10 562 753,80						10 562 753,80		10 562 753,80	
2157	Mat et outillage tech	45 163 881,51		202 012,52	750 630,37	3 085 783,87	5 180,00	48 451 677,90	755 810,37	47 695 867,53	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2018

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
215	**Sous Total compte 215**	**3 526 813 269,8**		**62 647 762,97**	**750 630,37**	**3 087 073,87**	**5 180,00**	**3 592 548 106,(**	**755 810,37**	**3 591 792 296,2**	
216	Collections et oeuvres d'art	6 416 982,86		248 588,11		77 853,35		6 743 424,32		6 743 424,32	
21711	Terrains nus	55 000,00						55 000,00		55 000,00	
2171	**Sous Total compte 2171**	**55 000,00**						**55 000,00**		**55 000,00**	
217312	Batiments scolaires	254 394 720,95		4 865 606,30				259 260 327,25		259 260 327,25	
217314	Batiments culturels et sportifs	1 009 298,80						1 009 298,80		1 009 298,80	
217318	Autres batiments publics	3 720 535,12		15 069,84				3 735 604,96		3 735 604,96	
21731	**Sous Total compte 21731**	**259 124 554,87**		**4 880 676,14**				**264 005 231,01**		**264 005 231,01**	
2173	**Sous Total compte 2173**	**259 124 554,87**		**4 880 676,14**				**264 005 231,01**		**264 005 231,01**	
217	**Sous Total compte 217**	**259 179 554,87**		**4 880 676,14**				**264 060 231,01**		**264 060 231,01**	
2181	Instal gales agenct amngts divers	788 289,89		10 153,05				798 442,94		798 442,94	
2182	Mat de transport	12 113 115,03			878 340,72	119 470,45	12 504,31	12 232 585,48	890 845,03	11 341 740,45	
21831	Mat informatique scolaire	5 351 854,89				1 713 904,73		7 065 759,62		7 065 759,62	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2018

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
21838	Autre mat informatique	7 542 043,36				1 098 634,76		8 640 678,12		8 640 678,12	
2183	**Sous Total compte 2183**	**12 893 898,25**				**2 812 539,49**		**15 706 437,74**		**15 706 437,74**	
21841	Mat de bureau et mobilier scolaires	4 513 460,27				622 218,98		5 135 679,25		5 135 679,25	
21848	Autres mat de bureau et mobilier	2 911 445,25				176 229,10		3 087 674,35		3 087 674,35	
2184	**Sous Total compte 2184**	**7 424 905,52**				**798 448,08**		**8 223 353,60**		**8 223 353,60**	
2185	Téléphonie	2 381,94				16 791,35		19 173,29		19 173,29	
2188	Autres	8 738 615,44				1 637 935,39	2 668,61	10 376 550,83	2 668,61	10 373 882,22	
218	**Sous Total compte 218**	**41 961 206,07**		**10 153,05**	**878 340,72**	**5 385 184,76**	**15 172,92**	**47 356 543,88**	**893 513,64**	**46 463 030,24**	
21	**Sous Total compte 21**	**4 322 160 948,1**		**84 078 540,92**	**1 885 028,55**	**11 976 077,74**	**55 660,48**	**4 418 215 566,9**	**1 940 689,03**	**4 416 274 877,1**	
2312	Agencements et aménagements de terrains	1 249 245,32			1 176 176,06	129 533,82		1 378 779,14	1 176 176,06	202 603,08	
231311	Bâts administratifs	10 830 543,15			10 386 237,11	2 230 310,37	21,77	13 060 853,52	10 386 258,88	2 674 594,64	
231312	Bâtiments scolaires	52 260 410,77			8 268 098,09	13 016 175,03	5,03	65 276 585,80	8 268 103,12	57 008 482,68	
231313	Bâts sociaux médico-sociaux	2 886 924,11			95 204,02	458 484,38		3 345 408,49	95 204,02	3 250 204,47	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2018

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
231314	Bâtiments culturels et sportifs	876 559,70			556 617,92	2 497 745,71		3 374 305,41	556 617,92	2 817 687,49	
231318	Autres bâtiments publics	5 828 711,83			393 774,34	7 257 245,22		13 085 957,05	393 774,34	12 692 182,71	
23131	**Sous Total compte 23131**	**72 683 149,56**			**19 699 931,48**	**25 459 960,71**	**26,80**	**98 143 110,27**	**19 699 958,28**	**78 443 151,99**	
231328	Autres bâtiments privés	173 295,10			164 415,10	61 646,95		234 942,05	164 415,10	70 526,95	
23132	**Sous Total compte 23132**	**173 295,10**			**164 415,10**	**61 646,95**		**234 942,05**	**164 415,10**	**70 526,95**	
231351	Bâtiments publics	141 667,20			141 667,20			141 667,20	141 667,20		0,00
23135	**Sous Total compte 23135**	**141 667,20**			**141 667,20**			**141 667,20**	**141 667,20**		**0,00**
2313	**Sous Total compte 2313**	**72 998 111,86**			**20 006 013,78**	**25 521 607,66**	**26,80**	**98 519 719,52**	**20 006 040,58**	**78 513 678,94**	
2314	Constructions sur sol autrui	1 124,64						1 124,64		1 124,64	
23151	Réseaux de voirie	65 499 496,28			62 445 750,45	80 796 098,96	39 745,49	146 295 595,24	62 485 495,94	83 810 099,30	
23152	Installations de voirie	568 978,16					20 959,21	568 978,16	20 959,21	548 018,95	
23157	Mat et outillage tech	397 025,66			202 012,52	134 447,92		531 473,58	202 012,52	329 461,06	
2315	**Sous Total compte 2315**	**66 465 500,10**			**62 647 762,97**	**80 930 546,88**	**60 704,70**	**147 396 046,98**	**62 708 467,67**	**84 687 579,31**	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2018

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2316	Restauration collections, oeuvres d'art	248 588,11			248 588,11	240 586,89		489 175,00	248 588,11	240 586,89	
2317312	Bâtiments scolaires	3 488,50						3 488,50		3 488,50	
2317318	Autres bâtiments publics	1 119,96						1 119,96		1 119,96	
231731	**Sous Total compte 231731**	**4 608,46**						**4 608,46**		**4 608,46**	
23173	**Sous Total compte 23173**	**4 608,46**						**4 608,46**		**4 608,46**	
2317	**Sous Total compte 2317**	**4 608,46**						**4 608,46**		**4 608,46**	
231	**Sous Total compte 231**	**140 967 178,49**			**84 078 540,92**	**106 822 275,25**	**60 731,50**	**247 789 453,74**	**84 139 272,42**	**163 650 181,32**	
238	Avances versées cdes immob corpo	5 342 835,99				9 526 885,39	11 123 737,54	14 869 721,38	11 123 737,54	3 745 983,84	
23	**Sous Total compte 23**	**146 310 014,48**			**84 078 540,92**	**116 349 160,64**	**11 184 469,04**	**262 659 175,12**	**95 263 009,96**	**167 396 165,16**	
242	Mises à dispo transf compétences	3 828 372,58						3 828 372,58		3 828 372,58	
248	Autres mises en affectation	2 919 736,37						2 919 736,37		2 919 736,37	
24	**Sous Total compte 24**	**6 748 108,95**						**6 748 108,95**		**6 748 108,95**	
261	Titres de participation	2 223 685,76					245 484,21	2 223 685,76	245 484,21	1 978 201,55	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2018

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
26	**Sous Total compte 26**	**2 223 685,76**					**245 484,21**	**2 223 685,76**	**245 484,21**	**1 978 201,55**	
271	Titres immob : droit propriété	66 885,92						66 885,92		66 885,92	
2741	Prêts aux coll et grpts	81 312,17					39 281,17	81 312,17	39 281,17	42 031,00	
2743	Prêts au personnel	996 866,01				128 538,82	248 275,11	1 125 404,83	248 275,11	877 129,72	
2744	Prêts d'honneur	2 145 090,00				248 000,00	353 960,00	2 393 090,00	353 960,00	2 039 130,00	
2748	Autres prêts	1 571 678,42					489 361,55	1 571 678,42	489 361,55	1 082 316,87	
274	**Sous Total compte 274**	**4 794 946,60**				**376 538,82**	**1 130 877,83**	**5 171 485,42**	**1 130 877,83**	**4 040 607,59**	
275	Dépôts et cautionnements versés	29 636,93				9 000,00		38 636,93		38 636,93	
27	**Sous Total compte 27**	**4 891 469,45**				**385 538,82**	**1 130 877,83**	**5 277 008,27**	**1 130 877,83**	**4 146 130,44**	
28031	Frais d'études		154 228,00				126 983,85		281 211,85		281 211,85
28033	Frais d'insertion						898,70		898,70		898,70
2803	**Sous Total compte 2803**		**154 228,00**				**127 882,55**		**282 110,55**		**282 110,55**
2804111	Biens, mobiliers matériel et études		550 000,00				240 000,00		790 000,00		790 000,00

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2018

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2804112	Batiments et installations		7 154 654,00				1 155 272,85		8 309 926,85		8 309 926,85
280411	**Sous Total compte 280411**		**7 704 654,00**				**1 395 272,85**		**9 099 926,85**		**9 099 926,85**
2804121	Biens, mobiliers matériel et études		31 781,00				52 614,00		84 395,00		84 395,00
2804122	Batiments et installations		8 088,00				1 011,00		9 099,00		9 099,00
280412	**Sous Total compte 280412**		**39 869,00**				**53 625,00**		**93 494,00**		**93 494,00**
2804141	Biens, mobiliers matériel et études		908 373,00				534 756,88		1 443 129,88		1 443 129,88
2804142	Batiments et installations		106 178 981,67				23 257 358,19		129 436 339,86		129 436 339,86
280414	**Sous Total compte 280414**		**107 087 354,67**				**23 792 115,07**		**130 879 469,74**		**130 879 469,74**
2804151	Biens, mobiliers matériel et études		1 041 293,00				532 271,76		1 573 564,76		1 573 564,76
2804152	Batiments et installations		65 688 812,82				13 312 150,20		79 000 963,02		79 000 963,02
280415	**Sous Total compte 280415**		**66 730 105,82**				**13 844 421,96**		**80 574 527,78**		**80 574 527,78**
2804161	Biens, mobiliers matériel et études		75 000,00				25 000,00		100 000,00		100 000,00
2804162	Batiments et installations		9 619 690,00				2 352 086,00		11 971 776,00		11 971 776,00

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2018

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2804163	Projets infrastructure intéret national		262 266,00				76 074,00		338 340,00		338 340,00
280416	**Sous Total compte 280416**		**9 956 956,00**				**2 453 160,00**		**12 410 116,00**		**12 410 116,00**
2804172	Biens, mobiliers matériel et études		9 600,00				6 400,00		16 000,00		16 000,00
2804172	Batiments et installations		274 184,00				38 498,00		312 682,00		312 682,00
2804172	**Sous Total compte 2804172**		**283 784,00**				**44 898,00**		**328 682,00**		**328 682,00**
2804178	Batiments et installations		4 370 589,00				1 002 851,00		5 373 440,00		5 373 440,00
2804178	**Sous Total compte 2804178**		**4 370 589,00**				**1 002 851,00**		**5 373 440,00**		**5 373 440,00**
280417	**Sous Total compte 280417**		**4 654 373,00**				**1 047 749,00**		**5 702 122,00**		**5 702 122,00**
2804181	Biens, mobiliers matériel et études		289 552,00				196 004,00		485 556,00		485 556,00
2804182	Batiments et installations		8 581 793,00				1 520 671,94		10 102 464,94		10 102 464,94
280418	**Sous Total compte 280418**		**8 871 345,00**				**1 716 675,94**		**10 588 020,94**		**10 588 020,94**
28041	**Sous Total compte 28041**		**205 044 657,49**				**44 303 019,82**		**249 347 677,31**		**249 347 677,31**
280421	Biens, mobiliers matériel et études		1 997 553,00				1 025 342,00		3 022 895,00		3 022 895,00

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2018

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
280422	Batiments et installations		8 309 782,00				3 663 150,00		11 972 932,00		11 972 932,00
28042	**Sous Total compte 28042**		**10 307 335,00**				**4 688 492,00**		**14 995 827,00**		**14 995 827,00**
2804411	Biens, mobiliers matériel et études		17 658,00				8 829,00		26 487,00		26 487,00
2804412	Batiments et installations		39 492,00				31 123,00		70 615,00		70 615,00
280441	**Sous Total compte 280441**		**57 150,00**				**39 952,00**		**97 102,00**		**97 102,00**
2804421	Biens, mobiliers matériel et études						8 320,00		8 320,00		8 320,00
280442	**Sous Total compte 280442**						**8 320,00**		**8 320,00**		**8 320,00**
28044	**Sous Total compte 28044**		**57 150,00**				**48 272,00**		**105 422,00**		**105 422,00**
2804	**Sous Total compte 2804**		**215 409 142,49**				**49 039 783,82**		**264 448 926,31**		**264 448 926,31**
28051	Concessions et droits similaires		3 067 994,92				927 201,86		3 995 196,78		3 995 196,78
2805	**Sous Total compte 2805**		**3 067 994,92**				**927 201,86**		**3 995 196,78**		**3 995 196,78**
280	**Sous Total compte 280**		**218 631 365,41**				**50 094 868,23**		**268 726 233,64**		**268 726 233,64**
28128	Amort autres agenct amégat terr		956 033,00				135 746,00		1 091 779,00		1 091 779,00

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2018

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2812	**Sous Total compte 2812**		**956 033,00**				**135 746,00**		**1 091 779,00**		**1 091 779,00**
281311	Bâts administratifs		38 765 266,46	256 057,46			2 601 757,43	256 057,46	41 367 023,89		41 110 966,43
281312	Bâtiments scolaires		65 647 035,16				5 306 606,00		70 953 641,16		70 953 641,16
281313	Bâts sociaux médico-sociaux		9 782 047,51				1 086 586,15		10 868 633,66		10 868 633,66
281314	Bâtiments culturels et sportifs		9 286 669,90				703 086,00		9 989 755,90		9 989 755,90
281318	Amort autres bâtiments publics		24 186 639,06				1 916 616,47		26 103 255,53		26 103 255,53
28131	**Sous Total compte 28131**		**147 667 658,09**	**256 057,46**			**11 614 652,05**	**256 057,46**	**159 282 310,14**		**159 026 252,68**
281328	Amort autres bâts privés		1 231 229,94				240 542,00		1 471 771,94		1 471 771,94
28132	**Sous Total compte 28132**		**1 231 229,94**				**240 542,00**		**1 471 771,94**		**1 471 771,94**
281351	Bâtiments publics		842 415,10				105 979,40		948 394,50		948 394,50
281352	Bâtiments privés		23 240,00				2 358,00		25 598,00		25 598,00
28135	**Sous Total compte 28135**		**865 655,10**				**108 337,40**		**973 992,50**		**973 992,50**
2813	**Sous Total compte 2813**		**149 764 543,13**	**256 057,46**			**11 963 531,45**	**256 057,46**	**161 728 074,58**		**161 472 017,12**

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2018

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2814	Constructions sur sol autrui		24 491 224,00				1 835 516,46		26 326 740,46		26 326 740,46
28157	Amort mat outil techn		28 280 024,85	750 630,37			3 504 551,57	750 630,37	31 784 576,42		31 033 946,05
2815	**Sous Total compte 2815**		**28 280 024,85**	**750 630,37**			**3 504 551,57**	**750 630,37**	**31 784 576,42**		**31 033 946,05**
2817312	Bâtiments scolaires		105 822 354,30				8 642 847,64		114 465 201,94		114 465 201,94
2817314	Bâtiments culturels et sportifs		229 127,00				34 927,00		264 054,00		264 054,00
2817318	Amort autres bâtiments publics		844 368,24				128 994,12		973 362,36		973 362,36
281731	**Sous Total compte 281731**		**106 895 849,54**				**8 806 768,76**		**115 702 618,30**		**115 702 618,30**
28173	**Sous Total compte 28173**		**106 895 849,54**				**8 806 768,76**		**115 702 618,30**		**115 702 618,30**
2817	**Sous Total compte 2817**		**106 895 849,54**				**8 806 768,76**		**115 702 618,30**		**115 702 618,30**
28181	Instal gales agenct amngts divers		423 010,29				39 534,00		462 544,29		462 544,29
28182	Mat de transport		10 165 252,73	878 340,72			542 472,91	878 340,72	10 707 725,64		9 829 384,92
281831	Mat informatique scolaire		2 761 868,79				813 301,46		3 575 170,25		3 575 170,25
281838	Amort autre mat infom		4 879 277,93				922 997,46		5 802 275,39		5 802 275,39

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2018

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
28183	**Sous Total compte 28183**		**7 641 146,72**				**1 736 298,92**		**9 377 445,64**		**9 377 445,64**
281841	Mat de bureau et mobilier scolaires		2 943 572,87				267 267,78		3 210 840,65		3 210 840,65
281848	Autres mat de bureau et mobilier		1 548 909,55				218 473,53		1 767 383,08		1 767 383,08
28184	**Sous Total compte 28184**		**4 492 482,42**				**485 741,31**		**4 978 223,73**		**4 978 223,73**
28185	Mat de téléphonie		2 381,94						2 381,94		2 381,94
28188	Amort autres		4 642 839,23				734 443,76		5 377 282,99		5 377 282,99
2818	**Sous Total compte 2818**		**27 367 113,33**	**878 340,72**			**3 538 490,90**	**878 340,72**	**30 905 604,23**		**30 027 263,51**
281	**Sous Total compte 281**		**337 754 787,85**	**1 885 028,55**			**29 784 605,14**	**1 885 028,55**	**367 539 392,99**		**365 654 364,44**
28	**Sous Total compte 28**		**556 386 153,26**	**1 885 028,55**			**79 879 473,37**	**1 885 028,55**	**636 265 626,63**		**634 380 598,08**
	Total classe 2	**5 138 095 813,7**	**556 386 153,26**	**85 963 569,47**	**85 963 569,47**	**208 990 261,69**	**96 948 247,63**	**5 433 049 644,1**	**739 297 970,36**	**5 328 132 272,1**	**634 380 598,08**
328	Autres achats stockés autres prov	255 673,90		212 012,10	255 673,90			467 686,00	255 673,90	212 012,10	
32	**Sous Total compte 32**	**255 673,90**		**212 012,10**	**255 673,90**			**467 686,00**	**255 673,90**	**212 012,10**	
	Total classe 3	**255 673,90**		**212 012,10**	**255 673,90**			**467 686,00**	**255 673,90**	**212 012,10**	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2018

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4011	Fournisseurs		13 400 079,85	200 551 359,18	198 082 936,76			200 551 359,18	211 483 016,61		10 931 657,43
40171	Fournisseurs - retenues de garantie		97,68						97,68		97,68
40172	Fournisseurs - Cessions,opposi			239 481,49	251 472,39			239 481,49	251 472,39		11 990,90
40173	Fournisseurs pénal retard exé march pub			17,07	17,07			17,07	17,07		0,00
4017	**Sous Total compte 4017**		**97,68**	**239 498,56**	**251 489,46**			**239 498,56**	**251 587,14**		**12 088,58**
401	**Sous Total compte 401**		**13 400 177,53**	**200 790 857,74**	**198 334 426,22**			**200 790 857,74**	**211 734 603,75**		**10 943 746,01**
4021	Bénéficiaires aide sociale		777 051,15	130 572 163,05	130 608 178,54			130 572 163,05	131 385 229,69		813 066,64
4027	Bénéficiaire de l'aide sociale Cessions			1 368 683,80	1 368 683,80			1 368 683,80	1 368 683,80		0,00
402	**Sous Total compte 402**		**777 051,15**	**131 940 846,85**	**131 976 862,34**			**131 940 846,85**	**132 753 913,49**		**813 066,64**
4041	Fournis immob		9 462 790,26	128 412 518,31	126 661 833,04			128 412 518,31	136 124 623,30		7 712 104,99
40471	Fournis immob - Retenues de garantie		461 130,61	255 131,66	314 362,25			255 131,66	775 492,86		520 361,20
40472	Fournis immob - Cessions,Opposi		157 443,75	1 908 353,90	1 930 601,65			1 908 353,90	2 088 045,40		179 691,50
40473	Fournis immob pénal retard exéc marchés			51 159,58	118 215,49			51 159,58	118 215,49		67 055,91

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2018

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4047	**Sous Total compte 4047**		**618 574,36**	**2 214 645,14**	**2 363 179,39**			**2 214 645,14**	**2 981 753,75**		**767 108,61**
404	**Sous Total compte 404**		**10 081 364,62**	**130 627 163,45**	**129 025 012,43**			**130 627 163,45**	**139 106 377,05**		**8 479 213,60**
408	Fournis factures non parvenues		21 428 605,03	21 428 605,03	22 544 224,81			21 428 605,03	43 972 829,84		22 544 224,81
4091	Fournis avances vers sur cdes	60 600,00		52 863,54	29 337,54			113 463,54	29 337,54	84 126,00	
409	**Sous Total compte 409**	**60 600,00**		**52 863,54**	**29 337,54**			**113 463,54**	**29 337,54**	**84 126,00**	
40	**Sous Total compte 40**	**60 600,00**	**45 687 198,33**	**484 840 336,61**	**481 909 863,34**			**484 900 936,61**	**527 597 061,67**		**42 696 125,06**
4111	Redevables - amiable	3 667 274,84		5 112 180,62	5 776 361,91			8 779 455,46	5 776 361,91	3 003 093,55	
4116	Redevables - contentieux	49 705,34		21 622,37	22 396,32			71 327,71	22 396,32	48 931,39	
411	**Sous Total compte 411**	**3 716 980,18**		**5 133 802,99**	**5 798 758,23**			**8 850 783,17**	**5 798 758,23**	**3 052 024,94**	
4141	Locataires acquéreurs locat - amiable	182 612,33		767 687,91	824 466,75			950 300,24	824 466,75	125 833,49	
4146	Locataires-acquéreurs locat contentieux			12 349,72	12 349,72			12 349,72	12 349,72		0,00
414	**Sous Total compte 414**	**182 612,33**		**780 037,63**	**836 816,47**			**962 649,96**	**836 816,47**	**125 833,49**	
41	**Sous Total compte 41**	**3 899 592,51**		**5 913 840,62**	**6 635 574,70**			**9 813 433,13**	**6 635 574,70**	**3 177 858,43**	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2018

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
421	Personnel - rémunérations dues			74 466 597,10	74 466 597,10			74 466 597,10	74 466 597,10		0,00
425	Personnel - avances et acomptes	1 420,00		90 072,13	87 842,13			91 492,13	87 842,13	3 650,00	
427	Personnel - oppositions			127 637,03	127 637,03			127 637,03	127 637,03		0,00
429	Deficit débets comptables et régisseurs	394,80		70,10				464,90		464,90	
42	**Sous Total compte 42**	**1 814,80**		**74 684 376,36**	**74 682 076,26**			**74 686 191,16**	**74 682 076,26**	**4 114,90**	
431	Sécurite sociale			22 539 247,39	22 539 247,39			22 539 247,39	22 539 247,39		0,00
437	Autres organismes sociaux		54 960,22	29 351 459,15	29 478 918,93			29 351 459,15	29 533 879,15		182 420,00
43	**Sous Total compte 43**		**54 960,22**	**51 890 706,54**	**52 018 166,32**			**51 890 706,54**	**52 073 126,54**		**182 420,00**
4411	Etat aut coll publ subv à recev amiable	7 866 939,94		4 187 032,30	9 254 781,57			12 053 972,24	9 254 781,57	2 799 190,67	
4416	Etat aut col pub sub à recev contentieux	150 000,00		4 269 372,06	4 254 418,09			4 419 372,06	4 254 418,09	164 953,97	
441	**Sous Total compte 441**	**8 016 939,94**		**8 456 404,36**	**13 509 199,66**			**16 473 344,30**	**13 509 199,66**	**2 964 144,64**	
442	Etat-impots taxes recouv sur des tiers			88 433,50	88 433,50			88 433,50	88 433,50		0,00
44311	Opér particul avec Etat dépenses		510 040,62	26 009 659,62	25 797 372,37			26 009 659,62	26 307 412,99		297 753,37

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2018

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
44312	Opér particul avec Etat recettes amiable	4 327 126,67		4 623 755,20	4 543 792,42			8 950 881,87	4 543 792,42	4 407 089,45	
4431	**Sous Total compte 4431**	**4 327 126,67**	**510 040,62**	**30 633 414,82**	**30 341 164,79**			**34 960 541,49**	**30 851 205,41**	**4 109 336,08**	
44321	Opér particul avec Région dépenses			23,00	814 195,00			23,00	814 195,00		814 172,00
44322	Opér particul Région recettes amiable			458,10	458,10			458,10	458,10		0,00
44326	Opér part Région recettes contentieux	264 465,34			264 465,12			264 465,34	264 465,12	0,22	
4432	**Sous Total compte 4432**	**264 465,34**		**481,10**	**1 079 118,22**			**264 946,44**	**1 079 118,22**		**814 171,78**
44331	Opér inv étab pub loc ensgt dépenses			4 052 945,11	4 141 077,11			4 052 945,11	4 141 077,11		88 132,00
44332	Opér particul avec Dépt rec amiable	42 469,24		89 693,11	99 066,86			132 162,35	99 066,86	33 095,49	
44336	Opér particul avec Dépt rec contentieux			66 161,74	54 751,84			66 161,74	54 751,84	11 409,90	
4433	**Sous Total compte 4433**	**42 469,24**		**4 208 799,96**	**4 294 895,81**			**4 251 269,20**	**4 294 895,81**		**43 626,61**
44341	Opér part av Etat communes dépenses		2 777 995,85	52 202 988,53	49 746 800,03			52 202 988,53	52 524 795,88		321 807,35
44342	Opér part av Etat Cnes recettes amiable	7 322,00		7 129,40	10 503,63			14 451,40	10 503,63	3 947,77	
4434	**Sous Total compte 4434**	**7 322,00**	**2 777 995,85**	**52 210 117,93**	**49 757 303,66**			**52 217 439,93**	**52 535 299,51**		**317 859,58**

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2018

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
44351	Opér particul grp dépenses		477 859,70	9 888 405,39	9 496 612,19			9 888 405,39	9 974 471,89		86 066,50
44352	Opér particul avec grp recettes amiable			6 425,20	3 725,68			6 425,20	3 725,68	2 699,52	
44356	Opér particul grp recettes contentieux	2 893,77		3 208,46	6 102,23			6 102,23	6 102,23		0,00
4435	**Sous Total compte 4435**	**2 893,77**	**477 859,70**	**9 898 039,05**	**9 506 440,10**			**9 900 932,82**	**9 984 299,80**		**83 366,98**
44381	Autres EPL - dépenses		643 680,00	64 107 114,34	64 475 306,16			64 107 114,34	65 118 986,16		1 011 871,82
44382	Autres EPL - recette amiable	293 074,74		1 533 777,50	1 826 849,37			1 826 852,24	1 826 849,37	2,87	
44386	Autres EPL- recette contentieux	22 151,08		13 664,23	19 833,19			35 815,31	19 833,19	15 982,12	
4438	**Sous Total compte 4438**	**315 225,82**	**643 680,00**	**65 654 556,07**	**66 321 988,72**			**65 969 781,89**	**66 965 668,72**		**995 886,83**
443	**Sous Total compte 443**	**4 959 502,84**	**4 409 576,17**	**162 605 408,93**	**161 300 911,30**			**167 564 911,77**	**165 710 487,47**	**1 854 424,30**	
444	Opérat pour cpte communauté européenne		13 157,02	89 751,70	229 751,72			89 751,70	242 908,74		153 157,04
4452	Etat - TVA intra-communautaire due		8 950,50	20 258,25	11 307,75			20 258,25	20 258,25		0,00
44551	Etat - TVA à décaisser		8 951,00	217 289,54	218 258,54			217 289,54	227 209,54		9 920,00
4455	**Sous Total compte 4455**		**8 951,00**	**217 289,54**	**218 258,54**			**217 289,54**	**227 209,54**		**9 920,00**

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2018

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
44562	Etat - TVA déduct sur immobilisations			234 041,85	234 041,85			234 041,85	234 041,85		0,00
44566	TVA déduct sur autres biens et services	32,73		19 276,26	19 276,26			19 308,99	19 276,26	32,73	
44567	Etat - crédit de TVA à reporter	59 238,85		89 634,00	148 872,85			148 872,85	148 872,85		0,00
4456	**Sous Total compte 4456**	**59 271,58**		**342 952,11**	**402 190,96**			**402 223,69**	**402 190,96**	**32,73**	
44571	Etat - TVA collectée			377 772,72	377 772,72			377 772,72	377 772,72		0,00
4457	**Sous Total compte 4457**			**377 772,72**	**377 772,72**			**377 772,72**	**377 772,72**		**0,00**
44583	Rembst taxes sur chiffre affaire demandé			196 380,00	185 798,00			196 380,00	185 798,00	10 582,00	
4458	**Sous Total compte 4458**			**196 380,00**	**185 798,00**			**196 380,00**	**185 798,00**	**10 582,00**	
445	**Sous Total compte 445**	**59 271,58**	**17 901,50**	**1 154 652,62**	**1 195 327,97**			**1 213 924,20**	**1 213 229,47**	**694,73**	
447	Autres impôts taxes verSEMents assimilés		5 819,76	1 521 503,70	1 545 325,80			1 521 503,70	1 551 145,56		29 641,86
44	**Sous Total compte 44**	**13 035 714,36**	**4 446 454,45**	**173 916 154,81**	**177 868 949,95**			**186 951 869,17**	**182 315 404,40**	**4 636 464,77**	
451001	Cpte rattach avec à subdiv par budg ann		1 623 043,14	1 558 818,82	657 889,11			1 558 818,82	2 280 932,25		722 113,43
451004	Cpte rattach avec à subdiv par budg ann		184 004 865,40	204 698 012,34	199 093 488,00			204 698 012,34	383 098 353,40		178 400 341,06

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2018

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
451	**Sous Total compte 451**		**185 627 908,54**	**206 256 831,16**	**199 751 377,11**			**206 256 831,16**	**385 379 285,65**		**179 122 454,49**
452	Deniers des pupilles		623 024,40						623 024,40		623 024,40
4542101	Trvx office pc tiers remembt dépenses	124 877,68				36 915,89		161 793,57		161 793,57	
45421	**Sous Total compte 45421**	**124 877,68**				**36 915,89**		**161 793,57**		**161 793,57**	
4542201	Trvx office pc tiers remembt recettes		16 425,07				43 331,82		59 756,89		59 756,89
45422	**Sous Total compte 45422**		**16 425,07**				**43 331,82**		**59 756,89**		**59 756,89**
4542	**Sous Total compte 4542**	**124 877,68**	**16 425,07**			**36 915,89**	**43 331,82**	**161 793,57**	**59 756,89**	**102 036,68**	
454	**Sous Total compte 454**	**124 877,68**	**16 425,07**			**36 915,89**	**43 331,82**	**161 793,57**	**59 756,89**	**102 036,68**	
455102	Oper invest sur etab ensgt depense	4 217,62				768,00		4 985,62		4 985,62	
4551	**Sous Total compte 4551**	**4 217,62**				**768,00**		**4 985,62**		**4 985,62**	
455	**Sous Total compte 455**	**4 217,62**				**768,00**		**4 985,62**		**4 985,62**	
458106	Dépenses - (à subdiviser par mandat)	6 994 446,56			6 994 446,56			6 994 446,56	6 994 446,56		0,00
458107	Dépenses - (à subdiviser par mandat)	4 045 770,78				276 965,40		4 322 736,18		4 322 736,18	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2018

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
458111	Dépenses - (à subdiviser par mandat)	4 503,54				2 296,00		6 799,54		6 799,54	
458114	Dépenses - (à subdiviser par mandat)					25 398,22		25 398,22		25 398,22	
4581	**Sous Total compte 4581**	**11 044 720,88**			**6 994 446,56**	**304 659,62**		**11 349 380,50**	**6 994 446,56**	**4 354 933,94**	
458206	Recettes - (à subdiviser par mandat)		4 281 029,66	6 994 446,56			2 713 416,90	6 994 446,56	6 994 446,56		0,00
458207	Recettes - (à subdiviser par mandat)		3 584 665,34						3 584 665,34		3 584 665,34
458214	Recettes - (à subdiviser par mandat)						25 397,92		25 397,92		25 397,92
4582	**Sous Total compte 4582**		**7 865 695,00**	**6 994 446,56**			**2 738 814,82**	**6 994 446,56**	**10 604 509,82**		**3 610 063,26**
458	**Sous Total compte 458**	**11 044 720,88**	**7 865 695,00**	**6 994 446,56**	**6 994 446,56**	**304 659,62**	**2 738 814,82**	**18 343 827,06**	**17 598 956,38**	**744 870,68**	
45	**Sous Total compte 45**	**11 173 816,18**	**194 133 053,01**	**213 251 277,72**	**206 745 823,67**	**342 343,51**	**2 782 146,64**	**224 767 437,41**	**403 661 023,32**		**178 893 585,91**
4621	Créances cess immob - amiable	777 685,40		1 755 674,89	2 465 290,29			2 533 360,29	2 465 290,29	68 070,00	
462	**Sous Total compte 462**	**777 685,40**		**1 755 674,89**	**2 465 290,29**			**2 533 360,29**	**2 465 290,29**	**68 070,00**	
4632	Empt publics - intérets à payer			8 107,05	79 565,39			8 107,05	79 565,39		71 458,34
463	**Sous Total compte 463**			**8 107,05**	**79 565,39**			**8 107,05**	**79 565,39**		**71 458,34**

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2018

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
466	Excédt de verSEMent			206 487,67	206 487,67			206 487,67	206 487,67		0,00
46711	Autres comptes créditeurs		7 096 046,36	76 244 088,96	71 832 647,35			76 244 088,96	78 928 693,71		2 684 604,75
46717	Autres comptes créditeurs cession opposi			115 000,00	115 000,00			115 000,00	115 000,00		0,00
4671	**Sous Total compte 4671**		**7 096 046,36**	**76 359 088,96**	**71 947 647,35**			**76 359 088,96**	**79 043 693,71**		**2 684 604,75**
46721	Débiteurs divers - amiable	21 280 903,40		72 465 833,03	88 841 818,65			93 746 736,43	88 841 818,65	4 904 917,78	
46726	Débiteurs divers - contentieux	426 534,72		432 889,04	555 249,96			859 423,76	555 249,96	304 173,80	
4672	**Sous Total compte 4672**	**21 707 438,12**		**72 898 722,07**	**89 397 068,61**			**94 606 160,19**	**89 397 068,61**	**5 209 091,58**	
467311	Débiteurs indûs - RMI amiable	21 451,29		2 145,49	7 161,01			23 596,78	7 161,01	16 435,77	
467316	Débiteurs indûs - RMI contentieux	169 844,70		5 018,20	36 113,93			174 862,90	36 113,93	138 748,97	
46731	**Sous Total compte 46731**	**191 295,99**		**7 163,69**	**43 274,94**			**198 459,68**	**43 274,94**	**155 184,74**	
467321	Débiteurs indûs - RMA amiable	65,01						65,01		65,01	
467326	Débiteurs d'indûs - RMA contentieux	711,89						711,89		711,89	
46732	**Sous Total compte 46732**	**776,90**						**776,90**		**776,90**	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2018

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
467331	Débiteurs indûs - APA amiable	140 453,05		822 942,04	528 258,07			963 395,09	528 258,07	435 137,02	
467336	Débiteurs indûs - APA contentieux	82 087,59		9 766,05	42 262,25			91 853,64	42 262,25	49 591,39	
46733	**Sous Total compte 46733**	**222 540,64**		**832 708,09**	**570 520,32**			**1 055 248,73**	**570 520,32**	**484 728,41**	
467341	Débiteurs indûs - RSA amiable	616 464,96		986 011,86	627 072,99			1 602 476,82	627 072,99	975 403,83	
467346	Débiteurs indûs - RSA contentieux	1 702 883,70		381 411,19	502 030,31			2 084 294,89	502 030,31	1 582 264,58	
46734	**Sous Total compte 46734**	**2 319 348,66**		**1 367 423,05**	**1 129 103,30**			**3 686 771,71**	**1 129 103,30**	**2 557 668,41**	
467351	Débiteurs d'indus PCH Amiable	173 843,95		122 699,46	251 048,19			296 543,41	251 048,19	45 495,22	
467356	Débiteurs d'indus PCH Contentieux	20 584,92		29 734,35	18 203,47			50 319,27	18 203,47	32 115,80	
46735	**Sous Total compte 46735**	**194 428,87**		**152 433,81**	**269 251,66**			**346 862,68**	**269 251,66**	**77 611,02**	
4673	**Sous Total compte 4673**	**2 928 391,06**		**2 359 728,64**	**2 012 150,22**			**5 288 119,70**	**2 012 150,22**	**3 275 969,48**	
4675	Mandataire Opérations déléguées Recette			30 706,45	26 109,07			30 706,45	26 109,07	4 597,38	
467	**Sous Total compte 467**	**24 635 829,18**	**7 096 046,36**	**151 648 246,12**	**163 382 975,25**			**176 284 075,30**	**170 479 021,61**	**5 805 053,69**	
4686	Divers - charges à payer		84 437,00	84 437,00	145 134,13			84 437,00	229 571,13		145 134,13

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2018

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
468	**Sous Total compte 468**		**84 437,00**	**84 437,00**	**145 134,13**			**84 437,00**	**229 571,13**		**145 134,13**
46	**Sous Total compte 46**	**25 413 514,58**	**7 180 483,36**	**153 702 952,73**	**166 279 452,73**			**179 116 467,31**	**173 459 936,09**	**5 656 531,22**	
4711	Verst des régisseurs			46 336,05	49 040,70			46 336,05	49 040,70		2 704,65
4712	Viremts réimputés		162 430,16	1 328 528,28	1 352 402,56			1 328 528,28	1 514 832,72		186 304,44
47131	Raet : verst contrib directes			231 653 670,10	231 653 670,10			231 653 670,10	231 653 670,10		0,00
47132	Raet : verst dgf			27 867 099,00	27 867 099,00			27 867 099,00	27 867 099,00		0,00
47134	Raet : subv			69 300,00	69 300,00			69 300,00	69 300,00		0,00
47138	Raet : autres		30 966,12	482 677 836,38	482 667 903,42			482 677 836,38	482 698 869,54		21 033,16
4713	**Sous Total compte 4713**		**30 966,12**	**742 267 905,48**	**742 257 972,52**			**742 267 905,48**	**742 288 938,64**		**21 033,16**
471411	Excédent à réimputer - pers physiques		1 322,19	34 133,06	33 149,42			34 133,06	34 471,61		338,55
471412	Excédent à réimputer - personnes morales		2 436,48	128 327,76	132 078,13			128 327,76	134 514,61		6 186,85
47141	**Sous Total compte 47141**		**3 758,67**	**162 460,82**	**165 227,55**			**162 460,82**	**168 986,22**		**6 525,40**
47143	Flux d'encaissements à réimputer		5 040,62	143 966,63	139 826,76			143 966,63	144 867,38		900,75

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2018

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4714	**Sous Total compte 4714**		**8 799,29**	**306 427,45**	**305 054,31**			**306 427,45**	**313 853,60**		**7 426,15**
4718	Autres recettes à régulariser		1 244,04	141 314,10	142 869,14			141 314,10	144 113,18		2 799,08
471	**Sous Total compte 471**		**203 439,61**	**744 090 511,36**	**744 107 339,23**			**744 090 511,36**	**744 310 778,84**		**220 267,48**
47211	DACR - rembst annuités emprunts			24 757 609,59	24 757 513,59			24 757 609,59	24 757 513,59	96,00	
47212	RMI RSA versement aux organismes payeurs			3 852 283,57	14 587,71			3 852 283,57	14 587,71	3 837 695,86	
47218	DACR - autres dépenses	3 720 594,47		6 520 471,98	10 223 674,45			10 241 066,45	10 223 674,45	17 392,00	
4721	**Sous Total compte 4721**	**3 720 594,47**		**35 130 365,14**	**34 995 775,75**			**38 850 959,61**	**34 995 775,75**	**3 855 183,86**	
4725	DACR - secours d'urgence			85 264,01	85 264,01			85 264,01	85 264,01		0,00
4728	DACR - autres dépenses à régul	24 743,93		51 450 044,92	51 462 932,11			51 474 788,85	51 462 932,11	11 856,74	
472	**Sous Total compte 472**	**3 745 338,40**		**86 665 674,07**	**86 543 971,87**			**90 411 012,47**	**86 543 971,87**	**3 867 040,60**	
4751	Redevables sur rôle	147 784,95		3 570 778,35	3 569 634,88			3 718 563,30	3 569 634,88	148 928,42	
4757	Produits sur rôle		123 178,26	1 487 638,78	1 488 591,35			1 487 638,78	1 611 769,61		124 130,83
4758	TVA sur rôle		24 606,69	297 178,66	297 369,56			297 178,66	321 976,25		24 797,59

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2018

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
475	**Sous Total compte 475**	**147 784,95**	**147 784,95**	**5 355 595,79**	**5 355 595,79**			**5 503 380,74**	**5 503 380,74**		**0,00**
4781	Frais de poursuites rattachés			812,00	222,00			812,00	222,00	590,00	
4784	Arrondis sur déclaration de TVA		4,38	8,58	6,47			8,58	10,85		2,27
478	**Sous Total compte 478**		**4,38**	**820,58**	**228,47**			**820,58**	**232,85**	**587,73**	
47	**Sous Total compte 47**	**3 893 123,35**	**351 228,94**	**836 112 601,80**	**836 007 135,36**			**840 005 725,15**	**836 358 364,30**	**3 647 360,85**	
496	Prov dépréciat cptes débiteurs div		1 033 176,52	250 184,01	250 000,00			250 184,01	1 283 176,52		1 032 992,51
49	**Sous Total compte 49**		**1 033 176,52**	**250 184,01**	**250 000,00**			**250 184,01**	**1 283 176,52**		**1 032 992,51**
	Total classe 4	**57 478 175,78**	**252 886 554,83**	**1 994 562 431,**	**2 002 397 042,**	**342 343,51**	**2 782 146,64**	**2 052 382 950,**	**2 258 065 743,**	**27 811 086,63**	**233 493 879,94**
51172	Chèques impayés			1 000,00	1 000,00			1 000,00	1 000,00		0,00
51178	Autres valeurs impayées	20,00		125 946,71	125 966,71			125 966,71	125 966,71		0,00
5117	**Sous Total compte 5117**	**20,00**		**126 946,71**	**126 966,71**			**126 966,71**	**126 966,71**		**0,00**
5118	Autres valeurs à l'encaisSEMent	12 847,16		2 186 515,30	2 192 576,67			2 199 362,46	2 192 576,67	6 785,79	
511	**Sous Total compte 511**	**12 867,16**		**2 313 462,01**	**2 319 543,38**			**2 326 329,17**	**2 319 543,38**	**6 785,79**	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2018

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
515	Compte au trésor	337 758 849,39		981 821 847,10	971 836 904,53			1 319 580 696,4	971 836 904,53	347 743 791,96	
517	Livrets d'épargne pupilles département	623 024,40						623 024,40		623 024,40	
51	**Sous Total compte 51**	**338 394 740,95**		**984 135 309,11**	**974 156 447,91**			**1 322 530 050,(**	**974 156 447,91**	**348 373 602,15**	
5411	Disponibilites chez régisseurs d'avances	127 464,85		1 241 390,42	1 235 143,95			1 368 855,27	1 235 143,95	133 711,32	
5412	Disponibilités régisseurs de recettes	1 070,00						1 070,00		1 070,00	
541	**Sous Total compte 541**	**128 534,85**		**1 241 390,42**	**1 235 143,95**			**1 369 925,27**	**1 235 143,95**	**134 781,32**	
54	**Sous Total compte 54**	**128 534,85**		**1 241 390,42**	**1 235 143,95**			**1 369 925,27**	**1 235 143,95**	**134 781,32**	
580	Opérations d'ordre budgétaires			126 320 948,08	126 320 948,08			126 320 948,08	126 320 948,08		0,00
584	Encaissements chèques par lecture opt			204 421,16	204 421,16			204 421,16	204 421,16		0,00
586	Opér fin budget p et bud annex rattachés			60 449 384,97	60 449 384,97			60 449 384,97	60 449 384,97		0,00
5872	Compte pivot - Admission en non valeur			347 720,40	347 720,40			347 720,40	347 720,40		0,00
587	**Sous Total compte 587**			**347 720,40**	**347 720,40**			**347 720,40**	**347 720,40**		**0,00**
588	Autres virements internes			53 624,25	53 624,25			53 624,25	53 624,25		0,00

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2018

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
58	**Sous Total compte 58**			**187 376 098,86**	**187 376 098,86**			**187 376 098,86**	**187 376 098,86**		**0,00**
	Total classe 5	**338 523 275,80**		**1 172 752 798,**	**1 162 767 690,**			**1 511 276 074,**	**1 162 767 690,**	**348 508 383,47**	
60213	Fournitures ateliers départ					911 395,18	3 528,43	911 395,18	3 528,43	907 866,75	
6021	**Sous Total compte 6021**					**911 395,18**	**3 528,43**	**911 395,18**	**3 528,43**	**907 866,75**	
602	**Sous Total compte 602**					**911 395,18**	**3 528,43**	**911 395,18**	**3 528,43**	**907 866,75**	
6032	Variation des stocks des autres approvis					255 673,90	212 012,10	255 673,90	212 012,10	43 661,80	
603	**Sous Total compte 603**					**255 673,90**	**212 012,10**	**255 673,90**	**212 012,10**	**43 661,80**	
605	Achts de matériel équipts trvx					4 822,32		4 822,32		4 822,32	
60611	Eau et assainisSEMent					100 926,53	1 653,66	100 926,53	1 653,66	99 272,87	
60612	Energie - électricité					1 286 172,06	39 788,08	1 286 172,06	39 788,08	1 246 383,98	
60613	Chauffage urbain					74 442,32	3 729,59	74 442,32	3 729,59	70 712,73	
60618	Autres fournitures					49 336,43	5 021,25	49 336,43	5 021,25	44 315,18	
6061	**Sous Total compte 6061**					**1 510 877,34**	**50 192,58**	**1 510 877,34**	**50 192,58**	**1 460 684,76**	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2018

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
60621	Combustibles					240 576,41		240 576,41		240 576,41	
60622	Carburants					1 950 842,34		1 950 842,34		1 950 842,34	
60623	Alimentation					111 928,40		111 928,40		111 928,40	
60628	Autres fournit non stkées					6 681,60	6 681,60	6 681,60	6 681,60		0,00
6062	**Sous Total compte 6062**					**2 310 028,75**	**6 681,60**	**2 310 028,75**	**6 681,60**	**2 303 347,15**	
60631	Fournitures d'entretien					132 583,41		132 583,41		132 583,41	
60632	Fournitures de petit équipement					1 534 863,68	1 654,62	1 534 863,68	1 654,62	1 533 209,06	
60633	Fournitures de voirie					3 700 509,69	558 317,36	3 700 509,69	558 317,36	3 142 192,33	
60636	Habillement vêtement travail					223 045,42	82 353,44	223 045,42	82 353,44	140 691,98	
6063	**Sous Total compte 6063**					**5 591 002,20**	**642 325,42**	**5 591 002,20**	**642 325,42**	**4 948 676,78**	
6064	Fournitures administrative					161 510,14	8 924,63	161 510,14	8 924,63	152 585,51	
6065	Livres disques cassettes (biblio média)					14 039,44	2 500,00	14 039,44	2 500,00	11 539,44	
60661	Médicaments					3 471,80		3 471,80		3 471,80	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2018

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
60662	Vaccins et sérums					164 453,83	1 368,14	164 453,83	1 368,14	163 085,69	
60668	Autres produits pharmaceutiques					6 822,83		6 822,83		6 822,83	
6066	**Sous Total compte 6066**					**174 748,46**	**1 368,14**	**174 748,46**	**1 368,14**	**173 380,32**	
6068	Autres matières et fournitures					22 135,58		22 135,58		22 135,58	
606	**Sous Total compte 606**					**9 784 341,91**	**711 992,37**	**9 784 341,91**	**711 992,37**	**9 072 349,54**	
60	**Sous Total compte 60**					**10 956 233,31**	**927 532,90**	**10 956 233,31**	**927 532,90**	**10 028 700,41**	
611	Contrats de prestations de services					8 392 019,83	847 061,13	8 392 019,83	847 061,13	7 544 958,70	
6132	Locations immobilières					643 391,49		643 391,49		643 391,49	
6135	Locations mobilières					1 225 782,88	152 924,09	1 225 782,88	152 924,09	1 072 858,79	
613	**Sous Total compte 613**					**1 869 174,37**	**152 924,09**	**1 869 174,37**	**152 924,09**	**1 716 250,28**	
614	Charges locatives et de copropriété					468 135,88		468 135,88		468 135,88	
61521	Terrains					208 136,86		208 136,86		208 136,86	
615221	Bâtiments publics					984 638,23	87 200,12	984 638,23	87 200,12	897 438,11	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2018

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
61522	**Sous Total compte 61522**					**984 638,23**	**87 200,12**	**984 638,23**	**87 200,12**	**897 438,11**	
615231	Voiries					3 616 754,54	138 105,65	3 616 754,54	138 105,65	3 478 648,89	
61523	**Sous Total compte 61523**					**3 616 754,54**	**138 105,65**	**3 616 754,54**	**138 105,65**	**3 478 648,89**	
61524	Bois et forêts					27 683,53	4 752,00	27 683,53	4 752,00	22 931,53	
6152	**Sous Total compte 6152**					**4 837 213,16**	**230 057,77**	**4 837 213,16**	**230 057,77**	**4 607 155,39**	
61551	Mat roulant					342 769,55		342 769,55		342 769,55	
61558	Autres biens mobiliers					180 119,11		180 119,11		180 119,11	
6155	**Sous Total compte 6155**					**522 888,66**		**522 888,66**		**522 888,66**	
6156	Maintenance					1 302 576,50	47 149,71	1 302 576,50	47 149,71	1 255 426,79	
615	**Sous Total compte 615**					**6 662 678,32**	**277 207,48**	**6 662 678,32**	**277 207,48**	**6 385 470,84**	
6161	Multirisques					1 868 565,47	40 915,09	1 868 565,47	40 915,09	1 827 650,38	
6162	Assurance obligatoire dommage - construc					3 328,87		3 328,87		3 328,87	
616	**Sous Total compte 616**					**1 871 894,34**	**40 915,09**	**1 871 894,34**	**40 915,09**	**1 830 979,25**	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2018

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
617	Etudes et recherches					734 582,33	15 162,00	734 582,33	15 162,00	719 420,33	
6182	Documentation générale et technique					215 061,10		215 061,10		215 061,10	
6184	Verst à organ formation					955 395,39	5 000,00	955 395,39	5 000,00	950 395,39	
6185	Frais de coll sémin confér congrés					2 414,20		2 414,20		2 414,20	
6188	Autres frais divers					51 912,49		51 912,49		51 912,49	
618	**Sous Total compte 618**					**1 224 783,18**	**5 000,00**	**1 224 783,18**	**5 000,00**	**1 219 783,18**	
61	**Sous Total compte 61**					**21 223 268,25**	**1 338 269,79**	**21 223 268,25**	**1 338 269,79**	**19 884 998,46**	
6218	Autre personnel extérieur					5 469,38		5 469,38		5 469,38	
621	**Sous Total compte 621**					**5 469,38**		**5 469,38**		**5 469,38**	
6225	Indemnités au comptable et régisseurs					10 311,88		10 311,88		10 311,88	
62261	Honoraires médicaux et paramédicaux					715 080,01	420,00	715 080,01	420,00	714 660,01	
62268	Autres honoraires conseils...					1 050 396,55	45 186,52	1 050 396,55	45 186,52	1 005 210,03	
6226	**Sous Total compte 6226**					**1 765 476,56**	**45 606,52**	**1 765 476,56**	**45 606,52**	**1 719 870,04**	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2018

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6227	Frais d'actes et de contentieux					113 814,07	95,79	113 814,07	95,79	113 718,28	
6228	Divers					179 395,45	84 959,51	179 395,45	84 959,51	94 435,94	
622	**Sous Total compte 622**					**2 068 997,96**	**130 661,82**	**2 068 997,96**	**130 661,82**	**1 938 336,14**	
6231	Annonces et insertions					716 176,23	57 408,08	716 176,23	57 408,08	658 768,15	
6232	Fêtes et cérémonies					1 841,08		1 841,08		1 841,08	
6233	Foires et expositions					41 673,20		41 673,20		41 673,20	
6234	Réceptions					197 250,02		197 250,02		197 250,02	
6236	Catalogues - imprimés et publications					747 828,75	19 671,00	747 828,75	19 671,00	728 157,75	
6238	Divers					1 191 926,64	6 132,00	1 191 926,64	6 132,00	1 185 794,64	
623	**Sous Total compte 623**					**2 896 695,92**	**83 211,08**	**2 896 695,92**	**83 211,08**	**2 813 484,84**	
6241	Transports de biens					65 783,40	8 946,00	65 783,40	8 946,00	56 837,40	
6245	Transports personnes extér à collect					4 908 194,53	81 887,26	4 908 194,53	81 887,26	4 826 307,27	
6247	Transports collectifs du personnel					5 250,00		5 250,00		5 250,00	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2018

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6248	Divers					42 474,67		42 474,67		42 474,67	
624	**Sous Total compte 624**					**5 021 702,60**	**90 833,26**	**5 021 702,60**	**90 833,26**	**4 930 869,34**	
6251	Voyages déplacements et missions					1 054 019,83	492,18	1 054 019,83	492,18	1 053 527,65	
6255	Frais de déménagement					14 940,96		14 940,96		14 940,96	
625	**Sous Total compte 625**					**1 068 960,79**	**492,18**	**1 068 960,79**	**492,18**	**1 068 468,61**	
6261	Frais d'affranchisser					651 444,41	204,00	651 444,41	204,00	651 240,41	
6262	Frais de telecommunicati					957 706,18	64,07	957 706,18	64,07	957 642,11	
626	**Sous Total compte 626**					**1 609 150,59**	**268,07**	**1 609 150,59**	**268,07**	**1 608 882,52**	
627	Services bancaires et assimilés					350,47		350,47		350,47	
6281	Concours divers - cotisations					310 972,59		310 972,59		310 972,59	
6282	Frais de gardiennage					52 338,21	2 112,00	52 338,21	2 112,00	50 226,21	
6283	Frais de nettoyage des locaux					1 188 731,78	83 050,67	1 188 731,78	83 050,67	1 105 681,11	
62878	Rembst de frais à des tiers					2 539 338,53	1 802 696,79	2 539 338,53	1 802 696,79	736 641,74	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2018

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6287	**Sous Total compte 6287**					**2 539 338,53**	**1 802 696,79**	**2 539 338,53**	**1 802 696,79**	**736 641,74**	
6288	Autres					75 807,42	17 727,53	75 807,42	17 727,53	58 079,89	
628	**Sous Total compte 628**					**4 167 188,53**	**1 905 586,99**	**4 167 188,53**	**1 905 586,99**	**2 261 601,54**	
62	**Sous Total compte 62**					**16 838 516,24**	**2 211 053,40**	**16 838 516,24**	**2 211 053,40**	**14 627 462,84**	
6331	Verst de transport					389 875,00		389 875,00		389 875,00	
6332	Cotisations versées au FNAL					567 409,51		567 409,51		567 409,51	
6336	Cotisations au Centre National et CGFPT					595 765,95		595 765,95		595 765,95	
633	**Sous Total compte 633**					**1 553 050,46**		**1 553 050,46**		**1 553 050,46**	
63512	Taxes foncières					153 997,00	764,00	153 997,00	764,00	153 233,00	
63513	Autres impôts locaux					23 171,90		23 171,90		23 171,90	
6351	**Sous Total compte 6351**					**177 168,90**	**764,00**	**177 168,90**	**764,00**	**176 404,90**	
6355	Taxes et impôts sur les véhicules					43 184,54		43 184,54		43 184,54	
635	**Sous Total compte 635**					**220 353,44**	**764,00**	**220 353,44**	**764,00**	**219 589,44**	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2018

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
637	Aut impôts tax versts assimil autres org					9 036,00		9 036,00		9 036,00	
63	**Sous Total compte 63**					**1 782 439,90**	**764,00**	**1 782 439,90**	**764,00**	**1 781 675,90**	
64111	Rémunération principale					56 662 809,19		56 662 809,19		56 662 809,19	
64112	SF et IR					827 546,71		827 546,71		827 546,71	
64113	NBI					448 895,40		448 895,40		448 895,40	
64118	Autres indemnités					17 208 271,54		17 208 271,54		17 208 271,54	
6411	**Sous Total compte 6411**					**75 147 522,84**		**75 147 522,84**		**75 147 522,84**	
64121	Rémunération principale					5 640 084,67	4 005,00	5 640 084,67	4 005,00	5 636 079,67	
64123	Indemnités d'attente					20 966,20		20 966,20		20 966,20	
64126	Indemnités de licenciement					11 413,57		11 413,57		11 413,57	
64128	Autres indemnités					1 341 856,13		1 341 856,13		1 341 856,13	
6412	**Sous Total compte 6412**					**7 014 320,57**	**4 005,00**	**7 014 320,57**	**4 005,00**	**7 010 315,57**	
64131	Rémunérations					9 061 280,92	751,15	9 061 280,92	751,15	9 060 529,77	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2018

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6413	**Sous Total compte 6413**					**9 061 280,92**	**751,15**	**9 061 280,92**	**751,15**	**9 060 529,77**	
6414	Persel rémunéré à vacation					34 087,20		34 087,20		34 087,20	
64168	Autres emplois aidés					315 436,81		315 436,81		315 436,81	
6416	**Sous Total compte 6416**					**315 436,81**		**315 436,81**		**315 436,81**	
6417	Rémunérations des apprentis					339 942,16		339 942,16		339 942,16	
6419	Rembst rémunérations du persel					55,61	2 986 044,85	55,61	2 986 044,85		2 985 989,24
641	**Sous Total compte 641**					**91 912 646,11**	**2 990 801,00**	**91 912 646,11**	**2 990 801,00**	**88 921 845,11**	
6451	Cotisations a l'u.r.s.s.a.f.					12 831 909,00		12 831 909,00		12 831 909,00	
6453	Cotisations aux caisses de retraite					18 836 622,71		18 836 622,71		18 836 622,71	
6454	Cotisations aux ASSEDIC					433 717,00		433 717,00		433 717,00	
6457	Cotisation soc liées à apprentissage					12 139,00		12 139,00		12 139,00	
645	**Sous Total compte 645**					**32 114 387,71**		**32 114 387,71**		**32 114 387,71**	
6473	Alloc chômage					123 522,75		123 522,75		123 522,75	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2018

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6475	Medecine du travail pharmacie					2 744,00		2 744,00		2 744,00	
6478	Autres charges sociales diverses					2 671 206,28		2 671 206,28		2 671 206,28	
6479	Rembst sur autres charges social					244,50	1 221 453,58	244,50	1 221 453,58		1 221 209,08
647	**Sous Total compte 647**					**2 797 717,53**	**1 221 453,58**	**2 797 717,53**	**1 221 453,58**	**1 576 263,95**	
64831	Indemnités aux agents					369,04		369,04		369,04	
6483	**Sous Total compte 6483**					**369,04**		**369,04**		**369,04**	
6488	Autres charges					1 926,67		1 926,67		1 926,67	
648	**Sous Total compte 648**					**2 295,71**		**2 295,71**		**2 295,71**	
64	**Sous Total compte 64**					**126 827 047,06**	**4 212 254,58**	**126 827 047,06**	**4 212 254,58**	**122 614 792,48**	
65111	Famille et enfance					1 066 569,45	448,43	1 066 569,45	448,43	1 066 121,02	
6511211	Prest compensat handicap + 20 ans					21 109 407,48	2 245,13	21 109 407,48	2 245,13	21 107 162,35	
6511212	Prestat compensat handicap - de 20 ans					6 259 312,47	518,70	6 259 312,47	518,70	6 258 793,77	
651121	**Sous Total compte 651121**					**27 368 719,95**	**2 763,83**	**27 368 719,95**	**2 763,83**	**27 365 956,12**	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2018

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
651122	Alloc compensatrice tierce personne					1 432 896,81		1 432 896,81		1 432 896,81	
651128	Autres					58 512,96		58 512,96		58 512,96	
65112	**Sous Total compte 65112**					**28 860 129,72**	**2 763,83**	**28 860 129,72**	**2 763,83**	**28 857 365,89**	
65113	Personnes âgées					204 835,26	363,02	204 835,26	363,02	204 472,24	
651141	APA à domicile versée au service d'aide					24 854 034,75		24 854 034,75		24 854 034,75	
651142	APA à domicile versée au bénéficiaire					8 301 434,67	10 531,97	8 301 434,67	10 531,97	8 290 902,70	
651143	APA versée au bénéficiaire en établ					1 109 528,53	1 361,98	1 109 528,53	1 361,98	1 108 166,55	
651144	APA versée à l'établissement					21 852 976,05		21 852 976,05		21 852 976,05	
65114	**Sous Total compte 65114**					**56 117 974,00**	**11 893,95**	**56 117 974,00**	**11 893,95**	**56 106 080,05**	
6511	**Sous Total compte 6511**					**86 249 508,43**	**15 469,23**	**86 249 508,43**	**15 469,23**	**86 234 039,20**	
6512	Secours d'urgence					983 439,93	151,00	983 439,93	151,00	983 288,93	
6513	Bourses					198 700,00		198 700,00		198 700,00	
6515	Alloc RMI - verst aux organismes payeurs					2 145,49		2 145,49		2 145,49	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2018

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
65171	RSA versement allocations forfaitaires					39 684 728,28		39 684 728,28		39 684 728,28	
65172	RSA verst allocations forfait majorées					5 845 656,05		5 845 656,05		5 845 656,05	
6517	**Sous Total compte 6517**					**45 530 384,33**		**45 530 384,33**		**45 530 384,33**	
6518	Autres (primes dots)					2 027 386,26	4 899,39	2 027 386,26	4 899,39	2 022 486,87	
651	**Sous Total compte 651**					**134 991 564,44**	**20 519,62**	**134 991 564,44**	**20 519,62**	**134 971 044,82**	
65211	Frais de scolarité					22 166,26	36,00	22 166,26	36,00	22 130,26	
65212	Frais périscolaires					5 317,71		5 317,71		5 317,71	
6521	**Sous Total compte 6521**					**27 483,97**	**36,00**	**27 483,97**	**36,00**	**27 447,97**	
6522	Accueuil familial					1 811 623,10	24 486,00	1 811 623,10	24 486,00	1 787 137,10	
6523	Frais d'hospitalisati					16 000,00	16 000,00	16 000,00	16 000,00		0,00
652411	Foyers de l'enfance, centres et hotels					3 210 230,09	208 339,62	3 210 230,09	208 339,62	3 001 890,47	
652412	Maisons d'enfants à caractère social					51 547 841,40	3 696 070,48	51 547 841,40	3 696 070,48	47 851 770,92	
652413	Lieux de vie et d'acceuil					377 944,68	32 373,15	377 944,68	32 373,15	345 571,53	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2018

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
652414	Foyers de jeunes travailleurs					3 645 931,74	241 312,99	3 645 931,74	241 312,99	3 404 618,75	
652415	Etablissments scolaires					22 368,93		22 368,93		22 368,93	
652416	Services d'aide éducative en milieu					11 542 524,30	801 589,66	11 542 524,30	801 589,66	10 740 934,64	
652418	Autres					3 859 159,62	283 480,00	3 859 159,62	283 480,00	3 575 679,62	
65241	**Sous Total compte 65241**					**74 206 000,76**	**5 263 165,90**	**74 206 000,76**	**5 263 165,90**	**68 942 834,86**	
65242	Frais séjour établissement service handi					71 883 004,48	7 577 209,20	71 883 004,48	7 577 209,20	64 305 795,28	
65243	Frais séjour établissemnt pers agées					24 603 831,32	4 566 381,22	24 603 831,32	4 566 381,22	20 037 450,10	
6524	**Sous Total compte 6524**					**170 692 836,56**	**17 406 756,32**	**170 692 836,56**	**17 406 756,32**	**153 286 080,24**	
652	**Sous Total compte 652**					**172 547 943,63**	**17 447 278,32**	**172 547 943,63**	**17 447 278,32**	**155 100 665,31**	
6531	Indemnités					1 146 412,37		1 146 412,37		1 146 412,37	
6532	Frais de mission et déplacement					95 434,21	228,00	95 434,21	228,00	95 206,21	
6533	Cotisations de retraite					111 415,41		111 415,41		111 415,41	
6534	Cotisations sécurité sociale part patron					341 752,00		341 752,00		341 752,00	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2018

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6535	Formation					16 639,66		16 639,66		16 639,66	
653	**Sous Total compte 653**					**1 711 653,65**	**228,00**	**1 711 653,65**	**228,00**	**1 711 425,65**	
6541	Créances admises en non-valeur					347 720,40		347 720,40		347 720,40	
6542	Créances éteintes					43 962,95		43 962,95		43 962,95	
654	**Sous Total compte 654**					**391 683,35**		**391 683,35**		**391 683,35**	
65511	établissements publics					5 927 723,00		5 927 723,00		5 927 723,00	
65512	établissements privés					5 777 086,00		5 777 086,00		5 777 086,00	
6551	**Sous Total compte 6551**					**11 704 809,00**		**11 704 809,00**		**11 704 809,00**	
6553	Service d'incendie					45 465 664,00		45 465 664,00		45 465 664,00	
6556	Contrib à des fonds					199 600,00		199 600,00		199 600,00	
6558	Autres contributions obligatoires					1 876 908,58		1 876 908,58		1 876 908,58	
655	**Sous Total compte 655**					**59 246 981,58**		**59 246 981,58**		**59 246 981,58**	
6561	Organismes de regroupement (syndicats mi					9 003 228,93		9 003 228,93		9 003 228,93	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2018

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
65661	Contrat accompagnement dans emploi					1 426 014,12		1 426 014,12		1 426 014,12	
65662	Contrats d'initiative-emploi					11 452,62		11 452,62		11 452,62	
6566	**Sous Total compte 6566**					**1 437 466,74**		**1 437 466,74**		**1 437 466,74**	
6568	Autres participations					8 270 625,35	84 437,00	8 270 625,35	84 437,00	8 186 188,35	
656	**Sous Total compte 656**					**18 711 321,02**	**84 437,00**	**18 711 321,02**	**84 437,00**	**18 626 884,02**	
65731	Etat					21 316,00		21 316,00		21 316,00	
65732	Région					814 172,00		814 172,00		814 172,00	
65733	Dépt					52 922,11		52 922,11		52 922,11	
65734	Communes et structures intercommunales					3 175 608,86		3 175 608,86		3 175 608,86	
65735	Autres grpts coll.et coll. à statut part					106 881,08		106 881,08		106 881,08	
65736	SPIC					1 000,00		1 000,00		1 000,00	
65737	Autres EPL					2 131 958,13	1 048,43	2 131 958,13	1 048,43	2 130 909,70	
65738	Organismes publics divers					434 448,32		434 448,32		434 448,32	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2018

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6573	**Sous Total compte 6573**					**6 738 306,50**	**1 048,43**	**6 738 306,50**	**1 048,43**	**6 737 258,07**	
6574	Subv de fonct pers, assoc et org privés					15 373 239,48	65 665,06	15 373 239,48	65 665,06	15 307 574,42	
657	**Sous Total compte 657**					**22 111 545,98**	**66 713,49**	**22 111 545,98**	**66 713,49**	**22 044 832,49**	
6581	Redev concessions brevets licences					34 352,91		34 352,91		34 352,91	
658	**Sous Total compte 658**					**34 352,91**		**34 352,91**		**34 352,91**	
65	**Sous Total compte 65**					**409 747 046,56**	**17 619 176,43**	**409 747 046,56**	**17 619 176,43**	**392 127 870,13**	
66111	Intérêts réglés à l'écheance					4 591 921,11		4 591 921,11		4 591 921,11	
66112	Intérêts - rattachement des icne					1 619 842,04	1 761 793,65	1 619 842,04	1 761 793,65		141 951,61
6611	**Sous Total compte 6611**					**6 211 763,15**	**1 761 793,65**	**6 211 763,15**	**1 761 793,65**	**4 449 969,50**	
6616	Intérêts bancaires opérat de financement						375,48		375,48		375,48
661	**Sous Total compte 661**					**6 212 138,63**	**1 761 793,65**	**6 212 138,63**	**1 761 793,65**	**4 450 344,98**	
666	Pertes de change					274 644,66		274 644,66		274 644,66	
66	**Sous Total compte 66**					**6 486 783,29**	**1 761 793,65**	**6 486 783,29**	**1 761 793,65**	**4 724 989,64**	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2018

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6711	Intérets moratoires pénalites sur march					2 523,44		2 523,44		2 523,44	
6713	Dots et prix					8 000,00		8 000,00		8 000,00	
6718	Autres charg except sur opérat gestion					11 126,88		11 126,88		11 126,88	
671	**Sous Total compte 671**					**21 650,32**		**21 650,32**		**21 650,32**	
673	Titres annulés exercices antérieurs					117 358,32		117 358,32		117 358,32	
6747	Remises gracieuses					30 998,82		30 998,82		30 998,82	
674	**Sous Total compte 674**					**30 998,82**		**30 998,82**		**30 998,82**	
675	Valeurs comptables immob cédées					297 793,08		297 793,08		297 793,08	
6761	Diff sur réalisations (positives)					1 461 468,58		1 461 468,58		1 461 468,58	
676	**Sous Total compte 676**					**1 461 468,58**		**1 461 468,58**		**1 461 468,58**	
678	Autres charges exceptionnelles					31 451,70		31 451,70		31 451,70	
67	**Sous Total compte 67**					**1 960 720,82**		**1 960 720,82**		**1 960 720,82**	
6811	DA - immob incorp et corpo					79 879 473,37		79 879 473,37		79 879 473,37	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2018

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6815	Dotations prov pour risques et charges					300 000,00		300 000,00		300 000,00	
6817	Dp dépréciat actifs circulants					250 000,00		250 000,00		250 000,00	
681	**Sous Total compte 681**					**80 429 473,37**		**80 429 473,37**		**80 429 473,37**	
68	**Sous Total compte 68**					**80 429 473,37**		**80 429 473,37**		**80 429 473,37**	
	Total classe 6					**676 251 528,80**	**28 070 844,75**	**676 251 528,80**	**28 070 844,75**	**652 529 833,98**	**4 349 149,93**
70323	Redevance d'occupation du domaine public					10,20	304 610,38	10,20	304 610,38		304 600,18
7032	**Sous Total compte 7032**					**10,20**	**304 610,38**	**10,20**	**304 610,38**		**304 600,18**
70388	Autres						57 604,50		57 604,50		57 604,50
7038	**Sous Total compte 7038**						**57 604,50**		**57 604,50**		**57 604,50**
703	**Sous Total compte 703**					**10,20**	**362 214,88**	**10,20**	**362 214,88**		**362 204,68**
7066	Redev droits services à caract social					11 171,53	1 501 561,50	11 171,53	1 501 561,50		1 490 389,97
706	**Sous Total compte 706**					**11 171,53**	**1 501 561,50**	**11 171,53**	**1 501 561,50**		**1 490 389,97**
707	Ventes de marchandises						197 086,00		197 086,00		197 086,00

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2018

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
70878	Par des tiers						467 054,07		467 054,07		467 054,07
7087	**Sous Total compte 7087**						**467 054,07**		**467 054,07**		**467 054,07**
7088	Aut prod activ annex abonnt vente ouvr					80,00	40 963,20	80,00	40 963,20		40 883,20
708	**Sous Total compte 708**					**80,00**	**508 017,27**	**80,00**	**508 017,27**		**507 937,27**
70	**Sous Total compte 70**					**11 261,73**	**2 568 879,65**	**11 261,73**	**2 568 879,65**		**2 557 617,92**
722	Immob corporelles						135 249,03		135 249,03		135 249,03
72	**Sous Total compte 72**						**135 249,03**		**135 249,03**		**135 249,03**
73111	Taxe foncière sur les propriétés bâties						150 695 519,00		150 695 519,00		150 695 519,00
73112	Cotisation Valeur Ajoutée Entreprises					26 808,00	49 816 824,00	26 808,00	49 816 824,00		49 790 016,00
73114	Imposition forfaitaire entr réseaux						1 790 187,00		1 790 187,00		1 790 187,00
7311	**Sous Total compte 7311**					**26 808,00**	**202 302 530,00**	**26 808,00**	**202 302 530,00**		**202 275 722,00**
73121	F.N.G.I.R.						13 372 203,00		13 372 203,00		13 372 203,00
73123	Attributions de compensation CVAE						224 728,20		224 728,20		224 728,20

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2018

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
73125	Frais de gestion de la tf pro baties						5 282 805,00		5 282 805,00		5 282 805,00
7312	**Sous Total compte 7312**						**18 879 736,20**		**18 879 736,20**		**18 879 736,20**
7318	Autres impôts locaux ou assimilés					2 678,00	541 095,00	2 678,00	541 095,00		538 417,00
731	**Sous Total compte 731**					**29 486,00**	**221 723 361,20**	**29 486,00**	**221 723 361,20**		**221 693 875,20**
7321	Taxe Dépt pub foncière droit Dépt enregt						249 236 339,04		249 236 339,04		249 236 339,04
7322	Taxe Déptale addit droits enregistrement						1 476 575,22		1 476 575,22		1 476 575,22
7327	Taxe d'aménagement						18 710 594,95		18 710 594,95		18 710 594,95
732	**Sous Total compte 732**						**269 423 509,21**		**269 423 509,21**		**269 423 509,21**
7342	Taxe sur les conv d'assur						89 659 963,23		89 659 963,23		89 659 963,23
734	**Sous Total compte 734**						**89 659 963,23**		**89 659 963,23**		**89 659 963,23**
7351	Taxe sur la consommation finale d'électr						10 944 462,53		10 944 462,53		10 944 462,53
7352	TICPE						34 552 325,56		34 552 325,56		34 552 325,56
735	**Sous Total compte 735**						**45 496 788,09**		**45 496 788,09**		**45 496 788,09**

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2018

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7366	Taxe sur les remontées mécaniques						3 151 351,56		3 151 351,56		3 151 351,56
736	**Sous Total compte 736**						**3 151 351,56**		**3 151 351,56**		**3 151 351,56**
7388	Autres						219 841,22		219 841,22		219 841,22
738	**Sous Total compte 738**						**219 841,22**		**219 841,22**		**219 841,22**
73914	Fonds de péréquat° cotisat° sur VA Entre					118 857,00		118 857,00		118 857,00	
7391	**Sous Total compte 7391**					**118 857,00**		**118 857,00**		**118 857,00**	
739261	Fonds de péréquation des DMTO					22 965 630,00		22 965 630,00		22 965 630,00	
739262	Fonds de solidarité en faveur des départ					4 593 127,00		4 593 127,00		4 593 127,00	
73926	**Sous Total compte 73926**					**27 558 757,00**		**27 558 757,00**		**27 558 757,00**	
7392	**Sous Total compte 7392**					**27 558 757,00**		**27 558 757,00**		**27 558 757,00**	
7398	Autres reverSEMents					2 870 305,02		2 870 305,02		2 870 305,02	
739	**Sous Total compte 739**					**30 547 919,02**		**30 547 919,02**		**30 547 919,02**	
73	**Sous Total compte 73**					**30 577 405,02**	**629 674 814,51**	**30 577 405,02**	**629 674 814,51**		**599 097 409,49**

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2018

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7411	DGFdotation forfaitaire						11 840 444,00		11 840 444,00		11 840 444,00
74122	Dotation de péréquation urbaine						10 526 679,00		10 526 679,00		10 526 679,00
74123	Dotation de compensation						5 499 976,00		5 499 976,00		5 499 976,00
7412	**Sous Total compte 7412**						**16 026 655,00**		**16 026 655,00**		**16 026 655,00**
741	**Sous Total compte 741**						**27 867 099,00**		**27 867 099,00**		**27 867 099,00**
744	FCTVA						828 152,00		828 152,00		828 152,00
7461	DGD						2 789 094,00		2 789 094,00		2 789 094,00
746	**Sous Total compte 746**						**2 789 094,00**		**2 789 094,00**		**2 789 094,00**
74718	Autres						1 530 961,70		1 530 961,70		1 530 961,70
7471	**Sous Total compte 7471**						**1 530 961,70**		**1 530 961,70**		**1 530 961,70**
7472	Région						162 518,12		162 518,12		162 518,12
7473	Dépt						90 476,28		90 476,28		90 476,28
7474	Communes et structures intercommunales					1 281,00	438 961,56	1 281,00	438 961,56		437 680,56

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2018

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7475	Autrs grpts coll, coll à stat part et EP						25 516,00		25 516,00		25 516,00
74771	FSE						756 735,76		756 735,76		756 735,76
74772	FEDER						28 497,97		28 497,97		28 497,97
7477	**Sous Total compte 7477**						**785 233,73**		**785 233,73**		**785 233,73**
747811	Dotation versée au titre de l'APA						14 697 041,21		14 697 041,21		14 697 041,21
747812	Dotation versée au titre de la PCH						6 763 633,82		6 763 633,82		6 763 633,82
747813	Dotation versée au titre des MDPH						852 650,82		852 650,82		852 650,82
7478141	Part autonomie						239 413,78		239 413,78		239 413,78
7478142	Part prévention						429 411,07		429 411,07		429 411,07
747814	**Sous Total compte 747814**						**668 824,85**		**668 824,85**		**668 824,85**
74781	**Sous Total compte 74781**						**22 982 150,70**		**22 982 150,70**		**22 982 150,70**
74783	Fonds mobilisation départ insertion						1 803 952,00		1 803 952,00		1 803 952,00
74788	Autres						1 082 903,45		1 082 903,45		1 082 903,45

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2018

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7478	**Sous Total compte 7478**						**25 869 006,15**		**25 869 006,15**		**25 869 006,15**
747	**Sous Total compte 747**					**1 281,00**	**28 902 673,54**	**1 281,00**	**28 902 673,54**		**28 901 392,54**
7482	Compens perte taxe addition taxe pub fon						98 119,00		98 119,00		98 119,00
74832	D.C.R.T.P.						14 867 164,00		14 867 164,00		14 867 164,00
74834	Etat-Compensation exonérations TFPB					2,00	51 500,00	2,00	51 500,00		51 498,00
74835	Dot transfert compensation exonérati FDL						3 075 557,00		3 075 557,00		3 075 557,00
7483	**Sous Total compte 7483**					**2,00**	**17 994 221,00**	**2,00**	**17 994 221,00**		**17 994 219,00**
74881	Participation familles rest heb scol					11 262,24	2 283 484,81	11 262,24	2 283 484,81		2 272 222,57
74888	Autres attrib et particip : autres					12 779,70	45 627 225,61	12 779,70	45 627 225,61		45 614 445,91
7488	**Sous Total compte 7488**					**24 041,94**	**47 910 710,42**	**24 041,94**	**47 910 710,42**		**47 886 668,48**
748	**Sous Total compte 748**					**24 043,94**	**66 003 050,42**	**24 043,94**	**66 003 050,42**		**65 979 006,48**
7498	Autres					286 201,94		286 201,94		286 201,94	
749	**Sous Total compte 749**					**286 201,94**		**286 201,94**		**286 201,94**	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2018

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
74	**Sous Total compte 74**					**311 526,88**	**126 390 068,96**	**311 526,88**	**126 390 068,96**		**126 078 542,08**
7511	Recvts sur Dépt et autres collect pub					2 239,92	94 122,87	2 239,92	94 122,87		91 882,95
7512	Recvts sur sécu soc et orga mutualistes					9 872,72	442 434,75	9 872,72	442 434,75		432 562,03
7513	Recvts sur bénéciaire tiers-payants					67 114,92	11 026 833,55	67 114,92	11 026 833,55		10 959 718,63
7518	Recouvrements sur autres redevables						11 427,19		11 427,19		11 427,19
751	**Sous Total compte 751**					**79 227,56**	**11 574 818,36**	**79 227,56**	**11 574 818,36**		**11 495 590,80**
752	Revenus des immeubles					27 807,34	780 582,62	27 807,34	780 582,62		752 775,28
7531	Recouvrement indûs - RMI						2 145,49		2 145,49		2 145,49
7533	Recouvrement indûs - APA					31 977,62	824 715,17	31 977,62	824 715,17		792 737,55
75342	Allocations forfaitaires						853 424,38		853 424,38		853 424,38
75343	Alloc fofaitaires majorées						110 291,49		110 291,49		110 291,49
7534	**Sous Total compte 7534**						**963 715,87**		**963 715,87**		**963 715,87**
7535	PCH					2 459,59	195 194,66	2 459,59	195 194,66		192 735,07

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2018

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7538	Autres						22 530,91		22 530,91		22 530,91
753	**Sous Total compte 753**					**34 437,21**	**2 008 302,10**	**34 437,21**	**2 008 302,10**		**1 973 864,89**
757	Redev versées fermiers concessionnair						282 113,04		282 113,04		282 113,04
7588	Autres produits divers de gestion cour						11 001,99		11 001,99		11 001,99
758	**Sous Total compte 758**						**11 001,99**		**11 001,99**		**11 001,99**
75	**Sous Total compte 75**					**141 472,11**	**14 656 818,11**	**141 472,11**	**14 656 818,11**		**14 515 346,00**
7621	Prod aut immob finan encais à échéance						3 937 214,45		3 937 214,45		3 937 214,45
762	**Sous Total compte 762**						**3 937 214,45**		**3 937 214,45**		**3 937 214,45**
7688	Autres					119,37	32 568,57	119,37	32 568,57		32 449,20
768	**Sous Total compte 768**					**119,37**	**32 568,57**	**119,37**	**32 568,57**		**32 449,20**
76	**Sous Total compte 76**					**119,37**	**3 969 783,02**	**119,37**	**3 969 783,02**		**3 969 663,65**
7711	Dédits et pénalites perçus					14 000,00	140 274,38	14 000,00	140 274,38		126 274,38
7714	Recouvrement sur créances admises en nv						12 022,82		12 022,82		12 022,82

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2018

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7718	Autres prod except sur opé gestion						2 956,14		2 956,14		2 956,14
771	**Sous Total compte 771**					**14 000,00**	**155 253,34**	**14 000,00**	**155 253,34**		**141 253,34**
773	Mandats annulés sur exercices antérieurs						109 819,25		109 819,25		109 819,25
775	Produits des cessions d'immobilisati						1 755 674,89		1 755 674,89		1 755 674,89
7761	Diff sur réalisations (négatives)						3 586,77		3 586,77		3 586,77
7768	Neutralisation des amortisSEMents						19 330 516,67		19 330 516,67		19 330 516,67
776	**Sous Total compte 776**						**19 334 103,44**		**19 334 103,44**		**19 334 103,44**
777	Quote-part subv invest transf au résult						13 417 443,00		13 417 443,00		13 417 443,00
7788	Produits exceptionnels divers					1 279,16	234 261,11	1 279,16	234 261,11		232 981,95
778	**Sous Total compte 778**					**1 279,16**	**234 261,11**	**1 279,16**	**234 261,11**		**232 981,95**
77	**Sous Total compte 77**					**15 279,16**	**35 006 555,03**	**15 279,16**	**35 006 555,03**		**34 991 275,87**
7817	Rep prov dépréciat actifs circul						250 184,01		250 184,01		250 184,01
781	**Sous Total compte 781**						**250 184,01**		**250 184,01**		**250 184,01**

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2018

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7865	Reprises provisions risques et charg fin						80 944,04		80 944,04		80 944,04
786	**Sous Total compte 786**						**80 944,04**		**80 944,04**		**80 944,04**
78	**Sous Total compte 78**						**331 128,05**		**331 128,05**		**331 128,05**
	Total classe 7					**31 057 064,27**	**812 733 296,36**	**31 057 064,27**	**812 733 296,36**	**30 834 120,96**	**812 510 353,05**
	Total général	**5 710 280 732,8**	**5 710 280 732,8**	**3 457 061 291,4**	**3 372 784 161,0**	**974 899 594,75**	**1 059 176 725,5**	**10 142 241 619**	**10 142 241 619**	**6 593 681 229,1**	**6 593 681 229,10**

Balance des valeurs inactives

Arrêté à la date du 31/12/2018

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

DESIGNATION DES COMPTES		DEBIT			CREDIT			SOLDES	
N°	Intitulé	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Débiteurs	Créditeurs
861	Portefeuille							0,00	0,00
NEANT		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous Total compte 861		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
862	Correspondant							0,00	0,00
NEANT		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous Total compte 862		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
863	Prise en charge titre et valeur							0,00	0,00
NEANT		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous Total compte 863		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAUX		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Page des signatures

07400 - DEP HAUTE-SAVOIE Exercice 2018

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.
Observations :

CLEMENT Stephane (1014138562-0), Inspecteur des Finances Publiques A **DDFiP DE LA HAUTE-SAVOIE**, le **12/03/2019**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.
Le comptable affirme, en outre et sous les mêmes peines, que les recettes et dépenses portées dans ce compte sont, sans exception, toutes celles qui ont été faites pour le service de **DEP HAUTE-SAVOIE** pendant l'année **2018** et qu'il n'en existe aucune autre à sa connaissance.

OLLIVIER Brigitte (1006564545-0), CSC des Finances Publiques de 3ème catégorie A **HAUTE-SAVOIE**, le **14/03/2019**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte dont le montant des titres à recouvrer et des mandats émis est conforme aux écritures de sa comptabilité administrative, a été voté le **27/05/2019** par l'organe délibérant.

MONTEIL CHRISTIAN (cmonteil6-xt), president A **ANNECY CEDEX**, le **27/05/2019**

AERODROME D ACY-DEP HTE-SAVOIE

COMPTE DE GESTION
EXERCICE 2018

PRÉSENTÉ À
La Chambre régionale des comptes

PAR LE(S) COMPTABLE(S)
Mme BRIGITTE OLLIVIER
M André WIDLOECHER

AYANT EXERCÉ AU COURS DE LA GESTION
DU 01/02/2018 AU 07/03/2019
DU 01/01/2018 AU 31/01/2018

Poste comptable de P.DEP HAUTE-SAVOIE

Date Edition : 07/03/2019

Nomenclature M43

SOMMAIRE

07401 AERODROME D ACY-DEP HTE-SAVOIE

Exercice 2018

Le Compte de Gestion sur Chiffres

1ERE PARTIE : Situation patrimoniale 3
1 Bilan synthétique ..... Etat I-1 4
2 Bilan ..... Etat I-2 5
2.1 Bilan Actif
2.2 Bilan Passif
3 Compte de résultat synthétique ..... Etat I-3 13
4 Compte de résultat ..... Etat I-4 14
5 Annexe 18
Etats des opérations pour compte de tiers ..... Etat I-5 19
2EME PARTIE : Exécution budgétaire 21
1 Résultats budgétaires de l'exercice ..... Etat II-1 22
2 Résultats d'exécution ..... Etat II-2 23
3 Etat de consommation des crédits ..... Etat II-3 26
4 Etat de réalisation des opérations ..... Etat II-4 30
3EME PARTIE : Comptabilité des deniers et valeurs 34
1 Balance des comptes ..... Etat III-1 35
2 Situation des valeurs inactives ..... Etat III-2 44
4EME PARTIE : Page des signatures 45

Situation Patrimoniale - Bilan Synthétique

07401 - AERODROME D ACY-DEP HTE-SAVOIE Exercice 2018

ACTIF NET(1)	Total(En milliers d'Euros)	PASSIF	Total(En milliers d'Euros)
Immobilisations incorporelles (nettes)	**39,68**	Dotations	235,30
Terrains		Fonds Globalisés	
Constructions	132,34	Réserves	1 946,31
Réseaux et installations de voirie et réseaux divers	1 186,30	Différences sur réalisations d'immobilisations	
Immobilisations corporelles en cours	3 740,22	Report à nouveau	203,23
Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées		Résultat de l'exercice	369,98
Autres immobilisations corporelles	185,73	Subventions transférables	3 160,72
Total immobilisations corporelles (nettes)	**5 244,58**	Subventions non transférables	
Immobilisations financières		Droits de l'affectant, du concédant, de l'afferment et du remettant	
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**5 284,26**	Autres fonds propres	
Stocks		**TOTAL FONDS PROPRES**	**5 915,55**
Créances	723,23	**PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**	
Valeurs mobilières de placement		**Dettes financières à long terme**	
Disponibilités		Fournisseurs(2)	91,94
Autres actifs circulant		Autres dettes à court terme	
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**723,23**	**Total dettes à court terme**	**91,94**
Comptes de régularisations		**TOTAL DETTES**	**91,94**
		Comptes de régularisations	
TOTAL ACTIF	**6 007,49**	**TOTAL PASSIF**	**6 007,49**

(1) Déduction faite des amortissements et provisions

(2) Y compris mandats émis pendant la journée complémentaire et réglés sur l'exercice 2019

BILAN (en Euros)

07401 - AERODROME D ACY-DEP HTE-SAVOIE Exercice 2018

	ACTIF	Exercice 2018			Exercice 2017
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement				
	Frais d'études de R & D	39 681,07		39 681,07	36 428,65
	Conces, brev, licences, marques, procéd				
	Fonds commercial, droit au bail				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Terrains en toute propriété				
	Constructions en toute propriété	205 232,97	72 891,06	132 341,91	83 472,01
	Construction sur sol autrui en tte prop				
	Instal, mat et outil techn en tte prop	1 420 122,91	233 823,77	1 186 299,14	780 693,89
	Oeuvres d'art				
	Autres immob corpo en tte propriété	422 733,35	237 008,25	185 725,10	178 115,91
	Immobilisations corpo en toute propriété	3 740 215,84		3 740 215,84	4 372 617,91
	Immobilisations affectées en toute prop				
	Immobilisations mises en concession				
	Terrains mis à disposition				
	Construc reçues au titre mise à dispo				
	Construction sur sol autrui mise à dispo				
	MONTANT A REPORTER	5 827 986,14	543 723,08	5 284 263,06	5 451 328,37

BILAN (en Euros)

07401 - AERODROME D ACY-DEP HTE-SAVOIE Exercice 2018

	ACTIF	Exercice 2018			Exercice 2017
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE (SUITE)	REPORT	5 827 986,14	543 723,08	5 284 263,06	5 451 328,37
	Instal, mat et outil tech mise à dispo				
	Autres immob corpo mise à dispo				
	Immobilisations en cours mises à dispo				
	Terrains reçus en affect ou concess				
	Constructions reçues en affect ou conc				
	Construction sur sol d'autrui				
	Instal, matériel et outillage technique				
	Autres immobilisations corporelles				
	Participations et créances rattachées				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres créances	-0,30		-0,30	
	ACTIF IMMOBILISE TOTAL I	**5 827 985,84**	**543 723,08**	**5 284 262,76**	**5 451 328,37**

BILAN (en Euros)

07401 - AERODROME D ACY-DEP HTE-SAVOIE Exercice 2018

	ACTIF	Exercice 2018			Exercice 2017
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF CIRCULANT	Matières premières et autres approvision				
	En cours de production biens et services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances				
	Clients et comptes rattachés	1 113,00		1 113,00	1 075,00
	Créances irrécouvrables admises en NV				
	Autres créances d'exploitation				
	Créances sur l'Etat et collec publiques				
	Créances sur les BA ou le BP	722 113,43		722 113,43	1 623 043,14
	Opérations pour le compte de tiers				
	Autres créances diverses				
	Valeurs mobilières de placement				
	Disponibilités				
	Avances de trésorerie				
	Charges constatées d'avance				
	ACTIF CIRCULANT TOTAL II	**723 226,43**		**723 226,43**	**1 624 118,14**

BILAN (en Euros)

07401 - AERODROME D ACY-DEP HTE-SAVOIE Exercice 2018

	ACTIF	Exercice 2018 BRUT	Exercice 2018 AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	Exercice 2018 NET	Exercice 2017 NET
COMPTES DE REGULARI SATION	Charges à répartir sur plusieurs exer				
	Primes de remboursement des obligations				
	Dépenses à classer et à régulariser				
	Ecarts de conversion - Actif				
	COMPTES DE REGULARISATION TOTAL III				
	TOTAL GENERAL (I + II + III)	**6 551 212,27**	**543 723,08**	**6 007 489,19**	**7 075 446,51**

BILAN (en Euros)

07401 - AERODROME D ACY-DEP HTE-SAVOIE Exercice 2018

	PASSIF	Exercice 2018	Exercice 2017
FONDS PROPRES	Dotations	235 301,93	235 301,93
	Mise à disposition chez le bénéficiaire		
	Affectation par collec de rattachement		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves	1 946 311,49	1 483 349,60
	Report à nouveau	203 233,66	296 604,44
	Résultat de l'exercice	369 979,75	369 591,11
	Subventions d'investissement	3 160 724,45	3 269 714,95
	Provisions règlementées		
	Fonds globalisés		
	Droits de l'affectant		
	FONDS PROPRES TOTAL I	**5 915 551,28**	**5 654 562,03**

BILAN (en Euros)

07401 - AERODROME D ACY-DEP HTE-SAVOIE Exercice 2018

	PASSIF	Exercice 2018	Exercice 2017
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	PROVISIONS POUR RISQUE ET CHARGES TOTAL II		

BILAN (en Euros)

07401 - AERODROME D ACY-DEP HTE-SAVOIE Exercice 2018

	PASSIF	Exercice 2018	Exercice 2017
DETTES	Emprunts obligataires		
	Emprunts auprès des étab de crédits		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Crédits et lignes de trésorerie		
	Avances		
	Fournisseurs et comptes rattachés		1 352,39
	Dettes fiscales et sociales		
	Autres dettes d'exploitation		
	Fournisseurs d'immobilisations	91 937,91	1 419 532,09
	Dettes envers l'Etat et les collec publ		
	Dettes fiscales impôt sur les bénéfices		
	Dettes envers les BA ou le BP		
	Opérations pour le compte de tiers		
	Autres dettes		
	Produits constatés d'avance		
	DETTES TOTAL III	**91 937,91**	**1 420 884,48**

BILAN (en Euros)

07401 - AERODROME D ACY-DEP HTE-SAVOIE Exercice 2018

	PASSIF	Exercice 2018	Exercice 2017
COMPTES DE REGULARI SATION	Recettes à classer ou à régulariser		
	Ecarts de conversion - Passif		
	COMPTES DE REGULARISATION TOTAL IV		
	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	**6 007 489,19**	**7 075 446,51**

Compte de Résultat Synthétique

En milliers d'Euros

07401 - AERODROME D ACY-DEP HTE-SAVOIE Exercice 2018

POSTES	Exercice 2018	Exercice 2017
Impôts et taxes perçus		
Dotations et subventions reçues	6,63	6,63
Produits des services	1,11	1,08
Autres produits	409,27	532,40
Transfert de charges		
Produits courants non financiers	417,02	540,11
Traitements, salaires, charges sociales		
Achats et charges externes	3,78	3,07
Participations et interventions	81,15	99,84
Dotations aux amortissements et provisions	86,77	66,53
Autres charges	1,11	1,08
Charges courantes non financières	172,81	170,51
RESULTAT COURANT NON FINANCIER	**244,21**	**369,59**
Produits courants financiers		
Charges courantes financières		
RESULTAT COURANT FINANCIER		
RESULTAT COURANT	**244,21**	**369,59**
Produits exceptionnels	125,77	
Charges exceptionnelles		
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**125,77**	
IMPOTS SUR LES BENEFICES		
RESULTAT DE L'EXERCICE	**369,98**	**369,59**

COMPTE DE RESULTAT 2018

07401 - AERODROME D ACY-DEP HTE-SAVOIE Exercice 2018

POSTES	Exercice 2018	Exercice 2017
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Vente de marchandises		
Prestations de services		
Divers produits d'exploitation	1 113,00	1 075,00
Production stockée		
Production immobilisée		
Versement de transport		
Subventions d'exploitation	6 632,00	6 632,00
Reprises sur dépréciations et provisions		
Transferts de charges		
Autres produits d'exploitation	409 274,00	532 399,00
TOTAL I	**417 019,00**	**540 106,00**
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stocks de marchandises		
Achat de mat prem et autres approvis		
Variation stock mat prem, autres approv		
Autres achats et charges externes	3 779,64	3 069,59
Impôts et taxes sur rémunérations		
Autres impôts, taxes et versem assimilés	1 113,00	1 075,00

COMPTE DE RESULTAT 2018

07401 - AERODROME D ACY-DEP HTE-SAVOIE Exercice 2018

POSTES	Exercice 2018	Exercice 2017
Salaires et traitements		
Charges sociales		
Dotations amortissements des immob	86 768,33	66 527,76
Dotations aux dépréciations des immob		
Dot aux dépréc sur actif circulant		
Dot aux prov pour riques et charges		
Autres charges d'exploitation	81 145,19	99 842,54
TOTAL II	**172 806,16**	**170 514,89**
A - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	**244 212,84**	**369 591,11**
PRODUITS FINANCIERS		
Valeurs mobilières et créances		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur dépréciations et provisions		
Transferts de charges		
Gains de change		
Produit net sur cessions de VMP		
TOTAL III		
CHARGES FINANCIERES		
Dot. amort, dépréc et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		

COMPTE DE RESULTAT 2018

07401 - AERODROME D ACY-DEP HTE-SAVOIE Exercice 2018

POSTES	Exercice 2018	Exercice 2017
Pertes de change		
Charges nettes sur cessions de VMP		
TOTAL IV		
B - RESULTAT FINANCIER (III-IV)		
A + B - RESULTAT COURANT	**244 212,84**	**369 591,11**
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Subventions exceptionnelles		
Autres opérations de gestion	16 776,41	
Produits des cessions d'immobilisations		
Autres opérations en capital	108 990,50	
Reprises sur dépréciations et provisions		
Transferts de charges		
TOTAL V	**125 766,91**	
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Subventions exceptionnelles		
Autres opérations de gestion		
Valeur comptable des immo cédées		
Autres opérations en capital		
Dot. amort, dépréc et aux provisions		
TOTAL VI		

COMPTE DE RESULTAT 2018

07401 - AERODROME D ACY-DEP HTE-SAVOIE Exercice 2018

POSTES	Exercice 2018	Exercice 2017
C - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	**125 766,91**	
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	**542 785,91**	**540 106,00**
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI)	**172 806,16**	**170 514,89**
Impôts sur les bénéfices		
RESULTAT DE L'EXERCICE	**369 979,75**	**369 591,11**

Opérations Compte de Tiers

07401 - AERODROME D ACY-DEP HTE-SAVOIE Exercice 2018

Situation des opérations pour le compte de tiers soldées au 31/12/2018

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur

Opérations Compte de Tiers

07401 - AERODROME D ACY-DEP HTE-SAVOIE Exercice 2018

Situation des opérations pour le compte de tiers non soldées au 31/12/2018

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur

Résultats budgétaires de l'exercice

07401 - AERODROME D ACY-DEP HTE-SAVOIE Exercice 2018

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	1 100 789,89	621 233,66	1 722 023,55
Titres de recette émis (b)	1 028 841,36	542 785,91	1 571 627,27
Réductions de titres (c)			
Recettes nettes (d = b - c)	1 028 841,36	542 785,91	1 571 627,27
DEPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	1 100 789,89	621 233,66	1 722 023,55
Mandats émis (f)	507 804,36	172 806,16	680 610,52
Annulations de mandats (g)			
Depenses nettes (h = f - g)	507 804,36	172 806,16	680 610,52
RESULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent	521 037,00	369 979,75	891 016,75
(h - d) Déficit			

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

07401 - AERODROME D ACY-DEP HTE-SAVOIE Exercice 2018

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2017	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2018	RESULTAT DE L'EXERCICE 2018	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2018
I - Budget principal					
Investissement					
Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à caractère administratif					
TOTAL II					
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
AERODROME D ACY-DEP HTE-SAVOIE					
Investissement	-462 961,89		521 037,00		58 075,11
Fonctionnement	666 195,55	462 961,89	369 979,75		573 213,41
Sous-Total	**203 233,66**	**462 961,89**	**891 016,75**		**631 288,52**
TOTAL III	**203 233,66**	**462 961,89**	**891 016,75**		**631 288,52**
TOTAL I + II + III	**203 233,66**	**462 961,89**	**891 016,75**		**631 288,52**

Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

07401 - AERODROME D ACY-DEP HTE-SAVOIE Exercice 2018

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
20	Immobilisations incorporelles	10 000,00		10 000,00	3 902,90		3 902,90	6 097,10
21	Immobilisations corporelles	50 000,00		50 000,00	34 800,00		34 800,00	15 200,00
23	Immobilisations en cours	178 000,00	7 828,00	185 828,00	120 555,54		120 555,54	65 272,46
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**238 000,00**	**7 828,00**	**245 828,00**	**159 258,44**		**159 258,44**	**86 569,56**
TOTAL	**DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**238 000,00**	**7 828,00**	**245 828,00**	**159 258,44**		**159 258,44**	**86 569,56**
040	Opérations d'ordre de transfert entre se		109 000,00	109 000,00	108 990,50		108 990,50	9,50
041	Opérations patrimoniales	48 000,00	235 000,00	283 000,00	239 555,42		239 555,42	43 444,58
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**48 000,00**	**344 000,00**	**392 000,00**	**348 545,92**		**348 545,92**	**43 454,08**
001	Solde d'exécution de la section d'invest		462 961,89	462 961,89				462 961,89
TOTAL GENERAL		**286 000,00**	**814 789,89**	**1 100 789,89**	**507 804,36**		**507 804,36**	**592 985,53**

Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

07401 - AERODROME D ACY-DEP HTE-SAVOIE Exercice 2018

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
10	Dotations fonds divers et réserves		462 961,89	462 961,89	462 961,89		462 961,89	
27	Autres immobilisations financières	48 000,00	91 828,00	139 828,00	239 555,72		239 555,72	-99 727,72
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**48 000,00**	**554 789,89**	**602 789,89**	**702 517,61**		**702 517,61**	**-99 727,72**
TOTAL	**RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**48 000,00**	**554 789,89**	**602 789,89**	**702 517,61**		**702 517,61**	**-99 727,72**
040	Opérations d'ordre de transfert entre se	190 000,00	25 000,00	215 000,00	86 768,33		86 768,33	128 231,67
041	Opérations patrimoniales	48 000,00	235 000,00	283 000,00	239 555,42		239 555,42	43 444,58
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**238 000,00**	**260 000,00**	**498 000,00**	**326 323,75**		**326 323,75**	**171 676,25**
TOTAL GENERAL		**286 000,00**	**814 789,89**	**1 100 789,89**	**1 028 841,36**		**1 028 841,36**	**71 948,53**

Etat Consommation des Crédits

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

07401 - AERODROME D ACY-DEP HTE-SAVOIE Exercice 2018

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
011	Charges à caractère général	34 000,00	287 233,66	321 233,66	4 892,64		4 892,64	316 341,02
65	Autres charges de gestion courante	85 000,00		85 000,00	81 145,19		81 145,19	3 854,81
TOTAL	**DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**119 000,00**	**287 233,66**	**406 233,66**	**86 037,83**		**86 037,83**	**320 195,83**
042	Opérations d'ordre de transfert entre se	190 000,00	25 000,00	215 000,00	86 768,33		86 768,33	128 231,67
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**190 000,00**	**25 000,00**	**215 000,00**	**86 768,33**		**86 768,33**	**128 231,67**
TOTAL GENERAL		**309 000,00**	**312 233,66**	**621 233,66**	**172 806,16**		**172 806,16**	**448 427,50**

Etat Consommation des Crédits

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

07401 - AERODROME D ACY-DEP HTE-SAVOIE Exercice 2018

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
70	Ventes de produits fabriques prestations	2 000,00		2 000,00	1 113,00		1 113,00	887,00
74	Subventions d'exploitations et participa	7 000,00		7 000,00	6 632,00		6 632,00	368,00
75	Autres produits de gestion courante	300 000,00		300 000,00	409 274,00		409 274,00	-109 274,00
77	Produits exceptionnels				16 776,41		16 776,41	-16 776,41
TOTAL	**RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**309 000,00**		**309 000,00**	**433 795,41**		**433 795,41**	**-124 795,41**
042	Opérations d'ordre de transfert entre se		109 000,00	109 000,00	108 990,50		108 990,50	9,50
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**		**109 000,00**	**109 000,00**	**108 990,50**		**108 990,50**	**9,50**
002	Résultat d'exploitation reporté		203 233,66	203 233,66				203 233,66
TOTAL GENERAL		**309 000,00**	**312 233,66**	**621 233,66**	**542 785,91**		**542 785,91**	**78 447,75**

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

07401 - AERODROME D ACY-DEP HTE-SAVOIE Exercice 2018

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
2031	Frais d'études	3 902,90		3 902,90
SOUS-TOTAL CHAPITRE 20	**Immobilisations incorporelles**	**3 902,90**		**3 902,90**
2188	Autres	34 800,00		34 800,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 21	**Immobilisations corporelles**	**34 800,00**		**34 800,00**
2313	Constructions	24 362,84		24 362,84
2315	Installations matériels et outillage tec	96 192,70		96 192,70
SOUS-TOTAL CHAPITRE 23	**Immobilisations en cours**	**120 555,54**		**120 555,54**
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**159 258,44**		**159 258,44**
TOTAL	**DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**159 258,44**		**159 258,44**
13913	Subvention d'équipement transférées au c	108 990,50		108 990,50
SOUS-TOTAL OPERATION n° 040	**Opérations d'ordre de transfert entre se**	**108 990,50**		**108 990,50**
2762	Créances sur transfert de droits à déduc	239 555,42		239 555,42
SOUS-TOTAL OPERATION n° 041	**Opérations patrimoniales**	**239 555,42**		**239 555,42**
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**348 545,92**		**348 545,92**
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES D'INVESTISSEM	**507 804,36**		**507 804,36**

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

07401 - AERODROME D ACY-DEP HTE-SAVOIE Exercice 2018

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
1068	Autres réserves	462 961,89		462 961,89
SOUS-TOTAL CHAPITRE 10	**Dotations fonds divers et réserves**	**462 961,89**		**462 961,89**
2762	Créances sur transfert de droits à déduc	239 555,72		239 555,72
SOUS-TOTAL CHAPITRE 27	**Autres immobilisations financières**	**239 555,72**		**239 555,72**
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**702 517,61**		**702 517,61**
TOTAL	**RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**702 517,61**		**702 517,61**
28131	Bâtiments	3 529,69		3 529,69
28138	Amortissements autres constructions	8 710,39		8 710,39
28151	Installations complexes specialisées	47 337,44		47 337,44
28182	Matériel de transport	18 398,40		18 398,40
28188	Amortissements autres	8 792,41		8 792,41
SOUS-TOTAL OPERATION n° 040	**Opérations d'ordre de transfert entre se**	**86 768,33**		**86 768,33**
2031	Frais d'études	650,48		650,48
2313	Constructions	4 549,61		4 549,61
2315	Installations matériels et outillage tec	234 355,33		234 355,33
SOUS-TOTAL OPERATION n° 041	**Opérations patrimoniales**	**239 555,42**		**239 555,42**
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**326 323,75**		**326 323,75**
	TOTAL GENERAL DES RECETTES D'INVESTISSEM	**1 028 841,36**		**1 028 841,36**

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

07401 - AERODROME D ACY-DEP HTE-SAVOIE Exercice 2018

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
61521	Bâtiments publics	1 619,64		1 619,64
61528	Autres	2 160,00		2 160,00
63512	Taxes foncières	1 113,00		1 113,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 011	**Charges à caractère général**	**4 892,64**		**4 892,64**
6574	Subventions d'exploitation aux personnes	81 145,19		81 145,19
SOUS-TOTAL CHAPITRE 65	**Autres charges de gestion courante**	**81 145,19**		**81 145,19**
TOTAL	**DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**86 037,83**		**86 037,83**
6811	Dotations aux Amortissements sur immobil	86 768,33		86 768,33
SOUS-TOTAL OPERATION n° 042	**Opérations d'ordre de transfert entre se**	**86 768,33**		**86 768,33**
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**86 768,33**		**86 768,33**
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES DE FONCTIONNE	**172 806,16**		**172 806,16**

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

07401 - AERODROME D ACY-DEP HTE-SAVOIE Exercice 2018

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
7087	Remboursements de frais	1 113,00		1 113,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 70	**Ventes de produits fabriques prestations**	**1 113,00**		**1 113,00**
7471	Etat	6 632,00		6 632,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 74	**Subventions d'exploitations et participa**	**6 632,00**		**6 632,00**
757	Redevances versées par les fermiers et c	409 274,00		409 274,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 75	**Autres produits de gestion courante**	**409 274,00**		**409 274,00**
7711	Dédits et pénalites perçus	16 776,41		16 776,41
SOUS-TOTAL CHAPITRE 77	**Produits exceptionnels**	**16 776,41**		**16 776,41**
TOTAL	**RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**433 795,41**		**433 795,41**
777	Quote-part des subventions d'investissem	108 990,50		108 990,50
SOUS-TOTAL OPERATION n° 042	**Opérations d'ordre de transfert entre se**	**108 990,50**		**108 990,50**
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**108 990,50**		**108 990,50**
	TOTAL GENERAL DES RECETTES DE FONCTIONNE	**542 785,91**		**542 785,91**

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2018

07401 - AERODROME D ACY-DEP HTE-SAVOIE Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1021	Dotation		235 301,93						235 301,93		235 301,93
102	**Sous Total compte 102**		**235 301,93**						**235 301,93**		**235 301,93**
1068	Autres réserves		1 483 349,60				462 961,89		1 946 311,49		1 946 311,49
106	**Sous Total compte 106**		**1 483 349,60**				**462 961,89**		**1 946 311,49**		**1 946 311,49**
10	**Sous Total compte 10**		**1 718 651,53**				**462 961,89**		**2 181 613,42**		**2 181 613,42**
110	Report à nouveau solde créditeur		296 604,44	462 961,89	369 591,11			462 961,89	666 195,55		203 233,66
11	**Sous Total compte 11**		**296 604,44**	**462 961,89**	**369 591,11**			**462 961,89**	**666 195,55**		**203 233,66**
12	Résultat exercice bénef ou perte		369 591,11	369 591,11				369 591,11	369 591,11		0,00
12	**Sous Total compte 12**		**369 591,11**	**369 591,11**				**369 591,11**	**369 591,11**		**0,00**
1313	Dépt		3 269 714,95						3 269 714,95		3 269 714,95
131	**Sous Total compte 131**		**3 269 714,95**						**3 269 714,95**		**3 269 714,95**
13913	Subv équipt transf - Dépt					108 990,50		108 990,50		108 990,50	
1391	**Sous Total compte 1391**					**108 990,50**		**108 990,50**		**108 990,50**	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2018

07401 - AERODROME D ACY-DEP HTE-SAVOIE Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
139	**Sous Total compte 139**					**108 990,50**		**108 990,50**		**108 990,50**	
13	**Sous Total compte 13**		**3 269 714,95**			**108 990,50**		**108 990,50**	**3 269 714,95**		**3 160 724,45**
	Total classe 1		**5 654 562,03**	**832 553,00**	**369 591,11**	**108 990,50**	**462 961,89**	**941 543,50**	**6 487 115,03**	**108 990,50**	**5 654 562,03**
2031	Frais d'études	36 428,65				3 902,90	650,48	40 331,55	650,48	39 681,07	
203	**Sous Total compte 203**	**36 428,65**				**3 902,90**	**650,48**	**40 331,55**	**650,48**	**39 681,07**	
20	**Sous Total compte 20**	**36 428,65**				**3 902,90**	**650,48**	**40 331,55**	**650,48**	**39 681,07**	
2131	Bâtiments	73 693,12		21 465,01				95 158,13		95 158,13	
2138	Autres constructions	70 429,87		39 644,97				110 074,84		110 074,84	
213	**Sous Total compte 213**	**144 122,99**		**61 109,98**				**205 232,97**		**205 232,97**	
2151	Instal complexes spécial	967 180,22		452 942,69				1 420 122,91		1 420 122,91	
215	**Sous Total compte 215**	**967 180,22**		**452 942,69**				**1 420 122,91**		**1 420 122,91**	
2182	Mat de transport	196 709,30						196 709,30		196 709,30	
2183	Mat bureau mat informatique	2 246,00						2 246,00		2 246,00	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2018

07401 - AERODROME D ACY-DEP HTE-SAVOIE Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2188	Autres	188 978,05				34 800,00		223 778,05		223 778,05	
218	**Sous Total compte 218**	**387 933,35**				**34 800,00**		**422 733,35**		**422 733,35**	
21	**Sous Total compte 21**	**1 499 236,56**		**514 052,67**		**34 800,00**		**2 048 089,23**		**2 048 089,23**	
2313	Constructions	62 471,94			61 109,98	24 362,84	4 549,61	86 834,78	65 659,59	21 175,19	
2315	Instal mat outil techn	4 310 145,97			452 942,69	96 192,70	234 355,33	4 406 338,67	687 298,02	3 719 040,65	
231	**Sous Total compte 231**	**4 372 617,91**			**514 052,67**	**120 555,54**	**238 904,94**	**4 493 173,45**	**752 957,61**	**3 740 215,84**	
23	**Sous Total compte 23**	**4 372 617,91**			**514 052,67**	**120 555,54**	**238 904,94**	**4 493 173,45**	**752 957,61**	**3 740 215,84**	
2762	Créances transf droits déduction TVA					239 555,42	239 555,72	239 555,42	239 555,72		0,30
276	**Sous Total compte 276**					**239 555,42**	**239 555,72**	**239 555,42**	**239 555,72**		**0,30**
27	**Sous Total compte 27**					**239 555,42**	**239 555,72**	**239 555,42**	**239 555,72**		**0,30**
28131	Bâtiments		13 950,53				3 529,69		17 480,22		17 480,22
28138	Amort autres constructions		46 700,45				8 710,39		55 410,84		55 410,84
2813	**Sous Total compte 2813**		**60 650,98**				**12 240,08**		**72 891,06**		**72 891,06**

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2018

07401 - AERODROME D ACY-DEP HTE-SAVOIE Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
28151	Instal complexes spécial		186 486,33				47 337,44		233 823,77		233 823,77
2815	**Sous Total compte 2815**		**186 486,33**				**47 337,44**		**233 823,77**		**233 823,77**
28182	Mat de transport		73 817,05				18 398,40		92 215,45		92 215,45
28183	Mat bureau mat informatique		2 246,00						2 246,00		2 246,00
28188	Amort autres		133 754,39				8 792,41		142 546,80		142 546,80
2818	**Sous Total compte 2818**		**209 817,44**				**27 190,81**		**237 008,25**		**237 008,25**
281	**Sous Total compte 281**		**456 954,75**				**86 768,33**		**543 723,08**		**543 723,08**
28	**Sous Total compte 28**		**456 954,75**				**86 768,33**		**543 723,08**		**543 723,08**
	Total classe 2	**5 908 283,12**	**456 954,75**	**514 052,67**	**514 052,67**	**398 813,86**	**565 879,47**	**6 821 149,65**	**1 536 886,89**	**5 827 986,14**	**543 723,38**
4011	Fournisseurs		1 352,39	5 132,03	3 779,64			5 132,03	5 132,03		0,00
401	**Sous Total compte 401**		**1 352,39**	**5 132,03**	**3 779,64**			**5 132,03**	**5 132,03**		**0,00**
4041	Fournis immob		1 419 532,09	1 486 852,62	159 258,44			1 486 852,62	1 578 790,53		91 937,91
40473	Fournis immob pénal retard exéc marchés			16 776,41	16 776,41			16 776,41	16 776,41		0,00

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2018

07401 - AERODROME D ACY-DEP HTE-SAVOIE Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4047	**Sous Total compte 4047**			**16 776,41**	**16 776,41**			**16 776,41**	**16 776,41**		**0,00**
404	**Sous Total compte 404**		**1 419 532,09**	**1 503 629,03**	**176 034,85**			**1 503 629,03**	**1 595 566,94**		**91 937,91**
40	**Sous Total compte 40**		**1 420 884,48**	**1 508 761,06**	**179 814,49**			**1 508 761,06**	**1 600 698,97**		**91 937,91**
4111	Clients - amiable	1 075,00		1 113,00	1 075,00			2 188,00	1 075,00	1 113,00	
411	**Sous Total compte 411**	**1 075,00**		**1 113,00**	**1 075,00**			**2 188,00**	**1 075,00**	**1 113,00**	
41	**Sous Total compte 41**	**1 075,00**		**1 113,00**	**1 075,00**			**2 188,00**	**1 075,00**	**1 113,00**	
447	Autres impôts taxes verSEMents assimilés			1 113,00	1 113,00			1 113,00	1 113,00		0,00
44	**Sous Total compte 44**			**1 113,00**	**1 113,00**			**1 113,00**	**1 113,00**		**0,00**
451001	Cpte rattach avec à subdiv par budg ann	1 623 043,14		657 889,11	1 558 818,82			2 280 932,25	1 558 818,82	722 113,43	
451	**Sous Total compte 451**	**1 623 043,14**		**657 889,11**	**1 558 818,82**			**2 280 932,25**	**1 558 818,82**	**722 113,43**	
45	**Sous Total compte 45**	**1 623 043,14**		**657 889,11**	**1 558 818,82**			**2 280 932,25**	**1 558 818,82**	**722 113,43**	
46711	Autres comptes créditeurs			81 145,19	81 145,19			81 145,19	81 145,19		0,00
4671	**Sous Total compte 4671**			**81 145,19**	**81 145,19**			**81 145,19**	**81 145,19**		**0,00**

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2018

07401 - AERODROME D ACY-DEP HTE-SAVOIE Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
46721	Débiteurs divers - amiable			426 050,41	426 050,41			426 050,41	426 050,41		0,00
4672	**Sous Total compte 4672**			**426 050,41**	**426 050,41**			**426 050,41**	**426 050,41**		**0,00**
467	**Sous Total compte 467**			**507 195,60**	**507 195,60**			**507 195,60**	**507 195,60**		**0,00**
46	**Sous Total compte 46**			**507 195,60**	**507 195,60**			**507 195,60**	**507 195,60**		**0,00**
4712	Viremts réimputés			1 352,39	1 352,39			1 352,39	1 352,39		0,00
4713	Recettes percues avant émission titres			246 187,72	246 187,72			246 187,72	246 187,72		0,00
471	**Sous Total compte 471**			**247 540,11**	**247 540,11**			**247 540,11**	**247 540,11**		**0,00**
47	**Sous Total compte 47**			**247 540,11**	**247 540,11**			**247 540,11**	**247 540,11**		**0,00**
	Total classe 4	**1 624 118,14**	**1 420 884,48**	**2 923 611,88**	**2 495 557,02**			**4 547 730,02**	**3 916 441,50**	**723 226,43**	**91 937,91**
580	Opérations d'ordre budgétaires			435 314,25	435 314,25			435 314,25	435 314,25		0,00
58	**Sous Total compte 58**			**435 314,25**	**435 314,25**			**435 314,25**	**435 314,25**		**0,00**
	Total classe 5			**435 314,25**	**435 314,25**			**435 314,25**	**435 314,25**		**0,00**
61521	Bâtiments publics					1 619,64		1 619,64		1 619,64	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2018

07401 - AERODROME D ACY-DEP HTE-SAVOIE Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
61528	Autres					2 160,00		2 160,00		2 160,00	
6152	**Sous Total compte 6152**					**3 779,64**		**3 779,64**		**3 779,64**	
615	**Sous Total compte 615**					**3 779,64**		**3 779,64**		**3 779,64**	
61	**Sous Total compte 61**					**3 779,64**		**3 779,64**		**3 779,64**	
63512	Taxes foncières					1 113,00		1 113,00		1 113,00	
6351	**Sous Total compte 6351**					**1 113,00**		**1 113,00**		**1 113,00**	
635	**Sous Total compte 635**					**1 113,00**		**1 113,00**		**1 113,00**	
63	**Sous Total compte 63**					**1 113,00**		**1 113,00**		**1 113,00**	
6574	Subv exploit aux personnes droit privé					81 145,19		81 145,19		81 145,19	
657	**Sous Total compte 657**					**81 145,19**		**81 145,19**		**81 145,19**	
65	**Sous Total compte 65**					**81 145,19**		**81 145,19**		**81 145,19**	
6811	DA - immob corpo et incorpo					86 768,33		86 768,33		86 768,33	
681	**Sous Total compte 681**					**86 768,33**		**86 768,33**		**86 768,33**	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2018

07401 - AERODROME D ACY-DEP HTE-SAVOIE Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
68	**Sous Total compte 68**					**86 768,33**		**86 768,33**		**86 768,33**	
	Total classe 6					**172 806,16**		**172 806,16**		**172 806,16**	
7087	Remboursements de frais						1 113,00		1 113,00		1 113,00
708	**Sous Total compte 708**						**1 113,00**		**1 113,00**		**1 113,00**
70	**Sous Total compte 70**						**1 113,00**		**1 113,00**		**1 113,00**
7471	Etat						6 632,00		6 632,00		6 632,00
747	**Sous Total compte 747**						**6 632,00**		**6 632,00**		**6 632,00**
74	**Sous Total compte 74**						**6 632,00**		**6 632,00**		**6 632,00**
757	Redev versées fermiers concessionnaire						409 274,00		409 274,00		409 274,00
75	**Sous Total compte 75**						**409 274,00**		**409 274,00**		**409 274,00**
7711	Dédits et pénalites perçus						16 776,41		16 776,41		16 776,41
771	**Sous Total compte 771**						**16 776,41**		**16 776,41**		**16 776,41**
777	Quote part subv invest virée au résult						108 990,50		108 990,50		108 990,50

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2018

07401 - AERODROME D ACY-DEP HTE-SAVOIE Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
77	Sous Total compte 77						125 766,91		125 766,91		125 766,91
	Total classe 7						542 785,91		542 785,91		542 785,91
	Total général	7 532 401,26	7 532 401,26	4 705 531,80	3 814 515,05	680 610,52	1 571 627,27	12 918 543,58	12 918 543,58	6 833 009,23	6 833 009,23

Balance des valeurs inactives

Arrêté à la date du 31/12/2018

07401 - AERODROME D ACY-DEP HTE-SAVOIE Exercice 2018

DESIGNATION DES COMPTES		DEBIT			CREDIT			SOLDES	
N°	Intitulé	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Débiteurs	Créditeurs

Page des signatures

07401 - AERODROME D ACY-DEP HTE-SAVOIE Exercice 2018

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.
Observations :

CLEMENT Stephane (1014138562-0), Inspecteur des Finances Publiques A **DDFiP DE LA HAUTE-SAVOIE**, le **12/03/2019**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.
Le comptable affirme, en outre et sous les mêmes peines, que les recettes et dépenses portées dans ce compte sont, sans exception, toutes celles qui ont été faites pour le service de **AERODROME D ACY-DEP HTE-SAVOIE** pendant l'année **2018** et qu'il n'en existe aucune autre à sa connaissance.

OLLIVIER Brigitte (1006564545-0), CSC des Finances Publiques de 3ème catégorie A **HAUTE-SAVOIE**, le **14/03/2019**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte dont le montant des titres à recouvrer et des mandats émis est conforme aux écritures de sa comptabilité administrative, a été voté le **27/05/2019** par l'organe délibérant.

MONTEIL CHRISTIAN (cmonteil6-xt), president A **ANNECY CEDEX**, le **27/05/2019**

TRÉSOR PUBLIC
P.DEP HAUTE-SAVOIE
N° CODIQUE 074090
Date Edition : 21/02/2019

IDENTIFIANT BUDGET 07404
N° de SIRET 22740001700199

FONDS GENEVOIS-DEP HTE-SAVOIE

COMPTE DE GESTION
EXERCICE 2018

PRÉSENTÉ À
La Chambre régionale des comptes

PAR LE(S) COMPTABLE(S)
Mme BRIGITTE OLLIVIER
M André WIDLOECHER

AYANT EXERCÉ AU COURS DE LA GESTION
DU 01/02/2018 AU 21/02/2019
DU 01/01/2018 AU 31/01/2018

Poste comptable de P.DEP HAUTE-SAVOIE

Date Edition : 21/02/2019

Nomenclature M52 départements

SOMMAIRE

07404 FONDS GENEVOIS-DEP HTE-SAVOIE

Exercice 2018

Le Compte de Gestion sur Chiffres

1ERE PARTIE : Situation patrimoniale 3
1 Bilan synthétique ..... Etat I-1 4
2 Bilan ..... Etat I-2 5
2.1 Bilan Actif
2.2 Bilan Passif
3 Compte de résultat synthétique ..... Etat I-3 13
4 Compte de résultat ..... Etat I-4 14
5 Annexe 18
Etats des opérations pour compte de tiers ..... Etat I-5 19
2EME PARTIE : Exécution budgétaire 21
1 Résultats budgétaires de l'exercice ..... Etat II-1 22
2 Résultats d'exécution ..... Etat II-2 23
3 Etat de consommation des crédits ..... Etat II-3 26
4 Etat de réalisation des opérations ..... Etat II-4 30
3EME PARTIE : Comptabilité des deniers et valeurs 34
1 Balance des comptes ..... Etat III-1 35
2 Situation des valeurs inactives ..... Etat III-2 38
4EME PARTIE : Page des signatures 39

Situation Patrimoniale - Bilan Synthétique

07404 - FONDS GENEVOIS-DEP HTE-SAVOIE Exercice 2018

ACTIF NET(1)	Total(En milliers d'Euros)	PASSIF	Total(En milliers d'Euros)
Immobilisations incorporelles (nettes)		Dotations	
Terrains		Fonds Globalisés	
Constructions		Réserves	
Réseaux et installations de voirie et réseaux divers		Différences sur réalisations d'immobilisations	
Immobilisations corporelles en cours		Report à nouveau	169 027,36
Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées		Résultat de l'exercice	9 372,98
Autres immobilisations corporelles		Subventions transférables	
Total immobilisations corporelles (nettes)		Subventions non transférables	
Immobilisations financières		Droits de l'affectant, du concédant, de l'afferment et du remettant	
TOTAL ACTIF IMMOBILISE		Autres fonds propres	
Stocks		**TOTAL FONDS PROPRES**	**178 400,34**
Créances	178 400,34	**PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**	
Valeurs mobilières de placement		**Dettes financières à long terme**	
Disponibilités		Fournisseurs(2)	
Autres actifs circulant		Autres dettes à court terme	
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**178 400,34**	**Total dettes à court terme**	
Comptes de régularisations		**TOTAL DETTES**	
		Comptes de régularisations	
TOTAL ACTIF	**178 400,34**	**TOTAL PASSIF**	**178 400,34**

(1) Déduction faite des amortissements et provisions

(2) Y compris mandats émis pendant la journée complémentaire et réglés sur l'exercice 2019

BILAN (en Euros)

07404 - FONDS GENEVOIS-DEP HTE-SAVOIE Exercice 2018

	ACTIF	Exercice 2018			Exercice 2017
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE	Subventions d'équipement versées				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	En toute propriété : Terrains				
	En toute propriété: Constructions				
	En toute propriété : Constr sol d'autrui				
	En tte prop : Réseaux install de voirie				
	En toute propriété : Oeuvres d'art				
	En toute propriété : Autres immob corpo				
	En toute propriété : Immob en cours				
	En tte prop: Immob affectées à un sce				
	Immo mises en concession ou à dispo				
	Reçues mise à dispo : Terrains				
	Reçues mise à dispo : Constructions				
	Reçues mise à dispo : Constr sol autrui				
	Reçues mise à dispo : Rés install voirie				
	Reçues mise à dispo : Collections et oeuv				
	Immo C mise à dispo : Autres immos corpo				
	MONTANT A REPORTER				

BILAN (en Euros)

07404 - FONDS GENEVOIS-DEP HTE-SAVOIE Exercice 2018

	ACTIF	Exercice 2018			Exercice 2017
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE (SUITE)	REPORT				
	Terrains recus au titre d'affectation				
	Construct reçues au titre d'affectation				
	Reçues en affectat : Construc sol autrui				
	Reçues en affectat : Rés instal voirie				
	Reçues en affectat : Oeuvres d'art				
	Reçues en affectat : Autres immob corpo				
	Participations et créances rattachées				
	Autres titres immobilisés				
	Avances en garanties d'emprunt				
	Prêts				
	Immob financières : Autres créances				
	ACTIF IMMOBILISE TOTAL I				

BILAN (en Euros)

07404 - FONDS GENEVOIS-DEP HTE-SAVOIE Exercice 2018

	ACTIF	Exercice 2018			Exercice 2017
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours: Production				
	Autres stocks				
	Redevables et comptes rattachés				
	Creances irrécouvrables adm par juge				
	Créances sur l'Etat et collec publiques				
	Créances sur les budgets annexes	178 400 341,06		178 400 341,06	184 004 865,40
	Opérations pour le compte de tiers				
	Créances: Autres créances				
	Valeurs mobilières de placement				
	Disponibilités				
	Avances de trésorerie				
	Charges constatées d'avance				
	ACTIF CIRCULANT TOTAL II	**178 400 341,06**		**178 400 341,06**	**184 004 865,40**

BILAN (en Euros)

07404 - FONDS GENEVOIS-DEP HTE-SAVOIE Exercice 2018

	ACTIF	Exercice 2018 BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	Exercice 2017 NET
COMPTES DE REGULARI SATION	Charges à répartir sur plusieurs exer				
	Primes de remboursement des obligations				
	Dépenses à classer et à régulariser				
	Ecarts de conversion - Actif				
	COMPTES DE REGULARISATION TOTAL III				
	TOTAL GENERAL (I + II + III)	**178 400 341,06**		**178 400 341,06**	**184 004 865,40**

BILAN (en Euros)

07404 - FONDS GENEVOIS-DEP HTE-SAVOIE Exercice 2018

	PASSIF	Exercice 2018	Exercice 2017
FONDS PROPRES	Fonds internes : dotations		
	Mise à disposition chez le bénéficiaire		
	Affectation par collec de rattachement		
	Réserves		
	Neutralisation des amortissements		
	Report à nouveau	169 027 363,27	175 269 700,18
	Résultat de l'exercice	9 372 977,79	-6 242 336,91
	Subventions rattachées aux actifs amort		
	Différences sur réalisations d'immob		
	Fonds d'investissement		
	Subventions non rattachées aux actifs a		
	Droits de l'affectant		
	Droits du remettant		
	FONDS PROPRES TOTAL I	**178 400 341,06**	**169 027 363,27**

BILAN (en Euros)

07404 - FONDS GENEVOIS-DEP HTE-SAVOIE Exercice 2018

PASSIF		Exercice 2018	Exercice 2017
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	PROVISIONS POUR RISQUE ET CHARGES TOTAL II		

BILAN (en Euros)

07404 - FONDS GENEVOIS-DEP HTE-SAVOIE Exercice 2018

	PASSIF	Exercice 2018	Exercice 2017
DETTES	Emprunts obligataires		
	Emprunts auprès des établissements finan		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Crédits et lignes de trésorerie		
	Fournisseurs et comptes rattachés		
	Dettes fiscales et sociales		
	Dettes envers l'Etat et les collec publ		14 977 502,13
	Opér pour le compte de la CE,Deniers..		
	Dettes envers les BA		
	Opérations pour le compte de tiers		
	Dettes diverses : Autres dettes		
	Fournisseurs d'immobilisations		
	Produits constatés d'avance		
	DETTES TOTAL III		**14 977 502,13**

BILAN (en Euros)

07404 - FONDS GENEVOIS-DEP HTE-SAVOIE Exercice 2018

	PASSIF	Exercice 2018	Exercice 2017
COMPTES DE REGULARI SATION	Recettes à classer ou à régulariser		
	Ecarts de conversion - Passif		
	COMPTES DE REGULARISATION TOTAL IV		
	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	**178 400 341,06**	**184 004 865,40**

Compte de Résultat Synthétique

En milliers d'Euros

07404 - FONDS GENEVOIS-DEP HTE-SAVOIE Exercice 2018

POSTES	Exercice 2018	Exercice 2017
ImpÃŽts et taxes perÃ§us		
Dotations et subventions reÃ§ues	9 372,98	-6 242,34
Produits des services		
Autres produits		
Transfert de charges		
Produits courants non financiers	9 372,98	-6 242,34
Traitements, salaires, charges sociales		
Achats et charges externes		
Participations et interventions		
Dotations aux amortissements et provisions		
Autres charges		
Charges courantes non financiÃšres		
RESULTAT COURANT NON FINANCIER	**9 372,98**	**-6 242,34**
Produits courants financiers		
Charges courantes financiÃšres		
RESULTAT COURANT FINANCIER		
RESULTAT COURANT	**9 372,98**	**-6 242,34**
Produits exceptionnels		
Charges exceptionnelles		
RESULTAT EXCEPTIONNEL		
IMPOTS SUR LES BENEFICES		
RESULTAT DE L'EXERCICE	**9 372,98**	**-6 242,34**

COMPTE DE RESULTAT 2018

07404 - FONDS GENEVOIS-DEP HTE-SAVOIE Exercice 2018

POSTES	Exercice 2018	Exercice 2017
PRODUITS COURANTS NON FINANCIERS		
Pdts non financiers: Impôts locaux		
Pdts non financ : Autres impôts et taxes		
Produits services, domaine et ventes div		
Production stockée		
Production immobilisée		
Reprises amortis prov (non financiers)		
Pdts non financiers : Transferts charges		
Autres produits		
Dotations de l'Etat	-189 720 510,21	-191 332 600,85
Subventions et participations		
Autres attributions (péréquat, compensa)	199 093 488,00	185 090 263,94
TOTAL I	**9 372 977,79**	**-6 242 336,91**
CHARGES COURANTES NON FINANCIERES		
Traitements et salaires		
Charges sociales		
Achats et charges externes		
Chgs non financières: Impôts et taxes		
Dotations amortissements des immob		
Dot amort sur charges à répartir		

COMPTE DE RESULTAT 2018

07404 - FONDS GENEVOIS-DEP HTE-SAVOIE Exercice 2018

POSTES	Exercice 2018	Exercice 2017
Dotations provisions (non financières)		
Autres charges		
Contributions obligatoires		
Participations		
Particip et interventions : Subventions		
TOTAL II		
A - RESULTAT COURANT NON FINANCIER (I-II)	**9 372 977,79**	**-6 242 336,91**
PRODUITS COURANTS FINANCIERS		
Valeurs mobilières, créances de l'actif		
Autres intérêts et produits assimilés		
Gains de change		
Produit net sur cessions de VMP		
Pdts financiers: Reprises provisions		
Pdts financiers: Transferts de charges		
TOTAL III		
CHARGES COURANTES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées		
Pertes de change		
Charges nettes sur cessions de VMP		
Dotations amo et prov (financières)		

COMPTE DE RESULTAT 2018

07404 - FONDS GENEVOIS-DEP HTE-SAVOIE Exercice 2018

POSTES	Exercice 2018	Exercice 2017
TOTAL IV		
B - RESULTAT COURANT FINANCIER (III-IV)		
A + B - RESULTAT COURANT	**9 372 977,79**	**-6 242 336,91**
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Pdts excep op gestion : Subventions		
Pdt excep op gestion : Autres opérations		
Produits des cessions d'immobilisations		
Différences sur réalisations (négatives)		
Neutralisation des amortissements		
Pdt excep op capital : Autres opérations		
Pdts excep : Reprises sur provisions		
Pdts excep : Transferts de charges		
TOTAL V		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charg except op gestion : subventions		
Chg excep op gestion : Autres opérations		
Valeur comptable des immo cédées		
Différences sur réalisations (positives)		
Chg excep op capital : Autres opérations		
Dot. amort. et prov exceptionnelles		

COMPTE DE RESULTAT 2018

07404 - FONDS GENEVOIS-DEP HTE-SAVOIE Exercice 2018

POSTES	Exercice 2018	Exercice 2017
TOTAL VI		
C.1 - RESULTAT EXCEPTIONNEL COMPTABLE (V-VI-776+676)		
C.2 - RESULTAT EXCEPTIONNEL BUDGETAIRE (V-VI)		
Total des produits hors neutralisation (I+III+V-776)	9 372 977,79	-6 242 336,91
Total des charges hors neutralisation (II+IV+VI-676)		
D.1 - RESULTAT COMPTABLE hors neutralisations (A+B+C.1)	9 372 977,79	-6 242 336,91
Neutralisation budgétaire des plus et moins values (7761-6761)		
Neutralisation budgétaire d'amortissements (7768)		
D.2 - RESULTAT DE L'EXERCICE (A+B+C.2)	**9 372 977,79**	**-6 242 336,91**

Opérations Compte de Tiers

07404 - FONDS GENEVOIS-DEP HTE-SAVOIE Exercice 2018

Situation des opérations pour le compte de tiers soldées au 31/12/2018

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur

Opérations Compte de Tiers

07404 - FONDS GENEVOIS-DEP HTE-SAVOIE Exercice 2018

Situation des opérations pour le compte de tiers non soldées au 31/12/2018

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur

Résultats budgétaires de l'exercice

07404 - FONDS GENEVOIS-DEP HTE-SAVOIE Exercice 2018

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)		411 027 363,27	411 027 363,27
Titres de recette émis (b)		199 093 488,00	199 093 488,00
Réductions de titres (c)			
Recettes nettes (d = b - c)		199 093 488,00	199 093 488,00
DEPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)		234 645 475,59	234 645 475,59
Mandats émis (f)		189 720 510,21	189 720 510,21
Annulations de mandats (g)			
Depenses nettes (h = f - g)		189 720 510,21	189 720 510,21
RESULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent		9 372 977,79	9 372 977,79
(h - d) Déficit			

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

07404 - FONDS GENEVOIS-DEP HTE-SAVOIE Exercice 2018

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2017	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2018	RESULTAT DE L'EXERCICE 2018	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2018
I - Budget principal					
Investissement					
Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à caractère administratif					
FONDS GENEVOIS-DEP HTE-SAVOIE					
Investissement					
Fonctionnement	169 027 363,27		9 372 977,79		178 400 341,06
Sous-Total	**169 027 363,27**		**9 372 977,79**		**178 400 341,06**
TOTAL II	**169 027 363,27**		**9 372 977,79**		**178 400 341,06**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
TOTAL III					
TOTAL I + II + III	**169 027 363,27**		**9 372 977,79**		**178 400 341,06**

null

Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

07404 - FONDS GENEVOIS-DEP HTE-SAVOIE Exercice 2018

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6

Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

07404 - FONDS GENEVOIS-DEP HTE-SAVOIE Exercice 2018

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6

Etat Consommation des Crédits

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

07404 - FONDS GENEVOIS-DEP HTE-SAVOIE Exercice 2018

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
014	Atténuations de produits	242 000 000,00	-7 354 524,41	234 645 475,59	189 720 510,21		189 720 510,21	44 924 965,38
TOTAL	**DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**242 000 000,00**	**-7 354 524,41**	**234 645 475,59**	**189 720 510,21**		**189 720 510,21**	**44 924 965,38**
TOTAL GENERAL		**242 000 000,00**	**-7 354 524,41**	**234 645 475,59**	**189 720 510,21**		**189 720 510,21**	**44 924 965,38**

Etat Consommation des Crédits

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

07404 - FONDS GENEVOIS-DEP HTE-SAVOIE Exercice 2018

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
74	Dotations subventions et participations	242 000 000,00		242 000 000,00	199 093 488,00		199 093 488,00	42 906 512,00
TOTAL	**RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**242 000 000,00**		**242 000 000,00**	**199 093 488,00**		**199 093 488,00**	**42 906 512,00**
002	Résultat de fonctionnement reporté		169 027 363,27	169 027 363,27				169 027 363,27
TOTAL GENERAL		**242 000 000,00**	**169 027 363,27**	**411 027 363,27**	**199 093 488,00**		**199 093 488,00**	**211 933 875,27**

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

07404 - FONDS GENEVOIS-DEP HTE-SAVOIE Exercice 2018

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

07404 - FONDS GENEVOIS-DEP HTE-SAVOIE Exercice 2018

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

07404 - FONDS GENEVOIS-DEP HTE-SAVOIE Exercice 2018

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
7498	Autres	189 720 510,21		189 720 510,21
SOUS-TOTAL CHAPITRE 014	**Atténuations de produits**	**189 720 510,21**		**189 720 510,21**
TOTAL	**DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**189 720 510,21**		**189 720 510,21**
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES DE FONCTIONNE	**189 720 510,21**		**189 720 510,21**

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

07404 - FONDS GENEVOIS-DEP HTE-SAVOIE Exercice 2018

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
74888	Autres attributions et participations :	199 093 488,00		199 093 488,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 74	**Dotations subventions et participations**	**199 093 488,00**		**199 093 488,00**
TOTAL	**RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**199 093 488,00**		**199 093 488,00**
	TOTAL GENERAL DES RECETTES DE FONCTIONNE	**199 093 488,00**		**199 093 488,00**

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2018

07404 - FONDS GENEVOIS-DEP HTE-SAVOIE Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
110	Report à nouveau solde créditeur		175 269 700,18	6 242 336,91				6 242 336,91	175 269 700,18		169 027 363,27
11	**Sous Total compte 11**		**175 269 700,18**	**6 242 336,91**				**6 242 336,91**	**175 269 700,18**		**169 027 363,27**
12	Résultat exercice excéd déficit	6 242 336,91			6 242 336,91			6 242 336,91	6 242 336,91		0,00
12	**Sous Total compte 12**	**6 242 336,91**			**6 242 336,91**			**6 242 336,91**	**6 242 336,91**		**0,00**
	Total classe 1	**6 242 336,91**	**175 269 700,18**	**6 242 336,91**	**6 242 336,91**			**12 484 673,82**	**181 512 037,09**		**169 027 363,27**
44311	Opér particul avec Etat dépenses			37 510 156,57	37 510 156,57			37 510 156,57	37 510 156,57		0,00
4431	**Sous Total compte 4431**			**37 510 156,57**	**37 510 156,57**			**37 510 156,57**	**37 510 156,57**		**0,00**
44331	Opér inv étab pub loc ensgt dépenses		14 977 502,13	22 939 228,40	7 961 726,27			22 939 228,40	22 939 228,40		0,00
4433	**Sous Total compte 4433**		**14 977 502,13**	**22 939 228,40**	**7 961 726,27**			**22 939 228,40**	**22 939 228,40**		**0,00**
44341	Opér part av Etat communes dépenses			125 712 899,92	125 712 899,92			125 712 899,92	125 712 899,92		0,00
4434	**Sous Total compte 4434**			**125 712 899,92**	**125 712 899,92**			**125 712 899,92**	**125 712 899,92**		**0,00**
44351	Opér particul grp dépenses			8 101 450,31	8 101 450,31			8 101 450,31	8 101 450,31		0,00
4435	**Sous Total compte 4435**			**8 101 450,31**	**8 101 450,31**			**8 101 450,31**	**8 101 450,31**		**0,00**

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2018

07404 - FONDS GENEVOIS-DEP HTE-SAVOIE Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
44381	Autres EPL - dépenses			10 434 277,14	10 434 277,14			10 434 277,14	10 434 277,14		0,00
4438	**Sous Total compte 4438**			**10 434 277,14**	**10 434 277,14**			**10 434 277,14**	**10 434 277,14**		**0,00**
443	**Sous Total compte 443**		**14 977 502,13**	**204 698 012,34**	**189 720 510,21**			**204 698 012,34**	**204 698 012,34**		**0,00**
44	**Sous Total compte 44**		**14 977 502,13**	**204 698 012,34**	**189 720 510,21**			**204 698 012,34**	**204 698 012,34**		**0,00**
451004	Cpte rattach avec à subdiv par budg ann	184 004 865,40		199 093 488,00	204 698 012,34			383 098 353,40	204 698 012,34	178 400 341,06	
451	**Sous Total compte 451**	**184 004 865,40**		**199 093 488,00**	**204 698 012,34**			**383 098 353,40**	**204 698 012,34**	**178 400 341,06**	
45	**Sous Total compte 45**	**184 004 865,40**		**199 093 488,00**	**204 698 012,34**			**383 098 353,40**	**204 698 012,34**	**178 400 341,06**	
47138	Raet : autres			199 093 488,00	199 093 488,00			199 093 488,00	199 093 488,00		0,00
4713	**Sous Total compte 4713**			**199 093 488,00**	**199 093 488,00**			**199 093 488,00**	**199 093 488,00**		**0,00**
471	**Sous Total compte 471**			**199 093 488,00**	**199 093 488,00**			**199 093 488,00**	**199 093 488,00**		**0,00**
47	**Sous Total compte 47**			**199 093 488,00**	**199 093 488,00**			**199 093 488,00**	**199 093 488,00**		**0,00**
	Total classe 4	**184 004 865,40**	**14 977 502,13**	**602 884 988,34**	**593 512 010,55**			**786 889 853,74**	**608 489 512,68**	**178 400 341,06**	
74888	Autres attrib et particip : autres						199 093 488,00		199 093 488,00		199 093 488,00

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2018

07404 - FONDS GENEVOIS-DEP HTE-SAVOIE Exercice 2018

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7488	**Sous Total compte 7488**						**199 093 488,00**		**199 093 488,00**		**199 093 488,00**
748	**Sous Total compte 748**						**199 093 488,00**		**199 093 488,00**		**199 093 488,00**
7498	Autres					189 720 510,21		189 720 510,21		189 720 510,21	
749	**Sous Total compte 749**					**189 720 510,21**		**189 720 510,21**		**189 720 510,21**	
74	**Sous Total compte 74**					**189 720 510,21**	**199 093 488,00**	**189 720 510,21**	**199 093 488,00**		**9 372 977,79**
	Total classe 7					**189 720 510,21**	**199 093 488,00**	**189 720 510,21**	**199 093 488,00**	**189 720 510,21**	**199 093 488,00**
	Total général	**190 247 202,31**	**190 247 202,31**	**609 127 325,25**	**599 754 347,46**	**189 720 510,21**	**199 093 488,00**	**989 095 037,77**	**989 095 037,77**	**368 120 851,27**	**368 120 851,27**

Balance des valeurs inactives

Arrêté à la date du 31/12/2018

07404 - FONDS GENEVOIS-DEP HTE-SAVOIE Exercice 2018

DESIGNATION DES COMPTES		DEBIT			CREDIT			SOLDES	
N°	Intitulé	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Débiteurs	Créditeurs

Page des signatures

07404 - FONDS GENEVOIS-DEP HTE-SAVOIE Exercice 2018

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.
Observations :

CLEMENT Stephane (1014138562-0), Inspecteur des Finances Publiques A **DDFiP DE LA HAUTE-SAVOIE**, le **12/03/2019**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.
Le comptable affirme, en outre et sous les mêmes peines, que les recettes et dépenses portées dans ce compte sont, sans exception, toutes celles qui ont été faites pour le service de **FONDS GENEVOIS-DEP HTE-SAVOIE** pendant l'année **2018** et qu'il n'en existe aucune autre à sa connaissance.

OLLIVIER Brigitte (1006564545-0), CSC des Finances Publiques de 3ème catégorie A **HAUTE-SAVOIE**, le **14/03/2019**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte dont le montant des titres à recouvrer et des mandats émis est conforme aux écritures de sa comptabilité administrative, a été voté le **27/05/2019** par l'organe délibérant.

MONTEIL CHRISTIAN (cmonteil6-xt), president A **ANNECY CEDEX**, le **27/05/2019**

haute savoie
le Département

Extrait des Procès-Verbaux des Séances du Conseil départemental

SEANCE DU 27 MAI 2019

n° CD-2019-007

RAPPORTEUR : **M. MUDRY**

OBJET : **APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2018 DU BUDGET PRINCIPAL**

Le Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoqué le 13 mai 2019 s'est réuni en séance publique, à l'Hôtel du Département à Annecy sous la présidence de :

Mme Françoise CAMUSSO, 1ère Vice-Présidente du Conseil départemental

Présent(e)s :	
Vice-Président(e)s :	M. MUDRY, Mme TOWNLEY-BAZAILLE, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. PEILLEX, Mme LEI, M. BOCCARD
Autres membres :	Mme BOUCHET, Mme DULIEGE, Mme GAY, Mme GONZO-MASSOL, Mme MAHUT, Mme METRAL, Mme REY, Mme TEPPE-ROGUET, Mme TERMOZ, M. AMOUDRY, M. BARDET, M. BAUD, M. BAUD-GRASSET, M. DAVIET, M. EXCOFFIER, M. MORAND, M. PACORET, M. PUTHOD, M. RUBIN
Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)	
Mme DION à Mme MAHUT, Mme LHUILLIER à M. PUTHOD	
Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :	
Mme DUBY-MULLER, M. CHAVANNE, M. MONTEIL	

Quorum et Délégations de vote vérifiés			
Membres en exercice :	**34**	**A la majorité**	
Présents :	**29**	**Voix Pour**	**30**
Représenté(e)(s) :	**2**	**Voix contre**	**1**
Suffrages Exprimés :	**31**	**Abstention(s)**	**0**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.3312-5,

Vu la délibération n° CG-2002-114 de l'Assemblée départementale du 18 mars 2002 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier,

Vu la délibération n° CD-2017-095 du 12 décembre 2017 adoptant le Budget Primitif 2018,

Vu la délibération n° CD-2018-017 du 14 mai 2018 d'affectation des résultats 2017,

Vu la délibération n° CD-2018-027 du 14 mai 2018 adoptant le Budget Supplémentaire 2018,

Vu la délibération n° CD-2018-064 du 5 novembre 2018 adoptant la Décision Modificative n° 2 2018,

Vu l'avis favorable rendu par la 8ème Commission Finances, Ressources Humaines, Administration Générale, lors de sa séance 8 avril 2019,

Synthèse des résultats non retraités, tels que présentés dans la maquette

La situation comptable du budget principal du Département, à la clôture de l'exercice 2018, se présente comme indiqué ci-dessous :

	Mandats émis	Titres émis	Reprise des résultats antérieurs	Résultat ou solde
TOTAL DU BUDGET	**950 760 520,56**	**1 035 037 651,32**	**43 262 357,62**	**127 539 488,38**
Investissement (total)	267 326 505,13	218 108 087,85	- 82 247 400,37	- 131 465 817,65
dont 1068		82 247 400,37		
Fonctionnement (total)	683 434 015,43	816 929 563,47	125 509 757,99	259 005 306,03

Une fois ces chiffres totaux annoncés, il est important de ressortir les opérations réelles de l'exercice, c'est-à-dire celles ayant effectivement donné lieu à décaissement ou encaissement.

CA 2018	DEPENSES REELLES	RECETTES REELLES
SECTION D'INVESTISSEMENT	222 644 292,08	124 673 935,24
SECTION DE FONCTIONNEMENT	601 795 280,40	784 042 768,00
TOTAL DU BUDGET	**824 439 572,48**	**908 716 703,24**

Dans la suite du rapport, seules ces opérations réelles seront évoquées.

L'exécution du budget

Les pourcentages d'**exécution des dépenses** du budget sont les suivants :

Taux d'exécution	2015	2016	2017	2018
Dépenses de fonctionnement (hors dette)	96,30 %	96,20 %	96,50 %	96,15 %
Dépenses d'investissement (hors dette et déficit antérieur) dont	75,80 %	74,60 %	69,50 %	79,43 %
Dépenses des équipements départementaux	81,80 %	79,60 %	75,40 %	88,61 %
Subventions d'équipement	70,10 %	68,20 %	63,70 %	69,47 %

Concernant les dépenses de fonctionnement (hors dette), le pourcentage d'exécution reste stable depuis 2015, entre 96 et 96,5 % du budget global.

Concernant les dépenses d'investissement (hors dette), on constate une nette amélioration du taux de réalisation :

- principalement sur les projets en maîtrise d'ouvrage départementale, dont le taux progresse de + 13,2 % ;
- la progression sur les projets cofinancés est moins élevée et le taux de réalisation est plus conforme à la moyenne historique.

L'écart entre les 2 modes de portage des projets est de 19,1 points, un niveau très élevé au regard des données antérieures (11,7 points en 2017), dû à la bonne performance sur les investissements en maitrise d'ouvrage.

Les pourcentages d'**exécution des recettes** du budget sont les suivants :

Taux d'exécution	2015	2016	2017	2018
Recettes de fonctionnement (hors résultat antérieur)	104,10 %	107,00 %	105,30 %	107,09 %
Recettes d'investissement (hors dette et résultat antérieur)	76,10 %	97,70 %	95,40 %	97,48 %
Recettes totales (hors dette et résultat antérieur)	102,80 %	105,50 %	103,70 %	106,61 %

Concernant les recettes globales, le pourcentage d'exécution reste élevé compte tenu des recettes de DMTO perçues en fin d'année.

L'évolution des résultats

L'Epargne Brute progresse de 10,1 M€ à 182,2 M€, malgré la hausse des dépenses sociales pour 7,9 M€, et en raison de la hausse des DMTO pour 21,1 M€.

L'excédent s'établit à 127,539 M€, en progression de 2,029 M€. Il doit permettre au Département :

- de financer les dépenses d'investissement non mandatées en 2018 et reportées sur 2019,
- d'avancer la réalisation sur 2019 d'opérations prévues sur les années ultérieures,
- de contenir l'encours de dette, suivant l'engagement pris lors du Débat d'Orientations Budgétaires, afin de permettre au Département de financer les grands projets.

Enfin, il faut noter qu'au regard de cet excédent, à fin 2018, le montant total des Crédits de Paiement 2019 et suivants sur Autorisations de Programmes votées était de 509,211 M€ contre 384,055 M€ à fin 2017 et 335,727 M€ à fin 2016.

Nous allons détailler dans la suite du rapport les recettes et dépenses réelles.

Les Recettes Réelles

Les recettes réelles de l'exercice, retraitées des doubles écritures, c'est-à-dire sans les écritures afférentes aux emprunts de type « Crédits Long Terme Renouvelables » pour 4,667 M€, et y compris l'excédent net de l'exercice 2017, s'élèvent à 947,3 M€, à comparer à 942,4 M€ en 2017, qui se répartissent comme suit :

La fiscalité directe	202,81 M€	21,4 % des recettes
Evolution 2018/2017	**+ 2,14 %**	**+ 4,24 M€**
Evolution 2017/2016	**- 18,34 %**	**- 44,61 M€**

Le produit des contributions directes recouvre principalement la *taxe foncière sur les propriétés bâties* et la *Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises* (CVAE).

⇨ **Fiscalité directe à pouvoir de taux** : **151,23 M€**, + 2,9 % soit + 4,2 M€ (+ 2,4 % en 2017, + 2,5 % en 2016).

En 2018, le Département n'ayant pas augmenté le taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties, la hausse du produit provient de la revalorisation des bases cadastrales de 1,20 % prévue par la loi de finances 2018, désormais fonction du dernier taux d'inflation annuelle constaté, et de l'augmentation physique des bases. Des rôles supplémentaires pour 0,5 M€ ont été également perçus.

⇨ **Fiscalité directe sans pouvoir de taux : 51,58 M€,** + 0,1 %, + 0,05 M€

Cette fiscalité se décompose en :

- 49,8 M€ perçus au titre de la CVAE (49,5 M€ en 2017, 97,8 M€ en 2016), en progression de + 0,6 % par rapport à 2017. Cette recette a été transférée en 2017, à hauteur de 51,5 % à la Région dans le cadre du transfert des compétences transport,
- 1,8 M€ perçu au titre de l'Imposition Forfaitaire des Entreprises de Réseau.

La fiscalité indirecte	283,74 M€	30,0 % des recettes
Evolution 2018/2017	**+ 9,21 %**	**+ 23,92 M€**
Evolution 2017/2016	**+ 9,63 %**	**+ 22,82 M€**

Parmi les recettes de fiscalité indirecte, la Taxe Spéciale sur les Conventions d'Assurance (TSCA) et la Taxe Intérieure sur la Consommation de Produits Energétiques (TICPE) sont plutôt assimilées à des dotations compte tenu de l'absence de pouvoir du Département sur leur évolution et sont donc retraitées ainsi dans ce rapport.

On retrouve ensuite divers produits issus de taxes dont celle sur l'électricité, la taxe d'aménagement (et quelques soldes de diverses taxes d'urbanismes), ou encore sur les remontées mécaniques, qui globalement représentent **33 M€** et sont stables.

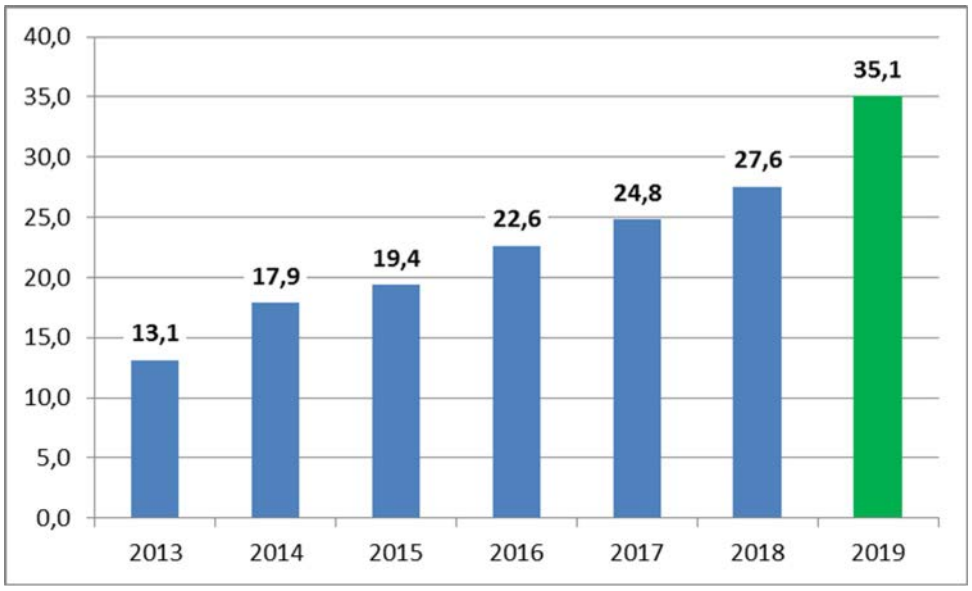
Mais la part la plus importante de la fiscalité indirecte est constituée des DMTO**,** pour **250,7 M€**, en hausse de + 9,2 %, après + 11 % en 2017, + 9,7 % en 2016. Cette hausse est naturellement consécutive à la bonne tenue du marché de l'immobilier sur le territoire, tendance qui a été à nouveau quasi générale en France en 2018.

Pour mémoire, la hausse de taux de 3,80 % à 4,50 % appliquée en mars 2014, rendue possible par la Loi de Finances pour 2014, fait partie des mesures votées par le Parlement et destinées à améliorer le financement des Allocations Individualisées de Solidarité (APA, RSA, PCH) par les Départements.

Le montant de 250,7 M€ de DMTO est, en outre, à nuancer avec le reversement à venir en 2019 de 35,1 M€ au titre de la péréquation horizontale, dont

- 30,1 M€ correspondent au plafonnement de 12 % du montant perçu en 2018, au titre du « *Fonds de Péréquation sur les DMTO* » et au titre du « *Fonds de Solidarité Départementale* » (FSD), montant déjà provisionné à hauteur de 24,4 M€ en 2018 ; concernant ces fonds, le Département est généralement plafonné au taux maximum de 12 %, et n'est jamais bénéficiaire du reversement,
- d'environ 5 M€ supplémentaire au titre d'un nouveau fonds de péréquation créé par la loi de finances 2019 : le « *Fonds de Soutien Interdépartemental* ».

Graphe : Evolution des dépenses de péréquation depuis 2013 en M€



Dotations et assimilés pour compensation de la réforme 2010 de la fiscalité	**69,18 M€**	**7,3 % des recettes**
Evolution 2018/2017	**+ 1,26 %**	**+ 0,86 M€**
Evolution 2017/2016	**- 3,93 %**	**- 2,79 M€**

Il s'agit :

- de la Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle (DCRTP) à hauteur de 14,9 M€, intégrée dans les variables d'ajustement depuis la Loi de Finances 2017, et qui diminue de ce fait de - 0,3 % en 2018,
- du Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources (FNGIR) pour 13,4 M€, stable,
- de la part de Taxe Spéciale sur les Conventions d'Assurance (TSCA) affectée à cette même réforme pour un montant de 40,9 M€, en hausse, ressource dont l'évolution est erratique.

Dotations et participations de l'Etat et assimilés	55,15 M€	5,8 % des recettes
Evolution 2018/2017	**- 1,75 %**	**- 0,98 M€**
Evolution 2017/2016	**- 24,63 %**	**- 18,34 M€**

Depuis 2014, les dotations d'Etat baissent. Cette rubrique regroupe :

- la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF),
- la Dotation Globale de Décentralisation (DGD),
- les différentes compensations fiscales,
- la Dotation d'Equipement des Collèges (DDEC),
- le Fonds de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA),
- la Dotation Globale d'Equipement Rurale (DGER).

La DGF a enregistré, malgré la croissance démographique sur cette période en Haute-Savoie, une baisse de 63,3 M€ depuis 2013, conséquence du « *Pacte de Confiance et de Responsabilité* » signé le 16 juillet 2013 et du « *pacte de croissance et de stabilité 2014-2017* » décliné dans les lois de finances 2015, 2016 et 2017.

En 2018, elle est stabilisée au niveau de 28,9 M€, et correspond dorénavant à seulement 2,9 % des recettes du Département.

Compensations pour décentralisation et nouvelles compétences	113,34 M€	12,0 % des recettes
Evolution 2018/2017	**+ 1,03 %**	**+ 1,16 M€**
Evolution 2017/2016	**+ 0,51 %**	**+ 0,57 M€**

Elles correspondent aux compensations octroyées par l'Etat pour couvrir les charges liées à la décentralisation et aux nouvelles compétences dans le secteur de la gérontologie et du handicap. Il s'agit de :

- la **Taxe Intérieure sur la Consommation des Produits Energétiques** *(TICPE)* d'un montant de 36,3 M€ dont :
  - 22,8 M€, auxquels s'ajoute le *Fonds de Mobilisation Départemental pour l'Insertion* (FMDI) à hauteur de 1,8 M€, destinés à compenser le montant des allocations financées par le Département dans le cadre du RMI (Revenu Minimum d'Insertion), puis du RSA (Revenu de Solidarité Active) socle (pour la partie ex-RMI),
  - 3,2 M€ destinés à compenser le *RSA majoré* correspondant à l'ancienne Allocation pour Parent Isolé (API),
  - 8,5 M€ destinés à compenser une partie des charges transférées dans le cadre de l'acte II de la Décentralisation, le montant de la TSCA se révélant insuffisant pour couvrir l'ensemble de ces charges,
- la **Taxe sur les Conventions d'Assurances** (TSCA), pour 48,7 M€, divisée en deux fractions :
  - la première fraction de la TSCA, d'un montant de 35,6 M€, à laquelle il faut ajouter le reliquat de TICPE indiqué précédemment, est destinée à financer les transferts de compétence 2005 à 2008 liés à la décentralisation,
  - la seconde fraction de la TSCA, qui s'élève à 13,1 M€, est destinée à contribuer au financement du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS).

Il faut noter que, même si le terme utilisé pour définir ces deux recettes est « taxe », leur assiette, comme leur taux, ne relèvent pas des décisions du Conseil départemental.

- **Participations versées par la Caisse Nationale de Solidarité et d'Autonomie** (CNSA) d'un montant global de 23 M€ destinées à compenser les dépenses mises à la charge des Départements dans le cadre :
  - de la *Prestation de l'Allocation Personnalisée à l'Autonomie* (APA) pour les personnes âgées,
  - de la *Prestation de Compensation du Handicap* (PCH),
  - de la participation aux frais de fonctionnement de la *Maison Départementale des Personnes Handicapées* (MDPH),
  - de la loi d'Adaptation de la Société au Vieillissement (ASV).

- **Frais de gestion de la taxe foncière sur les propriétés bâties**, pour 5,3 M€, recette transférée par l'Etat aux Départements en 2014 dans le cadre de l'aide au financement du reste à charge des Allocations Individuelles de Solidarité.

Compensation Financière Genevoise	**45,47 M€**	**4,8 % des recettes**
Evolution 2018/2017	**- 18,84 %**	**- 10,56 M€**
Evolution 2017/2016	**+ 15,16 %**	**+ 7,37 M€**

La Compensation Financière Genevoise (CFG) alimente le budget du Département via l'allocation directe pour 27,510 M€. L'allocation directe a été en baisse en 2018 de 2,1 M€ du fait de la baisse de la CFG versée par la Canton de Genève en 2017, dû à un effet taux de change négatif.

Par ailleurs, elle finance les Contrats Départementaux d'Avenir et de Solidarité (10 M€) et les investissements structurants en maîtrise d'ouvrage départementale, en faveur des travailleurs frontaliers pour 7,962 M€. Cette dernière partie de recette, en baisse de 7 M€ en 2018, évolue en fonction du calendrier de réalisation des investissements ciblés dans le budget principal.

Excédent net sur exercice antérieur	**125,51 M€**	**13,2 % des recettes**
Evolution 2018/2017	**+ 16,41 %**	**+ 17,70 M€**
Evolution 2017/2016	**+ 56,54 %**	**+ 38,94 M€**

Diverses autres recettes	**52,10 M€**	**5,5 % des recettes**
Evolution 2018/2017	**- 36,70 %**	**- 31,40 M€**
Evolution 2017/2016	**- 2,42 %**	**- 2,07 M€**

La baisse enregistrée entre 2017 et 2018 correspond à la disparition suite au transfert des compétences, des recettes relatives au transport interurbain et au transport scolaire, comptabilisées pour 34,370 M€ en 2017 et pour 0,225 M€ en 2018.

Cette rubrique regroupe :
- des remboursements d'avances pour 6,2 M€,
- des produits et revenus divers, redevances, pour 36,8 M€,
- des subventions d'équipement reçues pour 7,3 M€,
- des cessions pour 1,8 M€.

Les Dépenses Réelles

1.1. L'évolution des dépenses en 2018, en synthèse

Les **dépenses réelles de fonctionnement** se montent à 601,795 M€, (625,057 M€ en 2017), soit en baisse de - 3,7 % (– 3,3 % en 2017), suite au transfert des compétences transport réalisé en 2017.

⇨ En retraitant les dépenses de transport de 28,905 M€ au sens des dépenses enregistrées dans les fonctions transport (selon la nomenclature M52) au Compte Administratif 2017, l'évolution entre 2017 et 2018 est de + 0,95 %.

⇨ Au sens du contrat signé avec le Préfet le 29 juin 2018, l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement est de 0 % après retraitement des dépenses de transport, écrêtage des dépenses en faveur des Mineurs Non Accompagnés, écrêtage des Allocations Individuelles de Solidarité et prise en compte des dépenses exceptionnelles liées à la tempête Eleanor. Le Département a donc respecté son objectif en 2018, le taux objectif ayant été contractualisé à 1,20 %. La négociation reste en cours avec les services de l'Etat sur l'évaluation présentée par le Département.

Les **dépenses réelles d'investissement** (sans prise en compte du déficit sur années antérieures) sont de 222,6 M€, contre 197,1 M€ en 2017.

⇨ Hors doubles écritures (CLTR), les dépenses réelles d'investissement s'élèvent à 218,0 M€, et progressent de 13,6 %.

⇨ Les dépenses d'investissement hors dette sont en progression de 18,9 %, à 197,2 M€ (+ 31,3 M€).

1.2. Des aides au secteur public local et associatif significatives

Dans le cadre de ses différentes politiques, le Département a versé pour 94,4 M€ de subventions en 2018, contre 90,2 M€ en 2017, classées entre :

- des **subventions d'équipement** à hauteur de 72,4 M€ (65,8 M€ en 2017), ce qui représente 36,7 % des dépenses réelles d'investissement (hors dette),

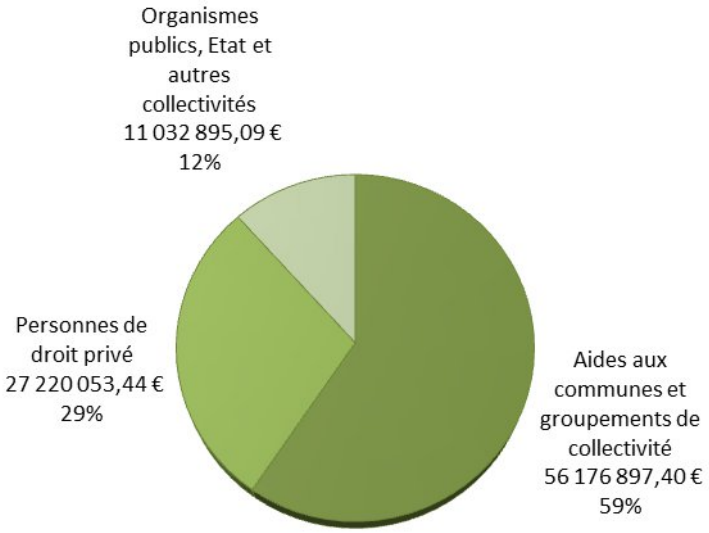
- des **subventions de fonctionnement** à hauteur de 22 M€ (24,4 M€ en 2017).

Cela représente près de 11,9 % du montant des dépenses réelles du budget (hors dette). Ces subventions se répartissent encore entre :

- **56,2 M€** (dont 52,9 M€ en subventions d'équipement et 3,3 M€ en subventions de fonctionnement), à comparer à 48,8 M€ en 2017, sont affectés à l'aide aux **communes et groupements**, qu'elles soient directement versées aux collectivités ou par l'intermédiaire d'un Syndicat Mixte comme le SYANE (Syndicat des Energies et de l'Aménagement Numérique de la Haute-Savoie),

- **27,2 M€** (dont 11,9 M€ en subventions d'équipement et 15,3 M€ en subventions de fonctionnement) sont destinés principalement à des personnes de droit privé, le plus fréquemment des **associations**. Il s'agit aussi bien des subventions octroyées dans le cadre de notre politique culturelle, de valorisation de notre patrimoine ou de notre politique sportive, que de celles afférentes à la politique sociale du Département,

- le solde, soit 11 M€ (dont 7,6 M€ en investissement et 3,4 M€ en fonctionnement) est constitué de subventions que le Département a versé à l'Etat, la Région ou à divers établissements publics.



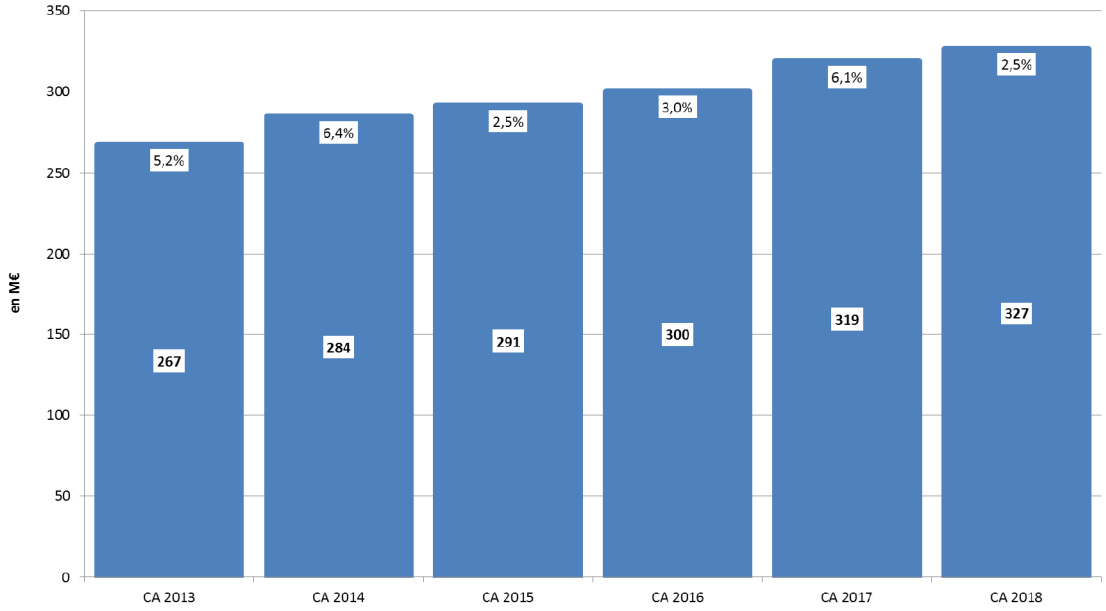
1.3. Les dépenses de fonctionnement et d'investissement par politique

Les dépenses réelles globales de l'exercice, calculées sans les doubles écritures, c'est-à-dire sans les écritures afférentes aux emprunts de type « Crédits Long Terme Renouvelables », s'élèvent à **819,773 M€** et vont être analysées globalement, par politique :

Secteur Social					
	total	338,209	*part dans les dépenses totales (en %)*	*évolution par rapport à 2017 (en %)*	*évolution des dépenses de fonctionnement*
fonctionnement		326,558			
investissement	CP :	11,650	41,3%	3,2%	2,5%

Les dépenses du secteur social sont globalement en hausse de 2,5 % en fonctionnement, dont + 2,1 % concernant les allocations individuelles de solidarité.

Graphe : Evolution des dépenses sociales de fonctionnement (en M€), et leur pourcentage de progression annuelle



Ces dépenses se décomposent de la façon suivante :

Insertion *total*	51,607	*part dans les dépenses sociales (en %)*	*évolution par rapport à 2017 (en %)*	*évolution des dépenses de fonctionnement*
fonctionnement	51,607			
investissement	-	15,3%	0,3%	0,3%

⇨ Le financement du Revenu de Solidarité Active (rSa) et des contrats aidés

En 2018, les dépenses consacrées au paiement de **l'allocation rSa** (socle et majoré) se sont élevées à **45,531 M€**, en hausse de + 0,51 % (+ 2,71 % en 2017 et + 5,57 % en 2016).

La part afférente au rSa socle, soit 39,685 M€ connait une légère baisse de - 0,82 % (+ 2,9 % en 2017 et + 6,27 % en 2016). Le rSa majoré, à 5,846 M€ est en forte progression de + 10,54 % (+ 1,3 % en 2017 et 0,7 % en 2016).

Le nombre d'allocataires rSa a connu une augmentation de + 4,10 % entre décembre 2017 et décembre 2018 (– 2,16 % en 2017 et - 2,33 % en 2016), passant de 7 846 en décembre 2017 à 8 167 en décembre 2018.

Le ralentissement de la progression du montant des dépenses de rSa constaté sur ces dernières années se confirme. Le montant global de l'allocation reste stable malgré une revalorisation liée à l'inflation (+ 0,1 % en avril 2018) et une hausse du nombre d'allocataires. Le calendrier des travaux sur les indus de la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) peut expliquer en partie cette situation.

En matière de contrats aidés, la circulaire de la Délégation Générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle (DGEFP) du 11 janvier 2018 propose une gestion globale des contrats aidés et de l'insertion par l'activité économique réunis dans un fonds d'inclusion dans l'emploi. En outre, elle transforme les contrats aidés en Parcours Emploi Compétences (PEC). Le Contrat Initiative Emploi (CIE – secteur marchand) ne fait plus l'objet d'aucun financement de l'Etat. Le Département a donc mis fin à la prise en charge de ces CIE en 2018, seuls les contrats en cours ont été financés (0,011 M€).

La Convention Annuelle d'Objectifs et de Moyens 2018 portait sur le financement de **680 contrats aidés** (650 en 2017) répartis entre **130 CAE** (Contrats d'Accompagnement dans l'Emploi : 150 en 2017) et **550 CDDI** (Contrats à Durée Déterminée d'Insertion) dans les Ateliers et Chantiers d'Insertion (500 en 2017).

Ainsi, les dépenses consacrées aux **Parcours Emploi Compétences** (CAE et CDDI) connaissent une baisse de **– 15,63 %** passant de 1,690 M€ en 2017 à **1,426 M€ en 2018**.

⇨ Les **actions menées en faveur de l'insertion sociale et professionnelle des bénéficiaires du rSa**

Les dépenses liées aux **actions menées en faveur de l'insertion sociale et professionnelle des bénéficiaires du rSa** sont en hausse de **+ 6 %** (4,637 M€ en 2018 contre 4,373 M€ en 2017). Cette hausse s'explique notamment par la modification du calendrier de versement des dépenses réalisées dans le cadre du Fonds Social Européen (FSE).

Protection de l'Enfance		81,461	*part dans les dépenses sociales (en %)*	*évolution par rapport à 2017 (en %)*	*évolution des dépenses de fonctionnement*
fonctionnement		79,920			
investissement	CP :	1,541	24,1%	10,4%	8,3%

Le budget de la Protection de l'Enfance comprend 3 groupes de dépenses en fonctionnement :

- les charges de personnel (y compris les services habilités de placement familial) et les diverses allocations afférentes aux **assistants familiaux** qui représentent 11,205 M€ en 2018,

- les dotations et prix de journées payés aux **établissements** qui s'élèvent à 65,518 M€, soit une hausse de 5,435 M€ par rapport à 2017 (+ 8,30 %). Cette augmentation est due :
  - d'une part à la prise en charge des *Mineurs Non Accompagnés (*MNA) qui ont vu leur effectif passé de 224 au 31/12/2017 à 350 au 31/12/2018 ; 103 places ont été créées en 2018 afin de prendre en charge le public MNA,
  - et d'autres part à la création de 76 places supplémentaires dans les structures d'alternatives au placement,

- et les **autres dépenses** pour 3,195 M€, qui concernent principalement l'activité des Techniciens d'Intervention Sociale et Familiale (TISF), mais également des dépenses en faveur des MNA hors établissements (hébergements, nourriture, transports…).

Des crédits d'investissements ont été ouverts en 2018 pour permettre le financement des projets d'investissement des établissements par la section d'investissement du Département. Dans ce cadre, ce sont ainsi 1,541 M€ qui ont été réalisés en 2018.

Tableau : Evolution de l'activité en protection de l'enfance

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	variation 2017/ 2018
Enfants placés au Département (assistants familiaux et établissements)	859	842	817	844	901	917	920	1 059	1 164	+ 9,9 %
Enfants placés chez des particuliers (tiers dignes de confiance et tiers assistants familiaux	60	72	77	93	100	91	99	107	111	+ 3,7 %
Enfants placés en institutions (décision de justice)	22	21	14	8	9	9	11	10	12	+ 20 %
Enfants placés avec leur mère (nombre de personnes)	41	67	97	76	92	88	86	88	72	- 18,2 %
Enfants placés avec mesures nouvelles (AJA,AJJ, AEMO H)	227	292	319	357	394	423	453	493	578	+ 17,2 %
Total enfants hébergés	1 209	1 294	1 324	1 378	1 496	1 528	1 569	1 757	1 937	+ 10,2 %

La forte progression de l'activité s'explique par l'augmentation très conséquente des mesures de placements (dont les MNA), en hausse de + 10,2 %.

Gérontologie		77,423	*part dans les dépenses sociales (en %)*	*évolution par rapport à 2017 (en %)*	*évolution des dépenses de fonctionnement*
fonctionnement		74,543			
investissement	CP :	2,879	22,9%	4,1%	2,8%

L'essentiel du budget de fonctionnement sert à honorer l'APA (Allocation Personnalisé d'Autonomie). Le montant des allocations versées, tant aux établissements qu'aux bénéficiaires, représente une somme de 56,106 M€, en hausse de + 3 % par rapport à 2017, en lien avec les dispositions de la loi d'Adaptation de la Société au Vieillissement (ASV).

L'APA a bénéficié à 12 953 personnes âgées en 2018, tant à domicile qu'en établissement, contre 12 515 en 2017, soit une hausse du nombre de bénéficiaires de 3,49 %.

Il faut noter qu'en 2018, le développement des actions initiées dans le cadre de la Conférence des Financeurs, dispositif issu de la loi ASV, qui vise à promouvoir les actions de prévention dans le cadre du domicile, a été poursuivi. Le constat est fait d'une utilisation accrue, bien qu'encore partielle, de la dotation attribuée au Département : 0,890 M€ en 2018 contre 0,413 M€ en 2017.

Les dépenses d'aide sociale (16,559 M€), constituées principalement de l'aide à l'hébergement, sont quant à elles en légère diminution (- 0,57 %) par rapport à 2017. Les recouvrements sur bénéficiaires, atténuant cette charge, s'élèvent à 8,447 M€.

Enfin, le budget relatif à la Téléalarme s'est élevé pour 2018 à 0,384 M€ en dépenses d'investissement (poursuite du renouvellement progressif des appareils obsolètes), 0,046 M€ en dépenses de fonctionnement directes (hors masse salariale), ainsi que 1,490 M€ de recettes de fonctionnement, correspondant aux abonnements des usagers du service.

Pour ce qui concerne l'investissement, les subventions d'équipement octroyées par le Département pour la construction ou la réhabilitation des Etablissements d'Hébergement des Personnes Âgées Dépendantes (EHPAD) s'élèvent à 2,494 M€. Certaines aides ont été différées suite aux retards rencontrés dans la réalisation des travaux. Elles feront l'objet d'un report partiel sur le budget 2019 dans le cadre du Budget Supplémentaire.

Personnes en Situation de Handicap		106,382	*part dans les dépenses sociales (en %)*	*évolution par rapport à 2017 (en %)*	*évolution des dépenses de fonctionnement*
fonctionnement		106,343			
investissement	CP :	0,040	31,5%	-0,4%	-0,1%

Les dépenses liées à la Prestation de Compensation du Handicap (PCH) s'élèvent en 2018 à 27,366 M€, en augmentation de + 2,85 % après + 10,12 % en 2017. Le nombre de bénéficiaires continue d'augmenter : au 31/12/2018, 3 060 personnes, dont 550 enfants, bénéficient de cette prestation.

Parallèlement, le montant global de l'Allocation Compensatrice pour Tierce Personne (ACTP) est en diminution constante à 1,432 M€ (- 0,07 M€ par rapport à 2017), mais dans des proportions moindres.

Les frais d'hébergement (60,596 M€) à la charge du Département sont en légère baisse. Il s'agit pour autant toujours de la dépense la plus importante au bénéfice des personnes handicapées.

L'offre médico-sociale s'est étoffée à la faveur de la mise en œuvre des schémas départementaux.

En investissement, le montant des subventions d'équipement octroyées pour la construction ou la réhabilitation d'établissements pour personnes handicapées a été de 0,040 M€. Certaines aides ont été différées suite à un retard constaté dans la réalisation des travaux ou dans la transmission des décomptes définitifs et feront l'objet d'un report sur le budget de 2019 dans le cadre du Budget Supplémentaire.

Protection Maternelle Infantile, Promotion de la Santé et Actions pour l'inclusion Sociale		14,482	*part dans les dépenses sociales (en %)*	*évolution par rapport à 2017 (en %)*	*évolution des dépenses de fonctionnement*
fonctionnement		14,137	4,3%	-1,1%	-2,3%
investissement	CP :	0,345			

⇨ Protection Maternelle Infantile et la Promotion de la Santé

Les dépenses en faveur de la Protection Maternelle Infantile et de la Promotion de la Santé se sont montées en 2018 à 2,479 M€ dont 2,299 M€ en fonctionnement et 0,180 M€ en investissement, soit une progression de + 1,3 % par rapport à 2017.

Les dépenses de fonctionnement concernent des actions entrant dans le champ de la petite enfance et de la promotion de la santé que le Département soutient notamment par des subventions accordées à diverses associations (0,438 M€).

La formation obligatoire des assistantes maternelles s'est élevée à **0,179 M€**, la baisse par rapport à 2017 (256 jours de formation facturés contre 402 en 2017) s'explique par une activité sur 9 mois suite au renouvellement du marché.

L'aide aux **Centres d'Action Médico-Sociale Précoce** (CAMSP), dont la prise en charge est assurée réglementairement à 80 % par l'Assurance Maladie et à 20 % par le Département, s'est élevée à **0,484 M€** (quasi stable à + 0,9 %).

Le Département poursuit son intervention volontariste en direction des établissements d'accueil de la petite enfance à gestion associative, accueillant des enfants en situation de handicap, en finançant **2 postes de directrices de crèches** (0,117 M€).

Le Département finance en outre, de manière réglementaire, les frais de fonctionnement des **Centres de Planification et d'Education Familiale** (CPEF) pour **0,726 M€** en 2018.

Au-delà de sa mission obligatoire de vaccination dans le cadre de la PMI, le Département a poursuivi son engagement volontariste, dans le cadre de sa convention avec l'Etat, en matière de **promotion de la vaccination** pour tous publics et notamment les jeunes dans les collèges. Au titre de ces deux actions, **l'achat de vaccins** a représenté, en 2018, un coût de **0,163 M€,** en augmentation de **+ 25,4 %** par rapport à 2017. Cette forte hausse s'explique en partie par l'ouverture de nouveaux lieux de consultations.

Dans le cadre de la mise en œuvre du **plan d'action pour le développement de l'offre de premier recours**, le Département a versé des indemnités aux internes en médecine de 3ème cycle effectuant leur stage dans une zone « fragile » (0,171 M€) et des subventions d'équipement (0,180 M€) pour la construction de **Maisons de Santé Pluri-professionnelles**.

⇨ Actions pour l'Inclusion Sociale

En matière de **Prévention et de Logement**, les dépenses se sont élevées à **4,570 M€** en 2018, en hausse de + 1,82 % par rapport à 2017 (- 4,9 % en 2017). Elles concernent principalement la mise en œuvre de dispositifs d'aides financières individuelles en direction des publics en difficulté (Allocations Mensuelles d'Aide Sociale à l'Enfance, Fonds Solidarité Logement, Fonds d'Aide aux Jeunes, Fonds Départemental d'Action Sociale Facultative…) à hauteur de 3,174 M€.

Ces dépenses portent également sur les mesures d'accompagnement des publics : Accompagnement Social Lié au Logement, Mesure d'Accompagnement Social Personnalisé, Mesures de Protection Juridique des Majeurs (0,916 M€) et le versement de subventions à des associations intervenant dans le champ du logement (0,479 M€).

Les actions menées dans le cadre de **l'Enfance, la Jeunesse et la Famille** ont représenté un montant de **7,057 M€** (- 5,28 % en 2018 contre + 2 % en 2017). Ces actions portent notamment sur le financement de missions relatives à la **Prévention Spécialisée** (4,495 M€), à l'insertion professionnelle des jeunes par le financement des **Missions Locales Jeunes** (0,565 M€), à l'accompagnement des familles les plus démunies à travers le financement, dans le cadre de la Commission Mixte avec la Caisse d'Allocations Familiales, d'aides aux vacances ou de frais liés au projet professionnel de leur enfant (0,160 M€). Le Département a également apporté son soutien pour l'accompagnement de publics spécifiques (frontaliers, femmes victimes de violences, gens du voyage…) à hauteur de 1,111 M€ et à diverses structures communales, intercommunales et associatives intervenant dans le champ de l'action sociale globale et familiale par l'attribution de subventions à hauteur de 0,685 M€ (en augmentation de + 6,45 %).

Logement Social		6,854	*part dans les dépenses sociales (en %)*	*évolution par rapport à 2017 (en %)*	*évolution des dépenses de fonctionnement*
fonctionnement		0,008			
investissement	CP :	6,846	2,0%	3,0%	0,0%

Il s'agit principalement de subventions d'équipement destinées à soutenir la production de logements locatifs sociaux (aides à la construction et aides à l'acquisition foncière) et à permettre la réhabilitation, notamment énergétique, du parc existant (public et privé). Avec un taux d'exécution de 80 % en investissement, le budget est mieux consommé que lors des exercices précédents (60 % en 2017 et 50 % 2016).

Infrastructures Routières et grands Déplacements		112,825	part dans les dépenses totales (en %)	évolution par rapport à 2017 (en %)	évolution des dépenses de fonctionnement
Fonctionnement		16,440			
investissement	CP :	96,386	13,8%	23,9%	-7,1%

En investissement, il faut noter une augmentation très significative des autorisations de programmes avec notamment :

- l'achèvement et la mise en service à l'automne 2018 de la 1ère phase du contournement de Marignier ainsi que le démarrage des travaux de la 2ème phase entre le giratoire de Pré Paris sur la RD 26 et la RD 6 avec notamment la dérivation du ruisseau de l'Englenaz et les acquisitions foncières,
- la déclaration d'utilité publique des projets d'aménagement de la RD 1508 Nord entre Gillon et La Balme-de-Sillingy et de la mise à 2x2 voies entre l'échangeur de Gillon et l'hôpital d'Epagny Metz-Tessy,
- les travaux de construction de la galerie de protection contre les éboulements sur la RD 328 au lieu-dit La Ravine sur la commune de Taninges,
- la poursuite des travaux de dénivellation des PN (Passage à Niveau) 90, 91 et 93 sur les communes de Reignier-Esery et d'Etrembières en partenariat avec SNCF Réseau, avec un achèvement prévu en 2019,
- la poursuite des travaux sur des projets importants qui ont débuté fin 2017 : la déviation de Pringy et une 2ème phase de la déviation de Poisy qui se poursuivra au printemps 2019 par l'engagement des travaux de la dernière phase, en partenariat financier avec le Grand Annecy,
- l'engagement des études de suppression du PN 86 sur la RD 2 à l'entrée de la commune de Reignier Esery,
- le partenariat financier du Département aux travaux de réparation du pont à haubans sur le Rhône de Seyssel dans le cadre de la convention de gestion des ouvrages limitrophes signée avec le Département de l'Ain,
- l'accompagnement financier des collectivités sur les projets d'aménagement des vélos routes voie verte : Communauté de Communes Fier et Usses, Commune de Saint-Gingolph, Agglo d'Annemasse, Communauté de Communes du Pays du Mont-Blanc…..,
- des enveloppes financières importantes pour la réfection de revêtement de chaussée des itinéraires empruntés par le Tour de France, et les travaux de réparation des RD occasionnés par les intempéries du mois de janvier 2018,
- la poursuite des études des opérations structurantes, on peut citer :
  - le désenclavement du Chablais, liaison Machilly – Thonon,
  - le projet de mobilité Ouest sur la RD 1508 entre Annecy et Duingt (BHNS et Tunnel sous le Semnoz), avec le lancement de la concertation publique,
  - la liaison RD 1206 futur échangeur de Viry,
- le partenariat financier du Département avec les communes pour les aménagements de RD en traversée d'agglomération, sur des opérations importantes :
  - l'entrée Ouest de Saint-Julien-en-Genevois,
  - la création d'une nouvelle liaison entre la RD 16 et la RD 1201 et également les études de requalification de la RD 1201 en boulevard urbain dans la traversée de Seynod,
  - RD 910 – Carrefour giratoire – commune de Bloye,
  - RD 992 – Réaménagement secteur Pont Fornant – Minzier,
  - RD 907 / RD 20 – Aménagement secteur du pont de Fillinges,
  - RD 12 - Requalification du centre bourg – Le Petit Bornand-les-Glières,
  - RD 1205 – Aménagement de la traverse – commune de Sallanches,
- l'achèvement de chantiers importants :
  - RD 909 – Dernière tranche de l'aménagement de la traversée des Villards sur Thônes,

- RD 909A – Aménagements cyclables rive Est du Lac d'Annecy – Secteur de Chavoires au Pérouzes – Veyrier-du-Lac,
- RD 902 - Réhabilitation du pont du Diable – Saint-Gervais-les-Bains,
- RD 1508/RD 8 – Carrefour giratoire – Duingt,
- RD 3 - Aménagement au LD Les Marais Pontaux – Choisy – Allonzier-la-Caille,

- la poursuite ou le démarrage des opérations budgétées en 2017 et 2018 :
  - RD 26 – Aménagement d'une 2ème tranche – Quart Charrière – Vailly,
  - l'aménagement d'une nouvelle section de la vélo route voie verte Léman Mont-Blanc entre Cluses et Magland,
  - RD 909a - Aménagements cyclables rive Est du Lac d'Annecy – Section Glières – Verthier sur la commune de Doussard,
  - RD 13/13a – Aménagement de la traversée de Servoz,
  - RD 277 – Assainissement et retraitement en place - Etaux,
  - RD 1203 – Aménagement d'un tourne à gauche et voie verte – commune d'Argonay,
  - RD 308 - Création d'ouvrages provisoires – Col de La Ramaz – Taninges.

Education Collèges, Sport et Enseignement Supérieur		39,541	*part dans les dépenses totales (en %)*	*évolution par rapport à 2017 (en %)*	*évolution des dépenses de fonctionnement*
Fonctionnement		18,296			
investissement	CP :	21,245	4,8%	1,7%	-0,1%

L'ambition et les enjeux pour le Département sont clairement affichés : assurer le bien-être et l'épanouissement des 41 300 collégiens des établissements publics et privés. Cette volonté forte constitue un défi majeur au regard des évolutions démographiques très importantes et de l'augmentation continue des effectifs des collèges sur certains secteurs du Département.

Pour y parvenir, le Département a lancé un ambitieux plan d'action guidé par les objectifs suivants : offrir des capacités d'accueil suffisantes dans des locaux sécurisés respectant les normes fonctionnelles et pédagogiques, pérenniser et valoriser le patrimoine, rendre les bâtiments accessibles et sécuriser les accès, donner les moyens d'un enseignement moderne et adapté aux évolutions pédagogiques et numériques.

Par ailleurs, la politique sportive du Département s'appuie sur trois orientations principales : encourager, favoriser, promouvoir une pratique sportive professionnelle ou amateur de qualité et porter une image dynamique du territoire. Dans ce territoire sportif par excellence, le Département constitue naturellement l'un des acteurs-clés, en apportant, à travers de multiples dispositifs, un soutien déterminant pour favoriser les pratiques sportives et le développement d'équipements structurants de qualité.

L'année 2018 a permis de conforter l'engagement du département sur sa compétence collège et de s'inscrire pleinement dans la nouvelle gouvernance liée à la réorganisation des services de la collectivité.

Les principaux faits marquants pour 2018 :

- **travail autour de la carte scolaire** : pour définir les capacités d'accueil nécessitées par la progression régulière des effectifs,

- **maîtrise des dépenses de fonctionnement des collèges** : enveloppe budgétaire 2018 à hauteur de 5,8 M€ (- 1,69 % /2017),

- **poursuite du Plan numérique 2017 :** 2 classes mobiles de 15 tablettes chacune par établissement, ainsi que 8 tablettes pour les professeurs. Pour 2018, 29 collèges (22 publics et 7 privés) sont concernés,

- **aide aux projets éducatifs des collèges publics et privés (1,7 M€) :**

    - 40 000 jeunes initiés aux pratiques sportives, avec les dispositifs Savoir nager - Savoir skier - Activités (sportives) de Pleine Nature, Santé-citoyenneté-prévention, Nature et développement durable. « Savoir Nager »,

    - 9 810 collégiens de 4ème formés aux gestes de premiers secours afin d'obtenir le diplôme PSC1 (Premiers Secours Civiques de niveau 1). Ce dispositif emblématique est pris en charge à 50 % par le Département et 50 % par le Service Départemental d'Incendie (pour les collèges publics) et de Secours ou l'UGSEL – Union Générale et Sportive de l'Enseignement Libre –(pour les collèges privés).

Ce sont ainsi 387 projets issus de 66 collèges publics et privés que le Département a soutenu en faveur de 38 741 élèves soit 94,2% des collégiens de Haute-Savoie. Grâce à cette action, les jeunes se sont impliqués dans des projets culturels variés entre pratique, échanges avec les artistes, découverte d'œuvres ou de lieux d'art et de culture. 47 structures culturelles partenaires ont participé et 3 résidences d'artistes ont été portées par les collèges Raoul Blanchard à Annecy, Les Balmettes à Annecy et Paul Langevin à Ville-la-Grand.

- **Amélioration de la qualité pour la restauration scolaire et valorisation des déchets :** 43 demi-pensions, en production sur site par les équipes de restauration dont 80 cuisiniers professionnels afin de garantir une qualité nutritionnelle des repas dans le respect d'une politique renforcée du développement durable (achat local, bio, circuits courts …). Encouragement et valorisation des actions telles que la semaine du goût, l'opération gastronomique départementale, la fête de la gastronomie… Mise en place de contrôles inopinés en hygiène alimentaire dans tous les établissements au cours de l'année. Ce marché de contrôle par un prestataire extérieur a confirmé le respect des règles d'hygiène et de sécurité alimentaire par les équipes et pour les collégiens. Poursuite de la lutte contre le gaspillage et la valorisation des déchets (22 collèges compostent sur place, 5 collèges acheminent leurs bio-déchets en unité de méthanisation …). En 2018 : 22 500 repas par jour / tarifs harmonisés entre 3,30 € et 3,98 €,

- **poursuite de l'accompagnement des agents des collèges :** avec une méthodologie restauration, programme de formations habilitations, modernisation du patrimoine immobilier et mobilier pour le rendre plus ergonomique visant à prévenir les risques professionnels notamment pour les agents chargés des missions de restauration et de l'entretien ménager. Accompagnement des agents des collèges dans leurs usages numériques (assistance de 1er niveau),

- **développement des équipements sportifs à usage prioritaire des collégiens et des associations sportives,**

- **soutien aux comités sportifs, clubs et jeunes athlètes scolarisés,**

- **participation au Salon SMILE**, salon des métiers et de l'entreprises, à destination des collégiens et lycéens.

Les opérations majeures réalisées en **investissement** en 2018 sont :

- la fin de la construction du **collège du Chéran à Rumilly** (6,9 M€ en 2018),

- la restructuration du **collège Jacques Prévert à Gaillard** (1,7 M€ en 2018)**,**

- les travaux relatifs au préau et aux sanitaires au **collège Le Semnoz à Seynod** (0,2 M€),

- la réhabilitation du **collège de Varens à Passy** (0,2 M€),

- la réhabilitation du **collège Jean-Jacques Gallay à Scionzier** (0,2 M€),

- l'acquisition de bâtiments modulaires pour les **collèges Paul Langevin** et **Arthur Rimbaud de Ville-la-Grand et Saint-Julien-en-Genevois** (0,5 M€).

Financement du Service Départemental d'Incendie et de Secours		45,466	*part dans les dépenses totales (en %)*	*évolution par rapport à 2017 (en %)*	*évolution des dépenses de fonctionnement*
fonctionnement		45,466			
investissement	CP :		5,5%	-3,2%	0,0%

En 2018, conformément à la convention pluriannuelle 2016-2018, la participation du Département dans le budget du SDIS est stable. L'enveloppe attribuée permet le financement du « savoir secourir ».

Soutien au Territoire Départemental sur l'Environnement, l'Agriculture, l'Eau, l'Assainissement, le Tourisme, ...		67,925	*part dans les dépenses totales (en %)*	*évolution par rapport à 2017 (en %)*	*évolution des dépenses de fonctionnement*
fonctionnement		17,215			
investissement	CP :	50,710	8,3%	2,7%	0,7%

En investissement, les crédits afférents à ces politiques sont affectés en grande majorité à des subventions, avec notamment :

- 34,1 M€ pour les communes et Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), dont 21 M€ de dépenses d'investissements réalisées sur les territoires via les Contrats Départementaux d'Avenir et de Solidarité (CDAS), et du Fonds Départemental de Développement des Territoires dédié à l'Eau et à l'Assainissement (13,1 M€),

- 2,5 M€ pour la subvention au SYANE.

On retrouve encore les crédits consommés pour :

- le plan tourisme (3 M€), en pleine période de mise en œuvre, la politique randonnée, et le soutien aux travaux sur le Tramway du Mont Blanc (3 M€),

- la politique environnementale du Département, notamment la préservation des Espaces Naturels Sensibles, et en faveur du Développement Durable, à hauteur de 3,3 M€,

- les politiques en faveur de l'eau, de l'agriculture, de la forêt, de soutien aux communes en cas de dégâts exceptionnels,

- les politiques développées par le Conseil Savoie Mont Blanc (CSMB), avec 1,7 M€ de crédits consommés en 2018 en investissement,

- le versement de 1,3 M€ pour la construction du Technocentre, et 0,8 M€ pour la rénovation de l'Ecole Supérieure d'Art Annecy Alpes (ESAAA).

En fonctionnement, on retrouve notamment les crédits en faveur :

- du Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE) de la Haute-Savoie pour 2 M€,

- de la politique environnementale du Département notamment la préservation des Espaces Naturels Sensibles, et en faveur du Développement Durable pour 2,5 M€,

- les politiques en faveur de l'eau, de l'agriculture, du tourisme (via la participation en faveur du CSMB) et de la randonnée, pour 10,9 M€,

- les crédits en faveur du fonds de concours régional pour le développement du territoire pour 0,8 M€.

Culture et Patrimoine, Archives Départementales		8,253	*part dans les dépenses totales (en %)*	*évolution par rapport à 2017 (en %)*	*évolution des dépenses de fonctionnement*
fonctionnement		5,799			
investissement	CP :	2,453	1,0%	21,3%	3,5%

C'est dans cette politique que sont notamment comptabilisées les sommes destinées à mettre en œuvre la politique culturelle du Département, ainsi que les crédits afférents au fonctionnement des Archives départementales ou ceux destinés à la restauration des monuments historiques.

Bâtiments Départementaux et Services Généraux		16,751	*part dans les dépenses totales (en %)*	*évolution par rapport à 2017 (en %)*	*évolution des dépenses de fonctionnement*
fonctionnement		4,155			
investissement	CP :	12,596	2,0%	57,2%	0,4%

Ce secteur recouvre la construction et l'entretien des bâtiments et les achats de fournitures pour l'ensemble du personnel.

Moyens de l'Institution et fonds de péréquation		165,270	*part dans les dépenses totales (en %)*	*évolution par rapport à 2017 (en %)*	*évolution des dépenses de fonctionnement*
fonctionnement		163,143			
investissement	CP :	2,127	20,2%	-1,8%	-1,0%

En fonctionnement, la baisse de – 1 % provient de différents facteurs :

- les **dépenses de personnel** se montent à 123,659 M€ ; elle progressent de + 1,1 % par rapport à 2017 (122,326 M€) ; l'année 2018 a été marquée par un moratoire dans le déploiement des mesures liées au Parcours Professionnels Carrières Rémunérations (PPCR), qui ont été repoussées en 2019 ;

- les charges liées à la **péréquation horizontale**, évoquées dans la partie sur les recettes, représentent 28 M€ (29,2 M€ en 2017) ; elles sont constituées :
  - o du reversement aux fonds de péréquation sur les DMTO à hauteur de 27,559 M€,
  - o du reversement au fonds de péréquation en faveur de la CVAE à hauteur de 0,119 M€,
  - o d'une provision complémentaire de 0,3 M€ pour le reversement au fonds de péréquation sur les DMTO en 2019,

- les **dépenses du Pôle Juridique** sont de 3,4 M€, en baisse de - 10,8 %,

- les dépenses concernant la **Logistique**, la **Communication**, **l'Assemblée** et le **Cabinet**, se montent globalement à 3,5 M€, en baisse de - 1,8 %, effet du transfert de la flotte de véhicules à la voirie,

- les **dépenses informatiques** sont à nouveau en progression à 2,7 M€, soit + 13,6 %, notamment du fait de transferts de dépenses d'investissement vers la section de fonctionnement,

- les dépenses réalisées par le **Pôle Finances et Conseil en Gestion**, pour 1,9 M€ (créances admises en non-valeur, provision rSa, remboursements de taxes à l'Etat, variation de stocks, réductions de titres, etc.).

En investissement, l'essentiel du budget réalisé pour 2,1 M€ provient de l'informatique pour 1,7 M€ (1,2 M€ en 2017 mais 2,7 M€ en 2016), pour des acquisitions de licences, matériels informatiques et de téléphonie.

Dette auprès des Organismes Bancaires		25,534	*part dans les dépenses totales (en %)*	*évolution par rapport à 2017 (en %)*	*évolution des dépenses de fonctionnement*
fonctionnement		4,725			
investissement	CP :	20,809	3,1%	-18,7%	-13,1%

Aucun nouvel emprunt n'a été souscrit en 2018. De fait, le montant annuel du remboursement en capital recule encore, à 20,81 M€ contre 25,95 M€ en 2017, 30 M€ en 2016, 32 M€ en 2015.

Le capital restant dû au 31 décembre 2018 s'élève ainsi à 141 962 489,78 €, à nouveau en baisse après le pic de 362,513 M€ à fin 2010.

Le montant des intérêts de la dette payés par le Département est à nouveau en nette baisse, de 13,1 %, à 4,725 M€.

Le **taux moyen de la dette hors CLTR est quasi stable à 2,60 %** (2,63 % en 2017). Cette amélioration du taux provient de l'application de taux courts très bas en 2018 sur la dette départementale à taux variable. Pour information, le stock de dette à taux fixe représente 62 % de notre encours.

Enfin, la **capacité de désendettement du Département à fin 2018 était de 0,9** (1,1 en 2017).

Il est demandé à l'Assemblée départementale de bien vouloir délibérer et statuer.

Le Conseil départemental,
après en avoir débattu et délibéré par un vote à la majorité de 30 voix pour et 1 voix contre (M. EXCOFFIER),

APPROUVE le Compte Administratif du budget principal et l'ensemble des annexes pour l'exercice 2018.

Délibération télétransmise en Préfecture
le 03 juin 2019,
Publiée et certifiée exécutoire
le 05 juin 2019,
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
Signé, Pour le Président,
Le Vice-Président du Conseil départemental,
Raymond MUDRY

Le Compte Administratif 2018

Conseil Départemental du 27 mai 2019

haute savoie
le Département

Evénements principaux de l'exercice 2018

La signature d'un **contrat avec l'Etat** le 29 juin 2018, dans le cadre de la loi de programmation des finances publiques 2018-2022, autour de 2 objectifs :

- Une hausse contenue à + 1,2 % par an en 2018, 2019 et 2020 des dépenses réelles de fonctionnement après prise en compte des spécificités des Allocations Individuelles de Solidarité (Revenu de Solidarité Active - rSA, Allocation Personnalisée d'autonomie - APA, Prestation de Compensation du Handicap - PCH) de l'activité d'accueil des Mineurs Non Accompagnés, des dépenses exceptionnelles (exemple : Tempête Eleanor),
- Une réduction de l'encours de dette.

Les **Droits de Mutation à Titre Onéreux** (DMTO) ont continué leur progression, suivant la tendance nationale d'un marché immobilier favorable.

En matière de fiscalité, le **taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties est resté inchangé** à un niveau bas (12,03 %), le 4ème plus bas de France (hors Paris et DOM) en 2018,

Le Département a continué son **désendettement**, la dette passant de 362,5 M€ en 2010 à 142 M€ en 2018.

L'évolution des **3 Allocations Individuelles de Solidarité** (AIS) financées par le Département a été moins **forte** en 2018, à + 2,1 %.

Les chutes de neige importantes, la **tempête Eleanor** et les fortes pluies survenues en décembre 2017 et janvier 2018 ont provoqué de gros dégâts et fortement mobilisé les services.

L'ouverture du collège de Rumilly a été réalisée pour la rentrée 2018/2019.

Investissements majeurs en 2018

En matière d'infrastructures routières et de grands déplacements :

- L'achèvement et la mise en service à l'automne 2018 de la **1ère phase du contournement de Marignier** ainsi que le démarrage des travaux de la 2ème phase entre le giratoire de Pré Paris sur la RD 26 et la RD 6 avec notamment la dérivation du ruisseau de l'Englenaz et les acquisitions foncières,

- La **déclaration d'utilité publique** des projets d'aménagement de la RD 1508 Nord entre Gillon et la Balme-de-Sillingy et de la mise à 2x2 voies entre l'échangeur de Gillon et l'hôpital d'Epagny-Metz-Tessy,

- Les travaux de construction de la galerie de protection contre les éboulements sur la RD 328 au lieu-dit **La Ravine** sur la commune de Taninges,

- La poursuite des **travaux de dénivellation des PN** (Passage à Niveau) 90, 91 et 93 sur les communes de Reignier-Esery et d'Etrembières en partenariat avec SNCF Réseau, avec un achèvement prévu en 2019,

- La poursuite des travaux sur des projets importants qui ont débuté fin 2017: la **déviation de Pringy** et une 2ème phase de la **déviation de Poisy** qui se poursuivra au printemps 2019 par l'engagement des travaux de la dernière phase, en partenariat financier avec le Grand Annecy,

- L'engagement des études de suppression du PN 86 sur la RD 2 à l'entrée de la commune de Reignier-Esery,

- Le partenariat financier du Département aux **travaux de réparation du pont à haubans sur le Rhône de Seyssel** dans le cadre de la convention de gestion des ouvrages limitrophes signée avec le Département de l'Ain,

- L'accompagnement financier des collectivités sur les **projets d'aménagement des vélos routes voie verte** : Communauté de Communes Fier et Usses, Commune de Saint-Gingolph, Agglo d'Annemasse, Communauté de Communes du Pays du Mont-Blanc, ….

Investissements majeurs en 2018

En matière d'infrastructures routières et de grands déplacements :

- Des enveloppes financières importantes pour la réfection de revêtement de chaussée des itinéraires empruntés par le **Tour de France**, et les travaux de réparation des RD occasionnés par les intempéries du mois de janvier 2018.

- La poursuite des études des **opérations structurantes**, on peut citer :
  - le **désenclavement du Chablais, liaison Machilly – Thonon (2nde phase des études)**,
  - le **projet de mobilité Ouest sur la RD 1508 entre Annecy et Duingt** (BHNS et Tunnel sous le Semnoz), avec le lancement de la concertation publique,
  - la **liaison RD 1206 futur échangeur de Viry**,

- **Le partenariat financier du Département avec les communes pour les aménagements de RD en traversée d'agglomération, sur des opérations importantes :**
  - l'entrée Ouest de Saint-Julien-en-Genevois,
  - la création d'une nouvelle liaison entre la RD 16 et la RD 1201 et également les études de requalification de la RD 1201 en boulevard urbain dans la traversée de Seynod,
  - RD 910 – Carrefour giratoire – Commune de Bloye
  - RD 992 – Réaménagement secteur Pont Fornant – Minzier
  - RD 907 / RD 20 – Aménagement secteur du pont de Fillinges
  - RD 12 Requalification du centre bourg – Petit Bornand les Glières
  - RD 1205 – Aménagement de la traverse – Commune de Sallanches

Investissements majeurs en 2018

En matière d'infrastructures routières et de grands déplacements (suite) :

- **L'achèvement de chantiers importants :**
  - RD 909 – Dernière tranche de l'aménagement de la traversée des Villards sur Thônes,
  - RD 909A – Aménagements cyclables rive Est du Lac d'Annecy – Secteur de Chavoires au Pérouzes – Veyrier-du-Lac,
  - RD 902 - Réhabilitation du pont du Diable – Saint-Gervais-les-Bains,
  - RD 1508/RD 8 – Carrefour giratoire – Duingt,
  - RD 3 Aménagement au LD Les Marais Pontaux – Choisy – Allonzier-la-Caille.
- **La poursuite ou le démarrage des opérations budgétées en 2017 et 2018 :**
  - RD 26 – Aménagement d'une 2e tranche – Quart Charrière – Vailly,
  - L'aménagement d'une nouvelle section de la vélo route voie verte Léman Mont Blanc entre Cluses et Magland,
  - RD 909a - Aménagements cyclables rive Est du Lac d'Annecy – Section Glières – Verthier sur la commune de Doussard,
  - RD 13/13a – Aménagement de la traversée de Servoz,
  - RD 277 – Assainissement et retraitement en place – Eteaux,
  - RD 1203 – Aménagement d'un tourne à gauche et voie verte – Commune d'Argonay,
  - RD 308 Création d'ouvrages provisoires – Col de La Ramaz – Taninges.

Investissements majeurs en 2018

En matière de soutien au territoire, d'enseignement supérieur, de tourisme, de logements :

- les Contrats Départementaux d'Avenir et de Solidarité,
- le soutien aux travaux d'eau et d'assainissement,
- le soutien au SYANE pour l'électrification rurale,
- Les travaux du Tramway du Mont Blanc,
- La mise en œuvre du Plan Tourisme,
- Le soutien aux restaurations de monuments historiques,
- Les aides à la pierre aux constructions de logements sociaux,
- Le soutien au Plan de Protection de l'Atmosphère de la Vallée de l'Arve,
- Le soutien au projet du Technocentre,

En matière d'éducation :

- la fin de la construction du collège du Chéran à Rumilly (6,9 M€ en 2018),
- la restructuration du collège Jacques Prévert à Gaillard (1,7 M€ en 2018),
- les travaux relatifs au préau et aux sanitaires au collège Le Semnoz à Seynod (0,2 M€),
- la réhabilitation du collège de Varens à Passy (0,2 M€),
- la réhabilitation du collège Jean-Jacques Gallay à Scionzier (0,2 M€),
- l'acquisition de bâtiments modulaires pour les collèges Paul Langevin et Arthur Rimbaud de Ville la Grand et Saint Julien en Genevois (0,5 M€)

Synthèse des Comptes Administratifs et Comptes de Gestion des 3 budgets du Département

- Budget principal
- Budget annexe de l'aérodrome
- Budget annexe de la compensation financière genevoise

Le Budget Annexe de l'Aérodrome

L'activité déployée dans ce budget annexe est la gestion de la plateforme aéroportuaire d'Annecy-Meythet, le Département étant propriétaire des terrains et des installations.

L'exploitation est confiée en DSP à la société Samba (groupe EDEIS) jusqu'au 31/12/2020.

La situation comptable, à la clôture de l'exercice 2018, se présente comme indiqué ci-dessous :

	Mandats émis	Titres émis	RESULTAT DE L'EXERCICE	Reprise des résultats antérieurs	RESULTAT OU SOLDE
TOTAL DU BUDGET	**680 610,52**	**1 571 627,27**	**891 016,75**	**- 259 728,23**	**631 288,52**
Investissement	507 804,36	1 028 841,36	521 037,00	- 462 961,89	58 075,11
Exploitation	172 806,16	542 785,91	369 979,75	203 233,66	573 213,41

La contribution forfaitaire au délégataire a été versée pour 0,081 M€ alors qu'une redevance de 0,409 M€ (0,532 M€ en 2017) était perçue en recette en provenance du délégataire.

Le Budget Annexe de la Compensation Financière Genevoise (CFG)

Le budget annexe de la CFG a été créé le 6 juillet 2015 à la suite du changement de nomenclature M52, pour garantir la lisibilité de l'utilisation de la CFG. La situation comptable, à la clôture de l'exercice 2018, se présente comme indiqué ci-dessous :

	Mandats émis	Titres émis	Reprise des résultats antérieurs	Résultat ou solde
TOTAL DU BUDGET	189 720 510,21	199 093 488,00	169 027 363,27	178 400 341,06
Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonctionnement	189 720 510,21	199 093 488,00	169 027 363,27	178 400 341,06

Les recettes sont uniquement composées de la 46ième tranche de CFG perçue en décembre 2018 pour 199,1 M€, un niveau proche des recettes 2016 (198,8 M€) et 2015 (197,5 M€), après la baisse constatée en 2017 (185,1 M€), et du résultat reporté de l'exercice 2017 à hauteur de 169,0 M€.

Les dépenses sont réalisées :

- vers des partenaires : l'allocation directe pour les communes et EPCI pour 122,3 (111,9 M€ en 2017, 118,207 M€ en 2016), les projets sous maitrise d'ouvrage de tiers pour 21,9 M€ (23,429 M€ en 2017), dont 9,5 M€ pour le Léman Express,
- vers le budget principal : 45,5 M€ (56,0 M€ en 2017) dont 27,5 M€ (29,6 M€ en 2017) au titre de l'allocation directe, 8 M€ (16,478 M€ en 2017) au titre des projets réalisés en maitrise d'ouvrage départementale, et 10 M€ pour les CDAS.

Le résultat de clôture sera repris dans le budget supplémentaire avec son affectation équivalente en dépenses. Il couvre les engagements en AE sur les CP 2019 et suivants.

Le Budget Principal

La situation comptable, à la clôture de l'exercice 2018, se présente comme indiqué ci-dessous :

	Mandats émis	Titres émis	Reprise des résultats antérieurs	Résultat ou solde
TOTAL DU BUDGET	**950 760 520,56**	**1 035 037 651,32**	**43 262 357,62**	**127 539 488,38**
Investissement (total)	267 326 505,13	218 108 087,85	-82 247 400,37	-131 465 817,65
dont 1068		82 247 400,37		
Fonctionnement (total)	683 434 015,43	816 929 563,47	125 509 757,99	259 005 306,03

Le montant total des crédits de paiement 2019 et suivants sur Autorisations de Programmes est de 509,211 M€ (384,055 M€ après la Dm2 pour 2017) après la décision modificative n°2 pour 2018 ainsi :

Crédits en AP/CP (en M€)	**CP 2019**	**CP 2020**	**CP 2021**	**CP 2022 et +**
509,211	185,536	171,676	83,654	68,344

Situation financière modélisée du Budget Principal

Cette modélisation a été effectuée sans retraitement (hormis les écritures doubles, équilibrées en dépenses et en recettes, liées aux crédits CLTR), sur la base de la maquette M52.

Le résultat 2018 favorable s'explique par :

- Une gestion budgétaire rigoureuse,
- Un montant à nouveau en hausse des DMTO perçus.

en M€	CA 2017	CA 2018
+ Recettes Réelles de Fonctionnement	816,5	784,0
- Dépenses de Gestion	631,7	596,3
- Intérêts	5,4	4,7
- Provisions et Exceptionnel	7,2	0,8
= **Epargne brute / Autofinancement**	172,1	182,2
- Remboursement du capital des emprunts	26,0	20,8
= **Epargne Disponible**	146,2	161,4
+ Recettes d'Equipement	37,4	37,8
- Dépenses d'Equipement	165,9	197,2
= **Besoin de Financement**	17,7	2,0
+ Emprunt	-	-
= **Résultat de l'exercice**	17,7	2,0
+ Résultat à la fin de l'exercice précédent	107,8	125,5
= **Résultat global**	125,5	127,5

Ce résultat reporté favorisera l'autofinancement des investissements et donc les grands projets engagés.

Résultat temporaire du compte de gestion 2018 du Département dans le cadre de la contractualisation

Selon les directives de la DGCL et de la DGFIP, il existe plusieurs méthodes pour évaluer le retraitement des dépenses de transport. Le Département a choisi de les évaluer selon les dépenses réelles de fonctionnement apparaissant au compte administratif 2017, réévaluées en valeur 2018.

Le Département reste en attente de la réponse des services du Préfet.

Evaluation du Compte de gestion 2018

Budget Principal	CA 2017	CA 2018
DRF brutes (Comptes Administratifs)	**644 354 576**	**601 795 280**
évolution		***-6,6%***
retraitement des amortissements (chap 68)	4 460 172	550 000
retraitement des reversements de recettes (chap 014)	46 167 689	30 834 121
retraitement des remboursements sur dépenses de personnel (Chap 013)	3 712 344	4 419 210
Dépenses AIS	126 377 696	129 002 421
Plafonnement des dépenses AIS à 2,0 %		128 905 250
retraitement retenu		-97 170
DRF au sens de la LPFP	**590 014 371**	**565 894 779**
		-4,09%
Retraitements / Phase 1		
retraitement des dépenses de transport transférées à AURA (base : CA 2017)	28 561 930	28 904 673
retraitement des dépenses MNA		
Nombre de MNA réels au 31/12	224	349
Coût des MNA 2018 au forfait de 40 000 €		13 960 000
Plafonnement: Coût des MNA 2017 + 1,2 %		9 067 520
Retraitement retenu		4 892 480
DRF retraitées (phase 1)	**590 014 371**	**589 906 972**
évolution		***0,0%***
plafonnement des DRF 2018		**597 094 543**
	pénalité 1	**-**

Evaluation du Compte de gestion 2018

Ainsi, le Département a respecté l'objectif sur les dépenses de fonctionnement. Il est attendu un courrier de l'Etat pour le confirmer.

Concernant l'objectif relatif à la maîtrise de l'endettement, le Département n'ayant pas emprunté en 2018, il a respecté, de fait, son objectif contractuel.

Présentation graphique du Compte Administratif 2018 du Budget Principal

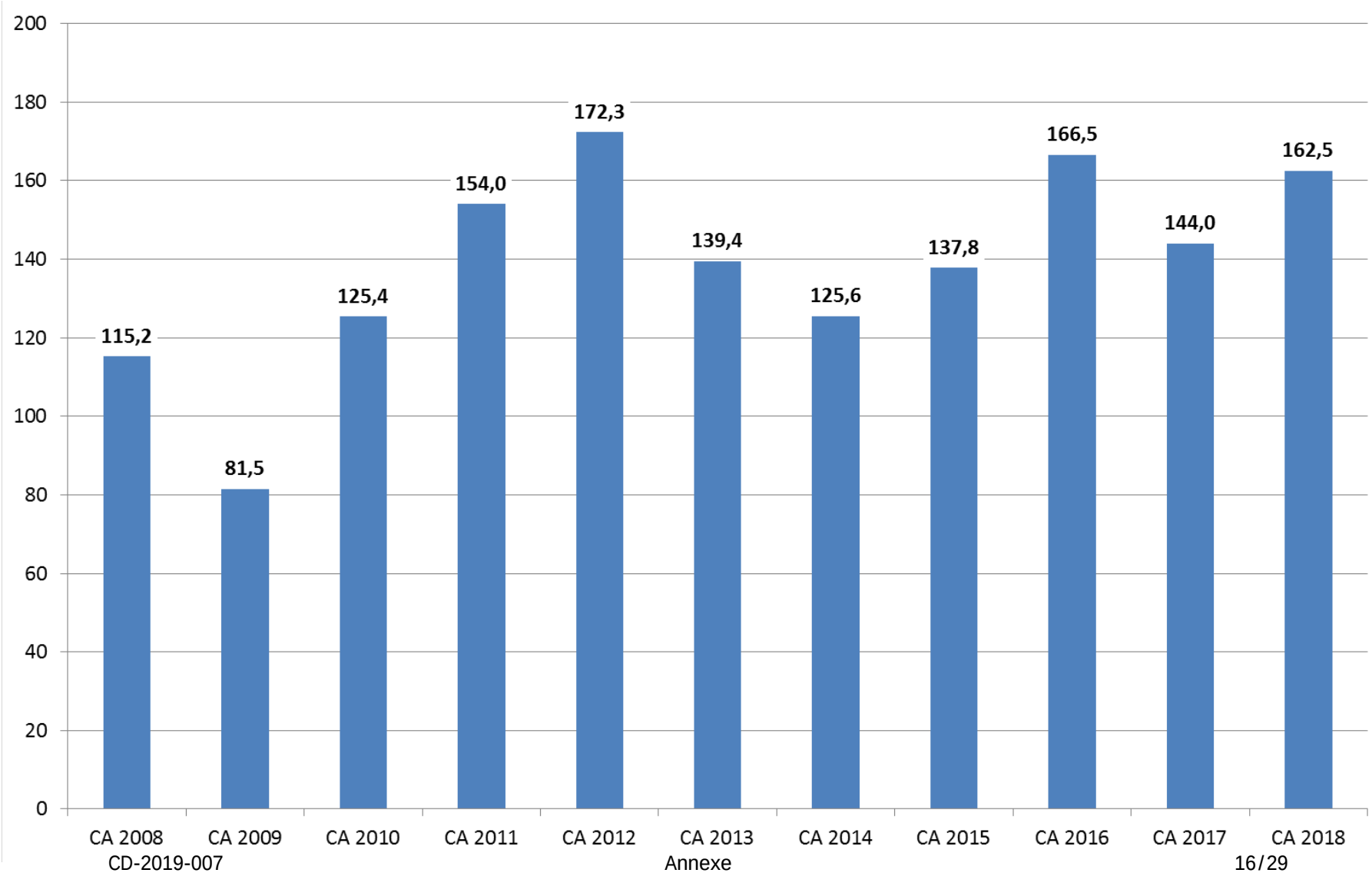
Méthodologie pour les graphiques suivants

Pour obtenir l'analyse financière ci-après, des retraitements ont été effectués :

- Les doubles écritures, équilibrées en dépenses et en recettes, liées aux crédits revolving, ont été neutralisées pour 4,667 M€,
- Elle n'intègre pas les opérations d'ordre, équilibrées également en dépenses et en recettes,
- La Compensation Financière Genevoise perçue en fonctionnement est retraitée en investissement, pour plus de lisibilité, pour la partie dédié au financement de projets d'investissement (18 M€ en 2018).
- Le produit des cessions a été intégré en investissement pour 1,8 M€ et non en fonctionnement, comme le prévoit la M52 (en effet, la M52 prévoit l'inscription des cessions en investissement en prévision et en fonctionnement lors de la réalisation).

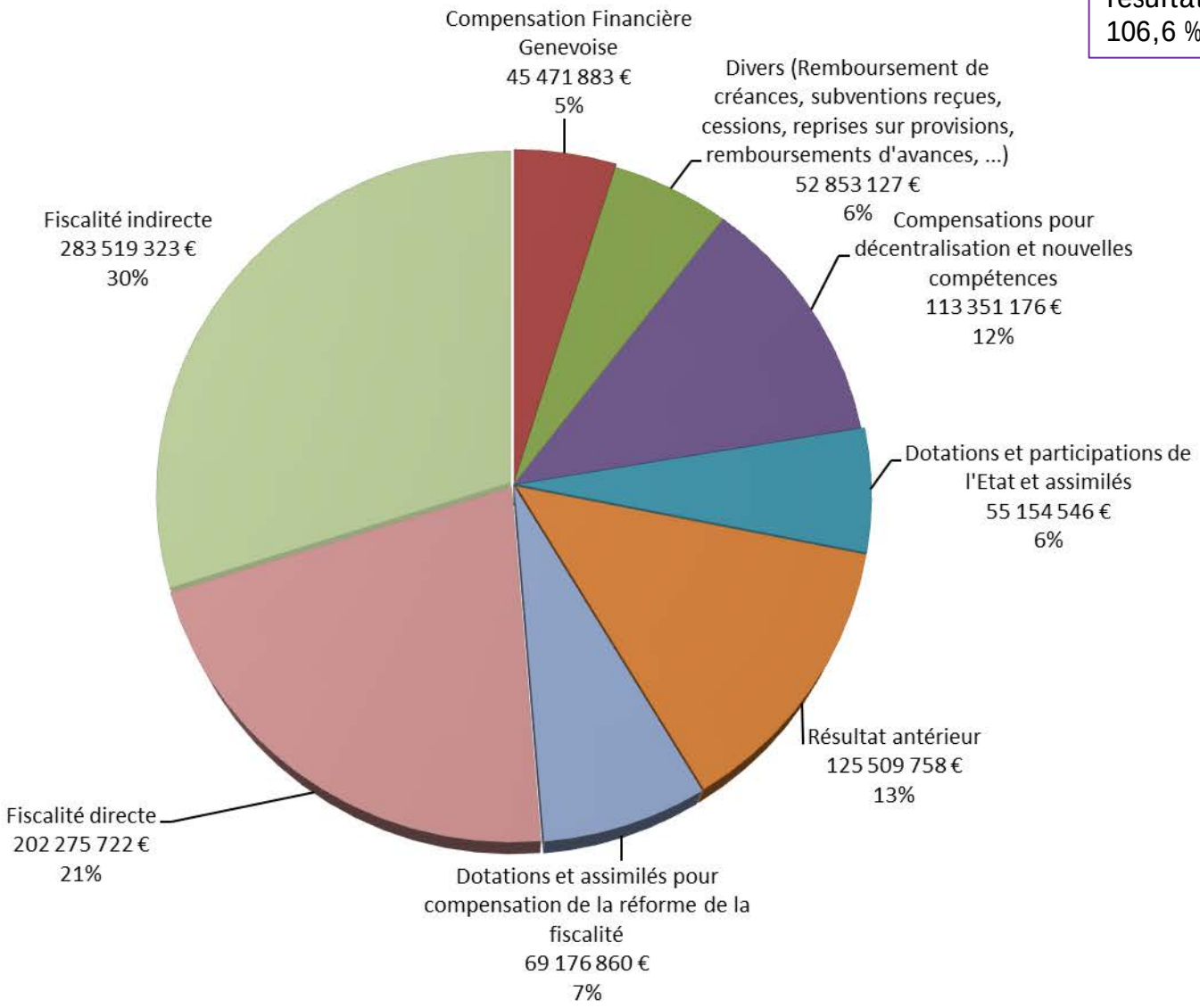
Evolution de l'autofinancement

L'épargne brute, appelée également autofinancement, représente le solde entre les recettes et dépenses de fonctionnement. Elle permet de rembourser la dette et de financer les investissements.



Structure des recettes globales : 947,312 M€ (2017 : 942,369 M€)

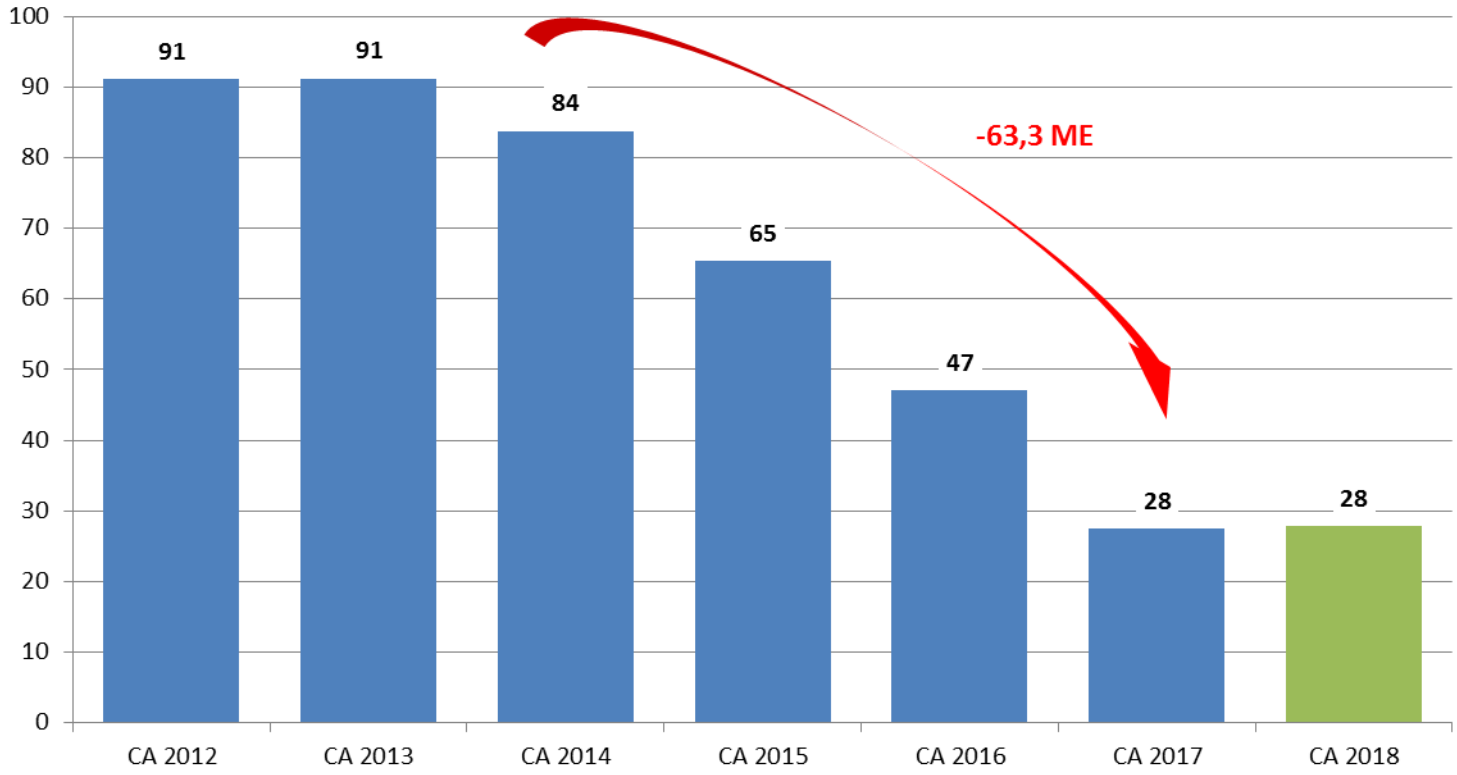
Le taux d'exécution des recettes (hors dette et résultat antérieur) est de 106,6 % en 2018



Stabilisation de la DGF après 4 années de baisse

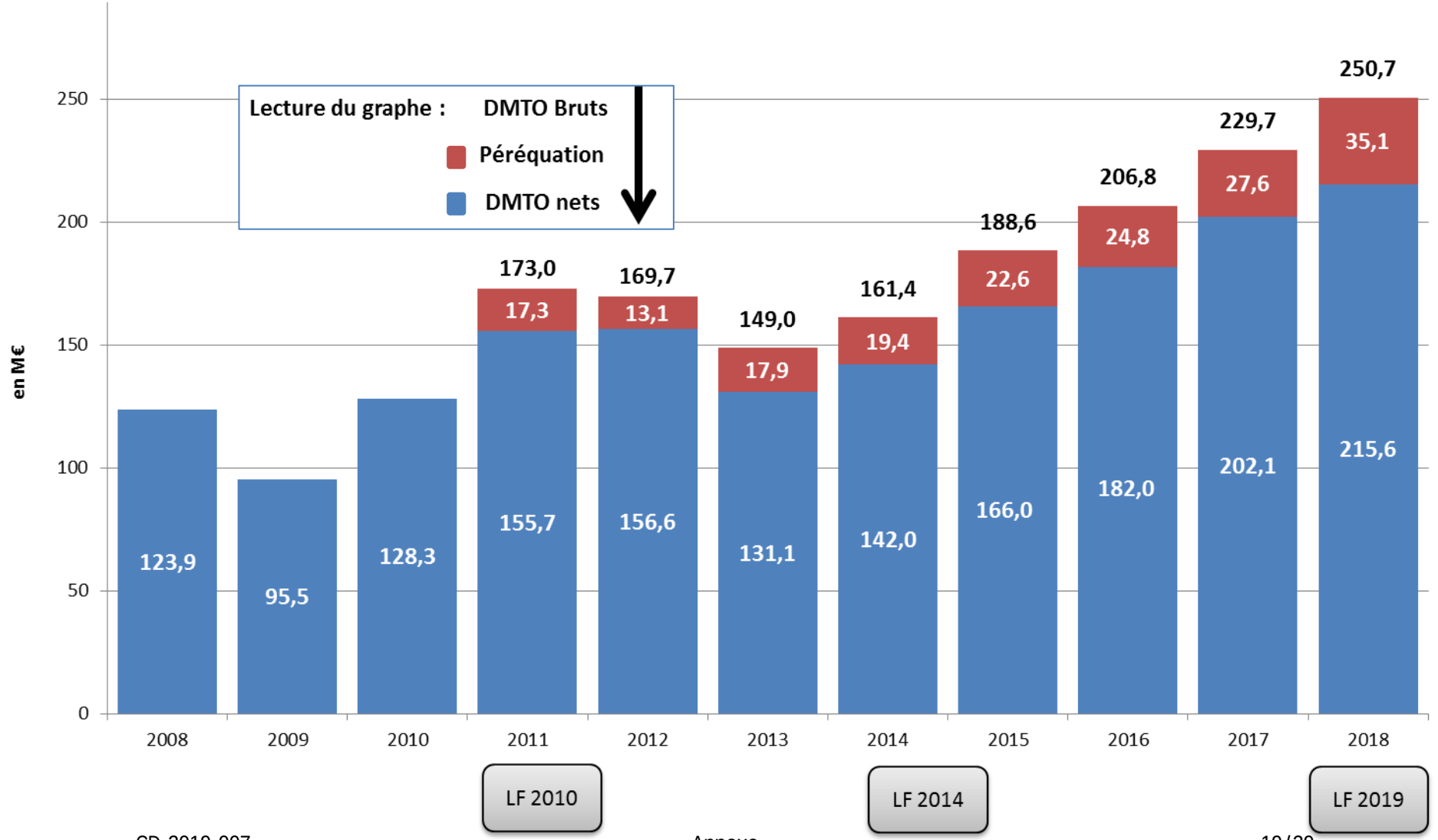
Entre 2011 et 2013, la DGF est stable, puis elle subit l'impact du "Pacte de confiance et responsabilité" en 2014, pour enfin chuter sous les effets du "Pacte de Stabilité et de croissance 2014-2017" traduit dans la contribution des collectivités locales à la résorption du déficit public dans les lois de finances entre 2015 et 2017.

La loi de programmation des finances publiques 2018-2022 n'a pas prévu de nouvelle baisse des concours aux collectivités, mais a privilégié la contractualisation autour d'un objectif de maitrise des dépenses de fonctionnement.



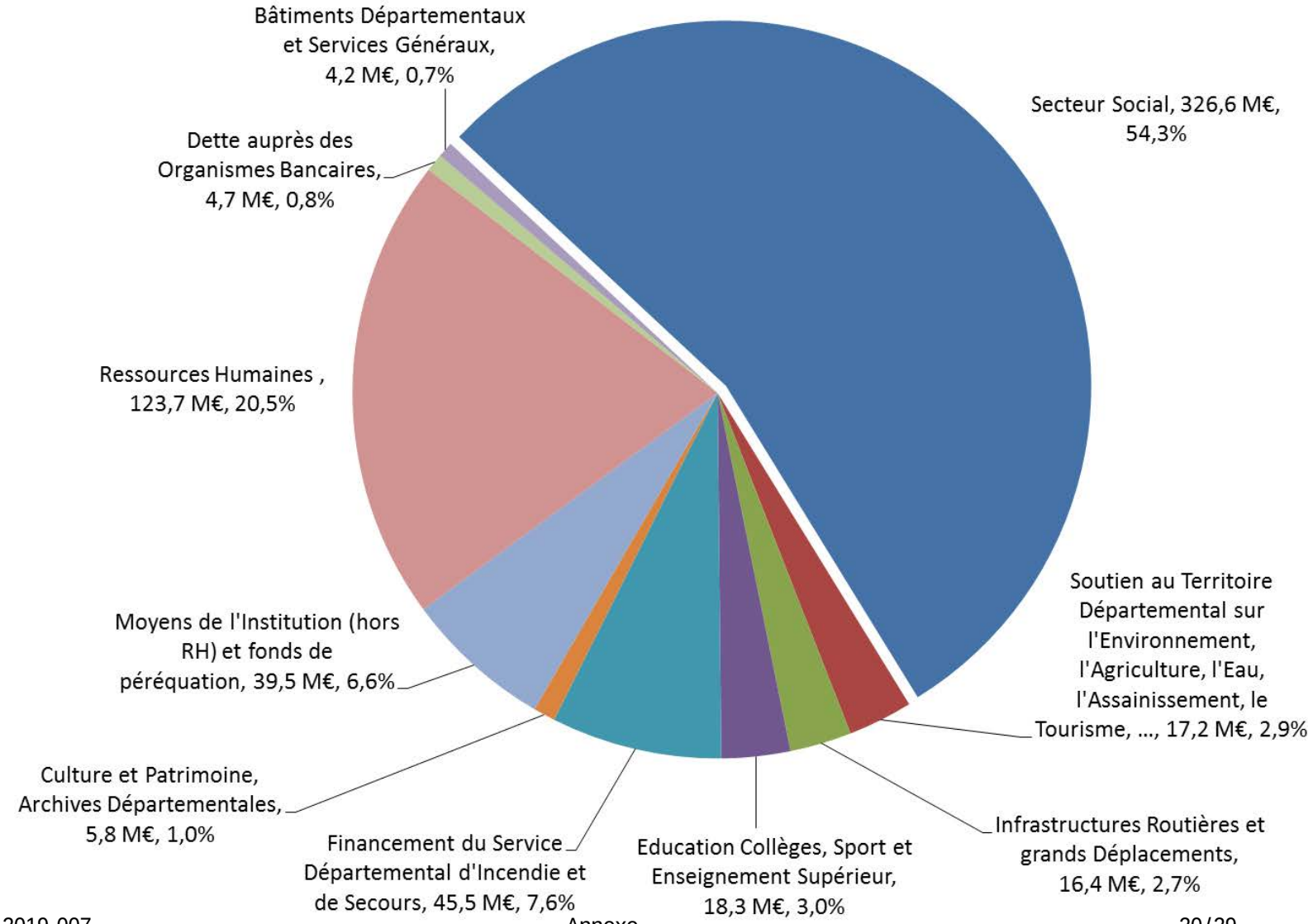
Les DMTO, ressource volatile et dynamique

Les mécanismes de péréquation ont ponctionné chaque année depuis leur création en 2011, entre 8 et 12 % du produit. Pour une meilleure information, la péréquation est affectée à l'exercice sur lequel elle est calculée. En réalité, elle est versée l'année suivante.

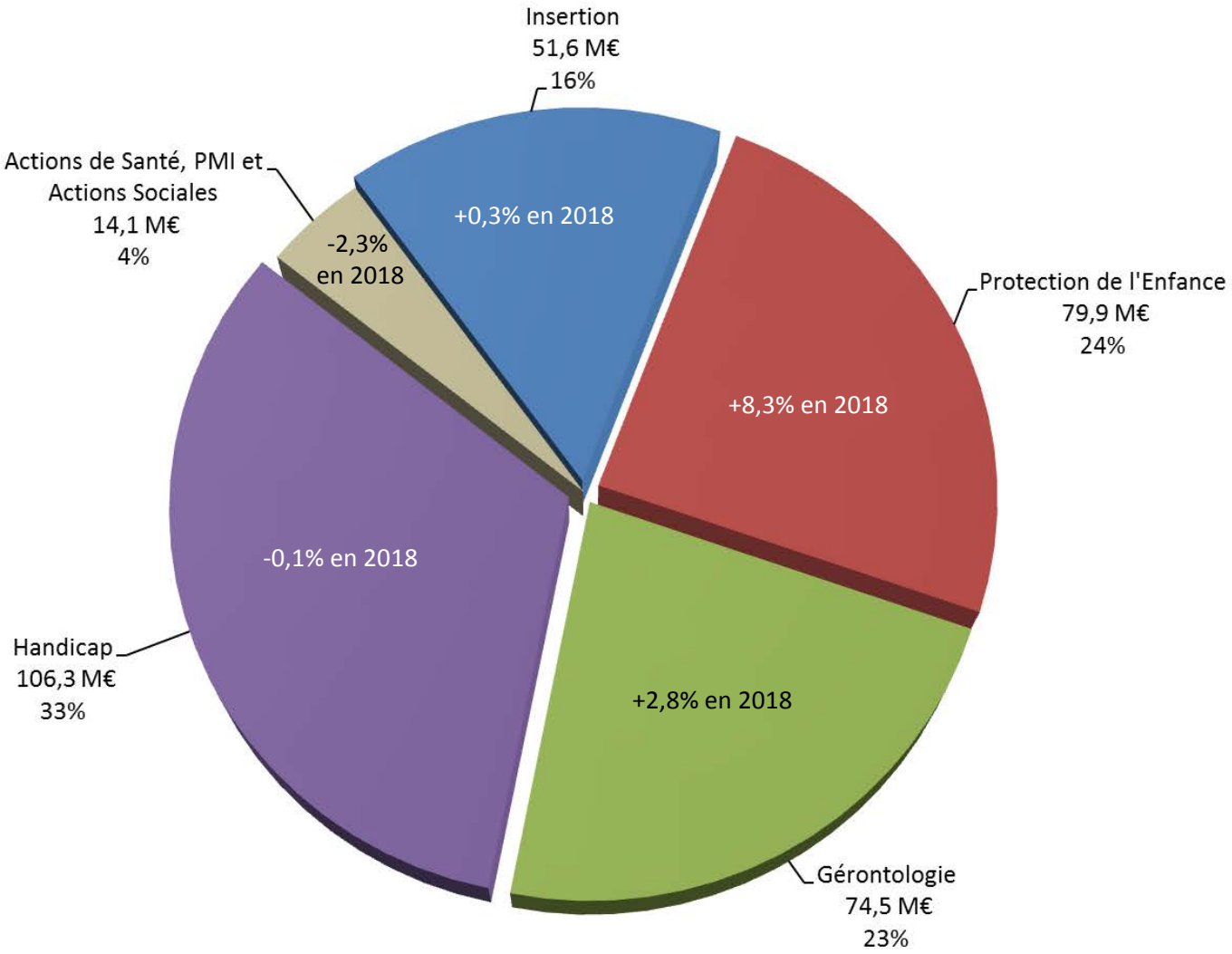


Structure des dépenses de fonctionnement : 601,795 M€ (2017 : 625,056 M€)

Le taux d'exécution des dépenses de fonctionnement (hors dette) est de 96,15 % en 2018



Focus : les dépenses sociales (fonctionnement) : 326,6 M€ (2017 : 318,7 M€)

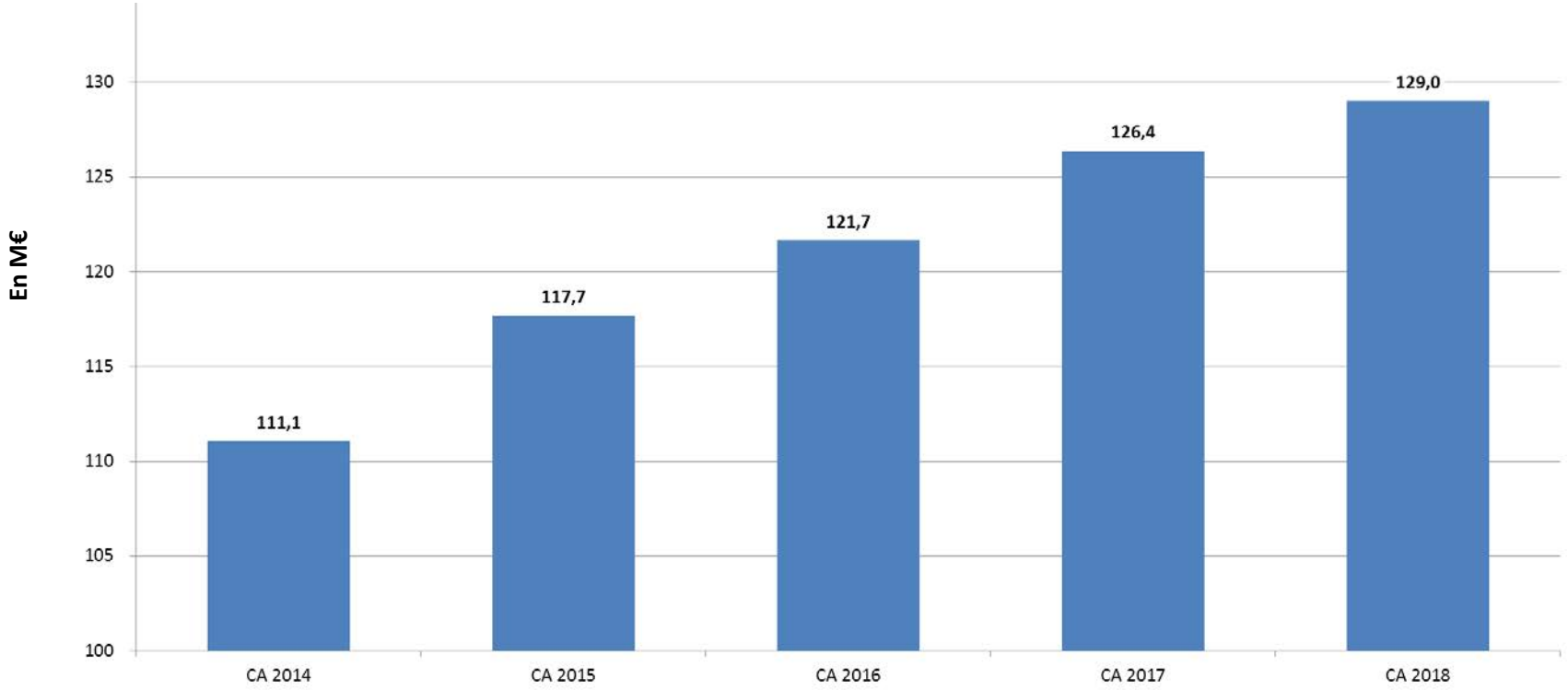


Evolution des Allocations Individuelles de Solidarité : 129,0 M€

L'évolution des **3** AIS financées par le Département a été moins forte en 2018, à + 2,1 %, par comparaison avec les taux d'évolution de 2017 (+ 3,9 %) et 2016 (+ 3,4 %), en raison de la décélération des dépenses rSa :

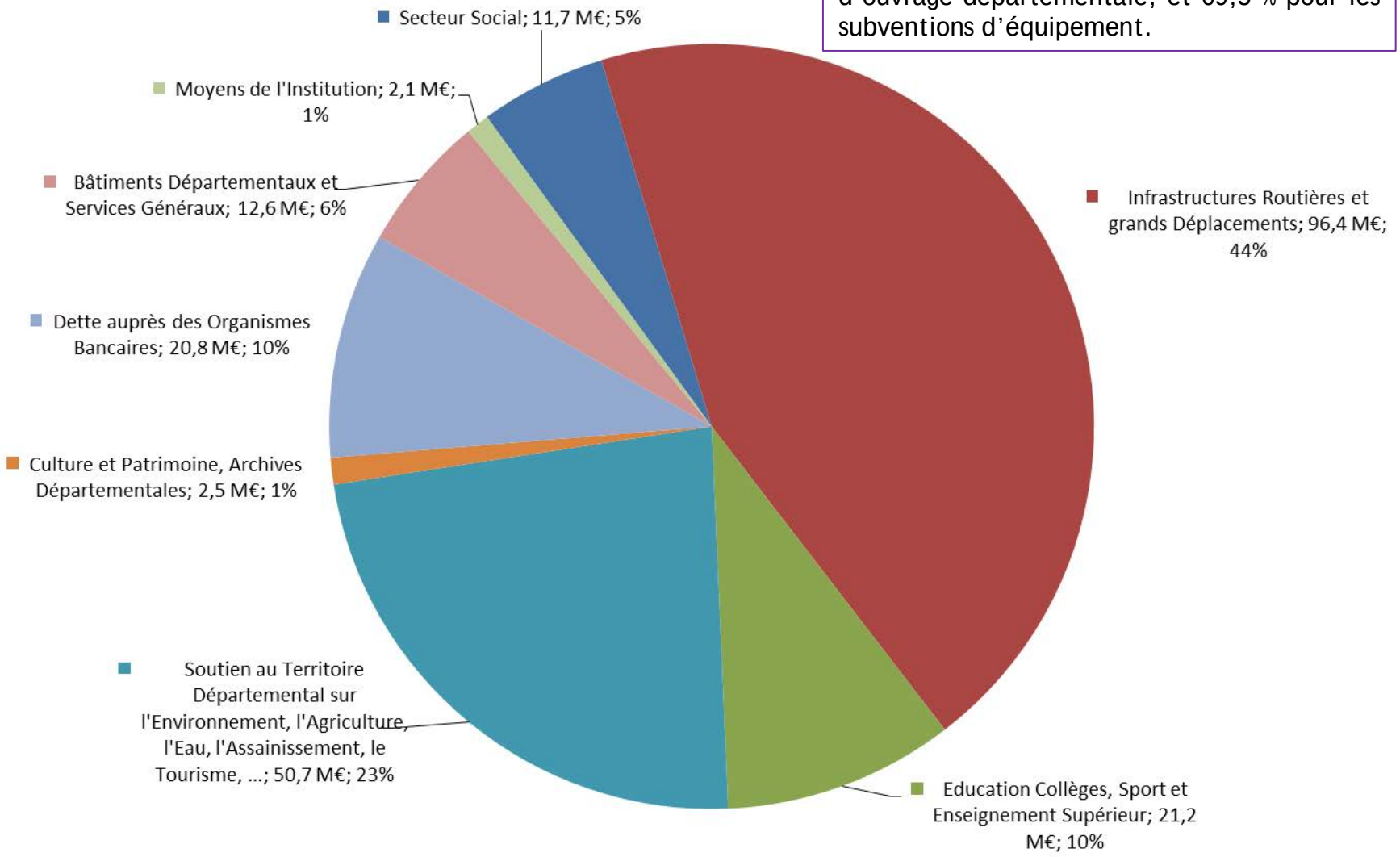
- ► Insertion : les dépenses liées au **rSa** (socle et majoré) : 45,5 M€, + 0,5 % (2017 : + 2,7 %), pour 8 167 bénéficiaires à fin 2018 (7 846 en 2017, 8 019 en 2016),
- ► Gérontologie : les dépenses liées à l'**APA** : 56,1 M€, + 3,0 % (2017 : + 2,0 %), pour 12 953 personnes (12 515 en 2017, 12 184 en 2016),
- ► Handicap : les dépenses liées à la **PCH** : 27,4 M€, + 2,9 % (2017 : + 10,1 %), pour 3 060 personnes (2 945 en 2017, 3 656 en 2016), dont 550 enfants à fin 2018 (507 en 2017, 554 en 2016).

Le reste à charge est quasi stable à 43,9 M€ (44,7 M€ en 2017).



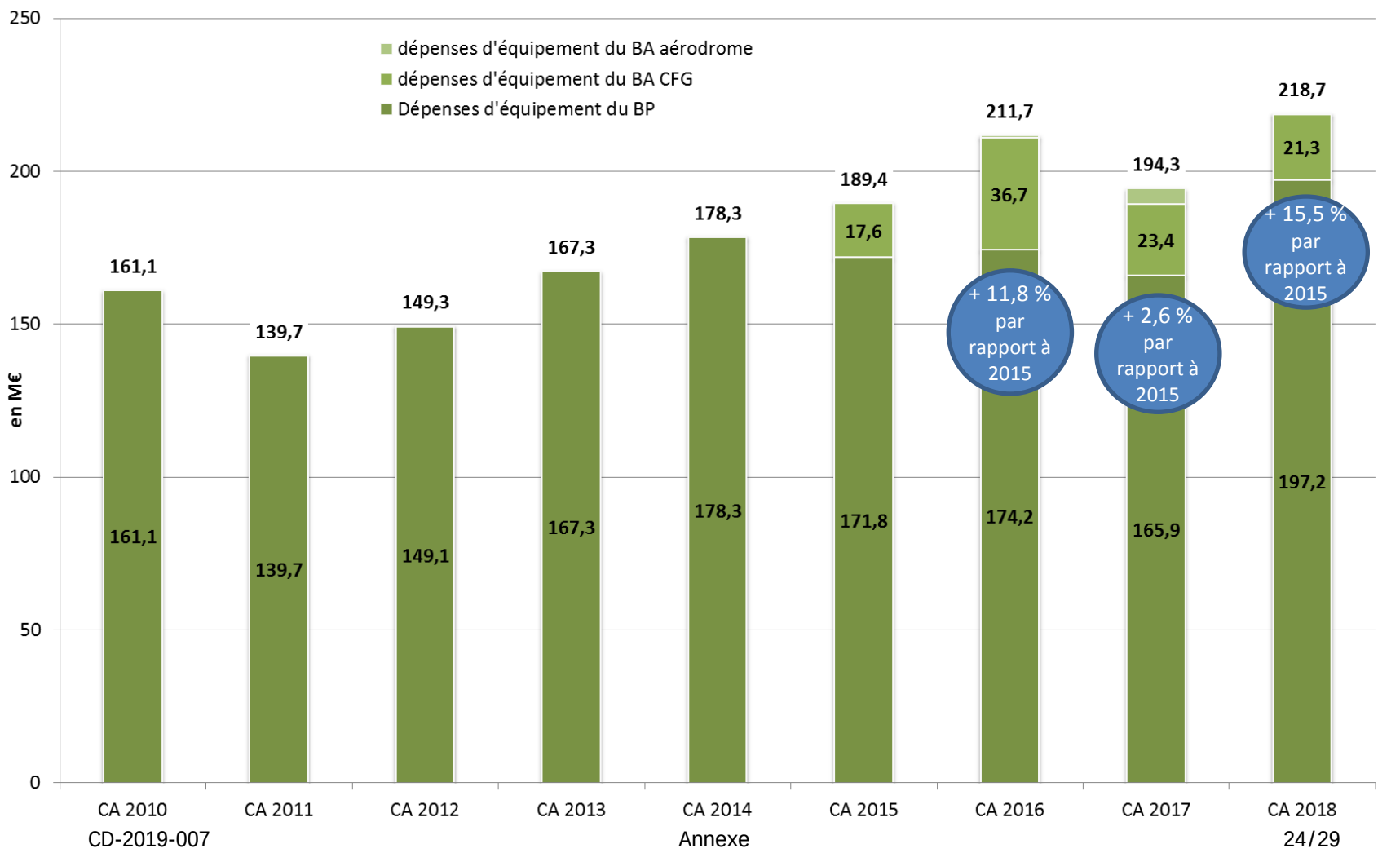
Structure des dépenses d'investissement : 218,0 M€ (2017 : 191,8 M€)

Les taux d'exécution sont de 88,6 % pour les dépenses concernant les projets en maîtrise d'ouvrage départementale, et 69,5 % pour les subventions d'équipement.



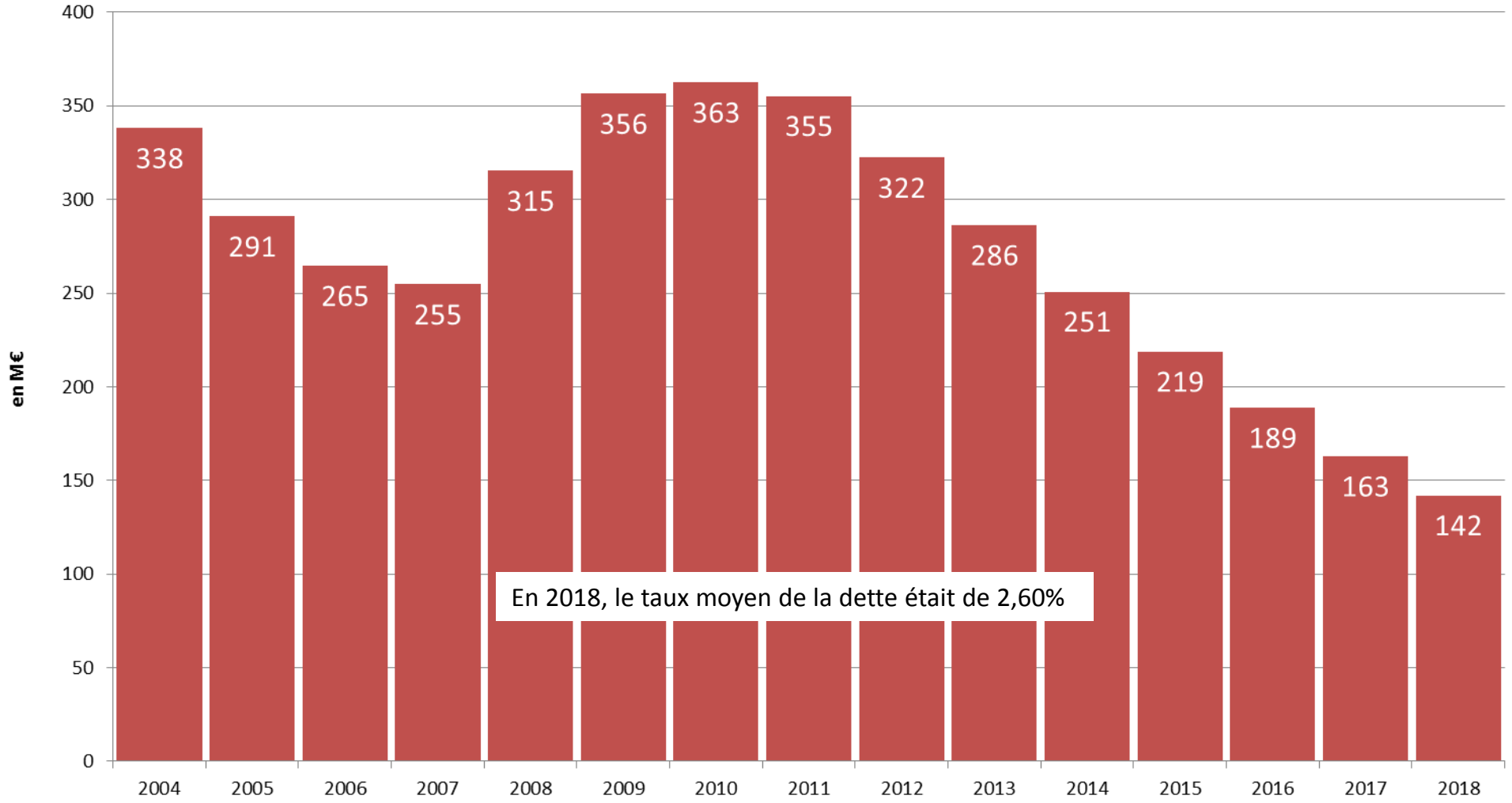
Evolution des dépenses d'investissement (hors dette)

En 2018, il faut tenir compte du budget annexe de la Compensation Financière Genevoise, qui a enregistré pour 21,3 M€ de dépenses à destination de tiers. Ces dépenses étaient, avant 2015, comptabilisées sur le budget principal.



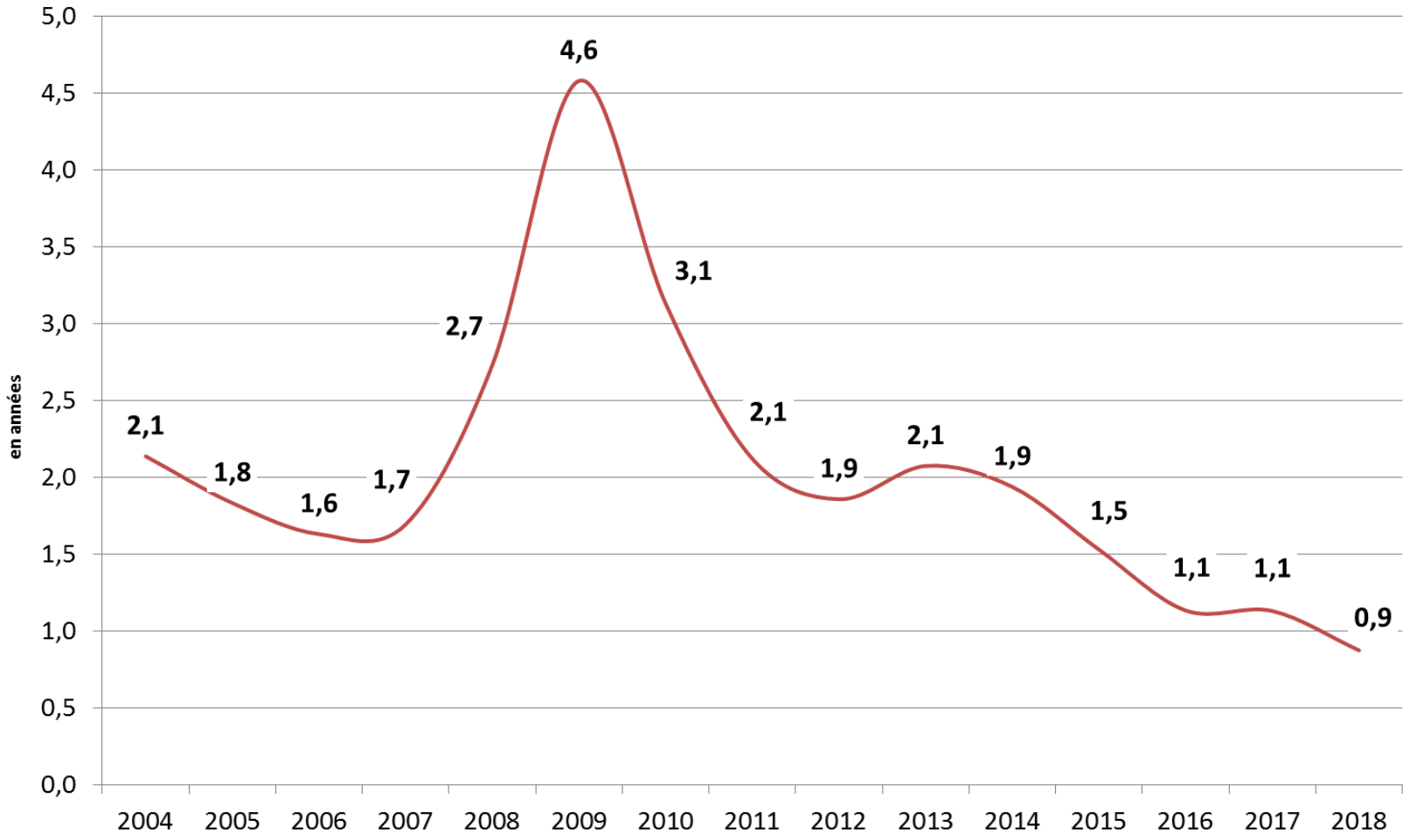
Evolution de l'encours de dette

Fin 2018, l'encours de dette du Département se situe à 142 M€ (174 € / habitant), soit un désendettement de 21 M€ par rapport à 2017. A fin 2017, la moyenne pour la strate des départements de 500 000 à 1 000 000 habitants était de de 504 € / habitant (source : données SFL Forum). Le Département de la Haute-Savoie dispose du plus faible endettement de la strate.



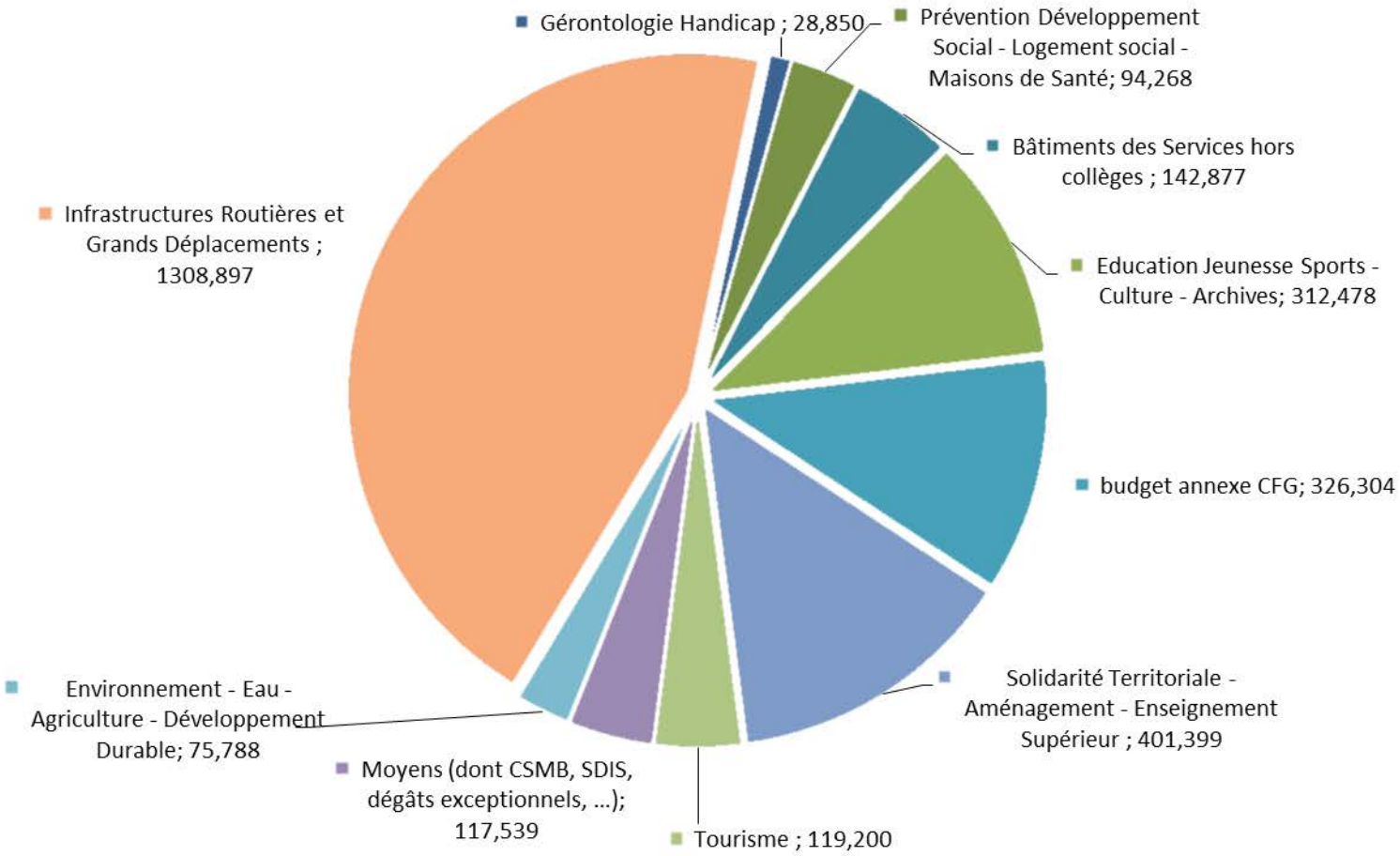
Evolution de la capacité de désendettement

La capacité de désendettement mesure le nombre d'années nécessaire pour rembourser la dette si le Département lui affectait la totalité de son épargne brute.



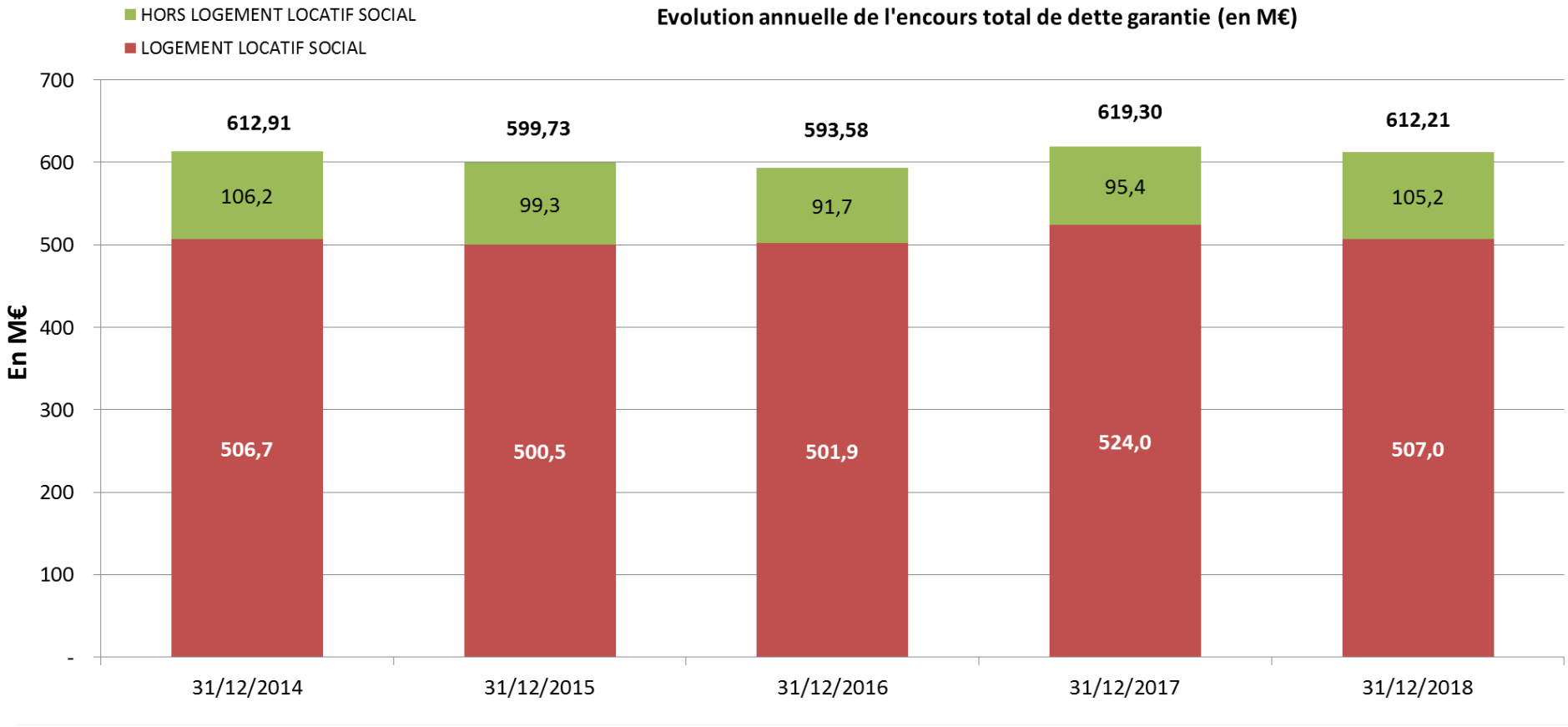
Des projets d'investissements à financer

La capacité de désendettement favorable et le désendettement mené depuis 2011 donneront au Département la possibilité de financer nos grands projets d'investissements. Au terme d'un travail de prospective réalisé en 2018, ce sont des projets estimés pour environ 2,928 milliards d'euros sur les 10 prochaines années qui ont été identifiés, pour lesquels 1,143 Milliards d'euros de recettes dédiées sont prévues, et qui se répartissent ainsi (montants en millions d'euros) :



Evolution de l'encours de dette garantie

Fin 2018, l'encours de dette garantie du Département se situe à 612 M€. Sur ce montant, 507 M€ concernent des garanties pour des logements locatifs sociaux, principalement sur des dispositifs PLAI, PLUS et PLS.



DÉPARTEMENT DE LA HAUTE-SAVOIE

Direction Générale des Services
Pôle Finances et Conseil en Gestion

T / 04 50 33 50 44

hautesavoie.fr

haute savoie
le Département

Extrait des Procès-Verbaux des Séances du Conseil départemental

SEANCE DU 27 MAI 2019

n° CD-2019-008

RAPPORTEUR : **M. MUDRY**

OBJET : **APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2018 DU BUDGET ANNEXE DE L'AERODROME**

Le Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoqué le 13 mai 2019 s'est réuni en séance publique, à l'Hôtel du Département à Annecy sous la présidence de :

Mme Françoise CAMUSSO, 1ère Vice-Présidente du Conseil départemental

Présent(e)s :	
Vice-Président(e)s :	M. MUDRY, Mme TOWNLEY-BAZAILLE, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. PEILLEX, Mme LEI, M. BOCCARD
Autres membres :	Mme BOUCHET, Mme DULIEGE, Mme GAY, Mme GONZO-MASSOL, Mme MAHUT, Mme METRAL, Mme REY, Mme TEPPE-ROGUET, Mme TERMOZ, M. AMOUDRY, M. BARDET, M. BAUD, M. BAUD-GRASSET, M. DAVIET, M. EXCOFFIER, M. MORAND, M. PACORET, M. PUTHOD, M. RUBIN
Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)	
Mme DION à Mme MAHUT, Mme LHUILLIER à M. PUTHOD	
Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :	
Mme DUBY-MULLER, M. CHAVANNE, M. MONTEIL	

Quorum et Délégations de vote vérifiés			
Membres en exercice :	**34**	**A l'unanimité**	
Présents :	**29**	**Voix Pour**	**31**
Représenté(e)(s) :	**2**	**Voix contre**	**0**
Suffrages Exprimés :	**31**	**Abstention(s)**	**0**

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n° CD-2012-0716 du 19 novembre 2012 confiant la Délégation de Service Public (DSP) de l'aérodrome d'Annecy-Meythet à la SNC Lavallin SAS,

Vu la délibération n° CD-2014-0810 du 17 novembre 2014 prenant acte de la cession d'actionnariat de la SNC Lavallin SAS à la SNC Lavallin Aéroports,

Vu la délibération n° CD-2016-0889 du 5 décembre 2016 prenant acte de la cession d'actionnariat au profit de la SAS Edeis,

Vu la délibération n° CD-2017-096 du 12 décembre 2017 adoptant le Budget Primitif 2018 du budget annexe de l'aérodrome,

Vu la délibération n° CD-2018-017 du 14 mai 2018 d'affectation des résultats 2017,

Vu la délibération n° CD-2018-028 du 14 mai 2018 adoptant le Budget Supplémentaire 2018 du budget annexe de l'aérodrome,

Vu la délibération n° CD-2018-063 du 5 novembre 2018 adoptant la Décision Modificative n° 2 2017 du budget annexe de l'aérodrome,

Vu l'avis favorable émis par la 8ème Commission Finances, Ressources Humaines, Administration Générale, lors de sa réunion du 8 avril 2019,

La situation comptable du budget annexe de l'Aérodrome du Département, à la clôture de l'exercice 2018, se présente comme indiqué ci-dessous :

	Mandats émis	Titres émis	RESULTAT DE L'EXERCICE	Reprise des résultats antérieurs	RESULTAT OU SOLDE
TOTAL DU BUDGET	**680 610,52**	**1 571 627,27**	**891 016,75**	**-259 728,23**	**631 288,52**
Investissement	507 804,36	1 028 841,36	521 037,00	- 462 961,89	58 075,11
Exploitation	172 806,16	542 785,91	369 979,75	203 233,66	573 213,41

Les opérations réelles de l'exercice, c'est-à-dire celles ayant effectivement donné lieu à décaissement ou encaissement, ressortent à :

	DEPENSES REELLES	RECETTES REELLES
TOTAL DU BUDGET	**245 296,27**	**1 136 313,02**
SECTION D'INVESTISSEMENT	159 258,44	702 517,61
SECTION D'EXPLOITATION	86 037,83	433 795,41

Section d'exploitation

Les recettes réelles d'exploitation, qui s'élèvent à **433 795,41 €**, comprennent la redevance versée par le délégataire pour **409 274 €**, correspondant pour 1 000 € à la part fixe et pour 408 274 € à la part variable.

On retrouve encore **6 632 €** de dotation générale de décentralisation (DGD) en provenance de l'Etat en compensation de la délégation de compétence de l'Aérodrome et **1 113 €** au titre du remboursement de la taxe foncière par le délégataire. Enfin, des pénalités de retard dans le cadre du marché pour les travaux de voirie ont été perçues pour **16 776,41 €.**

Le produit net versé par le délégataire est positif de 328 128,81 €, compte tenu de la contribution forfaitaire du Département de 81 145,19 €.

Les dépenses réelles d'exploitation pour **86 037,83 €** se décomposent ainsi la contribution forfaitaire du Département au délégataire pour **81 145,19 €**, la taxe foncière (1 113 €) et des dépenses d'entretien des bâtiments et des espaces verts (3 779,64 €).

Section d'investissement

Les recettes réelles d'investissement de **702 517,61 €** correspondent à :

- l'affectation du résultat de 2017 pour **462 961,89 €,**
- un reversement de TVA par le délégataire sur les opérations d'investissement réalisées pour **239 555,72 €**,

Les dépenses réelles d'investissement pour **159 258,44 €** concernent principalement des travaux dont 96 192,70 € pour les travaux de voirie (taxiways, parkings avions,…) et 24 362,84 € pour les bâtiments (rénovation armoire électrique, mise en conformité bacs à graisse,…).

On retrouve encore l'acquisition de matériels (tondeuse et broyeur) pour **34 800,00 €** et des études (diagnostic amiante) pour **3 902,90 €**.

L'analyse des dépenses et recettes du budget annexe de l'Aérodrome étant arrivée à sa fin, il est demandé à l'Assemblée de bien vouloir délibérer et adopter le Compte Administratif du budget annexe de l'Aérodrome et l'ensemble des annexes pour l'exercice 2018.

Il est demandé à l'Assemblée départementale de bien vouloir délibérer et statuer.

Le Conseil départemental,
après en avoir délibéré,
à l'unanimité,

APPROUVE le Compte Administratif du budget annexe de l'Aérodrome et l'ensemble de ses annexes pour l'exercice 2018.

Délibération télétransmise en Préfecture
le 03 juin 2019,
Publiée et certifiée exécutoire
le 05 juin 2019,
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
Signé, Pour le Président,
Le Vice-Président du Conseil départemental,
Raymond MUDRY

haute savoie
le Département

Extrait des Procès-Verbaux des Séances du Conseil départemental

SEANCE DU 27 MAI 2019

n° CD-2019-009

RAPPORTEUR : **M. MUDRY**

OBJET : **APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2018 DU BUDGET ANNEXE DE LA COMPENSATION FINANCIERE GENEVOISE**

Le Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoqué le 13 mai 2019 s'est réuni en séance publique, à l'Hôtel du Département à Annecy sous la présidence de :

Mme Françoise CAMUSSO, 1ère Vice-Présidente du Conseil départemental

Présent(e)s :	
Vice-Président(e)s :	M. MUDRY, Mme TOWNLEY-BAZAILLE, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. PEILLEX, Mme LEI, M. BOCCARD
Autres membres :	Mme BOUCHET, Mme DULIEGE, Mme GAY, Mme GONZO-MASSOL, Mme MAHUT, Mme METRAL, Mme REY, Mme TEPPE-ROGUET, Mme TERMOZ, M. AMOUDRY, M. BARDET, M. BAUD, M. BAUD-GRASSET, M. DAVIET, M. EXCOFFIER, M. MORAND, M. PACORET, M. PUTHOD, M. RUBIN
Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)	
Mme DION à Mme MAHUT, Mme LHUILLIER à M. PUTHOD	
Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :	
Mme DUBY-MULLER, M. CHAVANNE, M. MONTEIL	

Quorum et Délégations de vote vérifiés			
Membres en exercice :	**34**	**A l'unanimité**	
Présents :	**29**	**Voix Pour**	**31**
Représenté(e)(s) :	**2**	**Voix contre**	**0**
Suffrages Exprimés :	**31**	**Abstention(s)**	**0**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.1111-10,

Vu l'arrêté du 21 décembre 2015 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M.52 des Départements et de leurs établissements publics administratifs,

Vu le Contrat de Plan Etat Région 2007-2013 signé le 20 mars 2007,

Vu le Contrat de Plan Etat Région 2015-2020 signé le 11 mai 2015,

Vu la délibération n° CD-2015-032 du 6 juillet 2015 créant le budget annexe de la Compensation Financière Genevoise,

Vu la délibération n° CD-2015-033 du 6 juillet 2015 adoptant le règlement des autorisations d'engagement et des Crédits de Paiement du budget annexe de la Compensation Financière Genevoise,

Vu la délibération n° CD-2017-097 du 12 décembre 2017 adoptant le Budget Primitif 2018 du budget annexe de la Compensation Financière Genevoise,

Vu la délibération n° CD-2018-017 du 14 mai 2018 d'affectation des résultats 2017,

Vu la délibération n° CD-2018-029 du 14 mai 2018 adoptant le Budget Supplémentaire 2018 du budget annexe de la Compensation Financière Genevoise,

Vu la délibération n° CD-2018-064 du 5 novembre 2018 adoptant la Décision Modificative n° 2 2018 du budget annexe de la Compensation Financière Genevoise,

Vu l'avis favorable émis par la 8ème Commission Finances, Ressources Humaines, Administration Générale, lors de sa réunion du 8 avril 2019,

Afin de respecter les précisions apportées par l'instruction M.52 sur la comptabilisation de la Compensation Financière Genevoise (CFG), et de développer la lisibilité de l'utilisation de la Compensation financière Genevoise vis-à-vis du Canton de Genève, le Département a créé le 6 juillet 2015 un budget annexe dédié à la CFG. Ce budget ne comporte qu'une section de fonctionnement.

La situation comptable du budget annexe de la CFG du Département, à la clôture de l'exercice 2018, se présente comme indiqué ci-dessous :

	Mandats émis	Titres émis	Reprise des résultats antérieurs	Résultat ou solde
TOTAL DU BUDGET	**189 720 510,21**	**199 093 488,00**	**169 027 363,27**	**178 400 341,06**
Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonctionnement	189 720 510,21	199 093 488,00	169 027 363,27	178 400 341,06

Seules des écritures réelles figurent dans ce budget.

Les **recettes réelles de fonctionnement** pour **199,1 M€** correspondent à la 46ème tranche de Compensation Financière Genevoise reçue en décembre 2018.

Cette recette est en augmentation de + 7,5 %, c'est-à-dire de 14 M€.

Les **dépenses réelles de fonctionnement** pour **189,7 M€** se répartissent entre :

- les allocations directes versées aux communes et Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) pour **122,3 M€**,
- l'allocation directe versée au Département pour **27,5 M€**,
- des versements pour **21,9 M€** à différents partenaires pour des projets cofinancés dans le cadre du Fonds Départemental d'Investissements Structurants,
- des versements au budget principal du Département, pour le financement :
  - à hauteur de **10 M€** des Contrats Départementaux d'Avenir et de Solidarité,
  - à hauteur de **8 M€** de projets réalisés en maîtrise d'ouvrage départementale, dans le cadre du Fonds Départemental d'Investissements Structurants.

Parmi les projets majeurs en 2018, on retrouve principalement :

- dans la politique « Grands Déplacements » :
  - le projet CPER 2006-2010 du Léman Express (9,5 M€),
  - le projet CPER 2015-2020 de l'aménagement des gares du Léman Express et de passage sous-terrain (PASO) en gare d'Annemasse (3,6 M€),
  - les travaux concernant les Pôles d'Echanges Multimodaux (1,2 M€),
- dans la politique « Infrastructures Routières » :
  - les travaux de suppression des passages à niveau n° 90-91 à Reignier-Esery et n° 93 à Etrembieres (4,5 M€),
  - les travaux d'aménagement en rive droite de l'Arve - Contournement de Thyez-Marignier (1,3 M€),
  - des travaux sur les routes départementales / traversées d'agglomération (2,4 M€),
  - les indemnités de reclassements de voirie (1,3 M€) dans l'agglomération d'Annemasse,
  - les projets de Bus à Haut Niveau de Service sur la RD 1005 et la RD 1508 (1,4 M€),
- dans la politique Education, les travaux de restructuration du collège de Gaillard (1,8 M€),
- le financement des travaux d'aménagement de locaux départementaux : aménagement du site regroupant le Centre d'Equipement des Routes Départementales (CERD), le Parc, et l'Arrondissement de Thonon-les-Bains (0,6 M€).

Le **résultat de 178,4 M€** est à mettre en perspective des crédits inscrits sur les exercices 2019 et suivants. Il sera repris dans le Budget Supplémentaire 2019, avec son affectation équivalente en dépenses.

Il est demandé à l'Assemblée départementale de bien vouloir délibérer et statuer.

Le Conseil départemental,
après en avoir délibéré,
à l'unanimité,

APPROUVE le Compte Administratif du budget annexe de la Compensation Financière Genevoise et l'ensemble de ses annexes pour l'exercice 2018.

Délibération télétransmise en Préfecture
le 03 juin 2019,
Publiée et certifiée exécutoire
le 05 juin 2019,
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
Signé, Pour le Président,
Le Vice-Président du Conseil départemental,
Raymond MUDRY

haute savoie
le Département

Extrait des Procès-Verbaux des Séances du Conseil départemental

SEANCE DU 27 MAI 2019

n° CD-2019-010

RAPPORTEUR : **M. MUDRY**

OBJET : **CLOTURE DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT SOLDEES A LA FIN DE L'EXERCICE 2018**

Le Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoqué le 13 mai 2019 s'est réuni en séance publique, à l'Hôtel du Département à Annecy sous la présidence de :

M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental

Présent(e)s :	
Vice-Président(e)s :	Mme CAMUSSO, M. MUDRY, Mme TOWNLEY-BAZAILLE, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. PEILLEX, Mme LEI, M. BOCCARD
Autres membres :	Mme BOUCHET, Mme DULIEGE, Mme GAY, Mme GONZO-MASSOL, Mme MAHUT, Mme METRAL, Mme REY, Mme TEPPE-ROGUET, Mme TERMOZ, M. AMOUDRY, M. BARDET, M. BAUD, M. BAUD-GRASSET, M. DAVIET, M. EXCOFFIER, M. MORAND, M. PACORET, M. PUTHOD, M. RUBIN
Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)	
Mme DION à Mme MAHUT, Mme LHUILLIER à M. PUTHOD	
Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :	
Mme DUBY-MULLER, M. CHAVANNE	

Quorum et Délégations de vote vérifiés			
Membres en exercice :	**34**	**A l'unanimité**	
Présents :	**30**	**Voix Pour**	**32**
Représenté(e)(s) :	**2**	**Voix contre**	**0**
Suffrages Exprimés :	**32**	**Abstention(s)**	**0**

Vu la délibération n° CG-2002-114 du 18 mars 2002 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier,

Vu la délibération n° CD-2015-033 du 06 juillet 2015 adoptant le règlement des autorisations d'engagement et des Crédits de Paiement du budget annexe de la Compensation Financière Genevoise,

Vu l'avis favorable de la 8ème Commission Finances, Ressources Humaines, Administration Générale du 06 mai 2019.

L'ouverture des Autorisations de Programme (AP) et des Autorisations d'Engagement (AE) s'effectue par délibération du Conseil départemental lors d'une procédure budgétaire. Leurs modifications comme leur clôture doivent donc faire l'objet d'une délibération de l'Assemblée.

Pour une meilleure lisibilité de nos politiques, il est important de clôturer chaque année les Autorisations de Programme et les Autorisations d'Engagement soldées afin de ne conserver dans le stock que celles pour lesquelles des opérations sont en cours.

Le règlement financier précise que la clôture (d'une Autorisation de Programme ou d'Engagement) a lieu lorsque les opérations qu'elle était appelée à financer ont été abandonnées ou lorsque toutes les opérations engagées sont soldées. Elle est prononcée par décision de l'Assemblée départementale. Elle est définitive et interdit tout nouveau mouvement budgétaire ou comptable sur l'AP concernée (révision, affectation, engagement, mandatement).

Il est demandé à l'Assemblée départementale de bien vouloir délibérer et statuer.

Le Conseil départemental,
après en avoir délibéré,
à l'unanimité,

DECIDE, après consultation de l'ensemble des services du Département, de clôturer les Autorisations de Programme du budget principal ci-après :

Code AP	libellé	Millésime	TOTAL AP
01020006002	Ponts de la Caille / travaux	2009	1 125 000,00
01040001017	Electrification rurale SYANE 74 - 2018	2018	2 500 000,00
01040004011	Aides aux Cnes - CDAS	2012	18 000 000,00
01050006001	Dépôt de brevet jeu Lémaniquiz	2018	1 000,00
02021002020	Parc privé prog "Habiter Mieux" 2013 PO	2013	48 500,00
02021002021	Parc privé logement conventionné prog 2013 PB	2013	65 250,00
02021003034	Aide pour le logement des saisonniers prog 2017	2017	-
02030001017	Prêts au Personnel à la Construction 2017	2017	352 800,00

Code AP	libellé	Millésime	TOTAL AP
03020006024	Subvention d'équipement aux abattoirs	2017	120 000,00
03020008011	CSMB Agriculture	2017	1 687 000,00
03020008012	CSMB Agriculture Matériel études	2018	2 055 000,00
03020008013	CSMB Agriculture Bâtiments	2018	-
04031030042	Subv Rando-Projets EPCI - aide à aménagement	2016	19 264,00
04031030043	Subv Rando-Equip mobilier signa panneaux	2016	106 907,00
04032030026	Aménagement environnemental (Protection captage Douai et Fier,...)	2014	501 450,00
04032030045	Actions Rando en MO. 2018	2018	6 000,00
04050001010	Subventions Energie investissement	2015	65 726,00
04050001011	Subventions Energie Investissement 2016	2016	-
04050003009	Opération Xylocarbone	2014	49 814,00
04050003013	Actions expérimentales PCE	2015	50 000,00
04050003025	Acquisition de vélos	2018	15 000,00
04050003026	Autre matériel informatique	2018	4 000,00
04050003027	Acquisition composteurs collèges	2018	9 000,00
05010001008	Construction bibliothèque universitaire	2011	4 213 620,00
05010001010	Etudes MAPI	2016	100 000,00
05010001016	ESAAA - restructuration bibliothèque	2017	38 520,00
05010001020	Locaux accueil Papeteries Image Factory	2017	910 000,00
05010001021	Parking provisoire site universitaire Annecy-le-Vieux	2018	23 000,00
05010009007	CSMB Enseignement Matériel études	2018	105 500,00
05021001039	Accessibilité	2012	4 573 000,00
05021001047	Mise en conformité Légionnellose	2013	1 000 000,00
05021001052	Scionzier - logements	2014	1 329 523,00
05021001054	Etudes énergie	2014	186 725,00
05021001057	Restructuration collège Blanchard - Annecy	2014	5 827 000,00
05021001058	Extension collège Frangy	2014	6 150 000,00
05021001059	Bons-en-Chablais - extension	2014	2 999 896,00
05021001060	Faverges Logements restructuration	2014	2 674 070,00
05021001061	Reignier - Extension	2014	1 649 337,00
05021001063	Thonon Rousseau -restructuration	2014	5 750 000,00
05021001071	CRUSEILLES-Restructuration bâtiment administration et divers	2015	1 095 700,00
05021001074	ST-PAUL- Mises aux normes techniques et thermiques	2015	20 000,00

Code AP	libellé	Millésime	TOTAL AP
05021001080	Gros travaux 2015	2015	2 111 000,00
05021001085	Gros travaux 2016	2016	1 611 000,00
05021001086	Equipement collèges publics 2016	2016	1 245 000,00
05021001089	Sureté sécurité collèges publics	2016	1 038 000,00
05021001091	Signalétique collèges	2016	200 000,00
05021001102	Equipement collèges publics 2017	2017	1 001 000,00
05021001103	Etude nouveaux collèges	2017	21 000,00
05021001104	Sécurisation des abords	2017	2 000 000,00
05021001106	MEGEVE - restructuration bâtiment techno	2017	-
05021001108	BOEGE - restructuration réfectoire et agrandissement préau	2017	-
05021001117	Equipements informatiques collèges publics 2018	2018	1 242 000,00
05021001119	Travaux de câblages - collèges publiques	2018	146 000,00
05022001018	Equipement informatique privé 2018	2018	200 000,00
05022001019	Plan numérique - Collèges privés	2018	200 000,00
05022002016	Dotation investissement privé 2018	2018	2 100 000,00
07020001043	Acquisition de documents d'Archives	2018	50 000,00
07030001015	Acquisition de matériel et mobilier culturel	2018	10 000,00
07030002017	Equipements Culturels Structurants Subv. Cnes	2018	1 000 000,00
07030004027	Restauration Collections Seconde guerre mondiale	2018	15 000,00
07030009016	Restauration collections et œuvres d'art	2018	15 000,00
07050003004	Restauration archéologique	2015	46 000,00
07050003007	Restauration archéologique	2018	13 000,00
07090001006	CSMB Culture Matériel études	2017	136 000,00
07090001007	CSMB Culture Matériel études	2018	200 000,00
08030003012	Subvention Hôtellerie Familiale	2015	498 938,00
08030004026	Subvention centre de vacances Enfants et Ado	2015	571 878,00
08030004027	Subventions Hôtellerie de Plein Air	2015	177 382,00
08050002003	Plan Tourisme Montagne	2015	4 944 000,00
09010002017	Subv. aux particuliers pour production numérique	2016	255 000,00
09010002018	Subv. aux particuliers pour production numérique	2017	300 000,00
10010020022	Traitement d'itinéraire Réseau RD 2016	2016	15 000 000,00
10010020027	Compte d'avance marchés RD 2018	2018	4 000 000,00
10020003010	Contrat de Plan sous MO départementale	2006	34 779 779,00

Code AP	libellé	Millésime	TOTAL AP
10020003034	PN 65,66 participation études RFF	2018	-
10030001004	Etudes Construction voies nouvelles	2004	2 092 500,00
10040004015	Requalification des Matériels Roulants 2017	2017	300 000,00
10040004016	Requalification des Matériels Roulants 2018	2018	140 000,00
10040005019	Acquisition Matériels non roulant 2018	2018	220 000,00
10040006014	Acquisition matériels roulants 2016	2016	2 364 000,00
11030002017	Subvention RFF PASO - Gare d'Annemasse	2015	95 636,00
11030002019	Subvention RFF - Gares CEVA	2015	-
11030004002	Pôle Multimodal HT	2013	4 092,00
11030004008	Pôle Multimodal HT Annecy	2018	-
11030004009	Gare routière - PEM Annecy (HT)	2018	-
11030006003	Pôle Multimodal HT Cluses	2015	-
11030006006	Pôle Multimodal HT Cluses	2018	-
11030006007	Gare routière - PEM Cluses (HT)	2018	-
11030008003	Gare routière - PEM Bonneville (HT)	2018	-
12041005001	Subvention d'équipement au Secours populaire	2018	100 000,00
12041005002	Subvention d'équipement au Resto du Cœur	2018	25 000,00
12041005003	Subvention équipement au Secours catholique	2018	40 000,00
12063009007	Acquisition pour le Téléalarme (HT)	2018	25 000,00
12090003002	Constructions de Maisons de santé pluridisciplinaires	2013	400 000,00
13020001023	Bâtiments Voirie	2012	3 913 009,00
13020001029	Réparation Bâtiments voirie DR 2017	2017	200 000,00
13060005002	Auberge de Clermont HT	2013	12 431,00
13070004017	Matériel de transport	2018	135 000,00
13070008006	Cautions 2018	2018	15 000,00
13070009001	Construction Réhabilitation	2013	1 858 440,00
14010001022	Informatisation et équipements	2018	2 196 000,00
14010002015	Insertion avis pour marchés publics - jury	2017	140 000,00
14030001016	Acquisition de matériel communication	2018	15 000,00
14060005025	Avance opérateur voirie 2018	2018	1 500 000,00
14060005026	Avances sur marchés 2018	2018	1 800 000,00

DECIDE, après consultation de l'ensemble des services du Département, de clôturer les Autorisations de Programme du budget annexe aérodrome ci-après :

Code AP	Libellé	Millésime	Montant AP
09010008017	Acquisition de matériel	2015	280 000,00
09010008019	Travaux aérodrome 2016	2016	5 229 000,00

DECIDE, après consultation de l'ensemble des services du Département, de clôturer les autorisations d'engagement du budget annexe de la Compensation Financière Genevoise ci-après :

Code AE	Libellé	Millésime	Montant AE
14093001E003	Tranche 45	2017	-
10020003E001	Subvention RFF Etudes PN	2015	312 950,00
10030001E004	Traitement d'itinéraires secteur genevois	2016	3 000 000,00
10030010E002	Déviation de Pringy	2017	2 500 000,00

Délibération télétransmise en Préfecture
le 03 juin 2019,
Publiée et certifiée exécutoire
le 05 juin 2019,
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
Signé,
Le Président du Conseil départemental,
Christian MONTEIL

haute savoie
le Département

Extrait des Procès-Verbaux des Séances du Conseil départemental

SEANCE DU 27 MAI 2019

n° CD-2019-011

RAPPORTEUR : **M. MUDRY**

OBJET : **AFFECTATION DES RESULTATS 2018 DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES DE L'AERODROME ET DE LA COMPENSATION FINANCIERE GENEVOISE**

Le Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoqué le 13 mai 2019 s'est réuni en séance publique, à l'Hôtel du Département à Annecy sous la présidence de :

M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental

Présent(e)s :	
Vice-Président(e)s :	Mme CAMUSSO, M. MUDRY, Mme TOWNLEY-BAZAILLE, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. PEILLEX, Mme LEI, M. BOCCARD
Autres membres :	Mme BOUCHET, Mme DULIEGE, Mme GAY, Mme GONZO-MASSOL, Mme MAHUT, Mme METRAL, Mme REY, Mme TEPPE-ROGUET, Mme TERMOZ, M. AMOUDRY, M. BARDET, M. BAUD, M. BAUD-GRASSET, M. DAVIET, M. EXCOFFIER, M. MORAND, M. PACORET, M. PUTHOD, M. RUBIN
Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)	
Mme DION à Mme MAHUT, Mme LHUILLIER à M. PUTHOD	
Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :	
Mme DUBY-MULLER, M. CHAVANNE	

Quorum et Délégations de vote vérifiés			
Membres en exercice :	**34**	**A l'unanimité**	
Présents :	**30**	**Voix Pour**	**32**
Représenté(e)(s) :	**2**	**Voix contre**	**0**
Suffrages Exprimés :	**32**	**Abstention(s)**	**0**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le tome II de l'Instruction Budgétaire et Comptable M52 en vigueur au 1er janvier 2018 et notamment le chapitre 5,

Vu l'Instruction Budgétaire et Comptable M43 en vigueur au 1er janvier 2018 et applicable au budget annexe de l'Aérodrome,

Vu la délibération n° CG-2002-114 du 18 mars 2002 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier,

Vu la délibération n° CD-2019-007 du 27 mai 2019 adoptant le Compte Administratif 2018 du budget principal,

Vu la délibération n° CD-2019-008 du 27 mai 2019 adoptant le Compte Administratif 2018 du budget annexe de l'Aérodrome,

Vu la délibération n° CD-2019-009 du 27 mai 2019 adoptant le Compte Administratif 2018 du budget annexe de la Compensation Financière Genevoise,

Vu l'avis favorable de la 8ème Commission Finances, Ressources Humaines, Administration Générale du 6 mai 2019,

BUDGET PRINCIPAL

L'arrêté des comptes 2018 du budget principal a permis de dégager un résultat global de 127 539 488,38 € se décomposant en :

- un excédent de 259 005 306,03 € au titre de la section de fonctionnement et,
- un besoin de financement de 131 465 817,65 € au titre de la section d'investissement.

Conformément à l'Instruction Budgétaire et Comptable M 52, après constatation du résultat de fonctionnement, l'Assemblée délibérante peut affecter ce résultat, s'il est excédentaire, en tout ou partie au financement de la section d'investissement ou au financement de la section de fonctionnement.

Il est proposé, avant reprise dans le Budget Supplémentaire, d'affecter l'excédent de fonctionnement comme suit :

- la somme de 131 465 817,65 € à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement au compte 1068 (excédents de fonctionnement capitalisés),
- le solde, soit 127 539 488,38 €, au résultat de fonctionnement reporté (ligne budgétaire 002).

BUDGET ANNEXE DE L'AERODROME

L'arrêté des comptes 2018 du budget annexe de l'Aérodrome a permis de dégager un résultat global de 631 288,52 € se décomposant en :

- un excédent de 573 213,41 € au titre de la section d'exploitation et,
- un excédent de financement de 58 075,11 € au titre de la section d'investissement.

Il est proposé, avant reprise dans le Budget Supplémentaire, d'affecter la totalité de l'excédent d'exploitation, soit 573 213,41 €, au résultat de la section d'exploitation reporté (ligne budgétaire 002).

BUDGET ANNEXE DE LA COMPENSATION FINANCIERE GENEVOISE

L'arrêté des comptes 2018 du budget annexe de la Compensation Financière Genevoise a permis de dégager un résultat de fonctionnement de 178 400 341,06 €.

Il est proposé, avant reprise dans le Budget Supplémentaire, d'affecter la totalité de l'excédent de fonctionnement au résultat de fonctionnement reporté (ligne budgétaire 002), soit 178 400 341,06 €.

Pour mémoire, le budget annexe de la Compensation Financière Genevoise ne comporte qu'une section de fonctionnement.

Il est demandé à l'Assemblée départementale de bien vouloir délibérer et statuer.

Le Conseil départemental,
après en avoir délibéré,
à l'unanimité,

DECIDE

Pour le budget principal :

d'affecter l'excédent de fonctionnement d'un montant de 259 005 306,03 € comme suit :

- la somme de 131 465 817,65 € à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement, au compte 1068 (excédents de fonctionnement capitalisés),
- le solde, soit 127 539 488,38 €, au résultat de fonctionnement reporté (ligne budgétaire 002).

Pour le budget annexe de l'Aérodrome :

- d'affecter la totalité de l'excédent d'exploitation d'un montant de 573 213,41 € au résultat d'exploitation reporté (ligne budgétaire 002).

Pour le budget annexe de la Compensation Financière Genevoise :

- d'affecter la totalité de l'excédent de fonctionnement de 178 400 341,06 € au résultat de fonctionnement reporté (ligne budgétaire 002).

Délibération télétransmise en Préfecture
le 03 juin 2019,
Publiée et certifiée exécutoire
le 05 juin 2019,
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
Signé,
Le Président du Conseil départemental,
Christian MONTEIL

haute savoie
le Département

Extrait des Procès-Verbaux des Séances du Conseil départemental

SEANCE DU 27 MAI 2019

n° CD-2019-012

RAPPORTEUR : **Mme LEI**

OBJET : **ENFANCE FAMILLE GRAND AGE ET HANDICAP - BUDGET SUPPLÉMENTAIRE 2019**

Le Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoqué le 13 mai 2019 s'est réuni en séance publique, à l'Hôtel du Département à Annecy sous la présidence de :

M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental

Présent(e)s :	
Vice-Président(e)s :	Mme CAMUSSO, M. MUDRY, Mme TOWNLEY-BAZAILLE, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. PEILLEX, Mme LEI, M. BOCCARD
Autres membres :	Mme BOUCHET, Mme DUBY-MULLER, Mme DULIEGE, Mme GAY, Mme GONZO-MASSOL, Mme MAHUT, Mme METRAL, Mme REY, Mme TEPPE-ROGUET, Mme TERMOZ, M. AMOUDRY, M. BARDET, M. BAUD, M. BAUD-GRASSET, M. DAVIET, M. EXCOFFIER, M. MORAND, M. PACORET, M. PUTHOD, M. RUBIN
Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)	
Mme DION à Mme MAHUT, Mme LHUILLIER à M. PUTHOD	
Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :	
M. CHAVANNE	

Quorum et Délégations de vote vérifiés			
Membres en exercice :	**34**	**A l'unanimité**	
Présents :	**31**	**Voix Pour**	**33**
Représenté(e)(s) :	**2**	**Voix contre**	**0**
Suffrages Exprimés :	**33**	**Abstention(s)**	**0**

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n° CG-2002-114 du 18 mars 2002 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier,

Vu les délibérations n° CD-2018-075, n° CD-2018-076, n° CD-2018-077 du 10 décembre 2018 adoptant la politique départementale en faveur de l'Enfance, de la Famille, du Grand Age et du Handicap – Budget Primitif 2019,

Vu l'avis favorable aux propositions présentées émis par la 1ère Commission Enfance, Famille, Grand Age et Handicap lors de sa réunion du 06 mars 2019,

Vu l'avis favorable aux propositions présentées émis par la 8ème Commission Finances, Ressources Humaines, Administration Générale lors de sa réunion du 06 mai 2019.

1. POLITIQUES DEPARTEMENTALES EN FAVEUR DE LA GERONTOLOGIE ET DU HANDICAP

I. Section de Fonctionnement

Dépenses - Recettes

Concernant le secteur du Grand Age, de la Téléalarme et des actions humanitaires, les dépenses de fonctionnement du Budget Primitif 2019 ont été arrêtées au montant global de 75 801 000 €. La consommation des crédits alloués n'est pas représentative à ce jour pour définir une correction significative.

Concernant le secteur du Handicap, le montant global de l'enveloppe allouée pour 2019 de 105 739 800 €, peu consommée à ce stade, doit permettre d'honorer les engagements. Quelques réajustements sont néanmoins d'ores et déjà nécessaires, notamment dans le domaine du transport scolaire des élèves handicapés où un travail de fond est actuellement mené pour sécuriser l'organisation en place. Un virement de ligne à ligne de 900 000 € est proposé qui ne modifie pas le montant total voté au BP 2019.

II. Section d'Investissement

Personnes Agées – Téléalarme

Il est proposé d'ajuster les crédits de paiement pour les adapter à l'avancement des travaux en cours. Certaines dépenses prévues en 2018 n'ont pu être réalisées du fait de retard dans les travaux ou dans la transmission des décomptes définitifs des dépenses. Un report de **611 063 €** de crédits de paiement 2018 est donc sollicité qui abondera les crédits de paiement 2019.

De nouveaux projets sont désormais finalisés et impactent les crédits de paiement à hauteur de **1,8 M€** pour 2019. Il s'agit de la réhabilitation des EHPAD de Reignier-Esery, Vieugy, « Villa Romaine » à Annecy, « Le Val d'Arve » à Sallanches et de la construction des résidences autonomie du Lyaud et d'Amancy-Arenthon. Au final, 4 010 307 € sont mobilisés sur l'exercice 2019 pour le financement des actions relatives aux personnes âgées.
En ce qui concerne le budget de la Téléalarme, il est proposé de revaloriser l'Autorisation de Programme relative au remplacement progressif du matériel obsolète à hauteur de **250 000 €**, ce qui portera le total des crédits de paiement pour 2019 à 450 000 €.

Personnes Handicapées

Certaines dépenses prévues en 2018 n'ont pu être réalisées du fait de retard dans les travaux. Un report de **970 814 €** de crédits de paiement 2018 est donc sollicité qui abondera les crédits de paiement 2019 et suivants. De nouveaux projets sont désormais finalisés et impactent les crédits de paiement 2019 et suivants. Au final, 1 294 572 € sont mobilisés sur l'exercice 2019 pour le financement des actions relatives aux personnes handicapées.

2. POLITIQUES DEPARTEMENTALES EN FAVEUR DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE

I. Section de fonctionnement

Lors du vote du Budget Primitif 2019, l'Assemblée départementale a décidé de consacrer 88 421 642 € de crédits de fonctionnement à sa politique en faveur de la Protection de l'Enfance.
Globalement, les crédits prévus pour 2019 pour faire face aux engagements de dépenses s'avèrent suffisants.

Au regard de l'exécution budgétaire du premier semestre, il est proposé quelques ajustements permettant de mieux adapter l'affectation des crédits aux réalités constatées.

Le Département s'est associé aux travaux de la recherche-action de l'ODAS « Protection de l'Enfance et soutien Educatif ». La contribution du Département à ces travaux, qui se dérouleront sur 3 ans, s'élève à 15 000 euros par an.
Cette dépense figurant déjà dans les crédits alloués au BP 2019, les crédits de la ligne Etudes et recherches, sont diminués de **– 15 000 €** pour être transférés sur la ligne Subvention aux organismes privés : **+ 15 000 €.**

Le Département souhaite s'associer au projet de mise en œuvre d'une Maison des adolescents à Annecy, lieu de ressource sur la santé et le bien être des jeunes.
Le projet, piloté par le Centre Hospitalier Annecy Genevois (CHANGE), sera cadré par une convention de partenariat à venir entre les différents partenaires, auquel contribueront, notamment, l'ARS et la Commune Nouvelle d'Annecy.
Le montant de la contribution au fonctionnement de la Maison des adolescents sollicitée auprès du Département s'élève à 30 227 €. La Commission Enfance Famille Grand Age et Handicap (EFGAH) a délivré un avis favorable le 06 mars 2019.
Il est proposé d'abonder la ligne budgétaire « Subvention à des organismes publics » de **+ 30 227 €**, et de diminuer les crédits inscrits sur la ligne « Lieux de vie et d'accueil départements extérieurs » de **-30 227 €**.

II. Section d'investissement :

Certaines dépenses prévues en 2018 n'ont pas pu être réalisées, les services étant dans l'attente de la production de la pièce comptable relative à l'acte de vente de la 3ème maison acquise par le Fondation Cognacq Jay.
Par conséquent, un transfert de **655 000€** de CP 2018 en 2019 est donc sollicité.
Dans le cadre du projet de création de la Maison des Adolescents à Annecy, une contribution est sollicitée afin d'accompagner son installation (aménagement des bureaux, salle polyvalente dont l'atelier cuisine et téléphonie), à hauteur de **44 169 €.** Il convient donc de créer une autorisation de programme au BS 2019 avec la totalité des CP en 2019.

Il est demandé à l'Assemblée départementale de bien vouloir délibérer et statuer.

Le Conseil départemental,
après en avoir délibéré,
à l'unanimité,

APPROUVE :

- la création de l'Autorisation de Programme présentée dans le tableau figurant en annexe,
- les modifications des Autorisations de Programmes existantes présentées dans le tableau figurant en annexe,
- l'inscription des crédits proposés selon la répartition suivante :

RECETTES	BP 2019	BS 2019	BP + BS 2019
FONCTIONNEMENT			
- Gérontologie	22 626 123	0	22 626 123
- Téléalarme	1 500 000	0	1 500 000
- Handicap	9 405 000	0	9 405 000
- Enfance	1 095 000	0	1 095 000
Total	**34 626 123**	**0**	**34 626 123**

DEPENSES	BP 2019	BS 2019	BP + BS 2019
FONCTIONNEMENT			
- Gérontologie	75 610 000	0	75 610 000
- Téléalarme	91 000	0	91 000
- Handicap	105 739 800	0	105 739 800
- Humanitaires	100 000	0	100 000
- Enfance	88 421 642	0	88 421 642
Total	**269 962 442**	**0**	**269 962 442**
INVESTISSEMENT			
- Gérontologie	1 600 000	2 410 307	4 010 307
- Téléalarme	200 000	250 000	450 000
- Handicap	700 000	594 572	1 294 572
- Enfance	2 500 000	699 169	3 199 169
Total	**5 000 000**	**3 954 048**	**8 954 048**
TOTAL DEPENSES	**274 962 442**	**3 954 048**	**278 916 490**

Au vu des AP votées, l'engagement financier en crédits de paiement du Département pour les années 2020 et suivantes s'élève à : 11 976 512 €.

Délibération télétransmise en Préfecture
le 03 juin 2019,
Publiée et certifiée exécutoire
le 05 juin 2019,
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
Signé,
Le Président du Conseil départemental,
Christian MONTEIL

Les Autorisations de Programmes de l'exercice 2019

1ère Commission Enfance, Famille, Grand Age et Handicap

					Les AP / CP avant le BS 2019								Les AP / CP après le BS 2019							
Com	Gest.	Code AP	libellé	Millésime	TOTAL AP après le BP 2019	Exercices antérieurs < 2018	CP 2018	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +	TOTAL AP après le BS 2019	Exercices antérieurs < 2018	CP 2018	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +
1	PEA	12061001017	Subv équipement aux Ets et Services PA	2012	53 534	53 534	0	0	0	0	0	0	53 534	53 534	0	0	0	0	0	0
1	PEA	12061001017	Subv équipement aux Ets et Services PA	2012	1 707 724	1 707 724	0	0	0	0	0	0	1 707 724	1 707 724	0	0	0	0	0	0
1	PEA	12061001017	Subv équipement aux Ets et Services PA	2012	658 895	625 802	33 093	0	0	0	0	0	658 895	625 802	0	33 093	0	0	0	0
1	PEA	12061001017	Subv équipement aux Ets et Services PA	2012	16 000	16 000	0	0	0	0	0	0	16 000	16 000	0	0	0	0	0	0
1	PEA	12061001019	Subv équipement aux Ets et Services PA	2014	1 836 452	1 836 452	0	0	0	0	0	0	1 836 452	1 836 452	0	0	0	0	0	0
1	PEA	12061001019	Subv équipement aux Ets et Services PA	2014	2 524 500	856 350	788 150	0	176 000	264 000	440 000	0	2 524 500	856 350	693 000	271 150	264 000	440 000	0	0
1	PEA	12061001019	Subv équipement aux Ets et Services PA	2014	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1	PEA	12061001019	Subv équipement aux Ets et Services PA	2014	61 338	61 338	0	0	0	0	0	0	61 338	61 338	0	0	0	0	0	0
1	PEA	12061001020	Subv équipement aux Ets et Services PA	2015	16 000	16 000	0	0	0	0	0	0	16 000	16 000	0	0	0	0	0	0
1	PEA	12061001020	Subv équipement aux Ets et Services PA	2015	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1	PEA	12061001020	Subv équipement aux Ets et Services PA	2015	10 000	0	10 000	0	0	0	0	0	10 000	0	0	10 000	0	0	0	0
1	PEA	12061001020	Subv équipement aux Ets et Services PA	2015	868 143	868 143	0	0	0	0	0	0	868 143	868 143	0	0	0	0	0	0
1	PEA	12061001020	Subv équipement aux Ets et Services PA	2015	739 200	0	739 200	0	0	0	0	0	739 200	0	739 200	0	0	0	0	0
1	ITA	12063009005	Acquisition pour le Téléalarme (HT)	2017	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1	ITA	12063009005	Acquisition pour le Téléalarme (HT)	2017	873 000	288 000	385 000	200 000	0	0	0	0	1 123 000	288 000	385 000	450 000	0	0	0	0
1	ITA	12063009005	Acquisition pour le Téléalarme (HT)	2017	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1	PEA	12061001022	Subv équipement aux Ets et Services PA	2017	9 748 800	39 800	1 353 700	1 450 000	1 374 000	1 536 000	3 995 300	0	13 357 985	39 800	1 130 880	3 326 700	4 929 258	3 931 347	0	0
1	PEA	12061001022	Subv équipement aux Ets et Services PA	2017	500 000	0	100 000	150 000	250 000	0	0	0	1 096 821	0	0	219 364	329 046	548 411	0	0
1	PEA	12090004001	Télémédecine - CPER 2015-2020	2018	150 000	0	150 000	0	0	0	0	0	150 000	0	0	150 000	0	0	0	0
Sous total Protection Personnes Agées					19 763 586	6 369 143	3 559 143	1 800 000	1 800 000	1 800 000	4 435 300	0	24 219 592	6 369 143	2 948 080	4 460 307	5 522 304	4 919 758	0	0
1	PEH	12054001015	Constr. & amélioration Etablist. pour Handicapés	2015	50 000	50 000	0	0	0	0	0	0	50 000	50 000	0	0	0	0	0	0
1	PEH	12054001015	Constr. & amélioration Etablist. pour Handicapés	2015	200 000	0	200 000	0	0	0	0	0	200 000	0	0	200 000	0	0	0	0
1	PEH	12054001016	Constr. & amélioration Etablist. pour Handicapés	2017	2 954 766	326 207	810 314	700 000	700 000	418 245	0	0	2 994 729	326 207	39 500	1 094 572	1 143 266	391 184	0	0
Sous total Protection Personnes Handicapés					3 204 766	376 207	1 010 314	700 000	700 000	418 245	0	0	3 244 729	376 207	39 500	1 294 572	1 143 266	391 184	0	0
1	PRE	12022004002	Subv. Invest. Etablissements Protection de l'Enfance	2018	1 000 000	0	0	1 000 000	0	0	0	0	1 000 000	0	0	1 000 000	0	0	0	0
1	PRE	12022004002	Subv. Invest. Etablissements Protection de l'Enfance	2018	4 500 000	0	3 000 000	1 500 000	0	0	0	0	4 500 000	0	2 345 000	2 155 000	0	0	0	0
1	PRE	12026004001	Subv. Maison Départemental des Adolescents	2019									44 169	0	0	44 169	0	0	0	0
Sous total Protection de l'Enfance					5 500 000	0	3 000 000	2 500 000	0	0	0	0	5 544 169	0	2 345 000	3 199 169	0	0	0	0
1ère Commission : Enfance, Famille, Grand Age et Handicap					28 468 352	6 745 350	7 569 457	5 000 000	2 500 000	2 218 245	4 435 300	0	33 008 490	6 745 350	5 332 580	8 954 048	6 665 570	5 310 942	0	0

haute savoie
le Département

Extrait des Procès-Verbaux des Séances du Conseil départemental

SEANCE DU 27 MAI 2019

n° CD-2019-013

RAPPORTEUR : **Mme CAMUSSO**

OBJET : **POLITIQUE EN FAVEUR DE L'ACTION SOCIALE, DE LA SANTE, DE LA PREVENTION, DE L'INSERTION ET DU LOGEMENT SOCIAL - BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2019**

Le Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoqué le 13 mai 2019 s'est réuni en séance publique, à l'Hôtel du Département à Annecy sous la présidence de :

M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental

Présent(e)s :	
Vice-Président(e)s :	Mme CAMUSSO, M. MUDRY, Mme TOWNLEY-BAZAILLE, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. PEILLEX, Mme LEI, M. BOCCARD
Autres membres :	Mme BOUCHET, Mme DUBY-MULLER, Mme DULIEGE, Mme GAY, Mme GONZO-MASSOL, Mme MAHUT, Mme METRAL, Mme REY, Mme TEPPE-ROGUET, Mme TERMOZ, M. AMOUDRY, M. BARDET, M. BAUD, M. BAUD-GRASSET, M. DAVIET, M. EXCOFFIER, M. MORAND, M. PACORET, M. PUTHOD, M. RUBIN
Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)	
Mme DION à Mme MAHUT, Mme LHUILLIER à M. PUTHOD	
Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :	
M. CHAVANNE	

Quorum et Délégations de vote vérifiés			
Membres en exercice :	**34**	**A l'unanimité**	
Présents :	**31**	**Voix Pour**	**32**
Représenté(e)(s) :	**2**	**Voix contre**	**0**
Suffrages Exprimés :	**32**	**Abstention(s)**	**1**

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales et notamment le titre III,

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles,

Vu le Code de la Santé Publique,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitat, notamment les articles L.312-2-1 et L.431-4 alinéa 1,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n° CG-2002-114 du 18 mars 2002 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier,

Vu la délibération n° CD–2018-079 du 10 décembre 2018 arrêtant le Budget Primitif 2019 de la politique insertion et lutte contre les exclusions,

Vu la délibération n° CD–2018-080 du 10 décembre 2018 arrêtant le Budget Primitif 2019 de la politique Protection Maternelle Infantile et Promotion de la Santé,

Vu la délibération n° CD–2018-081 du 10 décembre 2018 arrêtant le Budget Primitif 2019 de la politique logement social,

Vu l'avis favorable aux propositions présentées émis par la 2ème Commission Action Sociale, Santé, Prévention, Insertion, Logement Social lors de sa réunion du 06 mars 2019,

Vu l'avis favorable aux propositions présentées émis par la 8ème Commission Finances, Ressources Humaines, Administration Générale dans sa séance du 06 mai 2019.

Il est proposé d'apporter les modifications suivantes au Budget Supplémentaire 2019 :

SECTION DE FONCTIONNEMENT

PREVENTION ET DEVELOPPEMENT SOCIAL

Dans le cadre des propositions du Budget Supplémentaire 2019, le Pôle Prévention et Développement Social ne sollicite pas d'inscription de crédits supplémentaires en section de fonctionnement, excepté pour l'habitat et propose des transferts de crédits de ligne à ligne afin de faire face aux ajustements et aux besoins exprimés.

Volet Insertion

La loi du 1er décembre 2008 généralisant le rSa et réformant les politiques d'insertion a confié au Département un rôle majeur dans la mise en œuvre du rSa par les financements du rSa socle et du rSa majoré ainsi que du dispositif d'insertion en faveur des publics concernés.

En Haute-Savoie, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A a augmenté de + 0,2 % au cours du 4ème trimestre 2018 ce qui contraste avec les évolutions régionale (- 1,5 %) et nationale (- 1,1 %). Sur un an, l'évolution du chômage connait une hausse de + 0,4 %.

Le nombre d'allocataires rSa a progressé de 4,10 % entre décembre 2017 et décembre 2018. On compte 8 167 allocataires au mois de décembre 2018 contre 7 846 en décembre 2017.

Les dépenses relatives à l'allocation rSa ont connu une hausse globale de + 0,51 % sur l'année 2018 ce qui est inférieure aux années précédentes (+ 2,71 % en 2017, + 5,57 % en 2016 et + 7,03 % en 2015) et qui confirme le ralentissement de la forte tendance haussière observée entre 2013 et 2015.
Il est à noter que le montant de l'allocation rSa socle est en légère baisse (- 0,82 %) alors que celui de l'allocation rSa majoré connait une forte progression (+ 10,54 %).

Au BS 2019, il est proposé d'abonder la ligne « RSA - Allocations forfaitaires majorées » à hauteur de + 500 000 € et de réduire la ligne « RSA - Allocations forfaitaires » à hauteur de - 250 000 €.

En matière de contrats aidés, la circulaire DGEFP du 11 janvier 2018 propose une gestion globale des contrats aidés et de l'insertion par l'activité économique réunis dans un fonds d'inclusion dans l'emploi. Elle transforme en outre les contrats aidés en parcours emploi compétences (PEC). Le Contrat Initiative Emploi (CIE – secteur marchand) ne fait plus l'objet d'aucun financement de l'Etat. Le Département a donc mis fin à la prise en charge de ces CIE en 2018.

Dans ce cadre, la Convention Annuelle d'Objectifs et de Moyens (CAOM) à intervenir pour 2019 porterait sur 650 parcours emploi compétences répartis entre :
- 80 PEC (100 prévus initialement au BP 2019),
- 570 Contrats à Durée Déterminée d'Insertion dans les Ateliers et Chantiers d'Insertion.

Par ces engagements, le Conseil départemental poursuit son action en direction des personnes éloignées de l'emploi en les remobilisant dans le cadre d'un parcours d'insertion, conformément aux nouvelles orientations définies par la circulaire.

Au BS 2019, il est proposé de réduire la ligne « Contrats d'Accompagnement dans l'Emploi » à hauteur de - 60 000 € et la ligne « Contrats à durée déterminée insertion » à hauteur de - 190 000€.

En matière d'actions d'insertion, une 17ème structure va bénéficier d'un co-financement Département/Fonds Social Européen ce qui entraîne une nouvelle répartition des crédits. Il est rappelé que le Département et le Fonds Social Européen participent à part égale, seules les modalités de versement diffèrent.

Il est proposé d'abonder la ligne « Subventions aux associations et organismes privés – insertion sociale » à hauteur de + 2 000 € et la ligne « Subventions aux associations et organismes privés financés par le FSE – insertion sociale » à hauteur de + 24 500 €.

Afin de répondre aux besoins mentionnés ci-dessus, il est proposé de réduire la ligne « Subventions aux associations et organismes privés – insertion professionnelle » à hauteur de - 26 500 €.

Le Programme Départemental d'Insertion par l'Emploi est en cours d'actualisation et son renouvellement sera soumis au vote en mai 2019. Dans ce contexte, un nouveau règlement intérieur du Fonds Départemental d'Insertion (FDI) a également été élaboré.
Au vu du réalisé de l'année 2018 et de l'impact de la mise en œuvre du nouveau règlement intérieur du FDI, il est proposé d'ajuster le montant des crédits dédiés à ce fonds.

Il est proposé d'abonder la ligne « Fonds Départemental d'Insertion » à hauteur de 30 000 €.

Volet Prévention-Logement

Dans un souci de prévention des difficultés sociales et des risques d'exclusion, différents dispositifs d'aides financières permettent de soutenir les personnes isolées ou les familles en difficulté pour faire face à leurs besoins quotidiens (Allocations mensuelles, Secours d'urgence, Fonds Départemental d'Action Sociale Facultative, Fonds d'Aide aux Jeunes, Aides au titre de l'Hébergement Provisoire). Le montant total des crédits attribués à ces fonds au BP 2019 s'élève à 2 375 000 €.

A compter de juin 2019, dans le cadre du projet SOLI74.org, une nouvelle organisation sera mise en place au sein de la Direction. Ainsi, les allocations mensuelles, les secours d'urgence et le Fonds Départemental d'Action Sociale Facultative seront décentralisés et gérés sur les territoires.

Par ailleurs, à cette même date, le nouveau règlement intérieur du Fonds d'Aide aux Jeunes sera mis en œuvre et simplifiera l'accès aux aides forfaitaires pour les usagers.

Au vu du réalisé de l'année 2018, il est nécessaire d'ajuster la répartition de l'enveloppe des crédits dédiés aux aides financières.

Il est proposé d'abonder la ligne « Fonds Départemental Action Sociale Facultative » à hauteur de + 20 000 € et de réduire la ligne « Aides versées au titre de l'hébergement provisoire » à hauteur de - 50 000 €.

Volet Enfance - Jeunesse - Famille

Le Département s'engage financièrement au côté de divers organismes privés et publics qui œuvrent en faveur de la population haut-savoyarde en difficulté en proposant des actions de lutte contre l'exclusion, des aides alimentaires (épiceries sociales), des actions d'intégration ou des aides à la parentalité.

Afin d'ajuster l'enveloppe des crédits dédiés à ces différentes subventions en fonction des besoins exprimés, il est proposé d'abonder la ligne « Subventions aux autres établissements publics locaux » à hauteur de + 7 000 € et de réduire la ligne « Participations Prévention Spécialisée » à hauteur de - 7 000 €.

Volet Habitat

La Haute-Savoie est le département le plus dynamique de France métropolitaine. La croissance annuelle est très soutenue et la tension sur le marché locatif privé est très forte, notamment dans les zones frontalières et l'agglomération d'Annecy.

Afin d'approfondir la connaissance du marché locatif privé, la DDT 74 a souhaité engager en 2018 une étude de faisabilité pour la mise en place d'un observatoire local des loyers. PLS.ADIL74 a été identifiée comme la structure porteuse de ce futur observatoire.

Afin de passer à la phase opérationnelle, PLS.ADIL 74 a le soutien de l'Etat qui apporte 60 % du financement prévisionnel du coût de fonctionnement. Les 40 % restants nécessitent un financement d'autres partenaires, dont les communautés d'agglomération et le Conseil départemental.

Par ailleurs, dans un contexte de restructuration importante du secteur du logement social (impacté financièrement par la loi de finances 2018 et structurellement par la loi ELAN* du 23 novembre 2018) et en lien avec la territorialisation de son action médico-sociale, le Département souhaite faire évoluer et affirmer son intervention en matière de politique de l'habitat, en appui aux forces vives du territoire et au service des haut-savoyards.

**Evolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique*

Pour cela, il souhaite engager l'élaboration d'un schéma départemental de l'habitat (SDH), qui aboutira à l'issue d'un travail partenarial élargi à la définition de la stratégie et des priorités d'intervention du Département en matière d'habitat, à l'horizon 2030. Afin de mener à bien ce projet, il est proposé de faire appel à une assistance à maîtrise d'ouvrage chargée d'accompagner le Département dans sa démarche au cours du second semestre 2019, en vue de la présentation début 2020 d'un schéma départemental de l'habitat finalisé.

Il est proposé d'abonder la ligne « Subvention fonctionnement personne de droit privé » à hauteur de 10 000 € pour financer l'observatoire des loyers et de créer une nouvelle ligne « AMO pour la réalisation d'un schéma départemental de l'habitat » à hauteur de 60 000 €.

En conclusion, pour la Prévention et le Développement Social, il est demandé l'inscription de 70 000 € de crédits supplémentaires en fonctionnement au BS 2019 pour le volet habitat. Pour les autres politiques, seuls sont proposés des transferts de crédits de ligne à ligne pour faire face aux ajustements et besoins exprimés :

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT PPDS		
Libellés		**BS 2019**
Volet Insertion	RSA – versements pour allocations forfaitaires	- 250 000 €
	RSA – versements pour allocations forfaitaires majorée	+ 500 000 €
	Contrats d'Accompagnement dans l'Emploi (PEC)	- 60 000 €
	Contrats à durée déterminée insertion (CDDI)	- 190 000 €
	Subventions aux associations et organismes privés – insertion sociale	+ 2 000 €
	Subventions aux associations et organismes privés financés par le FSE – insertion sociale	+ 24 500 €
	Subventions aux associations et organismes privés – insertion professionnelle	- 26 500 €
	Fonds Départemental d'Insertion (FDI)	+ 30 000 €
Volet Prévention Logement	Fonds Départemental Action Sociale Facultative (FDASF)	+ 20 000 €
	Aides versées au titre de l'hébergement provisoire	- 50 000 €
Volet Habitat	Participation à l'observatoire local des loyers	+ 10 000 €
	AMO pour la réalisation d'un schéma départemental de l'habitat	+ 60 000 €
Volet Enfance Jeunesse et Famille	Subventions aux autres établissements publics locaux	7 000 €
	Participations prévention spécialisée	- 7 000 €
	TOTAL	+ 70 000 €

PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE ET PROMOTION DE LA SANTE

Au BS 2019, le Pôle PMI-Promotion de la Santé ne sollicite aucune inscription de crédits supplémentaires mais uniquement des transferts de crédits de ligne à ligne afin de faire face aux besoins exprimés.

Volet Promotion de la Santé

Au titre de sa mission de promotion de la vaccination conventionnée avec l'ARS, le Pôle PMI-PS se doit de fournir des vaccins aux centres de vaccination du territoire (CHANGE et CHAL). En 2019, le centre d'examen de santé de la CPAM a sollicité le Département pour la fourniture de vaccins leur permettant de contribuer au rattrapage vaccinal des usagers de + 16 ans vus en consultation.

Aussi, une augmentation des crédits est nécessaire pour l'achat de vaccins supplémentaires. **Il est proposé au BS 2019 d'effectuer des réajustements de crédits par transferts de ligne à ligne pour répondre aux besoins exprimés.** Les transferts de lignes suivants sont sollicités :

- + 4 000 € sur « vaccins et sérums pour actions de santé »,
- - 2 000 € sur « frais de colloque et séminaires »,
- - 2 000 € sur « indemnités intervenants libéraux ».

En conclusion, pour la section de fonctionnement de la Protection Maternelle et Infantile-Promotion de la Santé, il n'est pas fait de demande de crédits supplémentaires au BS 2019. Seuls sont proposés des transferts de crédits de ligne à ligne, permettant de répondre aux besoins exprimés :

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT PPMI-PS	
Libellés	**BS 2019**
Vaccins et sérums pour action de santé	+ 4000
Frais de colloques et de séminaires	-2 000
Indemnités intervenants libéraux	-2 000
TOTAL	0

SECTION D'INVESTISSEMENT

PREVENTION ET DEVELOPPEMENT SOCIAL

Volet Enfance- Jeunesse – Famille

Il est sollicité la création d'une autorisation de programme de 100 000 €, avec les crédits de paiement afférents pour l'exercice 2019. Ceci permettra d'octroyer des subventions d'équipement à diverses associations caritatives afin de permettre l'acquisition de véhicules nécessaires à la poursuite et au développement de leurs activités, et également pour l'une d'entre elle, la possibilité d'acquérir du matériel informatique dans le cadre de son projet de lutte contre la fracture numérique.

Volet Habitat

Chaque année, au moment du vote du Budget Primitif (BP) départemental, des autorisations de programme (AP) sont créées et dimensionnées sur la base d'une estimation des dossiers attendus et d'une programmation provisoire établie par l'Etat. Les crédits nécessaires à la mise en œuvre de ces dispositifs sont ajustés à la hausse ou à la baisse lors de l'élaboration du budget supplémentaire, en fonction des programmations définitives reçues.

En 2019, les modifications proposées au budget supplémentaire sont les suivantes :

1. l'AP relative à l'aide au parc privé de logements conventionnés programmés en 2012 est diminuée de **6 000 €**, suite à l'annulation du dernier dossier attendu,

2. l'AP relative à l'aide au parc privé de logements conventionnés programmés en 2014 est diminuée de **4 500 €**, suite à la diminution d'une subvention attribuée,

3. l'AP relative à l'aide à la production de logements aidés programmés en 2015 est diminuée de **71 868 €**, du fait de l'annulation d'une opération attendue,

4. l'AP relative à l'aide à la rénovation thermique du parc privé (Habiter Mieux) pour l'année 2015 est diminuée de **2 000 €**, plusieurs dossiers ayant été annulés,

5. l'AP relative à l'aide au parc privé de logements conventionnés programmés en 2015 est diminuée de **3 000 €**, le dernier dossier attendu ayant été soldé en 2018,

6. l'AP relative à l'aide à la réhabilitation de logements aidés programmés en 2015 est diminuée de **26 530 €**, afin d'ajuster l'enveloppe aux dossiers restants,

7. la répartition des crédits entre les différentes autorisations de programme relatives aux interventions dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville est ajustée afin de prendre en compte l'évolution des projets :
   - l'AP « CPER – Réhabilitation parc public » est diminuée de **55 817 €** ;
   - l'AP « CPER – Réhabilitation copropriétés privées » est augmentée de **60 700 €** ;
   - l'AP « CPER – Aménagement d'espaces publics » est diminuée de **4 883 € ;**

8. l'AP relative à l'aide à la production de logements aidés programmés en 2016 est diminuée de **387 238 €** au regard des dossiers restant à financer,

9. l'AP relative à l'aide à la rénovation thermique du parc privé (Habiter Mieux) pour l'année 2016 est augmentée de **1 000 €**, pour assurer le paiement de l'ensemble des dossiers attendus,

10. l'AP relative à l'aide à la production de logements aidés programmés en 2018 est diminuée de **100 000 €**, la programmation réelle étant inférieure aux prévisions,

11. l'AP relative à l'aide aux logements des saisonniers programmés en 2018 est diminuée de **70 000 €,** aucun dossier n'ayant reçu un agrément d'Etat en 2018,

12. l'AP relative à l'aide à la production de logements conventionnés programmés en 2018 est diminuée de **3 000 €**, au regard des dossiers reçus ou attendus,

13. l'AP relative à l'aide aux logements des saisonniers programmés en 2019 est augmentée de **190 000 €,** au regard des dossiers attendus.

La somme totale de ces modifications amène une **diminution des Autorisations de Programme de 483 136 €**.

Par ailleurs, la répartition des crédits de paiement entre les années 2018 et suivantes est revue pour plusieurs autorisations de programme afin de récupérer les crédits de paiement non consommés en 2018 d'une part, et de tenir compte de l'avancée des dossiers d'autre part.

Au total, il est proposé de modifier l'échéancier des crédits de paiement de la façon suivante :

- **diminuer les crédits de paiement 2018 de 1 202 798 €,**
- **diminuer les crédits de paiement 2019 de 1 139 256 €**,
- **diminuer les crédits de paiement 2020 de 736 836 €**,
- **diminuer les crédits de paiement 2021 de 1 001 426 €**,
- **diminuer les crédits de paiement 2022 de 2 975 850 €,**
- **augmenter les crédits de paiement 2023 et suivants de 6 573 030 €**.

PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE ET PROMOTION DE LA SANTE

Il est rappelé que le Département s'est engagé, dans le cadre des Plans d'action départementaux pour le soutien au développement de l'offre de soins de premiers recours, adoptés par les Commissions Permanentes du Conseil Départemental du 25 avril 2016 (2ème plan) et du 04 juin 2018 (3ème plan) à soutenir le financement de Maisons de Santé Pluriprofessionnelles (MSP).

Afin de pouvoir répondre aux besoins exprimés en matière de constructions de maisons de santé pluridisciplinaires, il est proposé, au BS 2019, de **modifier les échéanciers de crédits de paiement (CP)** de la manière suivante :

- Autorisation Programme (AP) n° 12090003005 « Construction de maisons de santé pluridisciplinaires / 2ème plan » :
  - diminution des CP 2018 de 30 000 €,
  - augmentation des CP 2019 de 30 000 €.

Ces modifications d'échéancier représentent une augmentation de 30 000 € des CP 2019 et permettront de financer le 2ème acompte et le solde (80 000 €) de la MSP de Cruseilles (2ème plan) en 2019.

Par ailleurs, il est sollicité la création d'une AP n° 12090003008 « Travaux de rénovation / établissements de santé » d'un montant de 50 000 €, avec les crédits de paiement afférents pour l'exercice 2019.

Il est demandé à l'Assemblée départementale de bien vouloir délibérer et statuer.

Le Conseil départemental,
après en avoir délibéré et enregistré l'abstention de M. PACORET (momentanément absent de la salle des séances lors du vote),
à l'unanimité,

APPROUVE :

- les créations des Autorisations de Programme présentées dans le tableau figurant en annexe A et les affectations sur les opérations du même montant, du même libellé et du même échéancier que ceux des AP, pour ce qui concerne l'AP « subventions d'équipement aux associations » et l'AP « Travaux de rénovation / établissements de santé »,

- les modifications des Autorisations de Programmes existantes présentées dans le tableau figurant en annexe A ainsi que les modifications d'affectations décrites en annexe B,

- l'inscription des crédits proposés selon la répartition suivante :

RECETTES	BP 2019	BS 2019	BP + BS 2019
FONCTIONNEMENT			
- PMI-Promotion de la Santé	170 000	0	170 000
- Prévention et Développement Social	29 973 600	0	29 973 600
Total	30 143 600	0	30 143 600
TOTAL RECETTES	30 143 600	0	30 143 600

DEPENSES	BP 2019	BS 2019	BP + BS 2019
FONCTIONNEMENT			
- PMI-Promotion de la Santé	2 714 800	0	2 714 800
- Prévention et Développement Social	71 048 400	0	71 048 400
- Logement aidé (habitat)	8 820	70 000	78 820
Total	73 772 020	70 000	73 842 020
INVESTISSEMENT			
- PMI-Promotion de la Santé	370 000	80 000	450 000
- Prévention et Développement Social	200 000	100 000	300 000
- Logement aidé (habitat)	9 151 907	- 1 139 256	8 012 651
Total	9 721 907	- 959 256	8 762 651
TOTAL DEPENSES	83 493 927	- 889 256	82 604 671

Au vu des AP votées, l'engagement financier en crédits de paiement du Département pour les années 2020 et suivantes s'élève à : **35 849 840 €.**

Délibération télétransmise en Préfecture
le 03 juin 2019,
Publiée et certifiée exécutoire
le 05 juin 2019,
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
Signé,
Le Président du Conseil départemental,
Christian MONTEIL

Les Autorisations de Programmes de l'exercice 2019

2ème Commission : Action Sociale, Santé, Prévention, Insertion , Logement social

					Les AP / CP après le BP 2019							Les AP / CP après le BS 2019						
Com	Gest.	Code AP	libellé	Millésime	TOTAL AP après le BP 2019	Exercices antérieurs < 2018	CP 2018	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +	TOTAL AP après le BS 2019	Exercices antérieurs < 2018	CP 2018	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +
2	ADL	02021002019	Parc privé logement conventionné prog 2012	2012	49 500	43 500	3 000	0	0	0	3 000	0	43 500	43 500	0	0	0	0	0	0
2	ADL	02021003021	Aide à la Production / logt. Aidé prog 2013	2013	1 765 272	1 758 920	6 352	0	0	0	0	0	1 765 272	1 758 920	0	6 352	0	0	0	0
2	ADL	02021003021	Aide à la Production / logt. Aidé prog 2013	2013	28 800	28 800	0	0	0	0	0	0	28 800	28 800	0	0	0	0	0	0
2	ADL	02021003021	Aide à la Production / logt. Aidé prog 2013	2013	1 289 574	1 289 574	0	0	0	0	0	0	1 289 574	1 289 574	0	0	0	0	0	0
2	ADL	02021003022	Aide à l'accueil de logements aidés prog 2013	2013	160 000	6 000	0	154 000	0	0	0	0	160 000	6 000	0	154 000	0	0	0	0
2	ADL	02021003023	Aide à la Production / logt. Aidé prog 2014	2014	1 777 660	1 669 171	70 696	37 793	0	0	0	0	1 777 660	1 669 171	70 696	37 793	0	0	0	0
2	ADL	02021003023	Aide à la Production / logt. Aidé prog 2014	2014	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2	ADL	02021003023	Aide à la Production / logt. Aidé prog 2014	2014	1 089 619	1 089 619	0	0	0	0	0	0	1 089 619	1 089 619	0	0	0	0	0	0
2	ADL	02021002025	Parc privé prog "Habiter Mieux" 2014 PO	2014	93 000	86 500	500	4 500	1 500	0	0	0	93 000	86 500	500	5 000	1 000	0	0	0
2	ADL	02021002023	Parc privé logement conventionné prog 2014 PB	2014	40 500	28 500	7 500	3 000	1 500	0	0	0	36 000	28 500	4 500	3 000	0	0	0	0
2	ADL	02021003025	Aide à l'accueil de logements aidés prog 2014	2014	153 000	0	0	153 000	0	0	0	0	153 000	0	0	153 000	0	0	0	0
2	ADL	02021003026	Aide à la Production / logt. Aidé prog 2015	2015	3 059 128	1 588 462	760 666	200 000	200 000	110 000	200 000	0	3 029 042	1 588 462	760 580	170 000	180 000	0	0	330 000
2	ADL	02021003026	Aide à la Production / logt. Aidé prog 2015	2015	14 148	0	14 148	0	0	0	0	0	14 148	0	14 148	0	0	0	0	0
2	ADL	02021003026	Aide à la Production / logt. Aidé prog 2015	2015	1 855 643	893 110	412 168	50 365	200 000	300 000	0	0	1 813 861	893 110	370 241	50 510	0	0	0	500 000
2	ADL	02021003027	Aide pour le logement des saisonniers prog 2015	2015	24 000	0	0	24 000	0	0	0	0	24 000	0	0	24 000	0	0	0	0
2	ADL	02021003027	Aide pour le logement des saisonniers prog 2015	2015	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2	ADL	02021003027	Aide pour le logement des saisonniers prog 2015	2015	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2	ADL	02021003028	Aide à l'accueil de logements aidés prog 2015	2015	30 000	0	16 500	13 500	0	0	0	0	30 000	0	16 500	13 500	0	0	0	0
2	ADL	02021002027	Parc privé prog "Habiter Mieux" 2015 PO	2015	70 000	60 000	6 500	3 500	0	0	0	0	68 000	60 000	4 000	2 500	1 500	0	0	0
2	ADL	02021002028	Parc privé logement conventionné prog 2015 PB	2015	13 500	7 500	3 000	3 000	0	0	0	0	10 500	7 500	3 000	0	0	0	0	0
2	ADL	02021002029	Réhabilitation du Parc Public prog 2015	2015	398 460	72 000	59 013	267 447	0	0	0	0	398 460	72 000	0	326 460	0	0	0	0
2	ADL	02021002029	Réhabilitation du Parc Public prog 2015	2015	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2	ADL	02021002029	Réhabilitation du Parc Public prog 2015	2015	890 040	0	298 500	565 009	26 531	0	0	0	863 510	0	208 501	655 009	0	0	0	0
2	ADL	02010001009	Rénovation logt aidé contrat de ville	2015	100 000	0	0	0	0	0	100 000	0	100 000	0	0	0	0	0	0	100 000
2	ADL	02010001010	CPER Réhabilitation parc public	2016	3 005 322	0	89 695	361 350	663 968	775 846	1 114 463	0	2 855 005	0	85 178	0	972 668	628 695	663 968	504 496
2	ADL	02010001010	CPER Réhabilitation parc public	2016	252 000	0	0	0	0	0	252 000	0	346 500	0	0	0	0	0	346 500	0
2	ADL	02010001010	CPER Réhabilitation parc public	2016	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2	ADL	02010001011	CPER Réhabilitation copropriétés privées	2016	382 500	0	0	0	0	0	382 500	0	443 200	0	0	0	0	0	152 000	291 200
2	ADL	02010001011	CPER Réhabilitation copropriétés privées	2016	840 000	0	0	344 000	344 000	0	152 000	0	840 000	0	0	432 000	144 000	0	132 000	132 000
2	ADL	02010001013	CPER Aménagement d'espaces publics	2016	2 520 178	0	0	0	928 823	500 250	1 091 105	0	2 515 295	0	0	0	928 823	500 250	579 750	506 472
2	ADL	02010001014	CPER Mobilisation foncière	2016	3 330 000	1 363 294	1 073 000	893 706	0	0	0	0	3 330 000	1 363 294	856 000	425 646	241 000	444 060	0	0
2	ADL	02021003030	Aide à la Production / logt. Aidé prog 2016	2016	4 637 561	1 258 145	1 765 667	678 266	757 995	177 488	0	0	4 493 722	1 258 145	1 765 539	550 038	220 000	0	0	700 000
2	ADL	02021003030	Aide à la Production / logt. Aidé prog 2016	2016	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2	ADL	02021003030	Aide à la Production / logt. Aidé prog 2016	2016	2 300 000	368 034	1 139 266	499 634	293 066	0	0	0	2 056 601	368 034	1 138 605	299 962	150 000	0	0	100 000
2	ADL	02021002031	Parc privé prog "Habiter Mieux" 2016 PO	2016	91 500	17 000	45 000	29 500	0	0	0	0	92 500	17 000	42 500	33 000	0	0	0	0
2	ADL	02021002032	Parc privé logement conventionné prog 2016 PB	2016	99 000	6 000	43 500	49 500	0	0	0	0	99 000	6 000	43 500	49 500	0	0	0	0
2	ADL	02021002033	Réhabilitation du Parc Public prog 2016	2016	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2	ADL	02021002033	Réhabilitation du Parc Public prog 2016	2016	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2	ADL	02021002033	Réhabilitation du Parc Public prog 2016	2016	285 885	0	249 885	36 000	0	0	0	0	285 885	0	54 000	231 885	0	0	0	0
2	ADL	02021003033	Aide à la Production prog 2017	2017	4 543 810	0	527 439	820 991	1 130 000	1 040 000	1 025 380	0	4 543 810	0	522 720	1 869 027	764 952	496 704	745 190	145 217
2	ADL	02021003033	Aide à la Production prog 2017	2017	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2	ADL	02021003033	Aide à la Production prog 2017	2017	1 922 648	0	433 000	500 000	400 000	400 000	189 648	0	1 922 648	0	431 024	991 786	400 000	99 838	0	0
2	ADL	02021001019	Aide à l'acquisition foncière	2017	892 660	0	407 700	407 700	0	0	77 260	0	892 660	0	0	0	297 500	297 500	77 260	220 400
2	ADL	02021001019	Aide à l'acquisition foncière	2017	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2	ADL	02021001019	Aide à l'acquisition foncière	2017	607 340	0	151 835	151 835	151 835	151 835	0	0	607 340	0	0	151 835	151 835	151 835	0	151 835
2	ADL	02021002034	Parc privé logement conventionné prog 2017 PB	2017	13 500	0	9 000	4 500	0	0	0	0	13 500	0	9 000	4 500	0	0	0	0
2	ADL	02021002036	Réhabilitation du Parc Public prog 2017	2017	20 700	0	0	0	20 700	0	0	0	20 700	0	0	0	20 700	0	0	0
2	ADL	02021002036	Réhabilitation du Parc Public prog 2017	2017	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2	ADL	02021002036	Réhabilitation du Parc Public prog 2017	2017	350 811	0	4 500	271 311	75 000	0	0	0	350 811	0	4 500	84 000	75 000	166 611	20 700	0
2	ADL	02010001015	Rénov énerg. parc privé 2017 à 2020	2017	4 000 000	14 771	500 000	700 000	800 000	1 035 229	950 000	0	4 000 000	14 771	493 000	707 000	800 000	1 035 229	950 000	0
2	ADL	02021003035	Aide à la Production prog 2018	2018	5 152 000	0	0	706 500	1 252 000	1 500 000	1 693 500	0	5 152 000	0	0	287 054	1 092 000	1 563 808	1 682 638	526 500
2	ADL	02021003035	Aide à la Production prog 2018	2018	35 000	0	0	0	35 000	0	0	0	35 000	0	0	0	35 000	0	0	0
2	ADL	02021003035	Aide à la Production prog 2018	2018	2 813 000	0	0	570 000	570 000	735 000	938 000	0	2 713 000	0	0	160 000	420 000	735 000	1 398 000	0
2	ADL	02021001020	Aide à l'acquisition foncière	2018	670 000	0	0	0	100 000	210 000	360 000	0	730 000	0	0	89 130	338 108	248 979	0	53 783
2	ADL	02021001020	Aide à l'acquisition foncière	2018	200 000	0	0	30 000	100 000	0	70 000	0	140 000	0	0	15 164	32 283	17 120	0	75 433
2	ADL	02021001020	Aide à l'acquisition foncière	2018	630 000	0	0	0	100 000	230 000	300 000	0	630 000	0	0	0	0	0	0	630 000
2	ADL	02021003036	Aide pour le logement des saisonniers prog 2018	2018	60 000	0	0	25 000	35 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2	ADL	02021003036	Aide pour le logement des saisonniers prog 2018	2018	10 000	0	0	10 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2	ADL	02021002037	Réhabilitation du Parc Public prog 2018	2018	570 000	0	0	100 000	110 000	115 000	245 000	0	570 000	0	0	0	381 883	0	0	188 117

					Les AP / CP après le BP 2019								Les AP / CP après le BS 2019							
Com	Gest.	Code AP	libellé	Millésime	TOTAL AP après le BP 2019	Exercices antérieurs < 2018	CP 2018	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +	TOTAL AP après le BS 2019	Exercices antérieurs < 2018	CP 2018	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +
2	ADL	02021002037	Réhabilitation du Parc Public prog 2018	2018	930 000	0	0	102 000	128 000	120 000	580 000	0	930 000	0	0	0	741 830	23 593	0	164 577
2	ADL	02021002038	Parc privé logement conventionné prog 2018 PB	2018	60 000	0	7 500	18 000	18 000	6 000	10 500	0	57 000	0	4 500	18 000	18 000	6 000	10 500	0
2	ADL	02021003037	Aide à la Production prog 2019	2019	4 900 000	0	0	221 000	1 617 000	1 617 000	1 445 000	0	4 900 000	0	0	0	1 117 000	1 617 000	1 445 000	721 000
2	ADL	02021003037	Aide à la Production prog 2019	2019	2 600 000	0	0	130 000	858 000	858 000	754 000	0	2 600 000	0	0	0	658 000	858 000	754 000	330 000
2	ADL	02021003038	Aide pour le logement des saisonniers prog 2019	2019	20 000	0	0	0	10 000	10 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2	ADL	02021003038	Aide pour le logement des saisonniers prog 2019	2019	0								210 000	0	0	0	210 000	0	0	0
2	ADL	02021002039	Réhabilitation du Parc Public prog 2019	2019	420 000	0	0	0	100 000	110 000	210 000	0	420 000	0	0	0	0	110 000	210 000	100 000
2	ADL	02021002039	Réhabilitation du Parc Public prog 2019	2019	580 000	0	0	0	102 000	128 000	350 000	0	580 000	0	0	0	0	128 000	350 000	102 000
2	ADL	02021002040	Parc privé logement conventionné prog 2019 PB	2019	50 000	0	0	12 000	20 000	15 000	3 000	0	50 000	0	0	12 000	20 000	15 000	3 000	0
Sous total Logement / aide à la pierre					62 697 259	11 648 900	8 105 530	9 151 907	11 149 918	10 144 648	12 496 356	0	62 214 123	11 648 900	6 902 732	8 012 651	10 413 082	9 143 222	9 520 506	6 573 030
2	ASP	12090003005	Constructions de Maisons de santé pluridisciplinaires / 2ème plan	2017	320 000	140 000	130 000	50 000	0	0	0	0	320 000	140 000	100 000	80 000	0	0	0	0
2	ASP	12090003006	Constructions de Maisons de santé pluridisciplinaires / 3ème plan	2018	220 000	0	120 000	100 000	0	0	0	0	220 000	0	120 000	100 000	0	0	0	0
2	ASP	12090003007	Constructions de Maisons de santé pluridisciplinaires / 3ème plan	2019	420 000	0	0	220 000	200 000	0	0	0	420 000	0	0	220 000	200 000	0	0	0
2	ASP	12090003008	Réhabilitation / Etablissement de santé Cluses	2019									50 000	0	0	50 000	0	0	0	0
Sous total Actions de santé					960 000	140 000	250 000	370 000	200 000	0	0	0	1 010 000	140 000	220 000	450 000	200 000	0	0	0
2	PDS	12041005004	Subvention d'équipement association Passage	2019	200 000	0	0	200 000	0	0	0	0	200 000	0	0	200 000	0	0	0	0
2	PDS	12041005005	Subvention d'équipement associations (véhicules, mat.informatique)	2019									100 000	0	0	100 000	0	0	0	0
Sous total Prévention et Développement Social					200 000	0	0	200 000	0	0	0	0	300 000	0	0	300 000	0	0	0	0
2ème Commission : Action Sociale, Santé, Prévention, Insertion , Logement social					63 857 259	11 788 900	8 355 530	9 721 907	11 349 918	10 144 648	12 496 356	0	63 524 123	11 788 900	7 122 732	8 762 651	10 613 082	9 143 222	9 520 506	6 573 030

MODIFICATIONS DES AFFECTATIONS DES AP

Millésime	N°AP	Affectations		Nature	Montant déjà affecté (a)	Nouvelle affectation (b)	Montant après nouvelle affectation (a+b)
		N°	Libellé				
2015	02021002029	AF15ADL057	REHAB DU PARC PUBLIC -ORG- PRIVES- PROG 2015	204182	202 941,18	-52 193,00	150 748,18
TOTAL AFFECTE					202 941,18	-52 193,00	150 748,18
2016	020210001010	AF17ADL034	CPER - REHABILITATION PUBLIC - ORG. PRIVES	20422	89 695,00	-4 517,24	85 177,76
TOTAL AFFECTE					89 695,00	-4 517,24	85 177,76
2016	020210001014	AF17ADL056	CPER - MOBILISATION FONCIERE	204162	1 682 146,00	-32 000,00	1 650 146,00
TOTAL AFFECTE					1 682 146,00	-32 000,00	1 650 146,00

haute savoie
le Département

Extrait des Procès-Verbaux des Séances du Conseil départemental

SEANCE DU 27 MAI 2019

n° CD-2019-014

RAPPORTEUR : **M. DUVERNAY**

OBJET : **3EME COMMISSION INFRASTRUCTURES ROUTIERES, TRANSPORTS ET MOBILITE, BATIMENTS : BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2019**

Le Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoqué le 13 mai 2019 s'est réuni en séance publique, à l'Hôtel du Département à Annecy sous la présidence de :

M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental

Présent(e)s :	
Vice-Président(e)s :	Mme CAMUSSO, M. MUDRY, Mme TOWNLEY-BAZAILLE, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. PEILLEX, Mme LEI, M. BOCCARD
Autres membres :	Mme BOUCHET, Mme DUBY-MULLER, Mme DULIEGE, Mme GAY, Mme GONZO-MASSOL, Mme MAHUT, Mme METRAL, Mme REY, Mme TEPPE-ROGUET, Mme TERMOZ, M. AMOUDRY, M. BARDET, M. BAUD, M. BAUD-GRASSET, M. DAVIET, M. EXCOFFIER, M. MORAND, M. PACORET, M. PUTHOD, M. RUBIN
Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)	
Mme DION à Mme MAHUT, Mme LHUILLIER à M. PUTHOD	
Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :	
M. CHAVANNE	

Quorum et Délégations de vote vérifiés			
Membres en exercice :	**34**	**A l'unanimité**	
Présents :	**31**	**Voix Pour**	**29**
Représenté(e)(s) :	**2**	**Voix contre**	**0**
Suffrages Exprimés :	**29**	**Abstention(s)**	**4**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et plus particulièrement les articles L.1111-8 et L.1111-10,

Vu le Code des Transports et plus particulièrement les articles L.1221-1 à L.1221-2, L.3111-1 à L.3111-13 et L.3114-1 à L.3114-15,

Vu la loi n° 2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe),

Vu la délibération n° CG-2015-499 du 19 février 2015 approuvant le volet Haute-Savoie du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020,

Vu la délibération n° CG-2002-114 du 18 mars 2002 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier,

Vu la délibération n° CD-2018-082 du 10 décembre 2018 adoptant le Budget Primitif 2019 pour la politique infrastructures et grands déplacements,

Vu la délibération n° CD-2018-083 du 10 décembre 2018 adoptant le Budget Primitif 2019 pour la politique des bâtiments et moyens départementaux,

Vu l'avis favorable aux propositions présentées émis par la 3ème Commission Infrastructures Routières, Transports et Mobilité, Bâtiments lors de ses réunions du 22 mars 2019 et du 12 avril 2019,

Vu l'avis favorable aux propositions présentées émis par la 8ème Commission Finances, Ressources Humaines, Administration Générale lors de sa réunion du 06 mai 2019.

Les visas ci-avant ayant été rappelés, M. le Président expose que :

Les propositions émises par la 3ème Commission Infrastructures Routières, Transports et Mobilité, Bâtiments dans le cadre du Budget Supplémentaire visent à apporter les ajustements nécessaires pour assurer la maintenance, l'amélioration, la modernisation et le développement du patrimoine routier, des transports, de la mobilité et des bâtiments départementaux, ainsi qu'à la mise à disposition des moyens nécessaires au fonctionnement de l'institution.

M. le Président soumet à l'Assemblée départementale les propositions d'inscriptions budgétaires émises par la 3ème Commission Infrastructures Routières, Transports et Mobilité, Bâtiments à intégrer au Budget Supplémentaire.

Concernant les Infrastructures Routières

Pour la section investissement, les propositions concernent pour l'essentiel :

- un report des Crédits de Paiement non consommés en 2018,
- un réajustement des échéanciers de Crédits de Paiement des différentes Autorisations de Programme afin de se cadrer au mieux avec les dépenses estimées jusqu'à la fin de l'exercice 2019,

- une diminution des Autorisations de Programme du budget principal pour certaines opérations qui font l'objet d'un financement au titre du budget annexe de la Contribution Financière Genevoise (CFG).

Des inscriptions complémentaires d'Autorisations de Programme et de Crédits de Paiement pour la réalisation d'opérations en études comme en travaux ; on peut citer notamment :

- la sécurisation et la protection contre les chutes de pierres entre Bioge et Feu Courbe sur les communes de Feternes et Chevenoz,
- les études de doublement de la RD 3508 Sud - voie de Poisy en partenariat financier avec le Grand Annecy,
- l'aménagement d'un carrefour Tourne à gauche sur la RD 909 dans la montée de la Vacherie - Commune de Thônes
- l'aménagement et le confortement de la RD 909 à l'aval du chef-lieu de Saint-Jean-de-Sixt,
- la mise en place d'une enveloppe complémentaire sur le programme d'amélioration et de renforcement du réseau RD pour les Dégâts exceptionnels, les revêtements de chaussée et ouvrages de soutènement,
- les équipements en matériel et mobilier des nouveaux centres de Chamonix-Mont-Blanc, Maxilly-sur-Léman, Thonon-les-Bains (Genevray) et Saint-Julien-en-Genevois.

Pour la section fonctionnement, aucune modification de crédits n'est sollicitée.

I. Section de Fonctionnement

Dans le cadre du Budget Supplémentaire 2019, il n'est sollicité aucune demande de crédits supplémentaires.

EN DEPENSES

Programme 10010007 – Viabilité hivernale

Dans le cadre du Budget Primitif, l'Assemblée départementale a voté des crédits d'un montant de **4 445 000 €.** Ce budget a été bâti pour un hiver de force moyenne.

Au moment de l'élaboration du Budget Supplémentaire, seuls les montants des prestations de viabilité hivernale de la période de janvier et février 2019 sont connus.

Le budget actuel devrait permettre d'assurer le démarrage de la future saison. Un point sera établi lors de l'élaboration de la Décision Modificative n° 2 en tirant un bilan précis de la fin de saison 2018-2019.

En conclusion, pour la section de fonctionnement, aucune demande de modifications des crédits par rapport à ceux déjà en place.

II. Section d'Investissement

Les propositions d'inscriptions ou de modifications au titre du Budget Supplémentaire 2019 se déclinent comme suit :

1. un réajustement des échéanciers des Crédits de Paiement issu du report des Crédits de Paiement non consommés en 2018 et également de la modification des échéanciers des différents programmes qui se traduit en synthèse comme suit :

- **- 2 684 511 €** en CP 2018,
- **16 903 €** en CP 2019,
- **- 674 624 €** en CP 2020,
- **2 736 719 €** en CP 2021,
- **155 317 €** en CP 2022,
- **450 196 €** en CP 2023.

2. une diminution d'un montant de **460 000 €** des Autorisations de Programme affectées aux études Réseau Routier Départementale 2013, 2015 et 2016, dont **- 66 800 €** en CP 2019, afin de permettre de solder ces programmes à la fin de l'année.

3. l'inscription d'Autorisations de Programmes complémentaires d'un montant total de **13 450 000 €** et de **3 855 000 €** en CP 2019 avec la décomposition suivante :

- **4 000 000 €** en Autorisation de Programme et **1 500 000 €** en Crédits de Paiement 2019 pour l'amélioration et le renforcement du réseau routier départemental dont notamment :
  - **2 100 000 €** pour la réparation des dégâts exceptionnels compte tenu du nombre important des dossiers (RD 26 – Réparation du mur au lieu-dit "La Touvière" entre les PR 9+650 à 9+990 de la RD 36 sur la commune de Lullin, RD 1508 au lieu-dit Les Plats à Frangy,…),
  - **400 000 €** pour la réparation des murs de soutènements en rives du Lac d'Annecy sur la RD 909A entre Balmettes et Glières - Talloires,
  - **1 000 000 €** pour la reprise de revêtements de chaussée dégradés sur la RD 1508 au PR 11+500 à Vanzy, les RD 903 et 903G du PR 45+300 à 46+400 à Nangy et la RD 106 route de Flaine,
  - **400 000 €** de crédit complémentaire pour la protection chutes de pierres sur la RD 14 à Val-de-Fier.
- **500 000 €** en AP et **380 000 €** en CP 2019 pour le programme de réparation et équipement bâtiment voirie 2019 détaillé comme suit :
  - **350 000** € pour l'acquisition de racs de rangement, et d'équipements pour les Centres d'Exploitation des Routes Départementales (CERD) Chamonix-Mont-Blanc, Margencel/Thonon-les-Bains et de Maxilly-sur-Léman et Saint-Julien-en-Genevois,
  - **150 000 €** pour l'acquisition de matériel pour le Parc de Thonon-les-Bains au Genevray en cours d'achèvement.
- **450 000 € en** Autorisation de Programme et **50 000 €** en Crédits de Paiement 2019 pour le programme Etudes Réseau Routier Départemental 2019 lié au transfert des AP études 2013, 2015 et 2016**.**
- **2 600 000 €** en Autorisation de Programme et **1 000 000 €** en Crédits de Paiement pour le programme d'aménagement du réseau RD 2019 dont :
  - **720 000 €** pour l'aménagement sur la RD 909 du tourne à gauche de la Vacherie à Thônes,
  - **1 345 000 €** pour l'aménagement de l'entrée de Saint-Jean-de-Sixt sur la RD 909,
  - **535 000 €** pour la convention pour le réaménagement des carrefours RD 1205 de raccordement du diffuseur n°19 ATMB et la zone de la Maladière à Cluses.
- **1 000 000 €** de crédits transférés du budget Environnement pour la construction d'une passerelle sur le Fier dans le secteur de Morette RD 909 à Thônes et La Balme-de-Thuy.
- **2 000 000 €** en Autorisation de Programme, pour les études de doublement de la voie de Poisy RD 3508 Sud, avec une participation financière de 50 % du Grand Annecy.

- **2 900 000 €** en Autorisation de Programme pour les travaux de sécurisation de la RD 22 entre Bioge et Feu Courbe sur les communes de Féternes et de Chevenoz, avec un échéancier de crédits de paiement sur 4 années.

4. des modifications liées au budget annexe CFG :

Certaines opérations subventionnées (sous maîtrise d'ouvrage de tiers) font l'objet d'un financement partiel au titre de la Contribution Financière Genevoise (CFG).
La gestion de ces opérations dans le budget annexe de la CFG nécessite, dans le cadre du Budget Supplémentaire, de diminuer les AP du budget principal correspondantes.
Ainsi dans le cadre du BS 2019 il est proposé de réduire l'opération de dénivellation des PN 90, 91 et 93 sur les RD 2/302 – communes de Reignier-Esery et d'Etrembières pour un montant de - **5 000 000 €** avec diminution de l'échéancier des CP soit :

- - **1 329 825 €** en CP 2020,
- – **3 670 175 €** en CP 2021.

En conclusion, les propositions d'inscriptions au titre du Budget Supplémentaire 2019 pour le Budget Principal s'élèvent globalement à :

- **7 990 000 €** en Autorisations de Programme,
- **3 805 103 €** en Crédits de Paiement 2019.

Concernant les Grands Déplacements

Section d'Investissement

Les propositions concernent pour l'essentiel :

- un réajustement des échéanciers de Crédits de Paiement des différentes Autorisations de Programme afin de se cadrer au mieux avec les dépenses estimées jusqu'à la fin de l'exercice 2019, qui se traduit en synthèse comme suit :

  - - 336 535 € en CP 2018,
  - 69 535 € en CP 2020,
  - 267 000 € en CP 2021.

- une diminution de – 3 000 000 € en Autorisations de Programme pour l'opération Subvention SNCF Réseau pour les 10 gares CEVA opérations qui fait l'objet d'un financement au titre de la Compensation Financière Genevoise (CFG),

- une diminution de – 42 099 € en Autorisations de Programme et en CP 2019 pour l'opération Subvention Annemasse Agglo pour les pôles d'échanges multimodaux qui fait également l'objet d'un financement au titre de la Contribution Financière Genevoise (CFG).

Au total, pour la section investissement, le budget pour les politiques en matière de Grands Déplacements après BS s'élève donc à :

- **8 384 850 €** en Autorisations de Programme**,**
- **570 000 €** en Crédits de Paiement 2019.

Concernant les Bâtiments Départementaux et les Moyens de l'Institution

Pour assurer les constructions, aménagements et réhabilitations des bâtiments départementaux (hors bâtiments scolaires), ainsi que leur maintenance, pour procéder à la mise à disposition des moyens nécessaires au fonctionnement de la Collectivité, il est proposé à l'Assemblée, au Budget Supplémentaire 2019 :

- F**onctionnement :** de ne pas modifier le crédit alloué de **4 303 000 €**.

- **Investissement** :

  - d'augmenter les Autorisations de Programme de **3 195 000 €,**

  - de ne pas modifier les Crédits de Paiement 2019 de **17 211 293 €.**

Section d'Investissement

A. AUGMENTER LES AUTORISATIONS DE PROGRAMMES DE 3 195 000 €, NOTAMMENT :

+ 750 000 € pour l'aménagement d'un lieu d'accueil des MI (Mineurs Isolés) à Faverges,

+ 725 000 € pour la reconstruction totale (au lieu de partielle prévue initialement) du point d'appui de la glacière à Fillière, portant le coût du projet à 1,515 M€,

+ 700 000 € pour l'acquisition de matériels : deux presses numériques destinées à l'imprimerie départementale et une dameuse pour le domaine nordique du plateau des Glières,

+ 500 000 € pour la construction d'un Parc de voirie à Ayze, pour un coût total de 6,013 M€ afin de prendre en compte les incidences de modification de programme, les études géotechniques défavorables et l'évolution des prix,

+ 425 000 € afin de traiter les infiltrations et les condensations en toiture au CERD de Scionzier,

+ 200 000 € pour la réfection des rez-de-chaussée, 1er et 2ème étages du site départemental de l'avenue de la Plaine à Annecy afin de profiter que le bâtiment soit partiellement inoccupé, l'ensemble pour un coût de 927 000 €,

+ 180 000 € pour l'extension des vestiaires et sanitaires du CERD de Taninges,

+ 160 000 € HT de complément pour le réaménagement de l'Auberge du plateau des Glières, portant le coût à 6,105 M€ (parking couvert et adaptation des chambres),

+ 160 000 € pour l'aménagement des locaux destinés à l'annexe Savoie Biblio de Bons-en-Chablais, compte tenu du résultat de la consultation en cours, portant le coût d'ensemble à 1,134 M€,

- 380 000 € afin de supprimer l'opération prévue au CERD Annecy-Ouest.

B. CONSERVER LE MONTANT DES CREDITS DE PAIEMENT 2019 DE 17 211 293 €

Compte tenu des modifications des autorisations de programme énoncées ci-dessus et des report de crédits non consommés en 2018 et les ajustements d'échéancier, les crédits de paiement affectés aux principales opérations sont les suivantes :

ACTION D'AMELIORATION DES BATIMENTS LIES AUX ROUTES DEPARTEMENTALES :

- 2,217 M€ afin de poursuivre les travaux de construction de bâtiments regroupant le CERD (Centre d'Exploitation des Routes Départementales), l'arrondissement et le Parc à Thonon-les-Bains (pour un coût prévisionnel d'opération de 8,949 M€),
- 1,339 M€ pour livrer le CERD à Chamonix-Mont-Blanc au-dessus du rond-point de la Vigie (pour un coût prévisionnel d'opération de 4,360 M€) à l'été 2019,
- 0,235 M€ pour le Parc d'Ayze, afin de finir les études et lancer les consultations de travaux (coût global de 6,013 M€),
- 1,123 M€ pour achever les travaux d'extension et de réhabilitation thermique du CERD de Maxilly-sur-Léman (sur un coût prévisionnel d'opération de 2,460 M€),
- 0,274 M€ de réfection et isolation de la toiture du CERD de Reignier-Esery.

ACTION DE VALORISATION DU PATRIMOINE CULTUREL, TOURISTIQUE ET UNIVERSITAIRE

- 3,411 M€ HT pour la réhabilitation et le réaménagement de l'Auberge du Plateau des Glières, afin de poursuivre les travaux (sur un coût d'opération de 6,105 M€ HT),
- 1 M€ pour le centre d'hébergement « le Nid » à Saint-Jeoire, afin de solder la réhabilitation des façades, y compris leur isolation (sur un coût d'opération de 2,750 M€),
- 0,5 M€ pour l'aménagement de locaux à Bons-en-Chablais, afin de reloger l'annexe du Chablais de Savoie Biblio,
- 0,250 M€ d'études pour la construction d'une MAPI (Maison d'Action Publique et Internationale) sur le campus d'Annecy-le-Vieux à Annecy, afin de désigner l'équipe de maîtrise d'œuvre dans le cadre d'un concours et de démarrer les études.

ACTION DE RENOVATION ET DE MODERNISATION DES BATIMENTS ADMINISTRATIFS :

- 1,433 M€ prévus pour le Site départemental de l'avenue de la Plaine à Annecy, comprenant la réfection des façades, l'aménagement du 3ème étage, la réfection des sanitaires et celle des autres niveaux. La livraison des travaux est prévue mi-2019.

ACTION DE RAPPROCHEMENT DES SERVICES MEDICO-SOCIAUX DES USAGERS :

- 0,615 M€ destinés à l'aménagement d'un lieu d'accueil à Annecy et de locaux d'hébergement à Passy et Faverges, pour les Mineurs Isolés,
- 0,506 M€ pour démarrer les travaux d'aménagement d'un Pôle Médico-Social au sein du Site Départemental de l'avenue de la Plaine à Annecy (sur un coût d'opération de 2 680 000 €).

ACTION D'AMELIORATION ET D'AMENAGEMENTS DANS LES BATIMENTS DEPARTEMENTAUX

- 3,573 M€ dont 3,456 M€ de travaux et 0,1 M€ d'études.

ACTION D'ACQUISITION DE MOBILIERS ET MATERIELS

- 0,505 M€ pour l'équipement en mobilier, matériel et outillage technique divers.

Ces créations et modifications d'Autorisations de Programmes conduisent, à un engagement financier en crédits de paiement du Département, pour les années 2020 à 2024, de 38 713 136 € *(hors nouvelles opérations récurrentes de 4 M€ /an) :*

- dont crédits de paiement 2020 .....16 778 136 € + 4 M€ = 20,8 M€,
- dont crédits de paiement 2021 ..... 8 265 000 € + 4 M€ = 12,3 M€,
- dont crédits de paiement 2022 ..... 6 370 000 € + 4 M€ = 10,4 M€,
- dont crédits de paiement 2023 ..... 6 700 000 € + 4 M€ = 10,7 M€,
- dont crédits de paiement 2024 .....600 000 € + 4 M€ = 4,6 M€.

Il est demandé à l'Assemblée départementale de bien vouloir délibérer et statuer.

Le Conseil départemental,
après en avoir délibéré et enregistré l'abstention de Mme GONZO-MASSOL, MM. BAUD-GRASSET, DAVIET et EXCOFFIER (momentanément absents de la salle des séances lors du vote),
à l'unanimité,

APPROUVE :

- la création des Autorisations de Programmes présentées dans le tableau figurant en annexe A et l'affectation sur une opération du même montant, du même libellé et du même échéancier que celui de l'AP, pour ce qui concerne les AP « RD 3508 Sud - Doublement de la Voie de Poisy », « RD 909 - Construction d'une passerelle sur le Fier dans le secteur de Morette - Thônes – Balme-de-Thuy », « RD 22 Sécurisation entre Bioge et Feu Courbe - Feternes – Chevenoz »,

- les modifications des autorisations de programmes existantes présentées dans les tableaux figurant en annexe A ainsi que les affectations ou les modifications d'affectation décrites en annexe B,

- l'inscription des crédits proposés selon la répartition suivante :

RECETTES	BP 2019	BS 2019	BP + BS 2019
FONCTIONNEMENT			
- Infrastructures Routières	625 000	0	625 000
- Bâtiments et Moyens	300 000	0	300 000
Total	925 000	0	925 000
INVESTISSEMENT			
- Infrastructures Routières	13 550 000	0	13 550 000
Total	13 550 000	0	13 550 000
TOTAL RECETTES	**14 475 000**	**0**	**14 475 000**

DEPENSES	BP 2019	BS 2019	BP + BS 2019
FONCTIONNEMENT			
- Infrastructures Routières	16 826 000	0	16 826 000
- Bâtiments et Moyens	4 303 000	0	4 303 000
Total	21 129 000	0	21 129 000
INVESTISSEMENT			
- Infrastructures Routières	109 571 775	3 805 103	113 376 878
- Grands Déplacements	612 099	-42 099	570 000
- Bâtiments et Moyens	17 211 293	0	17 211 293
Total	127 395 167	3 763 004	131 158 171
TOTAL DEPENSES	**148 524 167**	**3 763 004**	**152 287 171**

Au vu des AP votées, l'engagement financier en crédits de paiement du Département pour les années 2020 et suivantes s'élève à : 220 389 634 € :

- dont infrastructures Routières : 175 596 463 €,
- dont Grands Déplacements : 6 080 035 €,
- dont Bâtiments et Moyens : 38 713 136 €.

Délibération télétransmise en Préfecture le 03 juin 2019,
Publiée et certifiée exécutoire le 05 juin 2019,
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
Signé,
Le Président du Conseil départemental,
Christian MONTEIL

Les Autorisations de Programmes de l'exercice 2019

3ème Commission : Infrastructures Routières, Transports et Mobilité, Bâtiments

					Les AP / CP après le BP 2019								Les AP / CP après le BS 2019							
Com	Gest.	Code AP	libellé	Millésime	TOTAL AP après le BP 2019	Exercices antérieurs < 2018	CP 2018	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +	TOTAL AP après le BS 2019	Exercices antérieurs < 2018	CP 2018	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +
3	CSC	13030001019	Bâtiments médico-sociaux	2011	76 137	76 137	0	0	0	0	0	0	76 137	76 137	0	0	0	0	0	0
3	CSC	13030001019	Bâtiments médico-sociaux	2011	11 880	11 880	0	0	0	0	0	0	11 880	11 880	0	0	0	0	0	0
3	CSC	13030001019	Bâtiments médico-sociaux	2011	773 720	559 287	214 433	0	0	0	0	0	773 720	559 287	111 671	102 762	0	0	0	0
3	CSC	13060005003	Auberge de Clermont HT	2018	20 000	0	5 000	15 000	0	0	0	0	20 000	0	0	15 000	5 000	0	0	0
3	CSC	13060005003	Auberge de Clermont HT	2018	87 000	0	0	27 000	60 000	0	0	0	87 000	0	0	32 000	55 000	0	0	0
3	CSA	13070011005	Mobiliers et matériels	2017	35 000	22 446	12 554	0	0	0	0	0	35 000	22 446	7 817	4 737	0	0	0	0
3	CSA	13070011005	Mobiliers et matériels	2017	199 620	166 412	33 208	0	0	0	0	0	199 620	166 412	32 195	1 013	0	0	0	0
3	CSA	13070011006	Mobiliers et matériels	2018	80 000	0	80 000	0	0	0	0	0	54 523	0	51 551	2 972	0	0	0	0
3	CSA	13070011006	Mobiliers et matériels	2018	240 000	0	180 000	60 000	0	0	0	0	236 000	0	144 154	91 846	0	0	0	0
3	CSA	13070011007	Mobiliers et matériels	2019	120 000	0	0	100 000	20 000	0	0	0	820 000	0	0	100 000	720 000	0	0	0
3	CSA	13070011007	Mobiliers et matériels	2019	240 000	0	0	210 000	30 000	0	0	0	240 000	0	0	210 000	30 000	0	0	0
3	CSC	13070009002	Construction Réhabilitation	2015	85 000	79 001	5 999	0	0	0	0	0	85 000	79 001	0	5 999	0	0	0	0
3	CSC	13070009002	Construction Réhabilitation	2015	17 630 966	1 674 955	5 917 295	5 701 716	3 637 000	700 000	0	0	17 620 966	1 674 955	5 821 261	4 777 343	4 647 407	700 000	0	0
3	CSC	13070009002	Construction Réhabilitation	2015	3 058 000	226 595	1 930 000	901 405	0	0	0	0	3 065 268	226 595	1 303 929	1 432 744	102 000	0	0	0
3	CSC	13070009002	Construction Réhabilitation	2015	4 651 685	2 010 186	46 499	400 000	1 260 000	935 000	0	0	4 651 685	2 010 186	36 237	510 262	1 260 000	835 000	0	0
3	CSC	13070009002	Construction Réhabilitation	2015	3 545 000	125 442	1 474 558	1 500 000	445 000	0	0	0	3 705 000	125 442	1 471 809	1 502 749	605 000	0	0	0
3	CSC	13070009002	Construction Réhabilitation	2015	700 000	82 542	371 467	185 991	60 000	0	0	0	730 000	82 542	221 522	345 936	80 000	0	0	0
3	CSC	13070009002	Construction Réhabilitation	2015	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3	CSC	13070009002	Construction Réhabilitation	2015	52 000	16 011	35 989	0	0	0	0	0	24 274	16 011	8 263	0	0	0	0	0
3	CSC	13070009003	Construction Savoie Biblio	2017	250 000	0	0	0	250 000	0	0	0	250 000	0	0	0	250 000	0	0	0
3	CSC	13070009004	Ravalement façades sous préfecture Bonneville	2017	270 000	0	270 000	0	0	0	0	0	270 000	0	163 794	106 206	0	0	0	0
3	CSC	13070009005	Construction Réhabilitation	2018	470 000	0	40 000	110 000	320 000	0	0	0	95 000	0	0	40 000	55 000	0	0	0
3	CSC	13070009005	Construction Réhabilitation	2018	5 100 000	0	0	0	3 100 000	2 000 000	0	0	5 600 000	0	0	0	3 100 000	2 500 000	0	0
3	CSC	13070009006	Construction Réhabilitation	2019	300 000	0	0	0	100 000	200 000	0	0	300 000	0	0	0	100 000	200 000	0	0
3	CSC	13070009006	Construction Réhabilitation	2019	4 700 000	0	0	0	0	0	2 000 000	2 700 000	4 700 000	0	0	0	0	0	2 000 000	2 700 000
3	CSC	13070009006	Construction Réhabilitation	2019	700 000	0	0	0	700 000	0	0	0	1 420 000	0	0	0	350 000	700 000	370 000	0
3	CSC	13070010003	Amélioration Aménagement	2015	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3	CSC	13070010003	Amélioration Aménagement	2015	61 280	61 280	0	0	0	0	0	0	61 280	61 280	0	0	0	0	0	0
3	CSC	13070010003	Amélioration Aménagement	2015	20 000	10 876	0	9 124	0	0	0	0	20 000	10 876	0	1 000	8 124	0	0	0
3	CSC	13070010003	Amélioration Aménagement	2015	696 574	377 191	45 243	274 140	0	0	0	0	696 574	377 191	42 613	276 770	0	0	0	0
3	CSC	13070010003	Amélioration Aménagement	2015	287 539	278 889	8 650	0	0	0	0	0	287 539	278 889	4 476	4 174	0	0	0	0
3	CSC	13070010003	Amélioration Aménagement	2015	402 899	390 848	12 051	0	0	0	0	0	402 899	390 848	0	12 051	0	0	0	0
3	CSC	13070010003	Amélioration Aménagement	2015	686 218	442 847	46 378	196 993	0	0	0	0	686 218	442 847	46 378	1 000	195 993	0	0	0
3	CSC	13070010003	Amélioration Aménagement	2015	4 601	4 601	0	0	0	0	0	0	4 601	4 601	0	0	0	0	0	0
3	CSC	13070010003	Amélioration Aménagement	2015	113 114	113 114	0	0	0	0	0	0	113 114	113 114	0	0	0	0	0	0
3	CSC	13070010004	Amélioration Aménagement	2016	88 434	77 637	10 797	0	0	0	0	0	88 434	77 637	6 421	4 376	0	0	0	0
3	CSC	13070010004	Amélioration Aménagement	2016	97 183	97 183	0	0	0	0	0	0	97 183	97 183	0	0	0	0	0	0
3	CSC	13070010004	Amélioration Aménagement	2016	722 523	708 810	13 713	0	0	0	0	0	725 973	708 810	6 321	10 842	0	0	0	0
3	CSC	13070010004	Amélioration Aménagement	2016	129 857	107 304	22 553	0	0	0	0	0	129 857	107 304	11 397	11 156	0	0	0	0
3	CSC	13070010004	Amélioration Aménagement	2016	278 360	216 262	6 098	56 000	0	0	0	0	298 360	216 262	6 196	75 902	0	0	0	0
3	CSC	13070010004	Amélioration Aménagement	2016	316 333	156 333	100 000	60 000	0	0	0	0	296 333	156 333	100 000	40 000	0	0	0	0
3	CSC	13070010004	Amélioration Aménagement	2016	28 555	28 555	0	0	0	0	0	0	28 555	28 555	0	0	0	0	0	0
3	CSC	13070010005	Amélioration Aménagement	2017	115 219	50 216	65 003	0	0	0	0	0	88 107	50 216	26 043	11 848	0	0	0	0
3	CSC	13070010005	Amélioration Aménagement	2017	342 677	192 435	136 242	14 000	0	0	0	0	266 185	192 435	68 671	5 079	0	0	0	0
3	CSC	13070010005	Amélioration Aménagement	2017	1 263 090	384 145	558 945	55 000	265 000	0	0	0	869 505	384 145	449 418	35 942	0	0	0	0
3	CSC	13070010005	Amélioration Aménagement	2017	627 615	88 487	323 128	216 000	0	0	0	0	328 163	88 487	180 672	59 004	0	0	0	0
3	CSC	13070010005	Amélioration Aménagement	2017	450 876	235 983	190 590	24 303	0	0	0	0	400 743	235 983	99 396	65 364	0	0	0	0
3	CSC	13070010005	Amélioration Aménagement	2017	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3	CSC	13070010005	Amélioration Aménagement	2017	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3	CSC	13070010006	Amélioration Aménagement	2018	150 490	0	99 968	50 522	0	0	0	0	92 490	0	46 687	45 803	0	0	0	0
3	CSC	13070010006	Amélioration Aménagement	2018	373 687	0	223 687	150 000	0	0	0	0	377 617	0	95 965	281 652	0	0	0	0
3	CSC	13070010006	Amélioration Aménagement	2018	210 855	0	173 756	37 099	0	0	0	0	325 137	0	114 798	210 339	0	0	0	0
3	CSC	13070010006	Amélioration Aménagement	2018	449 935	0	354 935	95 000	0	0	0	0	343 447	0	179 038	147 809	16 600	0	0	0
3	CSC	13070010006	Amélioration Aménagement	2018	176 384	0	146 384	30 000	0	0	0	0	225 919	0	105 822	82 752	37 345	0	0	0
3	CSC	13070010007	Amélioration Aménagement	2019	130 000	0	0	110 000	20 000	0	0	0	165 000	0	0	55 000	110 000	0	0	0
3	CSC	13070010007	Amélioration Aménagement	2019	550 000	0	0	500 000	50 000	0	0	0	1 060 000	0	0	630 000	160 000	270 000	0	0
3	CSC	13070010007	Amélioration Aménagement	2019	700 000	0	0	600 000	100 000	0	0	0	700 000	0	0	591 000	109 000	0	0	0
3	CSC	13070010007	Amélioration Aménagement	2019	300 000	0	0	250 000	50 000	0	0	0	380 000	0	0	330 000	50 000	0	0	0
3	CSC	13070010007	Amélioration Aménagement	2019	350 000	0	0	320 000	30 000	0	0	0	1 040 000	0	0	505 000	475 000	60 000	0	0

					Les AP / CP après le BP 2019								Les AP / CP après le BS 2019							
Com	Gest.	Code AP	libellé	Millésime	TOTAL AP après le BP 2019	Exercices antérieurs < 2018	CP 2018	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +	TOTAL AP après le BS 2019	Exercices antérieurs < 2018	CP 2018	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +
3	CSC	13070010007	Amélioration Aménagement	2019									120 000	0	0	80 000	40 000	0	0	0
3	CSC	13051002003	Auberge des Glières HT	2016	276 718	155 718	121 000	0	0	0	0	0	269 638	155 718	113 920	0	0	0	0	0
3	CSC	13051002003	Auberge des Glières HT	2016	5 668 667	0	610 000	3 207 000	1 851 667	0	0	0	5 835 747	0	573 219	3 410 861	1 851 667	0	0	0
3	CSC	05010001017	MAPI enseignement supérieur	2017	1 300 000	0	50 000	500 000	750 000	0	0	0	1 300 000	0	0	250 000	1 050 000	0	0	0
3	CSC	05010001023	MAPI enseignement supérieur	2019	11 600 000	0	0	0	0	3 000 000	4 000 000	4 600 000	11 600 000	0	0	0	0	3 000 000	4 000 000	4 600 000
3	CSC	12022021001	Structures hébergements MI	2019	1 020 000	0	0	1 020 000	0	0	0	0	1 684 000	0	0	534 000	1 150 000	0	0	0
3	CSA	12022021001	Structures hébergements MI	2019	100 000	0	0	100 000	0	0	0	0	100 000	0	0	35 000	65 000	0	0	0
3	CSA	12022021001	Structures hébergements MI	2019	40 000	0	0	40 000	0	0	0	0	40 000	0	0	15 000	25 000	0	0	0
3	CSA	12022021001	Structures hébergements MI	2019	0	0	0	0	0	0	0	0	101 000	0	0	81 000	20 000	0	0	0
3	CSA	12022021001	Structures hébergements MI	2019	85 000	0	0	85 000	0	0	0	0	85 000	0	0	30 000	55 000	0	0	0
Sous total Constructions, Services Généraux Bâtiments					73 610 691	9 229 608	13 936 123	17 211 293	13 098 667	6 835 000	6 000 000	7 300 000	76 805 691	9 229 608	11 651 654	17 211 293	16 778 136	8 265 000	6 370 000	7 300 000
3	VTI	11030002022	Subvention RFF - Gares CEVA (10 gares)	2018	3 000 000	0	0	0	1 500 000	1 500 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3	VTI	11030005001	Subvention pôles échanges multimodaux (CPER) - Annemasse	2013	55 724	55 724	0	0	0	0	0	0	55 724	55 724	0	0	0	0	0	0
3	VTI	11030005001	Subvention pôles échanges multimodaux (CPER) - Annemasse	2013	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3	VTI	11030005001	Subvention pôles échanges multimodaux (CPER) - Annemasse	2013	42 099	0	0	42 099	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3	VTI	11030007002	Tram d'Annemasse	2013	2 539 126	535 626	0	0	2 003 500	0	0	0	2 539 126	535 626	0	0	2 003 500	0	0	0
3	VTI	11030007003	Tram de Saint Julien	2013	1 130 000	0	0	0	1 130 000	0	0	0	1 130 000	0	0	0	1 130 000	0	0	0
3	VTI	11030002015	Aix - Annecy	2015	4 000 000	400 500	489 500	500 000	2 430 000	180 000	0	0	4 000 000	400 500	222 500	500 000	2 430 000	447 000	0	0
3	VTI	11030001001	Frais études	2014	660 000	421 500	168 500	70 000	0	0	0	0	660 000	421 500	98 965	70 000	69 535	0	0	0
Sous total Grands Déplacements					11 426 949	1 413 350	658 000	612 099	7 063 500	1 680 000	0	0	8 384 850	1 413 350	321 465	570 000	5 633 035	447 000	0	0
3	VTV00	10030001003	Etudes Construction de Voies Nouvelles 2003	2003	8 765 000	8 719 905	45 095	0	0	0	0	0	8 765 000	8 719 905	0	45 095	0	0	0	0
3	VTV00	10030001003	Etudes Construction de Voies Nouvelles 2003	2003	5 000	5 000	0	0	0	0	0	0	5 000	5 000	0	0	0	0	0	0
3	VTV00	10020003021	Aménagement réseau RD 2012 - FDI	2012	29 800 000	29 710 000	30 000	60 000	0	0	0	0	29 800 000	29 710 000	14 288	75 712	0	0	0	0
3	VTV00	10030001007	Etudes TCSP Réseau RD 2012 - FDI	2012	3 850 000	2 823 660	684 590	341 750	0	0	0	0	3 850 000	2 823 660	541 801	484 539	0	0	0	0
3	VTV00	10030001008	Etudes Doublement contournement Nord d'Annecy RD 3508 - FDI	2012	1 000 000	690 888	304 570	4 542	0	0	0	0	1 000 000	690 888	89 820	219 292	0	0	0	0
3	VTV00	10020003023	Aménagement pistes cyclables - Voie Verte	2012	34 000 000	15 753 100	2 725 840	4 137 060	5 884 000	4 500 000	1 000 000	0	34 000 000	15 753 100	2 674 669	2 837 060	5 935 171	5 800 000	1 000 000	0
3	VTV00	10020002007	Déviation de Marignier (Acquisitions foncières)	2012	10 000 000	4 193 539	1 676 461	1 940 000	1 190 000	1 000 000	0	0	10 000 000	4 193 539	1 553 517	1 940 000	1 190 000	1 122 944	0	0
3	VTV00	10051003003	Viry Desserte plateforme multimodale	2012	2 625 000	0	0	0	0	1 000 000	1 625 000	0	2 625 000	0	0	0	0	1 000 000	1 625 000	0
3	VTV00	10051003003	Viry Desserte plateforme multimodale	2012	700 000	202 888	75 000	140 000	197 112	85 000	0	0	700 000	202 888	19 683	140 000	197 112	85 000	55 317	0
3	VTV00	10200001009	Etudes Réseau routier départemental 2013	2013	1 900 000	1 678 254	15 990	55 756	150 000	0	0	0	1 750 000	1 678 254	15 990	55 756	0	0	0	0
3	VTV00	10020002008	Tunnel sous le Semnoz - Acquisitions foncières	2013	2 958 400	0	0	0	800 000	1 158 400	1 000 000	0	2 958 400	0	0	0	800 000	1 158 400	1 000 000	0
3	VTV00	10020003024	Aménagement réseau RD 2013 (Yc 2 M€ Trav. Agglo)	2013	10 500 000	10 240 000	123 100	136 900	0	0	0	0	10 500 000	10 240 000	0	260 000	0	0	0	0
3	VTV00	10020002008	Tunnel sous le Semnoz - Acquisitions foncières	2013	4 041 600	4 041 600	0	0	0	0	0	0	4 041 600	4 041 600	0	0	0	0	0	0
3	VTV00	10020004012	Complément Financement Fond intervention Struct. 40e Tr	2013	1 643 000	1 593 000	0	50 000	0	0	0	0	1 643 000	1 593 000	0	50 000	0	0	0	0
3	VTV00	10030010005	Aménagement en rive droite de l'Arve Contournement de Thyez Marignier - 1ère tranche	2013	25 000 000	19 942 603	3 608 487	1 448 910	0	0	0	0	25 000 000	19 942 603	3 595 239	1 462 158	0	0	0	0
3	VTV00	04032030027	Aménagement en rive droite de l'Arve Contournement de Thyez Marignier - 1ère tranche TDENS	2013	2 600 000	1 403 025	696 975	500 000	0	0	0	0	2 600 000	1 403 025	696 356	500 619	0	0	0	0
3	VTV00	10200001010	Etudes Réseau routier départemental 2014	2014	3 500 000	2 614 076	329 080	320 000	236 844	0	0	0	3 500 000	2 614 076	283 180	340 000	262 744	0	0	0
3	VTV00	10020003026	Aménagement réseau RD 2014 (Yc Trav. Agglo)	2014	13 645 000	13 047 995	519 705	77 300	0	0	0	0	13 645 000	13 047 995	513 905	83 100	0	0	0	0
3	VTV00	10020004014	Requalification entrée Ouest de Saint Julien en Genevois	2014	6 900 000	600 000	3 000 000	3 300 000	0	0	0	0	6 900 000	600 000	2 978 232	3 321 768	0	0	0	0
3	VTV00	10030001009	Liaison Nouvelle Machilly - Thonon	2014	2 000 000	1 200 000	0	500 000	300 000	0	0	0	2 000 000	1 200 000	0	500 000	300 000	0	0	0
3	VTV00	10030001009	Liaison Nouvelle Machilly - Thonon	2014	1 000 000	139 674	100 000	138 026	322 300	300 000	0	0	1 000 000	139 674	59 225	38 026	322 300	340 775	100 000	0
3	VTV00	10200001011	Etudes Réseau routier départemental 2015	2015	2 400 000	2 050 770	275 060	74 170	0	0	0	0	2 250 000	2 050 770	112 260	86 970	0	0	0	0
3	VTV00	04032030029	Aménagement environnemental - Reconstruction seuil du Pont de Fillinges	2015	2 340 000	1 696 130	221 600	226 870	195 400	0	0	0	2 340 000	1 696 130	221 600	226 870	195 400	0	0	0
3	VTV00	10010020020	RD 1005 - Falaise de Meillerie - Merlon	2015	2 800 000	600 000	72 500	1 000 000	1 127 500	0	0	0	2 800 000	600 000	64 153	15 800	1 620 047	500 000	0	0
3	VTV00	10010020020	RD 1005 - Falaise de Meillerie - Merlon	2015	1 200 000	15 309	384 691	350 000	450 000	0	0	0	1 200 000	15 309	335 233	350 000	499 458	0	0	0
3	VTV00	10020003027	Aménagement réseau RD 2015 (Yc Trav. Agglo)	2015	10 000 000	9 173 874	583 200	242 926	0	0	0	0	10 000 000	9 173 874	530 720	295 406	0	0	0	0
3	VTV00	10020004015	Aménagement ouvrages avec RD2015	2015	500 000	450 000	0	50 000	0	0	0	0	500 000	450 000	0	50 000	0	0	0	0
3	VTV00	10030010006	Déviation de PRINGY (2e tranche)	2015	13 000 000	1 236 881	8 873 119	2 000 000	890 000	0	0	0	13 000 000	1 236 881	8 461 244	3 080 875	221 000	0	0	0
3	VTV00	10020003028	RD 2/302 - PN 90/91 - Reignier - PN 93 - Etrembières	2015	9 910 500	2 671 575	0	0	3 568 750	3 670 175	0	0	4 910 500	2 671 575	0	0	2 238 925	0	0	0
3	VTV00	10020003028	Aménagement réseau RD 2016 (Yc Trav. Agglo)	2016	15 500 000	12 408 776	2 237 500	853 724	0	0	0	0	15 500 000	12 408 776	2 224 210	867 014	0	0	0	0
3	VTV00	10200001012	Etudes Réseau routier départemental 2016	2016	2 000 000	1 421 716	240 000	258 284	80 000	0	0	0	1 840 000	1 421 716	146 800	191 484	80 000	0	0	0
3	VTV00	10030010007	Déviation de POISY (Canalisation GRT GAZ)	2016	24 930 000	650 000	2 850 000	5 800 000	10 900 000	4 730 000	0	0	24 930 000	650 000	2 850 000	5 800 000	10 900 000	4 730 000	0	0
3	VTV00	10020003030	Aménagement réseau RD 2017 (Yc Trav. Agglo)	2017	15 500 000	4 270 573	7 900 000	3 049 427	280 000	0	0	0	15 500 000	4 270 573	7 877 690	3 071 737	280 000	0	0	0
3	VTM	10040006015	Acquisition matériels roulants 2017	2017	1 659 650	112 400	1 198 150	349 100	0	0	0	0	1 659 650	112 400	1 198 150	349 100	0	0	0	0
3	VTM	10040006015	Acquisition matériels roulants 2017	2017	1 320 000	1 320 000	0	0	0	0	0	0	1 320 000	1 320 000	0	0	0	0	0	0
3	VTM	10040006015	Acquisition matériels roulants 2017	2017	389 600	389 600	0	0	0	0	0	0	389 600	389 600	0	0	0	0	0	0
3	VTV00	10010020024	Amélioration et renforcement du patrimoine RD 2017	2017	26 020 000	22 460 406	2 359 594	1 200 000	0	0	0	0	26 020 000	22 460 406	2 347 594	1 212 000	0	0	0	0
3	VTV00	10020002010	Acquisitions foncières RD 2017 / opérateur	2017	3 000 000	676 580	1 723 420	600 000	0	0	0	0	3 000 000	676 580	1 488 336	835 084	0	0	0	0

					Les AP / CP après le BP 2019								Les AP / CP après le BS 2019							
Com	Gest.	Code AP	libellé	Millésime	TOTAL AP après le BP 2019	Exercices antérieurs < 2018	CP 2018	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +	TOTAL AP après le BS 2019	Exercices antérieurs < 2018	CP 2018	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +
3	VTV00	10200001013	Etudes Réseau routier départemental 2017	2017	2 300 000	949 493	680 000	550 000	120 507	0	0	0	2 300 000	949 493	619 000	550 000	181 507	0	0	0
3	VTV00	10020004017	Aménagement ouvrages avec RD2017	2017	400 000	185 160	214 840	0	0	0	0	0	400 000	185 160	189 840	25 000	0	0	0	0
3	VTV00	10030001010	RD 1508 Sud Projet de mobilité OUEST (Tunnel-BHNS)	2017	3 962 500	217 063	262 500	500 000	782 937	1 200 000	1 000 000	0	3 962 500	217 063	258 304	280 000	782 937	1 200 000	1 000 000	224 196
3	VTV00	10030001010	RD 1508 Sud Projet de mobilité OUEST (Tunnel-BHNS) ATMO	2017	37 500	0	37 500	0	0	0	0	0	37 500	0	37 500	0	0	0	0	0
3	VTV00	10020003029	RD 1508 - Chaumontet Sillingy - Carref.Croix Blanche	2017	5 000 000	0	0	600 000	2 900 000	1 500 000	0	0	5 000 000	0	0	200 000	2 900 000	1 900 000	0	0
3	VTV00	10051003004	Diffuseur A41 AREA Annecy Nord et Diffuseur ADELAC - Copponex	2017	333 000	0	0	120 000	213 000	0	0	0	333 000	0	0	120 000	213 000	0	0	0
3	VTV00	10020004018	Requalification RD 1201 - Liaison RD 16 - RD 1201 Seynod ANNECY	2017	4 041 000	0	176 000	100 000	1 000 000	1 865 000	900 000	0	4 041 000	0	0	50 000	1 000 000	1 865 000	900 000	226 000
3	VTV00	04031030063	Subv. Vélo route EPCI - Aide à l'aménagement	2017	2 846 310	427 540	485 310	1 475 000	458 460	0	0	0	2 846 310	427 540	367 310	1 475 000	458 460	118 000	0	0
3	VTV00	10020003031	Aménagement réseau RD 2018 (Yc Trav. Agglo)	2018	16 800 000	0	6 297 000	7 065 000	3 438 000	0	0	0	16 800 000	0	6 182 700	7 065 000	3 552 300	0	0	0
3	VTM	10040006016	Acquisition matériels roulants 2018	2018	5 512 750	0	35 000	3 950 250	1 527 500	0	0	0	5 512 750	0	35 000	3 950 250	1 527 500	0	0	0
3	VTM	10040006016	Acquisition matériels roulants 2018	2018	270 000	0	50 000	220 000	0	0	0	0	270 000	0	50 000	220 000	0	0	0	0
3	VTV00	13020001030	Réparation Bâtiments voirie DR 2018	2018	465 000	0	295 000	170 000	0	0	0	0	465 000	0	289 530	175 470	0	0	0	0
3	VTV00	10010020026	Amélioration et renforcement du patrimoine RD 2018	2018	30 500 000	0	27 507 912	2 992 088	0	0	0	0	30 500 000	0	27 212 312	3 287 688	0	0	0	0
3	VTV00	10020002011	Acquisitions foncières RD 2018 / opérateur	2018	3 000 000	0	0	2 500 000	500 000	0	0	0	3 000 000	0	0	2 300 000	700 000	0	0	0
3	VTV00	10200001014	Etudes Réseau routier départemental 2018	2018	2 400 000	0	1 300 000	650 000	450 000	0	0	0	2 400 000	0	1 263 600	686 400	450 000	0	0	0
3	VTV00	10020004018	Aménagement ouvrages avec RD2018	2018	400 000	0	174 908	225 092	0	0	0	0	400 000	0	174 908	225 092	0	0	0	0
3	VTV00	10020003032	Véloroute Voie Verte CLUSES MAGLAND	2018	3 700 000	0	200 000	1 800 000	1 700 000	0	0	0	3 700 000	0	200 000	2 300 000	1 200 000	0	0	0
3	VTV00	04031030064	Subv. Vélo route EPCI - Aide à l'aménagement 2018	2018	3 000 000	0	914 130	1 000 000	1 000 000	85 870	0	0	3 000 000	0	914 130	1 000 000	1 000 000	85 870	0	0
3	VTV00	10030001011	Liaison 2x2 voies entre A40 (Findol) et le carrefour des Chasseurs (Etudes)	2018	2 000 000	0	0	500 000	1 000 000	500 000	0	0	2 000 000	0	0	500 000	1 000 000	500 000	0	0
3	VTV00	10020003033	RD 328 Galerie Protection La Ravine - Tanniges	2018	16 500 000	0	7 130 000	5 000 000	4 370 000	0	0	0	16 500 000	0	7 043 087	5 086 913	4 370 000	0	0	0
3	VTV00	10030001012	Déviation RD 2 et suppression PN 86 - REIGNIER	2018	1 000 000	0	20 000	400 000	580 000	0	0	0	1 000 000	0	0	340 000	580 000	80 000	0	0
3	VTV00	10020003035	RD 1508 - Doublement échangeur de GILLON - EPAGNY METZ TESSY	2018	7 600 000	0	0	5 700 000	1 900 000	0	0	0	7 600 000	0	0	6 200 000	1 400 000	0	0	0
3	VTV00	10020003036	RD 3508 - Doublement Gillon hopital - Epagny Metz Tessy	2018	36 000 000	0	25 000	1 500 000	7 975 000	10 000 000	16 500 000	0	36 000 000	0	0	600 000	7 975 000	10 925 000	16 500 000	0
3	VTV00	10030010008	Aménagement en rive droite de l'Arve Contournement de Thyez Marignier - 2e tranche	2018	29 733 000	0	0	3 300 000	7 700 000	6 733 000	12 000 000	0	29 733 000	0	0	3 300 000	7 700 000	6 733 000	12 000 000	0
3	VTV00	10030010008	Aménagement en rive droite de l'Arve Contournement de Thyez Marignier - 2e tranche	2018	6 267 000	0	0	0	3 000 000	3 267 000	0	0	6 267 000	0	0	1 250 000	3 000 000	2 017 000	0	0
3	VTV00	10020004019	Pont à Haubans sur le Rhône - SEYSSEL Participation CD74	2018	1 666 700	0	250 000	989 600	427 100	0	0	0	1 666 700	0	250 000	989 600	427 100	0	0	0
3	VTV00	10020003037	Aménagement réseau RD 2019 (Yc Trav. Agglo)	2019	13 000 000	0	0	4 000 000	5 000 000	4 000 000	0	0	15 600 000	0	0	5 000 000	5 800 000	4 800 000	0	0
3	VTM	10040006017	Acquisition matériels roulants 2019 Berlines	2019	1 590 000	0	0	1 590 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3	VTM	10040006017	Acquisition matériels roulants 2019 (Fourgons, fourgonnettes,..)	2019	1 000 000	0	0	0	1 000 000	0	0	0	2 590 000	0	0	1 590 000	1 000 000	0	0	0
3	VTM	10040004017	Requalification des Matériels Roulants 2019	2019	300 000	0	0	300 000	0	0	0	0	300 000	0	0	300 000	0	0	0	0
3	VTV00	10040005020	Acquisition Matériels non roulant 2019	2019	220 000	0	0	220 000	0	0	0	0	370 000	0	0	350 000	20 000	0	0	0
3	VTV00	13020001031	Réparation Bâtiments voirie DR 2019	2019	200 000	0	0	150 000	50 000	0	0	0	550 000	0	0	400 000	150 000	0	0	0
3	VTV00	10010020028	Amélioration et renforcement du patrimoine RD 2019	2019	24 000 000	0	0	20 300 000	3 000 000	700 000	0	0	28 000 000	0	0	21 800 000	5 000 000	1 200 000	0	0
3	VTV00	14060005027	Avance opérateur voirie 2019	2019	1 500 000	0	0	1 500 000	0	0	0	0	1 500 000	0	0	1 500 000	0	0	0	0
3	VTV00	10010020030	Compte d'avance marchés RD 2019	2019	4 000 000	0	0	4 000 000	0	0	0	0	4 000 000	0	0	4 000 000	0	0	0	0
3	VTV00	10200001015	Etudes Réseau routier départemental 2019	2019	2 100 000	0	0	1 200 000	500 000	400 000	0	0	2 550 000	0	0	1 250 000	700 000	600 000	0	0
3	VTV00	10020004019	Aménagement ouvrages avec RD2019	2019	400 000	0	0	300 000	100 000	0	0	0	400 000	0	0	300 000	100 000	0	0	0
3	VTV00	10010020029	Traitement d'itinéraire 2019 - 2021	2019	12 000 000	0	0	4 000 000	4 000 000	4 000 000	0	0	12 000 000	0	0	4 000 000	4 000 000	4 000 000	0	0
3	VTV00	04031030078	Subv. Vélo route EPCI - Aide à l'aménagement 2019	2019	4 000 000	0	0	1 500 000	1 500 000	1 000 000	0	0	4 000 000	0	0	1 000 000	1 500 000	1 500 000	0	0
3	VTV00	10030001013	RD 3508 Sud - Doublement de la Voie de POISY	2019	0	0	0	0	0	0	0	0	2 000 000	0	0	0	300 000	800 000	700 000	200 000
3	VTV00	04032030047	RD 909 - Construction d'une passerelle sur le Fier dans le secteur de Morette - THÔNES - BALME DE THUY	2019	0	0	0	0	0	0	0	0	1 000 000	0	0	200 000	800 000	0	0	0
3	VTV00	10010020031	RD 22 Sécurisation entre BIOGE et FEU COURBE - FETERNES - CHEVENOZ	2019	0	0	0	0	0	0	0	0	2 900 000	0	0	725 000	725 000	725 000	725 000	0
Sous total Voirie / Infrastructures routières, matériel					548 947 510	181 983 053	88 908 827	109 571 775	82 764 410	51 694 445	34 025 000	0	556 937 510	181 983 053	85 981 116	113 376 878	85 554 961	53 785 989	35 605 317	650 196
3ème Commission : Infrastructures Routières, Grands déplacements, Bâtiments					633 985 150	192 626 011	103 502 950	127 395 167	102 926 577	60 209 445	40 025 000	7 300 000	642 128 051	192 626 011	97 954 235	131 158 171	107 966 132	62 497 989	41 975 317	7 950 196

AFFECTATIONS DES AP - BS 2019

Millésime	N°AP	Affectations		Nature	Montant déjà affecté (a)	Nouvelle affectation (b)	Montant après nouvelle affectation (a+b)
		N°	Libellé				
2013	10200001009	AF13VTV069	Etudes réseau routier départemental 2013	2031	1 900 000,00	-150 000,00	1 750 000,00
TOTAL AFFECTE					1 900 000,00	-150 000,00	1 750 000,00
2015	10200001011		Etudes réseau routier départemental 2015	2031	2 400 000,00	-150 000,00	2 250 000,00
TOTAL AFFECTE					2 400 000,00	-150 000,00	2 250 000,00
2016	10020003036		Etudes réseau routier départemental 2016	2031	2 000 000,00	-160 000,00	1 840 000,00
TOTAL AFFECTE					2 000 000,00	-160 000,00	1 840 000,00
2015	10020003028	AF15VTV047	RD 2/302 - PN 90/91 Reignier et PN 93 Etrembières	23151	9 910 500,00	-5 000 000,00	4 910 500,00
TOTAL AFFECTE					9 910 500,00	-5 000 000,00	4 910 500,00
2019	10020003037	AF19VTV009	Aménagement du Réseau RD 2019	23157	13 000 000,00	2 600 000,00	15 600 000,00
TOTAL AFFECTE					13 000 000,00	2 600 000,00	15 600 000,00
2019	10040005020	/	Acquisition matériels non roulant 2019	2157	220 000,00	150 000,00	370 000,00
TOTAL AFFECTE					220 000,00	150 000,00	370 000,00
2019	13020001031	/	Réparation Bâtiments voirie 2019	231318	200 000,00	350 000,00	550 000,00
TOTAL AFFECTE					200 000,00	350 000,00	550 000,00
2019	10010020028	AF19VTV016	Amélioration et renforcement du Réseau Cantonalisé 2019	23151	7 380 000,00	0,00	7 380 000,00
2019	10010020028	AF19VTV022	Amélioration et renforcement du réseau Structurant 2019	23151	5 580 000,00	1 000 000,00	6 580 000,00
2019	10010020028	AF19VTV021	Petites interventions sur RD 2019	23151	460 000,00	0,00	460 000,00
2019	10010020028	AF19VTV023	Réparation Ouvrages d'art 2019	23151	1 800 000,00	0,00	1 800 000,00
2019	10010020028	AF19VTV017	Réparation des garde-corps 2019	23151	80 000,00	0,00	80 000,00
2019	10010020028	AF19VTV018	Réparation des murs du réseau cantonalisé 2019	23151	800 000,00	0,00	800 000,00
2019	10010020028	AF19VTV024	Réparation des murs du réseau structurant 2019	23151	900 000,00	500 000,00	1 400 000,00
2019	10010020028	AF19VTV025	Protection cntre les chutes de pierres 2019	23151	1 500 000,00	400 000,00	1 900 000,00
2019	10010020028	AF19VTV019	Dispositifs de retenue 2019	23151	400 000,00	0,00	400 000,00
2019	10010020028	AF19VTV020	Petites opérations de sécurité et balisage itinéraire 2019	23151	400 000,00	0,00	400 000,00
2019	10010020028	AF19VTV015	Dégâts exceptionnels sur RD 2019	23151	2 700 000,00	2 100 000,00	4 800 000,00
2019	10010020028	AF19VTV026	RD 909a Protection chutes de pierres Balmettes à Glières Talloires	23151	2 000 000,00	0,00	2 000 000,00
TOTAL AFFECTE					24 000 000,00	4 000 000,00	28 000 000,00
2019	10200001015	/	Etudes réseau routier départemental 2019	2031	2 100 000,00	450 000,00	2 550 000,00
TOTAL AFFECTE					2 100 000,00	4 000 000,00	2 550 000,00
2019	10030001013	/	RD 3508 Sud Etudes doublement de la voie de POISY	2031	0,00	2 000 000,00	2 000 000,00
TOTAL AFFECTE					0,00	2 000 000,00	2 000 000,00
2019	04031030086	/	RD 909 Construction d'une passerelle sur le Fier secteur de Morette THÔNES	23151	0,00	1 000 000,00	1 000 000,00
TOTAL AFFECTE					0,00	1 000 000,00	1 000 000,00
2019	10010020031	/	RD 22 sécurisation de Bioge à Feu Courbe - FETERNES CHEVENOZ	23151	0,00	2 900 000,00	2 900 000,00
TOTAL AFFECTE					0,00	2 900 000,00	2 900 000,00

MODIFICATIONS DES AFFECTATIONS DES AP AU BS 2019 BATIMENTS ET MOYENS

Millésime	N°AP	Affectations		Nature	Montant déjà affecté (a)	Nouvelle affectation (b)	Montant après nouvelle affectation (a+b)
		N°	Libellé				
2015	13070009002	AF16CSC004/5	travaux réhabilitation Cams Annecy	231311	2 451 000,00	7 268,00	2 458 268,00
		AF16CSC004/8	études construction CERD Vallières	2031	210 000,00	30 000,00	240 000,00
		AF15CSC004/10	Travaux réhab.énergét. Point d'appui MEGEVE	231318	440 000,00	-10 000,00	430 000,00
		AF16CSC004/11	études aménagt locaux Savoie Biblio Bons	2031	52 000,00	-27 726,00	24 274,00
		AF16CSC004/11	Travauxaménagt locaux Savoie Biblio Bons	231314	945 000,00	160 000,00	1 105 000,00
TOTAL AFFECTE					4 098 000,00	159 542,00	4 257 542,00
2016	13070010004	AF16CSC001	Travaux Améliorations Aménagements 2016 bâtiments administratif	231311	722 523,00	3 450,00	725 973,00
TOTAL AFFECTE					722 523,00	3 450,00	725 973,00
2016	13051002003	AF16CSC002	Etudes réaménagt général Auberge des Glières HT	2031	276 718,00	-7 080,00	269 638,00
			Travaux réaménagt général Auberge des Glières HT	231314	5 668 667,00	167 080,00	5 835 747,00
TOTAL AFFECTE					5 945 385,00	160 000,00	6 105 385,00
2017	13070010005	AF17CSC001	Etudes Améliorations Aménagements 2017	2031	115 219,00	-27 112,00	88 107,00
			Travaux Améliorations Aménagements 2017 bâtiments administratif	231311	1 263 090,00	-393 585,00	869 505,00
			Travaux Améliorations Aménagements 2017 bâtimts médico-sociau	231313	627 615,00	-295 708,00	331 907,00
			Travaux Améliorations Aménagements 2017 bâtiments culturels	231314	450 876,00	-53 877,00	396 999,00
			Travaux Améliorations Aménagements 2017 bâtiments voirie et aut	231318	342 677,00	-76 492,00	266 185,00
TOTAL AFFECTE					2 799 477,00	-846 774,00	1 952 703,00
2018	13070011006	AF18CSA001	Acquisition Matériel et outillage 2018	2157	80 000,00	-25 477,00	54 523,00
			Acquisition Mobilier 2018	21848	60 000,00	-4 000,00	56 000,00
TOTAL AFFECTE					140 000,00	-29 477,00	110 523,00
2018	13070009005	AF18CSA004	Construction réhabilitation études 2018 bâtiments voirie et autres	2031	470 000,00	-375 000,00	95 000,00
TOTAL AFFECTE					470 000,00	-375 000,00	95 000,00
2018	13070010006	AF18CSC001	Etudes Améliorations Aménagements 2018	2031	150 490,00	-58 000,00	92 490,00
			Travaux Améliorations Aménagements 2018 bâtiments administratif	231311	373 687,00	3 930,00	377 617,00
			Travaux Améliorations Aménagements 2018 bâtimts médico-sociau	231313	210 855,00	114 282,00	325 137,00
			Travaux Améliorations Aménagements 2018 bâtiments culturels	231314	449 935,00	-106 488,00	343 447,00
			Travaux Améliorations Aménagements 2018 bâtiments voirie et aut	231318	176 384,00	49 535,00	225 919,00
TOTAL AFFECTE					1 361 351,00	3 259,00	1 364 610,00
2019	12022021001	AF19CSC005	Aménagements logements d'accueil MNA études	2031	0,00	101 000,00	101 000,00
			Aménagement bureaux et logements d'accueil des MNA travaux	231313	1 020 000,00	664 000,00	1 684 000,00
TOTAL AFFECTE					1 020 000,00	765 000,00	1 785 000,00

MODIFICATIONS DES AFFECTATIONS DES AP AU BS 2019 BATIMENTS ET MOYENS

2019	13070010007	AF19CSC002	Améliorations Aménagements 2019 divers P3	238	0,00	120 000,00	120 000,00
			Etudes Améliorations Aménagements 2019	2031	130 000,00	35 000,00	165 000,00
			Travaux Améliorations Aménagements 2019 bâtiments administratif	231311	550 000,00	510 000,00	1 060 000,00
			Travaux Améliorations Aménagements 2019 bâtiments culturels	231314	300 000,00	80 000,00	380 000,00
			Travaux Améliorations Aménagements 2019 bâtiments voirie et autr	231318	350 000,00	690 000,00	1 040 000,00
TOTAL AFFECTE					1 330 000,00	1 435 000,00	2 765 000,00
2019	13070009006	AF19CSA003	Construction réhabilitation travaux 2019 bâtiments voirie et autres	231318	700 000,00	720 000,00	1 420 000,00
TOTAL AFFECTE					700 000,00	720 000,00	1 420 000,00
2019	13070011007	AF19CSA001	Acquisition Matériel et outillage 2019	2157	120 000,00	700 000,00	820 000,00
TOTAL AFFECTE					120 000,00	700 000,00	820 000,00

haute savoie
le Département

Extrait des Procès-Verbaux des Séances du Conseil départemental

SEANCE DU 27 MAI 2019

n° CD-2019-015

RAPPORTEUR : **Mme BEURRIER**

OBJET : **4EME COMMISSION : POLITIQUE ÉDUCATIVE JEUNESSE SPORT - BUDGET SUPPLÉMENTAIRE 2019**

Le Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoqué le 13 mai 2019 s'est réuni en séance publique, à l'Hôtel du Département à Annecy sous la présidence de :

M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental

Présent(e)s :	
Vice-Président(e)s :	Mme CAMUSSO, M. MUDRY, Mme TOWNLEY-BAZAILLE, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. PEILLEX, Mme LEI, M. BOCCARD
Autres membres :	Mme BOUCHET, Mme DUBY-MULLER, Mme DULIEGE, Mme GAY, Mme GONZO-MASSOL, Mme MAHUT, Mme METRAL, Mme REY, Mme TEPPE-ROGUET, Mme TERMOZ, M. AMOUDRY, M. BARDET, M. BAUD, M. BAUD-GRASSET, M. DAVIET, M. MORAND, M. PACORET, M. PUTHOD, M. RUBIN
Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)	
Mme DION à Mme MAHUT, Mme LHUILLIER à M. PUTHOD	
Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :	
M. CHAVANNE, M. EXCOFFIER	

Quorum et Délégations de vote vérifiés			
Membres en exercice :	**34**	**A l'unanimité**	
Présents :	**30**	**Voix Pour**	**31**
Représenté(e)(s) :	**2**	**Voix contre**	**0**
Suffrages Exprimés :	**31**	**Abstention(s)**	**1**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.1111-4,

Vu le Code de l'Education,

Vu le Code des Sports,

Vu la délibération n° CG-2002-114 du 18 mars 2002 de l'Assemblée départementale adoptant le Règlement Budgétaire et Financier,

Vu la délibération n° CD-2018-084 du 10 décembre 2018 adoptant le Budget Primitif 2019,

Vu l'avis favorable aux propositions présentées, émis par la 4ème Commission Education, Jeunesse, Sports, Culture, Patrimoine lors de sa réunion du 18 mars 2019,

Vu l'avis favorable aux propositions présentées émis par la 8ème Commission Finances, Ressources Humaines, Administration Générale lors de sa réunion du 06 mai 2019,

Considérant qu'en vertu de la loi n° 2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe), le caractère transversal de certaines compétences, dont le sport, reste partagé entre les différentes strates de collectivités.

Considérant que le Département a ainsi toute capacité à poursuivre sa politique sportive, conduite de manière constante depuis de nombreuses années en direction du mouvement sportif haut-savoyard (sportifs, clubs, associations, comités).

Les visas ci-avant ayant été rappelés, M. le Président expose que les collèges sont une des compétences majeures du Département, pour ce qui relève du patrimoine et du fonctionnement, mais aussi en matière de sectorisation, d'accueil, de restauration et d'entretien général.
Préparer l'avenir et contribuer à la réussite scolaire, sociale et personnelle de chaque collégien est une priorité pour le Département qui met à disposition des moyens adaptés et renforcés en matière d'équipements, de fonctionnement auprès des équipes pédagogiques comme à l'ensemble des personnels départementaux qui interviennent tout au long de la journée dans chaque établissement.

L'Assemblée départementale poursuit une politique volontariste depuis de nombreuses années en direction du mouvement sportif haut-savoyard. La politique sportive du Département s'inscrit à travers trois orientations principales :
- dynamiser, structurer et valoriser le mouvement sportif départemental à travers les comités sportifs, les clubs de haut-niveau, les manifestations sportives, les jeunes athlètes scolarisés et les classes sportives,
- accompagner les collectivités dans le financement d'équipements sportifs d'intérêt départemental,
- porter l'image sportive et touristique du territoire par un soutien aux manifestations sportives d'envergure nationale ou internationale organisées en Haute-Savoie.

Lors du vote du budget primitif 2019, les crédits ont été votés à hauteur de **19,256 M€** en section de fonctionnement et **25,779 M€** en section d'investissement pour les politiques Collège, Jeunesse et Sportive.

Les modifications d'inscriptions budgétaires et autorisations de programme suivantes sont proposées :

I. SECTION DE FONCTIONNEMENT

EDUCATION : - 85 000 €

Dotations aux collèges publics
Les crédits inscrits au BP 2019 s'élèvent à 8 046 000 €. Il est proposé d'abonder la ligne « divers publications et relations publiques » à hauteur de **15 000 €** dédiés à l'achat de billets pour les collégiens à l'occasion de la coupe du monde de Biathlon au Grand-Bornand.
Compte-tenu du succès de cette manifestation, 1 500 collégiens sont prévus cette année contre 1 000 en 2017.

Dotations aux collèges privés et organismes de formation
Au regard des textes qui affirment le principe de parité avec l'enseignement public, le Département apporte une aide financière aux 22 collèges privés sous contrat, au titre :
- des dépenses de fonctionnement « part matériel » et « des personnels non enseignants »,
- de la participation au fonctionnement des installations sportives.

Les crédits inscrits au BP 2019 s'élèvent à 6 456 000 €.
Au vu des dotations de fonctionnement versées aux collèges publics et privés pour l'année scolaire 2018-2019, il est proposé au BS 2019 d'ajuster la ligne « participation au fonctionnement des collèges privés » en la diminuant de **- 100 000 €**.

BATIMENTS

Il est proposé de maintenir le budget alloué au BP 2019 de 1 079 000 €, prévoyant :
- 813 000 € pour les travaux de maintenance et d'entretien,
- 205 000 € consacrés à la location de bâtiments préfabriqués,
- 41 000 € pour les achats de petits matériels de nettoyage et d'outillage nécessaires aux agents du service général et de maintenance,
- 20 000 € d'études (diagnostics amiante et plomb).

SYSTEME D'INFORMATION A DESTINATION DES COLLEGES

Les crédits de dépenses inscrits au BP 2019 n'appellent pas de modifications

JEUNESSE ET SPORT : + 286 900 €

Volet Jeunesse, il est proposé au BS 2019 (+ 191 900 €)

- d'abonder la ligne « subventions des actions sportives éducatives des collèges publics » à hauteur de **51 900 €** :
  - 20 400 € pour participer à de nouvelles actions pédagogiques « collégiens en refuges »,
  - 15 000 € pour participer au transport des collégiens vers des installations sportives pour les collèges ne disposant pas d'équipements de proximité,
  - 9 000 € dédiés au transport de collégiens dans le cadre d'une étape de la coupe du monde de Biathlon qui se déroulera au Grand-Bornand en décembre 2019,
  - 7 500 € destinés au transport des collégiens dans le cadre de la seconde édition du salon : Cleantech « semaine internationale des Technologies vertes » qui se déroulera du 19 au 22 juin 2019 à Annecy,

- d'abonder la ligne « subventions des actions sportives éducatives des collèges privés » à hauteur de **35 000 €** dans le cadre des dépenses de fonctionnement des installations sportives intégrées aux collèges privés.
  Les crédits dédiés aux actions éducatives ont connu une baisse significative depuis 2017 alors que la demande est croissante. Pour mémoire, le budget global inscrit en 2017 était de 1 210 000 € contre 1 044 550 € inscrits en 2019,

- d'abonder les lignes « subventions aux personnes de droit privé » pour les actions d'éducation dans les collèges publics et privés, à hauteur de **55 000 €** :
  - 25 000 € afin de soutenir le salon Cleantech.
    A l'occasion de la première édition en juin 2018, une organisation conjointe entre les établissements et les organisateurs avait permis de préparer un accueil sur mesure et des programmes adaptés aux 450 collégiens présents sur le salon. L'objectif pour cette année est de permettre à 1 200 collégiens d'assister à l'évènement sur 2 journées (20 et 21 juin),
  - 30 000 € afin de soutenir le Syndicat National du Décolletage (SNDEC) pour l'accueil de collégiens lors de l'édition 2019 du salon SMILE. Cette dépense correspond à un changement de gestionnaire : PATDD au PEJS,

- de créer une ligne « participation / Espaces Naturels Sensibles (ENS) » et de l'abonder à hauteur de **50 000 €.**
  Cette ligne de dépenses, inscrite au budget du PATDD jusqu'en 2018, est en lien direct avec le programme d'accompagnement des collégiens sur la thématique « Nature » dans le cadre des dossiers SIEL.
  Cette dépense de fonctionnement est compensée par la taxe d'aménagement qui permet d'assurer entre autre le financement par le Conseil départemental de la politique des ENS.

Volet Politique Sportive, il est proposé au BS 2019 : (+ 95 000 €)

- d'abonder la ligne « subventions aux comités départementaux » à hauteur de **30 000 € :**
  - 10 000 € pour participer à l'accompagnement des clubs ordinaires pour l'accueil du public en situation de handicap, à la sensibilisation des collégiens à travers l'évènement « Thonon bouge pour le sport adapté » organisé par le Comité Départemental Sport Adapté,
  - 10 000 € pour participer à la visibilité et notoriété de la marque Savoie Mont-Blanc floquée sur les vêtements des dirigeants, des encadrants (le staff) et des coureurs,
  - 5 000 € afin de soutenir, le Comité Départemental Olympique et Sportif de Haute-Savoie dans le cadre de frais exceptionnels afférents à sa fusion avec Sport Emploi Animation 74 (SEA 74),
  - 5 000 € afin de participer à l'évènement coupe d'argent de ski « Team Event » catégories U14/U16 organisé par le Comité Mont-Blanc.

  Pour rappel, le taux de réalisation 2018 pour cette ligne de crédits est de 96,45 %.

- D'abonder la ligne « subventions aux manifestations sportives » à hauteur de **35 000 €.**
  Les prévisions de dépenses inscrites au BP 2019 (195 000 €) nécessitent un ajustement.
  En effet, au vu des crédits engagés à ce jour : 187 140 € dont 110 000 € dédiés à la Fédération Française de Ski et 50 000 € dédiés au Comité Départemental Handisport, les crédits disponibles, soit 7 860 €, ne permettront pas d'honorer les demandes au cours du 2ème semestre 2019.
  Pour rappel, le budget alloué sur cette ligne de crédits en 2018 était de 243 500 €.

- D'abonder la ligne « subventions aux clubs / foyers de ski de fond à hauteur de **30 000 €.**
  Les prévisions de dépenses inscrites au BP 2019 nécessitent un ajustement. En effet, le taux de réalisation 2018 pour cette ligne de crédits est de 99 % alors que 50 000 € étaient réservés pour des dépenses engagées en 2017 mais versées en 2018. Les crédits actuels ne permettront pas d'honorer les demandes de déplacements des clubs éligibles au cours du 2ème semestre 2019.

En conclusion, pour la section de fonctionnement il est fait une demande de crédits supplémentaires d'un montant de 201 900 €.

II. SECTION D'INVESTISSEMENT

EDUCATION

Il est rappelé que dans l'objectif de sécuriser les rentrées scolaires 2019-2020, un marché d'étude a été lancé en 2018 sur la capacité de l'ensemble de collèges afin de prendre en compte l'augmentation des effectifs et d'adapter les moyens mis à disposition pour accueillir les collégiens en réalisant les travaux nécessaires.

Il est proposé, au BS 2019, de transférer 25 000 € de CP 2018 non consommés sur 2019.

BATIMENTS - MOYENS

Action de construction, d'augmentation des capacités d'accueil, de rénovation, d'adaptation des bâtiments et de fourniture des équipements des collèges publics

Il est proposé les principales modifications suivantes :

A. Autorisations de Programmes : augmentation de 9 815 090 €

+ 6 500 000 € portant à 29 M€ le coût de construction du 50ème collège à Vulbens, compte tenu de l'évolution du programme,
+ 2 600 000 € concernant la réhabilitation du collège de Scionzier, dont :
  - 1 800 000 € représentant l'incidence sur l'opération de l'augmentation de 11,4 % du montant prévisionnel des travaux, afin de tenir compte du recalibrage du nombre de classes nécessaires selon le classement REP (Réseau d'Education Prioritaire) et les SEGPA (Section d'Enseignement Général et Professionnel Adapté) maintenues,
  - 800 000 € pour la construction d'un dojo,

+ 700 000 € concernant le collège Le Clergeon à Rumilly, portant le coût de l'opération à 2 M€ pour la construction neuve d'un bâtiment de logements et la démolition de l'existant, à la place du projet de réhabilitation,
+ 600 000 € portant à 10,850 M€ le coût de la restructuration du collège de Gaillard compte tenu des travaux complémentaires à réaliser : toiture de la demi-pension et installation de panneaux photovoltaïques,
+ 350 000 € pour les équipements de cuisine,
+ 200 000 € pour l'acquisition de bâtiments modulaires préfabriqués,
- 150 000 € ramenant à 550 000 € le coût de construction d'un préau et l'aménagement des sanitaires sur cour au collège Le Semnoz à Seynod,
- 984 910 € sur divers gros travaux et ajustements.

B. Crédits de Paiement 2019 : augmentation de 140 000 € les portant à 17 683 887 €

Les Crédits de Paiements 2019 à hauteur de 17 683 887 € prennent en compte les reports de crédits de 2018 sur 2019 et les années suivantes ainsi que les ajustements d'échéanciers, et sont destinés principalement à :

Pour les constructions neuves :
1 210 660 € pour payer le solde des marchés du nouveau collège de Rumilly,
1 136 000 € pour les études concernant les deux projets de nouveaux collèges à Vétraz-Monthoux (540 000 €) et à Vulbens (596 000 €).

Pour les réhabilitations/restructurations/extensions :
- ❑ 2 866 484 € pour réaliser la 2ème tranche et les travaux supplémentaires (toiture demi-pension avec panneaux photovoltaïques) du collège de Gaillard,
- ❑ 753 878 € pour débuter la rénovation de la demi-pension du collège du Verney à Sallanches,

- 600 000 € afin de démarrer les travaux de réhabilitation de la demi-pension du collège du Parmelan à Groisy, ainsi que 50 000 € pour les études d'agrandissement de la demi-pension et du préau,
- 600 000 € pour engager les travaux de réfection du bâtiment demi-pension et de la chaufferie du collège Camille Claudel à Marignier,
- 393 270 € pour la suite des études de réhabilitation du collège JJ Gallay à Scionzier,
- 300 000 € pour la rénovation de la toiture, terrasse et faux plafonds du collège du Pays de Gavot à Saint-Paul en Chablais,
- 270 000 € afin de poursuivre les études pour la réhabilitation, l'aménagement des accès et la rénovation de la demi-pension du collège de Varens à Passy,
- 250 000 € pour les études de reconstruction de la demi-pension et du réaménagement de la vie scolaire, ainsi que pour la réhabilitation énergétique du collège Les Aravis de Thônes,
- 217 830 € pour achever l'aménagement d'un préau et de sanitaires sur cour au collège de Seynod,
- 192 667 € pour achever les travaux de réhabilitation thermique des logements du collège d'Alby-sur-Chéran,
- 162 098 € pour achever les études de l'extension du collège La Mandallaz à Sillingy,
- 150 000 € pour débuter les études concernant la création de trois préaux, relatifs aux collèges de Saint-Jean-d'Aulps, Marignier et Chamonix-Mont-Blanc,
- 199 000 € consacrés aux économies d'énergie,
- 140 000 € pour les études de restructuration partielle du collège Les Allobroges à La-Roche-sur-Foron,
- 131 893 € à la cité scolaire Frison-Roche de Chamonix-Mont-Blanc, notamment pour des travaux d'étanchéité de voutes,
- 88 633 € au collège de Taninges pour solder les travaux d'extension de sanitaires, chauffage et enrobés,
- 65 605 € au collège de Reignier-Esery pour les soldes des travaux de sanitaires, locaux de stockage et auvents pour la protection des casiers,
- 42 821 € au collège de Cruseilles pour solder les travaux d'aménagement de sanitaires et salles de science,
- 70 000 € pour lancer les études de réhabilitation énergétique au collège du Pays de Gavot à Saint-Paul-en-Chablais,
- 380 000 € pour diverses études dont pour l'installation d'abris à vélos, la réhabilitation du collège JM Molliet à Boëge, la réfection de la toiture du collège Camille Claudel à Marignier, la rénovation des salles technologiques et du rez-de-chaussée au collège Emile Allais à Megève, la construction neuve d'un bâtiment de logements au collège le Clergeon à Rumilly.

Pour les gros travaux :

4 574 399 € en grosse maintenance, aménagements, accessibilité handicapés, sûreté, sécurité et adaptations diverses ;

Pour les équipements :

1 100 000 € pour l'acquisition de salles de classes modulaires préfabriquées afin de faire face aux augmentations d'effectifs, prévues notamment aux collèges de Thônes (2), Ville-la-Grand (2), Thonon-les-Bains (3), et peut-être Sillingy ;
1 100 000 € pour les équipements de cuisine et les matériels de nettoyage, ainsi que 134 000 € pour les reports 2018 ;
550 000 € en mobilier et matériel, comprenant la dotation de 3 500 € par collège, soit 175 000 € afin que les établissements puissent commander directement à l'UGAP leurs besoins en mobilier, casiers, etc., ainsi que 133 000 € de reports 2018 ;
20 000 € pour la signalétique.

Ces propositions conduisent à prévoir, pour 2020 à 2024, les Crédits de Paiement suivants :

ANNEES		Crédits de Paiement après BS 2019	*Crédits récurrents à prévoir annuellement*	*CREDITS DE PAIEMENTS PREVISIONNELS*
2020		**21 371 011 €**	**6 000 000 €**	27 371 011 €
2021		**32 626 126 €**	**6 000 000 €**	38 626 126 €
2022		**35 584 000 €**	**6 000 000 €**	41 584 000 €
2023		**30 445 473 €**	**6 000 000 €**	*36 445 473 €*
2024		**14 690 534 €**	**6 000 000 €**	*20 690 534 €*
2025		**672 400 €**	**6 000 000 €**	*6 672 400 €*
TOTAUX		**135 389 544 €**	**36 000 000 €**	**171 389 544 €**

SYSTEME D'INFORMATION A DESTINATION DES COLLEGES

Les Autorisations de Programmes allouées au BP 2019 n'appellent pas de modifications.

SPORT

- Il est rappelé que le Département soutient les initiatives de développement des équipements sportifs d'intérêt départemental. A ce titre, il accompagne les collectivités maîtres d'ouvrage dans leurs projets de réalisation d'équipements structurants.
  Il est proposé, au BS 2019, de transférer 1 465 869 € de CP 2018 non consommés sur 2019.

- **Il est proposé, au BS 2019, d'augmenter une Autorisation de Programme de 148 060 €** afin de reporter les crédits de paiement de l'année 2017 et qui n'ont pas fait l'objet de report en 2018.

- **Il est proposé, au BS 2019, de créer une Autorisation de Programme de 50 000 €** dont 25 000 € de CP 2019 et 25 000 € de CP 2020 pour prendre en compte les projets suivants :

    - 20 000 €, dédiés à une subvention d'investissement en matériels sportifs spécifiques au Comité Départemental Handisport,

    - 5 000 €, dédiés à une subvention d'investissement versée à l'Union Générale Sportive de l'Enseignement Libre (UGSEL) dans le cadre de son action « savoir secourir ».

Il est demandé à l'Assemblée départementale de bien vouloir délibérer et statuer.

Le Conseil départemental,
après en avoir débattu, délibéré et enregistré l'abstention de M. DAVIET (momentanément absent de la salle des séances lors du vote),
à l'unanimité,

APPROUVE :

- la création d'une Autorisation de Programmes présentée dans les tableaux figurant en annexe A,
- les modifications des Autorisations de Programmes existantes présentées dans les tableaux figurant en annexe A ainsi que les affectations ou les modifications d'affectation décrites également en annexe B,
- l'inscription des crédits proposés selon la répartition suivante :

RECETTES	BP 2019	BS 2019	BP + BS 2019
FONCTIONNEMENT			
- Collèges publics	2 400 000	0	2 400 000
Total	2 400 000	0	2 400 000
INVESTISSEMENT			
- Collèges publics	3 022 234	0	3 022 234
Total	3 022 234	0	3 022 234
TOTAL RECETTES	**5 422 234**	**0**	**5 422 234**

DEPENSES	BP 2019	BS 2019	BP + BS 2019
FONCTIONNEMENT			
- Collèges publics (PEJS)	8 046 000	0	8 046 000
- Collèges publics (PBM)	1 079 000	0	1 079 000
- Collèges publics (PISIUN)	15 000	0	15 000
- Collèges privés et autres organismes de formation	6 456 000	-85 000	6 371 000
- Jeunesse	1 635 000	191 900	1 826 900
- Sport	2 025 000	95 000	2 120 000
Total	19 256 000	201 900	19 457 900
INVESTISSEMENT			
- Collèges publics (PEJS)	2 775 000	25 000	2 800 000
- Collèges privés (PEJS)	2 500 000	0	2 500 000
- Collèges publics (PBM)	17 543 887	140 000	17 683 887
- Collèges publics (PISIUN)	2 080 000	0	2 080 000
- Sport	880 345	1 638 929	2 519 274
Total	25 779 232	1 803 929	27 583 161
TOTAL DEPENSES	**45 035 232**	**2 005 829**	**47 041 061**

Au vu des AP votées, l'engagement financier en Crédits de Paiement du Département pour les années 2020 et suivantes s'élève à : 138 159 544 €.

Délibération télétransmise en Préfecture
le 03 juin 2019,
Publiée et certifiée exécutoire
le 05 juin 2019,
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
Signé,
Le Président du Conseil départemental,
Christian MONTEIL

Les Autorisations de Programmes de l'exercice 2019

4ème Commission : Education, Jeunesse, Sports

					Les AP / CP après le BP 2019								Les AP / CP après le BS 2019						
Com	Gest.	Code AP	libellé	Millésime	TOTAL AP après le BP 2019	Exercices antérieurs < 2018	CP 2018	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +	TOTAL AP après le BS 2019	Exercices antérieurs < 2018	CP 2018	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +
4	EFI	05021001037	Construction collège de l'Albanais	2012	18 430 000	11 092 256	6 437 744	900 000	0	0	0	0	18 493 993	11 092 256	6 373 806	970 000	57 931	0	0	0
4	EFI	05021001037	Construction collège de l'Albanais	2012	500 000	0	500 000	0	0	0	0	0	500 000	0	446 485	53 515	0	0	0	0
4	EFI	05021001037	Construction collège de l'Albanais	2012	290 000	0	210 000	80 000	0	0	0	0	290 000	0	102 855	187 145	0	0	0	0
4	EFI	05021001037	Construction collège de l'Albanais	2012	70 000	1 007	68 993	0	0	0	0	0	6 007	1 007	5 000	0	0	0	0	0
4	EFI	05021001037	Construction collège de l'Albanais	2012	20 000	20 000	0	0	0	0	0	0	20 000	20 000	0	0	0	0	0	0
4	EFI	05021001037	Construction collège de l'Albanais	2012	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4	EFI	05021001051	Sillingy Extension	2014	7 100 000	642 867	130 000	100 000	2 457 133	2 000 000	1 770 000	0	7 100 000	642 867	67 902	162 098	2 457 133	2 000 000	1 770 000	0
4	EFI	05021001062	Gaillard-Prévert restructuration	2014	10 250 000	1 748 841	1 700 000	2 257 474	2 200 000	1 543 685	800 000	0	10 850 000	1 748 841	1 690 990	2 866 484	2 200 000	1 543 685	800 000	0
4	EFI	05050001002	Chamonix - gros travaux	2014	1 275 000	57 559	50 000	50 000	700 000	417 441	0	0	1 275 000	57 559	0	70 000	700 000	447 441	0	0
4	EFI	05050001002	Chamonix - gros travaux	2014	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4	EFI	05050001002	Chamonix - gros travaux	2014	75 000	12 339	62 661	0	0	0	0	0	75 000	12 339	768	61 893	0	0	0	0
4	EFI	05021001070	ALBY- chaufferie et divers trvavaux et études	2015	250 000	36 025	15 000	178 975	20 000	0	0	0	250 000	36 025	1 308	192 667	20 000	0	0	0
4	EFI	05021001072	GROISY - restructation batiment demi pension	2015	1 200 000	3 904	196 096	600 000	300 000	100 000	0	0	1 200 000	3 904	28 669	600 000	467 427	100 000	0	0
4	EFI	05021001073	RUMILLY- restructuration SEGPA et amélioration thermique	2015	1 300 000	58 562	5 000	286 438	500 000	450 000	0	0	2 000 000	58 562	289	50 149	300 000	1 000 000	591 000	0
4	EFI	05021001075	PASSY - Etude restructuration	2015	13 800 000	77 600	285 000	650 000	2 300 000	2 000 000	2 150 000	6 337 400	13 800 000	77 600	194 200	200 000	2 640 800	2 200 000	2 150 000	6 337 400
4	EFI	05021001076	LA ROCHE SUR FORON - Etude restructuration	2015	6 100 000	0	122 000	365 000	1 275 000	1 375 000	1 353 000	1 610 000	6 100 000	0	45 527	140 000	1 275 000	1 375 000	1 353 000	1 911 473
4	EFI	05021001077	SCIONZIER- études restructuration	2015	12 000 000	12 261	175 000	375 000	2 287 739	2 000 000	2 000 000	5 150 000	14 600 000	12 261	156 730	393 270	2 287 739	2 800 000	2 800 000	6 150 000
4	EFI	05021001078	THONES : Etude restructuration batiment demi-pension	2015	5 000 000	5 073	91 927	200 000	500 000	2 000 000	1 500 000	703 000	5 000 000	5 073	66 588	200 000	525 339	2 000 000	1 500 000	703 000
4	EFI	05021001079	MARIGNIER	2015	800 000	12 732	90 000	600 000	97 268	0	0	0	800 000	12 732	58 972	600 000	128 296	0	0	0
4	EFI	05021001087	Sallanches- rehab demipension	2016	1 200 000	3 189	96 811	500 000	600 000	0	0	0	1 200 000	3 189	42 933	753 878	400 000	0	0	0
4	EFI	05021001101	Gros travaux 2017	2017	1 796 000	619 090	1 176 910	0	0	0	0	0	1 402 728	619 090	651 344	132 294	0	0	0	0
4	EFI	05021001105	SEYNOD- Création préau et sanitaires sur cour	2017	700 000	0	600 000	100 000	0	0	0	0	422 584	0	204 754	217 830	0	0	0	0
4	EFI	05021001107	SAINT JEOIRE - réhabilitation énergétique	2017	200 000	0	0	30 000	170 000	0	0	0	200 000	0	0	30 000	170 000	0	0	0
4	EFI	05021001109	BLANCHARD - Réhabilitation des extérieurs	2017	300 000	0	5 000	30 000	265 000	0	0	0	300 000	0	2 800	32 200	265 000	0	0	0
4	EFI	05021001113	Collèges divers : études 2018	2018	318 000	0	228 000	90 000	0	0	0	0	274 553	0	125 369	105 238	43 946	0	0	0
4	EFI	05021001114	Collèges divers : gros travaux 2018	2018	5 249 893	0	3 879 893	1 370 000	0	0	0	0	4 561 274	0	3 099 769	1 328 080	133 425	0	0	0
4	EFI	05021001112	Collèges divers : autres équipements 2018	2018	1 071 000	0	1 071 000	0	0	0	0	0	1 069 183	0	935 389	133 794	0	0	0	0
4	EFI	05021001112	Collèges divers : matériel et mobilier 2018	2018	250 000	0	250 000	0	0	0	0	0	250 000	0	116 673	133 327	0	0	0	0
4	EFI	05021001110	Collège du Vuache : construction	2018	21 972 000	0	100 000	0	144 000	9 856 000	9 856 000	2 016 000	27 550 289	0	0	0	0	7 000 000	9 000 000	11 550 289
4	EFI	05021001110	Collège du Vuache : construction	2018	528 000	0	0	528 000	0	0	0	0	1 396 000	0	0	596 000	500 000	300 000	0	0
4	EFI	05021001111	Collège Vetraz-Montoux : construction	2018	25 877 000	0	100 000	0	170 000	11 616 000	11 616 000	2 375 000	25 220 372	0	14 127	0	200 000	5 000 000	8 000 000	12 006 245
4	EFI	05021001111	Collège Vetraz-Montoux : construction	2018	623 000	0	0	623 000	0	0	0	0	1 260 000	0	0	540 000	500 000	220 000	0	0
4	EFI	05021001122	Aménagements collèges publics 2019	2019	4 940 000	0	0	290 000	2 050 000	1 200 000	1 200 000	200 000	4 940 000	0	0	290 000	2 050 000	1 200 000	1 200 000	200 000
4	EFI	05021001122	Aménagements collèges publics 2019	2019	60 000		0	60 000	0	0	0	0	60 000	0	0	60 000	0	0	0	0
4	EFI	05021001123	Equipements collèges 2019	2019	2 050 000	0	0	1 450 000	600 000	0	0	0	2 620 000	0	0	2 220 000	400 000	0	0	0
4	EFI	05021001123	Equipements collèges 2019	2019	550 000	0	0	550 000	0	0	0	0	550 000	0	0	550 000	0	0	0	0
4	EFI	05021001124	Etudes collèges 2019	2019	1 800 000	0	0	560 000	1 200 000	40 000	0	0	1 800 000	0	0	10 000	1 200 000	590 000	0	0
4	EFI	05021001125	Gros travaux collèges 2019	2019	3 900 000	0	0	3 900 000	0	0	0	0	4 223 000	0	0	3 054 025	1 168 975	0	0	0
4	EFI	05021001125	Gros travaux collèges 2020	2019	100 000	0	0	100 000	0	0	0	0	100 000	0	0	60 000	40 000	0	0	0
4	EFI	05021001126	Réhabiliation énergétique collèges	2019	6 270 000	0	0	0	350 000	700 000	5 220 000	0	6 270 000	0	0	0	350 000	700 000	5 220 000	0
4	EFI	05021001126	Réhabiliation énergétique collèges	2019	130 000	0	0	130 000	0	0	0	0	130 000	0	0	100 000	30 000	0	0	0
4	EFI	05021001127	Rénovation collèges 2019	2019	80 000	0	0	80 000	0	0	0	0	130 000	0	0	130 000	0	0	0	0
4	EFI	05021001127	Rénovation collèges 2019	2019	2 720 000	0	0	320 000	100 000	900 000	1 400 000	0	2 670 000	0	0	270 000	100 000	900 000	1 400 000	0
4	EFI	05021001128	Restructuration collèges 2019	2019	190 000	0	0	190 000	0	0	0	0	190 000	0	0	190 000	0	0	0	0
4	EFI	05021001128	Restructuration collèges 2019	2019	10 760 000	0	0	0	760 000	3 250 000	3 400 000	3 350 000	10 760 000	0	0	0	760 000	3 250 000	3 400 000	3 350 000
Sous total Education / Bâtiments					172 094 893	14 403 305	17 647 035	17 543 887	19 046 140	39 448 126	42 265 000	21 741 400	181 909 983	14 403 305	14 433 247	17 683 887	21 371 011	32 626 126	39 184 000	42 208 407
4	ITI	05021001116	Plan numérique - Collèges publics	2018	555 000	0	415 000	140 000	0	0	0	0	555 000	0	415 000	140 000	0	0	0	0
4	ITI	05021001118	Equipement informatique collège Rumilly	2018	10 000	0	10 000	0	0	0	0	0	10 000	0	10 000	0	0	0	0	0
4	ITI	05021001118	Equipement informatique collège Rumilly	2018	195 000	0	195 000	0	0	0	0	0	195 000	0	195 000	0	0	0	0	0
4	ITI	05021001129	Equipements informatiques collèges publics 2019	2019	10 000	0	0	10 000	0	0	0	0	10 000	0	0	10 000	0	0	0	0
4	ITI	05021001129	Equipements informatiques collèges publics 2019	2019	1 620 000	0	0	1 520 000	100 000	0	0	0	1 620 000	0	0	1 520 000	100 000	0	0	0
4	ITI	05021001130	Plan numérique - Collèges publics	2019	360 000	0	0	260 000	100 000	0	0	0	360 000	0	0	260 000	100 000	0	0	0
4	ITI	05021001129	Travaux de câblages - collèges publiques	2019	150 000	0	0	150 000	0	0	0	0	150 000	0	0	150 000	0	0	0	0
Sous total Education / Informatique					2 900 000	0	620 000	2 080 000	200 000	0	0	0	2 900 000	0	620 000	2 080 000	200 000	0	0	0
4	EFI	05050001041	Cité scolaire de Chamonix - INTERNAT	2012	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4	EFF	05050001041	Cité scolaire de Chamonix - INTERNAT	2012	2 400 000	0	0	600 000	1 200 000	600 000	0	0	2 400 000	0	0	600 000	1 200 000	600 000	0	0
4	EFF	05021001121	Sécurisation des abords	2019	2 000 000	0	0	1 600 000	400 000	0	0	0	2 000 000	0	0	1 600 000	400 000	0	0	0
4	EFF	05022001020	Plan numérique - Collèges privés	2019	200 000	0	0	200 000	0	0	0	0	200 000	0	0	200 000	0	0	0	0
4	EFF	05021001115	Sécurisation des abords	2018	1 000 000	0	500 000	500 000	0	0	0	0	1 000 000	0	500 000	500 000	0	0	0	0

					Les AP / CP après le BP 2019								Les AP / CP après le BS 2019							
Com	Gest.	Code AP	libellé	Millésime	TOTAL AP après le BP 2019	Exercices antérieurs < 2018	CP 2018	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +	TOTAL AP après le BS 2019	Exercices antérieurs < 2018	CP 2018	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +
4	EFF	05022001021	Equipement informatique privé 2019	2019	200 000	0	0	200 000	0	0	0	0	200 000	0	0	200 000	0	0	0	0
4	EFF	05022002017	Dotation investissement privé 2019	2019	2 100 000	0	0	2 100 000	0	0	0	0	2 100 000	0	0	2 100 000	0	0	0	0
4	EFF	05021001120	Etude de capacité des collèges	2018	120 000	0	25 000	75 000	20 000	0	0	0	120 000	0	0	100 000	20 000	0	0	0
Sous total Education / Formation					8 020 000	0	525 000	5 275 000	1 620 000	600 000	0	0	8 020 000	0	500 000	5 300 000	1 620 000	600 000	0	0
4	SPO	06010001016	Gymnases, mur d'escalade, stade d'athlétisme	2016	477 120	262 120	215 000	0	0	0	0	0	477 120	262 120	0	215 000	0	0	0	0
4	SPO	06010001017	Gymnases, mur d'escalade, stade d'athlétisme	2017	518 490	188 620	329 870	0	0	0	0	0	666 550	188 620	147 740	330 190	0	0	0	0
4	SPO	06010001019	Gymnases, mur d'escalade, stade d'athlétisme	2019	445 345	0	0	295 345	150 000	0	0	0	445 345	0	0	295 345	150 000	0	0	0
4	SPO	06010002021	Equipt.Sportif d'intérêt départemental	2017	8 900	8 900	0	0	0	0	0	0	8 900	8 900	0	0	0	0	0	0
4	SPO	06010002021	Equipt.Sportif d'intérêt départemental	2017	700 000	0	500 000	100 000	100 000	0	0	0	700 000	0	0	600 000	100 000	0	0	0
4	SPO	06010002020	Equipt.Sportif d'intérêt départemental	2017	300 000	0	50 000	200 000	50 000	0	0	0	300 000	0	0	250 000	50 000	0	0	0
4	SPO	06010001018	Gymnases, mur d'escalade, stade d'athlétisme: THONES ET FAVERGES SEYTHENEX	2018	1 000 000	0	690 000	285 000	25 000	0	0	0	1 000 000	0	171 261	803 739	25 000	0	0	0
4	SPO	06010002022	Subv. pers. dt privé/mob. mat. & études	2019	0	0	0	0	0	0	0	0	50 000	0	0	25 000	25 000	0	0	0
Sous total Sports					3 449 855	459 640	1 784 870	880 345	325 000	0	0	0	3 647 915	459 640	319 001	2 519 274	350 000	0	0	0

MODIFICATIONS DES AFFECTATIONS DES AP COLLEGES AU BS 2019 (Pôle Bâtiments et Moyens)

Millésime	N°AP	Affectations		Nature	Montant déjà affecté (a)	Nouvelle affectation (b)	Montant après nouvelle affectation (a+b)
		N°	Libellé				
2012	05021001037	AF12EFI006	Construction collège de l'Albanais RUMILLY	231312	18 430 000	63 993	18 493 993
			Construction collège de l'Albanais RUMILLY	21841	500 000	-	500 000
			Construction collège de l'Albanais RUMILLY	2188	290 000	-	290 000
			Construction collège de l'Albanais RUMILLY	2031	70 000	- 63 993	6 007
			Construction collège de l'Albanais RUMILLY	21831	20 000	-	20 000
			Construction collège de l'Albanais RUMILLY	2051	-	-	-
TOTAL AFFECTE					19 310 000,00	0,00	19 310 000,00
2014	05021001062	AF14EFI010	Collège J. Prévert Gaillard : restructuration travaux	231312	10 250 000,00	600 000,00	10 850 000,00
TOTAL AFFECTE					10 250 000,00	600 000,00	10 850 000,00
2014	05021001073	AF15EFI008	Collège Le Clergeon Rumilly : réhabilitation bâtiment logements	231312	1 300 000,00	700 000,00	2 000 000,00
TOTAL AFFECTE					1 300 000,00	700 000,00	2 000 000,00
2015	05021001077	AF15EFI006	Collège JJ Gallay Scionzier : réhabilitation	231312	12 000 000,00	2 600 000,00	14 600 000,00
TOTAL AFFECTE					12 000 000,00	2 600 000,00	14 600 000,00
2017	05021001101	AF17EFI002	Collèges divers : gros travaux 2017	231312	1 796 000,00	-393 272,00	1 402 728,00
TOTAL AFFECTE					1 796 000,00	-393 272,00	1 402 728,00
2017	05021001105	AF17EFI004	Collèges Le Semnoz : préau sanitaires	2313112	700 000,00	-277 416,00	422 584,00
TOTAL AFFECTE					700 000,00	-277 416,00	422 584,00
2018	05021001110	AF18EFI001	Construction 50ème collège Vulbens : études	2031	528 000,00	868 000,00	1 396 000,00
			Construction 50ème collège Vulbens : travaux	231312	21 972 000,00	5 578 289,00	27 550 289,00
TOTAL AFFECTE					22 500 000,00	6 446 289,00	28 946 289,00
2018	05021001111	AF18EFI002	Construction 51ème collège Vétraz-Monthoux : études	2031	623 000,00	637 000,00	1 260 000,00
			Construction 51ème collège Vétraz-Monthoux : travaux	231312	25 877 000,00	-656 628,00	25 220 372,00
TOTAL AFFECTE					26 500 000,00	-19 628,00	26 480 372,00
2018	05021001112	AF18EFI004	Collèges divers : autres équipements cuisine et matériels de nettoyage 2018	2188	1 071 000,00	-1 817,00	1 069 183,00
			Collèges divers : matériel et mobilier 2018	21841	250 000,00	0,00	250 000,00
TOTAL AFFECTE					1 321 000,00	-1 817,00	1 319 183,00
2018	05021001113	AF18EFI005	Collèges divers : études 2018	2031	318 000,00	-43 447,00	274 553,00
TOTAL AFFECTE					318 000,00	-43 447,00	274 553,00
2018	05021001114	AF18EFI003	Collèges gros travaux 2018	231312	5 249 893,00	-688 619,00	4 561 274,00
TOTAL AFFECTE					5 249 893,00	-688 619,00	4 561 274,00

2019	05021001123	AF19EFI006	Equipements collèges 2019 : autres équipements bâtiments modulaires, cuisine et matériels de nettoyage, signalétique	2188	2 050 000,00	570 000,00	2 620 000,00
			Equipements collèges 2019 : matériel et mobilier	21841	550 000,00	0,00	550 000,00
TOTAL AFFECTE					2 600 000,00	570 000,00	3 170 000,00
2019	05021001125	AF19EFI007	Collèges gros travaux 2018 : études	2031	100 000,00	0,00	100 000,00
			Collèges gros travaux 2018 : travaux	231312	3 900 000,00	323 000,00	4 223 000,00
TOTAL AFFECTE					4 000 000,00	323 000,00	4 323 000,00
2019	05021001127	AF19EFI009	Rénovation collèges 2019 : études	2188	80 000,00	50 000,00	130 000,00
			Rénovation collèges 2019 : travaux	231312	2 720 000,00	-50 000,00	2 670 000,00
TOTAL AFFECTE					2 800 000,00	0,00	2 800 000,00

haute savoie
le Département

Extrait des Procès-Verbaux des Séances du Conseil départemental

SEANCE DU 27 MAI 2019

n° CD-2019-016

RAPPORTEUR : **Mme TOWNLEY-BAZAILLE**

OBJET : **POLITIQUE CULTURE PATRIMOINE ET ARCHIVES DEPARTEMENTALES - BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2019**

Le Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoqué le 13 mai 2019 s'est réuni en séance publique, à l'Hôtel du Département à Annecy sous la présidence de :

M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental

Présent(e)s :	
Vice-Président(e)s :	Mme CAMUSSO, M. MUDRY, Mme TOWNLEY-BAZAILLE, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. PEILLEX, Mme LEI, M. BOCCARD
Autres membres :	Mme BOUCHET, Mme DUBY-MULLER, Mme DULIEGE, Mme GAY, Mme GONZO-MASSOL, Mme MAHUT, Mme METRAL, Mme REY, Mme TEPPE-ROGUET, Mme TERMOZ, M. AMOUDRY, M. BARDET, M. BAUD, M. BAUD-GRASSET, M. DAVIET, M. MORAND, M. PACORET, M. PUTHOD, M. RUBIN
Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)	
Mme LHUILLIER à M. PUTHOD	
Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :	
Mme DION, M. CHAVANNE, M. EXCOFFIER	

Quorum et Délégations de vote vérifiés			
Membres en exercice :	**34**	**A l'unanimité**	
Présents :	**30**	**Voix Pour**	**28**
Représenté(e)(s) :	**1**	**Voix contre**	**0**
Suffrages Exprimés :	**28**	**Abstention(s)**	**3**

Vu la loi n° 2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe),

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n° CG-2002-114 du 18 mars 2002 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier,

Vu la délibération n° CD-2018-085 du 10 décembre 2018 votant le Budget Primitif 2019 de la politique Affaires Culturelles,

Vu la délibération n° CD-2018-086 du 10 décembre 2018 votant le Budget Primitif 2019 des Archives Départementales,

Vu l'avis favorable aux propositions présentées émis par la 4ème Commission Education, Jeunesse, Sports, Culture, Patrimoine lors de sa réunion du 18 mars 2019,

Vu l'avis favorable aux propositions présentées émis par la 8ème Commission Finances, Ressources Humaines, Administration Générale lors de sa réunion du 06 mai 2019,

1. BUDGET AFFAIRES CULTURELLES

L'Assemblée départementale a voté dans le cadre de son Budget Primitif 2019 des crédits à hauteur de **6 217 340 €** en section de fonctionnement et **1 880 000 €** en section d'investissement.

I. Section de Fonctionnement

- **Transferts de crédits**

Des transferts de crédits, à l'intérieur de différents programmes, sont sollicités afin de ventiler les dépenses sur les lignes budgétaires appropriées.

Ces transferts permettent de réajuster certaines lignes budgétaires au sein des différents domaines d'interventions et programmes. Ils n'impactent pas le montant global du budget. Le tableau récapitulatif de ces différents transferts est présenté en annexe.

II. Section d'Investissement

1 - Restauration des monuments historiques, orgues et objets mobiliers :

- **Modifications d'échéanciers**

Il est proposé de reporter les crédits de paiement 2018 concernant les projets en cours qui n'ont pu être totalement soldés et de les échéancer sur les années 2019 à 2021.

- Aide aux communes :

Communes	Travaux	N° AP	Total Modification	CP 2018	CP 2019	CP 2020	CP 2021 et +
Communauté de Communes de Faucigny Glières	Restauration du château des Sires de Faucigny	07030006017 (Mill 2016)	0 €	- 12 500 €	+ 12 500 €		
Total AP 07030006017 (Mill 2016)			**0 €**	**- 12 500 €**	**+ 12 500 €**		
Saint-Gervais-les-Bains	Restauration chapelle des Plans	07030006018 (Mill 2017)	0 €	- 2 520 €	+ 2 520 €		
Samoëns	Restauration de la Chapelle Vallon	07030006018 (Mill 2017)	0 €	- 14 920 €	+ 14 920 €		
Allinges	Restauration du Château	07030006018 (Mill 2017)	0 €	-26 375 €	+ 72 465 €	+8 985 €	-55 075 €
Total AP 07030006018 (Mill 2017)			0 €	**- 43 815 €**	**+ 89 905 €**	**+8 985 €**	**-55 075 €**

- Aide aux particuliers :

Particuliers	Travaux	N°AP	Total Modification	CP 2018	CP 2019	CP 2020
Fondation Ripaille	Restauration cuisine et salle à manger phases 2, 3 et 4	07030006018 (Mill 2017)	0 €	- 102 205 €	+ 102 205 €	
Ferme de Bel **Air**	Restauration de la métairie	07030006018 (Mill 2017)	**- 0 €**	**- 7 000 €**	**+ 7 000 €**	
Total AP 07030006018 (Mill 2017)			**- 0 €**	**- 109 205 €**	**+ 109 205 €**	

- **Réduction des Autorisations de Programme et modification des échéanciers**

Il est proposé de diminuer les Autorisations de Programme suivantes afin de les ajuster au besoin de financement des projets et de modifier les échéanciers selon les prévisions de paiement.

- Aide aux particuliers :

Particuliers	Travaux	N°AP	Total Modification	CP 2018	CP 2019	CP 2020
Hugues de Certeau	Château de Duingt Restauration du porche et diagnostic de la tour	07030006019 (Mill 2018)	- 0 €	- 4 338 €	+ 4 338 €	
	Non affecté	07030006019 (Mill 2018)	- 57 935 €		- 32 935 €	- 25 000 €
Total AP 07030006019 (Mill 2018)			**- 57 935 €**	**- 4 338 €**	**- 28 597€**	**- 25 000 €**
	Non affecté	07030006020 (Mill 2019)	- 49 679 €		- 63 084 €	+13 405 €
Total AP 07030006020 (Mill 2019)			**-49 679 €**		**-63 084 €**	**+13 405 €**

- Aide aux communes :

Communes	Travaux	N°AP	Total Modification	CP 2018	CP 2019	CP 2020
Communauté de Communes de Faucigny Glières	Restauration du château des Sires de Faucigny	07030006019 (Mill 2018)	0 €	- 10 000 €	+ 10 000 €	
	Non affecté	07030006019 (Mill 2018)	- 22 390 €		- 20 000 €	-2 390 €
Total AP 07030006019 (Mill 2018)			**- 22 390 €**	**-10 000 €**	**- 10 000 €**	**-2 390 €**
	Non affecté	07030006020 (Mill 2019)	-104 929 €		-109 929 €	+ 5 000 €
Total AP 07030006020 (Mill 2019)			**-104 929 €**		**-109 929 €**	**+ 5 000 €**

- **Crédits supplémentaires**

Il est proposé la création d'une Autorisation de Programme d'un montant de **1 200 000 €** afin de prendre en compte la restauration de la Buvette Cachat à Evian-les-Bains (CP 2019 : 600 000 € , CP 2020 : 600 000 €).
La Buvette se trouve au cœur d'un projet de renouvellement urbain qui comprend la requalification des abords. La commune d'Evian-les-Bains souhaite faire de la Buvette un espace d'interprétation sur la thématique de l'eau.

2 - Equipements culturels structurants :

- **Modification d'échéancier**

Par délibération n° CP-2017-0523 du 03 juillet 2017, une subvention d'un montant de 208 765 € a été accordée à la commune de Cluses pour la restructuration du Théâtre les Allobroges. Le versement de cette aide départementale avait été échelonné comme suit : 80 000 € en 2017 et 128 765 € en 2018.

En fin d'année 2018, la commune signale que toutes les dépenses n'ont pu être effectuées pour ce chantier. Le paiement du solde prévu en 2018 n'a pu se faire qu'à hauteur de 74 130 €.

Il est proposé de modifier l'échéancier des Crédits de Paiement concernant ce projet en cours qui n'a pu être soldé en 2018 et de reporter sur l'année 2019 la somme de 54 635 €.

Communes	Travaux	N° AP	Total Modification	CP 2018	CP 2019
Cluses	Restructuration du théâtre les Allobroges	07030002014 (Mill 2014)	0	**- 54 635**	**+ 54 635**
	Total AP 07030002014 (Mill 2014)		**0 €**	**- 54 635 €**	**+ 54 635 €**

- **Crédits supplémentaires**

La commune de Fillière sollicite le Département dans le cadre de la création d'un espace culturel « Phil'Arts » sur le territoire de la commune déléguée de Thorens-Glières.

Afin de permettre à la commune de Fillière de se doter d'un centre d'expositions permettant d'accueillir des expositions artistiques et, notamment une partie de la collection de M. Yves Mairot qui a fait l'objet d'une donation au Département et conservée actuellement au Conservatoire d'Art et d'Histoire, il convient d'augmenter l'AP 07030002018 - Mill. 2019 et les CP 2019 de 80 000 €.

2. BUDGET ARCHIVES DEPARTEMENTALES

L'Assemblée départementale a voté dans le cadre du Budget Primitif 2019 des crédits à hauteur de **154 649 €** en section de fonctionnement et **220 000** € en section d'investissement ; aucune modification ou augmentation n'est proposée à ce budget initial.

Au niveau des recettes, la candidature des Archives départementales a été retenue au titre de l'appel à projet AD-Essor. Cet appel à projet du Ministère de la Culture et de la communication vise à accélérer et soutenir le développement des plates-formes d'archivage numérique dans les collectivités territoriales. Le déploiement de la solution d'archivage électronique du Département va être soutenu à hauteur de **34 871 €**. Il est donc nécessaire d'inscrire cette somme en recettes.

Il est demandé à l'Assemblée départementale de bien vouloir délibérer et statuer.

Le Conseil départemental,
après en avoir débattu, délibéré et enregistré l'abstention de Mmes BOUCHET, MAHUT et M. MORAND (momentanément absents de la salle des séances lors du vote),

à l'unanimité,

APPROUVE :

- les modifications des Autorisations de Programmes existantes présentées dans le tableau figurant en annexe A,

- l'inscription des crédits proposés selon la répartition suivante :

RECETTES	BP 2019	BS 2019	BP + BS 2019
FONCTIONNEMENT			
- Affaires Culturelles	55 000	0	55 000
- Archives	5 000	0	5 000
Total	60 000	0	60 000
INVESTISSEMENT			
- Affaires Culturelles	100 000	0	100 000
- Archives	0	34 871	34 871
Total	100 000	34 871	134 871
TOTAL RECETTES	**160 000**	**34 871**	**194 871**

DEPENSES	BP 2019	BS 2019	BP + BS 2019
FONCTIONNEMENT			
- Affaires Culturelles	6 217 340	0	6 217 340
- Archives	154 649	0	154 649
Total	6 371 989	0	6 371 989
INVESTISSEMENT			
- Affaires Culturelles	1 880 000	734 635	2 614 635
- Archives	220 000	0	220 000
Total	2 100 000	734 635	2 834 635
TOTAL DEPENSES	**8 471 989**	**734 635**	**9 206 624**

Au vu des AP votées, l'engagement financier en Crédits de Paiement du Département pour les années 2020 et suivantes s'élève à : 2 132 355 € (2 032 355 € : Affaires Culturelles et 100 000 € : Archives).

AUTORISE M. le Président à demander à la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) Auvergne-Rhône-Alpes le versement de la subvention obtenue dans le cadre du projet AD-Essor.

Délibération télétransmise en Préfecture
le 03 juin 2019,
Publiée et certifiée exécutoire
le 05 juin 2019,
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
Signé,
Le Président du Conseil départemental,
Christian MONTEIL

Les Autorisations de Programmes de l'exercice 2019

4ème Commission : Culture, Patrimoine et Archives départementales

					Les AP / CP après le BP 2019								Les AP / CP après le BS 2019							
Com	Gest.	Code AP	libellé	Millésime	TOTAL AP après le BP 2019	Exercices antérieurs < 2018	CP 2018	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +	TOTAL AP après le BS 2019	Exercices antérieurs < 2018	CP 2018	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +
4	ARC	07020001044	Acquisition de documents d'Archives	2019	50 000	0	0	50 000	0	0	0	0	50 000	0	0	50 000	0	0	0	0
4	ARC	07020001042	Restauration d'archives	2017	210 000	66 744	73 256	70 000	0	0	0	0	210 000	66 744	73 256	70 000	0	0	0	0
4	ARC	07020001038	Travaux de numérisation d'Archives	2014	925 000	625 000	100 000	100 000	100 000	0	0	0	925 000	625 000	100 000	100 000	100 000	0	0	0
Sous total Archives départementales					1 185 000	691 744	173 256	220 000	100 000	0	0	0	1 185 000	691 744	173 256	220 000	100 000	0	0	0
4	DAC	07030006014	Restauration Monuments Historiques	2013	32 400	32 400	0	0	0	0	0	0	32 400	32 400	0	0	0	0	0	0
4	DAC	07030006014	Restauration Monuments Historiques	2013	434 485	420 395	0	14 090	0	0	0	0	434 485	420 395	0	14 090	0	0	0	0
4	DAC	07030002014	Equipements Culturels Structurants Subv. Cnes	2014	541 845	171 845	370 000	0	0	0	0	0	541 845	171 845	315 365	54 635	0	0	0	0
4	DAC	07030006017	Restauration Monuments Historiques	2016	97 750	56 313	41 437	0	0	0	0	0	97 750	56 313	41 437	0	0	0	0	0
4	DAC	07030006017	Restauration Monuments Historiques	2016	400 000	320 151	79 849	0	0	0	0	0	400 000	320 151	67 349	12 500	0	0	0	0
4	DAC	07030006018	Restauration Monuments Historiques	2017	217 072	54 805	137 267	25 000	0	0	0	0	217 072	54 805	28 062	134 205	0	0	0	0
4	DAC	07030006018	Restauration Monuments Historiques	2017	901 523	145 853	385 525	187 535	127 535	27 535	27 540	0	901 523	145 853	341 710	277 440	136 520	0	0	0
4	DAC	07050003006	Restauration archéologique	2017	50 000	7 725	25 450	16 825	0	0	0	0	50 000	7 725	25 450	16 825	0	0	0	0
4	DAC	07030006019	Restauration Monuments Historiques	2018	63 235	0	5 300	32 935	25 000	0	0	0	5 300	0	962	4 338	0	0	0	0
4	DAC	07030006019	Restauration Monuments Historiques	2018	401 605	0	223 170	176 045	2 390	0	0	0	379 215	0	213 170	166 045	0	0	0	0
4	DAC	09010002019	Subv. aux particuliers pour production numérique	2018	300 000	0	150 000	150 000	0	0	0	0	300 000	0	150 000	150 000	0	0	0	0
4	DAC	07030004025	Subvention d'équipement association	2018	15 000	0	15 000	0	0	0	0	0	15 000	0	15 000	0	0	0	0	0
4	DAC	07030004026	Enrichissement du patrimoine	2018	55 000	0	35 000	20 000	0	0	0	0	55 000	0	35 000	20 000	0	0	0	0
4	DAC	07030001016	Opération Bonneville scénographie	2018	100 000	0	0	50 000	50 000	0	0	0	100 000	0	0	50 000	50 000	0	0	0
4	DAC	07030004025	Subvention d'équipements aux communes et structures communales - biens mobiliers, matériels et études	2018	45 000	0	0	45 000	0	0	0	0	35 300	0	0	35 300	0	0	0	0
4	DAC	07030001017	Acquisition de matériel et mobilier culturel	2019	15 000	0	0	15 000	0	0	0	0	15 000	0	0	15 000	0	0	0	0
4	DAC	07030002018	Equipements Culturels Structurants Subv. Cnes	2019	1 000 000	0	0	377 570	422 430	200 000	0	0	1 080 000	0	0	457 570	422 430	200 000	0	0
4	DAC	09010002020	Subv. aux particuliers pour production numérique	2019	300 000	0	0	150 000	150 000	0	0	0	300 000	0	0	150 000	150 000	0	0	0
4	DAC	07050003008	Restauration archéologique	2019	5 000	0	0	5 000	0	0	0	0	5 000	0	0	5 000	0	0	0	0
4	DAC	07030009017	Restauration collections et œuvres d'art	2019	40 000	0	0	40 000	0	0	0	0	40 000	0	0	40 000	0	0	0	0
4	DAC	07030004028	Restauration Collections Seconde guerre mondiale	2019	15 000	0	0	15 000	0	0	0	0	15 000	0	0	15 000	0	0	0	0
4	DAC	07030004030	Subvention d'équipement association	2019	10 000	0	0	10 000	0	0	0	0	19 700	0	0	19 700	0	0	0	0
4	DAC	07030006020	Restauration Monuments Historiques	2019	175 000	0	0	100 000	50 000	25 000	0	0	125 321	0	0	36 916	63 405	25 000	0	0
4	DAC	07030006020	Restauration Monuments Historiques	2019	580 000	0	0	200 000	355 000	25 000	0	0	475 071	0	0	90 071	360 000	25 000	0	0
4	DAC	07030007010	Subvention d'équipement commune (Butor)	2019	250 000	0	0	250 000	0	0	0	0	250 000	0	0	250 000	0	0	0	0
4	DAC	07030006021	Cofinancement Buvette Cachat à Evian-les-Bains	2019	0								1 200 000			600 000	600 000			
Sous total Affaires Culturelles					6 044 915	1 209 487	1 467 998	1 880 000	1 182 355	277 535	27 540	0	7 089 982	1 209 487	1 233 505	2 614 635	1 782 355	250 000	0	0

LISTE DES TRANSFERTS DE CREDITS AU BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2019

Fonctionnement POLE CULTURE PATRIMOINE

Programme	LIBELLE PROGRAMME	Imputation	Nature	LIBELLE	BP 2019	BS 2019	Total BP + BS 2019
07040004	**Sites Culturels et Patrimoine Bâti**	DAC2D00233	60632	Fournitures de petit équipement	3 000	2 000	**5 000**
		DAC2D00241	6234	Réceptions	2 500	-2 200	**300**
		DAC2D00242	6245	Transports personnes extérieurs à la collectivité	2 500	-2 000	**500**
		DAC2D00235	611	Contrats de prestations de services	24 600	2 200	**26 800**
				S/TOTAL PROGRAMME	**32 600**	**0**	**32 600**
07030009	**Collections Patrimoniales et de Mémoire**	DAC2D00036	6236	Catalogues et imprimés	15 000	-8 000	7 000
		DAC2D00037	617	Etudes & recherches	10 000	-5 000	5 000
		DAC2D00043	60632	Fournitures de petits équipements	10 000	-4 000	6 000
		DAC2D00205	611	Prestations services	128 750	17 000	145 750
				S/TOTAL PROGRAMME	**163 750**	**0**	**163 750**
07041002	**Développement Culturel**	DAC2D00153	611	Contrats de prestations de services	404 100	10 000	414 100
		DAC2D00157	6574	Subv. Fct aux assoc. et autres organismes de droit privé	117 000	-2 000	115 000
		DAC2D00158	6568	Autres participations / établissements publics	103 500	-4 300	99 200
		DAC2D00159	6568	Autres participations / établissements privés	37 400	-4 000	33 400
		DAC2D00251	6581	Redevances pour droits d'auteur	0	300	300
				S/TOTAL PROGRAMME	**662 000**	**0**	**662 000**
				TOTAL GENERAL	**858 350**	**0**	**858 350**

haute savoie
le Département

Extrait des Procès-Verbaux des Séances du Conseil départemental

SEANCE DU 27 MAI 2019

n° CD-2019-017

RAPPORTEUR : **M. HEISON**

OBJET : **5EME COMMISSION AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, ÉCONOMIE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE, AMENAGEMENT NUMERIQUE - BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2019**

Le Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoqué le 13 mai 2019 s'est réuni en séance publique, à l'Hôtel du Département à Annecy sous la présidence de :

M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental

Présent(e)s :	
Vice-Président(e)s :	Mme CAMUSSO, M. MUDRY, Mme TOWNLEY-BAZAILLE, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. PEILLEX, Mme LEI, M. BOCCARD
Autres membres :	Mme BOUCHET, Mme DUBY-MULLER, Mme DULIEGE, Mme GAY, Mme GONZO-MASSOL, Mme MAHUT, Mme METRAL, Mme REY, Mme TEPPE-ROGUET, Mme TERMOZ, M. AMOUDRY, M. BARDET, M. BAUD, M. BAUD-GRASSET, M. DAVIET, M. MORAND, M. PACORET, M. PUTHOD, M. RUBIN
Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)	
Mme DION à Mme MAHUT, Mme LHUILLIER à M. PUTHOD	
Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :	
M. CHAVANNE, M. EXCOFFIER	

Quorum et Délégations de vote vérifiés			
Membres en exercice :	**34**	**A l'unanimité**	
Présents :	**30**	**Voix Pour**	**31**
Représenté(e)(s) :	**2**	**Voix contre**	**0**
Suffrages Exprimés :	**31**	**Abstention(s)**	**1**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n° CG-2002-114 du 18 mars 2002 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier,

Vu la délibération n° CD-2018-087 du 10 décembre 2018 portant sur le Budget Primitif 2019 de la politique Aménagement du Territoire, Aménagement Numérique et Solidarité des Territoires,

Vu la délibération n° CD-2018-088 du 10 décembre 2018 portant sur le Budget Primitif 2019 de la politique Enseignement Supérieur, Recherche,

Vu l'avis favorable aux propositions présentées émis par la 5ème Commission Aménagement du Territoire, Economie, Enseignement Supérieur, Recherche, Aménagement Numérique lors de sa séance du 18 mars 2018,

Vu l'avis favorable aux propositions présentées émis par la 8ème Commission Finances, Ressources Humaines, Administration Générale lors de sa réunion du 06 mai 2019.

La 5ème Commission Aménagement du Territoire, Economie, Enseignement Supérieur, Recherche, Aménagement Numérique, pour optimiser la gestion des crédits qui lui ont été attribués, demande à l'Assemblée de bien vouloir autoriser les mouvements et inscriptions de crédits, en positif et négatif, présentés ci-après.

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Section de Fonctionnement

- **La révision du schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage**
  Le schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage, qui est conjointement élaboré par l'État et le Département, conformément à la loi n° 2000-614 du 05 juillet 2000, est arrivé à échéance à la fin de l'année 2017. Un marché public, dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par les services de l'État, a été passé pour assurer la révision de ce schéma.

  La participation départementale qui permet de financer la moitié du coût total de ce marché public a été versée pour partie en 2018 (19 716 €). Le solde, qui s'élève à 8 184 €, a été versé au cours des premiers mois de 2019. Il convient donc de réduire les crédits 2019 en fonction du mandat réellement émis.

  Il est proposé de diminuer de **6 800 €** les Crédits de Paiement de fonctionnement, ramenant ainsi à **8 200 € les Crédits de Paiement de fonctionnement 2019.**

- **Pôle de compétences**
  La tranche conditionnelle du marché du pôle de compétences, affermie en 2017, arrivera à échéance fin 2019.

  Si certaines collectivités ont manifesté leur intérêt, il apparaît cependant que le nombre total d'études qu'il sera possible de mener à terme au cours de l'année 2019 sera inférieur à 8.

Il est proposé de diminuer les Crédits de Paiement de fonctionnement **de 3 200 €, les ramenant ainsi à 61 800 €.**

- **Contribution de solidarité aux agriculteurs victimes d'occupation de leurs terrains**
  L'enveloppe de 15 000 €, votée au budget primitif 2019 pour permettre l'indemnisation d'agriculteurs dont le terrain a été occupé par des gens du voyage, ayant été déjà consommée à 75 %, il convient d'abonder cette ligne afin de faire face aux demandes qui auront lieu suite à la saison estivale.

  Il est proposé d'augmenter les Crédits de Paiement de fonctionnement **de 10 000 €, les portant ainsi à 25 000 €.**

SOLIDARITES TERRITORIALES

Section d'Investissement

- **Fonds départemental Eau et assainissement**
  Afin d'honorer l'ensemble des demandes de versement des subventions octroyées au titre du Fonds Eau et assainissement, il est proposé de ramener les crédits de paiement 2018 des différentes autorisations de programme « FDDT –Eau et assainissement » à leur juste montant mandaté, à savoir 13 054 614 € et de reporter 2 594 381 € en Crédits de Paiement 2019.

  Par ailleurs, il est proposé de reporter 70 000 € de Crédits de Paiement 2018 de l'Autorisation de Programme « FDDT – Eau et assainissement – Prog 2018 » en Crédits de Paiement 2020.

  Enfin, il est proposé de ramener 3 200 000 € de Crédits de Paiement 2020 des Autorisations de Programme « FDDT – Eau et assainissement – Prog 2017 et Prog 2018 » en Crédits de Paiement 2019.

  L'ensemble de ces mouvements se traduit par :
  - une diminution des Crédits de Paiement 2018 de 2 664 381 €,
  - **une augmentation des Crédits de Paiement de 2019 de 5 794 381 €,**
  - une diminution des Crédits de Paiement 2020 et suivants de 3 130 000 €.

- **Fonds Départemental de Développement des Territoires (FDDT) et Contrats Départementaux d'Avenir et de Solidarité (CDAS)**
  En ce qui concerne les modifications d'inscriptions de Crédits de Paiement au titre des Autorisation de Programme du FDDT 2013 à 2017 et CDAS 2018 et 2019, les ajustements budgétaires proposés permettent de reporter les Crédits de Paiement non consommés en 2018 vers 2019.

  Par ailleurs, afin d'assurer le versement des subventions dans le cadre de la durée de validité initiale de 3 ans, il est proposé d'augmenter les Crédits de Paiement 2019. L'ensemble de ces mouvements se traduit par :

  - une diminution des Crédits de Paiement 2018 de 4 836 431 €,
  - **une augmentation des Crédits de Paiement de 2019 de 6 036 431 €,**
  - une diminution des Crédits de Paiement 2020 et suivants de 1 200 000 €.

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE

Section d'Investissement

Transfert des Crédits de Paiement 2018 (non consommés) en 2019 :

Laboratoire d'Analyse et de Particule Physique :
L'opération n'ayant pas été finalisée sur l'année 2018, le versement est reporté en intégralité sur 2019.
Il est demandé de transférer au BS les CP 2018 en 2019 d'un montant de 35 000 €.

CROUS :
Les documents justificatifs n'ayant pas pu être produits par le bénéficiaire dans les délais impartis, le versement du solde a été reporté sur 2019.

Il est demandé de transférer au BS les CP 2018 en 2019 d'un montant de 83 500 €.

Création d'Autorisation de Programme :

Papeterie image Factory :

Il est proposé de créer et d'affecter une nouvelle AP d'un montant de 620 000 € pour le financement de l'extension des locaux dédiés aux formations supérieures de l'Image et de la création numérique, dont **100 000 €** en Crédits de Paiement 2019. Le maitre d'ouvrage pour cette opération est le Grand Annecy.

ECONOMIE

I. Section de fonctionnement

Participation à un fonds de concours régional

Des crédits de fonctionnement à hauteur de 200 000 € ont été inscrits au BP 2019 pour répondre aux accords avec la Région Auvergne-Rhône-Alpes en matière d'actions liées à l'aménagement du territoire.

Il est proposé d'abonder cette ligne à hauteur de 460 000 €, la portant ainsi à 660 000 €.

II. Section d'investissement

Participation à un fonds de concours régional

Une AP de 460 000 € dont la totalité en CP 2019 avait été créée pour accompagner la Région dans le soutien à l'investissement de structures œuvrant au développement départemental et régional.

Il est proposé de ramener cette AP à zéro.

Rochexpo :

Il est proposé de créer et d'affecter une nouvelle AP d'un montant de 3 000 000 € pour le financement du nouveau parc des expositions situé à la Roche-sur-Foron, dont **500 000 €** en Crédits de Paiement 2019. Le maitre d'ouvrage est la commune de la Roche-sur-Foron. Cette participation sera inscrite par avenant au CPER 2015–2020.

AMENAGEMENT NUMERIQUE

Section d'Investissement

En matière d'aménagement numérique du territoire, le Département poursuit son soutien à la construction du réseau public départemental Très Haut Débit en fibre optique, débutée en 2013 sous maîtrise d'ouvrage du SYANE.

Le Département soutient également le plan satellite déployé par le SYANE, selon lequel tout logement particulier ou local professionnel de tout type d'activités confondues, qui ne peut pas avoir accès à l'ADSL par le réseau cuivre d'un opérateur, peut bénéficier d'une subvention « kit satellite » d'un montant de 300 € par équipement.

Les propositions concernent des modifications d'échéanciers des Crédit de Paiement pour le versement de subventions (énoncées ci-dessus) qui n'a pas pu intervenir en 2018.
Elles sont sans incidence sur le montant global des Autorisations de Programme mais se traduisent par un transfert des Crédits de Paiement 2018 en 2019 pour **564 775 €**.

Les modifications proposées concernent les AP suivantes :

- AP 2011 « Desserte numérique du territoire » : transfert de 560 000 € de Crédits de Paiement 2018 en 2019,

- AP 2015 « Plan satellitaire départemental » : transfert de 4 775 € de Crédits de Paiement 2018 en 2019.

Il est demandé à l'Assemblée départementale de bien vouloir délibérer et statuer.

Le Conseil départemental,
après en avoir délibéré et enregistré l'abstention de M. BOCCARD (momentanément absent de la salle des séances lors du vote),
à l'unanimité,

APPROUVE :

- la création des Autorisations de Programmes présentées dans le tableau figurant en annexe et l'affectation sur une opération du même montant, du même libellé et du même échéancier que celui de l'AP, pour ce qui concerne les AP « *Papèterie Image Factory* » et « *CPER Rochexpo* »,

- les modifications des Autorisations de Programmes existantes présentées dans le tableau figurant en annexe,

- l'inscription des crédits proposés selon la répartition suivante :

RECETTES	BP 2019	BS 2019	BP + BS 2019
INVESTISSEMENT			
- Solidarité des territoires	1 400 000	0	1 400 000
- Enseignement supérieur	382 000	0	382 000
Total	1 782 000	0	1 782 000
TOTAL RECETTES	**1 782 000**	**0**	**1 782 000**

DEPENSES	BP 2019	BS 2019	BP + BS 2019
FONCTIONNEMENT			
- Aménagement du territoire (yc SYANE)	190 000	0	190 000
- Solidarité des territoires	184 000	0	184 000
- Economie	444 500	460 000	904 500
- Enseignement supérieur	24 000	0	24 000
Total	842 500	460 000	1 302 500
INVESTISSEMENT			
- Aménagement du territoire (yc SYANE)	2 613 495	0	2 613 495
- Solidarité des Territoires	30 000 000	11 830 812	41 830 812
- Economie	1 951 500	40 000	1 991 500
- Enseignement supérieur	2 087 333	218 500	2 305 833
- Aménagement numérique	0	564 775	564 775
Total	36 652 328	12 654 087	49 306 415
TOTAL DEPENSES	**37 494 828**	**13 114 087**	**50 608 915**

Au vu des AP votées, l'engagement financier en Crédits de Paiement du Département pour les années 2020 et suivantes s'élève à : 55 462 056 €.

Délibération télétransmise en Préfecture
le 03 juin 2019,
Publiée et certifiée exécutoire
le 05 juin 2019,
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
Signé,
Le Président du Conseil départemental,
Christian MONTEIL

Les Autorisations de Programmes de l'exercice 2019

5ème Commission : Aménagement du Territoire, Economie, Enseignement Supérieur, Recherche, Aménagement Numérique

					Les AP / CP après le BP 2019								Les AP / CP après le BS 2019							
Com	Gest.	Code AP	libellé	Millésime	TOTAL AP après le BP 2019	Exercices antérieurs < 2018	CP 2018	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +	TOTAL AP après le BS 2019	Exercices antérieurs < 2018	CP 2018	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +
5	ADA	01020006001	Ponts de la Caille / Etudes avant travaux	2009	120 000	92 730	13 775	13 495	0	0	0	0	120 000	92 730	13 775	13 495	0	0	0	0
5	ADA	01020006001	Ponts de la Caille / Etudes avant travaux	2009	10 000	10 000	0	0	0	0	0	0	10 000	10 000	0	0	0	0	0	0
5	ADA	02021003029	Aide à la réalisation d'aires d'accueil et de terrains familiaux	2016	544 200	148 000	296 200	100 000	0	0	0	0	544 200	148 000	296 200	100 000	0	0	0	0
5	ADA	02021003037	Aide à la réalisation aires d'accueil et terrains familiaux 2018-2023	2018	100 000	0	0	0	100 000	0	0	0	100 000	0	0	0	100 000	0	0	0
5	ADA	01040001018	Electrification rurale SYANE 74 - 2019	2019	2 500 000	0	0	2 500 000	0	0	0	0	2 500 000	0	0	2 500 000	0	0	0	0
Sous total Aménagement du Territoire					3 274 200	250 730	309 975	2 613 495	100 000	0	0	0	3 274 200	250 730	309 975	2 613 495	100 000	0	0	0
5	CLO	01040004012	Aides aux Cnes - CDAS	2013	19 550 870	19 353 367	80 000	117 503	0	0	0	0	19 550 870	19 353 367	80 000	117 503	0	0	0	0
5	CLO	01040004012	Aides aux Cnes - CDAS	2013	386 630	385 419	0	1 211	0	0	0	0	386 630	385 419	0	1 211	0	0	0	0
5	CLO	01040004013	Aides aux Cnes - CDAS	2014	19 644 265	18 831 052	610 000	203 213	0	0	0	0	19 644 265	18 831 052	610 000	203 213	0	0	0	0
5	CLO	01040004013	Aides aux Cnes - CDAS	2014	355 735	347 935	3 100	4 700	0	0	0	0	355 735	347 935	3 100	4 700	0	0	0	0
5	CLO	01040004014	Aides aux Cnes - CDAS	2015	19 843 729	12 888 173	6 155 556	800 000	0	0	0	0	19 843 729	12 888 173	5 106 250	1 849 306	0	0	0	0
5	CLO	01040004014	Aides aux Cnes - CDAS	2015	156 271	148 610	5 000	2 661	0	0	0	0	156 271	148 610	2 261	5 400	0	0	0	0
5	CLO	01040004015	Aides aux Cnes - CDAS	2016	19 839 173	11 131 885	5 407 288	3 300 000	0	0	0	0	19 839 173	11 131 885	3 793 161	4 914 127	0	0	0	0
5	CLO	01040004015	Aides aux Cnes - CDAS	2016	160 827	96 377	42 730	21 720	0	0	0	0	160 827	96 377	27 719	36 731	0	0	0	0
5	CLO	01040004016	Aides aux Cnes - CDAS	2017	19 729 393	2 240 187	10 307 986	5 300 000	1 881 220	0	0	0	19 729 393	2 240 187	8 481 102	6 126 884	2 881 220	0	0	0
5	CLO	01040004016	Aides aux Cnes - CDAS	2017	270 607	33 907	106 700	130 000	0	0	0	0	270 607	33 907	105 045	131 655	0	0	0	0
5	CLO	01040004020	Aides aux Cnes - CDAS	2018	19 600 000	0	3 150 001	7 550 000	5 899 999	3 000 000	0	0	19 600 000	0	2 829 283	9 070 718	4 699 999	3 000 000	0	0
5	CLO	01040004020	Aides aux Cnes - CDAS	2018	400 000	0	100 000	150 000	150 000	0	0	0	400 000	0	94 009	155 991	150 000	0	0	0
5	CLO	01040004022	Aides aux Cnes - CDAS	2019	19 600 000	0	0	2 218 992	8 000 000	5 600 000	3 781 008	0	19 600 000	0	0	3 218 992	7 000 000	5 600 000	3 781 008	0
5	CLO	01040004022	Aides aux Cnes - CDAS	2019	400 000	0	0	200 000	100 000	100 000	0	0	400 000	0	0	200 000	100 000	100 000	0	0
5	CLO	01040004018	FDDT - Eau et assainissement	2017	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5	CLO	01040004018	FDDT - Eau et assainissement	2017	10 721 340	4 421 350	3 664 243	1 000 000	1 204 615	431 132	0	0	10 721 340	4 421 350	3 649 593	1 014 650	1 204 615	431 132	0	0
5	CLO	01040004018	FDDT - Eau et assainissement	2017	2 942 903	445 415	1 997 488	300 000	200 000	0	0	0	2 942 903	445 415	1 189 428	1 108 060	200 000	0	0	0
5	CLO	01040004018	FDDT - Eau et assainissement	2017	4 071 333	1 877 735	2 000 000	100 000	93 598	0	0	0	4 071 333	1 877 735	1 520 193	579 807	93 598	0	0	0
5	CLO	01040004018	FDDT - Eau et assainissement	2017	948 210	128 078	700 000	100 000	20 132	0	0	0	948 210	128 078	470 615	329 385	20 132	0	0	0
5	CLO	01040004019	FDDT - Eau et assainissement - Prog 2017	2017	1 600 000	63 225	500 000	800 000	236 775	0	0	0	1 600 000	63 225	496 170	803 830	236 775	0	0	0
5	CLO	01040004019	FDDT - Eau et assainissement - Prog 2017	2017	400 000	88 493	251 507	60 000	0	0	0	0	400 000	88 493	85 094	226 413	0	0	0	0
5	CLO	01040004019	FDDT - Eau et assainissement - Prog 2017	2017	8 000 000	0	3 135 757	1 560 000	2 804 243	500 000	0	0	8 000 000	0	3 128 513	2 567 244	1 804 243	500 000	0	0
5	CLO	01040004019	FDDT - Eau et assainissement - Prog 2017	2017	2 000 000	0	1 200 000	500 000	300 000	0	0	0	2 000 000	0	854 842	845 158	300 000	0	0	0
5	CLO	01040004021	FDDT - Eau et assainissement - Prog 2018	2018	1 600 000	0	20 000	180 000	700 000	700 000	0	0	1 600 000	0	0	180 000	720 000	700 000	0	0
5	CLO	01040004021	FDDT - Eau et assainissement - Prog 2018	2018	400 000	0	50 000	100 000	100 000	150 000	0	0	400 000	0	0	100 000	150 000	150 000	0	0
5	CLO	01040004021	FDDT - Eau et assainissement - Prog 2018	2018	8 000 000	0	1 600 000	1 300 000	2 500 000	2 600 000	0	0	8 000 000	0	1 574 906	3 325 094	2 500 000	600 000	0	0
5	CLO	01040004021	FDDT - Eau et assainissement - Prog 2018	2018	2 000 000	0	600 000	1 000 000	400 000	0	0	0	2 000 000	0	85 260	1 714 740	200 000	0	0	0
5	CLO	01040004023	Fonds Eau et assainissement - Prog 2019	2019	220 000	0	0	120 000	100 000	0	0	0	220 000	0	0	120 000	100 000	0	0	0
5	CLO	01040004023	Fonds Eau et assainissement - Prog 2019	2019	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5	CLO	01040004023	Fonds Eau et assainissement - Prog 2019	2019	7 000 000	0	0	1 880 000	1 000 000	3 000 000	1 120 000	0	7 000 000	0	0	1 880 000	1 000 000	3 000 000	1 120 000	0
5	CLO	01040004023	Fonds Eau et assainissement - Prog 2019	2019	3 000 000	0	0	1 000 000	1 000 000	1 000 000	0	0	3 000 000	0	0	1 000 000	1 000 000	1 000 000	0	0
Sous total Collectivités					192 841 286	72 481 208	41 687 356	30 000 000	26 690 582	17 081 132	4 901 008	0	192 841 286	72 481 208	34 186 544	41 830 812	24 360 582	15 081 132	4 901 008	0
5	ECO	09030003004	Desserte numérique du territoire	2011	11 440 000	11 440 000	0	0	0	0	0	0	11 440 000	11 440 000	0	0	0	0	0	0
5	ITI	09030003004	Desserte numérique du territoire	2011	560 000	0	560 000	0	0	0	0	0	560 000	0	0	560 000	0	0	0	0
5	ECO	09030003007	Plan départemental satellitaire	2015	3 225	3 225	0	0	0	0	0	0	3 225	3 225	0	0	0	0	0	0
5	ITI	09030003007	Plan départemental satellitaire	2015	4 775	0	4 775	0	0	0	0	0	4 775	0	0	4 775	0	0	0	0
5	ECO	09010012001	CPER Subv. Technocentre	2016	3 333 000	450 000	1 291 500	1 291 500	300 000	0	0	0	3 333 000	450 000	1 291 500	1 291 500	300 000	0	0	0
5	ECO	09010012001	CPER Subv. Technocentre	2016	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5	ECO	09010001002	CPER Transintech	2018	1 666 000	0	0	200 000	633 000	833 000	0	0	1 666 000	0	0	200 000	633 000	833 000	0	0
5	ECO	01010006001	Participation Amngt Territoire départemental - Fonds régional	2019	460 000	0	0	460 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5	ECO	01020002001	CPER - Rochexpo	2019									3 000 000	0	0	500 000	1 500 000	1 000 000	0	0
Sous total Aménagement numérique, Economie					17 467 000	11 893 225	1 856 275	1 951 500	933 000	833 000	0	0	20 007 000	11 893 225	1 291 500	2 556 275	2 433 000	1 833 000	0	0
5	ECO	05010005016	Prêts d'Honneur aux étudiants 2018	2018	450 000	0	350 000	100 000	0	0	0	0	450 000	0	350 000	100 000	0	0	0	0
5	ECO	05010011001	CPER Rénovation ESAAA	2016	1 100 000	0	800 000	0	0	300 000	0	0	1 100 000	0	800 000	0	0	300 000	0	0
5	ECO	05010011002	CPER Complexe sportif IUT Annecy	2016	2 800 000	933 333	0	933 333	933 334	0	0	0	2 800 000	933 333	0	933 333	933 334	0	0	0
5	ECO	05010011003	CPER Résidence universitaire Annecy le Vieux surcoût	2017	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5	ECO	05010011003	CPER Résidence universitaire Annecy le Vieux surcoût	2017	133 500	50 000	83 500	0	0	0	0	0	133 500	50 000	0	83 500	0	0	0	0
5	ECO	05010001018	PIP 2 IUT	2017	3 500 000	0	0	500 000	1 000 000	2 000 000	0	0	3 500 000	0	0	500 000	1 000 000	2 000 000	0	0
5	ECO	05010001019	PIP 2 Bâtiment d'accueil étudiants	2017	2 000 000	0	0	200 000	900 000	900 000	0	0	2 000 000	0	0	200 000	900 000	900 000	0	0
5	ECO	05010011004	CPER Etude enseignement supérieur Annemasse/Archamps	2018	100 000	0	0	0	100 000	0	0	0	100 000	0	0	0	100 000	0	0	0

					Les AP / CP après le BP 2019								Les AP / CP après le BS 2019							
Com	Gest.	Code AP	libellé	Millésime	TOTAL AP après le BP 2019	Exercices antérieurs < 2018	CP 2018	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +	TOTAL AP après le BS 2019	Exercices antérieurs < 2018	CP 2018	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +
5	ECO	05010001022	Plateforme d'exposition LAPP	2018	35 000	0	35 000	0	0	0	0	0	35 000	0	0	35 000	0	0	0	0
5	ECO	05010005017	Prêts d'Honneur aux étudiants 2019	2019	450 000	0	0	350 000	100 000	0	0	0	450 000	0	0	350 000	100 000	0	0	0
5	ECO	05010001024	Papéterie image factory	2019									620 000	0	0	100 000	520 000	0	0	0
Sous total Enseignement supérieur					10 568 500	983 333	1 268 500	2 083 333	3 033 334	3 200 000	0	0	11 188 500	983 333	1 150 000	2 301 833	3 553 334	3 200 000	0	0
5ème Commission : Economie, Enseignement Supérieur, Recherche, Aménagement numérique et Aménagement du territoire					224 150 986	85 608 496	45 122 106	36 648 328	30 756 916	21 114 132	4 901 008	0	227 310 986	85 608 496	36 938 019	49 302 415	30 446 916	20 114 132	4 901 008	0

haute savoie
le Département

Extrait des Procès-Verbaux des Séances du Conseil départemental

SEANCE DU 27 MAI 2019

n° CD-2019-018

RAPPORTEUR : **M. PEILLEX**

OBJET : **6EME COMMISSION TOURISME, LACS ET MONTAGNE - BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2019**

Le Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoqué le 13 mai 2019 s'est réuni en séance publique, à l'Hôtel du Département à Annecy sous la présidence de :

M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental

Présent(e)s :	
Vice-Président(e)s :	Mme CAMUSSO, M. MUDRY, Mme TOWNLEY-BAZAILLE, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. PEILLEX, Mme LEI, M. BOCCARD
Autres membres :	Mme BOUCHET, Mme DUBY-MULLER, Mme DULIEGE, Mme GAY, Mme GONZO-MASSOL, Mme MAHUT, Mme METRAL, Mme REY, Mme TEPPE-ROGUET, Mme TERMOZ, M. AMOUDRY, M. BARDET, M. BAUD, M. BAUD-GRASSET, M. DAVIET, M. MORAND, M. PACORET, M. PUTHOD, M. RUBIN
Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)	
Mme DION à Mme MAHUT, Mme LHUILLIER à M. PUTHOD	
Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :	
M. CHAVANNE, M. EXCOFFIER	

Quorum et Délégations de vote vérifiés			
Membres en exercice :	**34**	**A l'unanimité**	
Présents :	**30**	**Voix Pour**	**32**
Représenté(e)(s) :	**2**	**Voix contre**	**0**
Suffrages Exprimés :	**32**	**Abstention(s)**	**0**

Vu la loi NOTRe n° 2015-991 du 07 août 2015 précisant les compétences des différentes collectivités et réaffirmant la compétence tourisme, comme compétence partagée,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n° CG-2002-114 du 18 mars 2002 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier,

Vu la délibération n° CG-2012-236 du 11 décembre 2012 qui définit la mise en œuvre du Plan Tourisme pour 2013-2022,

Vu la délibération n° CG-2013-271 du 24 juin 2013, portant sur les modalités administratives et financières de mise en œuvre du Plan Tourisme 2013-2022,

Vu la délibération n° CD-2018-089 du 10 décembre 2018 portant sur le Budget Primitif 2019 de la politique Tourisme, Lacs et Montagne, Randonnée,

Vu l'avis favorable aux propositions présentées émis par la 6ème Commission Tourisme, Lacs et Montagne lors de sa réunion du 15 mars 2019,

Vu l'avis favorable aux propositions présentées émis par la 8ème Commission Finances, Ressources Humaines, Administration Générale lors de sa séance du 06 mai 2019.

La 6ème Commission Tourisme, Lacs et Montagne, pour optimiser la gestion des crédits qui lui ont été attribués, demande à l'Assemblée de bien vouloir autoriser les mouvements et inscriptions de crédits, en positif et négatif, présentés ci-après.

I. Section de Fonctionnement

RANDONNEE

Les modifications proposées sont les suivantes :

- augmentation de 100 000 € des crédits liés aux subventions de fonctionnement aux communes et intercommunalités afin d'honorer les engagements pris auprès des collectivités (réalisation de plans de balisage et entretien des sentiers).

II. Section d'Investissement

A - TOURISME

Afin de soutenir la dynamique touristique, le Département accompagne l'ensemble du territoire haut-savoyard à travers le Plan Tourisme depuis 2013, validé par les délibérations n° CG-2012-236 du 11 décembre 2012, n° CG-2013-271 du 24 juin 2013 et n° CD-2018-089 du 10 décembre 2018 et ce, jusqu'en 2022. Le Département a ainsi pour rôle d'accompagner, structurer et assurer la coordination des actions développées par les acteurs publics et privés (intervention limitée suite à la Loi NOTRe) au regard de projets touristiques d'envergure (Montenvers et Tramway du Mont-Blanc) et de 5 grands objectifs stratégiques :

- objectif 1 : encourager et fédérer les initiatives des associations œuvrant pour la promotion touristique,

- objectif 2 : soutenir la dynamique de nos stations de sport d'hiver afin de rester compétitives dans un champ très concurrentiel,

- objectif 3 : encourager et valoriser les potentialités touristiques des territoires hors stations de ski,

- objectif 4 : renforcer la qualité de l'hébergement touristique, point central dans l'offre de séjours,

- objectif 5 : valoriser les activités de pleine nature dont la randonnée et le vélo.

Fort de ces cinq premières années et dans le souci d'accompagner au plus près les besoins des territoires, il est proposé de faire évoluer ce dispositif afin d'accélérer la mise en œuvre des opérations de développement touristique.

Ainsi, il est proposé de valoriser et de bonifier les projets considérés comme étant les fleurons du tourisme haut-savoyard ; il s'agit des sites et atouts touristiques qui font briller le territoire et qui en font une des destinations les plus fréquentées au monde. Le Mont-Blanc, l'alpinisme, les sports d'hiver, les grands lacs alpins, le vol libre, l'itinérance pédestre et à vélo, constituent notamment les vitrines du territoire en matière de tourisme.

Tout en poursuivant les engagements pris depuis 2013 sur l'ensemble des projets, le Département se propose donc d'accentuer son soutien sur les opérations qui seront qualifiées de « pépites » par la 6ème Commission Tourisme, Lacs et Montagne, par des aides plus conséquentes ; comme pour l'ensemble des projets aidés au titre du Plan Tourisme, les taux d'accompagnement peuvent s'échelonner de 10 % à 50 %, mais ces projets reconnus comme pépites se verront affranchis de toute règle de plafonnement, dans le respect toutefois d'une participation minimale de 20 % des collectivités, conformément à l'article L.1111-10 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Il est proposé les ajustements suivants :

- l'augmentation de l'Autorisation de Programme de 2019 de 4 000 000 € (dont 500 000 € en Crédits de Paiement sur l'année 2019) à destination des projets moteurs de notre attractivité touristique,

- le transfert de Crédits de Paiement de 2018 sur 2019 d'un montant de 1 744 915 €, rendu nécessaire afin de permettre l'ajustement du rythme des dépenses avec l'état d'avancement des opérations réalisées par les opérateurs subventionnés.

La répartition est la suivante :

- CP 2018 : diminution de 2 901 302 €,
- CP 2019 : augmentation de 2 244 915 €,
- CP 2020 et suivantes : augmentation de 4 656 387 €.

B - RANDONNEE

Les modifications proposées sont les suivantes :

- le transfert de Crédits de Paiement de 2018 sur l'année 2019 pour 366 367 € rendu nécessaire pour permettre l'ajustement du rythme des dépenses avec l'état d'avancement des opérations réalisées par les opérateurs subventionnés,

- l'augmentation de l'AP 2019 de 40 000 € (et des Crédits de Paiement 2019 à même hauteur) pour l'aide à l'aménagement des EPCI.

Au total, l'augmentation du montant des Crédits de Paiement 2019 **pour le secteur Tourisme - Randonnée** s'élève à **2 651 282 €**, portant à 15 761 282 € le montant total des Crédits de Paiement 2019.

C - DEPLACEMENTS TOURISTIQUES

I. Section de Fonctionnement

Les modifications proposées sont les suivantes :

- **15 000 €** en Crédits de Paiement pour l'année 2019 pour les dépenses liées à la concertation publique de Funiflaine.

II. Section d'investissement

Les modifications proposées sont les suivantes :

Tram du Mont-Blanc :
- une diminution de **- 1 050 000 € en AP** dont **- 400 000 € en CP 2019** ce qui porte le montant des Crédits de Paiement 2019 à 300 000 € pour les études de la gare d'arrivée et l'Assistance à Maîtrise d'ouvrage (AMO) de l'acquisition des trains,

- une augmentation de **1 200 000 € en AP et en CP 2019** ce qui porte le montant des Crédits de Paiement 2019 à **3 775 445 €** pour l'achèvement de la 3ème phase de travaux de rénovation de la voie et d'évitement (1 400 m de voie sur le secteur de « Bellevue ») en continuité des travaux réalisés en 2018,

- une augmentation de **9 000 000 € en AP** dont **3 000 000 € en CP 2019** ce qui porte le montant des Crédits de Paiement 2019 à **4 000 000 €** pour l'acquisition des trains, soit une **AP totale de 30 000 000 €**.

Téléporté de Flaine Magland :
- un transfert de CP 2020 en 2019 à hauteur de 300 000 €.

Il est demandé à l'Assemblée départementale de bien vouloir délibérer et statuer.

Le Conseil départemental,
après en avoir débattu et délibéré,
à l'unanimité,

APPROUVE :

- les modifications des Autorisations de Programmes existantes présentées dans le tableau figurant en annexe A ainsi que les modifications d'affectations décrites en annexe B
- l'inscription des crédits proposés selon la répartition suivante :

I/ RECETTES

RECETTES	BP 2019	BS 2019	BP + BS 2019
FONCTIONNEMENT			
- Tourisme-Montagne	3 000 000	0	3 000 000
Total	3 000 000	0	3 000 000
TOTAL RECETTES	**3 000 000**	**0**	**3 000 000**

II/ DEPENSES

DEPENSES	BP 2019	BS 2019	BP + BS 2019
FONCTIONNEMENT			
- Tourisme-Montagne	1 097 000	0	1 097 000
- Randonnée	585 000	100 000	685 000
- Déplacements Touristiques	0	15 000	15 000
Total	1 682 000	115 000	1 797 000
INVESTISSEMENT			
- Tourisme- Montagne	12 424 920	2 244 915	14 669 835
- Randonnée	685 080	406 367	1 091 447
- Déplacements Touristiques	4 575 445	4 100 000	8 475 445
Total	17 685 445	6 751 282	24 436 727
TOTAL DEPENSES	**19 367 445**	**6 866 282**	**26 233 727**

Au vu des AP votées, l'engagement financier en Crédits de Paiement du Département pour les années 2020 et suivantes s'élève à : **46 240 610 €.**

APPROUVE les nouvelles dispositions du Plan Tourisme concernant les projets reconnus comme « pépites » touristiques.

Délibération télétransmise en Préfecture
le 03 juin 2019,
Publiée et certifiée exécutoire
le 05 juin 2019,
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
Signé,
Le Président du Conseil départemental,
Christian MONTEIL

Les Autorisations de Programmes de l'exercice 2019

6ème Commission : Tourisme, Lacs et Montagne

					Les AP / CP après le BP 2019								Les AP / CP après le BS 2019							
Com	Gest.	Code AP	libellé	Millésime	TOTAL AP après le BP 2019	Exercices antérieurs < 2018	CP 2018	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +	TOTAL AP après le BS 2019	Exercices antérieurs < 2018	CP 2018	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +
6	TOU	08050002001	Plan Tourisme Montagne	2013	125 781	125 781	0	0	0	0	0	0	125 781	125 781	0	0	0	0	0	0
6	TOU	08050002001	Plan Tourisme Montagne	2013	3 536 502	3 051 016	250 000	235 486	0	0	0	0	3 536 502	3 051 016	250 000	235 486	0	0	0	0
6	TOU	08050002001	Plan Tourisme Montagne	2013	109 741	109 741	0	0	0	0	0	0	109 741	109 741	0	0	0	0	0	0
6	TOU	08050002004	Plan Tourisme Grands projets touristiques	2015	6 500 000	842 327	1 271 500	1 990 950	1 666 620	728 603	0	0	6 500 000	842 327	115 113	1 990 950	2 823 007	728 603	0	0
6	TOU	08050002005	Plan Tourisme Montagne	2016	302 500	4 275	298 225	0	0	0	0	0	302 500	4 275	298 225	0	0	0	0	0
6	TOU	08050002005	Plan Tourisme Montagne	2016	4 522 138	2 262 873	1 080 184	929 081	250 000	0	0	0	4 522 138	2 262 873	671 479	1 337 786	250 000	0	0	0
6	TOU	08050002005	Plan Tourisme Montagne	2016	175 000	0	175 000	0	0	0	0	0	175 000	0	175 000	0	0	0	0	0
6	TOU	08050002005	Plan Tourisme Montagne	2016	200 362	42 065	73 000	85 297	0	0	0	0	200 362	42 065	0	158 297	0	0	0	0
6	TOU	08050002009	Plan Tourisme Montagne	2017	125 000	0	125 000	0	0	0	0	0	125 000	0	125 000	0	0	0	0	0
6	TOU	08050002009	Plan Tourisme Montagne	2017	2 807 228	856 788	1 002 440	550 000	398 000	0	0	0	2 807 228	856 788	561 041	991 399	398 000	0	0	0
6	TOU	08050002009	Plan Tourisme Montagne	2017	650 000	160 000	360 000	130 000	0	0	0	0	650 000	160 000	360 000	130 000	0	0	0	0
6	TOU	08050002009	Plan Tourisme Montagne	2017	50 000	0	50 000	0	0	0	0	0	50 000	0	50 000	0	0	0	0	0
6	TOU	08050002009	Plan Tourisme Montagne	2017	422 772	47 000	225 772	150 000	0	0	0	0	422 772	47 000	7 899	367 873	0	0	0	0
6	TOU	08050002009	Plan Tourisme Montagne	2017	200 000	0	150 000	50 000	0	0	0	0	200 000	0	150 000	50 000	0	0	0	0
6	TOU	08050002009	Plan Tourisme Montagne	2017	200 000	0	150 000	50 000	0	0	0	0	200 000	0	150 000	50 000	0	0	0	0
6	TOU	08050002010	Plan Tourisme Grands projets touristiques	2017	4 500 000	0	575 000	2 425 000	500 000	500 000	500 000	0	4 500 000	0	0	3 000 000	500 000	500 000	500 000	0
6	TOU	08030002014	Subention Refuges	2017	70 000	31 210	38 790	0	0	0	0	0	70 000	31 210	9 852	28 938	0	0	0	0
6	TOU	08050002014	Plan Tourisme Montagne	2018	125 000	0	25 000	100 000	0	0	0	0	125 000	0	25 000	100 000	0	0	0	0
6	TOU	08050002014	Plan Tourisme Montagne	2018	7 550 425	0	900 000	4 093 443	2 556 982	0	0	0	7 550 425	0	900 000	4 093 443	2 556 982	0	0	0
6	TOU	08050002014	Plan Tourisme Montagne	2018	50 000	0	25 000	25 000	0	0	0	0	50 000	0	25 000	25 000	0	0	0	0
6	TOU	08050002014	Plan Tourisme Montagne	2018	507 300	0	134 200	218 900	154 200	0	0	0	507 300	0	134 200	218 900	154 200	0	0	0
6	TOU	08050002014	Plan Tourisme Montagne	2018	200 000	0	25 000	125 000	50 000	0	0	0	200 000	0	25 000	125 000	50 000	0	0	0
6	TOU	08050002014	Plan Tourisme Montagne	2018	200 000	0	25 000	125 000	50 000	0	0	0	200 000	0	25 000	125 000	50 000	0	0	0
6	TOU	08050002015	Plan Tourisme Grands projets touristiques	2018	100 000	0	30 000	30 000	40 000	0	0	0	100 000	0	30 000	30 000	40 000	0	0	0
6	TOU	08050002016	Plan Tourisme Etudes signalisation touristique RD	2018	100 000	0	0	100 000	0	0	0	0	100 000	0	0	100 000	0	0	0	0
6	TOU	08050002017	Plan Tourisme Montagne	2019	50 000	0	0	25 000	25 000	0	0	0	50 000	0	0	25 000	25 000	0	0	0
6	TOU	08050002017	Plan Tourisme Montagne	2019	2 775 000	0	0	471 763	750 000	953 237	600 000	0	6 075 000	0	0	971 763	2 050 000	2 453 237	600 000	0
6	TOU	08050002017	Plan Tourisme Montagne	2019	25 000	0	0	25 000	0	0	0	0	25 000	0	0	25 000	0	0	0	0
6	TOU	08050002017	Plan Tourisme Montagne	2019	700 000	0	0	250 000	350 000	100 000	0	0	1 400 000	0	0	250 000	1 050 000	100 000	0	0
6	TOU	08050002017	Plan Tourisme Montagne	2019	50 000	0	0	10 000	40 000	0	0	0	50 000	0	0	10 000	40 000	0	0	0
6	TOU	08050002017	Plan Tourisme Montagne	2019	300 000	0	0	200 000	100 000	0	0	0	300 000	0	0	200 000	100 000	0	0	0
6	TOU	08050002018	Plan Tourisme Grands projets touristiques	2019	100 000	0	0	0	0	100 000	0	0	100 000	0	0	0	0	100 000	0	0
6	TOU	08050002019	Etudes aménagement site touristique TMB	2019	30 000	0	0	30 000	0	0	0	0	30 000	0	0	30 000	0	0	0	0
Sous total Tourisme					37 359 749	7 533 076	6 989 111	12 424 920	6 930 802	2 381 840	1 100 000	0	41 359 749	7 533 076	4 087 809	14 669 835	10 087 189	3 881 840	1 100 000	0
6	TOU	04031030015	Subventions d'équipement E.N.S. 2012	2012	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6	TOU	04031030020	Subventions d'équipement E.N.S. 2013	2013	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6	TOU	04032030022	Actions E.N.S en MO. 2013	2013	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6	TOU	04031030024	Subventions d'équipement E.N.S. 2014	2014	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6	TOU	04031030037	Randonnée - matériel de balisage (remboursement avance)	2015	780 000	400 000	200 000	180 000	0	0	0	0	780 000	400 000	200 000	180 000	0	0	0	0
6	TOU	04031030054	Subv. Rando EPCI - Aide à l'aménagement	2017	325 080	58 515	161 485	105 080	0	0	0	0	325 080	58 515	0	266 565	0	0	0	0
6	TOU	04031030055	Subv. Rando EPCI - Aide à l'aménagement	2017	109 812	59 812	50 000	0	0	0	0	0	109 812	59 812	23 118	26 882	0	0	0	0
6	TOU	04031030056	Subv. Rando équip. Mobilier signa/panneaux	2017	99 248	39 248	60 000	0	0	0	0	0	99 248	39 248	0	60 000	0	0	0	0
6	TOU	04031030072	Subv. Rando EPCI - Aide à l'aménagement	2018	110 000	0	110 000	0	0	0	0	0	87 363	0	47 363	40 000	0	0	0	0
6	TOU	04031030073	Subv. Rando équip. Mobilier signa/panneaux	2018	107 000	0	107 000	0	0	0	0	0	86 589	0	58 589	28 000	0	0	0	0
6	TOU	04031030074	Subv. Rando - matériel de balisage - avance	2018	50 000	0	50 000	0	0	0	0	0	50 000	0	0	50 000	0	0	0	0
6	TOU	04031030075	Subv. Rando EPCI - Aide à l'aménagement 2019	2019	110 000	0	0	110 000	0	0	0	0	150 000	0	0	150 000	0	0	0	0
6	TOU	04031030076	Subv. Rando équip. Mobilier signa/panneaux 2019	2019	120 000	0	0	120 000	0	0	0	0	120 000	0	0	120 000	0	0	0	0
6	TOU	04031030077	Subv. Rando - matériel de balisage - avance 2019	2019	50 000	0	0	50 000	0	0	0	0	50 000	0	0	50 000	0	0	0	0
6	TOU	04031030038	Randonnée - matériel de balisage (remboursement avance)	2019	800 000	0	0	120 000	200 000	200 000	280 000	0	800 000	0	0	120 000	200 000	200 000	280 000	0
Sous total Randonnée					2 661 140	557 575	738 485	685 080	200 000	200 000	280 000	0	2 658 092	557 575	329 070	1 091 447	200 000	200 000	280 000	0
6	VTI	08050002008	Téléporté Flaine - Magland	2016	5 000 000	0	75 000	300 000	3 500 000	1 125 000	0	0	5 000 000	0	75 000	600 000	3 200 000	1 125 000	0	0
6	VTI	08050002012	Tram du Mt Blanc - Etudes gare d'arrivée et AMO acq. Trains	2018	1 595 000	0	300 000	700 000	595 000	0	0	0	545 000	0	78 419	300 000	125 000	41 581	0	0
6	VTI	08050002011	Tram du Mt Blanc - 3e phase	2018	5 540 000	0	2 964 555	2 575 445	0	0	0	0	6 740 000	0	2 964 555	3 775 445	0	0	0	0
6	VTI	08050002013	Tram du Mt Blanc - Acquisition des trains	2018	21 000 000	0	0	1 000 000	20 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6	VTI	08050002013	Tram du Mt Blanc - Acquisition des trains	2018	0	0	0	0	0	0	0	0	30 000 000	0	0	4 000 000	10 000 000	16 000 000	0	0
Sous total Déplacements touristiques					33 135 000	0	3 339 555	4 575 445	24 095 000	1 125 000	0	0	42 285 000	0	3 117 974	8 675 445	13 325 000	17 166 581	0	0
6ème Commission : Tourisme, Lacs, Montagne					73 155 889	8 090 651	11 067 151	17 685 445	31 225 802	3 706 840	1 380 000	0	86 302 841	8 090 651	7 534 853	24 436 727	23 612 189	21 248 421	1 380 000	0

MODIFICATIONS DES AFFECTATIONS DES AP - TOURISME

Millésime	N°AP	Affectations		Nature	Montant déjà affecté (a)	Nouvelle affectation (b)	Montant après nouvelle affectation (a+b)
		N°	Libellé				
2018	8050002012	AF18VTI002	Tram du MONT BLANC - Etudes gare d'arrivée et AMO acquisition des Trains	2031	1 000 000,00	-455 000,00	545 000,00
TOTAL AFFECTE					1 000 000,00	-455 000,00	545 000,00
2018	8050002011	AF18VTI001	TRAM du MONT BLANC - 3e phase	20422	5 540 000,00	1 200 000,00	6 740 000,00
TOTAL AFFECTE					5 540 000,00	1 200 000,00	6 740 000,00

haute savoie
le Département

Extrait des Procès-Verbaux des Séances du Conseil départemental

SEANCE DU 27 MAI 2019

n° CD-2019-019

RAPPORTEUR : **Mme PETEX**

OBJET : **7EME COMMISSION POLITIQUE DE L'HABITAT, DEVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT, AGRICULTURE, FORET, COOPERATIONS EUROPEENNES ET TRANSFRONTALIERES - BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2019**

Le Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoqué le 13 mai 2019 s'est réuni en séance publique, à l'Hôtel du Département à Annecy sous la présidence de :

M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental

Présent(e)s :	
Vice-Président(e)s :	Mme CAMUSSO, M. MUDRY, Mme TOWNLEY-BAZAILLE, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. PEILLEX, Mme LEI, M. BOCCARD
Autres membres :	Mme BOUCHET, Mme DUBY-MULLER, Mme DULIEGE, Mme GAY, Mme GONZO-MASSOL, Mme MAHUT, Mme METRAL, Mme REY, Mme TEPPE-ROGUET, Mme TERMOZ, M. AMOUDRY, M. BARDET, M. BAUD, M. BAUD-GRASSET, M. DAVIET, M. MORAND, M. PACORET, M. PUTHOD, M. RUBIN
Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)	
Mme DION à Mme MAHUT, Mme LHUILLIER à M. PUTHOD	
Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :	
M. CHAVANNE, M. EXCOFFIER	

Quorum et Délégations de vote vérifiés			
Membres en exercice :	**34**	**A l'unanimité**	
Présents :	**30**	**Voix Pour**	**31**
Représenté(e)(s) :	**2**	**Voix contre**	**0**
Suffrages Exprimés :	**31**	**Abstention(s)**	**1**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n° CG-2002-114 du 18 mars 2002 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier,

Vu la délibération n° CD-2018-090 du 10 décembre 2018 portant sur le Budget Primitif 2019 de la politique Développement Durable, Environnement, Forêt,

Vu la délibération n° CD-2018-091 du 10 décembre 2018 portant sur le Budget Primitif 2019 de la politique Agriculture,

Vu la délibération n° CD-2018-092 du 10 décembre 2018 portant sur le Budget Primitif 2019 de la politique Coopérations Européennes et Transfrontalières,

Vu l'avis favorable aux propositions présentées émis par la 7ème Commission Politique de l'Habitat, Développement Durable, Environnement, Agriculture, Forêt, Coopérations Européennes et Transfrontalières lors de sa réunion du 25 mars 2019,

Vu l'avis favorable aux propositions présentées émis par la 8ème Commission Finances, Ressources Humaines, Administration Générale lors de sa réunion du 06 mai 2019.

La 7ème Commission Politique de l'Habitat, Développement Durable, Environnement, Agriculture, Forêt, Coopérations Européennes et Transfrontalières, pour optimiser la gestion des crédits qui lui ont été attribués, demande à l'Assemblée de bien vouloir autoriser les mouvements et inscriptions de crédits, en positif et négatif, présentés ci-après.

DEVELOPPEMENT DURABLE

I. Section de fonctionnement

Il est proposé d'inscrire 50 000 € de crédits supplémentaires pour le financement d'études dans le domaine de l'énergie.

II. Section d'Investissement

Les propositions concernent la création et la revalorisation d'Autorisations de Programme (AP) ainsi que des modifications d'échéanciers des Crédits de Paiement (CP) d'investissement qui se traduisent par :

- **une augmentation du montant global des AP de 127 000 €,**
- une diminution des CP 2018 de 410 042 €,
- **une augmentation des CP 2019 de 340 976 €**,
- une augmentation des CP des années ultérieures de 196 066 €.

Les modifications proposées concernent les AP suivantes :

- création d'une AP de **92 000 €** dont **62 000 € en CP 2019** et 30 000 € en CP 2020 pour une subvention d'équipement à l'association Innovales destinée à participer au financement, d'une part, de l'acquisition d'un démonstrateur mobile (camion) sur la rénovation thermique de l'habitat et, d'autre part, de l'équipement du bâtiment accueillant l'association pour mener à bien ses missions pour la transition énergétique ;

- revalorisation de l'AP 2019 « Fonds air bois 2 Vallée de l'Arve » à hauteur de **35 000 € dont la totalité en CP 2019** pour le financement de 100 appareils de chauffage au bois supplémentaires, portant ainsi le nombre d'appareils financés de 3 000 à 3 100 ;

- AP « Actions expérimentales PCE » (financement du dispositif Forêts d'Avenir en Pays de Savoie) et différentes AP « Fonds air » et « Fonds air industrie » : ajustement des CP 2018 au juste montant mandaté et rééchelonnement des CP non consommés à hauteur de 410 042 € dont **243 976 € en CP 2019** et 166 066 € sur les années ultérieures.

ENVIRONNEMENT – EAU/METHANISATION

I. Section de Fonctionnement

En dépenses

Les réajustement proposés entre imputations ne modifient pas le montant global des Crédits de Paiement de fonctionnement 2019.

En recettes

Les réajustements proposés entre imputations ne modifient pas le montant global des recettes de fonctionnement.

II. Section d'Investissement

En dépenses

A l'issue des ajustements d'AP, il est proposé **d'augmenter le montant global des AP de 585 238 €** afin de prendre en compte les demandes nouvelles (6 projets à venir) d'aide à la méthanisation.

A l'issue des ajustements de Crédits de paiement, il est proposé **d'augmenter les Crédits de paiement 2019 de 145 363 €** afin d'assurer les engagements déjà pris et de prendre en compte les projets nouveaux.

En recettes

Il est proposé de réduire de 50 000 € le montant des recettes d'investissement liées au guichet unique avec l'Agence de l'Eau, cette dernière ayant subventionné les collectivités en direct.

ENVIRONNEMENT – ESPACES NATURELS SENSIBLES

I. Section de Fonctionnement

En dépenses

Les différents ajustements entre imputations font apparaitre **un besoin supplémentaire de Crédits de Paiement.** Cela se justifie notamment :

- par la nécessité d'honorer la contribution statutaire du Département au Syndicat Mixte des Glières (augmentation du montant de participation) et à celui du Grand site de Sixt-Fer-à-Cheval (rappel participation 2018 payée en 2019), soit une augmentation de 41 200 €,

- par l'augmentation des dépenses « Autres honoraires, conseil » (+ 133 600 €) relatives à des suivis d'expertises techniques sur les propriétés ENS du Département (suivis système radar à Doussard, suivis forestiers à Rovorée et au Salève et à la réalisation d'une exposition à La Châtaignière).

Compte tenu par ailleurs de la diminution d'un montant total de Crédits de Paiement de 65 000 € sur diverses imputations, **le besoin supplémentaire est de 110 200 €.**

Enfin, il est proposé d'augmenter, proportionnellement à l'inscription de la Taxe d'Aménagement, la prévision de reversement au CAUE à 2,145 M€, le même montant que la prévision 2018.

En recettes

Dans la mesure où le Département a perçu un peu plus de 18 710 000 € de taxe d'aménagement en 2018, il est proposé d'augmenter la prévision de recette au BS 2019 de cette taxe de 4 000 000 € pour la porter à 19 000 000 € pour l'année 2019.

II. Section d'Investissement

Les modifications proposées concernent des ajustements et des modifications d'échéanciers tant en Crédits de Paiement qu'en Autorisations de Programmes.

Au global, il est proposé d'augmenter les AP de **+ 4 801 504 €.** Parmi les opérations faisant l'objet de mouvements comptables, on citera les plus significatives :

- revalorisation de l'AP « Actions ENS en MO 2014 - STEP des Glières » à son montant de projet détaillé évalué à 1 500 000 € TTC, soit + 500 000 €,

- revalorisation de l'AP « CTENS espaces alluviaux de l'Arve » portée à 10,7 M€, soit + 5,7 M€,

- dévalorisation de l'AP « CTENS du Pays du Mont-Blanc » de 1 M€ suite à l'approbation de ce contrat,

- dévalorisation de l'AP « Plaine du Fier » de 1 M€ pour la réalisation de la passerelle de Morette par le Pôle Routes,

- revalorisation de l'AP « Subv équipement 2017 » pour aider la CCVT à réaliser l'aménagement des portes d'entrées de la Plaine du Fier estimé à 316 000 € de subvention, soit + 100 000 €,

- revalorisation de l'AP 2017 « CTA 2017 » pour honorer nos engagements d'aides aux acquisitions foncières en 2019, soit + 200 000 € (opération CTA Viry à venir…),

- revalorisation de l'AP « Actions ENS en MO 2018 autres travaux » à hauteur de 7 000 € pour le financement d'une étude faune flore (15 000 €) demandée par les services de l'Etat dans le cadre de la construction de la station d'épuration du Plateau des Glières,

- revalorisation de l'AP « Subv équipement 2019 » pour aider la commune de Bellevaux à acquérir le lac de Vallon, soit + 200 000 €.

Concernant les Crédits de Paiement 2019, au global, il est proposé une augmentation de **611 299 €**. Cela se justifie par le report de CP 2018 sur 2019, en particulier par :

- le report des CP 2018 d'un montant de 420 000 € sur 2019 pour l'opération « subvention d'équipement foncier Allinges (propriété d'Harcourt) »,

- le report des CP 2018 d'un montant de 342 656 € sur 2019 (report d'acquisition de l'alpage du Semnoz par le Grand Annecy),

- le report des CP 2018 d'un montant de 265 000 € sur 2019 (report d'acquisition à Chens-sur-Léman par le conservatoire du Littoral),

- de nombreux reports de CP de 2018 à 2019 sur les AP de subventions d'équipement ENS 2016, 2017 et 2018, ainsi que sur les AP actions en maîtrise d'ouvrage ENS,

- mais aussi par une réduction de CP pour la réalisation des travaux en maitrise d'ouvrage sur les propriétés départementales reportés de 2019 à 2020 (STEP des Glières, reprise du seuil des pêcheurs) (- 1 150 000€).

ATTRACTIVITE – AGRICULTURE-FORET / GRANDS PROJETS

I. Section de Fonctionnement

Dans le cadre de la mission d'accompagnement juridique et technique confiée au cabinet KPMG (fin de la DSP du LVD74 et son éventuel renouvellement), il est proposé d'ajouter un crédit de **2 000 €** pour solder la tranche 1 du marché.

II. Section d'Investissement

A. Aménagements fonciers liés à l'A41 Nord

AP 2011 : il est proposé de ramener les Crédits de Paiement 2018 au juste montant mandaté et d'ajuster le montant des Crédits de Paiement 2019 et 2020. Ces modifications conduisent à une augmentation des CP 2019 de **60 000 €** et des CP 2020 de **105 371 €**, sans incidence sur le montant de l'AP.

B. Forêt

Il est proposé de réduire le montant des AP « Etude d'aménagement rural : Forêt » 2017 de **23 445 €** et 2018 de **38 000 €**. Les Crédits de Paiement 2019 de ces 2 AP sont diminués de 15 079 €.

Il est demandé à l'Assemblée départementale de bien vouloir délibérer et statuer.

Le Conseil départemental,
après en avoir débattu, délibéré et enregistré la non-participation au vote de M. BAUD-GRASSET,
à l'unanimité,

APPROUVE :

- la création des Autorisations de Programmes présentées dans le tableau figurant en annexe A et l'affectation sur une opération du même montant, du même libellé et du même échéancier que celui de l'AP, pour ce qui concerne l'AP *« Subvention d'équipement Innovales »,*

- les modifications des Autorisations de Programmes existantes présentées dans le tableau figurant en annexe A ainsi que les modifications d'affectations décrites en annexe B,

- l'inscription des crédits proposés selon la répartition suivante :

RECETTES	BP 2019	BS 2019	BP + BS 2019
FONCTIONNEMENT			
- Développement Durable / Energies	160 000	0	160 000
- Environnement / Eau	312 000	0	312 000
- Environnement / ENS	15 000 000	4 000 000	19 000 000
- Agriculture	59 000	0	59 000
- Coopérations européennes	462 473	0	462 473
Total	15 993 473	4 000 000	19 993 473
INVESTISSEMENT			
- Environnement / Eau	200 000	-50 000	150 000
- Agriculture	50 000	0	50 000
- Coopérations européennes	1 152 183	0	1 152 183
Total	1 402 183	-50 000	1 352 183
TOTAL RECETTES	**17 395 656**	**3 950 000**	**21 345 656**

DEPENSES	BP 2019	BS 2019	BP + BS 2019
FONCTIONNEMENT			
- Développement Durable / Energies	326 500	50 000	376 500
- Environnement / Eau	572 200	0	572 200
- Environnement / ENS (yc CAUE)	4 843 500	540 200	5 383 700
- Agriculture	477 000	2 000	479 000
- Grands Projets	35 000	0	35 000
- Relations transfrontalières	170 830	0	170 830
- Coopérations européennes	249 170	0	249 170
Total	**6 674 200**	**592 200**	**7 266 400**
INVESTISSEMENT			
- Développement Durable / Energies	975 331	340 976	1 316 307
- Environnement / Eau	759 227	174 530	933 757
- Environnement / Déchets/Méthanisation	1 170 385	-29 167	1 141 218
- Environnement / ENS	9 160 564	611 299	9 771 863
- Agriculture	197 366	60 000	257 366
- Forêt	53 634	-15 079	38 555
Total	12 316 507	1 142 559	13 459 066
TOTAL DEPENSES	**18 990 707**	**1 734 759**	**20 725 466**

Au vu des AP votées, l'engagement financier en Crédits de Paiement du Département pour les années 2020 et suivantes s'élève à : **45 239 473 €.**

Délibération télétransmise en Préfecture
le 03 juin 2019,
Publiée et certifiée exécutoire
le 05 juin 2019,
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
Signé,
Le Président du Conseil départemental,
Christian MONTEIL

Les Autorisations de Programmes de l'exercice 2019

7ème Commission : Politique de l'Habitat, Développement Durable, Environnement, Agriculture, Forêt, Coopérations Européennes et Transfrontalières

					Les AP / CP après le BP 2019								Les AP / CP après le BS 2019						
Com	Gest.	Code AP	libellé	Millésime	TOTAL AP après le BP 2019	Exercices antérieurs < 2018	CP 2018	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +	TOTAL AP après le BS 2019	Exercices antérieurs < 2018	CP 2018	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +
7	CLD	04050001008	Subventions PPA Arve	2013	767 000	346 671	258 003	162 326	0	0	0	0	767 000	346 671	240 003	180 326	0	0	0	0
7	CLD	04050003017	Actions expérimentales PCE	2016	8 689	3 845	4 844	0	0	0	0	0	8 689	3 845	4 844	0	0	0	0	0
7	CLD	04050003017	Actions expérimentales PCE	2016	13 920	2 874	11 046	0	0	0	0	0	13 920	2 874	0	11 046	0	0	0	0
7	CLD	04050003017	Actions expérimentales PCE	2016	21 497	2 121	19 376	0	0	0	0	0	21 497	2 121	2 606	16 770	0	0	0	0
7	CLD	04050003017	Actions expérimentales PCE	2016	6 080	0	6 080	0	0	0	0	0	6 080	0	6 080	0	0	0	0	0
7	CLD	04050001012	Subvention Fonds Air Annemasse	2016	170 000	8 184	64 316	32 500	32 500	32 500	0	0	170 000	8 184	8 184	60 566	60 566	32 500	0	0
7	CLD	04050001013	Subvention Fonds Air Industrie	2017	250 000	55 000	65 000	65 000	65 000	0	0	0	250 000	55 000	0	65 000	65 000	65 000	0	0
7	CLD	04050003021	Actions expérimentales PCE	2017	3 390	3 390	0	0	0	0	0	0	3 390	3 390	0	0	0	0	0	0
7	CLD	04050003021	Actions expérimentales PCE	2017	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7	CLD	04050003021	Actions expérimentales PCE	2017	26 610	0	26 610	0	0	0	0	0	26 610	0	4 516	22 094	0	0	0	0
7	CLD	04050003021	Actions expérimentales PCE	2017	20 000	0	20 000	0	0	0	0	0	20 000	0	0	20 000	0	0	0	0
7	CLD	04050001014	Subvention fonds air Annecy	2017	1 020 000	0	180 000	200 000	200 000	220 000	220 000	0	1 020 000	0	34 000	273 000	273 000	220 000	220 000	0
7	CLD	04050001015	Subvention fonds air autres territoires	2017	692 000	0	0	138 000	138 000	138 000	278 000	0	692 000	0	0	138 000	138 000	138 000	278 000	0
7	CLD	04050001016	Subventions fonds air industrie autres territoires	2017	1 000 000	50 000	110 000	197 005	419 995	223 000	0	0	1 000 000	50 000	55 000	252 005	419 995	223 000	0	0
7	CLD	04050003028	Acquisition de vélos	2019	25 000	0	0	25 000	0	0	0	0	25 000	0	0	25 000	0	0	0	0
7	CLD	04050001017	Subventions Energie Investissement 2019	2019	78 000	0	0	42 000	36 000	0	0	0	78 000	0	0	42 000	36 000	0	0	0
7	CLD	04050001018	Fonds air bois 2 Vallée de l'Arve	2019	1 028 500	0	0	113 500	228 750	228 750	457 500	0	1 063 500	0	0	148 500	228 750	228 750	457 500	0
7	CLD	04050001019	Subvention d'équipement Innovales	2019									62 000	0	0	32 000	30 000	0	0	0
7	CLD	04050001019	Subvention d'équipement Innovales	2019									30 000	0	0	30 000	0	0	0	0
Sous total Développement Durable					5 130 686	472 085	765 275	975 331	1 120 245	842 250	955 500	0	5 257 686	472 085	355 233	1 316 307	1 251 311	907 250	955 500	0
7	ADE	04031030010	Subventions d'équipement Contrats Rivières GIFFRE (aides cnes et EPCI)	2010	1 700 000	668 514	296 748	200 000	350 000	184 738	0	0	1 700 000	668 514	0	300 000	350 000	184 738	196 748	0
7	ADE	04031030011	Subventions d'équipement Contrats Rivières FORON (aides cnes et EPCI)	2010	43 951	43 951	0	0	0	0	0	0	43 951	43 951	0	0	0	0	0	0
7	ADE	04031030011	Subventions d'équipement Contrats Rivières FORON (aides cnes et EPCI)	2010	1 150 241	437 190	183 534	235 526	293 991	0	0	0	1 150 241	437 190	70 834	270 526	293 991	0	77 700	0
7	ADE	04031030015	Subventions d'équipement E.N.S. 2012	2012	44 116	44 116	0	0	0	0	0	0	44 116	44 116	0	0	0	0	0	0
7	ADE	04031030015	Subventions d'équipement E.N.S. 2012	2012	374 236	374 236	0	0	0	0	0	0	374 236	374 236	0	0	0	0	0	0
7	ADE	04031030015	Subventions d'équipement E.N.S. 2012	2012	142 250	142 250	0	0	0	0	0	0	142 250	142 250	0	0	0	0	0	0
7	ADE	04031030015	Subventions d'équipement E.N.S. 2012	2012	1 870	1 870	0	0	0	0	0	0	1 870	1 870	0	0	0	0	0	0
7	ADE	04031030015	Subventions d'équipement E.N.S. 2012	2012	1 365	1 365	0	0	0	0	0	0	1 365	1 365	0	0	0	0	0	0
7	ADE	04031030015	Subventions d'équipement E.N.S. 2012	2012	603 140	584 580	18 560	0	0	0	0	0	603 140	584 580	0	18 560	0	0	0	0
7	ADE	04031030016	Subventions d'équipement E.N.S. 2012 - PNR des BAUGES	2012	123 557	92 670	15 445	15 442	0	0	0	0	123 557	92 670	15 445	15 442	0	0	0	0
7	ADE	04031030018	Subventions d'équipement Contrat rivière ARLY 2012	2012	240 000	40 040	72 405	50 000	77 555	0	0	0	240 000	40 040	17 678	15 000	77 555	89 727	0	0
7	ADE	04031030020	Subventions d'équipement E.N.S. 2013	2013	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7	ADE	04031030020	Subventions d'équipement E.N.S. 2013	2013	796 517	756 247	40 270	0	0	0	0	0	796 517	756 247	0	40 270	0	0	0	0
7	ADE	04031030020	Subventions d'équipement E.N.S. 2013	2013	49 171	43 848	1 219	0	4 104	0	0	0	49 171	43 848	0	1 219	4 104	0	0	0
7	ADE	04031030020	Subventions d'équipement E.N.S. 2013	2013	690 960	660 839	11 548	0	18 573	0	0	0	690 960	660 839	4 370	1 341	18 573	0	5 837	0
7	ADE	04031030020	Subventions d'équipement E.N.S. 2013	2013	3 117	3 117	0	0	0	0	0	0	3 117	3 117	0	0	0	0	0	0
7	ADE	04032030022	Actions E.N.S en MO. 2013	2013	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7	ADE	04032030022	Actions E.N.S en MO. 2013	2013	133 508	133 508	0	0	0	0	0	0	133 508	133 508	0	0	0	0	0	0
7	ADE	04032030022	Actions E.N.S en MO. 2013	2013	214 293	214 293	0	0	0	0	0	0	214 293	214 293	0	0	0	0	0	0
7	ADE	04032030022	Actions E.N.S en MO. 2013	2013	250 001	250 001	0	0	0	0	0	0	250 001	250 001	0	0	0	0	0	0
7	ADE	04032030022	Actions E.N.S en MO. 2013	2013	42 466	42 166	300	0	0	0	0	0	42 166	42 166	0	0	0	0	0	0
7	ADE	04032030022	Actions E.N.S en MO. 2013	2013	1 350	1 350	0	0	0	0	0	0	1 350	1 350	0	0	0	0	0	0
7	ADE	04031030021	Subvention d'équipement ENS Corridors écologiques ARVE-LAC	2013	73 907	5 907	68 000	0	0	0	0	0	73 907	5 907	0	13 100	0	0	30 000	24 900
7	ADE	04031030022	Subvention d'équipement ENS Corridors écologiques Champagne-Genevois	2013	294 000	46 722	95 632	41 646	110 000	0	0	0	294 000	46 722	8 548	60 646	110 000	68 084	0	0
7	ADE	04031030024	Subventions d'équipement E.N.S. 2014	2014	9 292	9 292	0	0	0	0	0	0	9 292	9 292	0	0	0	0	0	0
7	ADE	04031030024	Subventions d'équipement E.N.S. 2014	2014	1 335 160	1 205 735	69 425	60 000	0	0	0	0	1 335 160	1 205 735	12 899	23 511	0	0	0	93 015
7	ADE	04031030024	Subventions d'équipement E.N.S. 2014	2014	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7	ADE	04031030024	Subventions d'équipement E.N.S. 2014	2014	179 075	161 631	17 444	0	0	0	0	0	179 075	161 631	10 583	6 861	0	0	0	0
7	ADE	04031030024	Subventions d'équipement E.N.S. 2014	2014	84 153	84 153	0	0	0	0	0	0	84 153	84 153	0	0	0	0	0	0
7	ADE	04031030024	Subventions d'équipement E.N.S. 2014	2014	316 565	189 936	0	126 629	0	0	0	0	316 565	189 936	0	0	60 000	66 629	0	0
7	ADE	04031030026	Subv. d'équip ENS Contrat Rivières USSES	2014	1 200 000	73 667	203 183	233 150	550 000	100 000	40 000	0	1 200 000	73 667	166 993	300 150	519 190	100 000	40 000	0
7	ADE	04031030027	Subv. d'équip ENS Contrat TERRITOIRE SOL	2014	1 550 000	97 924	228 000	198 902	617 813	200 000	207 361	0	1 550 000	97 924	201 014	298 902	544 799	200 000	207 361	0
7	ADE	04031030028	Subv. d'équip ENS PAPI ARVE	2014	1 050 000	171 750	286 055	240 197	266 003	85 995	0	0	1 050 000	171 750	16 283	310 197	266 003	185 995	99 772	0

					Les AP / CP après le BP 2019								Les AP / CP après le BS 2019							
Com	Gest.	Code AP	libellé	Millésime	TOTAL AP après le BP 2019	Exercices antérieurs < 2018	CP 2018	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +	TOTAL AP après le BS 2019	Exercices antérieurs < 2018	CP 2018	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +
7	ADE	04032030025	Actions E.N.S en MO. 2014	2014	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7	ADE	04032030025	Actions E.N.S en MO. 2014	2014	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7	ADE	04032030025	Actions E.N.S en MO. 2014	2014	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7	ADE	04032030025	Actions E.N.S en MO. 2014	2014	245 861	195 861	30 000	20 000	0	0	0	0	245 861	195 861	7 787	20 000	22 213	0	0	0
7	ADE	04032030025	Actions E.N.S en MO. 2014	2014	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7	ADE	04032030025	Actions E.N.S en MO. 2014	2014	74 000	0	46 000	28 000	0	0	0	0	74 000	0	24 548	28 000	21 452	0	0	0
7	ADE	04032030025	Actions E.N.S en MO. 2014	2014	1 000 000	0	0	600 000	400 000	0	0	0	1 500 000	0	0	0	1 000 000	500 000	0	0
7	ADE	04032030025	Actions E.N.S en MO. 2014	2014	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7	ADE	04031030030	Subventions d'équipement E.N.S. 2015	2015	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7	ADE	04031030030	Subventions d'équipement E.N.S. 2015	2015	1 164 950	694 089	54 000	117 000	299 861	0	0	0	1 164 950	694 089	4 455	117 000	299 861	49 545	0	0
7	ADE	04031030030	Subventions d'équipement E.N.S. 2015	2015	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7	ADE	04031030030	Subventions d'équipement E.N.S. 2015	2015	552 355	440 853	111 502	0	0	0	0	0	552 355	440 853	29 840	81 662	0	0	0	0
7	ADE	04031030030	Subventions d'équipement E.N.S. 2015	2015	22 301	7 301	15 000	0	0	0	0	0	22 301	7 301	0	15 000	0	0	0	0
7	ADE	04031030031	Subv. Equipement voirie pastorale	2015	47 584	34 257	13 327	0	0	0	0	0	34 356	34 257	99	0	0	0	0	0
7	ADE	04031030031	Subv. Equipement voirie pastorale	2015	7 416	7 416	0	0	0	0	0	0	7 416	7 416	0	0	0	0	0	0
7	ADE	04032030028	Actions E.N.S en MO. 2015	2015	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7	ADE	04032030028	Actions E.N.S en MO. 2015	2015	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7	ADE	04032030028	Actions E.N.S en MO. 2015	2015	46 494	46 494	0	0	0	0	0	0	46 494	46 494	0	0	0	0	0	0
7	ADE	04032030028	Actions E.N.S en MO. 2015	2015	13 908	13 908	0	0	0	0	0	0	13 908	13 908	0	0	0	0	0	0
7	ADE	04032030028	Actions E.N.S en MO. 2015	2015	1 397	1 397	0	0	0	0	0	0	1 397	1 397	0	0	0	0	0	0
7	ADE	04032030028	Actions E.N.S en MO. 2015	2015	6 025	6 025	0	0	0	0	0	0	6 025	6 025	0	0	0	0	0	0
7	ADE	04032030028	Actions E.N.S en MO. 2015	2015	50 103	0	24 000	26 103	0	0	0	0	99 807	0	7 697	50 103	39 550	2 457	0	0
7	ADE	04032030031	Actions E.N.S. en MO. 2016 Plaine du Fier	2016	3 718 000	0	216 050	1 450 000	1 003 900	906 100	141 950	0	2 368 000	0	216 050	900 000	503 900	406 100	341 950	0
7	ADE	04032030031	Actions E.N.S. en MO. 2016 Plaine du Fier - avance à délégataire	2016	0	0	0	0	0	0	0	0	350 000	0	0	200 000	150 000	0	0	0
7	ADE	04032030031	Actions E.N.S. en MO. 2016 Plaine du Fier	2016	42 000	0	0	0	42 000	0	0	0	42 000	0	0	0	42 000	0	0	0
7	ADE	04032030032	Actions E.N.S. en MO. 2016 Abbaye de Sixt	2016	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7	ADE	04032030032	Actions E.N.S. en MO. 2016 Abbaye de Sixt	2016	100 000	0	0	0	50 000	50 000	0	0	100 000	0	0	0	50 000	50 000	0	0
7	ADE	04032030033	Actions E.N.S. en MO. 2016 Franchissement cours d'eau classés	2016	132 586	0	132 586	0	0	0	0	0	132 586	0	55 800	76 786	0	0	0	0
7	ADE	04032030033	Actions E.N.S. en MO. 2016 Franchissement cours d'eau classés-avance à délégataire	2016	367 414	3 400	0	196 600	167 414	0	0	0	367 414	3 400	0	196 600	167 414	0	0	0
7	ADE	04032030034	Actions E.N.S. en MO. 2016 Traitement sites écrasements amphibiens sur RD	2016	300 000	0	0	100 000	20 000	180 000	0	0	300 000	0	0	0	120 000	180 000	0	0
7	ADE	04032030035	Actions E.N.S. en MO. 2016 Traitement point collision grande faune sur RD	2016	200 000	73 070	13 000	10 000	63 930	40 000	0	0	200 000	73 070	586	10 000	76 344	40 000	0	0
7	ADE	04032030036	Actions E.N.S. en MO. 2016 Signaletique alpage	2016	400 000	5 160	170 000	185 000	39 840	0	0	0	400 000	5 160	1 290	100 000	208 550	85 000	0	0
7	ADE	04032030037	Actions E.N.S. en MO. 2016 maitrise foncière	2016	45 000	0	45 000	0	0	0	0	0	40 594	0	40 594	0	0	0	0	0
7	ADE	04032030038	Actions E.N.S. en MO. 2016 autres travaux	2016	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7	ADE	04032030038	Actions E.N.S. en MO. 2016 autres travaux	2016	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7	ADE	04032030038	Actions E.N.S. en MO. 2016 autres travaux	2016	33 600	0	27 600	0	6 000	0	0	0	33 600	0	5 264	22 336	6 000	0	0	0
7	ADE	04032030038	Actions E.N.S. en MO. 2016 autres travaux	2016	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7	ADE	04032030038	Actions E.N.S. en MO. 2016 autres travaux	2016	350 000	126 289	223 711	0	0	0	0	0	350 000	126 289	193 711	30 000	0	0	0	0
7	ADE	04032030038	Actions E.N.S. en MO. 2016 autres travaux	2016	40 000	0	37 750	2 250	0	0	0	0	40 000	0	12 830	27 170	0	0	0	0
7	ADE	04031030047	Subventions d'équipement E.N.S. 2016	2016	143 338	73 169	70 169	0	0	0	0	0	143 338	73 169	0	70 169	0	0	0	0
7	ADE	04031030047	Subventions d'équipement E.N.S. 2016	2016	237 732	149 636	88 096	0	0	0	0	0	237 732	149 636	8 151	79 945	0	0	0	0
7	ADE	04031030047	Subventions d'équipement E.N.S. 2016	2016	20 305	13 538	6 767	0	0	0	0	0	20 305	13 538	0	6 767	0	0	0	0
7	ADE	04031030047	Subventions d'équipement E.N.S. 2016	2016	469 228	275 662	118 566	75 000	0	0	0	0	469 228	275 662	114 324	50 000	29 242	0	0	0
7	ADE	04031030047	Subventions d'équipement E.N.S. 2016	2016	173 120	173 120	0	0	0	0	0	0	173 120	173 120	0	0	0	0	0	0
7	ADE	04031030049	Subv. Equipement voirie pastorale	2016	84 830	29 921	54 909	0	0	0	0	0	84 830	29 921	23 576	31 333	0	0	0	0
7	ADE	04031030049	Subv. Equipement voirie pastorale	2016	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7	ADE	04031030050	Subv. Conservatoire Terres Agricoles 2017	2017	100 000	5 439	53 655	40 906	0	0	0	0	300 000	5 439	53 655	70 906	150 000	20 000	0	0
7	ADE	04031030051	Subv. Pastoralisme aide 2017	2017	703 250	21 799	627 145	31 800	22 506	0	0	0	703 250	21 799	444 904	214 041	22 506	0	0	0
7	ADE	04031030051	Subv. Pastoralisme aide 2017	2017	348 550	17 558	186 830	85 005	59 157	0	0	0	348 550	17 558	117 479	145 005	59 157	9 351	0	0
7	ADE	04031030052	Subventions d'équipement E.N.S. 2017	2017	540 200	86 810	244 719	150 000	58 671	0	0	0	640 200	86 810	20 591	290 000	238 671	4 128	0	0
7	ADE	04031030052	Subventions d'équipement E.N.S. 2017	2017	89 120	28 819	35 948	15 738	8 615	0	0	0	89 120	28 819	35 944	15 742	8 615	0	0	0
7	ADE	04031030052	Subventions d'équipement E.N.S. 2017	2017	265 000	0	265 000	0	0	0	0	0	265 000	0	0	265 000	0	0	0	0
7	ADE	04031030060	Subventions d'équipement E.N.S./ Contrat de bassin FIER ET LAC	2017	5 035 381	0	475 848	300 000	550 000	3 309 533	400 000	0	5 035 381	0	475 848	300 000	550 000	3 309 533	400 000	0
7	ADE	04031030061	Subventions d'équipement E.N.S./Contrat de bassin DRANSES ET EST LEMANIQUE	2017	2 060 545	0	0	280 000	280 000	797 000	703 545	0	2 060 545	0	0	280 000	280 000	797 000	703 545	0
7	ADE	04031030062	Subventions d'équipement E.N.S. 2017/ CONTRAT DE TERRITOIRE CC4R	2017	838 000	3 164	100 000	270 336	200 000	214 500	50 000	0	838 000	3 164	20 999	270 336	200 000	214 500	50 000	79 001

					Les AP / CP après le BP 2019								Les AP / CP après le BS 2019							
Com	Gest.	Code AP	libellé	Millésime	TOTAL AP après le BP 2019	Exercices antérieurs < 2018	CP 2018	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +	TOTAL AP après le BS 2019	Exercices antérieurs < 2018	CP 2018	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +
7	ADE	04032030039	Actions E.N.S. en MO. 2017 Maitrise foncière	2017	43 085	4 085	39 000	0	0	0	0	0	43 085	4 085	21 500	6 000	11 500	0	0	0
7	ADE	04032030040	Actions E.N.S. en MO. 2017	2017	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7	ADE	04032030040	Actions E.N.S. en MO. 2017	2017	560 000	0	30 000	530 000	0	0	0	0	560 000	0	2 299	400 000	157 701	0	0	0
7	ADE	04032030040	Actions E.N.S. en MO. 2017	2017	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7	ADE	04032030040	Actions E.N.S. en MO. 2017	2017	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7	ADE	04032030040	Actions E.N.S. en MO. 2017	2017	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7	ADE	04031030065	Subventions d'équipement FONCIER E.N.S. 2018	2018	350 000	0	350 000	0	0	0	0	0	350 000	0	7 344	342 656	0	0	0	0
7	ADE	04031030066	Subv. Pastoralisme aide 2018	2018	230 100	0	130 138	50 000	49 962	0	0	0	230 100	0	126 950	53 188	49 962	0	0	0
7	ADE	04031030066	Subv. Pastoralisme aide 2018	2018	959 130	0	335 906	278 092	260 000	85 132	0	0	959 130	0	268 611	345 387	260 000	85 132	0	0
7	ADE	04031030067	Subventions d'équipement E.N.S. 2018	2018	610 426	0	181 001	179 433	99 992	150 000	0	0	650 000	0	122 730	179 433	197 837	150 000	0	0
7	ADE	04031030067	Subventions d'équipement E.N.S. 2018	2018	39 000	0	39 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7	ADE	04031030067	Subventions d'équipement E.N.S. 2018	2018	37 625	0	36 616	1 009	0	0	0	0	37 625	0	13 712	23 913	0	0	0	0
7	ADE	04031030067	Subventions d'équipement E.N.S. 2018	2018	24 857	0	8 699	0	0	8 700	7 458	0	24 857	0	8 699	8 700	7 458	0	0	0
7	ADE	04031030067	Subventions d'équipement E.N.S. 2018	2018	35 000	0	0	35 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7	ADE	04032030041	Actions E.N.S. en MO. 2018 maitrise foncière	2018	50 000	0	0	50 000	0	0	0	0	50 000	0	0	20 000	30 000	0	0	0
7	ADE	04032030042	Actions E.N.S. en MO. 2018 autres travaux	2018	502 000	0	127 000	375 000	0	0	0	0	560 000	0	810	400 000	159 190	0	0	0
7	ADE	04032030042	Actions E.N.S. en MO. 2018 autres travaux	2018	40 000	0	20 000	20 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7	ADE	04032030042	Actions E.N.S. en MO. 2018 autres travaux (Plan, Vorêts)	2018	300 000	0	40 000	180 000	80 000	0	0	0	300 000	0	36 565	50 000	213 435	0	0	0
7	ADE	04032030042	Actions E.N.S. en MO. 2018 autres travaux	2018	28 000	0	20 000	8 000	0	0	0	0	35 000	0	0	35 000	0	0	0	0
7	ADE	04031030068	Subv. ENS CT SM3A Espace bon fonctionnement ARVE	2018	5 000 000	0	50 000	500 000	1 050 000	1 000 000	2 400 000	0	10 700 000	0	0	300 000	1 050 000	1 000 000	2 400 000	5 950 000
7	ADE	04031030069	Subv. ENS Appel à projet Nature en ville	2018	500 000	0	0	100 000	150 000	150 000	100 000	0	500 000	0	0	50 000	150 000	200 000	100 000	0
7	ADE	04031030071	Subv. ENS Appel à projet Préservation paysagère cols remarquables	2018	1 000 000	0	0	100 000	290 000	260 000	350 000	0	1 000 000	0	0	50 000	290 000	310 000	350 000	0
7	ADE	04031030070	Subv. ENS Appel à projet Reconquête des paysages (résorbtion points noirs paysagers)	2018	878 800	0	0	78 800	300 000	200 000	300 000	0	878 800	0	0	28 800	300 000	200 000	350 000	0
7	ADE	04032030043	MO département ENS Travaux Seuils des Ilettes	2018	2 000 000	0	30 000	40 000	1 500 000	430 000	0	0	2 000 000	0	0	40 000	1 500 000	460 000	0	0
7	ADE	04032030044	MO département signalétique routière ENS	2018	500 000	0	0	100 000	200 000	50 000	150 000	0	500 000	0	0	0	200 000	150 000	150 000	0
7	ADE	04031030075	Subv équipement foncier Allinges	2018	420 000	0	420 000	0	0	0	0	0	420 000	0	0	420 000	0	0	0	0
7	ADE	04031030084	Subventions d'équipement E.N.S. 2019	2019	300 000	0	0	30 000	100 000	70 000	100 000	0	500 000	0	0	250 000	250 000	0	0	0
7	ADE	04031030084	Subventions d'équipement E.N.S. 2019	2019	20 000	0	0	10 000	10 000	0	0	0	20 000	0	0	10 000	10 000	0	0	0
7	ADE	04031030084	Subventions d'équipement E.N.S. 2019	2019	0								14 160	0	0	14 160	0	0	0	0
7	ADE	04031030084	Subventions d'équipement E.N.S. 2019	2019	20 000	0	0	0	20 000	0	0	0	20 000	0	0	0	20 000	0	0	0
7	ADE	04031030085	Subv. Pastoralisme aide 2019	2019	200 000	0	0	50 000	50 000	50 000	50 000	0	200 000	0	0	50 000	50 000	50 000	50 000	0
7	ADE	04031030085	Subv. Pastoralisme aide 2019	2019	400 000	0	0	100 000	100 000	100 000	100 000	0	400 000	0	0	100 000	100 000	100 000	100 000	0
7	ADE	04031030079	Subventions d'équipement C.T.E.N.S. 2019 PAYS DU MT BLANC	2019	1 900 000	0	0	70 000	400 000	400 000	1 030 000	0	1 270 000	0	0	70 000	350 000	350 000	500 000	0
7	ADE	04031030079	Subventions d'équipement C.T.E.N.S. 2019 PAYS DU MT BLANC	2019	200 000	0	0	40 000	40 000	40 000	80 000	0	120 000	0	0	30 000	30 000	30 000	30 000	0
7	ADE	04031030079	Subventions d'équipement C.T.E.N.S. 2019 PAYS DU MT BLANC	2019	1 500 000	0	0	180 000	500 000	500 000	320 000	0	1 320 000	0	0	150 000	450 000	450 000	270 000	0
7	ADE	04031030079	Subventions d'équipement C.T.E.N.S. 2019 PAYS DU MT BLANC	2019	400 000	0	0	100 000	100 000	100 000	100 000	0	290 000	0	0	50 000	150 000	50 000	40 000	0
7	ADE	04031030080	Subventions d'équipement C.T.E.N.S. 2019 VUACHE	2019	950 000	0	0	100 000	150 000	200 000	500 000	0	950 000	0	0	100 000	150 000	200 000	500 000	0
7	ADE	04031030080	Subventions d'équipement C.T.E.N.S. 2019 VUACHE	2019	40 000	0	0	20 000	20 000	0	0	0	40 000	0	0	20 000	20 000	0	0	0
7	ADE	04031030081	Subventions d'équipement C.T.E.N.S. 2019 SALEVE	2019	1 500 000	0	0	100 000	350 000	350 000	700 000	0	1 500 000	0	0	100 000	350 000	350 000	700 000	0
7	ADE	04031030081	Subventions d'équipement C.T.E.N.S. 2019 SALEVE	2019	210 000	0	0	50 000	40 000	40 000	80 000	0	210 000	0	0	50 000	40 000	40 000	80 000	0
7	ADE	04031030081	Subventions d'équipement C.T.E.N.S. 2019 SALEVE	2019	60 000	0	0	30 000	30 000	0	0	0	60 000	0	0	30 000	30 000	0	0	0
7	ADE	04031030082	Subventions d'équipement C.T.E.N.S. 2019 MONTAGNE D'AGE MANDALLAZ	2019	500 000	0	0	50 000	100 000	200 000	150 000	0	500 000	0	0	50 000	100 000	200 000	150 000	0
7	ADE	04031030083	Subventions d'équipement C.T.E.N.S. 2019 CCPEVA	2019	790 000	0	0	100 000	100 000	150 000	440 000	0	790 000	0	0	100 000	100 000	150 000	440 000	0
7	ADE	04031030083	Subventions d'équipement C.T.E.N.S. 2019 CCPEVA	2019	700 000	0	0	100 000	350 000	250 000	0	0	700 000	0	0	100 000	350 000	250 000	0	0
7	ADE	04031030083	Subventions d'équipement C.T.E.N.S. 2019 CCPEVA	2019	50 000	0	0	10 000	10 000	10 000	20 000	0	50 000	0	0	10 000	10 000	10 000	20 000	0
7	ADE	04032030046	Actions E.N.S. en MO. 2019 autres travaux	2019	50 000	0	0	10 000	10 000	30 000	0	0	100 000	0	0	80 000	10 000	10 000	0	0
7	ADE	04032030046	Actions E.N.S. en MO. 2019 autres travaux	2019	10 000	0	0	0	10 000	0	0	0	25 000	0	0	15 000	10 000	0	0	0
Sous total Environnement					56 675 877	9 121 108	6 952 306	9 160 564	12 029 887	10 891 698	8 520 314	0	61 477 381	9 121 108	3 049 889	9 771 863	13 646 773	11 357 919	8 382 913	6 146 916
7	ADR	03030001006	Aménagements fonciers liés à l'A 41 Nord	2009	95 000	85 367	3 335	6 298	0	0	0	0	95 000	85 367	3 335	6 298	0	0	0	0
7	ADR	03030001007	Aménagements fonciers liés à l'A 41 Nord	2011	438 953	98 932	198 953	141 068	0	0	0	0	438 953	98 932	33 582	201 068	105 371	0	0	0
7	ADR	03030001008	Subv travaux connexes aménagement foncier	2018	100 000	0	0	50 000	50 000	0	0	0	100 000	0	0	50 000	50 000	0	0	0
Sous-total Agriculture					633 953	184 299	202 288	197 366	50 000	0	0	0	633 953	184 299	36 917	257 366	155 371	0	0	0
7	ADR	03030004010	Etude d'aménagement rural : Forêt	2017	40 000	0	20 000	13 634	6 366	0	0	0	22 555	0	16 000	6 555	0	0	0	0
7	ADR	03030004010	Etude d'aménagement rural : Forêt	2017	10 000	0	10 000	0	0	0	0	0	4 000	0	4 000	0	0	0	0	0
7	ADR	03030004011	Etude d'aménagement rural : Forêt	2018	50 000	0	30 000	20 000	0	0	0	0	12 000	0	0	12 000	0	0	0	0

					Les AP / CP après le BP 2019								Les AP / CP après le BS 2019							
Com	Gest.	Code AP	libellé	Millésime	TOTAL AP après le BP 2019	Exercices antérieurs < 2018	CP 2018	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +	TOTAL AP après le BS 2019	Exercices antérieurs < 2018	CP 2018	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +
7	ADR	03030004012	Etude d'aménagement rural : Forêt	2019	30 000	0	0	20 000	10 000	0	0	0	30 000	0	0	20 000	10 000	0	0	0
Sous-Total Forêt					130 000	0	60 000	53 634	16 366	0	0	0	68 555	0	20 000	38 555	10 000	0	0	0
Sous total Développement Rural (Agriculture+Forêt)					763 953	184 299	262 288	251 000	66 366	0	0	0	702 508	184 299	56 917	295 921	165 371	0	0	0
7	ADO	04021021019	Recher. en eau, connaissanes ressources, opérations innov.	2013	72 976	21 861	51 115	0	0	0	0	0	72 870	21 861	51 009	0	0	0	0	0
7	ADO	04021021024	Recher. en eau, connaissanes ressources, opérations innov.	2016	41 135	24 135	17 000	0	0	0	0	0	38 499	24 135	14 364	0	0	0	0	0
7	ADO	04021021025	Recher. en eau, connaissanes ressources, opérations innov.	2017	62 740	34 264	8 000	20 476	0	0	0	0	62 740	34 264	3 375	25 101	0	0	0	0
7	ADO	04050001008	Subventions PPA Arve	2013	107 000	107 000	0	0	0	0	0	0	107 000	107 000	0	0	0	0	0	0
7	ADO	04021021026	Financement des études eau/asst des collectivités	2017	465 769	235 769	111 000	119 000	0	0	0	0	465 769	235 769	40 025	159 975	30 000	0	0	0
7	ADO	04010001016	Subventions Méthanisation CPER	2016	819 615	499 615	270 000	50 000	0	0	0	0	819 615	499 615	99 167	220 833	0	0	0	0
7	ADO	04010001016	Subventions Méthanisation CPER	2016	340 000	0	0	340 000	0	0	0	0	340 000	0	0	200 000	140 000	0	0	0
7	ADO	04021021028	Recher. en eau, connaissanes ressources, opérations innov.	2018	83 520	0	48 000	35 520	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7	ADO	04022001030	Matériel spécifique 2018	2018	7 500	0	7 500	0	0	0	0	0	7 500	0	7 500	0	0	0	0	0
7	ADO	04022001029	Investissement maîtrise d'ouvrage 2018	2018	10 000	0	10 000	0	0	0	0	0	10 000	0	10 000	0	0	0	0	0
7	ADO	04021021027	Financement des études eau/asst des collectivités	2018	734 231	0	400 000	224 231	110 000	0	0	0	617 781	0	283 550	224 231	110 000	0	0	0
7	ADO	04010001017	Subventions Méthanisation CPER	2018	960 000	0	150 000	300 000	510 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7	ADO	04010001017	Subventions Méthanisation CPER	2018	480 385	0	150 000	180 385	150 000	0	0	0	248 365	0	127 980	120 385	0	0	0	0
7	ADO	04021021029	Recher. en eau, connaissances ressources	2019	70 000	0	0	40 000	30 000	0	0	0	153 520	0	0	88 000	65 520	0	0	0
7	ADO	04022001031	Matériel spécifique 2019	2019	5 000	0	0	5 000	0	0	0	0	5 000	0	0	5 000	0	0	0	0
7	ADO	04022001032	Investissement maîtrise d'ouvrage 2019	2019	15 000	0	0	15 000	0	0	0	0	15 000	0	0	15 000	0	0	0	0
7	ADO	04021021030	Financement des études eau/asst des collectivités	2019	600 000	0	0	300 000	250 000	50 000	0	0	716 450	0	0	416 450	250 000	50 000	0	0
7	ADO	04010001018	Subventions Méthanisation CPER	2019	300 000	0	0	150 000	150 000	0	0	0	1 080 000	0	0	300 000	450 000	330 000	0	0
7	ADO	04010001018	Subventions Méthanisation CPER	2019	300 000	0	0	150 000	150 000	0	0	0	1 300 000	0	0	300 000	575 000	425 000	0	0
Sous total EAU					5 474 871	922 644	1 222 615	1 929 612	1 350 000	50 000	0	0	6 060 109	922 644	636 970	2 074 975	1 620 520	805 000	0	0
7ème Commission : Politique de l'Habitat, Dévlpt durable, Agriculture, Forêt, Coop Européenne etTransfrontalière					68 045 387	10 700 136	9 202 484	12 316 507	14 566 498	11 783 948	9 475 814	0	73 497 684	10 700 136	4 099 009	13 459 066	16 683 975	13 070 169	9 338 413	6 146 916

MODIFICATIONS DES AFFECTATIONS DES AP

Millésime	N°AP	Affectations		Nature	Montant déjà affecté (a)	Nouvelle affectation (b)	Montant après nouvelle affectation (a+b)
		N°	Libellé				
2019	4050001018	AF19CLD002	Affect fonds air bois 2 Arve	204141	1 028 500,00	35 000,00	1 063 500,00
TOTAL AFFECTE					1 028 500,00	35 000,00	1 063 500,00

haute savoie
le Département

Extrait des Procès-Verbaux des Séances du Conseil départemental

SEANCE DU 27 MAI 2019

n° CD-2019-020

RAPPORTEUR : **M. MUDRY**

OBJET : **LES MOYENS LOGISTIQUES, FINANCIERS ET HUMAINS DE L'INSTITUTION - BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2019**

Le Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoqué le 13 mai 2019 s'est réuni en séance publique, à l'Hôtel du Département à Annecy sous la présidence de :

M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental

Présent(e)s :	
Vice-Président(e)s :	Mme CAMUSSO, M. MUDRY, Mme TOWNLEY-BAZAILLE, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. PEILLEX, Mme LEI, M. BOCCARD
Autres membres :	Mme BOUCHET, Mme DUBY-MULLER, Mme DULIEGE, Mme GAY, Mme GONZO-MASSOL, Mme MAHUT, Mme METRAL, Mme REY, Mme TEPPE-ROGUET, Mme TERMOZ, M. AMOUDRY, M. BARDET, M. BAUD, M. BAUD-GRASSET, M. DAVIET, M. MORAND, M. PACORET, M. PUTHOD, M. RUBIN
Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)	
Mme DION à Mme MAHUT, Mme LHUILLIER à M. PUTHOD	
Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :	
M. CHAVANNE, M. EXCOFFIER	

Quorum et Délégations de vote vérifiés			
Membres en exercice :	**34**	**A l'unanimité**	
Présents :	**30**	**Voix Pour**	**29**
Représenté(e)(s) :	**2**	**Voix contre**	**0**
Suffrages Exprimés :	**29**	**Abstention(s)**	**3**

Vu loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relative à la fonction publique territoriale, et notamment l'article 61-1 II,

Vu la loi de finances 2018 n° 2017-837 du 30 décembre 2017,

Vu la loi de finances 2019 n° 2018-1317 du 28 décembre 2018,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les délibérations n° CD-2018-093, n° CD-2018-094, n° CD-2018-095 et n° CD-2019-096 du 10 décembre 2018 adoptant le Budget Primitif 2019,

Vu la délibération n° CD-2019-007 du 27 mai 2019 d'approbation du Compte Administratif 2018 du budget principal,

Vu la délibération d'affectation des résultats 2018 n° CD-2019-011 du 27 mai 2019,

Vu l'avis favorable aux propositions présentées émis par la 8ème Commission Finances, Ressources Humaines, Administration Générale, lors de ses réunions des 08 avril 2019 et 06 mai 2019.

Les visas ci-avant ayant été rappelés, M. le Président indique que la délibération regroupe les moyens logistiques, financiers et humains pour les directions, pôles et services transverses indispensables à l'exécution des missions de service public confiées au Département :

- le Cabinet,
- le Pôle Communication Institutionnelle,
- le Service de l'Assemblée,
- le Pôle Affaires Juridiques,
- le Pôle Innovation Systèmes d'Information et Usages Numériques,
- le Pôle Ressources Humaines,
- le Pôle Animation Territoriale et Développement Durable,
- le Pôle Finances et Conseil en Gestion.

Afin d'optimiser l'affectation des moyens financiers, il est proposé au titre du Budget Supplémentaire 2018 de redéployer les crédits afférents suivants :

❖ **le Pôle Communication Institutionnelle**

Section de Fonctionnement

<u>Dépenses</u>

Dans le cadre de la politique départementale en matière de promotion touristique, une convention relative à la signalisation d'animation culturelle et touristique sur les autoroutes A41 et A410 a été signée en décembre 2017 entre le Département et les sociétés AREA et ADELAC.
Le projet concerne l'implantation de 16 panneaux autoroutiers pour un coût global de 288 000 € TTC. Un acompte de 144 000 € TTC a été versé à la conclusion de la convention.

A l'issue de la concertation sur les thèmes et les visuels menée conjointement par le Département et les sociétés concessionnaires, un dossier complet a été présenté par ces dernières à la Préfecture de Région pour validation.

L'accord de la Préfecture de Région n'ayant pu être obtenu en 2018, le Pôle Communication institutionnelle demande la réattribution des crédits nécessaires au paiement du solde de l'opération soit **144 000 €** sur l'exercice 2019.

- **le Service de l'Assemblée**

Section de Fonctionnement

Recettes

Il convient d'inscrire **65 000 €** en recettes de fonctionnement pour le remboursement des frais d'affranchissements.

- **le Pôle Affaires Juridiques**

I. Section de Fonctionnement

Dépenses

Les modifications de crédits concernent la mission Patrimoine :

Poste de dépenses	Montant en €
Assurances	**- 230 000**
Autres charges exceptionnelles *(DSP Remontées mécaniques de Flaine)*	**1 000 000**
Total	**770 000**

II. Section d'Investissement

Les demandes de crédits du Pôle Affaires Juridiques concernent les missions Patrimoine et Commande Publique

Dépenses

Il est proposé de créer et d'augmenter les Autorisations de Programme de **3 030 000 €** et les Crédits de Paiement 2019 de **1 420 000 €,** selon le détail suivant :

Acquisitions foncières

- L'avancement du projet d'acquisition des bâtiments médico-sociaux de Thonon-les-Bains conduit à différer les paiements en 2020. Il est proposé de modifier partiellement l'échéancier de crédits de paiement de l'autorisation de programme : les CP 2019 de 1 600 000 € sont transférés en 2020.

- L'Autorisation de Programme 2019 « Acquisitions foncières structures MI » est augmentée de 3 M€, la totalité des Crédits de Paiement étant inscrite en 2019. Afin de se conformer à ses obligations légales de prise en charge inconditionnelle des Mineurs Isolés, le Département projette l'acquisition d'un deuxième site d'accueil dédié à la mise à l'abri.

Insertion avis pour marchés publics - jury

Il est demandé un crédit supplémentaire de **30 000 € en AP**, dont **20 000 € en CP 2019** pour indemniser les jurys de maîtrise d'œuvre.

- **le Pôle Innovation Systèmes d'Information et Usages Numériques,**

Section de Fonctionnement

Dépenses

Les programmes dématérialisation et transversalité du Schéma Directeur du Numérique (SDN) recensent une vingtaine de projets transversaux, dont certains seront fortement structurants et/ou impactant pour la collectivité (dématérialisation du courrier, dématérialisation de la passation et de l'exécution de la commande publique, gestion des subventions, gestion et management de la donnée...).

L'appui d'un partenaire extérieur auprès du chargé de mission Affaires Transversales auprès du DGS sur la période 2018-2019 a permis d'organiser le programme, de déployer une méthodologie de projet commune, et de mettre en place la gouvernante définie dans le cadre du SDN. Ainsi, les projets de ces programmes ont pu être mis sur les rails dans un cadre structurant et organisé, avec un réel pilotage de la transversalité par le directeur de programme, à savoir le chargé de mission Affaires Transversales auprès du DGS.

Il importe désormais de consolider ces acquis et de sécuriser la phase sensible de déploiement des projets programmée sur la période fin 2019-2020. L'appui technique et organisationnel d'un prestataire extérieur permettra ainsi d'anticiper et de limiter les risques dans la conduite des projets des programmes dématérialisation et transversalité, de profiter de l'expérience acquise dans d'autres collectivités, mais également, de fluidifier le dialogue interne sur des projets transversaux souvent interdépendants qui ont de nombreuses adhérences techniques entre eux.

Le PISIUN sollicite l'inscription de **21 000 €** au budget supplémentaire 2019 en fonctionnement pour le renouvellement de la prestation d'accompagnement du chargé de mission Affaires Transversales auprès du DGS sur les programmes dématérialisation et transversalité du SDN d'un montant total de 70 000 €.

- **le Pôle Ressources Humaines**

Section de Fonctionnement

Les réajustements proposés entre imputations ne modifient pas le montant global des crédits de fonctionnement 2019.

- **le Pôle Animation Territoriale et Développement Durable**

Section d'Investissement

Dépenses

Soutien aux communes sinistrées /voirie communale :

L'Autorisation de Programme 2019 dégâts de voirie a été prévue à hauteur de 2 000 000 € dont 1 500 000 € pour Saint-Gingolph (reconstruction et aménagement des quais) et 500 000 € pour d'éventuels dégâts de voirie 2019. Compte tenu des engagements pris auprès de Saint-Gingolph à hauteur de 2 330 000 € (dont 218 000 € pour Via Rhôna sur le budget Pôle Route), il est nécessaire de revaloriser l'AP de **612 000 €.**

Par ailleurs, il convient de reporter les Crédits de Paiement 2018 engagés mais non consommés dont **951 842 €** en CP 2019.

L'ensemble de ces mouvements se traduit par :
- une diminution des Crédits de Paiement 2018 de 2 051 842 €,
- une augmentation des Crédits de Paiement de 2019 de 951 842 €,
- une augmentation des Crédits de Paiement 2020 et suivants de 1 712 000 €.

❖ **le Pôle Finances et Conseil en Gestion**

I. Section de Fonctionnement

Les recettes de fonctionnement : + 151,643 M€

- **Les dotations de l'Etat : + 0,206 M€**

La Dotation Globale de Fonctionnement est ajustée de – 0,118 M€ ce qui la porte à 27,979 M€, la Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle (DCRTP) de + 0,317 M€ ce qui la porte à 14,867 M€, et les compensations d'exonérations de fiscalité de + 0,007 M€.

- **La fiscalité directe : + 5,787 M€**

La fiscalité directe sans pouvoir de taux : la recette attendue pour la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) est en hausse par rapport à notre prévision au Budget Primitif de **+ 3,777 M€** à 54,563 M€, l'Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux (IFER) en baisse de - **0,274 M€** à 1,808 M€.

La fiscalité directe à pouvoir de taux : à la suite de la notification des bases 2019, le montant de recette attendue pour la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties est augmentée de **+ 2,284 M€** à 155,449 M€. Cette prévision de TFPB situe la hausse du produit attendu à 3,2 %.

- **La fiscalité indirecte : + 15 M€**

La recette attendue pour les Droits de Mutation à Titre Onéreux (DMTO) est en hausse par rapport à notre prévision au Budget Primitif 2019 de **+ 15 M€** à 224 M€.

- **Les recettes en compensation de la décentralisation : + 0,030 M€**

Les frais de gestion de la taxe foncière sur les propriétés bâties sont ajustés de **+ 0,030 M€**.

- **La Compensation Financière Genevoise : + 3,081 M€**

La participation du Canton de Genève est en augmentation de **+ 3,081 M€** à 29,591 M€ au titre de l'allocation directe au Département, suite à la perception de la tranche 46 en décembre 2018.Il convient de souligner que si la CFG versée en francs suisses est en augmentation de plus de 15 millions, l'application du taux de change plus favorable qu'en 2017 (0,87 contre 0,85) induit une augmentation de plus de 18 millions d'euros, ce qui représente une hausse d'environ 7,5 %.

- **Résultat 2018 reporté en fonctionnement : + 127,539 M€**

Les dépenses de fonctionnement : + 14,542 M€

- **Dépenses liées à la péréquation : + 10,372 M€**

Compte-tenu de la réalisation de la recette de DMTO en 2018, la charge de péréquation 2018 est ajustée de **+ 10,709 M€** ce qui la porte globalement à 35,069 M€.
Par ailleurs, la dotation aux provisions pour couvrir la charge de péréquation prévue en 2020 au titre des DMTO perçues en 2019 est diminuée de **- 0,147 M€.**

Compte tenu de la réalisation de la recette de CVAE en 2018, la charge de péréquation 2018 est ajustée de **- 0,190 M€** ce qui la porte à 0,025 M€.

- **Restitutions de taxes : + 3,820 M€**

Cet ajustement concerne la restitution de la taxe d'aménagement.

- **Dépenses diverses : + 0,350 M€**

Des ajustements sont apportés concernant :
- les audits financiers ou dans le cadre du contrôle en gestion, auprès de prestataires extérieurs : + 0,2 M€,
- les subventions aux associations : + 0,1 M€,
- la dotation aux provisions pour couvrir des restes à recouvrer au titre des indus rSa émis les années antérieures : + 0,05 M€.

II. Section d'Investissement

Les recettes d'investissement : + 25,693 M€

- **Affectation d'une partie du résultat 2018 de fonctionnement pour couvrir le besoin de financement : + 131,466 M€,**

- **Dotation d'Etat : - 0,184 M€**

La recette attendue de la Dotation Globale d'Equipement Rurale (DGER) est remplacée à compter de 2019 par la Dotation de Soutien à l'Investissement des Départements (DSID), plus généraliste et non plus réservée à l'équipement rural. Il convient donc d'ajuster le montant de DGER attendu au solde de 2018 et de transférer le recette prévisionnelle de 2019 sur la DSID.

Ainsi, la DGER est diminuée de **– 1,184 M€** et la recette de **1 M€** est inscrite au titre de la DSID.

- **Emprunt : - 105,589 M€**

La construction de l'équilibre du Budget Supplémentaire 2019 implique une réduction de l'inscription de l'emprunt pour – 105 588 785,38 €. La prévision d'emprunt après ce Budget Supplémentaire s'élèvera donc à 39 157 089,62 €.

Les dépenses d'investissement : + 131,466 M€

- **Déficit 2018 de la section d'investissement : + 131,466 M€**

❖ **Conseil Savoie Mont Blanc (CSMB)**

Le CSMB a adopté son Budget Primitif 2019 le 29 mars 2019. En conséquence, il est proposé les modifications suivantes.

Section de Fonctionnement

Il est proposé d'augmenter la participation du Département de **0,196 M€.**

Section d'investissement

Il est proposé d'augmenter les Crédits de Paiement 2019 de **0,592 M€** et les Autorisations de Programme 2019 de **0,475 M€.**

Il est demandé à l'Assemblée départementale de bien vouloir délibérer et statuer.

Le Conseil départemental,
après en avoir délibéré et enregistré l'abstention de Mme PETEX, MM. AMOUDRY et BAUD-GRASSET (momentanément absents de la salle des séances lors du vote),
à l'unanimité,

APPROUVE :

- la création des Autorisations de Programmes présentées dans le tableau figurant en annexe A et l'affectation sur une opération du même montant, du même libellé et du même échéancier que celui de l'AP, pour ce qui concerne les AP « Acquisitions foncières structures MI »,

- les modifications des Autorisations de Programmes existantes présentées dans le tableau figurant en annexe A ainsi que les modifications d'affectations décrites en annexe B,

- l'inscription des crédits proposés selon la répartition suivante :

RECETTES	BP 2019	BS 2019	BP + BS 2019
FONCTIONNEMENT			
- Assemblée	0,00	65 000,00	65 000,00
- Pôle Affaires Juridiques	786 500,00	0,00	786 500,00
- Ressources Humaines	4 080 000,00	0,00	4 080 000,00
- Finances et Conseil en Gestion	641 591 000,00	151 642 694,38	793 233 694,38
Total	646 457 500,00	151 707 694,38	798 165 194,38
INVESTISSEMENT			
- Pôle Affaires Juridiques	3 605 000,00	0,00	3 605 000,00
- Finances et Conseil en Gestion	222 737 875,00	25 693 032,27	248 430 907,27
Total	226 342 875,00	25 693 032,27	252 035 907,27
TOTAL RECETTES	**872 800 375,00**	**177 400 726,65**	**1 050 201 101,65**

DEPENSES	BP 2019	BS 2019	BP + BS 2019
FONCTIONNEMENT			
- Assemblée	1 225 000,00	0,00	1 225 000,00
- Communication Institutionnelle	2 000 000,00	144 000,00	2 144 000,00
- Protocole et Logistique	67 600,00	0,00	67 600,00
- Pôle Affaires Juridiques	3 960 000,00	770 000,00	4 730 000,00
- Systèmes d'Information	2 630 000,00	21 000,00	2 651 000,00
- Ressources Humaines	131 737 000,00	0,00	131 737 000,00
- CSMB	8 732 000,00	196 000,00	8 928 000,00
- SDIS	44 966 000,00	0,00	44 966 000,00
- Finances et Conseil en Gestion	40 704 851,00	14 541 550,00	55 246 401,00
- Cabinet du Président	500 000,00	0,00	500 000,00
Total	236 522 451,00	15 672 550,00	252 195 001,00
INVESTISSEMENT			
- Communication Institutionnelle	15 000,00	0,00	15 000,00
- Protocole et Logistique	135 000,00	0,00	135 000,00
- Pôle Affaires Juridiques	9 630 000,00	1 420 000,00	11 050 000,00
- Systèmes d'Information	3 915 000,00	0,00	3 915 000,00
- Politiques territoriales	1 872 000,00	951 842,00	2 823 842,00
- CSMB	2 500 000,00	592 000,00	3 092 000,00
- SDIS	2 500 000,00	0,00	2 500 000,00
- Finances et Conseil en Gestion	86 374 800,00	131 465 817,65	217 840 617,65
Total	106 941 800,00	134 429 659,65	241 371 459,65
TOTAL DEPENSES	**343 464 251,00**	**150 102 209,65**	**493 566 460,65**

Au vu des AP votées, l'engagement financier en Crédits de Paiement du Département pour les années 2020 et suivantes s'élève à : 10 272 000 €.

Délibération télétransmise en Préfecture
le 03 juin 2019,
Publiée et certifiée exécutoire
le 05 juin 2019,
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
Signé,
Le Président du Conseil départemental,
Christian MONTEIL

Les Autorisations de Programmes de l'exercice 2019

8ème Commission : Finances, Ressources Humaines et Administration Générale

					Les AP / CP après le BP 2019								Les AP / CP après le BS 2019							
Com	Gest.	Code AP	libellé	Millésime	TOTAL AP après le BP 2019	Exercices antérieurs < 2018	CP 2018	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +	TOTAL AP après le BS 2019	Exercices antérieurs < 2018	CP 2018	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +
8	JUR	13070001013	Acquisitions Foncières	2015	5 500 000	5 500 000	0	0	0	0	0	0	5 500 000	5 500 000	0	0	0	0	0	0
8	JUR	13070001013	Acquisitions Foncières	2015	8 127 800	5 397 800	0	1 600 000	600 000	530 000	0	0	8 127 800	5 397 800	0	0	2 200 000	530 000	0	0
8	JUR	13070001014	Acquisitions foncières	2016	4 049 514	1 349 514	0	2 700 000	0	0	0	0	4 007 414	1 349 514	0	2 657 900	0	0	0	0
8	JUR	13070001014	Acquisitions foncières	2016	708 486	708 486	0	0	0	0	0	0	708 486	708 486	0	0	0	0	0	0
8	JUR	13070001014	Acquisitions foncières	2016	2 444 000	2 144 000	300 000	0	0	0	0	0	2 444 000	2 144 000	300 000	0	0	0	0	0
8	JUR	13070001015	Acquisitions foncières	2018	5 562	0	5 562	0	0	0	0	0	5 562	0	5 562	0	0	0	0	0
8	JUR	13070001015	Acquisitions foncières	2018	330 000	0	0	330 000	0	0	0	0	330 000	0	0	330 000	0	0	0	0
8	JUR	13070001015	Acquisitions foncières	2018	150 000	0	0	150 000	0	0	0	0	150 000	0	0	150 000	0	0	0	0
8	JUR	13070001015	Acquisitions foncières	2018	15 000	0	15 000	0	0	0	0	0	15 000	0	15 000	0	0	0	0	0
8	JUR	14010002016	Insertion avis pour marchés publics - jury	2018	125 000	0	115 000	10 000	0	0	0	0	125 000	0	115 000	10 000	0	0	0	0
8	JUR	14010002016	Insertion avis pour marchés publics - jury	2018	15 000	0	15 000	0	0	0	0	0	15 000	0	15 000	0	0	0	0	0
8	JUR	13070001016	Acquisitions foncières collège de Valleiry	2019	2 600 000	0	0	2 600 000	0	0	0	0	2 600 000	0	0	2 600 000	0	0	0	0
8	JUR	13070001017	Acquisitions foncières RF	2019	100 000	0	0	100 000	0	0	0	0	100 000	0	0	100 000	0	0	0	0
8	JUR	13070001018	Acquisitions foncières régularisation collèges	2019	15 000	0	0	15 000	0	0	0	0	57 100	0	0	57 100	0	0	0	0
8	JUR	14010002017	Insertion avis pour marchés publics - jury	2019	120 000	0	0	110 000	10 000	0	0	0	120 000	0	0	110 000	10 000	0	0	0
8	JUR	14010002017	Insertion avis pour marchés publics - jury	2019	20 000	0	0	15 000	5 000	0	0	0	50 000	0	0	35 000	15 000	0	0	0
8	JUR	13070001019	Acquisitions foncières structures MI	2019	2 000 000	0	0	2 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8	JUR	12022021002	Acquisitions foncières structures MI	2019	0	0	0	0	0	0	0	0	5 000 000	0	0	5 000 000	0	0	0	0
Sous total Pôle Juridique					26 325 362	15 099 800	450 562	9 630 000	615 000	530 000	0	0	29 355 362	15 099 800	450 562	11 050 000	2 225 000	530 000	0	0
8	COM	14030001017	Acquisition de matériel communication	2018	15 000	0	0	15 000	0	0	0	0	15 000	0	0	15 000	0	0	0	0
Sous total Communication					15 000	0	0	15 000	0	0	0	0	15 000	0	0	15 000	0	0	0	0
8	FIN	02030001018	Prêts au Personnel à la Construction 2018	2018	352 800	0	310 800	42 000	0	0	0	0	352 800	0	310 800	42 000	0	0	0	0
8	FIN	01030001002	SDIS Equipement	2019	3 500 000	0	0	2 500 000	1 000 000	0	0	0	3 500 000	0	0	2 500 000	1 000 000	0	0	0
8	FIN	02030001019	Prêts au Personnel à la Construction 2019	2019	352 800	0	0	310 800	42 000	0	0	0	352 800	0	0	310 800	42 000	0	0	0
8	FIN	03020008014	CSMB Agriculture 2019	2019	2 100 000	0	0	850 000	850 000	400 000	0	0	2 965 000	0	0	1 517 000	500 000	948 000	0	0
8	FIN	03020008014	CSMB Agriculture 2019	2019	3 700 000	0	0	1 400 000	1 400 000	900 000	0	0	3 291 000	0	0	1 300 000	891 000	1 100 000	0	0
8	FIN	07090001008	CSMB Culture 2019	2019	275 000	0	0	145 000	110 000	20 000	0	0	294 000	0	0	170 000	97 000	27 000	0	0
8	FIN	05010009008	CSMB Enseignement Matériel études 2019	2019	105 000	0	0	105 000	0	0	0	0	105 000	0	0	105 000	0	0	0	0
8	FIN	13070008007	Cautions 2019	2019	15 000	0	0	15 000	0	0	0	0	15 000	0	0	15 000	0	0	0	0
8	EFI	14060005028	Avances sur marchés 2019	2019	750 000	0	0	750 000	0	0	0	0	750 000	0	0	750 000	0	0	0	0
8	CSC	14060005028	Avances sur marchés 2019	2019	750 000	0	0	750 000	0	0	0	0	750 000	0	0	750 000	0	0	0	0
8	FIN	14060005028	Avances sur marchés 2019	2019	300 000	0	0	300 000	0	0	0	0	300 000	0	0	300 000	0	0	0	0
Sous total Finances					12 200 600	0	310 800	7 167 800	3 402 000	1 320 000	0	0	12 675 600	0	310 800	7 759 800	2 530 000	2 075 000	0	0
8	ITI	12063009008	Acquisition pour le Téléalarme (HT)	2019	20 000	0	0	20 000	0	0	0	0	20 000	0	0	20 000	0	0	0	0
8	ITI	12063009008	Acquisition pour le Téléalarme (HT)	2019	5 000	0	0	5 000	0	0	0	0	5 000	0	0	5 000	0	0	0	0
8	ITI	14010001023	Informatisation et équipements	2019	1 020 000	0	0	920 000	100 000	0	0	0	1 020 000	0	0	920 000	100 000	0	0	0
8	ITI	14010001023	Informatisation et équipements	2019	150 000	0	0	150 000	0	0	0	0	150 000	0	0	150 000	0	0	0	0
8	ITI	14010001023	Informatisation et équipements	2019	2 920 000	0	0	2 820 000	100 000	0	0	0	2 920 000	0	0	2 820 000	100 000	0	0	0
Sous total Informatique et télécommunications					4 115 000	0	0	3 915 000	200 000	0	0	0	4 115 000	0	0	3 915 000	200 000	0	0	0
8	LOG	13070004018	Matériel de transport	2019	135 000	0	0	135 000	0	0	0	0	135 000	0	0	135 000	0	0	0	0
Sous total Logistique					135 000	0	0	135 000	0	0	0	0	135 000	0	0	135 000	0	0	0	0
8	CLO	01040007002	Subvention Equipement - Aide exceptionnelle voirie commun	2014	370 077	341 784	28 293	0	0	0	0	0	370 077	341 784	18 000	10 293	0	0	0	0
8	CLO	01040007003	Subvention Equipement - Aide exceptionnelle voirie commun	2015	1 918 151	1 086 871	659 280	172 000	0	0	0	0	1 918 151	1 086 871	212 633	618 647	0	0	0	0
8	CLO	01040007005	Subvention Equipement - Aide exceptionnelle voirie commun	2018	2 500 000	0	1 800 000	700 000	0	0	0	0	2 500 000	0	205 098	1 194 902	1 100 000	0	0	0
8	CLO	01040007006	Subvention Equipement - Aide exceptionnelle voirie commun	2019	2 000 000	0	0	1 000 000	500 000	500 000	0	0	2 612 000	0	0	1 000 000	1 112 000	500 000	0	0
Sous total Collectivités - CSMB					6 788 228	1 428 655	2 487 573	1 872 000	500 000	500 000	0	0	7 400 228	1 428 655	435 731	2 823 842	2 212 000	500 000	0	0
8ème Commission : Finances, Ressources Humaines et Administration Générale					49 579 190	16 528 455	3 248 935	22 734 800	4 717 000	2 350 000	0	0	53 696 190	16 528 455	1 197 093	25 698 642	7 167 000	3 105 000	0	0

MODIFICATIONS DES AFFECTATIONS DES AP

Millésime	N°AP	Affectations		Nature	Montant déjà affecté (a)	Nouvelle affectation (b)	Montant après nouvelle affectation (a+b)
		N°	Libellé				
2016	13070001014	AF16JUR0057	Acquisitions foncières	21318	4 049 514,00	-42 100,00	4 007 414,00
				21314	708 486,00	0,00	708 486,00
				2111	2 444 000,00	0,00	2 444 000,00
TOTAL AFFECTE					7 202 000,00	-42 100,00	7 159 900,00
2019	13070001018	AF19JUR002	Acquisitions foncières régul collèges	21312	15 000,00	42 100,00	57 100,00
TOTAL AFFECTE					15 000,00	42 100,00	57 100,00
2019	14010002017	AF19JUR005	Insertion avis pour marchés publics - jury	2031	20 000,00	30 000,00	50 000,00
TOTAL AFFECTE					20 000,00	30 000,00	50 000,00
2019	13070001019	AF19JUR001	Acquisitions foncières terrains bâtiments - structures MNA	21313	2 000 000,00	-2 000 000,00	0,00
TOTAL AFFECTE					2 000 000,00	-2 000 000,00	0,00
2019	12022021002		Acquisitions foncières terrains bâtiments - structures MNA	21313	0,00	5 000 000,00	5 000 000,00
TOTAL AFFECTE					0,00	5 000 000,00	5 000 000,00

haute savoie
le Département

Extrait des Procès-Verbaux des Séances du Conseil départemental

SEANCE DU 27 MAI 2019

n° CD-2019-021

RAPPORTEUR : **M. MUDRY**

OBJET : **BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2019 DU BUDGET PRINCIPAL**

Le Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoqué le 13 mai 2019 s'est réuni en séance publique, à l'Hôtel du Département à Annecy sous la présidence de :

M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental

Présent(e)s :	
Vice-Président(e)s :	Mme CAMUSSO, M. MUDRY, Mme TOWNLEY-BAZAILLE, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. PEILLEX, Mme LEI, M. BOCCARD
Autres membres :	Mme BOUCHET, Mme DUBY-MULLER, Mme DULIEGE, Mme GAY, Mme GONZO-MASSOL, Mme MAHUT, Mme METRAL, Mme REY, Mme TEPPE-ROGUET, Mme TERMOZ, M. AMOUDRY, M. BARDET, M. BAUD, M. BAUD-GRASSET, M. DAVIET, M. MORAND, M. PACORET, M. PUTHOD, M. RUBIN
Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)	
Mme DION à Mme MAHUT, Mme LHUILLIER à M. PUTHOD	
Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :	
M. CHAVANNE, M. EXCOFFIER	

Quorum et Délégations de vote vérifiés			
Membres en exercice :	**34**	**A l'unanimité**	
Présents :	**30**	**Voix Pour**	**31**
Représenté(e)(s) :	**2**	**Voix contre**	**0**
Suffrages Exprimés :	**31**	**Abstention(s)**	**1**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.3312-5,

Vu la délibération n° CG-2002-114 de l'Assemblée départementale du 18 mars 2002 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier,

Vu la délibération n° CD-2018-097 du 11 décembre 2018 adoptant le Budget Primitif 2019,

Vu la délibération n° CD-2019-011 du 27 mai 2019 d'affectation des résultats 2018,

Vu l'avis favorable rendu par la 8ème Commission Finances, Ressources Humaines, Administration Générale, lors de sa séance du 06 mai 2019,

Le Budget Supplémentaire (BS) 2019 est équilibré en dépenses et en recettes à la somme de 307 873 842,03 € dont 181 385 597,65 € de dépenses et recettes réelles.

	Total des dépenses			Total des recettes		
	Réelles et mixtes	Ordre	Total	Réelles et mixtes	Ordre	Total
Section d'investissement	164 273 947,65	-4 183 900,00	160 090 047,65	25 677 903,27	134 412 144,38	160 090 047,65
Section de fonctionnement	17 111 650,00	130 672 144,38	147 783 794,38	155 707 694,38	-7 923 900,00	147 783 794,38
Budget Total	181 385 597,65	126 488 244,38	307 873 842,03	181 385 597,65	126 488 244,38	307 873 842,03

Une opération réelle s'équilibre en dépense et en recette, il s'agit de la reprise des résultats du Compte Administratif 2018 qui se traduit par l'inscription en dépenses du besoin de financement d'un montant de 131 465 817,65 €. Une partie du résultat de la section de fonctionnement 2018 est donc affectée à la couverture de ce besoin de financement et se traduit par l'inscription d'une recette d'investissement du même montant.

Au final, après retraitement de cette opération, ce sont donc 49 919 780 € de dépenses et de recettes réelles nouvelles qui ont été inscrites au Budget Supplémentaire 2019 et qui sont analysées ci-après.

A la suite du vote du Compte Administratif 2018, le résultat reporté de 127 539 488,38 € est intégré au budget en recette dans la section de fonctionnement et fait partie de cet équilibre.

Il permet globalement :

- de réduire la prévision d'emprunt, en augmentant la capacité d'autofinancement des investissements, et donc
- de financer les dépenses nouvelles, principalement en investissement (+ 32,8 M€), notamment dues aux reports évoqués ci-dessous, mais aussi aux projets nouveaux.

Nous allons détailler dans la suite du rapport les recettes et dépenses réelles.

Les Dépenses Réelles

Les 49 919 780 € de dépenses nouvelles se répartissent en :

- dépenses de fonctionnement pour 17 111 650 €,
- dépenses d'investissement pour 32 808 130 €.

Les Autorisations de Programme (AP), sont quant à elles, globalement augmentées de 49 284 369 €.

Nous allons ici reprendre par politique et en synthèse, le montant de 49 919 780 € de dépenses nouvelles inscrites en dépenses réelles au BS 2019 :

Secteur Social		BP 2019	BS	BP + BS 2019	Création de crédits en AP	CP 2020 et suivants :
		358,456	3,065	361,521		
fonctionnement		343,734	0,070	343,804		
investissement	CP :	14,722	2,995	17,717	4,157 M€	47,826 M€
		BP 2019	BS	BP + BS 2019	Création de crédits en AP	CP 2020 et suivants :
Insertion		58,099	0,030	58,129		
fonctionnement		58,099	0,030	58,129		
investissement	CP :	-	-	-	0,000 M€	0,000 M€
		BP 2019	BS	BP + BS 2019	Création de crédits en AP	CP 2020 et suivants :
Protection de l'Enfance		90,922	0,699	91,621		
fonctionnement		88,422	-	88,422		
investissement	CP :	2,500	0,699	3,199	0,044 M€	0,000 M€
		BP 2019	BS	BP + BS 2019	Création de crédits en AP	CP 2020 et suivants :
Gérontologie		77,501	2,660	80,161		
fonctionnement		75,701	-	75,701		
investissement	CP :	1,800	2,660	4,460	4,456 M€	10,442 M€
		BP 2019	BS	BP + BS 2019	Création de crédits en AP	CP 2020 et suivants :
Personnes en Situation de Handicap		106,440	0,595	107,034		
fonctionnement		105,740	-	105,740		
investissement	CP :	0,700	0,595	1,295	0,040 M€	1,534 M€
		BP 2019	BS	BP + BS 2019	Création de crédits en AP	CP 2020 et suivants :
Protection Maternelle Infantile, Promotion de la Santé et Actions Sociales		16,335	0,150	16,485		
fonctionnement		15,765	- 0,030	15,735		
investissement	CP :	0,570	0,180	0,750	0,100 M€	0,200 M€
		BP 2019	BS	BP + BS 2019	Création de crédits en AP	CP 2020 et suivants :
Logement Aidé		9,161	- 1,069	8,091		
fonctionnement		0,009	0,070	0,079		
investissement	CP :	9,152	- 1,139	8,013	-0,483 M€	35,650 M€

Les crédits de fonctionnement sont quasi stables (+ 0,070 M€) à 343,804 M€.

En investissement, il faut noter pour ce qui concerne la politique de la gérontologie une augmentation des crédits en AP de 4,456 M€ destinée à financer des projets de réhabilitation d'établissements d'hébergement des personnes âgées dépendantes (EHPAD), et de construction de résidences autonomie. Globalement, 2,196 M€ de crédits sont positionnés en 2019.

Infrastructures Routières et grands Déplacements		BP 2019	BS	BP + BS 2019	Création de crédits en AP	CP 2020 et suivants :
		127,010	3,763	130,773		
fonctionnement		16,826	-	16,826		
investissement	CP :	110,184	3,763	113,947	4,948 M€	181,676 M€

L'enveloppe des crédits de fonctionnement est inchangée.

Des crédits supplémentaires sont proposés pour 3,763 M€ en investissement portant le budget global à 113,947 M€. L'augmentation globale des crédits en AP de 4,948 M€ est principalement le résultat d'une baisse des montants en AP de 8 M€ liée au transfert des projets dans le budget annexe de la compensation financière genevoise, et d'une augmentation de 13,450 M€.

Les augmentations de crédits en AP pour 13,450 M€ concernent principalement :
- l'aménagement du réseau départemental (+2,6 M€ portant l'AP à 15,6 M€),
- l'amélioration et le renforcement du réseau départemental (+ 4 M€ portant l'AP à 28 M€),
- des études (+ 0,450 M€ portant l'AP à 2,550 M€),
- les travaux de doublement de la RD 3508 Sud à POISY (AP nouvelle de 2 M€),
- la construction d'une passerelle sur le Fier dans le secteur de Morette entre Thônes et La Balme-de-Thuy sur la RD 909 (AP nouvelle de 1 M€),
- RD 22 La sécurisation de la RD 22 entre Bioge et Feu Courbe - Feternes – Chevenoz (AP nouvelle de 2,9 M€).

Pour tenir compte de l'avancement des travaux,

- des crédits sont reportés sur des exercices antérieurs (Aménagement de pistes cyclables et Voie Verte, travaux sur la RD 1508 à Sillingy, travaux sur la RD 3508 de doublement entre Gillon et l'hôpital de Epagny-Metz-Tessy),

- mais des crédits sont également avancés en 2019 (Déviation de Pringy 2ème tranche, Véloroute Voie Verte Cluses Magland, Aménagement en rive droite de l'Arve Contournement de Thyez-Marignier – 2ème tranche).

Education Collèges, Sport et Enseignement Supérieur		BP 2019	BS	BP + BS 2019	Création de crédits en AP	CP 2020 et suivants :
		47,897	2,224	50,121		
fonctionnement		19,280	0,202	19,482		
investissement	CP :	28,617	2,022	30,639	10,633 M€	144,913 M€

Les dépenses de fonctionnement sont proposées en hausse de 0,202 M€ à 19,482 M€.

Des transferts en 2019 et suivants de crédits non consommés en 2018 sont proposés. Les augmentations de crédits en AP concernent principalement les travaux dans les collèges avec 9,815 M€ dont :

+ 6,5 M€ portant à 29 M€ le coût de construction du 50ème collège à Vulbens,
+ 2,6 M€ concernant la réhabilitation du collège de Scionzier, en raison du recalibrage du nombre de classes nécessaires selon le classement REP (Réseau d'Education Prioritaire) et le maintien des SEGPA (Section d'Enseignement Général et Professionnel Adapté), et de la construction d'un dojo (0,8 M€),
+ 0,7 M€ concernant le collège Le Clergeon à Rumilly, portant le coût de l'opération à 2 M€ pour la construction neuve d'un bâtiment de logements et la démolition de l'existant, à la place du projet de réhabilitation ;
+ 0,6 M€ portant à 10,850 M€ le coût de la restructuration du collège de Gaillard compte tenu des travaux complémentaires à réaliser : toiture de la demi-pension et installation de panneaux photovoltaïques,
+ 0,35 M€ pour les équipements de cuisine,
+ 0,2 M€ pour l'acquisition de bâtiments modulaires préfabriqués.

Financement du Service Départemental d'Incendie et de Secours		BP 2019	BS	BP + BS 2019	Création de crédits en AP	CP 2020 et suivants :
		47,466	-	47,466		
fonctionnement		44,966	-	44,966		
investissement	CP :	2,500	-	2,500	0,000 M€	1,000 M€

L'enveloppe globale des crédits est inchangée, en hausse globale de 2,0 M€ en 2019.

Soutien au Territoire Départemental sur l'Environnement, l'Agriculture, l'Eau, l'Assainissement, le Tourisme, …		BP 2019	BS	BP + BS 2019	Création de crédits en AP	CP 2020 et suivants :
		86,846	23,236	110,082		
fonctionnement		17,907	1,363	19,270		
investissement	CP :	68,939	21,873	90,812	21,584 M€	144,794 M€

L'augmentation des crédits en fonctionnement de 1,363 M€ porte le budget à 19,270 M€. Cette hausse s'explique principalement par l'ajustement de la participation du Département au budget du Conseil Savoie Mont Blanc (CSMB) pour 0,196 M€ suite au vote de son Budget Primitif 2019, par l'ajustement des crédits en faveur du Conseil Architecture Urbanisme Environnement pour 0,430 M€ en fonction de la modification de la prévision de recette de taxe d'aménagement, et par le transfert de l'investissement en fonctionnement du soutien financier en faveur du fonds régional pour l'aménagement du territoire haut-savoyard pour 0,460 M€.

Les augmentations de crédits en AP concernent principalement :

- le plan tourisme avec une augmentation des crédits en AP de 4 M€,
- la revalorisation de l'AP relative aux acquisitions de trains pour le Tramway du Mont-Blanc (TMB) à hauteur de 9 M€,
- la mise en place de contrats de territoires Espaces Naturels Sensibles (CTENS) avec notamment la revalorisation du CTENS de la Vallée de l'Arve pour 5,7 M€ le portant à 10,7 M€,
- la revalorisation des AP de financement d'opérations de méthanisation pour 0,588 M€,
- l'ajustement de la participation du Département au budget du Conseil Savoie Mont Blanc (CSMB) avec 0,475 M€ de crédits supplémentaires en AP,
- 0,612 M€ de crédits supplémentaires pour le soutien aux communes en cas de dégâts exceptionnels,
- le transfert de CP 2020 en 2019 pour 0,3 M€ pour le projet de téléporté entre Flaine et Magland, pour le financement des études.

Culture et Patrimoine, Archives Départementales		BP 2019	BS	BP + BS 2019	Création de crédits en AP	CP 2020 et suivants :
		8,472	0,735	9,207		
fonctionnement		6,372	-	6,372		
investissement	CP :	2,100	0,735	2,835	1,045 M€	2,132 M€

L'enveloppe des crédits de fonctionnement est inchangée. Les CP 2019 d'investissement sont en hausse de 0,735 M€ compte tenu de reports de crédits 2018 non consommés, notamment concernant le financement de restaurations de monuments historiques, et la mise en place d'une nouvelle AP de 1,2 M€ dont 0,6 M€ en 2019 pour participer au financement de la restauration de la Buvette Cachat à Evian-les-Bains.

Dette auprès des Organismes Bancaires		BP 2019	BS	BP + BS 2019
		25,898	-	25,898
fonctionnement		4,568	-	4,568
investissement	CP :	21,330	-	21,330

L'enveloppe globale des crédits est inchangée, en baisse par rapport à 2018, du fait du désendettement du Département.

Bâtiments Départementaux et Services Généraux		BP 2019	BS	BP + BS 2019	Création de crédits en AP	CP 2020 et suivants :
		22,264	-	22,264		
fonctionnement		4,303	-	4,303		
investissement	CP :	17,961	-	17,961	3,195 M€	38,713 M€

L'enveloppe globale des crédits est inchangée en fonctionnement et en CP 2019.

En revanche, les crédits en AP sont augmentés de 3,195 M€ principalement pour :
- l'aménagement d'un lieu d'accueil des Mineurs Isolés (+ 0,765 M€),
- la reconstruction totale (au lieu de partielle prévue initialement) du point d'appui de la glacière à Fillière (+ 0,725 M€),
- la construction d'un Parc de voirie à Ayze (+ 0,5 M€),
- l'acquisition de matériels (+ 0,7 M€).

Moyens de l'Institution et fonds de péréquation		BP 2019	BS	BP + BS 2019	Création de crédits en AP	CP 2020 et suivants :
		197,296	16,897	214,193		
fonctionnement		178,256	15,477	193,733		
investissement	CP :	19,040	1,420	20,460	4,117 M€	4,667 M€

En fonctionnement, les modifications à hauteur de 15,477 M€ sont principalement le fait de la prise en compte de :

- la hausse des charges de péréquation assises sur les Droits de Mutation à Titre Onéreux (DMTO), dont les crédits sont augmentés de 10,710 M€ en raison :
  - de la recette réalisée en 2018 qui sert de base de calcul (+ 5,726 M€),
  - et de la loi de finances 2019 qui prévoit un nouveau prélèvement sur les DMTO, alimentant un fonds de solidarité entre les départements (FSD). La Haute-Savoie serait ainsi prélevée (selon l'ADF) de 4,984 M€.

Par ailleurs, la dotation aux provisions est ajustée de - 0,147 M€ à + 7,623 M€ de hausse en 2019, soit une provision globale de 35,069 M€ budgétée.

- l'ajustement de la charge de péréquation assise sur la Cotisation dur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) de -0,190 M€, soit une charge attendue inférieure à 0,025 M€ en 2019,
- une indemnité à verser dans le cadre de la fin d'un contrat de délégation de service public (DSP) pour la reprise des biens non amortis à hauteur de 1 M€,
- l'inscription de reports de crédits : pour le financement de la fin du programme de renouvellement de la signalétique culturelle et touristique autoroutière (0,144 M€), pour le financement d'audits (0,200 M€),
- la restitution de taxe d'aménagement à l'Etat pour 3,8 M€, suite à la demande de la Direction Générale des Finances Publiques ; ces restitutions correspondent à des indus, comptabilisés tardivement en raison d'une gestion incomplète des annulations ou modifications de permis de construire, selon le courrier du Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Action et des Comptes Publics du 19 février 2019.

En investissement, les crédits en AP sont augmentés de 3 M€ pour le rachat de locaux destinés à l'accueil de Mineurs Isolés, portant l'AP dédiée à 5 M€. Des transferts de crédits sont par ailleurs effectués pour tenir compte du calendrier des opérations.

Les Recettes Réelles

Le Budget Supplémentaire enregistre pour 49 919 780 € de recettes nouvelles, se répartissant en

+ 155 707 694,38 € de recettes de fonctionnement et
- 105 787 914,38 € de recettes d'investissement.

L'évolution des recettes d'investissement est principalement le fait de la baisse de la prévision d'emprunt pour un montant de 105 588 785,38 €.

L'évolution de + 155 707 694,38 € des recettes de fonctionnement provient principalement de la reprise de l'excédent de fonctionnement 2018 pour 127 539 488,38 €.

Nous allons ici présenter par type de recettes le montant de + 49 919 780 € inscrit au BS 2019 :

La fiscalité directe					
BP :	**206,03 M€**	**BS :**	**5,79 M€**	**BP+BS :**	**211,82 M€**

La fiscalité directe sans pouvoir de taux : la recette attendue pour la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) est en hausse par rapport à notre prévision au Budget Primitif de 2019 + 3,777 M€ à 54,563 M€, l'Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux (IFER) en baisse de - 0,274 M€ à 1,808 M€.

La fiscalité directe à pouvoir de taux : à la suite de la notification des bases 2019, le montant de recette attendue pour la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB) est augmenté de + 2,284 M€ à 155,449 M€. Cette prévision de TFPB situe la hausse des bases à + 3,4 %.

La fiscalité indirecte					
BP :	**238,68 M€**	**BS :**	**19,00 M€**	**BP+BS :**	**257,68 M€**

La recette attendue pour les Droits de Mutation à Titre Onéreux (DMTO) est en hausse par rapport à notre prévision au Budget Primitif 2019 de + 15 M€ à 225 M€.

Dotations et assimilés pour compensation de la réforme de la fiscalité					
BP :	**68,92 M€**	**BS :**	**0,32 M€**	**BP+BS :**	**69,24 M€**

La Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle (DCRTP) est ajustée de + 0,317 M€ à 14,872 M€.

Compensations pour décentralisation et nouvelles compétences					
BP :	**106,35 M€**	**BS :**	**0,03 M€**	**BP+BS :**	**106,38 M€**

Les frais de gestion de la taxe foncière sur les propriétés bâties, recette transférée par la loi de finances 2014 pour améliorer le financement des Allocations Individuelles de Solidarité, sont ajustés de + 0,030 M€ à 5,330 M€.

Dotations et participations de l'Etat et assimilés					
BP :	**54,63 M€**	**BS :**	**-0,30 M€**	**BP+BS :**	**54,33 M€**

La Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) est ajustée de – 0,118 M€ ce qui la porte à 27,979 M€, et les compensations d'exonérations de fiscalité de + 0,007 M€.

La recette attendue de la Dotation Globale d'Equipement Rurale (DGER) est remplacée à compter de 2019 par la Dotation de Soutien à l'Investissement des Départements (DSID), plus généraliste et non plus réservée à l'équipement rural. Il convient donc d'ajuster le montant de DGER attendu au solde de 2018 et de transférer le recette prévisionnelle de 2019 sur la DSID. Ainsi, la DGER est diminuée de – 1,184 M€ et une recette de 1 M€ est inscrite au titre de la DSID.

Emprunt					
BP :	**144,75 M€**	**BS :**	**-105,59 M€**	**BP+BS :**	**39,16 M€**

La construction de l'équilibre du Budget Supplémentaire 2019 implique une réduction de l'inscription de l'emprunt pour – 105,589 M€.

La prévision d'emprunt après ce Budget Supplémentaire s'élèvera donc à 39 157 089,62 €.

Compensation Financière Genevoise					
BP :	**46,56 M€**	**BS :**	**3,08 M€**	**BP+BS :**	**49,64 M€**

La Compensation Financière Genevoise (CFG) est en augmentation de + 3,081 M€ à 29,591 M€ au titre de l'allocation directe au Département, suite à la perception de la tranche 46 en décembre 2018.

Il convient de souligner que si la CFG versée en francs suisses est en augmentation de plus de 15 millions de francs, l'application du taux de change plus favorable qu'en 2017 (0,87 contre 0,85) induit une augmentation de plus de 18 millions d'euros, ce qui représente une hausse d'environ 7,5 %.

Résultat antérieur					
BP :	**0,00 M€**	**BS :**	**127,54 M€**	**BP+BS :**	**127,54 M€**

Le résultat reporté progresse de 2,029 M€ en 2018.

Diverses autres recettes					
BP :	**55,68 M€**	**BS :**	**0,05 M€**	**BP+BS :**	**55,73 M€**

Il est demandé à l'Assemblée départementale de bien vouloir délibérer et statuer.

Le Conseil départemental,
après en avoir délibéré et enregistré l'abstention de Mme REY (momentanément absente de la salle des séances lors du vote),
à l'unanimité,

APPROUVE le Budget Supplémentaire 2019 du budget principal et ses annexes.

Délibération télétransmise en Préfecture
le 03 juin 2019,
Publiée et certifiée exécutoire
le 05 juin 2019,
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
Signé,
Le Président du Conseil départemental,
Christian MONTEIL

haute savoie
le Département

Extrait des Procès-Verbaux des Séances du Conseil départemental

SEANCE DU 27 MAI 2019

n° CD-2019-022

RAPPORTEUR : **M. MUDRY**

OBJET : **BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2019 DU BUDGET ANNEXE DE L'AERODROME**

Le Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoqué le 13 mai 2019 s'est réuni en séance publique, à l'Hôtel du Département à Annecy sous la présidence de :

M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental

Présent(e)s :	
Vice-Président(e)s :	Mme CAMUSSO, M. MUDRY, Mme TOWNLEY-BAZAILLE, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. PEILLEX, Mme LEI, M. BOCCARD
Autres membres :	Mme BOUCHET, Mme DUBY-MULLER, Mme DULIEGE, Mme GAY, Mme GONZO-MASSOL, Mme MAHUT, Mme METRAL, Mme REY, Mme TEPPE-ROGUET, Mme TERMOZ, M. AMOUDRY, M. BARDET, M. BAUD, M. BAUD-GRASSET, M. DAVIET, M. MORAND, M. PACORET, M. PUTHOD, M. RUBIN
Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)	
Mme DION à Mme MAHUT, Mme LHUILLIER à M. PUTHOD	
Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :	
M. CHAVANNE, M. EXCOFFIER	

Quorum et Délégations de vote vérifiés			
Membres en exercice :	**34**	**A l'unanimité**	
Présents :	**30**	**Voix Pour**	**31**
Représenté(e)(s) :	**2**	**Voix contre**	**0**
Suffrages Exprimés :	**31**	**Abstention(s)**	**1**

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n° CD-2012-0716 du 19 novembre 2012 confiant la Délégation de Service Public (DSP) de l'Aérodrome d'Annecy-Meythet à la SNC Lavalin SAS,

Vu la délibération n° CD-2014-0810 du 17 novembre 2014 prenant acte de la cession d'actionnariat de la SNC Lavalin SAS à la SNC Lavalin Aéroports,

Vu la délibération n° CD-2018-098 du 11 décembre 2018 adoptant le Budget Primitif 2019 du budget annexe de l'Aérodrome,

Vu la délibération n° CD-2019-008 du 27 mai 2019 d'approbation du Compte Administratif 2018 du budget annexe de l'Aérodrome,

Vu la délibération n° CD-2019-011 du 27 mai 2019 d'affectation des résultats 2018,

Vu l'avis favorable émis par la 3ème Commission Infrastructures Routières, Transports et Mobilité, Bâtiments lors de sa réunion du 22 mars 2019 et du 12 avril 2019,

Vu l'avis favorable aux propositions présentées émis par la 8ème Commission Finances, Ressources Humaines, Administration Générale, lors de sa réunion du 06 mai 2019.

Le Budget Supplémentaire 2019 du budget annexe de l'Aérodrome est équilibré en dépenses et en recettes à la somme de **1 232 213,41 €** dont **631 288,52 € en dépenses et en recettes réelles**.

	TOTAL DES DEPENSES			TOTAL DES RECETTES		
	REELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL	REELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL
SECTION D'INVESTISSEMENT	401 000,00	149 000,00	**550 000,00**	58 075,11	491 924,89	**550 000,00**
SECTION D'EXPLOITATION	230 288,52	451 924,89	**682 213,41**	573 213,41	109 000,00	**682 213,41**
BUDGET TOTAL	**631 288,52**	**600 924,89**	**1 232 213,41**	**631 288,52**	**600 924,89**	**1 232 213,41**

Les recettes réelles nouvelles pour **631 288,52 €**, correspondent à la reprise des résultats du Compte Administratif 2018 :

- en exploitation, le résultat reporté pour **573 213,41** €,
- en investissement, la reprise du solde d'exécution positif pour **58 075,11 €**.

Les dépenses nouvelles réelles en investissement pour **401 000 €** se répartissent entre :

- 174 000 € pour des travaux de voirie,
- 226 000 € pour des travaux sur les bâtiments,
- 1 000 € de reversement de TVA au délégataire sur des opérations d'investissement.

Les dépenses réelles nouvelles d'exploitation pour **230 288,82 €** correspondent à des frais d'études.

Il est demandé à l'Assemblée départementale de bien vouloir délibérer et statuer.

Le Conseil départemental,
après en avoir délibéré et enregistré l'abstention de Mme REY (momentanément absente de la salle des séances lors du vote),
à l'unanimité,

APPROUVE les modifications des Autorisations de Programmes existantes présentées dans le tableau figurant en annexe, ainsi que les modifications des affectations sur une opération du même montant, du même libellé et du même échéancier que celui de l'AP.

ADOPTE le Budget Supplémentaire 2019 du budget annexe de l'Aérodrome ainsi que ses annexes.

Délibération télétransmise en Préfecture
le 03 juin 2019,
Publiée et certifiée exécutoire
le 05 juin 2019,
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
Signé,
Le Président du Conseil départemental,
Christian MONTEIL

Les Autorisations de Programmes de l'exercice 2019

BUDGET ANNEXE DE L'AERODROME - BS 2019

						Les AP / CP avant le BS 2019						Les AP / CP après le BS 2019					
Gest.	**Code AP**	**libellé**	**Millésime**	**Budget**	**Nature**	**TOTAL AP avant le BS 2019**	**CP 2016**	**CP 2017**	**CP 2018**	**CP 2019**	**CP 2020**	**TOTAL AP après BS 2019**	**CP 2016**	**CP 2017**	**CP 2018**	**CP 2019**	**CP 2020**
CSC	09010008016	Aéroport Travaux 2015	**2015**	BP	2313	**89 677**	65 161	8 172	16 344	0	0	**89 677**	65 161	8 172	16 344	0	0
CSC	09010008020	Etudes bâtiments 2016	**2016**	BP	2031	**10 000**	0	0	5 000	5 000	0	**10 000**	0	0	5 000	5 000	0
CSC	09010008021	Aéroport Travaux 2018	**2018**	BP	2313	**69 250**	0	0	15 250	54 000	0	**69 250**	0	0	15 250	54 000	0
VTV	09010008022	Travaux aérodrome 2019	**2019**	BP	2315	**176 000**	0	0	0	176 000	0	**350 000**	0	0	0	350 000	0
JUR	09010008023	Matériel 2019	**2019**	BP	2188	**30 000**	0	0	0	30 000	0	**30 000**	0	0	0	30 000	0
CSC	09010008024	Aéroport Travaux 2019	**2019**	BS	2313	**0**	0	0	0	0	0	**226 000**	0	0	0	226 000	0
TOTAL						**374 927**	**65 161**	**8 172**	**36 594**	**265 000**	**0**	**774 927**	**65 161**	**8 172**	**36 594**	**665 000**	**0**

haute savoie
le Département

Extrait des Procès-Verbaux des Séances du Conseil départemental

SEANCE DU 27 MAI 2019

n° CD-2019-023

RAPPORTEUR : **M. MUDRY**

OBJET : **BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2019 DU BUDGET ANNEXE DE LA COMPENSATION FINANCIERE GENEVOISE**

Le Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoqué le 13 mai 2019 s'est réuni en séance publique, à l'Hôtel du Département à Annecy sous la présidence de :

M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental

Présent(e)s :	
Vice-Président(e)s :	M. MUDRY, Mme TOWNLEY-BAZAILLE, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. PEILLEX, Mme LEI, M. BOCCARD
Autres membres :	Mme BOUCHET, Mme DUBY-MULLER, Mme DULIEGE, Mme GAY, Mme GONZO-MASSOL, Mme MAHUT, Mme METRAL, Mme REY, Mme TEPPE-ROGUET, Mme TERMOZ, M. AMOUDRY, M. BARDET, M. BAUD, M. BAUD-GRASSET, M. DAVIET, M. MORAND, M. PACORET, M. RUBIN
Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)	
Mme DION à Mme MAHUT	
Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :	
Mme CAMUSSO, Mme LHUILLIER, M. CHAVANNE, M. EXCOFFIER, M. PUTHOD	

Quorum et Délégations de vote vérifiés			
Membres en exercice :	**34**	**A l'unanimité**	
Présents :	**28**	**Voix Pour**	**28**
Représenté(e)(s) :	**1**	**Voix contre**	**0**
Suffrages Exprimés :	**28**	**Abstention(s)**	**1**

Vu l'arrêté du 21 décembre 2015 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M.52 des Départements et de leurs établissements publics administratifs,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.1111-10,

Vu le Contrat de Plan Etat Région 2007-2013 signé le 20 mars 2007,

Vu le Contrat de Plan Etat Région 2015-2020 signé le 11 mai 2015,

Vu la délibération de l'Assemblée n° CD-2015-032 du 06 juillet 2015 créant le budget annexe de la Compensation Financière Genevoise,

Vu la délibération de l'Assemblée n° CD-2015-033 du 06 juillet 2015 adoptant le règlement des autorisations d'engagements et des Crédits de Paiement du budget annexe de la Compensation Financière Genevoise,

Vu la délibération n° CD-2017-099 du 11 décembre 2018 adoptant le Budget Primitif 2019 du budget annexe de la Compensation Financière Genevoise,

Vu la délibération n° CD-2018-114 du 11 décembre 2018 de répartition de la tranche 46 de la Compensation Financière Genevoise,

Vu la délibération n° CD-2019-009 du 27 mai 2019 approuvant le Compte Administratif 2018 du budget annexe de la Compensation Financière Genevoise,

Vu la délibération n° CD-2019-011 du 27 mai 2019 d'affectation des résultats 2018,

Vu l'avis favorable aux propositions présentées émis par la 8ème Commission Finances, Ressources Humaines, Administration Générale, lors de sa réunion du 06 mai 2019,

Afin de respecter les précisions apportées par l'instruction M52 sur la comptabilisation de la Compensation Financière Genevoise (CFG), le Département a créé le 06 juillet 2015 un budget annexe dédié à la gestion de la CFG. Ce budget ne comporte qu'une section de fonctionnement.

Le Budget Supplémentaire 2019 s'élève à **- 4 795 292,14 €** en dépenses et à **178 400 341,06 €** en recettes. Il en ressort un résultat positif de **183 195 633,20 €** : ce montant est égal à la somme des crédits de paiement ultérieurs à 2018, dont l'état est repris dans l'annexe des AE/CP. En effet, par construction, chaque euro de CFG reçu est affecté à des projets.

En synthèse :

	TOTAL DES DEPENSES			TOTAL DES RECETTES		
	BP	BS	BP+BS	BP	BS	BP+BS
Section de fonctionnement	242 000 000,00	-4 795 292,14	237 204 707,86	242 000 000,00	178 400 341,06	420 400 341,06
Budget Total	242 000 000,00	-4 795 292,14	237 204 707,86	242 000 000,00	178 400 341,06	420 400 341,06

La recette inscrite pour 178,400 M€ est uniquement constituée de la reprise du résultat du Compte Administratif 2018.

Les dépenses inscrites pour 2019 sont ajustées de – 4,795 M€ à 237,205 M€. Elles concernent :

- les dépenses éligibles au titre de la tranche 46, telles que le Conseil départemental l'a acté par délibération le 11 décembre 2018,
- les mouvements de crédits en AE/CP programmés en fonction de l'avancée des projets, et notamment les reports de crédits non consommés en 2018.

Le Budget Supplémentaire 2019 :

- enregistre les augmentations liées à l'attribution de la tranche 46 pour ce qui concerne le Fonds Départemental d'Interventions Structurantes, à hauteur de 35,374 M€ et la part réservée au financement de l'aménagement sur site de la RD 903 pour 1,817 M€,
- confirme l'inscription au titre du financement des Contrats Départementaux d'Avenir et de Solidarité (CDAS) pour 10 M€,
- ajuste les inscriptions au titre de l'allocation directe du Département à 29,591 M€.

Au final, les Crédits de Paiement 2019, après BS, se montent à 237,204 M€. Nous les détaillons ici par politique :

⇨ **la politique Grands Déplacements** : 20,487 M€, dont les projets sont sous maîtrise d'ouvrage de tiers, visant notamment :

- le Léman Express (ex-CEVA, CPER 2007-2013) pour 6,207 M€,
- les gares du Léman Express (CPER 2015-2020) pour 2,119 M€,
- la liaison ferroviaire Bellegarde-Le Fayet (CPER 2015-2020) pour 0,565 M€,
- les parkings relais pour 2,079 M€,
- les projets sur les PEM (Pôle d'Echange Multimodal) à Annemasse, Thonon-les-Bains, Bons-en-Chablais et Perrignier pour 2,966 M€,
- le tramway à Annemasse pour 3,62 M€,
- le projet de PASO en gare d'Annemasse pour 1,129 M€,
- la contribution à la Compagnie Générale de Navigation (CGN) pour 0,590 M€,
- le Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) à Annemasse pour 0,272 M€,
- le Tram de Saint-Julien-en-Genevois pour 0,420 M€,
- la maison de la mobilité et du tourisme à Annemasse pour 0,330 M€.

Au BS 2019, les CP 2019 sont augmentés de 1,729 M€, les AE de 4,420 M€.

⇨ **La politique Infrastructures Routières** : 18,847 M€ dont

On retrouve des projets sous maîtrise d'ouvrage départementale pour 8,260 M€, visant le financement des opérations principales suivantes :

- les travaux sur la RD 3508 à Gillon (2 M€),
- les aménagements de routes départementales pour 3,224 M€ pour fluidifier les parcours pendulaires des travailleurs transfrontaliers,
- la déviation routière en rive droite de l'Arve pour 2 M€,
- les études pour le désenclavement du Chablais pour 0,571 M€,
- les projets de Bus à Haut Niveau de Services sur la RD 1005 et la RD 1508 pour 0,464 M€,
- les projets de véloroute / voie verte pour 1,719 M€.

Figurent également des projets sous maîtrise d'ouvrage de tiers pour 10,587 M€, regroupant principalement :

- la suppression de passages à niveau dangereux pour 9,615 M€,
- les indemnités de reclassement de voiries dans l'agglomération d'Annemasse pour 0,851 M€.

Au BS 2019, les CP 2019 sont augmentés de 15,964 M€, les AE de 28,496 M€.

⇨ **Les politiques Territoriales et l'Aménagement du Territoire** : 4,625 M€, sur les projets suivants :

- les locaux du siège du GTE pour 2,2 M€,
- le téléphérique du Salève pour 1,085 M€,
- le solde de l'opération du pont de la caille pour 1,340 M€.

Au BS 2019, les AE/CP 2019 sont augmentés de 2,185 M€.

⇨ **La politique Bâtiments** : 1,916 M€ dont

- l'aménagement du site du CERD/Parc/Arrondissement à Thonon-les-Bains pour 1,5 M€,
- l'aménagement des locaux de Savoie Biblio à Bons-en-Chablais pour 0,416 M€.

Les projets financés dans le cadre de cette politique sont sous maîtrise d'ouvrage départementale. Au BS 2019, les CP 2019 sont augmentés de 1,191 M€, et les AE de 1,5 M€.

⇨ **La politique Education** : 1,746 M€ dont

- la restructuration du collège Jacques Prévert à Gaillard pour 0,768 M€,
- la construction du nouveau collège de l'agglomération d'Annemasse à Vetraz-Monthoux pour 0,456 M€,
- la construction du nouveau collège du Genevois à Vulbens avec des crédits pour 0,474 M€,
- la rénovation/restructuration du collège de Cranves-Sales avec des crédits pour 0,048 M€.

Les projets financés dans le cadre de cette politique sont sous maîtrise d'ouvrage départementale. Au BS 2019, les CP 2019 sont augmentés de 0,096 M€, les AE sont inchangées.

Par ailleurs, des crédits sont programmés pour financer :

- les Contrats Départementaux d'Avenir et de Solidarité (CDAS) pour 10 M€ (tranche 46),
- l'Allocation directe départementale pour 29,591 M€ (tranche 46),
- l'allocation directe des communes et Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (Tranche 47) pour 149,993 M€.

D'une manière générale, le détail des AE/CP est explicité dans l'annexe.

Il est demandé à l'Assemblée départementale de bien vouloir délibérer et statuer.

Le Conseil départemental,
après en avoir délibéré et enregistré l'abstention de Mme REY (momentanément absente de la salle des séances lors du vote),
à l'unanimité,

ADOPTE le Budget Supplémentaire 2018 du budget annexe de la Compensation Financière Genevoise ainsi que ses annexes, en suréquilibre de 183 195 633,20 €.

AUTORISE le reversement des crédits destinés aux opérations prévues dans le budget principal.

Délibération télétransmise en Préfecture
le 03 juin 2019,
Publiée et certifiée exécutoire
le 05 juin 2019,
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
Signé,
Le Président du Conseil départemental,
Christian MONTEIL

BS 2019 du Budget Annexe de la Compensation Financière Genevoise

LES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS

								Les AE / CP après le BP 2019								Les AE/CP après le BS 2019							
Com	Gest	Code AE	Libellé	Millésime	Sous-nature	Clé imput	Fonct	Total AE après le BP 2019	CP < 2018	CP 2018	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +	Total AE après le BS 2019	CP < 2018	CP 2018	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +
3	CSC	13070009E001	Aménagement du site du CERD/Parc/Arrond. Thonon	2017	4	CSC2D0002E	048	1 500 000	878 411	621 589	0	0	0	0	0	3 000 000	878 411	621 589	1 500 000	0	0	0	0
3	CSC	13070009E002	Aménagement des locaux de Savoie Biblio-Bons en Chablais	2017	4	CSC2D0002E	048	752 000	13 342	14 000	724 658	0	0	0	0	752 000	13 342	6 885	416 000	315 773	0	0	0
	Sous total Bâtiments							2 252 000	891 753	635 589	724 658	0	0	0	0	3 752 000	891 753	628 474	1 916 000	315 773	0	0	0
3	VTV	10020003E007	PN 90 91 93	2016	5	VTV2D0007E	048	9 781 048	1 781 048	8 000 000	0	0	0	0	0	14 781 048	1 781 048	4 477 061	8 016 000	506 939	0	0	0
3	VTV	10020003E007	PN 90 91 93	2016	4	VTV2D0010E	048	218 952	218 952	0	0	0	0	0	0	218 952	218 952	0	0	0	0	0	0
3	VTV	10051003E001	Entrée Ouest St Julien	2015	5	VTV2D0008E	048	6 500 000	6 454 556	45 444	0	0	0	0	0	6 500 000	6 454 556	45 444	0	0	0	0	0
3	VTV	10020004E001	Echangeur Viry MO ATMB	2015	5	VTV2D0009E	048	2 206 187	55 433	0	120 784	379 970	650 000	1 000 000	0	2 206 187	55 433	0	120 784	379 970	650 000	1 000 000	0
3	VTV	10020004E001	Echangeur Viry MO ATMB	2015	4	VTV2D0016E	048	168 813	101 597	67 216	0	0	0	0	0	168 813	101 597	67 216	0	0	0	0	0
3	VTV	10020003E002	RD1205 Suppression PN46 Sallanches	2015	4	VTV2D0010E	048	1 586 886	1 441 885	145 001	0	0	0	0	0	1 441 886	1 441 885	0	0	1	0	0	0
3	VTV	10020003E002	RD1205 Suppression PN46 Sallanches	2015	5	VTV2D0007E	048	1 551 889	1 551 889	0	0	0	0	0	0	1 696 889	1 551 889	0	0	145 000	0	0	0
3	VTV	10020003E005	Aménagement RD MO CD74	2015	4	VTV2D0010E	048	3 276 215	3 077 970	0	198 245	0	0	0	0	3 276 215	3 077 970	0	198 245	0	0	0	0
3	VTV	10020003E006	Véloroute Voie verte	2015	4	VTV2D0010E	048	3 958 734	2 500 000	1 458 734	0	0	0	0	0	3 958 734	2 500 000	0	0	1 458 734	0	0	0
3	VTV	10020003E006	Véloroute Voie verte	2015	5	VTV2D0007E	048	260 000	0	260 000	0	0	0	0	0	260 000	0	260 000	0	0	0	0	0
3	VTV	10020003E004	RD903 Suppression PN68 Allinges	2015	4	VTV2D0010E	048	3 292 132	2 813 200	478 932	0	0	0	0	0	3 292 132	2 813 200	0	0	478 932	0	0	0
3	VTV	10020003E004	RD903 Suppression PN68 Allinges	2015	5	VTV2D0007E	048	2 378 403	0	0	1 095 391	1 283 011	0	0	0	2 378 403	0	0	1 095 391	1 283 011	0	0	0
3	VTV	10020003E003	Aménagement des traversées d'agglo RD	2015	4	VTV2D0010E	048	4 404 645	3 499 159	905 486	0	0	0	0	0	4 404 645	3 499 159	179 464	726 022	0	0	0	0
3	VTV	10020003E003	Aménagement des traversées d'agglo RD	2015	5	VTV2D0007E	048	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3	VTV	10030001E002	BHNS (RD 1005 Thonon Genève - RD1508 Nord et Sud	2015	4	VTV2D0013E	048	5 500 000	1 469 913	1 965 802	1 264 285	800 000	0	0	0	5 500 000	1 469 913	1 429 887	464 285	1 335 915	800 000	0	0
3	VTV	10030001E001	Désenclavement du Chablais	2015	4	VTV2D0013E	048	52 661 274	1 290 484	1 765 918	0	7 976 872	10 000 000	25 000 000	6 628 000	68 232 484	1 290 484	0	571 211	9 742 790	25 000 000	25 000 000	6 628 000
3	VTV	10030001E003	RD 3508 gillon	2016	4	VTV2D0013E	048	1 000 000	425 391	574 609	0	0	0	0	0	3 000 000	425 391	74 850	2 000 000	499 759	0	0	0
3	VTV	10030010E001	Déviation routière en rive droite de l'Arve (Marignier/Thyez)	2015	4	VTV2D0015E	048	9 000 000	7 674 989	1 325 011	0	0	0	0	0	11 000 000	7 674 989	1 325 011	2 000 000	0	0	0	0
3	VTV	10010005E001	Reclassement des voiries dans l'agglo d'Annemasse	2017	4	VTV2D0027E	048	1 500 000	1 500 000	0	0	0	0	0	0	1 500 000	1 500 000	0	0	0	0	0	0
3	VTV	10010005E001	Reclassement des voiries dans l'agglo d'Annemasse	2017	5	VTV2D0029E	048	1 500 000	0	1 500 000	0	0	0	0	0	2 174 523	0	1 323 614	850 909	0	0	0	0
3	VTV	10010020E001	Accompagnement projets routiers secteur Genevois	2017	4	VTV2D0018E	048	300 000	0	300 000	0	0	0	0	0	300 000	0	0	300 000	0	0	0	0
3	VTV	10010020E001	Accompagnement projets routiers secteur Genevois	2017	5	VTV2D0028E	048	200 000	200 000	0	0	0	0	0	0	200 000	200 000	0	0	0	0	0	0
3	VTV	10020003E008	PN 65 66 Perrignier	2018	5	VTV2D0007E	048	1 000 000	0	0	200 000	500 000	300 000	0	0	2 000 000	0	0	400 000	1 300 000	300 000	0	0
3	VTV	10030001E005	Traitement d'itinéraires secteur genevois 2018	2018	4	VTV2D0013E	048	1 500 000	0	1 500 000	0	0	0	0	0	3 500 000	0	1 500 000	2 000 000	0	0	0	0
3	VTV	10030001E006	A Créer - Déviation RD 2 et suppression PN 86 - Reignier - Esery	2019	5	VTV2D0030E	048	0	0	0	0	0	0	0	0	250 000	0	0	100 000	150 000	0	0	0
	Sous total VTV - Infrastructures Routières							113 745 177	36 056 467	20 292 152	2 878 705	10 939 853	10 950 000	26 000 000	6 628 000	142 240 910	36 056 467	10 682 546	18 842 847	17 281 051	26 750 000	26 000 000	6 628 000
3	VTI	11020004E001	P+R MO Tiers	2015	5	VTI2D0002E	048	2 668 166	283 251	606 075	1 778 840	0	0	0	0	2 668 166	283 251	606 075	1 778 840	0	0	0	0
3	VTI	11020004E001	P+R MO Tiers	2015	4	VTI2D0017E	048	354 238	354 238	0	0	0	0	0	0	354 238	354 238	0	0	0	0	0	0
3	VTI	11020004E003	P+R MO Départementale	2016	4	VTI2D0017E	048	466 317	309 521	156 796	0	0	0	0	0	466 317	309 521	0	0	156 796	0	0	0
3	VTI	11030002E001	CPER - Liaison Bellegarde / Le Fayet	2015	5	VTI2D0004E	048	1 443 334	500 976	377 358	565 000	0	0	0	0	1 443 334	500 976	266 667	565 000	110 691	0	0	0
3	VTI	11030002E001	CPER - Liaison Bellegarde / Le Fayet	2015	4	VTI2D0018E	048	125 000	125 000	0	0	0	0	0	0	125 000	125 000	0	0	0	0	0	0
3	VTI	11030002E003	Léman Express (ex.CEVA)	2015	5	VTI2D0004E	048	61 523 200	43 666 583	10 918 813	6 206 749	731 056	0	0	0	61 523 200	43 666 583	9 545 912	6 206 749	2 103 956	0	0	0
3	VTI	11030002E003	Léman Express (ex.CEVA)	2015	4	VTI2D0018E	048	420 051	420 051	0	0	0	0	0	0	420 051	420 051	0	0	0	0	0	0
3	VTI	11030002E004	Gares Léman Express (ex.CEVA)	2016	4	VTI2D0018E	048	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3	VTI	11030002E004	Gares Léman Express (ex.CEVA)	2016	5	VTI2D0004E	048	3 200 000	358 400	2 222 400	619 200	0	0	0	0	6 200 000	358 400	2 125 940	2 119 200	1 596 460	0	0	0
3	VTI	11030006E001	PEM CLUSES	2015	5	VTI2D0008E	048	499 759	464 394	0	35 365	0	0	0	0	499 759	464 394	0	35 365	0	0	0	0
3	VTI	11030006E001	PEM CLUSES	2015	4	VTI2D0022E	048	1 231 104	1 220 004	11 100	0	0	0	0	0	1 231 104	1 220 004	11 100	0	0	0	0	0
3	VTI	11030004E001	PEM Annecy	2015	5	VTI2D0020E	048	834 441	773 610	0	60 831	0	0	0	0	834 441	773 610	0	60 831	0	0	0	0
3	VTI	11030008E002	PEM Bonneville	2016	5	VTI2D0012E	048	121 661	0	0	121 661	0	0	0	0	121 661	0	0	121 661	0	0	0	0
3	VTI	11030008E002	PEM Bonneville	2016	4	VTI2D0029E	048	236 339	203 540	32 800	0	0	0	0	0	236 339	203 540	32 800	0	0	0	0	0
3	VTI	11030005E003	PEM Annemasse	2016	5	VTI2D0006E	048	6 873 141	13 356	2 511 879	4 047 906	300 000	0	0	0	6 873 141	13 356	1 166 357	2 247 906	2 745 522	700 000	0	0
3	VTI	11030005E003	PEM Annemasse	2016	4	VTI2D0028E	048	47 949	42 099	5 850	0	0	0	0	0	47 949	42 099	5 850	0	0	0	0	0
3	VTI	11030007E003	TRAM SAINT-JULIEN	2015	5	VTI2D0010E	048	1 080 000	120 423	0	419 577	540 000	0	0	0	1 080 000	120 423	0	419 577	540 000	0	0	0
3	VTI	11030007E001	TRAM ANNEMASSE	2015	5	VTI2D0010E	048	9 764 374	4 743 610	2 000 000	3 020 764	0	0	0	0	9 764 374	4 743 610	0	3 620 764	1 400 000	0	0	0
3	VTI	11030007E001	TRAM ANNEMASSE	2015	4	VTI2D0021E	048	170 140	170 140	0	0	0	0	0	0	170 140	170 140	0	0	0	0	0	0
3	VTI	11030007E002	BHNS ANNEMASSE	2015	5	VTI2D0010E	048	6 730 296	6 458 045	0	272 251	0	0	0	0	6 730 296	6 458 045	0	272 251	0	0	0	0
3	VTI	11030007E002	BHNS ANNEMASSE	2015	4	VTI2D0021E	048	642 204	642 204	0	0	0	0	0	0	642 204	642 204	0	0	0	0	0	0
3	VTI	11030002E005	Paso gare d'Annemasse	2017	5	VTI2D0004E	048	3 723 498	1 240 608	2 482 890	0	0	0	0	0	3 723 498	1 240 608	1 353 898	1 128 992	0	0	0	0
3	VTI	11030002E005	Paso gare d'Annemasse	2017	4	VTI2D0018E	048	181 139	17 202	163 937	0	0	0	0	0	181 139	17 202	163 937	0	0	0	0	0
3	VTI	11030002E006	PEM Thonon Bons-en-Chablais Perrignier	2018	5	VTI2D0004E	048	1 000 000	0	0	500 000	500 000	0	0	0	1 000 000	0	0	500 000	500 000	0	0	0
3	VTI	11030005E004	Maison de la mobilité et du tourisme	2018	5	VTI2D0006E	048	330 000	0	0	330 000	0	0	0	0	330 000	0	0	330 000	0	0	0	0
3	VTI	11020004E004	P+R Machilly	2019	5	VTI2D0002E	048	0	0	0	0	0	0	0	0	420 000	0	0	200 000	220 000	0	0	0
3	VTI	11020004E005	P+R Thonon	2019	5	VTI2D0002E	048	0	0	0	0	0	0	0	0	200 000	0	0	100 000	100 000	0	0	0
2	VTI	11020004E006	Reconstruction du pont Neuf PN 49 - Ville La Grand	2019	5	VTI2D0002E	048	0	0	0	0	0	0	0	0	800 000	0	0	0	400 000	400 000	0	0
	Sous total VTI - Grands déplacements							103 666 351	62 127 253	21 489 898	17 978 145	2 071 056	0	0	0	108 086 351	62 127 253	15 278 536	19 707 137	9 873 425	1 100 000	0	0
	3ème Commission : Infrastructures routières, Grands déplacements, Bâtiments							219 663 528	99 075 473	42 417 639	21 581 508	13 010 908	10 950 000	26 000 000	6 628 000	254 079 261	99 075 473	26 589 555	40 465 983	27 470 250	27 850 000	26 000 000	6 628 000
4	EFI	05021001E001	Restructuration Collège Jacques Prévert-Gaillard	2017	4	EFI2D0002E	048	4 000 000	1 432 116	1 800 000	767 884	0	0	0	0	4 000 000	1 432 116	1 800 000	767 884	0	0	0	0
4	EFI	05021001E002	Construction nouveau collège Agglo Annemasse (Vétraz-Monthoux)	2017	4	EFI2D0002E	048	500 000	0	83 000	417 000	0	0	0	0	500 000	0	21 461	456 000	22 539	0	0	0
4	EFI	05021001E003	Construction nouveau collège du Genevois (Vuache)	2017	4	EFI2D0002E	048	500 000	0	83 000	417 000	0	0	0	0	500 000	0	25 728	474 272	0	0	0	0
4	EFI	05021001E004	Renovation/Restructuration du collège de Cranves-Sales	2017	4	EFI2D0002E	048	500 000	211 346	241 000	47 654	0	0	0	0	500 000	211 346	162 856	47 654	78 144	0	0	0
	Sous total EFI - Education							5 500 000	1 643 462	2 207 000	1 649 538	0	0	0	0	5 500 000	1 643 462	2 010 045	1 745 810	100 683	0	0	0
	4ème Commission : Education, Jeunesse et Sports							5 500 000	1 643 462	2 207 000	1 649 538	0	0	0	0	5 500 000	1 643 462	2 010 045	1 745 810	100 683	0	0	0
5	ADA	0802003E001	Téléphérique du Salève	2019	5	ADA2D0005E	048	0	0	0	0	0	0	0	0	1 084 874	0	0	1 084 874	0	0	0	0
	Sous total ADA - Aménagement du territoir							0	0	0	0	0	0	0	0	1 084 874	0	0	1 084 874	0	0	0	0
	5ème Commission :							0	0	0	0	0	0	0	0	1 084 874	0	0	1 084 874	0	0	0	0
7	ADA	01020006E001	Pont de la Caille Espace paysager	2015	4	ADA2D0002E	048	2 350 000	1 009 865	0	1 340 135	0	0	0	0	2 350 000	1 009 865	0	1 340 135	0	0	0	0
	Sous total ADA - Aménagement du territoir							2 350 000	1 009 865	0	1 340 135	0	0	0	0	2 350 000	1 009 865	0	1 340 135	0	0	0	0
7	CLO	01040009E001	solde des tranches antérieures	2015	5	CLO2D0005E	048	3 513 879	3 440 158	73 721	0	0	0	0	0	3 513 879	3 440 158	0	0	73 721	0	0	0
7	FIN	01040009E001	solde des tranches antérieures	2015	4	FIN2D0007E	048	3 065 799	0	0	0	3 065 799	0	0	0	3 065 799	0	0	0	3 065 799	0	0	0
7	CLO	01050001E001	Locaux siège GTE	2015	5	CLO2D0009E	048	1 100 000	0	0	1 100 000	0	0	0	0	2 200 000	0	0	2 200 000	0	0	0	0
	Sous total CLO - Politiques territoriales							7 679 678	3 440 158	73 721	1 100 000	3 065 799	0	0	0	8 779 678	3 440 158	0	2 200 000	3 139 519	0	0	0
	7ème Commission : Aménagement du territoire,…							10 029 678	4 450 024	73 721	2 440 135	3 065 799	0	0	0	11 129 678	4 450 024	0	3 540 135	3 139 519	0	0	0
8	FIN	14093001E004	Tranche 46	2018	2	FIN2D0003E	048	92 356 000	0	0	66 336 000	26 020 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8	FIN	14093001E005	Tranche 47	2019	2	FIN2D0003E	048	242 000 000	0	0	149 992 819	50 000 000	42 007 181	0	0	92 007 181	0	0	0	50 000 000	42 007 181	0	0
	Sous total FIN - Finances							334 356 000	0	0	216 328 819	76 020 000	42 007 181	0	0	92 007 181	0	0	0	50 000 000	42 007 181	0	0
	8ème Commission : Finances, Ressources Humaines et Administration Général							334 356 000	0	0	216 328 819	76 020 000	42 007 181	0	0	92 007 181	0	0	0	50 000 000	42 007 181	0	0
	TOTAL DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT							569 549 205	105 168 959	44 698 359	242 000 000	92 096 707	52 957 181	26 000 000	6 628 000	363 800 994	105 168 959	28 599 600	46 836 802	80 710 452	69 857 181	26 000 000	6 628 000

haute savoie
le Département

Extrait des Procès-Verbaux des Séances du Conseil départemental

SEANCE DU 27 MAI 2019

n° CD-2019-024

RAPPORTEUR : **M. BOCCARD**

OBJET : **BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2019 - TABLEAU DES EFFECTIFS DU PERSONNEL DÉPARTEMENTAL ET DISPOSITIONS DIVERSES**

Le Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoqué le 13 mai 2019 s'est réuni en séance publique, à l'Hôtel du Département à Annecy sous la présidence de :

M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental

Présent(e)s :	
Vice-Président(e)s :	M. MUDRY, Mme TOWNLEY-BAZAILLE, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. PEILLEX, Mme LEI, M. BOCCARD
Autres membres :	Mme BOUCHET, Mme DUBY-MULLER, Mme DULIEGE, Mme GAY, Mme GONZO-MASSOL, Mme MAHUT, Mme METRAL, Mme REY, Mme TEPPE-ROGUET, Mme TERMOZ, M. AMOUDRY, M. BARDET, M. BAUD, M. BAUD-GRASSET, M. DAVIET, M. MORAND, M. PACORET, M. RUBIN
Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)	
Mme DION à Mme MAHUT	
Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :	
Mme CAMUSSO, Mme LHUILLIER, M. CHAVANNE, M. EXCOFFIER, M. PUTHOD	

Quorum et Délégations de vote vérifiés			
Membres en exercice :	**34**	**A l'unanimité**	
Présents :	**28**	**Voix Pour**	**28**
Représenté(e)(s) :	**1**	**Voix contre**	**0**
Suffrages Exprimés :	**28**	**Abstention(s)**	**1**

Vu la loi n° 83-634 du 13/07/1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires (article 3),

Vu la loi n° 84-53 du 26/01/1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 99-567 du 06/07/1999 pris pour l'application de l'article 88 de la loi du 26/01/1984,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n° CD-2018-093 du 10 décembre 2018 relatif au BP 2019 du Pôle Ressources Humaines,

Vu la délibération n° CD–2018-100 du 11 décembre 2018, l'Assemblée départementale a arrêté le tableau des effectifs du personnel départemental au titre de l'année 2019,

Considérant l'intérêt de prendre en compte les modifications apportées aux effectifs depuis l'adoption du Budget Primitif 2019,

Vu l'avis favorable de la 8ème Commission des Finances, Ressources Humaines et Administration Générale du 1er avril 2019, portant sur les indemnités des astreintes.

1°) TABLEAU DES EFFECTIFS

Les visas ci-avant ayant été rappelés, M. le Président expose aux membres du Conseil départemental que par délibération n° CD–2018-100 du 11 décembre 2018, l'Assemblée délibérante a arrêté le tableau des effectifs du personnel départemental.

Ce tableau peut être modifié en cours d'exercice par l'Assemblée départementale dans un souci d'adaptation des qualifications aux besoins et à l'organisation des services.

Le tableau ci-joint prend en compte quelques transformations de postes suite au passage en commission de gestion des effectifs, suite à des réussites à des concours, et suite à des recrutements à des grades différents.

Ce tableau permet également de réaffecter les agents dans les bonnes directions suite aux modifications ou des changement d'organigramme.

Enfin, dans le cadre de la réorganisation des carrières liée à la mise en œuvre de la réforme gouvernementale dite des « Parcours professionnels, carrières et rémunérations » (PPCR), de nombreux décrets modifient au 1er janvier 2019 la structure de certains cadres d'emplois ainsi que les dispositions relatives aux conditions d'avancement de grade fixées dans les statuts particuliers. Ces modifications doivent être intégrées dans le tableau des effectifs.

Aussi, il est proposé à l'Assemblée délibérante d'arrêter le tableau ci-après :

TABLEAU DES EFFECTIFS BS 2019

EMPLOIS PERMANENTS	Délibération décembre 2018	Transformations	Créations	Suppressions	Total
I – FILIERE ADMINISTRATIVE					
- Directeur général des Services du Département	1				1
- Directeur général adjoint	3				3
- Administrateur hors classe	2				2
- Administrateur	0				0
- Attachés hors classe	6				6
- Directeurs	3				3
- Attachés principaux	35	-1			34
- Attachés	73	+3			76
- Rédacteurs principaux 1ère classe	56	-3			53
- Rédacteurs principaux 2ème classe	19	-1			18
- Rédacteurs	55	+3			58
- Cadre des adjoints administratifs	493	-3			490
II - FILIERE TECHNIQUE					
- Ingénieurs en chef hors classe	4				4
- Ingénieurs en chef	6				6
- Ingénieurs principaux	42				42
- Ingénieurs	31	+2			33
- Techniciens principaux 1ère classe	81				81
- Techniciens principaux 2ème classe	42	-2			40
- Techniciens	52	-1			51
- Agents de maîtrise principaux	131				131
- Agents de maîtrise	69				69
- Cadre des adjoints techniques	837		+1		838
III – FILIERE SOCIALE ET MEDICO-SOCIALE					
- Médecins hors classe	13				13
- Médecins 1ère classe	12				12
- Médecins 2ème classe	1				1
- Psychologues hors classe	4				4
- Psychologues de classe normale	6				6
- Sages-femmes hors classe	5				5
- Sages-femmes classe normale	5				5
- Cadre supérieurs de santé	2				2
- Cadre de santé de 1ère classe	3				3
- Cadre de santé de 2ème classe	3				3
- Puéricultrices hors classe	27				27
- Puéricultrices classe supérieure	9				9
- Puéricultrices classe normale	18				18
- Conseillers supérieurs socio-éducatifs	21	+1			22
- Conseillers socio-éducatifs	11	+1			12
- Assistants socio-éducatifs Classe exceptionnelle	0				0
- Assistants socio-éducatifs 1ère classe	247				247
- Assistants socio-éducatifs 2ème classe	109				109
- Infirmiers en soins généraux hors classe	23				23
- Infirmiers en soins généraux classe supérieure	6				6

EMPLOIS PERMANENTS	Délibération décembre 2018	Transformations	Créations	Suppressions	Total
- Infirmiers en soins généraux classe normale	14				14
- Techniciens paramédicaux	4				4
IV - FILIERE CULTURELLE					
- Cadre des conservateurs des bibliothèques	0				0
- Cadre des conservateurs du patrimoine	1				1
- Attachés de conservation du patrimoine principaux	1				1
- Attachés de conservation du patrimoine	6				6
-Bibliothécaires principaux	2				2
-Bibliothécaires	2				2
- Assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques principal 1ère classe	13				13
- Assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques principal 2ème classe	8				8
- Assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques	10				10
- Cadre des adjoints du patrimoine	11				11

Effectif MIS A DISPOSITION N'étant pas comptabilisés dans les tableaux précédents	DE L'ETAT	DU COS
EMPLOIS PERMANENTS		
I – FILIERE ADMINISTRATIVE		
- Attachés principaux		
- Attachés		
- Rédacteurs principaux 2ème classe		
- Rédacteurs		
- Cadre des adjoints administratifs	1	5
II - FILIERE TECHNIQUE		
- Techniciens		1
- Agents de maîtrise principaux		
- Agents de maîtrise		
- Cadre des adjoints techniques		

EMPLOIS PERMANENTS EN CDI	Délibération DECEMBRE 2018	Transformations/suppressions	Créations	Total délibération MAI 2019
TOTAL EMPLOIS PERMANENTS EN CDI	**5**	**-1**	**+2**	**6**
La catégorie hiérarchique assignée à ce type d'emploi n'a d'autre sens que de désigner la tranche de rémunération qu'il peut financer. Les conditions de recrutement seront formalisées par contrat.				
Catégorie A	**5**	**-1**	**+2**	**6**
Attaché(e) de conservation au Pôle Culture Patrimoine, en qualité de chargée de mission élargissement des publics au service développement culturel. Création par la délibération du 24 juin 2013.	1			1
Attaché(e) territorial(e) au Pôle Finances et Conseil de Gestion – Service Conseil en gestion, en qualité de Conseiller en gestion. Création par la délibération du 13 décembre 2016.	1	-1		0
Attaché(e) territorial(e) au Pôle Gérontologie et Handicap – Service accompagnement hébergement, en qualité de Chargé(e) du suivi, de la tarification et du contrôle des établissements. Création par la présente délibération.	0		+1	1
Directeur du Pôle Communication Institutionnelle. Création par la délibération du 05 novembre 2018.	1			1
Attaché(e) territorial(e) au Pôle Prévention et du Développement Social, en qualité de chargé de mission auprès de la direction, pour assurer la transversalité des actions entre le PPDS et les autres Directions de la DGA ASS. Création par la délibération du 10 décembre 2018.	1			1
Attaché(e) au Pôle Communication Institutionnelle - Unité relations presse – en charge de la conduite de la refonte de la revue presse électronique, de la tenue des comptes sociaux dédiés aux médias et de participer aux missions de l'équipe presse. Création par la délibération du 10 décembre 2018.	1			1
Attaché(e) territorial(e) au Pôle Culture et Patrimoine, service du Développement Culturel, en qualité de Responsable du schéma départemental enseignement artistique et pratiques amateurs. Création par la présente délibération.	0		+1	1

EMPLOIS PERMANENTS POUVANT ETRE POURVUS PAR CONTRATS La catégorie hiérarchique assignée à ce type d'emploi n'a d'autre sens que de désigner la tranche de rémunération qu'il peut financer. Les conditions de recrutement seront formalisées par contrat	**Délibération DECEMBRE 2018**	**Transformations /suppressions**	**Créations**	**Total délibération MAI 2019**
Categories A TOTAL	39	-5	+8	42
Psychologue	1	-1		0
Psychologue au Pôle Protection de l'Enfance sur la circonscription Arve Faucigny Mont-Blanc, pour une durée de 3 ans. Le manque de candidatures de titulaires correspondant au profil demandé justifie la transformation en poste de contractuel afin de couvrir les besoins du service. Création par la délibération du 10 décembre 2018.	1	-1		0
La rémunération correspondant à cet emploi n'excédera pas celle, tous avantages compris, susceptible d'être attribuée à un psychologue				
Attachés principaux	**0**		**+1**	**1**
Attaché(e) principal(e) au Pôle Ressources Humaines, en qualité de directeur adjoint, pour une durée de 3 ans. Le manque de candidatures de titulaires correspondant au profil demandé justifie la transformation en poste de contractuel afin de couvrir les besoins du service. Création par la présente délibération.	0		+1	1
La rémunération correspondant à cet emploi n'excédera pas celle, tous avantages compris, susceptible d'être attribuée à un attaché principal				
Attachés territoriaux	**18**	**-3**	**+3**	**18**
Attaché(e) au Pôle Communication Institutionnelle, Unité contenus éditoriaux, en qualité de chargé(e) de communication, pour une durée de 3 ans. Le manque de candidatures de titulaires correspondant au profil demandé justifie la transformation en poste de contractuel afin de couvrir les besoins du service. Création par la présente délibération.	0		+1	1
Attaché(e) au Pôle des Affaires Juridiques – Service contentieux et conseil juridique, en qualité de chargé(e) d'études juridiques délégué à la protection des données personnelles, pour une durée de 3 ans, pour mettre en place le Règlement général pour la protection des données personnelles (RGPD) et veiller à la conformité des traitements informatiques de la collectivité départementale . Le manque de candidatures de titulaires correspondant au profil demandé justifie la transformation en poste de contractuel afin de couvrir les besoins du service. Création par la délibération du 10 décembre 2018.	1			1
Attaché(e) au Pôle Gérontologie et Handicap – Service accompagnement hébergement, en qualité de chargé(e) du suivi, de la tarification et du contrôle des établissements, pour une durée de 3 ans. Le manque de candidatures de titulaires correspondant au profil demandé justifie la transformation en poste de contractuel afin de couvrir les besoins du service. Création par la délibération du 10 décembre 2018.	1	-1		0

Attaché(e) au Pôle Prévention et du Développement Social - Service Insertion/Emploi, en qualité de chargé(e) du PTIE, pour une durée de 3 ans, pour coordonner et animer le pacte d'insertion par l'emploi dans le cadre des orientations du programme départemental d'insertion par l'emploi 2014-2018. Création par la délibération du 14 mai 2018.	1			1
Attaché(e) au Pôle de la Gérontologie et du Handicap, en charge du pilotage et de la mise en place du dispositif de type MAIA sur le territoire du Chablais, pour une durée de 3 ans. Création par la délibération du 15 mai 2017.	1			1
Attaché(e) au Pôle de la Gérontologie et du Handicap, en qualité de pilote du dispositif MAIA sur le territoire d'Annecy, pour une durée de 3 ans. Création par la délibération du 15 mai 2017.	1			1
Attaché(e) à la Maison Départementale des Personnes Handicapées en charge du dispositif « Réponse accompagnée pour tous », pour une durée de 2 ans. Création par la délibération du 15 mai 2017.	1	-1		0
Attaché(e) à la Maison Départementale des Personnes Handicapées en charge du dispositif « Réponse accompagnée pour tous », pour une durée de 2 ans. Création par la présente délibération.	0		+1	1
Attaché(e) au Pôle Innovation Systèmes d'Informations et Usages Numériques, en qualité de chargé(e) de mission dématérialisation, pour une durée de 3 ans. Création par la délibération du 14 mai 2018.	1			1
Attaché(e) au Pôle de la Gérontologie et du Handicap, en charge du pilotage et de la mise en place du dispositif de type MAIA sur le territoire Genevois Haute Vallée, pour une durée de 3 ans. Création par la délibération du 6 juillet 2015.	1	-1		0
Attaché(e) au Pôle de la Gérontologie et du Handicap, en charge du pilotage et de la mise en place du dispositif de type MAIA sur le territoire Genevois Haute Vallée, pour une durée de 1 an et 2 mois, jusqu'au 31.12.2020. Création par la présente délibération.	0		+1	1
Attaché(e) au Pôle Communication Institutionnelle, en qualité de Responsable Unité communication digitale et promotion, Directrice adjointe, pour une durée de 3 ans. Le manque de candidatures de titulaires correspondant au profil demandé justifie la transformation en poste de contractuel afin de couvrir les besoins du service. Création par la délibération du 14 mai 2018.	1			1
Attaché(e) au pôle Communication Institutionnelle, en qualité de chargé(e) de communication, pour une durée de 3 ans. Le manque de candidatures de titulaires correspondant au profil demandé justifie la transformation en poste de contractuel afin de couvrir les besoins du service. Création par la délibération du 14 mai 2018.	1			1
Attaché(e) au pôle Protection de l'Enfance, en qualité de chef de service territorialisé de la circonscription de la Vallée de l'Arve, pour une durée de 3 ans. Le manque de candidatures de titulaires correspondant au profil demandé justifie la transformation en poste de contractuel afin de couvrir les besoins du service. Création par la délibération du 12 décembre 2017.	1			1

Attaché(e) au pôle Affaires Juridiques, en qualité de chef de projet fonctionnel, pour accompagner les directions opérationnelles dans la mise en place de la plateforme de dématérialisation et recensement des besoins et assistance aux utilisateurs, pour une durée de 3 ans. Création par la délibération du 12 décembre 2017.	1			1
Attaché(e) au pôle Gérontologie et Handicap, en qualité de Chef de service territorialisé de la circonscription du Chablais, pour une durée de 3 ans. Le manque de candidatures de titulaires correspondant au profil demandé justifie la transformation en poste de contractuel afin de couvrir les besoins du service. Création par la délibération du 12 décembre 2017.	1			1
Attaché(e) au pôle Gérontologie et Handicap, en qualité de chargé(e) de mission conférence des financeurs, pour une durée de 1 an. Création par la délibération du 10 décembre 2018.	1			1
Attaché(e) à la MDPH, en qualité de chargé(e) de mission systèmes d'information harmonisé MDPH74, pour une durée de 2 ans. Création par la délibération du 12 décembre 2017.	1			1
Attaché(e) au Pôle Finances et Conseil en Gestion – Service Conseil en Gestion – Unité Conseil et Contrôle des organisme externes, en qualité de conseiller(ère) et contrôleur(euse) de gestion, pour une durée de 3 ans. Le manque de candidatures de titulaires correspondant au profil demandé justifie la transformation en poste de contractuel afin de couvrir les besoins du service. Création par la délibération du 12 décembre 2017.	1			1
Attaché(e) au Pôle Finances et Conseil en Gestion – Service Conseil en Gestion – Unité Conseil et Contrôle des organisme externes, en qualité de conseiller(ère) et contrôleur(euse) de gestion, pour une durée de 3 ans. Le manque de candidatures de titulaires correspondant au profil demandé justifie la transformation en poste de contractuel afin de couvrir les besoins du service. Création par la délibération du 12 décembre 2017.	1			1
Attaché(e) au Pôle Prévention et Développement Social – Service Insertion Emploi, en qualité de chargé (e) de mission FSE, pour une durée de 2 ans, à compter du 1er janvier 2019. Création par la délibération du 05 novembre 2018.	1			1
Attachés de conservation du patrimoine	**5**	**-1**	**+1**	**5**
Attaché(e) de conservation du patrimoine au Pôle Culture Patrimoine, en qualité de chargé(e) de mission de la valorisation des collections départementales et des actions du Pôle en lien avec la Communication Institutionnelle, pour une durée de 1 an. Création par la délibération du 14 mai 2018.	1	-1		0
Attaché(e) de conservation du patrimoine au Pôle Culture Patrimoine, en qualité de chargé(e) de mission de la valorisation des collections départementales et des actions du Pôle en lien avec la Communication Institutionnelle, pour une durée de 1 an. Création par la présente délibération.	0		+1	1
Attaché(e) de conservation du patrimoine au Pôle Culture, en qualité de chargé(e) de mission arts visuels, pour 3 ans. Création par la délibération du 13 décembre 2016.	1			1
Attaché(e) de conservation du patrimoine au Pôle Culture Patrimoine, service développement culturel en qualité de chargé de production Clermont / Meylan, pour une durée de 3 ans. Création par la délibération du 14 mai 2018.	1			1

Attaché(e) de conservation du patrimoine au Pôle Culture Patrimoine, Service sites culturels et patrimoine bâti, en qualité d'archéologue responsable d'opération, pour une durée d'un an. Création par la délibération du 14 mai 2018 pour prise de poste au 1er janvier 2019.	1			1
Attaché(e) de conservation du patrimoine au Pôle Culture Patrimoine, service développement culturel, en qualité de coordinateur administratif et financier de projets européens, pour une durée de 3 ans. Création par la délibération du 14 mai 2018.	1			1
La rémunération correspondant à ces emplois n'excédera pas celle, tous avantages compris, susceptible d'être attribuée à un attaché de conservation du patrimoine territorial.				
Ingénieurs territoriaux	**11**		**+2**	**13**
Ingénieur(e) au Pôle Education Sports et Jeunesse, service Moyens – Politique Educative, en qualité de chargé(e) de mission numérique, pour 3 ans. Création par la présente délibération.	0		+1	1
Ingénieur(e) au Pôle bâtiments et Moyens, Direction Adjointe Etudes et Projets, service conduite d'opérations, en qualité de chargé(e) d'opérations de construction, pour 3 ans. Création par la présente délibération.	0		+1	1
Ingénieur(e) au Pôle Route, Direction adjointe Grands Projets- Service études multimodales et générales, en qualité de chargé de mission analyse trafic pour 3 ans. Création par la délibération du 13 décembre 2016.	1			1
Ingénieur(e) affecté au Pôle Innovation Système d'Information et Usages Numériques pour une durée de 3 ans. Le manque de candidats titulaires correspondant au profil recherché justifie la transformation en poste de contractuel. Création par la délibération du 10 décembre 2018.	1			1
Ingénieur(e) au Pôle Innovation Système d'Information et Usages Numériques, en qualité de chef du service production, pour une durée de 3 ans. Le manque de candidats titulaires correspondant au profil recherché de Chef du service Production au PISIUN justifie la transformation en poste de contractuel. Création par la délibération du 15 mai 2017.	1			1
Ingénieur(e) au Pôle Bâtiments et Moyens - Service Programmation, Assistance à Maîtrise d'Ouvrage en qualité de Responsable Unité Energie et Qualité environnementale, pour une durée de 3 ans. Le manque de candidats titulaires correspondant au profil recherché justifie la transformation en poste de contractuel. Création par la délibération du 12 décembre 2017.	1			1
Ingénieur(e) au Pôle Bâtiments et Moyens - Service Programmation, Assistance à Maîtrise d'Ouvrage - Unité Energie et Qualité environnementale, en qualité de chargé(-e) d'opérations en énergétique, pour une durée de 3 ans. Le manque de candidats titulaires correspondant au profil recherché justifie la transformation en poste de contractuel. Création par la délibération du 12 décembre 2017.	1			1
Ingénieur(e) au Pôle Innovation Système d'Information et Usages Numériques, en qualité de Chef de Service usages numériques, pour une durée de 3 ans. Le manque de candidats titulaires correspondant au profil recherché justifie la transformation en poste de contractuel. Création par la délibération du 12 décembre 2017.	1			1

Ingénieur(e) au Pôle Innovation Système d'Information et Usages Numériques - Service Etudes, Progiciels, Développement, en qualité de Chef de projets informatiques, pour une durée de 3 ans. Le manque de candidats titulaires correspondant au profil recherché justifie la transformation en poste de contractuel. Création par la délibération du 12 décembre 2017.	1			1
L'ingénieur(e) affecté(e) au Pôle Innovation Système d'Information et Usages Numériques- Service Etudes, Progiciels, Développement – Chef de projets développements applicatifs - pour une durée de 3 ans. Le manque de candidats titulaires correspondant au profil recherché justifie la transformation en poste de contractuel. Création par la délibération du 12 décembre 2017.	1			1
Ingénieur(e) au Pôle Innovation Système d'Information et Usages Numériques - Service Etudes, Progiciels, Développement, en qualité de Chef de projets informatiques , pour une durée de 3 ans. Le manque de candidats titulaires correspondant au profil recherché justifie la transformation en poste de contractuel. Création par la délibération du 12 décembre 2017.	1			1
Ingénieur(e) au Pôle Routes, à l'Arrondissement de Saint-Julien-en-Genevois – Service ingénierie, en qualité de responsable de l'ingénierie, pour une durée de 3 ans. Le manque de candidats titulaires correspondant au profil recherché justifie la transformation en poste de contractuel. Création par la délibération du 14 mai 2018.	1			1
La rémunération correspondant à ces emplois n'excédera pas celle, tous avantages compris, susceptible d'être attribuée à un ingénieur .				
Ingénieur(e) au Pôle Innovation Systèmes d'Informations et Usages Numériques, en qualité de directeur(trice) pour une durée de 3 ans. Le manque de candidats titulaires correspondant au profil recherché de directeur(trice) du PISIUN justifie la transformation en poste de contractuel. Création par la délibération du 15 mai 2017 .	1			1
La rémunération correspondant à cet emploi n'excédera pas celle, tous avantages compris, susceptible d'être attribuée à un ingénieur en chef.				
Conseillers socio-éducatif	**1**			**1**
Conseiller(ère) socio-éducatif(ve) au Pôle Protection de l'Enfance, circonscription du Genevois, en qualité de Responsable Technique, pour une durée de 3 ans. Le manque de candidats titulaires correspondant au profil recherché de Responsable Technique justifie la transformation en poste de contractuel. Création par la délibération du 14 mai 2018.	1			1
Assistants socio-éducatifs	**0**		**+1**	**1**
Assistant(e) socio-éducatif(ve) au Pôle Prévention et Développement Social, Circonscription Arve Faucigny Mont-Blanc, Pôle Médico-Social de Sallanches, en qualité de référent MASP/AESF, pour une durée de 3 ans. Le manque de candidatures de titulaires correspondant au profil demandé justifie la transformation en poste de contractuel afin de couvrir les besoins du service. Création par la présente délibération.	0		+1	1
Sage-femme	**1**			**1**
Sage-femme au Pôle PMI/PS pour une durée de 3 ans. Le manque de candidatures de titulaires correspondant au profil demandé justifie la transformation en poste de contractuel afin de couvrir les besoins du service. Création par la délibération du 12 décembre 2017.	1			1

La rémunération correspondant à ces emplois n'excédera pas celle, tous avantages compris, susceptible d'être attribuée à une sage-femme de classe normale.				
Médecins	**2**			**2**
Médecin au Pôle PMI/PS, en qualité de médecin de l'équipe pluridisciplinaire, pour une durée de 3 ans. Le manque de candidatures de titulaires correspondant au profil demandé justifie la transformation en poste de contractuel afin de couvrir les besoins du service. Création par la délibération du 14 mai 2018.	1			1
Médecin au Pôle Ressources Humaines - Service SSP, en qualité de médecin de prévention, pour une durée de 3 ans. Le manque de candidatures de titulaires correspondant au profil demandé justifie la transformation en poste de contractuel afin de couvrir les besoins du service. Création par la délibération du 05 novembre 2018.	1			1
La rémunération correspondant à ces emplois n'excédera pas celle, tous avantages compris, susceptible d'être attribuée à un médecin relevant du cadre d'emplois des médecins territoriaux.				

Catégorie C – emplois saisonniers				
- Agents contractuels de déneigement Le recrutement de tels agents est justifié par un besoin saisonnier dans le cadre de l'exception au principe statutaire prévu par l'article 3 alinéa 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984. Ces agents sont commis à la conduite d'engins de déneigement pendant la période hivernale (6 mois maximum). Ces agents doivent détenir le permis de conduire poids lourds. La rémunération de base de ces agents sera calculée à partir d'un indice choisi sur l'échelle C1.	450 mois			
- Contractuels temporaires destinés à suppléer le personnel titulaire durant les congés. 12 mois sont affectés à la Direction des Archives. La rémunération de ces agents sera calculée à partir du premier échelon de l'échelle C1.	72 mois			

Collaborateurs de cabinet	8			8

Emploi Fonctionnel article 47 de la loi du 26 janvier 1984. Au sein de la Direction Générale des Services, poste de Directeur Général des Services Adjoint. Création par la délibération du 05 novembre 2018.	1	-1		0

2°) DISPOSITIONS DIVERSES (indemnités d'astreintes)

Le déploiement de nouveaux logiciels et les montées de version de logiciels déjà installés peuvent nécessiter occasionnellement la présence sur des soirées et des week-ends des équipes du Pôle Innovation Systèmes d'Information et Usages Numériques, ainsi que des référents fonctionnels de ces logiciels au sein des Directions opérationnelles.

Afin de de permettre de garantir une sécurité dans la mise en œuvre de ces opérations, il est décidé d'instaurer les dispositifs d'astreintes prévus par les décrets et arrêtés suivants, ainsi que les modalités d'indemnisation prévues à cet effet :

- décret n° 2000-815 du 25 août 2000,
- décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001,
- décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002,
- décret n° 2002-147 du 07 février 2002,
- décret n° 2005-542 du 19 mai 2005,
- décret n° 2015-415 du 14 avril 2015,
- décret n° 2019-133 du 25 février 2019,
- arrêté ministériel du 03 novembre 2015,
- arrêté ministériel du 14 avril 2015.

Ces mêmes dispositions s'appliqueront également aux agents relevant du service du Téléalarme.

Il est demandé à l'Assemblée départementale de bien vouloir délibérer et statuer.

Le Conseil départemental,
après en avoir délibéré et enregistré l'abstention de M. MUDRY (momentanément absent de la salle des séances lors du vote),
à l'unanimité,

ADOPTE le tableau des effectifs présenté ci-avant.

APPROUVE l'instauration des dispositifs d'astreintes prévus par les décrets et arrêtés visés ci-dessus, ainsi que les modalités d'indemnisation prévues à cet effet, pour les agents du Pôle Innovation Systèmes d'Information et Usages Numériques, ainsi que des référents fonctionnels de ces logiciels au sein des Directions opérationnelles.
Ces mêmes dispositions s'appliqueront également aux agents relevant du service du Téléalarme.

Délibération télétransmise en Préfecture
le 03 juin 2019,
Publiée et certifiée exécutoire
le 05 juin 2019,
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
Signé,
Le Président du Conseil départemental,
Christian MONTEIL

haute savoie
le Département

Extrait des Procès-Verbaux des Séances du Conseil départemental

SEANCE DU 27 MAI 2019

n° CD-2019-025

RAPPORTEUR : **M. BOCCARD**

OBJET : **FIXATION DES RATIOS D'AVANCEMENT DE GRADE POUR 2019 ET LES ANNEES SUIVANTES**

Le Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoqué le 13 mai 2019 s'est réuni en séance publique, à l'Hôtel du Département à Annecy sous la présidence de :

M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental

Présent(e)s :	
Vice-Président(e)s :	M. MUDRY, Mme TOWNLEY-BAZAILLE, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. PEILLEX, Mme LEI, M. BOCCARD
Autres membres :	Mme BOUCHET, Mme DUBY-MULLER, Mme DULIEGE, Mme GAY, Mme MAHUT, Mme METRAL, Mme REY, Mme TEPPE-ROGUET, Mme TERMOZ, M. AMOUDRY, M. BARDET, M. BAUD, M. BAUD-GRASSET, M. DAVIET, M. MORAND, M. PACORET, M. RUBIN
Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)	
Mme DION à Mme MAHUT, Mme GONZO-MASSOL à M. DAVIET	
Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :	
Mme CAMUSSO, Mme LHUILLIER, M. CHAVANNE, M. EXCOFFIER, M. PUTHOD	

Quorum et Délégations de vote vérifiés			
Membres en exercice :	**34**	**A l'unanimité**	
Présents :	**27**	**Voix Pour**	**28**
Représenté(e)(s) :	**2**	**Voix contre**	**0**
Suffrages Exprimés :	**28**	**Abstention(s)**	**1**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 22,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu les décrets portant statut particulier des cadres d'emplois dont relèvent les agents du Département,

Vu les décrets n° 2017-901, 2017-902 et 2017-903 du 09 mai 2017,

Vu la délibération n° CD-2017-033 portant fixation des taux d'avancement de grade, dont les dispositions sont intégralement remplacées par celles de la présente délibération,

Vu l'avis du Comité Technique du 04 avril 2019,

Vu l'avis favorable émis par la 8ème Commission Finances, Ressources Humaines, Administration Générale lors de sa réunion du 08 avril 2019.

Les visas ayant été rappelés, M. le Président expose que l'accord de 2016, portant modernisation des « Parcours Professionnels, des Carrières et des Rémunérations » (PPCR), prévoit une rénovation profonde du statut des agents publics sur une période s'échelonnant de 2016 à 2021.

Une des mesures phare de ce dispositif repose sur le passage de catégorie B à catégorie A des agents relevant des cadres d'emplois des Assistants Socio-Educatifs (ASE) et des Educateurs de Jeunes Enfants (EJE). Ce passage de catégorie a été effectif à compter du 1er février 2019 et s'est accompagné d'une refonte des cadres d'emplois visés avec le passage de 2 grades à 3 grades.

A compter de la même date, la réforme PPCR a également modifié la structure du cadre d'emplois des Conseillers Socio-Educatifs (CSE) avec le passage de 2 grades à 3 grades mais toujours au sein de la même catégorie d'emplois (catégorie A).

Les tableaux ci-dessous synthétisent les évolutions réglementaires décrites :

Anciens grades (catégorie B)	Nouveaux grades (catégorie A)
	Assistant Socio-Educatif *Classe exceptionnelle*
Assistant Socio-Educatif Principal	**Assistant Socio-Educatif** *1ère classe*
Assistant Socio-Educatif	**Assistant Socio-Educatif** *2ème classe*

	Educateur de Jeunes Enfants *Classe exceptionnelle*
Educateur de Jeunes Enfants *1ère classe*	**Educateur de Jeunes Enfants** *1ère classe*
Educateur de Jeunes Enfants *2ème classe*	**Educateur de Jeunes Enfants** *2ème classe*

Anciens grades (catégorie A)	Nouveaux grades (catégorie A)
	Conseiller Socio-Educatif *Classe exceptionnelle*
Conseiller Supérieur Socio-Educatif	**Conseiller Supérieur Socio-Educatif**
Conseiller Socio-Educatif	**Conseiller Socio-Educatif**

Sur un plan statutaire RH, il est nécessaire de délibérer sur les ratios d'avancement afin de prendre en compte les changements statutaires imposés par la réforme PPCR.

Pour rappel, l'article 49 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, dispose que :

« Le nombre maximum de fonctionnaires appartenant à l'un des cadres d'emplois ou corps régis par la présente loi, à l'exception du cadre d'emplois des agents de police municipale, pouvant être promus à l'un des grades d'avancement de ce cadre d'emplois ou de ce corps est déterminé par application d'un taux de promotion à l'effectif des fonctionnaires remplissant les conditions pour cet avancement de grade. Ce taux de promotion est fixé par l'assemblée délibérante après avis du comité technique ».

Il est demandé à l'Assemblée départementale de bien vouloir délibérer et statuer.

Le Conseil départemental,
après en avoir délibéré et enregistré l'abstention de M. MUDRY (momentanément absent de la salle des séances lors du vote),
à l'unanimité,

AUTORISE M. le Président à appliquer pour l'année 2019 et les années suivantes, sous réserve de modifications ultérieures éventuelles, les ratios d'avancement de grade suivants :

1- Pour la catégorie A : 35 % (arrondis à l'entier supérieur) sauf exceptions :

Avancement au grade de :	Décrets de référence	Ratios (taux)
Echelon spécial d'administrateur général	n° 87-1097	35 %
Administrateur hors classe	n° 87-1097	35 %
Echelon spécial d'attaché hors classe	n° 87-1099	35 %
Attaché principal	n° 87-1099	35 %
Classe exceptionnelle d'ingénieur général	n° 2016-200	35 %
Ingénieur en chef hors classe	n° 2016-200	35 %
Echelon spécial d'ingénieur hors classe	n° 2016-201	35 %
Ingénieur principal	n° 2016-201	35 %
Conservateur en chef (patrimoine)	n° 91-839	35 %
Conservateur en chef (bibliothèques)	n° 91-841	35 %
Attaché principal de conservation du patrimoine	n° 91-843	35 %
Bibliothécaire principal	n° 91-845	35 %
Conseiller socio-éducatif hors classe	n° 2013-489	35 %
Conseiller supérieur socio-éducatif	n° 2013-489	35 %
Assistant socio-éducatif classe exceptionnelle	n° 2017-901	35 %
Assistant socio-éducatif 1ère classe	n° 2017-901	35 %
Educateur de jeunes enfants classe exceptionnelle	n° 2017-902	35 %
Educateur de jeunes enfants 1ère classe	n° 2017-902	35 %
Médecin hors classe	n° 92-851	100 %
Echelon spécial de médecin hors classe	n° 92-851	100 %
Médecin de 1ère classe	n° 92-851	100 %
Psychologue hors classe	n° 92-853	35 %
Sage-femme de classe exceptionnelle	n° 92-855	35 %
Sage-femme de classe supérieure	n° 92-855	35 %
Cadre supérieur de santé	n° 2016-336	100 %
Cadre de santé 1ère classe	n° 2016-336	100 %
Puéricultrice hors classe	n° 2014-923	35 %
Puéricultrice de classe supérieure	n° 2014-923	35 %
Infirmier en soins généraux hors classe	n° 2012-1420	35 %
Infirmier en soins généraux de classe supérieure	n° 2012-1420	35 %

2- Pour la catégorie B : 45 % (arrondis à l'entier supérieur) sauf exceptions :

Avancement au grade de :	Décrets de référence	Ratios (taux)
Rédacteur principal 1ère classe	n° 2012-924	45 %
Rédacteur principal 2ème classe	n° 2012-924	45 %
Technicien principal 1ère classe	n° 2010-1357	45 %
Technicien principal 2ème classe	n° 2010-1357	45 %
Assistant de conservation principal 1ère classe	n° 2011-1642	45 %
Assistant de conservation principal 2ème classe	n° 2011-1642	45 %
Technicien paramédical de classe supérieure	n° 2013-262	45 %

3- Pour la catégorie C : 55 % (arrondis à l'entier supérieur) sauf exceptions :

Avancement au grade de :	Décrets de référence	Ratios (taux)
Adjoint administratif principal de 1ère classe	n° 2006-1690	55 %
Adjoint administratif principal de 2ème classe	n° 2006-1690	55 %
Adjoint administratif principal de 2ème classe (avec examen professionnel)	n° 2006-1690	100 %
Agent de maîtrise principal	n° 2016-1382	55 %
Adjoint technique principal de 1ère classe	n° 2006-1691	55 %
Adjoint technique principal de 2ème classe	n° 2006-1691	55 %
Adjoint technique principal de 2ème classe (avec examen professionnel)	n° 2006-1691	100 %
Adjoint du patrimoine principal de 1ère classe	n° 2006-1692	55 %
Adjoint du patrimoine principal de 2ème classe	n° 2006-1692	55 %
Adjoint du patrimoine principal de 2ème classe (avec examen professionnel)	n° 2006-1692	100 %

Délibération télétransmise en Préfecture
le 03 juin 2019,
Publiée et certifiée exécutoire
le 05 juin 2019,
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
Signé,
Le Président du Conseil départemental,
Christian MONTEIL

haute savoie
le Département

Extrait des Procès-Verbaux des Séances du Conseil départemental

SEANCE DU 27 MAI 2019

n° CD-2019-026

RAPPORTEUR : **M. BOCCARD**

OBJET : **REGIME DE MEDIATION EN CAS DE RUPTURE DU CONTRAT D'APPRENTISSAGE**

Le Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoqué le 13 mai 2019 s'est réuni en séance publique, à l'Hôtel du Département à Annecy sous la présidence de :

M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental

Présent(e)s :	
Vice-Président(e)s :	M. MUDRY, Mme TOWNLEY-BAZAILLE, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. PEILLEX, Mme LEI, M. BOCCARD
Autres membres :	Mme BOUCHET, Mme DUBY-MULLER, Mme DULIEGE, Mme GAY, Mme MAHUT, Mme METRAL, Mme REY, Mme TEPPE-ROGUET, Mme TERMOZ, M. AMOUDRY, M. BARDET, M. BAUD, M. BAUD-GRASSET, M. DAVIET, M. MORAND, M. PACORET, M. RUBIN
Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)	
Mme DION à Mme MAHUT, Mme GONZO-MASSOL à M. DAVIET	
Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :	
Mme CAMUSSO, Mme LHUILLIER, M. CHAVANNE, M. EXCOFFIER, M. PUTHOD	

Quorum et Délégations de vote vérifiés			
Membres en exercice :	**34**	**A l'unanimité**	
Présents :	**27**	**Voix Pour**	**28**
Représenté(e)(s) :	**2**	**Voix contre**	**0**
Suffrages Exprimés :	**28**	**Abstention(s)**	**1**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 22,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n° 209-32 du 18 janvier 2019 relatif aux compétences professionnelles exigées des maîtres d'apprentissage et au service chargé de la médiation en matière d'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial,

Vu l'avis favorable émis par la 8ème Commission Finances, Ressources Humaines, Administration Générale lors de sa réunion du 08 avril 2019.

Les visas ci-avant ayant été rappelés, M. le Président expose que le dispositif du contrat d'apprentissage a été récemment modifié, tout d'abord par la loi n° 2018-771 du 05 septembre 2018 dite « Avenir professionnel » qui a notamment porté l'âge limite de l'apprenti de 26 à 29 ans, réévalué la rémunération et le temps de travail des apprentis, et a assoupli les conditions de rupture du contrat en supprimant la procédure obligatoire devant le conseil des prud'hommes. Désormais, la rupture du contrat à l'initiative de l'employeur peut prendre la forme d'un licenciement, prononcé selon les règles du droit du travail en respectant la procédure de licenciement pour motif personnel et le cas échéant la procédure disciplinaire en cas :

- de force majeure,
- de faute grave,
- d'inaptitude de l'apprenti, sachant qu'aucune obligation de reclassement ne s'applique.

Si elle est à l'initiative de l'apprenti, la rupture du contrat doit obligatoirement être précédée d'une saisine d'un **médiateur**. Le décret n° 2019-32 du 18 janvier 2019 relatif, notamment, aux compétences professionnelles exigées des maîtres d'apprentissage est venu préciser les conditions de mise en œuvre de cette médiation.

Il prévoit notamment qu'en-dehors du cas de saisine obligatoire par l'apprenti, un médiateur est désigné lors de la conclusion d'un contrat d'apprentissage pour résoudre les différends entre l'employeur et l'apprenti ou son représentant légal au sujet de l'exécution ou de la rupture de ce contrat. Ces modifications du Code du Travail s'appliquent à tout nouveau contrat d'apprentissage conclu à compter du 1er janvier 2019.

Il est demandé à l'Assemblée départementale de bien vouloir délibérer et statuer.

Le Conseil départemental,
après en avoir délibéré et enregistré l'abstention de M. MUDRY (momentanément absent de la salle des séances lors du vote),
à l'unanimité,

AUTORISE M. le Président à appliquer les règles fixées dans la loi n° 2018-77 du 15 septembre 2018 et le décret n° 2019-32 du 18 janvier 2019, et de désigner le Centre de

Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Haute-Savoie comme médiateur pour le compte du Département.

ADOPTE la mise en place du régime de médiation en cas de rupture du contrat d'apprentissage à compter du 1er janvier 2019.

Délibération télétransmise en Préfecture
le 03 juin 2019,
Publiée et certifiée exécutoire
le 05 juin 2019,
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
Signé,
Le Président du Conseil départemental,
Christian MONTEIL

haute savoie
le Département

Extrait des Procès-Verbaux des Séances du Conseil départemental

SEANCE DU 27 MAI 2019

n° CD-2019-027

RAPPORTEUR : **M. MONTEIL**

OBJET : **RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITÉ DES SERVICES AU TITRE DE L'ANNÉE 2018**

Le Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoqué le 13 mai 2019 s'est réuni en séance publique, à l'Hôtel du Département à Annecy sous la présidence de :

M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental

Présent(e)s :	
Vice-Président(e)s :	M. MUDRY, Mme TOWNLEY-BAZAILLE, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. PEILLEX, Mme LEI, M. BOCCARD
Autres membres :	Mme BOUCHET, Mme DUBY-MULLER, Mme DULIEGE, Mme GAY, Mme MAHUT, Mme METRAL, Mme REY, Mme TEPPE-ROGUET, Mme TERMOZ, M. AMOUDRY, M. BARDET, M. BAUD, M. BAUD-GRASSET, M. DAVIET, M. MORAND, M. PACORET, M. RUBIN
Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)	
Mme DION à Mme MAHUT, Mme GONZO-MASSOL à M. DAVIET	
Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :	
Mme CAMUSSO, Mme LHUILLIER, M. CHAVANNE, M. EXCOFFIER, M. PUTHOD	

Quorum et Délégations de vote vérifiés			
Membres en exercice :	**34**	**A l'unanimité**	
Présents :	**27**	**Voix Pour**	**28**
Représenté(e)(s) :	**2**	**Voix contre**	**0**
Suffrages Exprimés :	**28**	**Abstention(s)**	**1**

Vu l'article L.3121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'avis favorable émis par la 8ème Commission Finances, Ressources Humaines, Administration Générale lors de sa réunion du 06 mai 2019.

Les visas ci-avant ayant été rappelés, M. le Président rappelle que l'article L.3121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales lui fait obligation de rendre compte à l'Assemblée départementale, par un rapport spécial, de la situation du Département, de l'activité et du financement des services.

Si le rapport annuel d'activité des services répond à l'obligation d'information et de transparence, la présentation de ce document est aussi l'occasion de rappeler les missions, les moyens mis en œuvre, et les orientations stratégiques données par la collectivité départementale, en s'attachant à faire ressortir les faits les plus marquants.

Ce rapport d'activité témoigne du rôle déterminant que joue le Département en matière de cohésion sociale et territoriale. Par l'exercice de ses missions de service public, le Département incarne en effet un acteur de proximité incontournable auprès des usagers, et une collectivité ressource auprès des territoires.

M. le Président remercie M. le Directeur Général ainsi que les Services pour cet important travail de formalisation, de quantification, de synthèse et d'analyse, réalisé pour la préparation de ce document.

Il est demandé à l'Assemblée départementale de bien vouloir donner acte de la présentation de ce rapport.

Le Conseil départemental,
après en avoir enregistré l'abstention de M. MUDRY (momentanément absent de la salle des séances lors du vote),
à l'unanimité,

PREND ACTE de la présentation du rapport d'activité des services au titre de l'année 2018, joint en annexe.

Délibération télétransmise en Préfecture
le 03 juin 2019,
Publiée et certifiée exécutoire
le 05 juin 2019,
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
Signé,
Le Président du Conseil départemental,
Christian MONTEIL

Rapport d'Activité des Services

2018

L’édito du Président

Premier partenaire public, soucieux d’animer et de dynamiser la Haute-Savoie, le Conseil départemental agit chaque jour pour la qualité de vie des Haut-Savoyards.

Aménageur du territoire, garant des solidarités, le Département développe le territoire de la Haute-Savoie avec un double enjeu : assurer le dynamisme local tout en préservant la qualité de notre environnement. Sa volonté s’inscrit fermement dans un souci d’aménagement harmonieux et de préservation de notre espace, véritable capital environnemental.

Sur toute la Haute-Savoie, 3000 agents sont présents dans plus de 130 métiers, répartis dans 5 filières administrative, technique, culturelle, sociale et médico-sociale. Ces femmes et ces hommes sont là au plus proche des usagers afin de répondre au mieux à leurs besoins quotidiens.

Mais au-delà de sa tâche qui s'effectue principalement en respect de ses compétences obligatoires et qui se traduit par de nombreux investissements, la collectivité doit dès aujourd'hui se confronter à de nouveaux défis : l'évolution du contexte économique, des modes de vie, des institutions et de leurs ressources financières.

Pour assurer ses missions le Département dispose d'un budget d'un milliard d'euros et s'appuie à l'occasion de ses décisions, sur 34 conseillers départementaux représentant 17 cantons. Les pages qui suivent présentent les actions de l'année écoulée. Elles permettent de réaliser le volume et l'étendue de son engagement quotidien auprès des communes et des habitants.

Véritable panorama des missions qu'assume le Département, ce rapport d'activité 2018 illustre l'action politique de la collectivité mais il annonce aussi les grands axes de nouveaux aménagements qui permettront encore plus d'harmonie et de bien être dans un pays réputé être parmi le plus attractif et dynamique de France.

Christian Monteil
Président du Département

SOMMAIRE

- **DGA ASS – DIRECTION GENERALE ADJOINTE ACTION SOCIALE ET SOLIDARITE**
  - PPE - PÔLE DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE
  - PPMI-PS - PÔLE DE LA PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE ET PROMOTION DE LA SANTE
  - PGH – PÔLE DE LA GERONTONLOGIE ET DU HANDICAP
  - PPDS – PÔLE DE LA PREVENTION ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL
- **DGA IST – DIRECTION GENERALE ADJOINTE INFRASTRUCTURES ET SUPPORTS TECHNIQUES**
  - PR - PÔLE ROUTES
  - PBM - PÔLE BÂTIMENTS ET MOYENS
- **DGA DT – DIRECTION GENERALE ADJOINTE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL**
  - PATDD - PÔLE ANIMATION TERRITORIALE ET DEVELOPPEMENT DURABLE
  - PCP – PÔLE CULTURE ET PATRIMOINE
  - PEJS – PÔLE EDUCATION JEUNESSE ET SPORT
  - PAD – PÔLE ARCHIVES DEPARTEMENTALES
  - SB – SAVOIE BIBLIO
- **DGS – DIRECTION GENERALE DES SERVICES**
  - PRH – PÔLE RESSOURCES HUMAINES
  - PISIUN – PÔLE INNOVATION SYSTEMES D'INFORMATION ET USAGES NUMERIQUES
  - PAJ – PÔLE AFFAIRES JURIDIQUES
  - PFCG – PÔLE FINANCES ET CONSEIL EN GESTION
  - ASSEMBLEE – SERVICE DE L'ASSEMBLEE
  - PÔLE COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE
- **DIRECTION DU CABINET**
  - SERVICE RECEPTIONS ET ACCUEIL
  - UNITE PROTOCOLE ET MANIFESTATIONS

DGA ASS

DIRECTION GENERALE ADJOINTE

ACTION SOCIALE ET SOLIDARITE

- PPE - PÔLE DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE
- PPMI-PS - PÔLE DE LA PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE ET PROMOTION DE LA SANTE
- PGH – PÔLE DE LA GERONTONLOGIE ET DU HANDICAP
- PPDS – PÔLE DE LA PREVENTION ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL

DIRECTION GENERALE ADJOINTE ACTION SOCIALE ET SOLIDARITE

Principales missions

En 2018, le DGA ASS regroupait 4 pôles :

- Le pôle Prévention et Développement Social (PPDS),
- Le pôle Protection Maternelle et Infantile – Promotion de la Santé (PMI-PS),
- Le Pôle Gérontologie et Handicap,
- Le Pôle Protection de l'Enfance.

La DGA ASS coordonne la mise en œuvre des compétences sociales du Département, Chef de file de l'action sociale et des orientations ou projets décidés par le Conseil Départemental. Elle pilote la rédaction des schémas départementaux prévus par la Loi.

Ces dernières années, la mise en œuvre des actions de solidarité au sein du département a été fortement impactée par les évolutions législatives, que ce soit par la nouvelle répartition des compétences ou le nouveau découpage du bloc communal, issus des lois NOTRé ou MAPTAM, ou par des modifications des pratiques (protection de l'enfant, adaptation de la société au vieillissement, réforme du droit d'asile, modernisation du système de santé, modernisation de la justice, etc..).

Ce mouvement de fond a conduit l'exécutif départemental à engager en 2018 une réflexion visant à territorialiser l'organisation des services sociaux départementaux pour améliorer la coordination de l'action sociale par une offre de service de proximité et une approche globale de la situation des usagers, pour renforcer la coopération avec les territoires et disposer d'outils d'observation adaptés et réinterroger les réponses sociales et éducatives du Département face aux mutations diverses.

En effet, le dynamisme démographique et économique du Département n'occulte pas les difficultés croissantes d'une partie de la population dont l'accompagnement nécessite la co-construction de solutions innovantes avec les partenaires locaux et les bénéficiaires du service public.

La nouvelle organisation SOLI74.ORG sera déclinée progressivement à compter du 1er juin 2019.

Effectifs 2018

Catégorie	Effectifs
A	253
B	386
C	277

Observations : il convient d'ajouter 184 assistants familiaux relevant du pôle de la protection de l'enfance.

Budget 2018

L'action sociale et la solidarité ont représenté 41 % des dépenses réelles du budget du Département.

En 2018, le secteur social se décompose comme suit :

Réalisé :

En M€	Fonctionnement	Investissement	Total
Dépenses	332 891 678	13 489 307	346 380 985
Recettes	66 681 712	5766	66 687 478

Principaux faits marquants de l'année 2018

L'élaboration de trois nouveaux schémas structurants pour le secteur social et médico-social a été initiée en 2018 en vue d'une validation lors du premier semestre 2019 :

Le premier schéma départemental de l'Autonomie 2019/2023 (incluant les personnes âgées et les personnes handicapées),

Le Plan Départemental d' Insertion par l'Emploi,

Le Plan Départemental d'Action pour l'Hébergement et le Logement des Personnes Défavorisées.

L'écriture du règlement départemental d'action sociale a fait l'objet d'une attention particulière en vue de son approbation en 2019.

En matière de prévention précoce chez les enfants, un dispositif innovant « Petit pas grand pas » a été mis en place en Haute-Savoie.

Dans le domaine de la protection de l'Enfance, le département a adopté une nouvelle feuille de route de la prévention spécialisée pour développer l'approche partenariale des besoins des jeunes et rajeunir le public cible de la prévention spécialisée sur la tranche d'âge prioritaire de 8 à 16 ans.

Les différentes politiques du secteur social et médico-social du Conseil Départemental de la Haute-Savoie contribuent en outre à soutenir plus de 150 associations intervenant dans ces champs.

S'agissant de l'accueil des Mineurs Non Accompagnés, le Département a poursuivi et amplifié la création de places nouvelles pour faire face à l'afflux massif de ces jeunes (+ 250 % en 2 ans).

Enfin, le projet SOLI74.org de réorganisation et territorialisation des services sociaux s'est déployé d'avril à décembre 2018 dans le cadre d'une co-construction concertée au sein des services du département.

DIRECTION GENERALE ADJOINTE ACTION SOCIALE ET SOLIDARITE

Pôle Protection de l'Enfance

Principales missions

- Repérage des enfants en danger ou en risque de danger (Cellule Enfance en Danger) et signalement à l'autorité judiciaire par les chefs de service des territoires
- Décisions d'admission à l'Aide Sociale à l'Enfance (aide à domicile, alternative au placement, placement) sur mandats administratif et judiciaire
- Autorisation, contrôle, tarification et financement des établissements et services ; évaluation du dispositif à partir de son observation
- Recrutement et gestion de carrière des assistants familiaux
- Délivrance de l'agrément en vue d'adoption, accueil et prise en charge des pupilles de l'Etat et suivi de leur adoption.

Effectifs 2018

Catégorie	Effectifs
A	**36**
B	**116**
C	**40**
Total	**192**
Assistants familiaux (agents non titulaires des collectivités territoriales)	**184**

Observations :
En raison du surcroit d'activité dans plusieurs secteurs, 5 contractuels en renfort ont été recrutés au cours de l'année 2018 (dont 3 postes pour les Mineurs non accompagnés, y compris un agent recruté pour une durée de 3 mois pour travailler sur une mission de recensement des dépenses relatives aux MNA. 1 poste d'auxiliaire de vie professionnelle auprès d'un agent d'accueil au service de l'accueil de familial) .
1 contrat en CUE (informatisation) et 4 stagiaires ont été accueillis sur l'année 2018

Budget 2018

Le budget (réalisé) :

En M€	Fonctionnement	Investissement	Total
	79 914 954,87 €	**1 540 779,03 €**	**73 773 922**

Répartition par thématiques :

Objet	Fonctionnement	Investissement	Total
Etablissements	65 518 986,48 €	1 540 779 €	67 059 765,51 €
Accueil Familial	11 205 529,33 €	0	11 205 529,33 €
Autres	3 188 439,06 €	0	3 188 439,06 €

Le budget du pôle de la Protection de l'Enfance est principalement un budget d'intervention. Le taux de réalisation s'est élevé à **99,44 %** en dépenses de fonctionnement et de 51,36% en dépenses d'investissement.

Une section d'investissement a été ouverte en DM2 pour le financement des opérations d'investissements des établissements. Les crédits de paiement des autorisations de programmes votés en 2018 non consommés (1 459 220,97 €) sont reportés au BS 2019.

	Globalement, la répartition du réalisé entre les trois grands groupes de dépenses est la suivante : • **81,99 %** des dépenses sur les établissements (placements et alternatives au placement), • **14,02 %** sur les assistants familiaux et services habilités de placement familial (salaires et allocations), • **3,99 %** sur les autres dépenses (principalement les Techniciens de l'Intervention sociale et Familiale et les remboursements entre départements par mise en jeu des règles de compétences financières). Les recettes sont minimes au titre de cette compétence obligatoire du Département ; la prévision s'élevait à 1 508 000 € et elle a été réalisée à 1 285 897.19 €, soit à 85.27 % des prévisions. Le traitement des recettes en voie dématérialisée s'est poursuivi en 2018 avec déploiement sur le secteur des établissements de protection de l'enfance (traitement par E Sedit et E parapheur) . L'engagement des dépenses et l'émission des recettes représentent une activité importante avec 5 875 mandats et titres.

Principaux faits marquants de l'année 2018	**<u>I - Les chiffres clés de l'activité de la protection de l'enfance au 31 12 2017</u>**
	
	• 3023 informations préoccupantes ; 12,09 en moyenne, par jour où le service est ouvert.
	• 485 signalements, 1,94 par jour en moyenne.
	• 3071 enfants et familles concernés par une mesure de protection de l'enfance.
	• 1712 enfants ou familles soutenus à leur domicile (Action Educative à Domicile - AED, Action Educative en Milieu Ouvert – AEMO - avec et sans hébergement, accueil de jour administratif et judiciaire, Techniciennes d'Intervention Sociale et Familiale -TISF
	• 1359 enfants placés dont :
	  o 1164 sous la protection directe du Président du Conseil Départemental dont :
	  ▪ 16 Pupilles
	  ▪ 970 enfants placés par le juge (dont 300 MNA)
	  ▪ 104 enfants placés à la demande des parents
	  ▪ 50 MNA mis à l'abri
	  ▪ 74 Jeunes majeurs
	  o 111 auprès de particuliers, et 12 auprès d'établissements
	• 40 mères et 32 enfants pris en charge au titre de l'accueil mère-enfant
	• 79 % mesures judiciaires, 21 % mesures administratives
	• 963 places à temps complet en établissements dont 166 places pour les Mineurs Non Accompagnés
	• 184 familles d'accueil
	• 518 places d'alternatives au placement
	• 53 places développant des actions innovantes (accompagnement des personnes dignes de confiance, équipe mobile du DEAT)

- 50 postes de Travailleurs Sociaux exerçant des mesures éducatives à domicile (Action Educative à Domicile AED et Action Educative en Milieu Ouvert AEMO).
- Adoption : 56 demandes d'agrément en vue d'adoption déposées ; 19 agréments délivrés et 6 refus notifiés

II - Gestion du dispositif de protection de l'enfance

Globalement, on enregistre de nouveau une forte progression de l'activité : le nombre d'enfants et de familles concernés par une action en protection de l'enfance progresse de plus de 7 % par rapport à l'année 2018.

Cette augmentation est principalement liée à la progression du nombre de MNA, dont les effectifs sont passés de 224 MNA au 31 décembre 2017 , à 350 un an plus tard, soit près de 60 % d'augmentation. Cette donnée ne constitue pas le reflet exact de l'intensité de l'activité, puisque, entre le 1er janvier et le 31 décembre 2018, par le jeu des entrées et des sorties, 666 MNA ont été concrètement pris en charge.

Afin de préserver le dispositif d'accueil à temps complet « classique » et pour lui permettre de d'assurer sa mission de protection des mineurs maltraités, le Département a fait le choix de mettre en place des dispositifs dédiés au public MNA, en lui offrant une prise en charge adaptée. Dans ce cadre, tout en maintenant l'effort accompli en 2017, 103 places supplémentaires ont été créées en 2018. Néanmoins, malgré cet effort significatif, et compte tenu de la brusque augmentation observée à compter de l'été 2018, près de 80 MNA restent hébergés en Hôtel en fin d'année.

L'arrivée constante de jeunes se déclarant mineurs et non accompagnés nécessite une coordination de l'action du Département, de l'Etat et de l'autorité judiciaire, dès la phase d'évaluation de la personne se déclarant comme telle, jusqu'à sa majorité. Dans cet objectif, un protocole d'accord a été signé entre les 3 institutions, 14 décembre 2018.

Outre le recours renforcé au dispositif dédié MNA, afin de trouver des marges de manœuvre dans l'offre de service auprès des mineurs en danger et en risque de danger, le dispositif d'alternatives au placement a de nouveau été redynamisé avec la création de 76 places en 2018. Le cumul de création de places d'alternative des exercices 2017 et 2018 s'élève à 141 places, conduisant, à contenir, voire à diminuer le nombre de mineurs placés à temps complet.

Dans ce même mouvement, le Département a lancé un appel à projets, en vue de la création de 30 places d'accueil de jour (15 places en accueil judiciaire conjointement avec l'état et 15 places en accueil administratif) sur Saint-Julien-en-Genevois, secteur jusqu'à présent découvert pour ce type d'équipement. Les commissions de sélection se sont tenues les 13 novembre (Accueil Judiciaire) et 7 décembre (Accueil Administratif), avec arrêtés d'autorisation pris en début d'année 2019.

L'évaluation du dispositif expérimental d'accueil transitoire (DEAT) a été réalisée en 2018, conjointement avec l'ARS. A l'issue de cette évaluation, un nouveau dispositif est mis en œuvre comprenant :

- Deux structures d'hébergement relevant chacune d'une des deux autorités
  - Un internat de 7 places, relevant de l'ARS : un ITEP renforcé de répit
  - Une maison d'enfants de 12 places, relevant du Département, comprenant une offre de service diversifiée (internat de 8 places dont 2 en formule de répit de MECS ou de famille d'accueil, hébergement en micro collectif de 3 places, et 1 place de prise en charge en semi autonomie pour préparer la majorité) afin de pouvoir accueillir des mineurs âgés de 10 à 15 ans à l'admission, rencontrant des difficultés de socialisation majeures : une maison d'enfants renforcée
- Une équipe mobile, dont la capacité est étendue à 40 places, avec double autorisation et double financement Département/ARS ; réservée aux mineurs et jeunes majeurs relevant de l'ASE

III - Aspects de gestion de ressources humaines

- ***Formation*** *:*

- Une action de formation sur le délaissement parental et la tutelle des mineurs a été menée avec plusieurs jours de formation destinés aux cadres de la Protection de l'Enfance ainsi qu'à tous les professionnels. 42 agents PPE ont participé le 29 mai 2018 et 19 cadres ont participé à la journée formation/action sur le même thème les 15 et 18 juin 2018. Cette formation a été conduite dans l'objectif de préparer la mise en place de la commission de suivi du statut des enfants confiés (CESSEC).
- Plusieurs actions de formations collectives (interculturalité, accueil public présentant des troubles psychologiques, violence conjugale, recueil parole de l'enfant, grandir avec un parent présentant des troubles psychologiques) se sont déroulées sur les circonscriptions en transversalité avec les autres directions sociales.
- 15 agents ont participé à une journée de formation collective transversale le 15 mai 2018 matin sur les Caractéristiques psychologiques et psychopathologiques des mineurs non accompagnés.
- 53 agents ont participé à une journée départementale sur l'Intervention Educative à Domicile (IED) le 27 novembre 2018
- 57 agents ont bénéficié de supervision et d'analyse de la pratique
- **Santé prévention :**
- Le PPE a traité 3 protocoles agressions.

DIRECTION GENERALE ADJOINTE ACTION SOCIALE ET SOLIDARITE

Pôle Protection Maternelle et Infantile - Promotion de la Santé

Principaux faits marquants de l'année 2018	**Contexte** : Les difficultés de recrutement dans les professions médicales et paramédicales en cadres de santé, et en remplacements d'infirmières-puéricultrices et de sages-femmes génèrent une couverture du territoire insuffisante et une baisse de l'activité (sauf nombre d'enfants vus en consultations d'infirmière puéricultrice et consultations médicales) avec ciblage obligatoire des suivis individuels et développement d'actions collectives afin de suppléer cette baisse. **Actions phares 2018 :** - Lancement du dispositif de renforcement de prévention précoce « Petits Pas Grands Pas » - Suivi du CAMSP 74 / Dysfonctionnements avérés mis en exergue par une inspection ARS, nomination d'un administrateur provisoire; - Suivi santé des Mineurs Non Accompagnés (MNA) : mise en place d'une consultation médicale spécifique sur Annecy ; - Poursuite et mise en production de l'informatisation du Pôle PMI-PS (dématérialisation des dossiers patients, de la gestion des actions collectives) ; - Ouverture d'une consultation vaccination à Annemasse, et d'un créneau supplémentaire à St Julien en Genevois pour répondre aux besoins ; - Lancement de la rédaction du Règlement Départemental de l'Aide Sociale (RDAS) ; - Finalisation et signature du Schéma Départemental des Services aux Familles **Chiffres-clés** - Centres de Planification et d'Education Familiale (CPEF) : augmentation globale des actes de consultations médecins et sages-femmes (4724 soit + 7%), et du nombre d'entretiens des conseillères conjugales et familiales (4307 soit + 7%) ; - Consultations médicales pédiatriques : 2852 enfants suivis (+375) et 5721 actes réalisés (+320) ; - Consultations infirmières-puéricultrices (CIP) : 9973 accueils (+537) pour 4287 enfants suivis (+290) - Bilans enfants de 3-4 ans : 5287 dépistages infirmiers (- 589) soit 55 % des enfants à voir, et seulement 289 vus par les médecins (-51) accaparés par l'accompagnement technique /protection de l'enfance ; - Suivis complexes (=situations médico psycho sociales difficiles et suivies hors protection enf) : 1594 (-110) ; - Informations préoccupantes : légère baisse des IP traitées par la PMIPS (797 évaluées par la PMIPS 871 en 2017 soit - 74 en 1 an), dont 73 ont été sans suite ; - Nombre d'enfants placés à l'ASE vus en bilan santé : 298 (+49) sur 1164 (+105) au total dont 116 en famille d'accueil, 146 en établissement et 36 en alternative au placement) ; - Suivis pré et postnataux effectués par les sages-femmes : 743 patientes suivies (-134) ; - 258 établissements d'accueil du jeune enfant suivis (multi-accueil, crèches, haltes

	garderies, mini crèches, micro crèches, jardins d'enfants) pour 6424 places ; - 355 accueils de loisirs extra scolaires ou accueil de loisirs périscolaires et centres de vacances (+28) accueillant des enfants de moins de 6 ans suivis pour 14 204 places (+1540) ; - 27 maisons d'assistantes maternelles (MAM) depuis la première en 2009 pour 374 places (5 ouvertures en 2018) et 16 projet en cours ; - 5074 assistants maternels agréés (-159) et 219 assistants familiaux (+5). Cette activité est portée par 17 infirmières puéricultrices (baisse de 459 assistants maternels depuis 2016) ; - CCPD : 46 assistants maternels (+17) et 2 assistants familiaux convoqués, 22 personnes présentes, 34 retraits d'agréments assistants maternels et 1 assistant familial; - Augmentation des vaccinations tout public : 3438 personnes vaccinées en consultation (+511), 5608 doses vaccinales administrées (+1348) ; - 4762 collégiens de 6ème ont reçu une information santé (+ 1457) et 1560 ont eu un rattrapage vaccinal (+ 457) ; soit 27 collèges sur 58 visités ; - 317 personnes ont été vues en foyers d'hébergement ou autre lieu extérieur (+ 62) et 430 vaccins administrés (+93) ; - 6301 carnets de vaccination électroniques créés ; - Accueil médical gratuit : 59 personnes sans couverture sociale et dans une grande précarité ont été reçues pour 118 consultations ; - Accueil médical des Mineurs Non Accompagnés ouvert en mars 2018 : 154 jeunes reçus pour 356 consultations

DIRECTION GENERALE ADJOINTE ACTION SOCIALE ET SOLIDARITE

Pôle de la Gérontologie et du Handicap

Principales missions

Dans le champ de compétences d'action médico-sociale confié au Département, définir, organiser, évaluer les réponses apportées en terme de protection, d'aide administrative, sociale, psychologique et financière aux situations dont les conditions d'âge ou de handicap justifient l'intervention d'une action publique de solidarité.

Effectifs 2018

Filière	Effectifs = 234
Administrative	137
Médico-sociale	87
Technique	10
Services territoriaux	*100*

Budget 2018

Réalisé :

En €	Fonctionnement	Investissement	Total
Dépenses	181 051 006	2 918 880	183 969 886
Recettes	37 329 716	5 766	37 335 482

Répartition par thématiques (en dépenses nettes) :

Objet	Fonctionnement	Investissement	Total
Gérontologie	47 523 282	2 873 614	50 396 896
Handicap	96 033 108	39 500	96 072 608
Aides humanitaires	164 900	0	164 900

Principaux faits marquants de l'année 2018

L'année 2018 a été marquée par le pilotage de plusieurs chantiers déterminants pour la redéfinition des politiques du Département en faveur de l'Autonomie :

- Des travaux de bilan, d'analyse et de diagnostic ont été menés pour **préparer le futur « Schéma de l'autonomie** », qui couvrira la période 2019/2023 sur les champs de la gérontologie et du handicap. Une large concertation a été organisée début octobre sur une semaine qui a réuni plus de 250 personnes : élus, institutions, associations, professionnels..
- Un audit du fonctionnement des Services d'Aide à Domicile a été mené et la conclusion de Contrats Pluriannuels d'Objectifs et de Moyens avec 4 opérateurs intervenue dans le cadre de l'accord conventionnel signé avec la CNSA. Ces travaux préfigurent le **nouveau schéma départemental d'organisation des SAAD** à adopter en 2019.
- Un investissement aux côtés de la MDPH sur la mise en place de **La Réponse Accompagnée pour Tous (RAPT**) avec notamment une participation à la Commission Départementale de Veille.
- La poursuite du **projet « Autonomie 2020** », notamment concernant les deux actions pilotées directement par les professionnels du PGH : l'enquête menée auprès des usagers, familles et accompagnants sur l'utilisation des nouvelles technologies et l'expérimentation des voiles de lits avec détection de présence, en lien avec le Téléalarme.

	- Une collaboration avec le Service Conseil et Contrôle de Gestion sur la question de **transports scolaires des élèves handicapés** dont l'organisation doit revue pour la rentrée de septembre 2019 Elle a aussi vu une participation active du PGH au Projet de réorganisation **Soli74.org** au niveau de la préfiguration et des groupes de travail.

DIRECTION GENERALE ADJOINTE ACTION SOCIALE ET SOLIDARITE

Pôle de la Gérontologie et du Handicap

Service Accompagnement / Hébergement

Principales missions

La mission du service consiste à mettre à disposition des personnes âgées et handicapées de Haute-Savoie les services concourant au maintien à domicile et les établissements d'accueil et d'hébergement adaptés aux besoins recensés, tant au plan quantitatif que qualitatif, et en déterminer les moyens de fonctionnement dans le cadre des compétences dévolues en la matière au Conseil Départemental et conformément aux orientations de l'Assemblée Départementale.

Effectifs 2018

Catégorie	Effectifs
A	7
B	-
C	-

Budget 2018

Réalisé :

En €	Fonctionnement	Investissement	Total
	109 800 153	2 534 047	112 334 200

Répartition par thématiques :

Objet	Fonctionnement	Investissement	Total
Gérontologie	16 500 240	2 494 547	18 994 787
Handicap	68 207 184	39 500	68 246 684
Dotation aux SAAD	APA : 24 854 035 Aide sociale : 238 694	-	25 092 729

Principaux faits marquants de l'année 2018

▶ **Dans le domaine de la gérontologie**

Tableau des unités budgétaires tarifées en 2018

	Nb d'établissements ou de services	Capacité en hébergement permanent	Capacité en hébergement temporaire
EHPAD	60	5 095	148
Soins de longue durée	7	305	
Résidences autonomie	14	664	11
Total	**81**	**6 064**	**159**

En complément de ces places en hébergement, **142 places sont dédiées à l'accueil de jour.**

L'hébergement temporaire, tout comme l'accueil de jour, concourent aux dispositifs d'aide aux aidants et de maintien à domicile.

En EHPAD le prix de journée moyen est de **63,92 €.** (avec Gir 5-6 : 70,01 €)

Actualités :

- Transformation de l'accueil de jour de Cluses en accueil de jour itinérant (circuit sur Cluses-Magland-Taninges).
- Expérimentation d'un accueil de nuit au Grand Chêne à Vieugy - Seynod
- Programmation sur l'année de « visites de conformité » de l'ensemble des Résidences Autonomie du département assorties de préconisations
- Autorisation à titre expérimental d'un dispositif de répit à Megève au sein d'une résidence hôtelière.
- Labellisation d'une UHR à Sallanches qui devient ainsi la 2ème du département après celle de Bonneville.

Plusieurs EHPAD ont débuté des travaux de reconstruction et/ou réhabilitation :

- Reconstruction de l'EHPAD Le Val De l'Aire et de l'USLD Les Lauriers à St Julien en Genevois (ouverture prévue en septembre 2019)
- Reconstruction de La Tonnelle à Seynod : regroupement des activités de SSR et SLD gérées par le CHANGE et les associations La Marteraye et Santé Bien-Etre (ouverture prévue en septembre 2019)
- Réhabilitation des Edelweiss à Ambilly (EHPAD géré par le CHAL) : fin des travaux en 2019
- Extension de l'EHPAD Le Val d'Arve à Sallanches (démarrage des travaux en octobre 2018)
- Réhabilitation des Corbattes à Marnaz (EHPAD géré par le CHAL) : démarrage prévu fin 2019

	▶ **<u>Dans le domaine du handicap</u>** - La campagne budgétaire 2018 est à nouveau marquée par des directives fortes de maitrise des dépenses compte tenu d'une part, du contexte économique et institutionnel dans lequel s'inscrivent les prévisions de ressources de la Collectivité Départementale et d'autre part, pour ce qui concerne plus spécifiquement le PGH, de la forte progression du budget dédié au secteur du handicap prévue pour les prochaines années du fait notamment de deux appels à projet lancés en 2018 et 2019. - Signature de deux CPOM en 2018 avec les deux opérateurs les plus importants du département : APEI DE THONON ET DU CHABLAIS et AAPEI ANNECY ET SES ENVIRONS. - L'effort de création de places s'est ralenti en 2018 (+5 places) notamment par extension non importante et transformation de places existantes. <u>Plusieurs établissements ont débuté des travaux de reconstruction et/ou réhabilitation</u> : - Reconstruction du pôle habitat « travailleurs » géré par l'AAPEI d'ANNECY ET SES ENVIRONS sur le site de Cruseilles Construction sur le même site et gérés par la même association d'appartements de soutien pour personnes handicapées vieillissantes pour 24 places - Réhabilitation / extension des hébergements gérés par NOUS AUSSI CLUSES assorties de la création de 10 lits de foyer de vie (places effectives en 2019) - Réhabilitation des locaux destinés à accueillir l'accueil de jour géré par l'ARCHE 74 sur le site de VEYRIER-DU-LAC (ouverture des places en 2019) ▶ **<u>Dans le domaine de l'aide à domicile</u>** Un travail important d'audit a été diligenté et la conclusion du CPOM intervenue avec 4 opérateurs.

DIRECTION GENERALE ADJOINTE ACTION SOCIALE ET SOLIDARITE

Pôle de la Gérontologie et du Handicap

Service Pôle Expertise Médico-sociale

<table>
<tr><td>Principales missions</td><td>Contribuer au développement, au suivi et au contrôle des structures et services en faveur des personnes âgées et handicapées, en apportant une analyse « médicale » concernant l'adéquation des structures et des prises en charge aux besoins des populations, les projets et les besoins nouveaux, ceci en lien étroit avec « le service du contrôle des établissements et organisations ».

Assurer la cohérence départementale d'intervention des équipes de terrain et leur apporter un conseil technique.</td></tr>
<tr><td>Effectifs 2018</td><td>
<table>
<tr><th>Catégorie</th><th>Effectifs</th></tr>
<tr><td>A</td><td>10</td></tr>
<tr><td>B</td><td>4</td></tr>
<tr><td>C</td><td>1</td></tr>
</table>
</td></tr>
<tr><td>Budget 2018</td><td>Répartition par thématiques :
<table>
<tr><th>Objet</th><th>Fonctionnement</th></tr>
<tr><td>Accueil familial</td><td>41 247</td></tr>
<tr><td>Consultations APA</td><td>128 994</td></tr>
<tr><td>Subventions</td><td>174 500</td></tr>
</table>
</td></tr>
<tr><td>Principaux faits marquants de l'année 2018</td><td>L'activité du service « Pôle Expertise médico-sociale » a été à nouveau marquée en 2018 par les difficultés liées à l'absence de médecins.

Une organisation a été mise en place pour assurer la continuité de service. Des adaptations régulières des plannings et affectations ont dû être imaginées.
Outre les activités classiques auprès des équipes et sur les situations complexes, il faut souligner l'implication des professionnels dans les actions structurelles dans le cadre des filières gérontologiques, du fonctionnement des dispositifs MAIA.
Le médecin référent départemental pour la gérontologie s'est quant à lui particulièrement investi dans les travaux du projet Interreg « Autonomie 2020 », en lien avec le service Téléalarme. Il demeure un acteur déterminant dans la garantie de la qualité des prestations (participation CTLM, inspections …).
Pour le médecin référent handicap, présent jusqu'à août 2018, sa participation aux commissions cas critiques et le suivi des dossiers concernés constituent une activité soutenue.</td></tr>
</table>

	La Mission d'expertise médico-sociale comporte depuis août 2014 deux conseillères techniques qui interviennent sur les deux champs de la gérontologie et du handicap. Leur activité se partage entre le central et les territoires. Une répartition des équipes de territoires en cohérence avec les filières gérontologiques a été effectuée : une conseillère technique pour le Chablais et le Bassin annécien et une conseillère technique pour la Vallée de l'Arve et le Genevois. Au titre des missions au central, elles participent aux réunions départementales du pôle expertise, des territoires, et aux réunions avec les cadres de la direction. Elles contribuent au recrutement et à l'accueil des nouveaux arrivants, à l'élaboration du plan de formation et à l'élaboration des protocoles d'intervention et des procédures. Auprès des équipes, les conseillères techniques interviennent en appui sur les questions de pratiques professionnelles. Elles contribuent à l'accompagnement technique des gestionnaires de cas du dispositif MAIA avec le médecin départemental de gérontologie. Au cours de l'année 2018 une des deux conseillères techniques a fait valoir son droit à la retraite. Afin d'assurer une continuité dans le soutien technique apporté aux équipes, dans un contexte de changements à venir, une organisation provisoire a été mise en place à compter du 1er septembre 2018 : une assistante sociale assure en intérim certaines missions du poste.

DIRECTION GENERALE ADJOINTE ACTION SOCIALE ET SOLIDARITE

Pôle de la Gérontologie et du Handicap

Service Aides Individuelles

<table>
<tr><td>Principales missions</td><td>▶ Améliorer la prise en charge des personnes âgées et handicapées en perte d'autonomie en leur permettant de recourir aux aides dont elles ont besoin pour l'accomplissement des actes de la vie courante nonobstant les soins qu'elles sont susceptibles de recevoir, qu'elles résident en établissement ou à domicile.

Pour la mise en œuvre de ces missions, le service est structuré en plusieurs cellules ayant chacune des procédures spécifiques (Aide Sociale Départementale, Allocation Personnalisée d'Autonomie en établissement, Allocation Personnalisée d'Autonomie à domicile, Prestation de Compensation du Handicap).

▶ Prendre en charge les frais de transport scolaire des élèves handicapés.</td></tr>
<tr><td>Effectifs 2018</td><td><table><tr><td>Catégorie</td><td>Effectifs</td></tr><tr><td>A</td><td>2</td></tr><tr><td>B</td><td>4</td></tr><tr><td>C</td><td>19</td></tr></table></td></tr>
<tr><td>Budget 2018</td><td>Répartition par thématiques :<table><tr><td>Objet</td><td>Fonctionnement</td></tr><tr><td>Transports scolaires PH</td><td>4 711 266</td></tr><tr><td>Frais de séjours PA</td><td>16 559 424</td></tr><tr><td>Frais de séjours PH</td><td>70 149 189</td></tr><tr><td>ACTP</td><td>1 432 897</td></tr><tr><td>Aide sociale</td><td>238 694</td></tr><tr><td>APA à domicile</td><td>33 144 937</td></tr><tr><td>APA en établissement</td><td>22 961 143</td></tr><tr><td>PCH – 20 ans</td><td>6 263 229</td></tr><tr><td>PCH +20 ans</td><td>21 102 727</td></tr></table></td></tr>
<tr><td></td><td></td></tr>
</table>

Principaux faits marquants de l'année 2018	▶ **L'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA)** Nombre de bénéficiaires au 31 décembre 2018 : - **8 399 à domicile** (+ 554 bénéficiaires par rapport au 31/12/2017) - **4 554 en établissement** (- 116 bénéficiaires par rapport au 31/12/2017) Le nombre de nouvelles demandes pour le domicile est toujours important : 3 707 nouveaux dossiers reçus (3 640 en 2017). Pour l'APA en établissement, le nombre de nouveaux dossiers traités a été de 1 441 en 2018. L'activité du service est toujours particulièrement soutenue du fait de la mise en œuvre de la loi ASV et des modifications importantes à intégrer du fait de la réforme de la prestation et des révisions de dossiers à opérer. ▶ **La Prestation de Compensation du Handicap (PCH)** Depuis sa mise en œuvre, en janvier 2006, la Prestation de Compensation du Handicap à domicile est en augmentation régulière. Les 3 instructeurs valorisent les plans personnalisés de compensation élaborés par les équipes territorialisées du handicap et décidés par la Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées (CDAPH). Le nombre de bénéficiaires PCH au 31 décembre 2018 s'élève à **3 060 personnes handicapées,** soit + 115 bénéficiaires supplémentaires à 2017. PCH adultes : Le nombre de demandes traitées est de **2 001 demandes** pour 2 323 demandes en 2017. PCH enfants **: 541 demandes ont été traitées** (465 en 2017) concernant 296 enfants. Par ailleurs, une commission ad hoc interne au service et en lien avec la MDPH, examine les demandes émanant des bénéficiaires de la PCH pour ajuster les aides prises en charge par la PCH en fonction de l'évolution de leur situation : **359 demandes ont été ainsi traitées en 2018.** ▶ **Le contrôle de l'effectivité de l'aide : APA et PCH** Les 2 prestations sont des aides en nature destinées à couvrir des dépenses nécessaires au maintien à domicile des personnes âgées et/ou handicapées. Le contrôle de la mise en place des aides préconisées dans les plans d'aide et les plans de compensation relève des services du Département. → Le contrôle de l'APA : En 2018, ce sont **854 dossiers qui ont été contrôlés et ont donné lieu à récupérations pour un montant de 465 547,68 €.** → Le contrôle de la PCH : **719 dossiers pour un montant total de 241 159 €.**

	Par ailleurs, le contrôle, dès lors qu'il y avait rétroactivité de la décision d'attribution de la PCH, a été effectué a priori, **évitant le versement de sommes indues d'un montant total de 54 170 € (227 dossiers concernés).** ► **<u>La prise en charge des frais de transport des élèves handicapés</u>** Le Code de l'Education donne compétence au Département du domicile d'un élève handicapé scolarisé en milieu ordinaire, quel que soit l'établissement fréquenté, pour prendre en charge ses frais de déplacement entre son logement et son lieu de scolarisation, s'il présente un handicap dont la gravité médicalement établie nécessite un transport adapté. Année scolaire 2017-2018 **= 457 élèves.** Le budget engagé à ce titre est de **4 711 265,98 €.** Plus de 50% des enfants sont transportés en taxi. Une étude a été diligentée sur cette activité avec le concours du Service Conseil et Contrôle de Gestion au cours du dernier trimestre 2018 qui doit aboutir à des préconisations pour optimiser les coûts. ► **<u>L'aide sociale Départementale</u>** L'activité est en légère baisse avec 1 413 décisions (contre 1 593 en 2017). Au 31/12/2018, le nombre de bénéficiaires s'établit à 201 pour l'ACTP et à 113 pour l'aide à domicile. 1 443 personnes handicapées sont prises en charge en Foyer d'hébergement, Foyer de vie, Foyer d'accueil médicalisé … 692 personnes âgées sont prises en charge pour hébergement. Pour 213 d'entre elles l'obligation alimentaire est appelée. ► **<u>L'activité liée aux procédures contentieuses et spécifiques</u>** La mise en œuvre des récupérations qui a concerné 106 dossiers en 2018 ont permis de récupérer **2 094 690 €.** Après une baisse en 2017 le montant de récupération augmente en 2018 (1 567 969 € en 2017).

DIRECTION GENERALE ADJOINTE ACTION SOCIALE ET SOLIDARITE

Pôle de la Gérontologie et du Handicap

Service Administration Générale

Principales missions

L'activité du service se décline selon 2 grands secteurs d'intervention : personnes âgées et personnes handicapées.

Le responsable du service est chargé plus spécialement :

- de la préparation du budget de la Direction de la Gérontologie & du Handicap ;
- du suivi de l'exécution de ce budget ;
- de statistiques à caractère social.

Effectifs 2018

Catégorie	Effectifs
A	1
B	1
C	16

Budget 2018

Réalisé :

En €	Fonctionnement	Investissement	Total
	181 051 006	2 918 880	183 969 886

Répartition par thématiques (en dépenses brutes) :

Objet	Fonctionnement	Investissement	Total
Gérontologie	74 496 493	2 494 547	76 991 040
Téléalarme	46 746	384 833	431 579
Handicap	106 342 867	39 500	106 382 367
Aides humanitaires	164 900	0	164 900

Principaux faits marquants de l'année 2018

Concernant les taux de réalisation des budgets Gérontologie (101,18 %) et Handicap (101,93 %), le constat est fait d'un dépassement des prévisions budgétaires.

Pour la Gérontologie, 1,51 M € supplémentaires ont été nécessaires pour permettre le rattachement des charges à l'exercice en ce qui concerne les frais d'hébergement en établissements pour personnes âgées Au final, par compensation avec des imputations budgétaires excédentaires, le dépassement s'élève à 0.81 M €.

	Pour le Handicap, 0,52 M € ont été mobilisés pour garantir le paiement des factures de transport scolaire des élèves handicapés et 1,05 M € pour les frais d'hébergement en établissements pour personnes handicapées. Enfin, la PCH a nécessité 0,44 M € supplémentaires pour faire face aux paiements mensuels des allocations et aux factures des prestataires. Au total, 2.01 M€ supplémentaires ont été nécessaires. Les taux de réalisation des recettes constatées en 2018, respectivement 96,78 % pour la Gérontologie et 106,80 % pour le Handicap, bien que supérieurs à 2017, ne compensent pas la hausse des dépenses. Le Département a finalisé en 2018 la mise en œuvre de la dématérialisation de la chaîne comptable et financière, répondant ainsi au délai fixé par la Loi au 1er janvier 2019. Les gestionnaires comptables se sont pleinement investis et ont contribué à leur niveau à la réalisation de ce projet. A noter les dysfonctionnements importants inévitables auxquels ils ont dû faire face avec, en parallèle, une disponibilité moindre de la hotline SEDIT. L'installation du parapheur électronique a parachevé la dématérialisation en permettant le visa et la signature électroniques des différents pièces comptables. Les agents de l'unité informatique transversalité ont été mobilisés dans un groupe de travail qui a produit divers scénarii en vue de la réorganisation de la DGAASS au 1er juin 2019. Pour ce qui est de l'investissement, les subventions d'équipement octroyées par le Département pour la construction ou la réhabilitation des EHPAD s'élèvent à 2.494 M €. Certaines aides ont été différées suite aux retards rencontrés dans la réalisation des travaux. Elles feront l'objet d'un report partiel sur le budget 2019 dans le cadre du Budget Supplémentaire. Le montant des subventions d'équipement octroyées pour la construction ou la réhabilitation d'établissements pour personnes handicapées a été de 0.039 M€. Certaines aides ont été différées suite à un retard constaté dans la réalisation des travaux ou dans la transmission des décomptes définitifs et feront l'objet d'un report sur le budget de 2019 dans le cadre du Budget Supplémentaire.

DIRECTION GENERALE ADJOINTE ACTION SOCIALE ET SOLIDARITE

Pôle de la Gérontologie et du Handicap

Services Téléalarme et Gérontechnologies

<table>
<tr><td>Principales Missions</td><td>Mettre en place des outils de prévention et de secours auprès des personnes âgées, handicapées et isolées afin d'améliorer la sécurité et de favoriser le maintien à domicile.

Evaluer et apporter des technologies permettant de faciliter et de sécuriser la vie quotidienne des personnes à domicile.

Apporter des réponses adaptées aux besoins spécifiques des personnes âgées touchées par la maladie d'Alzheimer.</td></tr>
<tr><td>Effectifs 2018</td><td>
<table>
<tr><td>Catégorie</td><td>Effectifs</td></tr>
<tr><td>A</td><td>1</td></tr>
<tr><td>B</td><td>1</td></tr>
<tr><td>C</td><td>12</td></tr>
</table>
</td></tr>
<tr><td>Budget 2018</td><td>Réalisé :
<table>
<tr><td>En €</td><td>Fonctionnement</td><td>Investissement</td><td>Total</td></tr>
<tr><td>Dépenses</td><td>46 746</td><td>384 833</td><td>431 579</td></tr>
<tr><td>Recettes</td><td>1 490 390</td><td>-</td><td>1 490 390</td></tr>
</table>
</td></tr>
<tr><td>Principaux faits marquants de l'année 2018</td><td>▶ <u>Missions générales</u>
• Installer et maintenir en bonne condition de fonctionnement les équipements aux domiciles des personnes âgées et/ou handicapées
- 7 870 abonnés à la téléalarme
- 100 équipements spécifiques d'adaptation au handicap
- 11 abonnés à la Géolocalisation
• Hotline téléphonique technique et administrative auprès des abonnés, des aidants et des partenaires
• Ecoute et gestion des écoutes du réseau de la téléalarme. (266 appels par jour)
• Organisation des secours après qualification des alarmes des bénéficiaires et des travailleurs isolés

▶ <u>Chiffres clés</u>
• 5 454 interventions à domicile
• 97 139 appels dont :
- 4 713 chutes et malaises
- 3 079 déplacements sapeurs-pompiers et régulations médicales</td></tr>
</table>

	▶ **<u>Projets en cours</u>**
	• Appel à candidature sur nouvelles solutions de géolocalisations et de téléassistances
	• Réflexion sur modernisation du logiciel, permettant la simplification des procédures et la mise en place de la dématérialisation
	• Etude technique et de faisabilité de nouvelles solutions :
	  o Objets connectés
	  o Téléalarme mobile
	  o Détection de chute automatique
	• Projet INTERREG - Autonomie 2020 (Action 4)
	• Conférence des financeurs

DIRECTION GENERALE ADJOINTE ACTION SOCIALE ET SOLIDARITE

Pôle de la Gérontologie et du Handicap

Services Territorialisés

<table>
<tr><td>Principales Missions</td><td>Assurer les évaluations médico-sociales des usagers demandeurs des prestations et contribuer à la déclinaison des actions des schémas départementaux.
Les services Territoriaux sont organisés sur la base des 4 circonscriptions d'action médico-sociales et sont constitués chacun d'EMS (équipes médico-sociales dédiées gérontologie), d'ETH (Equipes Territoriales du Handicap) et de dispositifs MAIA.</td></tr>
<tr><td>Effectifs 2018</td><td>
<table>
<tr><td>Catégorie</td><td>Effectifs</td></tr>
<tr><td>A</td><td>24</td></tr>
<tr><td>B</td><td>37</td></tr>
<tr><td>C</td><td>27</td></tr>
</table>
</td></tr>
<tr><td>Budget 2018</td><td>Aucuns crédits gérés directement par les services territoriaux</td></tr>
<tr><td>Principaux faits marquants de l'année 2018</td><td>
Par mesure de simplification, n'est présentée ci-après que l'activité des équipes sur les territoires en lien avec l'évaluation des prestations (APA et PCH).

Dans le champ de la gérontologie, au niveau territorial, comme au niveau central, l'activité a été marquée par les évolutions réglementaires, notamment par les dispositions nouvelles issues de la loi d'adaptation de la Société au Vieillissement. Des organisations et procédures nouvelles ont été mises en place et le rôle d'information des TMS auprès des usagers renforcé.

Le tableau récapitulatif qui suit montre l'évolution par territoire des 1ères demandes, renouvellements et réévaluations pour 2018 et la progression globale du volume de dossiers à traiter sur 3 ans.

Globalement, le nombre de premières demandes continue de progresser.
<table>
<tr><td></td><td colspan="5">ANNEE 2018</td><td>ANNEE 2017</td><td>ANNEE 2016</td></tr>
<tr><td></td><td>BA</td><td>VA</td><td>CH</td><td>GE</td><td>TOTAL</td><td>TOTAL</td><td>TOTAL</td></tr>
<tr><td>1ères demandes</td><td>1449</td><td>895</td><td>671</td><td>584</td><td>3599</td><td>3 452</td><td>3 509</td></tr>
<tr><td>Renouvellements</td><td>248</td><td>169</td><td>77</td><td>30</td><td>454</td><td>837</td><td>465</td></tr>
<tr><td>Réévaluations</td><td>678</td><td>463</td><td>301</td><td>222</td><td>1664</td><td>1 527</td><td>1 732</td></tr>
<tr><td>TOTAL</td><td>2375</td><td>1527</td><td>1049</td><td>836</td><td>5717</td><td>5 816</td><td>5 706</td></tr>
</table>
</td></tr>
</table>

Les dossiers de PCH :

	BA		VA		CH		GE		TOTAL	
	2018	**2017**	**2018**	**2017**	**2018**	**2017**	**2018**	**2017**	**2018**	**2017**
1ères demandes Adultes et enfants	**185**	199	**128**	123	**100**	106	**119**	92	**532**	**520**
Renouvellements adultes et enfants	**115**	139	**167**	188	**98**	99	**129**	163	**509**	**589**
Réexamens Adultes et enfants	**188**	161	**90**	106	**37**	21	**77**	85	**392**	**373**
TOTAL	**488**	**499**	**385**	**417**	**235**	**226**	**325**	**340**	**1433**	**1482**

Globalement l'activité est stable.

DIRECTION GENERALE ADJOINTE ACTION SOCIALE ET SOLIDARITE

Pôle de la Prévention et du Développement Social

Principales missions	Le PPDS met en œuvre de nombreuses actions en faveur : - de l'insertion sociale et professionnelle des plus fragiles, de l'accès et du maintien dans le logement des personnes défavorisées, de prévention en direction de l'enfance et de la jeunesse, du soutien financier aux ménages en difficultés de subsistance ; et gère l'allocation RSA. Ces interventions, avec l'ensemble des partenaires, structures et associations s'effectuent au plus près du terrain par des actions individuelles ou collectives. Le lancement du projet Soli74.org, de réorganisation des services de la DGA ASS s'inscrit dans un objectif nouveau, celui de simplifier les dispositifs de solidarité, de rapprocher et de croiser les politiques publiques autour de la construction du parcours des usagers favorisant une approche globale et décloisonnée des situations. Les perspectives s'agissant du PPDS sont via une Direction du Développement et de l'Inclusion Sociale de : - territorialiser et de dématérialiser les aides financières afin de simplifier les circuits et procédures en améliorant la célérité de la réponse à l'usager, - regrouper les thématiques du logement et de l'insertion au sein d'un même service visant à permettre une réflexion globale sur le parcours des ménages accompagnés, - adopter une démarche de développement social dans le cadre de l'action sociale de proximité exercée au sein des PMS et en partenariat avec les acteur locaux dans un souci de replacer l'habitant au cœur de nos dispositifs et procédures.
Effectifs 2018	354 agents, répartis selon les catégories suivantes : catégorie A : 34 agents catégorie B : 206 agents catégorie C : 114 agent

Budget 2018	Il s'élève à 78 476 688 € dont : Dépenses fonctionnement 69 627 040 € Dépenses investissement 8 849 648 € Recettes fonctionnement 29 189 600 € Il est répartit de la manière suivante : - Insertion Emploi : 56 941 040 € (fonctionnement) - Prévention Logement dont Habitat : 5 400 000 € (fonctionnement) 8 684 648 € (investissement) - Enfance Jeunesse et Famille : 7 236 000 € (fonctionnement) 165 000 € (investissement) - Documentation (DGASS) : 50 000 € (fonctionnement)
Principaux faits marquants de l'année 2018	**Le renouvellement des 2 schémas directeurs :** le PDIE 2019-2023 définit la politique départementale d'accompagnement social et professionnel à destination des bénéficiaires du RSA et le PDALHPD 2020-2024 a pour objet de proposer des solutions aux situations de mal logement toujours nombreuses en permettant de soutenir l'accès et le maintien dans le logement des personnes défavorisées. Il s'agit d'impulser sur les territoires une logique partenariale par le biais de l'élaboration du nouveau pacte territorial d'insertion, véritable opportunité pour renforcer ce partenariat afin de conjuguer au mieux les compétences, les moyens de l'ensemble des institutions et acteurs concourant à l'inclusion sociale des publics les plus fragiles. **Au 31 décembre 2018 on dénombrait 8167 allocataires RSA** à la charge financière du Département (contre 7900 en janvier 2018). - le Département finance 25 structures portant 76 ateliers et chantiers d'insertion. En 2018, 1089 personnes, dont 430 allocataires du RSA, ont bénéficié d'un contrat aidé au sein de ces structures. A l'issue de ce parcours, 50% de ces personnes ont retrouvé un emploi ou sont entrés en formation qualifiante. Parallèlement, **le Département finance des actions adaptées et met en place des accompagnements personnalisés et renforcés** pour ceux qui sont en démarche d' insertion et qui rencontrent des problèmes multiples sur le plan de la mobilité, la santé et la qualification : 33000 personnes ont bénéficié d'un de ces dispositifs. En complémentarité, à travers la mobilisation du Fonds Social Européen à hauteur d'un million d'euros par an, le Département développe de nouvelles modalités d'intervention en matière d'insertion vers l'emploi. L'année 2018 a vu la mise en œuvre **des nouvelles orientations du Département en matière de prévention spécialisée**, avec un public cible 8-16 ans. Une nouvelle feuille de route a été votée en janvier 2018 avec la

	création de comités techniques territoriaux permettant une approche partenariale au plus près des besoins des jeunes et la mise en œuvre d'actions innovantes. A titre d'exemple, la mise en circulation d'un véhicule itinérant pour aller vers les jeunes et pour les 16-18 ans, la mise en place de plates-formes mineurs de remobilisation en partenariat avec les 4 MLJ. Pour la 10ème année consécutive, **le PPDS contribue à la formation des Forces de l'Ordre sur les violences intrafamiliales** (3 sessions, 80 gendarmes concernés) en collaboration avec la Déléguée aux Droits des Femmes, les associations ESPACE FEMMES et AVIJ, la Gendarmerie et la Police, les cadres territoriaux et travailleurs sociaux du Département. A ce titre, et face à l'augmentation du nombre de femmes victimes de violence conjugales reçue en PMS, le PPDS a développé sur Rumilly le dispositif « Entr'Elles » qui permet à ces femmes de se rencontrer et de s'exprimer dans un cadre sécurisé et bienveillant encadré par les professionnels du PMS. Depuis l'ouverture en mars, près de 30 femmes ont bénéficié de cet accueil collectif.
Chiffres clés	Porte d'entrée de l'action sociale départementale, **le Pôle Médico-Social (PMS) est un lieu d'écoute, d'accueil, d'information, d'orientation, et d'accompagnement.** Il est composé de travailleurs sociaux et médico-sociaux (Assistantes Sociales, Educateurs, Conseillères en Economie Sociale et Familiale, d'infirmières Puéricultrices) et de secrétaires. Ces professionnels sont au service des usagers pour les aider à améliorer leur condition de vie, les guider dans leur insertion et dans l'éducation de leurs enfants. Au nombre de 30, repartis sur l'ensemble du Territoire Haut-Savoyard, les PMS et leurs équipes ont accueilli cette année 19 700 foyers et réalisé plus de 58 300 entretiens, principalement pour des questions d'accès aux droits, de budget et d'enfance. **Le PPDS a instruit et étudié 15 700 dossiers individuels d'aides** afin de soutenir les ménages ne disposant pas de ressources suffisantes pour faire face à leur quotidien, dont 6100 pour l'accès et le maintien dans le logement et l'hébergement, 9441 dossiers pour les aides financières et 838 dossiers pour les mesures d'accompagnement. **Le PPDS apporte son soutien à près de 100 associations** intervenant principalement dans le domaine de l'insertion, de la jeunesse et de la famille et cela dans le cadre d'une politique principalement volontariste de lutte contre les exclusions.

	OBJECTIFS 2019 Vote en Assemblée Départementale du PDIE (signature du PTI par les principaux partenaires de l'insertion) et du PDALHPD. Lancement d'une concertation avec les acteurs de l'habitat en vue de l'élaboration d'un Schéma Départemental de l'Habitat. Le lancement de la territorialisation et la dématérialisation des cinq fonds d'aides destinés à apporter un soutien financier aux usagers accompagnés par un travailleur social. Le territoire de la Vallée de l'Arve est identifié comme site pilote de l'expérimentation avant un déploiement généralisé prévu fin 2019-début 2020. A compter du 1er juin 2019, la nouvelle organisation se mettra en place progressivement, intégrant les orientations découlant du plan pauvreté, notamment l'accueil inconditionnel, l'approche globale des situations et le référent de parcours. La mise en place d'équipes dédiées sur les Directions de territoires pour renforcer l'accompagnement des parcours des bénéficiaires du RSA et le développement de la Garantie d'Activité dans une logique de « travail d'abord » inspirée de la Garantie Jeunes dans laquelle le Département s'est impliqué activement dès le début. Au-delà des nouvelles modalités d'articulation entre les directions thématiques et les territoires, c'est un nouvel état d'esprit qu'insuffle soli74.org, celui d'une approche partagée des situations et d'une volonté de simplification de l'action publique au profil des usagers.

DGA IST

DIRECTION GENERALE ADJOINTE

INFRASTRUCTURES ET SUPPORTS TECHNIQUES

- PR - PÔLE ROUTES

- PBM - PÔLE BÂTIMENTS ET MOYENS

DIRECTION GENERALE ADJOINTE INFRASTRUCURES ET SUPPORTS TECHNIQUES

<table>
<tr>
<td>Principales missions</td>
<td>La Direction Générale Adjointe Infrastructures et Supports Techniques (IST) a un rôle de :
- Management au sein de ses 2 Pôles : Pôle Routes ; Pôle Bâtiments et Moyens.
- Coordination : elle oriente, analyse, conseille.
- Participation aux différentes Commissions.
- Organisation et/ou participation à différentes réunions sur place ou à l’extérieur.
- Participation à la Direction Générale des Services.

Elle veille à l’application des décisions émanant des Elus, du Cabinet et de la Direction Générale des Services.

Elle assure une mission de transversalité au sein des Directions du Département.</td>
</tr>
<tr>
<td>Effectifs 2018</td>
<td>
<table>
<tr><th>Catégorie</th><th>Effectifs</th></tr>
<tr><td>A</td><td>2</td></tr>
<tr><td>B</td><td>1</td></tr>
<tr><td>C</td><td>0</td></tr>
</table>
</td>
</tr>
</table>

DIRECTION GENERALE ADJOINTE INFRASTRUCURES ET SUPPORTS TECHNIQUES

Pôle Routes

Principales missions

- Gérer le domaine public routier départemental eu égard notamment aux usagers, aux riverains et aux tiers, et maintenir en permanence sur le réseau un niveau de service de qualité (état, conditions de circulation, nuisances,...) permettant à l'usager de circuler dans de bonnes conditions de sécurité, de fluidité et de confort.
- Analyser, concevoir, proposer et aménager un réseau routier départemental assurant les meilleures conditions de sécurité, de fluidité, de confort et adapté aux besoins socio-économiques de déplacement de la population.
- Gérer la flotte de véhicules « berlines » pour le Département

Objectifs en matière d'entretien et d'exploitation

- Maintenir en permanence sur le réseau un niveau de service de qualité (état, conditions de circulation,...) permettant à l'usager de circuler dans de bonnes conditions de sécurité et de confort.
- Entretenir les chaussées, les dépendances, les équipements de la route, les ouvrages d'art, les ouvrages de protection de falaises, les dispositifs d'assainissement, afin d'assurer la sécurité des usagers et la meilleure pérennité de ce patrimoine

Objectifs en matière de gestion du domaine public

- Veiller à ce que tous les actes de gestion soient effectués dans le sens de la protection, de la conservation, voire de l'amélioration du patrimoine routier départemental (sécurité, qualité, fluidité)

Objectifs en matière d'investissement

- Assurer la conservation structurelle et patrimoniale du réseau routier départemental, pour les chaussées, ouvrages d'art et dépendances.
- Poursuivre la modernisation du réseau existant (élargissement, aménagements ponctuels, mise aux normes) et son adaptation aux contingences de développement et de sécurité

Effectifs 2018

Catégorie	Effectifs au 31/12/2018
A	38
B	115
C	482

Observations : + 60 personnes (53 auxiliaires de déneigement et 7 vacataires) pour l'hiver 2018/2019, mais 18 postes non pourvus (dont 1 poste de vacataire)

Budget 2018

Réalisé :

En €	Fonctionnement	Investissement*	Total
	16 471 528	90 752 750	107 224 278

** Hors subventions, avances, acomptes*

Répartition par thématiques :

Objet	Fonctionnement	Investissement	Total
Entretien Routier	6 117 121		6 117 121
Viabilité Hivernale	4 454 240		4 454 240
Matériel*	4 675 884	1 509 769	6 185 653
Etudes routières		3 635 317	3 635 317
Conservation Patrimoine		34 106 907	34 106 907
Aménagement réseau		27 222 137	27 222 137
Déviations		14 906 456	14 906 456
Amgt Environnement		917 603	917 603
Bâtiments & MG	856 418	346 226	1 202 644
Acquisitions foncières	367 925	3 041 433	3 409 358

** y compris achat matériel non-roulant*

Principaux faits marquants de 2018

- Un taux de consommation de crédits en investissement de 96 %, plus fort taux pour le budget le plus élevé de ces dernières années. Malgré un environnement contraint (dématérialisation, MAJ de logiciels, nouvelle interface I-parapheur…), les services se sont mobilisés pour atteindre cet objectif.
- Une année marquée par les difficultés de recrutement, tant sur des postes de titulaires que sur les renforts hivernaux (ex pour la VH, 18 postes non pourvus, dont 1 poste de vacataire)
- Dématérialisation de la chaîne comptable et financière (yc mise en place d'I-parapheur)
- Choix du changement de la couleur fluo des vêtements Haute Visibilité pour les agents du Pôle Routes (abandon du jaune fluo au profit d'une mise en place progressive du orange fluo et bleu bugatti)

	• Mise en place de Logau et des boitiers télématiques pour les berlines du Département • Passage du Tour de France 2018 et de la cyclosportive du Tour de France, avec le franchissement du plateau des Glières • Auscultation des chaussées sur le réseau E et L. Intégration des résultats sous ASTER • Suite à l'accident du pont de Gênes/Italie, point sur la surveillance des infrastructures du Département (surveillance des ponts & murs classés IG 4+…) qui confirme un bon état général des ouvrages sur le réseau RD 74 • Dématérialisation complète du suivi des patrouilles (PRISM sur tablettes numériques embarquées) • Obtention des DUP pour l'aménagement des RD 3508 (entre l'échangeur de l'hôpital et l'échangeur de Gillon) et RD 1508 (sur Sillingy et Epagny Metz-Tessy) • LOLA : achèvement du programme et des études, réalisation de la concertation publique. • Tempête Eléanore : gestion de la crise et des travaux d'urgence pour rétablir la circulation publique et la sécurité TRAVAUX : • Contournement de Marignier-Thyez : mise en service de la 1ère tranche (section RD 19 ouest/RD 26, L = 1,6 km) et début des travaux de la seconde phase • Poursuite des travaux des déviations de Poisy et Pringy • Lancement et notification des marchés de travaux pour le doublement de l'échangeur de Gillon (RD3508 x RD1508). • 2ème phase de création d'une galerie de protection contre les éboulements de la RD 328 à La Ravine (Taninges) sur la période estivale (réouverture à la circulation début décembre comme prévu). • Etude et travaux de protection de la RD 308 contre les avalanches, réalisation de 4 passerelles provisoires pour skieurs, pour permettre de garder un itinéraire de remplacement lors d'évènement à La Ravine. • Achèvement des travaux d'aménagement de la traversée des Villards/Thônes.

	• Poursuite des études de protection de la RD 1005 contre les chutes de blocs et éboulements à Meillerie. • Tenue de l'enquête du projet de réalisation de la liaison Machilly/Thonon et de la suppression des passages à niveau n°65 et n°66 sur la commune de Perrignier (MO externe : Etat/ SNCF Réseau). • Poursuite de l'étude de réaménagement du Nœud d'Etrembières (MO externe : Annemasse Agglo).

DIRECTION GENERALE ADJOINTE INFRASTRUCURES ET SUPPORTS TECHNIQUES

Pôle Routes

Moyens opérationnels

<table>
<tr><td>Principales missions</td><td>Direction adjointe « support » chargée de fournir aux autres services du pôle Routes les moyens de travailler : moyens humains, financiers et comptables :
Préparer, proposer et assurer l'exécution du budget d’investissement du PÔLE ROUTES. Elaborer et suivre l’ensemble de la programmation
Préparer, proposer et assurer l'exécution du budget de fonctionnement du PÔLE ROUTES.
Assurer le secrétariat général du PÔLE ROUTES.
Assurer la coordination et le fonctionnement général des services
Définir et optimiser les ressources humaines (effectifs, qualité, localisation) nécessaires à l’accomplissement des missions des services du PÔLE ROUTES.
Organiser la définition et la mise en œuvre de la démarche qualité du PÔLE ROUTES.
Permettre la passation et l'exécution des marchés publics et des commandes nécessaires à l'exécution du budget du PÔLE ROUTES dans le cadre du code des marchés publics
Assurer le secrétariat de la 3ème commission (instruction des dossiers, invitation, comptes rendus…)
Instruire et suivre les affaires foncières (régularisation, dossiers parcellaires, DUP…) et les cessions foncières en lien avec le mandataire foncier et le service du Patrimoine
Elaborer, gérer et suivre les conventions d’autorisation de voirie, d’entretien et de financement
Répartir le produit des amendes de police</td></tr>
<tr><td>Effectifs 2018</td><td><table><tr><td>Catégorie</td><td>Effectifs</td></tr><tr><td>A</td><td>5</td></tr><tr><td>B</td><td>8</td></tr><tr><td>C</td><td>19</td></tr></table></td></tr>
</table>

Budget 2018

Réalisé :

En M€	Fonctionnement	Investissement	Total
	2 506 604	8 863 896*	11 370 500

** hors avances/acomptes et subventions*

Répartition par thématiques :

Objet	Fonctionnement	Investissement	Total
Entretien Routier	1 844 777		1 844 777
Bâtiments & MG	293 902	5 160	299 062
Acquisition Foncière	367 925	3 041 434	3 409 359
Amgt réseau		5 311 538	5 311 538
Etudes RD		303 512	303 512
Matériel non roulant		202 252	202 252

Principaux faits marquants de l'année 2018

Service SPAF

- Un taux de consommation de crédits en investissement de 96 %, plus fort taux pour le budget le plus élevé de ces dernières années.
- 125 délibérations, 181 dossiers, 93 conventions

Service Administration Comptabilité et Marchés :

- Dématérialisation de la chaîne comptable et financière
- Mise en place d'I-parapheur
- Prise en charge de la totalité du mandatement de DAGP

Service Personnel, Formation et Prévention :

- Mise en place d'une gestion par enveloppe financière pour les formations et création outil de suivi
- Choix du changement de la couleur fluo des vêtements Haute Visibilité pour les agents du Pôle Routes (abandon du jaune fluo au profit d'une mise en place progressive du orange fluo et bleu bugatti)
- Mise en place des formations AIPR avec des formateurs internes à destination des agents contractuels pour la viabilité hivernale (100 % de réussite aux examens)

DIRECTION GENERALE ADJOINTE INFRASTRUCURES ET SUPPORTS TECHNIQUES

Pôle Routes

Direction Adjointe Parc

Principales missions

- Programmer et acheter les matériels roulants et équipements
- Réceptionner et préparer le matériel neuf
- Entretenir la flotte de véhicules roulants et leurs équipements (mécanique, carrosserie, peinture)
- Gérer la flotte des véhicules roulants et équipements.
- Assurer des travaux électriques des installations industrielles fixes du Parc et du PÔLE ROUTES.
- Réaliser des revêtements de chaussée (enduits superficiels + PATA)
- Réaliser des travaux de marquage horizontal, balayage, curage fossés
- Poser et entretenir des glissières de sécurité
- Renforcer les effectifs des CERD pour la viabilité hivernale
- Réaliser des contrôles d'enrobés, enduits, terrassement, OA, sel…
- Acheter et gérer les stocks de fournitures nécessaires à l'entretien de la flotte, les marchandises et gérer les stocks d'EPI du PÔLE ROUTES.
- Assurer la gestion comptable, administrative et analytique des activités du Parc
- Rédiger et suivre les marchés du Parc

Effectifs 2018

Catégorie	Effectifs
A	4
B	23
C	58
OPA	0

Budget 2018

BUDGET PRINCIPAL

Réalisé :

En €	Fonctionnement	Investissement	Total
	6 014 071	1 307 517*	7 321 588

** hors avances/acomptes et subventions*

Répartition par thématiques :

Objet	Fonctionnement	Investissement	Total
Entretien RD	1 036 343		1 036 343
Bâtiment et MG	255 032		255 032
Entretien matériel :			
Achat et requalification matériel roulant et équipement	117 551	1 307 517	1 425 068
Pièces détachées et consommables	1 924 718		1 924 718
Sous-traitance réparation mat. roulant	320 489		320 489
Carburant	1 950 842		1 950 842
Contrôles techniques et taxes	42 971		42 971
Assistance Parc, contrôles techniques			
Location matériel (VL et batteries)	351 900		351 900
Entretien cuves carburant	14 225		14 225

Principaux faits marquants de l'année 2018

Service de la gestion flotte-comptabilité-marché

Poursuite de la mise en œuvre de la nouvelle politique de gestion de la flotte automobile :

- Poursuite et mise en place du logiciel auto partage
- Préparation pour la mise en place des boitiers télématique des berlines du Département
- Lancement et attribution du marché des assurances « nouvelles procédures »
- Préparation du marché carte carburant

	Service des ateliers • Projet d'aménagement de l'atelier Annecy « station-service » en lien avec le pôle Bâtiments et Moyens • Poursuite des projets de reconstruction des annexes de Thonon et Bonneville, en lien avec le pôle Bâtiments et Moyens • Mise en place de la gestion technique des pneumatiques de la nouvelle flotte « hors Pôle routes » ***Service du laboratoire et travaux entretien routier*** • Réalisation des enduits superficiels à l'émulsion de bitume (chantier test) • Réalisation dans les temps pour le Tour de France des chantiers signalisation horizontale • Poursuivre l'agrément qualité du laboratoire « laboroute IDRRIM »

DIRECTION GENERALE ADJOINTE INFRASTRUCURES ET SUPPORTS TECHNIQUES

Pôle Routes

Direction Adjointe Gestion Routière

Principales missions

Direction Adjointe chargée de proposer aux élus et de coordonner ensuite la mise en œuvre sur le terrain des politiques :

- de gestion du domaine public routier,
- d'exploitation et de sécurité du réseau,
- de connaissance et d'entretien du patrimoine.

Effectifs 2018

Catégorie	Effectifs
A	7
B	16
C	12

Budget 2018

Réalisé :

En €	Fonctionnement	Investissement	Total
	857 859	1 533 639 €	2 391 498

En €	Fonctionnement	Investissement	Total
Entretien RD	811 808		811 808
Etudes routières		618 11	618 11
Conservation du patrimoine		915 528	915 528
Autres	46 051		46 051

Principaux faits marquants de l'année 2018

Pour la Sous-Direction DAGR :

✓ Fusion des deux services SOA et SERRN en milieu d'année.
✓ **Tour de France 2018.**
✓ Réécriture du règlement de voirie départementale.

SES (Service Exploitation et Sécurité) :

- Poursuite de la mise en place du référentiel de gestion et d'aménagement du réseau routier départemental
- Poursuite des démarches d'analyse des « itinéraires routiers » « de l'accidentalité et accidents mortels » « modalités d'exploitation » « cohérence de la signalisation» « niveaux de service ;
- Participation à la révision du schéma directeur de la signalisation touristique et d'animation ;
- Élaboration du Plan de Gestion de Trafic de la RD328 La Ravine ;
- Élaboration des DCE « signalisation horizontale » et « dispositifs de comptages routiers » ;

- Mise en place de la nouvelle procédure d'instruction des avis PÔLE ROUTES dans les documents d'urbanisme ;
- Élaboration avec SOA des itinéraires Transports Exceptionnels 72, 94 et 120 tonnes ;
- Mise en place de l'outil de suivi et d'instruction des DT/DICT ;
- Reprise des procédures de la SALEX, de son organisation et sa montée en puissance ainsi que celle du site INFOROUTE 74 ;
- Représentation du Département auprès de la préfecture pour tout ce qui est exploitation et sécurité routières.

SERRN (Service Entretien Routier et Risques Naturels) :

➢ Entretien routier :

- Auscultation des chaussées sur le réseau E et L. Intégration des résultats sous ASTER et formation ;
- Attribution rédaction des marchés multi conso 4 ans « enrobés tièdes et chauds » « thermomètres embarqués » « Météo » « Amiante et HAP » ;
- Viabilité Hivernale : Suivi, formations et assistance à l'APIEME ;

➢ Risques Naturels

- Gestion du contentieux Ouvrage de protection contre les Risques naturel (OPRN) au Val-de-Fier (RD14) ;
- Finalisation des études de risque : Chevenoz, la Clusaz ;
- Attribution marché sur Talloires et lancement des études ;
- Poursuite travail de recensement informatique OASIS des OPRN ;
- Marchés, programmation et suivi des Inspections Détaillées ;

SOA (Service Ouvrages d'Art) :

- Expertise technique auprès des arrondissements ;
- Animation / formation réseau des correspondants OA ;
- Surveillance des ponts & murs classés IG 4+
- Gestion du contentieux du pont de la Caille mémoire en appel.
- Maîtrise d'œuvre Travaux / Ponts d'Alby, Pyrimont, la Thiollière.
- Etudes préliminaires des ponts de Marignier, d'Etrembières, de l'Abîme et avec le grand Annecy du Viaduc courbe ;
- Inspection des murs > 2 m et spécifiques (37 ouvrages) éditions des PV des murs < 2 m pour préparer la campagne 2019,
- OASIS : finalisation de l'harmonisation des 1 600 ponts avec ASTER - Tests sur tablettes pour valider le projet de dématérialisation des saisies (OKAPI)

	SCM SIG (Service coordination métier et SIG) : • Dématérialisation complète du suivi des patrouilles sur le réseau (PRISM sur tablettes numériques embarquées) • Suivi des opérations d'aménagements immobiliers . • Etablissement des programmes fonctionnels de construction du CERD d'Annecy Ouest et du point d'appui de La Glacière • Réflexion sur le redécoupage de l'Arrondissement d'Annecy ➢ Unité SIG • Opérations courantes d'administration de la plateforme SIG web du Pôle Routes (ASTER). • Fin du traitement des problèmes fonctionnels récurrents pour la modification du graphe linéaire routier sous GEOMAP2015. • Poursuite de la diffusion des consignes d'utilisation d'ASTER • Suivi du projet « Programmation Routière » pour le volet SIG. **Service Coordination Réglementation et contentieux :** • Regroupement des unités comptables. • Pilotage du groupe de travail sur la gestion du Domaine public • Suivi des contentieux de la Direction des Routes en lien avec le Pôle Affaires Juridique • Classement et Déclassement des RD • Poursuite de la saisie des compte rendus de commission sous ASTER • Rédaction des pièces administratives et suivi des procédures pour les marchés de la sous-direction • Instruction des dossiers assurances « Responsabilité civile » • refonte de la politique avec la Fédération Départementale des Chasseurs 74 concernant la grande faune

DIRECTION GENERALE ADJOINTE INFRASTRUCURES ET SUPPORTS TECHNIQUES

Pôle Routes

Direction Adjointe Grands Projets

Principales missions

La Direction Adjointe Grands Projets met en place les objectifs de la politique routière départementale en matière d'investissement qui sont d'une part de désenclaver certains secteurs en améliorant leur desserte par la création de liaisons nouvelles, et d'autre part de poursuivre la modernisation du réseau existant (élargissement, aménagements ponctuels, mise aux normes) et son adaptation aux contingences de développement et de sécurité.

Elle est en charge des dossiers d'ingénierie des infrastructures de transports collectifs soit en maitrise d'ouvrage du Département, soit en suivi d'opérations portées par d'autres maîtres d'ouvrage et financées par le Département, ainsi que des grands projets d'infrastructures sous maîtrise d'ouvrage départementale ou externe.

Effectifs 2018

Catégories	Effectifs
A	8
B	15
C	6

Budget 2018

Réalisé :

En M€	Fonct.	Invest.	Total
		30 799 568	30 799 568

Répartition par thématiques :

Objet	*Fonctionnement*	*Investissement*	*Total*
Aménagement réseau		13 028 621	13 028 621
Renforcement réseau		285 606	285 606
Déviations		14 906 073	14 906 073
Aménagement Environnement		696 355	696 355
Etudes routières		1 882 913	1 882 913

Principaux faits marquants de l'année 2018	Contournement de Marignier-Thyez : mise en service de la 1ère tranche (section RD 19 ouest/RD 26, L = 1,6 km) et début des travaux de la seconde phase. RD 1508 – RD 8 - Giratoire de Duingt : mise en service en juin. Achèvement des travaux d'aménagement de la traversée des Villards/Thônes. Poursuite des travaux d'aménagement sur place de la RD 14 dans Poisy, lancement et notification des marchés travaux de la déviation. 2ème tranche de la déviation de Pringy : poursuite des travaux. Obtention des DUP pour l'aménagement des RD 3508 (entre l'échangeur de l'hôpital et l'échangeur de Gillon) et RD 1508 (sur Sillingy et Epagny Metz-Tessy). Lancement et notification des marchés de travaux pour le doublement de l'échangeur de Gillon (RD3508 x RD1508). LOLA : achèvement du programme et des études, réalisation de la concertation publique. Rédaction programme d'aménagement du nœud routier de Findrol avec intégration des sections Lucinges – Carrefour des Chasseurs et lancement consultation maîtrise d'œuvre. Création d'un giratoire RD9-RD20 à Arpigny (Filinges) : réalisation de l'AVP en maitrise d'œuvre interne. Diffuseur A40 Viry et raccordement à la RD 1206 : démarrage des études AVP et travail partenarial pour la création d'une ZAP. Piste rive Est du lac d'Annecy : mise en service de la section Chavoires-Les Pérouzes à Veyrier et engagement travaux section Glière-Verthier à Doussard. Véloroute Léman Mont-Blanc : travaux sur la section Cluses/Magland (4 km). Poursuite des études véloroutes et voies vertes, en relation avec les communautés d'agglomérations et les communautés de communes. 2ème phase de création d'une galerie de protection contre les éboulements de la RD 328 à La Ravine (Taninges) sur la période estivale (réouverture à la circulation début décembre comme prévu). Etude et travaux de protection de la RD 308 contre les avalanches, réalisation de 4 passerelles provisoires pour skieurs, pour permettre de garder un itinéraire de remplacement lors d'évènement à La Ravine. Poursuite des études de protection de la RD 1005 contre les chutes de blocs et éboulements à Meillerie. BHNS-RD 1005 Veigy-Foncenex/Thonon : études PRO et juridiques pour rédaction convention. Train du Montenvers / Tramway du mont Blanc : suivi technique des travaux de renouvellement de la voie. Tramway du Mont Blanc : préparation DCE acquisition de trains.

	Dossier de sécurisation du passage à niveau n°86 - RD 2 - Commune de Reignier, préparation DCE Moe et consultation. Dossier de sécurisation de passage à niveau (PN 90-91-93) : suivi technique des opérations (maitrise d'ouvrage SNCF Réseau). Desserte ferroviaire CPER : étude de la desserte Aix Annecy et Annemasse /la Roche + Bellegarde/ Le Fayet (MO SNCF Réseau). Funiflaine - Téléporté : appui technique (maitrise d'ouvrage syndicat mixte). Enquête déplacement grand territoire Haute-Savoie (EDGT) : réalisation de l'exploitation complémentaires et des zooms territoriaux. Modèle multimodal transfrontalier : mise à jour engagée vers une version 3.0. Gestion des échanges Pont de Dranse : lancement d'études préliminaires partenariales (conventions avec Thonon Agglomération et la CCPEVA). Tenue de l'enquête du projet de réalisation de la liaison Machilly/Thonon et de la suppression des passages à niveau n°65 et n°66 sur la commune de Perrignier (MO externe : Etat/ SNCF Réseau). Poursuite de l'étude de réaménagement du Nœud d'Etrembières (MO externe : Annemasse Agglo).

DIRECTION GENERALE ADJOINTE INFRASTRUCURES ET SUPPORTS TECHNIQUES

Pôle Routes

Arrondissement d'Annecy

Principales missions

- Préserver les intérêts du Conseil départemental dans les projets et documents d'urbanisme
- Gérer le domaine public routier départemental
- Exploiter les routes départementales
- Entretenir les routes départementales
- Assurer la viabilité hivernale
- Gérer le patrimoine Ouvrages d'Art
- Aménager le réseau routier
- Assurer la conduite d'opérations d'investissements routiers
- Assurer la maîtrise d'œuvre conception d'opérations routières départementales
- Assurer la maîtrise d'œuvre réalisation d'opérations routières départementales
- Réaliser la gestion administrative et comptable des opérations

Effectifs 2018

Catégorie	Effectifs
A	4
B	12
C	106 + 11*

* Observation : renfort de 11 auxiliaires de déneigement pour l'hiver 2018-19 (dont 2 vacataires). Mais 6 postes supplémentaires sont restés non pourvus

Budget 2018

Réalisé :

En M€	Fonctionnement	Investissement	Total
	1 992 377	11 275 040	13 267 417

Répartition par thématiques :

Objet	Fonctionnement	Investissement	Total
Entretien Routier	749 659		749 659
Viabilité Hivernale	1 171 385		1 171 385
Bâtiments & MG	71 333	104 961	176 294

Matériel non-roulant		9 843	9 843
Etudes routières		327 761	327 761
Conservation Patrimoine		9 560 561	9 560 561
Aménagement réseau		1 121 314	1 121 314
Aménagement Environnement		150 600	150 600

Principaux faits marquants de l'année 2018

Evénements marquants en matière d'exploitation routière :

- **tempête Eléanore, gestion de la crise et des travaux d'urgence pour rétablir la circulation publique et la sécurité**
- **passage du Tour de France et de la cyclosportive du Tour de France : 100 km sur l'arrondissement, dont le franchissement du plateau des Glières**

Réalisation des opérations d'investissement, en maitrise d'œuvre études et travaux en interne

<u>Projets principaux :</u>

RD55 – Aménagement de la montée des Glières – commune de Thorens – Glières (3ème tranche des travaux)

RD1201 – Sécurisation contre les chutes de pierres – commune de Alby/Chéran

RD12 – PR13+600 - Confortement et rectification du carrefour de Leschaux – Commune de Saint-Ferréol

RD3 – Aménagement d'un tourne à gauche avec VC d'accès au Vieux Marigny – commune de Marigny Saint – Marcel

RD216 – Traitement du glissement chronique à Chesseney – commune de Dingy Saint – Clair

RD1203 – Aménagement d'une voie verte et reprise du tourne-à-gauche Dassault à Argonay

RD909 – PR16 - Confortement de Berges – commune de la Balme-de-Thuy

Etudes et Travaux sur multiples dégâts survenus début 2018 suite au passage de la tempête Eléanor

	Préparation du réseau routier et de la piste des Glières pour le passage du tour de France 2018 **<u>Principaux projets en cours :</u>** RD55 – Aménagement de la montée des Glières – commune de Thorens – Glières (4ème tranche des travaux) RD 1201 / 31 création d'un Giratoire à Alby sur Chéran RD 244 – recalibrage sur 700m à Vallières / St Eusèbe Maître d'œuvre d'ouvrage d'art : RD162 – réparation du Pont du Mont – commune de Marlens RD909 – construction d'un ouvrage de franchissement du Fier, d'une passerelle et d'une estacade longeant la RD216 et réhabilitation de l'ouvrage existant sur la RD909 – Morette – commune de Thônes **Organisation du service** Proposition d'une organisation territoriale à 7 au lieu de 8 CERD, avec délocalisation des installations d'Annecy le Vieux Poursuite de la mise en œuvre du projet de service arrondissement au niveau du pôle administratif Evacuation du CERD de Groisy menaçant ruine, et négociation pour location provisoire d'un local proche

DIRECTION GENERALE ADJOINTE INFRASTRUCURES ET SUPPORTS TECHNIQUES

Pôle Routes

Arrondissement de Bonneville

Principales missions

- Préserver les intérêts du Conseil départemental dans les projets et documents d'urbanisme
- Gérer le domaine public routier départemental
- Exploiter les routes départementales
- Entretenir les routes départementales
- Assurer la viabilité hivernale
- Gérer le patrimoine Ouvrages d'Art
- Aménager le réseau routier
- Assurer la conduite d'opérations d'investissements routiers
- Assurer la maîtrise d'œuvre conception d'opérations routières départementales
- Assurer la maîtrise d'œuvre réalisation d'opérations routières départementales
- Réaliser la gestion administrative et comptable des opérations

Effectifs 2018

Catégorie	Effectifs
A	4
B	16
C	122 + 35*

*Observations : renfort de 34 auxiliaires de déneigement et 1 vacataire pour l'hiver 2018-19. Mais 3 postes supplémentaires sont restés non pourvus

Budget 2018

Réalisé :

En €	Fonctionnement	Investissement	Total
	2 898 036	14 929 120	17 827 156

Répartition par thématiques :

Objet	Fonctionnement	Investissement	Total
Entretien Routier	702 993		702 993
Viabilité Hivernale	2 032 682		2 032 682

Bâtiments &MG	162 361	46 238	208 599	
Matériel non-roulant		30 024	30 024	
Etudes routières		261 405	261 405	
Conservation Patrimoine		10 953 047	10 953 047	
Aménagement réseau		3 278 545	3 278 545	
Aménagement Environnement		-	-	

Principaux faits marquants de l'année 2018

Entretien et Exploitation du réseau routier

. Gestion de crise lors de la tempête Eléanore sur les vallées du Giffre et de l'Arve, réalisation de travaux d'entretien en urgence pour rétablir la circulation publique et la sécurité des usagers.

. Pilotage des travaux d'entretien spécifiques en anticipation du passage du Tour de France et de la cyclosportive du Tour de France, dont les travaux de mise à niveau des 7 km de la VC du plateau des Glières depuis Petit Bornand et son classement dans le réseau routier départemental (RD55b).

. Gestion hivernale de l'accès à la station du Praz de Lys par RD 328 au lieu-dit la Ravine à Taninges (gestion de crise suite aux éboulements de janvier 2018, suivi inclinométrique, éclairage urgence et vigies…) ; puis suivi des réunions du comité de pilotage.

. Gestion en mode routier du tunnel des Montets, concertation CETU, SNCF, prestataire de supervision GTC et prestataire de l'entretien des équipements pour une amélioration des conditions d'exploitation de cet équipement spécifique.

. Poursuite du traitement d'itinéraires sur RD 1506 de Chamonix à Vallorcine, RD 902 de Morzine aux Gets.

Gestion Domaine Public

. 414 Avis Gestionnaires

. 425 permissions de voirie et arrêtés d'alignement

. 537 arrêtés de circulation temporaires

. 28 dossiers soumis à l'avis de la CIRB

	Réalisation des opérations d'investissement, en maitrise d'œuvre études et travaux en interne : • RD 902 – pont du Diable – St Gervais : Restauration de la maçonnerie, étanchéité et accessibilité PMR des trottoirs. • RD 13/13a – tranche 2 - Servoz : Sécurisation de la traverse du village, ilot central effet de porte et création du cheminement piéton. • Réparation Viaduc VFIL - Mieussy : Restauration de l'ouvrage maçonné multi-arches, étanchéité et transfert à la commune. • RD 43 le Tarchet – St Gervais - Confortement de glissement. • RD 186 Réalisation de 2 créneaux de croisement - BRISON • Véloroute Cluses / Magland – lot 1 : Réalisation de 4 km de piste cyclable en site propre. • RD 909 Affaissement « bois des Amerands » St Gervais : Réalisation d'un soutènement aval par microberlinoise tirantée. • RD 55b Route des Glières – Pt Bornand – Tour de France : Remise en état général de l'itinéraire avec mise en place d'un tapis neuf sur la quasi-totalité de sa longueur, réparation des dispositifs de retenue, création d'une paroi clouée aval et réhabilitation de 2 OH. • RD 902 Arrachement aval « le grand Pissoir » Taninges : Confortement aval suite glissement de terrain. • RD 354 phase 3 paravalanche – Joux Plane : Mise en place de claies, de tripodes et de rondins sur le versant. • RD 909 « la Grange » Combloux : Réparation d'un glissement. • RD 909 Stabilisation talus aval « les Choseaux » Combloux : Réalisation d'une paroi clouée aval. • RD 277 Restructuration chaussée – phase 1 – Eteaux : Aménagement de l'assainissement de 4 km de route avant restructuration de la chaussée. • RD 1203 – Area – PS 3153 – Eteaux : Opération de sécurité par séparation de voie et RCS. • RD 909 Stabilisation talus amont « la Chaudanne » St Gervais Consommation raisonnée de crédits d'environ 18 M€.

DIRECTION GENERALE ADJOINTE INFRASTRUCURES ET SUPPORTS TECHNIQUES

Pôle Routes

Arrondissement de Saint-Julien

<table>
<tr><td>Principales missions</td><td>

Préserver les intérêts du Conseil départemental dans les projets et documents d’urbanisme
Gérer le domaine public routier départemental
Exploiter les routes départementales
Entretenir les routes départementales
Assurer la viabilité hivernale
Gérer le patrimoine Ouvrages d’Art
Aménager le réseau routier
Assurer la conduite d’opérations d’investissements routiers
Assurer la maîtrise d’œuvre conception d’opérations routières départementales
Assurer la maîtrise d’œuvre réalisation d’opérations routières départementales
Réaliser la gestion administrative et comptable des opérations

</td></tr>
<tr><td>Effectifs 2018</td><td>
<table>
<tr><td>Catégorie</td><td>Effectifs</td></tr>
<tr><td>A</td><td>2</td></tr>
<tr><td>B</td><td>12</td></tr>
<tr><td>C</td><td>77 + 5*</td></tr>
</table>
*Observations : renfort de 2 auxiliaires de déneigement et 3 vacataires pour l’hiver 2018-19. Mais 5 postes supplémentaires sont restés non pourvus
</td></tr>
<tr><td>Budget 2018</td><td>
Réalisé :
<table>
<tr><td>En €</td><td>Fonctionnement</td><td>Investissement</td><td>Total</td></tr>
<tr><td></td><td>1 274 093</td><td>6 000 853</td><td>7 274 946</td></tr>
</table>
</td></tr>
</table>

Répartition par thématiques :

Objet	Fonctionnement	Investissement	Total
Entretien Routier	551 368		551 368
Viabilité Hivernale	660 601		660 601
Bâtiments & MG	62 124	16 790	78 914
Matériel non-roulant		23 947	23 947
Etudes routières		118 162	118 162
Conservation Patrimoine		4 813 655	4 813 655
Aménagement réseau		957 650	957 650
Aménagement Environnement		70 649	70 649

Principaux faits marquants de l'année 2018

Au plan fonctionnel, l'année 2018 a été marquée à nouveau par plusieurs mouvements de personnel (15 mouvements sur 27 postes en 2 ans) et des difficultés de recrutement :

- arrivée en janvier d'un ingénieur sur le poste de référent ingénierie investissement (vacance de poste de 8 mois)
- départ d'un technicien chargé d'opérations (après 6 mois d'absence)
- recrutement d'un technicien référent entretien exploitation (vacance de poste 6 mois)
- gel d'un poste de technicien (référent DP) suite à un départ
- arrivée d'un comptable après 6 mois de vacance de poste
- Départ d'un agent de maitrise (gestionnaire Domaine public) vacance de poste 4 mois à ce jour
- Interims sur les postes de chefs de CERD

Exploitation-entretien

- Les pratiques évoluent avec l'intégration de nouveaux outils (déploiement généralisé de PRISM pour les tournées d'itinéraire et les patrouilles VH)
- Les difficultés de recrutement mettent en tension les tâches à réaliser.
- Gestion de l'épisode orageux du 31/05-01/06 avec coupure de la RD

	1508 à Frangy pendant 9 jours. Gestion Domaine Public • Reprise de la responsabilité de l'ensemble de l'arrondissement dans ce domaine par un seul agent, sur un poste d'ingénieur. • 270 permissions de voirie • 485 arrêtés de circulation temporaires • 19 dossiers soumis à l'avis de la CIRB • 65 opérations communales vivantes en suivi Bureau Administratif • Mise en place de la dématérialisation, poursuite des démarches d'harmonisation des pratiques et des outils de suivi entre les comptables. • Les taux de consommation des crédits ont été excellents malgré les lenteurs générées par les nouvelles procédures et le volume de travaux conséquent. Chantiers/ Etudes • Recalibrage de la RD 3 Choisy-Allonzier – 3 mois travaux /900 k€ • Affaissement Cernex RD 27 - 3 mois travaux /400 k€ • Affaissement Contamine-Sarzin RD 123 - 2 mois travaux /130 k€ • Aménagement RD14 devant la carrière du Val de Fier – 1 mois travaux /150 k€ • Réalisation de travaux en urgence RD1508 Frangy (rétablissement de 3 traversées hydr. diam 1200 – 270 k€) • Préparation DCE (RD23 Cruseilles dégât, RD41A Monnetier-Mornex dégât, RD37 Feigères dégât, RD 177 beaumont, RD 27 sections 4 et 5, RD 1206 Viry dégât, RD 168 St-Germain-sur-Rhône amgt carrefour) • Réalisation d'études de faisabilité en appui des communes (carrefours RD 19/19A, RD 1508/992) • Suivi de désordres et études (itinéraire RD 2 Cercier en particulier, RD6 Arbusigny) • Etude RD 14 Seyssel, secteur des demi-tunnels avec réalisation de tirs d'essai pour cadrage de la méthodologie d'intervention, • Arbitrage sur le dossier de la RD 1201 secteur ponts de la caille et poursuite des études

DIRECTION GENERALE ADJOINTE INFRASTRUCURES ET SUPPORTS TECHNIQUES

Pôle Routes

Arrondissement de Thonon

Principales missions

- Préserver les intérêts du Conseil départemental dans les projets et documents d'urbanisme
- Gérer le domaine public routier départemental
- Exploiter les routes départementales
- Entretenir les routes départementales
- Assurer la viabilité hivernale
- Gérer le patrimoine Ouvrages d'Art et Ouvrages de Protection de Falaises
- Aménager le réseau routier
- Assurer la conduite d'opérations d'investissements routiers
- Assurer la maîtrise d'œuvre conception d'opérations routières départementales
- Assurer la maîtrise d'œuvre réalisation d'opérations routières départementales
- Réaliser la gestion administrative et comptable des opérations

Effectifs 2018

Catégorie	Effectifs
A	2
B	12
C	76 + 9*

*Observations : renfort de 8 auxiliaires de déneigement et 1 vacataire pour l'hiver 2018-19. Mais 4 postes supplémentaires sont restés non pourvus

Budget 2018

Réalisé :

En M€	Fonctionnement	Investissement	Total
	1 433 242	9 554 123	10 987 365

Répartition par thématiques :

Objet	Fonctionnement	Investissement	Total
Entretien Routier	589 656		589 656
Viabilité Hivernale	755 474		755 474
Bâtiments & MG	88 112	173 077	261 189
Matériel non-roulant		23 763	23 763
Etudes routières		238 131	238 131
Conservation Patrimoine		7 412 545	7 412 545
Aménagement réseau		3 524 269	3 524 269

Principaux faits marquants de l'année 2018

Matériel :

- Dans le cadre du partenariat avec l'APIEME (Association de Protection des Eaux Minérales d'Evian), déploiement de la géolocalisation (DMI) sur 3 saleuses (une seule jusque-là).

Investissement – principales opérations :

- RD22 : sécurisation en urgence des falaises en amont du tunnel de Gurnel suite à 2 éboulements les 9 mars et 9 avril 2018 - Vinzier
- RD26 : Calibrage au lieu-dit « Quart Charrière » - phase 2 – Vailly
- RD354 : Confortement de route au lieu-dit les Fys – Morzine
- RD354 : Confortement de route au lieu-dit les Praudains – Morzine
- RD352 : Calibrage de la route d'accès au méthaniseur du Gavot - Vinzier
- RD22 : Protection contre les chutes de pierres au droit de la prise d'eau du Chatelard - Chevenoz
- RD328 : renforcement d'itinéraire col de l'Encrenaz tranche 2, La côte d'Arbroz
- RD1005 : Déploiement d'une instrumentation de suivi des chutes de pierre sur les falaise de meillerie

	<u>Bâtiments :</u> Construction en cours de nouveaux locaux (CERD de Margencel, arrondissement et annexe du Parc de Thonon). Travaux de rénovation et extension du CERD de Maxilly en cours sur site occupé.

DIRECTION GENERALE ADJOINTE INFRASTRUCURES ET SUPPORTS TECHNIQUES

Pôle Bâtiment et Moyens.

Principales missions :

- CONSTRUIRE, REHABILITER, ENTRETENIR, et EXPLOITER le PATRIMOINE BATI DEPARTEMENTAL comprenant environ 250 sites représentant plus de 600 000 m², d'une grande diversité en surface et en usage (Administratif, Médico-social, de Voirie, Culturel et 49 collèges).
- PROCEDER AUX ACHATS ET AUX LOCATIONS nécessaires au fonctionnement des services et des collèges
- REALISER LES TRAVAUX D'IMPRIMERIE

Eléments chiffrés 2018 :

En 2018, le PBM a dépensé 32,831 M€ dont 5,179 M€ pour le fonctionnement et 27,652 M€ d'investissement, répartis comme suit :

Objet	Fonctionnement	Investissement	Total
Etudes et travaux de bâtiments hors collèges	3,606	12,361	15,967
Achats fournitures, matériel et mobilier hors collèges	0,549	0,236	0,785
Sous-Totaux hors collèges	**4,155**	**12,597**	**16,752**
Etudes et travaux de collèges	0,577	13,124	13,701
Travaux Biblio universitaire	-	0,012	0,012
Achats fournitures, matériel et mobilier et classes modulaires pour les collèges	0,447	1,919	2,366
Sous-Totaux pour les collèges & BU	**1,024**	**15,055**	**16,079**

Dépenses de fonctionnement (5,179 M€) **:**

Elles s'élèvent pour les bâtiments, hors collèges, à 4,155 M€. Elles sont stables par rapport à 2017 (0.36 %).

Le taux de réalisation 2018 est de 94,51 % sur un budget de 4,396 M€. Elles se décomposent ainsi :

- 2 147 K€ de frais de maintenance, d'entretien et de réparations des bâtiments et abords,
- 1 286 K€ de fluides (énergie, eau, fioul domestique, chauffage urbain..),
- 173 K€ de prestations liées notamment aux déchets et aux déménagements.

Le coût de fonctionnement moyen des bâtiments s'élève à environ 20 € TTC / m².

- 549 K€ d'achats pour les services (hors véhicules et matériels informatiques) : fournitures de bureaux, papiers, enveloppes, consommables et entretien des matériels d'imprimerie, vêtements de travail, quincaillerie outillages, petits mobiliers, matériels et électroménager, location et maintenance des machines à affranchir, à café, fontaines à eau et de consommables de toilettes, produits, consommables, et maintenance des matériels médicaux et d'imprimés médico-sociaux.

Pour les collèges, ces dépenses se sont élevées à 1,124 M€.

Elles se décomposent ainsi :

- 577 K€ de maintenance, d'entretien et de réparations des bâtiments et abords,
- 407 K€ de frais de location de classes modulaires préfabriquées,
- 40 K€ de fournitures et petit matériel.

Les dépenses d'investissement :
Réalisées à hauteur de 27,652 M€, soit 79 % sur un budget de 34,994 M€, elles ont été consacrées à hauteur de :

- **25,33 M€ aux constructions, extensions, réhabilitations et aménagements des bâtiments** répartis entre types de bâtiments :
  - 12,971 M€ soit 46,9% pour les collèges, principalement pour les opérations suivantes :

- l'achèvement de la construction et de l'équipement du collège du Chéran à RUMILLY (6.923 M€), la poursuite des travaux de réhabilitation du collège de GAILLARD (2,369 M€), la création d'un préau et de sanitaires au collège de SEYNOD (0,418 M€), l'aménagement de sanitaires et création de locaux de stockage au collège de REIGNIER-ESERY (308 K€), l'extension des sanitaires, chauffage et enrobés au collège

	Jacques Brel de TANINGES (216 K€), l'aménagement d'un parking au collège du Pays de Gavot à ST-PAUL-EN-CHABLAIS (211 K€), l'acquisition de bâtiments modulaires préfabriqués à ST-JULIEN-EN-GENEVOIS (2 pour 184 €) et à VILLE-LA-GRAND (4 pour 361 K€) le solde des marchés de restructuration du collège Raoul Blanchard à ANNECY (304 K€), d'extension du collège de BONS-EN-CHABLAIS (110 K€), l'aménagement de sanitaires et la pose d'occultations au collège Louis Armand de CRUSEILLES (87 K€), - les études de réhabilitation des collèges de PASSY (194 K€) SCIONZIER (157 K€) LA ROCHE SUR FORON (46 K€) et SILLINGY (68 K€), - Les études de réhabilitation des demi-pensions des collèges de GROISY (29K€), SALLANCHES (43 K€) MARIGNIER (59 K€), THÖNES (67 K€) ; ○ **6,43 M€ soit 23,2 %, pour les bâtiments de voirie** : principalement pour les constructions de bâtiments neufs destinés aux services de voirie à THONON-LES-BAINS (2,34 M€), d'un CERD à CHAMONIX-MONT-BLANC (1,85 M€), et aux études d'un CERD à VALLIERES (83 K€) et d'un parc à engins à AYZE (0,155 M€) ○ **2,59 M€ soit 9,3 % pour les bâtiments culturels et de tourisme** comprenant, principalement, la réhabilitation thermique du centre d'hébergement « Le Nid » à SAINT JEOIRE (1,499 M€), la réhabilitation de l'auberge des Glières (687 K€) ; ○ **1,55 M€, soit 5,6 % pour les bâtiments administratifs** : principalement pour la réhabilitation énergétique du site de la Plaine à ANNECY ; ○ **0,35 M€** soit 1,25 % pour les bâtiments médico-sociaux ; **Concernant la réalisation du programme de maintenance du patrimoine départemental (5,611 M€)** Les 3 axes prioritaires d'intervention ont été : • La mise en sécurité incendie, alimentaire et anti-intrusion (dans le cadre des Plans particuliers de mise en sécurité des collèges) • Le maintien en bon état des bâtiments : maintenance préventive et corrective • L'amélioration de la qualité du bâti : efficacité énergétique, accessibilité et conditions de travail

	Chiffres clefs : • 414 chantiers d'investissement réalisés par la passation de 1 086 commandes • 5 097 interventions de la régie-conciergerie (44 % dépannages/réparations, 31% entretien/gardiennage, 19 % déménagements/logistique et 6% évacuation déchets) • 500 contrôles qualité des prestations de ménage par l'unité mobilier-nettoyage-déménagements, soit 5 % de plus que l'année précédente • 320 agents déménagés • 2 700 interventions du contrôle d'accès (2 500 opérations de programmation de badges/transpondeurs et 200 nouvelles clés fournies) • 1799 extincteurs contrôlés, 42 contrôles de centrales incendie et 11 exercices d'évacuation. **Concernant les achats :** • **Les dépenses se sont élevées à 1 943 061 € TTC, dont 1 384 300 € TTC pour les collèges** • **Et les recettes, grâce au site de vente aux enchères de biens réformés (mobilier, véhicules, …) à 67 500 €.** Divers : • 30 tonnes d'archives et de documents confidentiels ont été évacuées et amenées en centre de traitement • **175 kg de déchets médicaux ont été collectés pour être traités ;** **Pour mener à bien ces activités, le PBM a réalisé 137 consultations, dont 2 concours et a prévu plus de 8 000 heures au titre des clauses d'insertion ;**

Eléments marquants 2018	• Livraison : o du Collège du Chéran à RUMILLY (19,9 M€) o de la réhabilitation énergétique du Centre d'Hébergement du Nid à SAINT-JEOIRE (2,75 M€) o de la construction d'un préau et de sanitaires au collège de SEYNOD (coût 551K€) • Démarrage des travaux : o de réhabilitation/extension du CERD de MAXILLY o de réhabilitation de l'Auberge des Glières • Réalisation des études de programmation et lancement des concours de maîtrise d'œuvre pour la construction des collèges à VETRAZ MONTHOUX et dans le secteur de VUACHE • Mandat de maîtrise d'ouvrage, confié par l'Etat, pour la construction du bâtiment universitaire MAPI dans le cadre du CPER • Réalisation d'études de capacité sur 9 collèges en tension du fait de l'évolution de leur effectif • Réflexion sur la constitution de groupement de commandes avec les EPLE (collèges) en vue de regrouper les contrats de contrôle et de maintenance pour une plus grande sécurité des personnes, une meilleure sécurité juridique et une maîtrise des coûts. La priorité s'est portée sur les contrôles réglementaires et la maintenance et l'exploitation des chaufferies. • Dans le domaine de la **transition énergétique :** o Lancement des études d'un **Contrat de Performance Energétique** portant sur 35 sites dont 30 collèges. Le scénario proposé prévoit une réduction des coûts de fonctionnement de 400K€/an et une réduction d'émission des GES de 1 100 T/an (soit – 9 % des émissions de GES du patrimoine bâti départemental liées à l'énergie) pour un investissement estimé entre 15 et 20 M€ o Obtention de **2,29 M€ de subventions FEDER** sur 3 opérations d'investissements en matière de performance énergétique du bâti.

	○ Le **Plan Climat Energie du Département** vise une baisse de 50 % des émissions de GES et de 40 % du ratio de consommation énergétique du patrimoine bâti sur la période 2007/2020. En 2017, les évolutions constatées de ces deux indicateurs étaient respectivement de **- 51 % GES** (objectif 2020 dépassé) et **- 31,5 % énergie** (objectif 2020 en voie d'être atteint). • <u>Réorganisation du Pôle</u> : Pour une meilleure efficience, une plus grande réactivité et être au plus près des usagers, LE Pôle s'est réorganisé par : ○ Au sein de la direction adjointe Maintenance-Exploitation, ▪ La sectorisation des chargés de sites ▪ Le renforcement de l'unité de gestion de contrats par la dévolution d'un poste dédié à la rédaction des marchés de travaux ▪ L'intégration de l'unité contrôle d'accès et sécurité au sein de la régie-conciergerie ○ Le rapprochement des unités de gestion administrative et comptable des services opérationnels

DGA DT

DIRECTION GENERALE ADJOINTE

DEVELOPPEMENT TERRITORIAL

- PATDD - PÔLE ANIMATION TERRITORIALE ET DEVELOPPEMENT DURABLE
- PCP – PÔLE CULTURE ET PATRIMOINE
- PEJS – PÔLE EDUCATION JEUNESSE ET SPORTS
- PAD – PÔLE ARCHIVES DEPARTEMENTALES
- SB – SAVOIE BIBLIO

DIRECTION GENERALE ADJOINTE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL

Principales missions

- La Direction Générale Adjointe développement territorial assure une mission de développement et d'accompagnement des projets du territoire dans son champ d'intervention mais aussi en transversalité avec les autres DGA et avec Conseil Savoie Mont-Blanc.
  Elle participe à la mise en cohérence des politiques publiques de développement du territoire et veille à la sécurisation des actes de la collectivité.

- Elle pilote les 5 pôles opérationnels qui lui sont rattachés: le Pôle Education Jeunesse Sport, le Pôle Culture et Patrimoine, le Pôle Archives Départementales, le Pôle Animation Territoriale et Développement Durable et Savoie-Biblio.

- Elle assure des missions de veille, de conseil, d'assistance et de concertation dans un contexte institutionnel en évolution permanente (Loi NOTRe, prise de nouvelles compétences des intercommunalités, cohérence d'action avec les politiques initiées par le nouvel exécutif régional…).

- Elle est garante de la mise en œuvre des décisions des élus, dans un objectif d'efficience, de transversalité, de lisibilité de l'action du Département et de qualité du service public.

Effectifs 2018

Catégorie	Effectifs
A	53
B	63
C	61,5

Observations :
PEJS : + 480 postes d'Adjoints techniques territoriaux des établissement
PAD : + 3 agents mis à disposition par l'Etat (1A+, 1A, 1B)

Budget 2018

Réalisé :

En M€	Fonctionnement	Investissement	Total
	29 311 215	52 574 061	81 885 276

Commentaires : voir les budgets des Pôles de la DGA DT

Principaux faits marquants de l'année 2018

- Consolidation des fonctionnements transversaux des politiques publiques gérées par les différents pôles de la DGA, (Culture/Tourisme, Education/Enseignement Supérieur, Education/Culture/Développement Durable, Culture/Savoie Biblio/Archives),

	- Consolidation de la nouvelle organisation de la DGA Développement Territorial qui intègre toutes les politiques publiques d'aménagement et de développement territorial portées par la collectivité notamment eau, assainissement, environnement… - Appui à la réorganisation de la mission collège suite à la réorganisation des services (Copil collèges). Lien consolidé entre la collectivité et les agents ATTEE. Coordination de la politique « collèges » avec les pôles supports PBM/PRH/PAJ/PISIUN/ et les pôles PCP, PATDD…… Appui à la réorganisation du pôle PEJS. - Supervision de dossiers stratégiques (évolution effectif collèges, évolution de la carte scolaire, préparation de la rentrée scolaire 2019 / Musée de Bonneville / évolution du Plan Tourisme).

DIRECTION GENERALE ADJOINTE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL

Pôle Animation Territoriale et Développement Durable

Principales missions

Le Pôle a pour missions de :

- participer à la définition des orientations stratégiques des politiques d'aménagement et de développement territorial (tourisme, randonnée, aménagement rural et environnement, enseignement supérieur, aide aux collectivités…) dans une logique d'action visant à recentrer les interventions sur la solidarité territoriale,
- proposer la mise en place d'une ingénierie technique et financière pour les territoires,
- développer l'observation territoriale, la prospective, la veille et la recherche de financements,
- piloter la politique de développement durable,
- développer et animer les relations partenariales et les réseaux professionnels,
- représenter le Département dans les instances de concertation départementale, régionale et transfrontalière,
- développer des projets et modes de gestion innovants, en cohérence avec les moyens et capacités d'investissement de la collectivité,
- contribuer à la valorisation de l'action de la collectivité en lien avec la Communication Institutionnelle.

Il est constitué :

- de 4 services agissant directement sur l'aménagement et le développement de la Haute-Savoie concourant à l'attractivité et la solidarité territoriale : Solidarité Territoriales, Environnement, Tourisme et Attractivité, Europe, Transfrontalier, Enseignement Supérieur, et Innovation
- du Service du Développement Durable en charge du pilotage de la politique ad'hoc,
- d'une Unité Ressources chargée de la gestion des ressources du Pôle, de la contribution aux actions support de l'Institution (communication…), d'une mission de conseil, d'assistance, de validation et de veille sur la production administrative et financière de la Direction (commissions, budget, marchés publics, délibérations…), d'un appui administratif et financier au service Développement Durable et de la gestion du Syndicat Mixte des Glières (élaboration et suivi du budget, marchés publics, séances du Comité Syndical…).

Effectifs 2018

Catégorie	Effectifs
A	22
B	21
C	7

Budget 2018

Réalisé :

	Fonctionnement	Investissement	Total
En M€	6 031 837 €	47 171 186 €	53 203 023 €

Répartition par thématiques :

Objet	Fonctionnement	Investissement	Total
Solidarités territoriales	282 300 €	37 294 900 €	37 577 200 €
Environnement	2 946 729 €	3 497 289 €	6 444 018 €
Tourisme et Attractivité	1 445 761 €	3 423 578 €	4 869 339 €
Europe, transfrontalier, enseignement supérieur, innovation	1 228 993 €	2 485 590 €	3 714 583 €
Développement Durable	128 054 €	469 829 €	597 883 €

Principaux faits marquants de l'année 2018

Unité Ressources

- Mise en œuvre de la dématérialisation de la chaîne comptable et des marchés publics.
- Contribution à la modification des statuts du Syndicat Mixte des Glières.

Pour les autres services, voir le rapport d'activité de chaque service.

DIRECTION GENERALE ADJOINTE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL

Pôle Animation Territoriale et Développement Durable

Service des Solidarités Territoriales

<table>
<tr><td>Principales missions</td><td>

Mettre en œuvre la politique départementale d’aide aux collectivités locales dans le cadre des Contrats départementaux d’avenir et de solidarité (CDAS), qui ont remplacé le Fonds départemental pour le développement des territoires (FDDT).
Assurer la répartition de la Compensation financière genevoise (CFG) - part communale, départementale, etc.- et conduire le recensement des frontaliers auprès des communes à partir de bases de données consolidées.
Coordonner la gestion du Fonds départemental d’investissement structurant (FDIS).
Permettre la continuité de l’engagement départemental sur les thèmes de l’eau et de l’assainissement dans le cadre de la programmation de subventions 2018 et la poursuite du partenariat avec l’Agence de l’eau.
Assurer le lien avec le SYANE.
Assurer la répartition de certains fonds d’Etat (Fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle , Fonds de péréquation départemental de la taxe additionnelle aux droits d’enregistrement)
Participer à la révision du schéma départemental d’accueil et d’habitat des gens du voyage et veiller à la mise en place de la politique départementale de soutien à la production d’aires d’accueil, de terrains familiaux et d’habitat adapté.
Animer le « Pôle de compétences », outil de conseil aux communes rurales pour la réalisation de logements abordables.
Assurer le développement de l’observatoire départemental et de l’observatoire foncier Mieux connaître pour mieux agir (MCMA).
Animer et conduire des études thématiques ou territoriales prospectives.
Veiller à la production des avis départementaux sur les projets de documents d’urbanisme des collectivités, au titre des personnes publiques associées.

</td></tr>
<tr><td>Effectifs 2018</td><td>
<table>
<tr><th>Catégorie</th><th>Effectifs</th></tr>
<tr><td>A</td><td>5</td></tr>
<tr><td>B</td><td>2</td></tr>
<tr><td>C</td><td>1</td></tr>
</table>
</td></tr>
<tr><td></td><td></td></tr>
</table>

Budget 2018

Réalisé :

	Fonctionnement	Investissement	Total
En €	282 300	37 294 900	37 577 200

Répartition par thématiques :

Objet	Fonctionnement	Investissement	Total
FDDT		20 995 650	20 995 650
Eau et Assnt		13 054 614	13 054 614
SYANE	73 729	2 500 000	2 573 729
DEGATS VOI		435 731	435 731
Ponts Caille		12 905	12 905
Aires GDV		296 000	296 000
Médiateur GDV	10 000		10 000
CSA Agri.	7 386		7 386
Sub Etat Schéma GDV	19 716		19 716
Sub EPF MCMA	10 000		
Pôle comp.	40 487		40 487
Obs. dpt /fonc	120 981		120 981

Commentaires :
Le service des politiques territoriales a également réparti :

1) Compensation financière genevoise : 199 093 488 €
2) le Fonds de péréquation départemental de la taxe additionnelle aux droits d'enregistrement : 18 712 975 €.
3) le Fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle : 1 208 647 €.

Principaux faits marquants de l'année 2018

Définition de la nouvelle politique départementale en matière de solidarité territoriale : mise en œuvre des Contrats départementaux d'avenir et de solidarité (CDAS) en remplacement du Fonds départemental de développement des territoires (FDDT).

Définition de la nouvelle politique départementale Eau et assainissement pour les années 2019 à 2021.

Suivi et animation de la révision du Schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage.

Mise en œuvre de la procédure interne simplifiée d'élaboration de l'avis départemental sur les documents d'urbanisme.

Relance des études menées dans le cadre du pôle de compétences après communication sur l'outil d'aide au bénéfice des communes rurales.

DIRECTION GENERALE ADJOINTE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL

Pôle Animation Territoriale et Développement Durable

Service de l'Environnement

Principales missions

ESPACES NATURELS SENSIBLES

- Animation et orientation de la politique départementale des ENS.
- Accompagnement technique et financier des collectivités locales, appui à l'élaboration de projets.
- Pilotage de projets sous maitrise d'ouvrage départementale.
- Gestion des domaines départementaux en ENS (alpages du Salève, forêts et alpage du Biot, domaine de Rovorée, Plaine du Fier, Glières).
- Suivi des dossiers « Environnement » dans le cadre du Conseil Savoie Mont Blanc.

EAU

- Animation et orientation de la politique départementale de l'eau et de l'assainissement.
- Ingénierie technique et financière auprès des collectivités locales.
- Assistance technique réglementaire.
- Réalisation de programmes sous maîtrise d'ouvrage du Département : réseau de surveillance des nappes souterraines, réseau de suivi de la qualité des eaux des cours d'eau de Haute-Savoie, assainissement sur le Plateau des Glières.
- Révision de la politique eau et assainissement du Département suite à la finalisation du Schéma Départemental Eau Potable de Haute-Savoie.

DECHETS / METHANISATION

- Politique déchets transférée dans le cadre de la loi NOTRE à la Région ; le Département gère néanmoins des dossiers « méthanisation ».

Effectifs 2018

Catégorie	Effectifs
A	4 agents (3.9 ETP)
B	8 agents (7 ETP)
C	2 agents (2 ETP)

Budget 2018

Réalisé **:**

En M€	Fonctionnement	Investissement	Total
ENS – Eau - Méthanisation	2 946 729	3 497 289	6 444 018

Répartition par thématiques :

En M€	Fonctionnement	Investissement	Total
ENS	**2 336 760**	**2 874 873**	**5 211 633**
ENS	540 645	630 081	1 170 726
Sensibilisation	656 240	22 411	678 651
Alpages	206 856	1 001 262	1 208 118
Propriétés	246 103	444 085	690 188
Connaissance	481 248	0	481 248
Contrats rivières	170 668	777 034	947 702
Phénomènes naturels	35 000	0	35 000
EAU/DECHETS METHANISATION	**609 969**	**622 416**	**1 232 385**
Eau	609 969	395 270	1 005 239
Méthanisation	0	227 146	227 146

Commentaire :
Recette taxe d'aménagement ..... **18 710 594 €**

Principaux faits marquants de l'année 2018

Espaces Naturels Sensibles

- Le Schéma Départemental des Espaces Naturels Sensibles (SDENS 2016-2022) entre en vitesse de croisière notamment dans l'appui aux territoires et dans le développement de nouveaux partenariats.
- 7 CTENS approuvés.
- 7 CTENS en phase d'élaboration sur les territoires du Grand Annecy, de la CC Fier et Usses, de la CC du Pays du Mont-Blanc, d'Annemasse - Les Voirons Agglomération ; des syndicats du Vuache et du Salève (ctens n° 2) et de l'Arve et de ses affluents. 6 devraient être approuvés courant 2019.
- 4 CTENS en émergence sur les territoires des CC Usses et Rhône, Sources du Lac d'Annecy, Vallées de Thônes, Haut-Chablais. La CC de la Vallée de Chamonix Mont-Blanc entame l'élaboration de son CTENS en 2019.
- Le Département poursuit le confortement du réseau des Espaces Naturels Sensibles. Il est constitué de 215 sites ENS fin 2018 (14163 ha).
- 3 nouveaux partenariats signés avec le CREA, FD de Pêche, FD des Chasseurs.
- 1 accord cadre approuvé entre l'Etat et le Département.
- Le Département a renouvelé un programme d'animations ayant pour objectif de faire découvrir des espaces naturels au grand public : 182 animations se sont déroulées du 1er avril au 31 octobre 2018 sur : 8 propriétés du Département, 45 ENS locaux (dont 7 Réserves Naturelles).
- Sur les propriétés départementales, travaux de requalification du chalet de l'alpage des Convers au Salève réalisés, des maitrises d'œuvre en cours pour l'ouverture au public de la Plaine du Fier, la restauration des continuités écologiques sur la Plaine, la renaturation du site de Glière à Doussard en bord de lac, la requalification du parking de Rovorée

	Eau - Méthanisation · Assistance technique et financière auprès des collectivités dans le domaine de l'eau potable, de l'assainissement collectif et non collectif et des eaux pluviales. · Implication du service dans la réalisation de schémas directeurs en eau potable, assainissement et d'études transferts de compétences à l'échelle de grands territoires (108 études en cours). · Finalisation du Schéma départemental Eau Potable et adoption d'une nouvelle politique de l'eau. · Co-organisation avec la DDT de la 2ème Conférence Départementale de l'Eau. · Plateau des Glières : lancement de la maîtrise d'œuvre pour la nouvelle station d'épuration du Plateau des Glières. · Plateau des Glières : gestion du réseau d'eau brute avec astreintes pour les week-ends et jours fériés, du 15 juillet au 30 septembre… · Suivi de la politique « Méthanisation » dans le cadre du CPER : financement d'1 nouveau projet à Veigy.

DIRECTION GENERALE ADJOINTE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL

Pôle Animation Territoriale et Développement Durable

Service du Tourisme et de l'Attractivité

Principales missions

- Missions Tourisme-Montagne : soutien aux associations œuvrant pour le développement et la promotion touristique, accompagnement des projets de développement touristique en stations et hors stations, aide aux sorties groupées des ski-clubs les week-end, soutien aux hébergements touristiques, mise en œuvre du label « Accueil Vélo ».
- Missions Randonnée : appui aux structures intercommunales pour la mise en œuvre des schémas directeurs de la randonnée, la qualification des itinéraires, du balisage et de l'entretien.
- Missions Attractivité-Grands Projets : animation et mise en œuvre des politiques agricoles et forestières du CSMB, mise en œuvre de la compétence « aménagement foncier » , suivi du laboratoire vétérinaire départemental, ingénierie SIG pour le pôle ATDD, animation et suivi des Grands Projets (Glières, Rovorée, Abbaye de Sixt).

Effectifs 2018

Catégorie	Effectifs
A	5
B	7
C	2

Budget 2018

Réalisé :

En M€	Fonctionnement	Investissement	Total
Tourisme Attractivité	1 445 761	3 423 578	4 869 339

Répartition par thématiques :

Objet	Fonctionnement	Investissement	Total
Tourisme	419 365	3 019 917	3 439 282
Randonnée	571 776	226 745	798 521
Développement rural (*)	454 620	176 916	631 536

(*) Depuis 2014, la plupart des politiques agricoles et forestières sont mises en œuvre dans le cadre du Conseil Savoie Mont Blanc avec une contribution budgétaire à part égale des CD 73 et 74. Crédits consommés en 2018 : 3,04 M€ en investissement et 3,96 M€ en fonctionnement.

Principaux faits marquants de l'année 2018	**<u>Attractivité et Grands Projets</u>** - Mise en ligne de l'Atlas cartographique départemental 2017-2018 présentant un instantané du territoire haut-savoyard sur les grandes thématiques traitées par l'institution. Validation de la construction d'un atlas dynamique sous forme de cartographie interactive. - Poursuite de l'aménagement foncier agricole et forestier de Présilly : validation de la redistribution parcellaire et des travaux connexes en vue de la mise en enquête publique du projet. - Laboratoire d'analyse vétérinaire : analyse juridique et technique relative à la fin de la DSP et étude d'opportunité de poursuite de cette compétence. - Elaboration d'une politique pastorale Savoie Mont Blanc visant à maintenir une activité laitière en alpage par le soutien aux investissements productifs. - Analyse financière prospective des politiques agricoles et forestières du CSMB. - Elaboration de dispositifs d'accompagnement exceptionnels : soutien au plan de surveillance sur le Reblochon et accompagnement des exploitations touchées par la sécheresse. - Elaboration d'un contrat de filière apicole dans le cadre du Conseil Savoie Mont Blanc. - Conduite d'une étude de développement touristique, d'un schéma de desserte et d'études environnementales dans le cadre de Natura 2000 sur le Plateau des Glières. **<u>Tourisme et Randonnée :</u>** - **Tourisme-Montagne** : poursuite de l'appui en ingénierie et en subvention aux collectivités avec au global 21 dossiers accompagnés en 2018 pour un montant d'aide global alloué de 10 420 268 € pour un montant global d'investissement de 41 300 784 €. Une attention particulière a été portée aux stations, moteurs de l'économie touristique haut-savoyarde (exemple : Luge « 4 saisons » à Arâches, programme de neige de culture et de modernisation de la station de Bernex), au développement du tourisme lacustre et à l'aide aux refuges. Lancement de l'étude Randonnée en partenariat avec Savoie Mont-Blanc Tourisme et le Département de la Savoie. Bilan plan tourisme à mi-parcours et démarrage d'une réflexion pour des propositions d'évolution. - **Randonnée** : en 2018, 5 schémas directeurs de la randonnée ont été instruits et validés. Au total, sur les 22 territoires concernés par les Schémas Directeurs, 13 sont instruits et validés, 2 schémas sont livrés et en cours d'instruction, 5 sont en cours de rédaction par les EPCI. 2 EPCI ne souhaitent pas se lancer dans la démarche de Schéma Directeur. Nombre de kms inscrits au PDIPR et soutenus techniquement et financièrement : 1275 km de Sentiers d'Intérêt Départemental de

	niveau 1 (GR et GRP), 1846 km de Sentiers d'Intérêt Départemental de niveau 2, 766 km de sentier d'intérêt local et 922 kilomètre en cours de labélisation. Nombre de sentiers balisés en 2018 : 32. Dispositifs d'aide financière activés : 30. Dispositifs d'aide technique activés pour la mise en œuvre et le suivi du PDIPR : 80. - **Valorisation des politiques Randonnées et Vélo :** Le Département poursuit son travail d'enrichissement de la base de données touristiques APIDAE, source des applications développées par le Département : « Haute-Savoie Expérience » et Savoie Mont Blanc Tourisme : « Randonnée en Savoie Mont Blanc » et « Vélo en Savoie Mont Blanc ». Déploiement du label « Accueil Vélo » : une centaine de prestataires sont maintenant labellisés.

DIRECTION GENERALE ADJOINTE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL

Pôle Animation Territoriale et Développement Durable

Service Europe, Transfrontalier, Enseignement Supérieur et Innovation

<table>
<tr>
<td>Principales missions</td>
<td>
1. <u>AFFAIRES EUROPEENNES</u>
• Mobiliser des fonds européens pour les projets départementaux et promouvoir la culture recettes en interne ;
• Assurer une information permanente et régulière en interne et en externe sur les programmes et projets européens ;
• Accompagner les porteurs de projet éligibles à des financements européens ;
• Représenter le Département dans les instances de gestion et de suivi des programmes européens ;
• Gérer, en lien avec le PPDS, la subvention globale FSE insertion.

2. <u>COOPERATION TRANSFRONTALIERE</u>
• Animer les relations avec la Suisse à travers trois institutions de coopération transfrontalière : le Comité Régional Franco-Genevois (CRFG), le Conseil du Léman (CDL) et le Groupement Local de Coopération Transfrontalière (GLCT) Grand Genève ;
• Suivre l'évolution des relations entre la Suisse et l'Union européenne ;
• Participer aux réflexions pour la reconnaissance du fait frontalier et des enjeux de la coopération transfrontalière.

3. <u>ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</u>
• Assurer le suivi du Schéma Local pour l'Enseignement Supérieur et la Recherche du CSMB et du contrat quadriennal passé entre le CSMB et l'USMB ;
• Assurer le suivi et la coordination des projets immobiliers d'enseignement supérieur (CPER, Programme Immobilier Prioritaire, nouvelle résidence étudiante sur le campus, mise en place de locaux dédiés aux formations image au sein des Papeteries Image Factory) ;
• Soutenir des actions liées à la vie étudiante (BIJ et Prêts étudiants).

4. <u>INNOVATION</u>
• Assurer la fin des engagements du Département en matière d'économie (FUI, CPER) ;
• Suivre le partenariat avec la Région (fonds de concours).
</td>
</tr>
<tr>
<td>Effectifs 2018</td>
<td>
<table>
<tr><th>Catégorie</th><th>Effectifs</th></tr>
<tr><td>A</td><td>6</td></tr>
<tr><td>B</td><td>2</td></tr>
<tr><td>C</td><td>1</td></tr>
</table>
</td>
</tr>
<tr><td></td><td></td></tr>
</table>

Budget 2018

Dépenses réalisées :

	Fonctionnement	Investissement	Total
En M€	1 228 993	2 485 590	3 714 583

Répartition par thématique (Montants en €) :

Objet	Fonctionnement	Investissement	Total
Europe et transfrontalier	217 527	0	217 527
Enseignement supérieur	19 111	1 194 090	1 213 201
Innovation	992 355	1 291 500	2 283 855

Principaux faits marquants de l'année 2018

FONDS EUROPEENS 2014-2020

En 2018, 289 projets ont été programmés en Haute-Savoie dont 8 sur le POIA, 239 sur le programme régional FEADER, 22 sur les programmes LEADER, 6 sur le programme Alcotra et 14 sur l'INTERREG France-Suisse.

a. **Projets programmés en 2018 sur les programmes Alcotra et France-Suisse :**
   En 2018, 6 projets ont été programmés en Haute-Savoie dans le cadre des PITER-PITEM sur le programme Alcotra représentant pour les acteurs haut-savoyards un coût total de 2,2 M € et un montant FEDER de 1,8 M €. 3 de ces projets font partie du PITER PARCOURS « Un patrimoine, une identité, des parcours partagés » dont le Département de la Haute-Savoie est coordinateur.
   En 2018, 14 projets impliquant des acteurs haut-savoyards ont été programmés sur le programme INTERREG France-Suisse représentant, pour les partenaires français, un coût prévisionnel de 10 576 404,55 € et un FEDER programmé de 6 614 717,41 €. Le Département a accompagné 11 de ces projets au montage, et en cofinance 5 à hauteur de 222 563,15 €.
b. **Espace Alpin :**
   Le Département de la Haute-Savoie est partenaire du projet Espace Alpin « *Inclusion for all* » mené par la Région Piémont. La manifestation d'intérêt, première étape du dépôt, a été déposée en décembre 2018. La sélection du projet sera connue courant 2019.
c. **FSE** :
   Le Département est gestionnaire de crédits européens du FSE par délégation de l'Etat. 931 777 € de FSE ont ainsi été programmés par le Département en 2018 pour cofinancer 12 chantiers d'insertion et l'action d'Innovales en faveur du développement des clauses d'insertion environnementales dans les marchés publics.

COOPERATION TRANSFRONTALIERE

a. **GLCT GRAND GENEVE :**
   En 2018, le GLCT Grand Genève a poursuivi les projets portés par ce territoire sur les thématiques de la mobilité, de l'environnement et de l'aménagement. En 2018, le CD74 a participé au financement du GLCT Grand Genève à hauteur de 25 757,58 €.
b. **CONSEIL DU LEMAN :**
   En 2018, le budget voté de 364 810 CHF a permis de conduire de nombreux projets dans le cadre de ses commissions. Evénements

	phares 2018 du Conseil du Léman : - Les 31èmes chorales lémaniques : 117 enfants venant des 5 entités composant le Conseil du Léman se sont rassemblés lors d'un séjour en Haute-Savoie dont le but était de favoriser les échanges entre enfants autour du chant. Le concert s'est déroulé à Cluses le 2 juin 2018. - Organisation d'une convention d'affaire : Le Conseil du Léman et l'ULCC ont organisé une convention d'affaire dédiée aux cleantechs le 21 juin 2018 à Annecy (60 participants). **ENSEIGNEMENT SUPERIEUR** **Inauguration aux Papeteries Image Factory des locaux dédiés aux formations image :** Le Département a soutenu à hauteur de 910 000 € le projet du Grand Annecy d'acquérir et de réhabiliter des locaux sur le site des Papeteries Image Factory dans le but de déployer des formations dédiées à la création numérique et à l'image animées par la CCI, l'Université Savoie Mont Blanc, Citia et les Gobelins Ecole de l'image. Ces locaux ont été inaugurés le 12 février 2018 en présence du Département.

DIRECTION GENERALE ADJOINTE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL

Pôle Animation Territoriale et Développement Durable

Service du Développement Durable

Principales missions

Le Service Développement Durable est chargé, au sein du **Pôle Animation Territoriale et Développement Durable,** de proposer et développer les projets au titre du développement durable tant à l'interne (dans le cadre du Plan Climat Energie), qu'à l'externe (accompagnement des territoires). Il a, par ailleurs, la mission d'animer la politique de la qualité de l'air (Plan de Protection de l'Atmosphère de la Vallée de l'Arve, Fonds Air Bois des agglomérations d'Annecy et d'Annemasse…).

Effectifs 2018

Catégorie	Effectifs
A	2
B	2
C	1

Budget 2018

Réalisé :

	Fonctionnement	Investissement	Total
En M€	0,128 054	0,469 829	0,597 883

Répartition par thématiques :

Objet	Fonctionnement	Investissement	Total
Développement Durable	74 898 €	51 321 €	126 219 €
Energie	53 156 €	418 508 €	471 664 €

Commentaires :

Principaux faits marquants de l'année 2018

A l'interne - Plan Climat Energie : les actions menées en 2018

Le Département a approuvé le 11 décembre 2012 son Plan Climat Energie ainsi que le principe de mise en œuvre d'un plan d'actions pour la réduction des GES et de la vulnérabilité aux effets du dérèglement climatique.

Les actions suivantes ont été conduites :

- **Mobilité et déplacement**
  - **Poursuite du plan d'actions du PDA** : le déploiement du Plan de Déplacement d'Administration, construit en 2016, s'est intensifié avec la concrétisation de mesures phares : lancement de l'expérimentation sur le travail distant, étude sur le développement de la visio-conférence, mise en place de l'indemnité kilométrique vélo…).
  - **5ème participation au challenge régional « Au travail, j'y vais autrement »** : le 7 juin, plus de 200 agents ont déclaré être venus au travail autrement que seuls en voiture et ont parcouru 3 600 km. Les modes de déplacement principaux ont été le vélo (30 %), covoiturage (25 %) et les transports en commun (24 %).
  - **7ème participation à la semaine de la mobilité :** du 17 au 21 septembre, plusieurs animations autour du vélo ont été proposées dans 8 sites départementaux. 91 vélos ont été gravés

avec le système antivol Bicycode, 69 vélos ont été réparés. Plusieurs agents ont essayé les voitures électriques et ont participé aux ateliers de remise en selle destinés à apprendre à pédaler en ville en toute sécurité....

- **Déploiement des vélos à assistance électrique (VAE)**
  Afin que les déplacements professionnels s'effectuent en ville autant que possible sans recours à la voiture, 3 nouveaux VAE ont été achetés, dont 1 vélo cargo utilisé par une infirmière pour ses visites à domicile, portant à 30 unités le parc total, ainsi que 3 trottinettes électriques.

- **Formation à l'éco-conduite :** dans l'objectif de réduire la consommation de carburant et l'accidentologie de 10 %, la formation à l'éco-conduite est poursuivie auprès de l'ensemble des élus et agents du Département. En fin d'année 2018, nous avons atteint le **1 000ème agent formé**.

- **Mise à jour du BEGES et révision du PCE en PCAET**
  - Un marché a été attribué à un prestataire pour la quantification des gains de gaz à effet de serre des actions engagées depuis 2012, l'évolution du Plan Climat Energie afin d'intégrer la question de la qualité de l'air et l'actualisation du plan d'actions.

A l'externe, le fait marquant de l'année a été la participation du service à l'organisation de 3 événements majeurs : les Assises Européennes de la Transition Energétique tenues pour la 1ère fois à Genève, la Foire internationale de la Roche-sur-Foron avec un stand d'information sur la rénovation énergétique et l'étape du Tour de France au Plateau des Glières le 17 juillet.

On peut également mentionner les dispositifs suivants :

- **Fonds Air Bois (FAB)** : augmentation du financement du Fonds Air Bois de la vallée de l'Arve (doublement de la prime), lancement des FAB des agglos d'Annemasse (remplacement de 500 appareils) et d'Annecy (3 000 appareils).
- **Fonds Air Industrie** : des Fonds Air Industrie ont fait l'objet de conventions avec l'ensemble des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale de la vallée de l'Arve (Communauté de Communes du Pays Rochois (CCPR), Communauté de Communes Cluses Arve et Montagnes (2CCAM), Communauté de Communes du Pays du Mont-Blanc (CCPMB) et Communauté de Communes de la Vallée de Chamonix Mont-Blanc (CCVCMB), représentant pour le Département un engagement financier d'un million d'euros. Plusieurs établissements prioritaires (Lalliard, Perroton, SGL Carbon,…) ont pu ainsi être subventionnés pour leurs travaux d'amélioration des rejets à l'atmosphère.
- **PLRE (Plateforme Locale de la Rénovation Energétique)** : le Département subventionne la création de plateformes de rénovation énergétique par les EPCI à hauteur de 20 000 €. 4 EPCI ont bénéficié de cet accompagnement : la Communauté de Communes du Genevois (CCG), Annemasse Agglo, CCVCMB et CCPMB.

DIRECTION GENERALE ADJOINTE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL

Pôle Culture et Patrimoine

Principales missions

- Mise en œuvre d'une politique de connaissance, de restauration et de valorisation du **patrimoine culturel** du Département *(collections, musées, archéologie, monuments historiques, mémoire de la Résistance*), au travers de publications, d'études et surtout d'expositions patrimoniales et d'animations sur les sites départementaux (château de Clermont, Chartreuse de Mélan, Plateau des Glières, Morette).
- Développement culturel du territoire sous la forme d'aides financières aux communes et aux associations : monuments historiques, orgues, objets mobiliers ; aides aux équipements culturels structurants ; fonds d'aide aux structures artistiques et culturelles ; fonds d'aide à l'animation et à la jeunesse (crédits dits « cantonalisés ») ; fonds d'aide aux enseignements artistiques.
- Ingénierie culturelle sur tout le territoire haut-savoyard avec notamment la participation à des comités de pilotage ou groupes de travail transversaux (Plateau des Glières, Sixt-Fer-à-Cheval, Musée de Bonneville).
- Suivi des actions menées dans le cadre du Conseil Savoie Mont Blanc (Orchestre des Pays de Savoie, cinémas itinérants, cinémathèque, théâtre, spectacle vivant, Belvédère des Alpes...).
- Actions conduites dans le cadre de la coopération transfrontalière. (Conseil du Léman /CFRG) et de projets européens.

Effectifs 2018 au 01.01.2018

Catégorie	Effectifs
A	15
B	9
C	15

(Observations : Plus 5 apprentis)

Budget 2018

Réalisé :

En M€	Fonctionnement	Investissement	Total
	5 667,634	2 238,153	**7 905,787**

Répartition par thématiques :

Objet	Fonctionnement	Investissement	Total
Collections patrimoniales	159,653	74,646	234,299
Archéologie (Fonct.) et patrimoine bâti (MH + Restauration archéologique)	140,319	715,367	855,686
Projet Collectif de Recherche	70,911		70.911
Politique mémorielle (mémoire)	15,000	14,010	29,010
Sites Culturels + Evènements patrimoine (JEP)	36,637		36,637
Crédits cantonalisés	2 109,810		2 109,810
Action culturelle (dont ODAC)	1 895,231		1 895,231
Enseignements artistiques	827,170		827,170
Cinéma audiovisuel (F) +	12,900	360,000	372,900

	Œuvre d'animation numérique			
	Culture et lien social	57,760		57,760
	Education artistique	165.896		165.896
	Résidences artistiques	61,000		61,000
	Valorisation promotion	115,348		115,348
	Equipements structurants		1 074,130	1 074,130

Principaux faits marquants de l'année 2018

A la découverte des sites départementaux

32 348 visiteurs ont été accueillis sur les sites départementaux. Outre les séances de spectacle vivant, proposées à Clermont et Mélan, le public a pu s'approprier le patrimoine culturel et naturel au travers d'expositions au Château de Clermont : « *Clermont 1416 : l'affaire continue »* modifiée chaque année pour intégrer les nouvelles connaissances apportées par la recherche archéologique en cours ; *« Art sacré et patrimoine bâti du XXème siècle»* de Pascal Lemaître réalisée en collaboration avec le CAUE (Chartreuse de Mélan) ; *« Evariste Jonchère » (*Conservatoire Art et d'Histoire) ; « *Les instruments de musique* » (CRR d'Annecy) ; *« Les peintures Suzanne Lansé »* (Musée-Château d'Annecy) *« Yves Mairot »* (Forum Exposition de Bonlieu).

Les 8 et 9 juin, le Département a proposé à la Chartreuse de Mélan des *« Visites musicalisées »,* avec les médiateurs culturels accompagnées du trio Aster Cantabile (répertoire art sacré).

Aide à la création artistique

Dans le cadre de sa politique de valorisation du patrimoine, d'encouragement à la création et de soutien aux artistes contemporains, le parc de sculptures de la Chartreuse de Mélan à TANINGES a accueilli en dépôt en 2017 et pour une durée de cinq ans une sculpture monumentale de l'artiste Christian LAPIE, *« La Nuit recule »* et une œuvre contemporaine, appartenant à la Fondation Salomon, intitulée "*Love me tender*", de l'artiste Anne FERRER.

Dans le même temps, le Département a soutenu la production audiovisuelle d'animation (4 projets aidés).

L'Education et les enseignements artistiques

Le succès ne se dément pas autour des actions d'éducations artistiques et culturelles. Les Chemins de la Culture ont vu le nombre de dossiers, de structures culturelles et la qualité des projets en augmentation.

- **387 projets aidés**
- **66 collèges publics et privés** sur les 71 collèges que compte le département
- **38 741 collégiens** concernés soit 94,2% des collégiens de Haute-Savoie
- **47 structures culturelles/artistes partenaires** dans le cadre du dispositif (compagnies, artistes, collectivités, MJC, sociétés privées…)
- **3 résidences d'artistes** : collège Raoul Blanchard à Annecy, collège Les Balmettes à Annecy et collège Paul Langevin à Ville-la-Grand.

	Parallèlement, le Département, dans le cadre du Schéma Départemental voté le 12 mai 2014, poursuit son soutien aux établissements d'enseignement artistique. Outre les actions de formation (« Journées Pédagogiques Départementales ») et l'organisation du Brevet d'Etudes Musicales de la fin du second cycle, le Pôle Culture Patrimoine a encadré le versement d'une enveloppe de 707 710 € pour 9 écoles municipales (ou intercommunales) et 18 associatives.

DIRECTION GENERALE ADJOINTE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL

Pôle Culture et Patrimoine ODAC

Principales missions

Le projet départemental confié à l'ODAC par le Département s'articule essentiellement autour de deux missions principales :
1.- **la promotion du spectacle vivant** par la mise en œuvre des spectacles au Château de Clermont ainsi qu'à la Chartreuse de Mélan ;
2.- **l'accessibilité aux publics éloignés de la Culture** par la programmation de spectacles au sein de maisons de retraite du Département.

Effectifs 2018

Catégorie	Effectifs
A	0
B	0
C	0
Intermittents du spectacle et vacataires	18 soit 1 équivalent temps plein

Budget 2018

Réalisé :

En M€	Fonctionnement	Investissement	Total
	236.21	0	**236.21**

Répartition par thématiques principales:

Objet	Fonctionnement	Investissement	Total
Spectacles vivants	221.70	0	221.70
Culture et lien social – Personnes âgées	4.52	0	4.52
Gestion et charges de personnel	9.99	0	9.99
TOTAUX	**236.21**	**0**	**236.21**

Principaux faits marquants de l'année 2018

Saison culturelles Château de Clermont

- 19 représentations de spectacle vivant
- 6 concerts Festival Jazz
- 6 559 spectateurs (hors F. Jazz)
- 7 949 spectateurs (F. Jazz inclus)
- 13 soirées
- 1 soirée annulée
- 5 spectacles jauges complètes

Lancement de **saison de la Chartreuse de Mélan** et vernissage de l'exposition « Patrimoine et Art sacré »

- 1 vernissage en musique
- 3 visites musicalisées
- 160 spectateurs

Dispositif ARPA

2 spectacles programmés par EHPAD
2 compagnies : Les Chrétiens des Apes et Natybull
5 EHPAD ayant accueilli les 2 spectacles **:**

- EHPAD CYCLAMENS, MAGLAND
- EHPAD RESIDENCE LE GRAND CHENE, VIEUGY

	• EHPAD GRANGE, TANINGES • EHPAD RESIDENCE HEUREUSE, ANNECY (CIAS) • EHPAD HOPITAL LOCAL DEPARTEMENTAL, REIGNIER Soit 10 spectacles, qui ont touché environ 500 personnes (résidents, personnel, familles).

DIRECTION GENERALE ADJOINTE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL

Pôle Education Jeunesse et Sport

Principales missions	Les collèges sont une des compétences majeures du Département, pour ce qui relève du patrimoine et du fonctionnement, mais aussi en matière de sectorisation, d'accueil, de restauration et d'entretien général. Préparer l'avenir et contribuer à la réussite scolaire, sociale et personnelle de chaque collégien est une priorité pour le Département qui met à disposition des moyens adaptés et renforcés en matière d'équipements, de fonctionnement aux équipes pédagogiques comme à l'ensemble des personnels départementaux qui interviennent tout au long de la journée dans chaque établissement. Par ailleurs, il assure aussi la mise en œuvre de la politique volontariste voulue par les élus de l'Assemblée Départementale dans les domaines de l'éducation, du sport et du numérique pour accompagner les jeunes et les associations dans le cadre des actions éducatives. De plus, dans un territoire sportif par excellence, le Département constitue naturellement l'un des acteurs-clés, en apportant, à travers de multiples dispositifs, un soutien déterminant pour favoriser les pratiques sportives et le développement d'équipements structurants de qualité. L'année 2018 a permis de conforter l'engagement du département sur sa compétence collège et de s'inscrire pleinement dans la nouvelle gouvernance liée à la réorganisation des services de la collectivité. Le Pôle Education Jeunesse Sport, chef de file de cette politique, s'appuie sur 3 services pour mener cette mission. **Service moyens des établissements publics et privés et ressources humaines** Gestion financière et administrative des collèges publics et privés (fonctionnement). Recrutement et gestion des personnels techniques des collèges publics en lien avec le PRH. Coordination et contrôle de l'application des politiques départementales par les établissements publics : Convention tripartite EN / collège / CD. <u>Sectorisation et prospective démographique effectifs collégiens</u> Prospective générale (démographie générale et scolaire). Carte scolaire des collèges: relations avec la DSDEN, études générales et sectorielles. Gestion et traitement des dossiers de subventions de sécurisation des abords des collèges. **Service Restauration Hygiène et propreté** Mise en place de la politique départementale en matière de restauration scolaire. Tarifications, veille sur la règlementation, formation des personnels, mise en application des actions qualité dans les EPLE. Analyse des conditions matérielles et organisationnelles des services généraux et suppléance temporaire de chefs de cuisine dans les établissements. Contrôle et sécurité alimentaire. **Service Education Sport Jeunesse et numérique** Dynamiser, structurer et valoriser le mouvement sportif départemental : comités sportifs, clubs de haut niveau, manifestations sportives, jeunes athlètes scolarisés, classes

sportives.
Accompagner les collectivités dans le financement d'équipements sportifs d'intérêt départemental, la construction et/ou la réhabilitation des gymnases, des pistes d'athlétisme, murs d'escalade à usage prioritaire des collégiens.
Soutenir les Actions éducatives à destination des collégiens.
Assurer le suivi de l'utilisation des équipements sportifs en lien avec les collectivités propriétaires (aide au financement, gestion et renouvellement des conventions).
Aider à la professionnalisation des jeunes par le biais des bourses pour les BAFA-BAFD, et diplômes d'Etat sportifs.
Soutenir les classes découvertes.
Coordonner l'information, la communication métier (sites PEJS, info-collèges), accompagner les agents des collèges en gérant l'assistance informatique de 1er niveau, réinitialisation des comptes d'accès à la messagerie et à l'intranet, déclaration des incidents informatiques rencontrés sur le poste agent au PISIUN.

Effectifs 2018

Catégorie	Effectifs
A	**4 ETP**
B	**10 ETP**
C	**7,8 ETP + 480 postes d'Adjoints techniques territoriaux des établissements**

Budget 2018

REALISE

En M€	**Fonctionnement**	**Investissement**	**Total**
	17 244 378	2 949 597	20 193 975

Répartition par thématiques :

Objet	Fonctionnement	Investissement	Total
Collèges publics	7 012 703	212 842	7 225 545
Collèges privés et autres	6 095 236	2 417 755	8 512 991
Sport-Jeunesse	4 136 439	319 000	4 455 439

Principaux faits marquants de l'année 2018

1. **Sectorisation** : adaptation de la carte scolaire pour faire face aux constats de la croissance démographique et des ajustements sur certains secteurs, lancement d'un marché étude de capacité d'accueil et de sectorisation.
2. **Ouverture du collège du Chéran à Rumilly en septembre 2018**.
3. **Dépenses de fonctionnement des collèges maîtrisées** : enveloppe budgétaire 2018 à hauteur de 5,8 M€.
4. **Restauration scolaire** : qualité de prestation, sécurité alimentaire et politique renforcée du développement durable : 43 demi-pensions, en production sur site par les équipes de restauration dont 80 cuisiniers professionnels afin de garantir une qualité nutritionnelle des repas dans le respect d'une politique renforcée du développement durable (achat local, bio, circuits courts …). Encouragement et valorisation des actions telles que la semaine du goût, l'opération gastronomique départementale, la fête de la gastronomie …
   Mise en place de contrôles inopinés en hygiène alimentaire dans tous les établissements au cours de l'année. Ce marché de contrôle par un prestataire extérieur a confirmé le respect des règles d'hygiène et de sécurité alimentaire par les équipes et pour les collégiens.

	Poursuite de la lutte contre le gaspillage et la valorisation des déchets (22 collèges compostent sur place, 5 collèges acheminent leurs bio-déchets en unité de méthanisation …). En 2018 : 22 500 repas par jour / tarifs harmonisés entre 3,30 € et 3,98 €. **5. Poursuite de l'accompagnement des agents des collèges** avec une méthodologie restauration / entretien général pour optimiser les services des agents : équité des postes de travail par une organisation du temps de travail et une répartition des tâches. Programmes de formations / habilitations (400 bénéficiaires) notamment à destination des agents bâtiments et fort intérêt pour les formations informatiques. Accompagnement des agents des collèges dans leurs usages informatiques (assistance de 1er niveau). **6. Plan numérique :** dans la continuité de l'année 2017, le Département a poursuivi son déploiement pour 2 classes mobiles de 15 tablettes chacune + 8 tablettes enseignants par établissement. A ce jour, 29 collèges (22 publics et 7 privés) sont concernés. 175 000 € ont été consacrés en 2018 par le PEJS aux 7 collèges privés, en collaboration avec le PISIUN. **7. Aide aux projets éducatifs des collèges publics et privés** : 1.8 M€ consacrés aux actions éducatives : Savoir Secourir en partenariat avec le SDIS et l'UGSEL (pour les établissements privés) à destination de tous les élèves de 4ème. **9 872** élèves formés aux gestes de premiers secours (PSC1). Savoir Nager, Savoir Skier, Activités de pleine nature, santé-citoyenneté-prévention. **8. Salon SMILE** : salon des métiers et de l'entreprises (pour collégiens et lycéens). **9. Co-financement d'équipements sportifs d'intérêt départemental, construction et réhabilitation de gymnase à usage prioritaire des collégiens.** **10. Soutien aux comités sportifs, clubs de haut niveau et jeunes athlètes scolarisés.** **11. Soirée des Lauréats sportifs** : récompense les jeunes sportifs et dirigeants bénévoles pour leurs performances et leur engagement dans plusieurs olympiades. **12. Grand Prix du Département** : Plus de 1 000 skieurs de 10 à 12 licenciés des clubs haut-savoyards disputent une épreuve de slalom géant sur les différents sites d'une station du Département.

DIRECTION GENERALE ADJOINTE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL

Pôle des Archives Départementales

Principales missions

Conseiller les services administratifs et contrôler la bonne gestion des archives papier et électroniques, collecter, classer, conserver, mettre à disposition du public et valoriser les archives publiques et privées permettant de garantir les droits des citoyens et des administrations et d'alimenter l'histoire et la mémoire du département.
Les objectifs généraux du service sont : maintenir un niveau élevé d'interventions auprès des différents services producteurs d'archives sur le territoire du département ; rendre au public un service de qualité.
Les objectifs pour les quatre années 2018-2021 sont détaillés dans le Projet scientifique, culturel et éducatif (PSCE).

Effectifs 2018

Catégorie	Effectifs
A	3
B	12.7
C	11.8

Observations : + 3 agents mis à disposition par l'État auprès du Département (1 A+, 1 A, 1 B).

Budget 2018

Réalisé :

En M€	Fonctionnement	Investissement	Total
	0.131 156	0.215 125	0.346 281

Répartition par thématiques :

Objet	Fonctionnement	Investissement	Total
Collecte-classement	0.007 314	0.042 981	0.050 295
Conservation-préservation	0.044 315	0.072 144	0.116 459
Numérisation	0	0.100 000	0.100 000
Valorisation	0.076 516	0	0.076 516

Commentaires :

Le montant du budget en investissement permet de poursuivre une politique de numérisation et de restauration préalable active. Le financement du projet se système d'archivage électronique (SAE) est porté par le PISIUN.

Principaux faits marquants de l'année 2018	**Enrichissement des fonds** 375 mètres linéaires de documents sont entrés aux Archives départementales. Cet accroissement comprend notamment les archives du service des immatriculations (866 registres pour la période 1934-2012), le premier versement du bailleur social Halpades et des fonds privés très variés : familiaux (dont plusieurs en lien avec les deux guerres mondiales), seigneuriaux (dont le château du Barioz à Argonay), associatifs (Amputés de guerre) et économiques (décolletage, minoterie, fruitière, peinture décorative…). Une collection exceptionnelle de documents originaux des XIVe-XIXe siècles, rassemblée par Jules Vuÿ (1815-1896), a été confiée aux Archives départementales par le couvent de la Visitation d'Annecy. Le classement des trois fonds d'archives déposés en 2018 par la commune de Saint-Jeoire a été mené à bien : archives communales, archives seigneuriales et archives des familles Béné et Ruphy. A noter, plus d'une centaine d'inventaires d'archives contemporaines ont été mis à disposition du public. **Pour les administrations du département** Sur le terrain : une forte présence des archivistes sur le terrain, avec plus de 75 visites de conseil et inspections. Les séances de formation à l'archivage à l'attention du personnel communal ont été poursuivies (5 séances, 43 communes ont participé). Les formations à l'attention des agents et des correspondants archives se poursuivent. Archives électroniques : les Archives départementales participent au comité de coordination de la dématérialisation au sein du Département. Elles sont membres de l'équipe projet sur la dématérialisation de la chaîne comptable et financière et d'autres groupes de travail (courrier, arrêtés) et conseillent différents organismes dans leurs projets de dématérialisation. Elles mènent en collaboration avec le PISIUN un projet d'archivage électronique, inscrit au Schéma directeur des systèmes d'information. Le scénario retenu est celui d'un SAE pour les archives définitives des services du Département et de l'Etat, et pour les archives intermédiaires du Département. Le scénario comporte un volet « solidarité territoriale » visant à proposer l'archivage définitif aux communes et EPCI et en particulier aux communes de moins de 2000 habitants. **Pour tous les publics des Archives** Site Internet En raison de la mise en ligne massive d'images numérisées de l'état civil du XIXe siècle au premier trimestre 2017, la fréquentation du site Internet a augmenté massivement en 2017. Cette hausse s'est poursuivie en 2018 (296 000 visites, soit + 20 000 visites par rapport à 2017 et + 130 000 par rapport à 2016).

	Valorisation ▪ Les deux expositions « Paul Cabaud. Amoureux d'ici » avec le Musée-Château d'Annecy et « Confort à tous les étages, le logement collectif à Annecy et en Haute-Savoie » avec les Archives municipales d'Annecy, avec pour chaque collaboration la réalisation d'une exposition et d'une publication inaugurées en fin d'année 2017 et ont attiré respectivement 23 000 et 1 500 visiteurs. ▪ La publication d'un nouveau vademecum à l'occasion du Centenaire de la fin de la Première Guerre mondiale : *Après la Grande Guerre en Haute-Savoie, sortie de guerre et traces de guerre*, en partenariat avec l'Université Savoie Mont Blanc. ▪ Une journée d'études sur les sceaux en partenariat avec l'EPHE à l'occasion de la mise en ligne de la base de données des sceaux conservés aux Archives départementales de la Haute-Savoie. ▪ L'attribution de trois bourses d'aide à la recherche de 1000 € à des étudiants travaillant sur les fonds conservés aux Archives départementales.

DIRECTION GENERALE ADJOINTE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL

Savoie-Biblio

Principales missions

Savoie-biblio, bibliothèque inter-départementale de prêt de Savoie et Haute-Savoie, propose son appui aux communes et EPCI des Pays de Savoie pour la création et le fonctionnement de bibliothèques, en vue de structurer un réseau de lecture publique de qualité, accessible à l'ensemble de la population.
Son action sur la Haute-Savoie s'appuie plus particulièrement sur deux sites : d'une part, le centre d'Annecy, basé à Epagny Metz-Tessy, dont dépendent 118 communes et les EPCI des arrondissements d'Annecy et Bonneville et d'une partie de l'arrondissement de Saint-Julien-en-Genevois, **et d'autre part le centre du Chablais**, à Yvoire, rayonnant sur 58 communes et EPCI de l'arrondissement de Thonon-les-Bains et une partie de l'arrondissement de Saint-Julien-en-Genevois (cantons d'Annemasse et Gaillard).
L'action de Savoie-biblio se décline selon plusieurs axes :

- enrichir les fonds documentaires des bibliothèques ;
- conseiller les élus et personnels pour la création et le développement de leurs équipements ;
- former les personnels salariés et bénévoles ;
- contribuer au développement de la lecture comme vecteur de lien social en Savoie et Haute-Savoie, avec notamment des actions à destination de la jeunesse et des publics empêchés/éloignés du livre (personnes âgées, handicapées, souffrant d'illettrisme, emprisonnées…) ;
- organiser ou soutenir des manifestations et des animations autour du livre et de la lecture ;
- réaliser et prêter des expositions et supports d'animation aux bibliothèques ;
- gérer les subventions du Conseil Savoie Mont Blanc aux manifestations littéraires, aux actions en faveur du lien social, à l'équipement, au développement des fonds et à l'informatisation des bibliothèques ;
- aider au développement de la culture numérique.

Effectifs 2018

Catégorie	Effectifs
A	7
B	10
C	18

Epagny Metz-Tessy : 28 agents (dont 8 pour les services ressources)
Yvoire : 7 agents.

Budget 2018

Pas de budget propre CD 74 : budget CSMB (pour info : 1 325 800 €, dont 50 % CD74)

Principaux faits marquants de l'année 2018

1) <u>Le complément des fonds documentaires des bibliothèques</u>
Malgré une érosion continue depuis quelques années avec 92 952 prêts en 2018, le service de prêt de documents, sur place ou par navette, reste celui le plus massivement utilisé par les bibliothèques. Les usages évoluent puisque le nombre de réservations de documents en ligne permettant aux bibliothèques de se faire livrer des documents par les navettes mensuelles a légèrement augmenté en 2018 : 29 288 réservations pour le centre d'Annecy et 13 065 pour le centre du Chablais.

2) L'accompagnement du territoire

101 visites-conseil ont été organisées auprès de 78 communes et EPCI, afin de les accompagner dans leurs projets de lecture publique.

Le total des aides aux communes haut-savoyardes pour l'aménagement, l'informatisation et l'acquisition de fonds, attribuées par le Conseil Savoie Mont Blanc en 2018, s'est élevé à 105 157 euros. Les aides ont concerné 23 communes ou EPCI.

Six bibliothèques ayant bénéficié du soutien de Savoie-biblio ont été inaugurées :
Cuvat, Chens/Léman, La Roche sur Foron , Megève, Praz sur Arly, Sallanches.

3) La formation des bénévoles et des salariés…

Savoie-biblio a organisé 94 journées de formation, traité 854 inscriptions des bibliothécaires salariés ou bénévoles (dont 454 de Haute-Savoie), provenant de 165 collectivités des Pays de Savoie.

Nombre de stagiaires différents = 528, dont 209 inscrits pour la première fois à une formation à Savoie-biblio.

Dans le cadre du projet de développement et la valorisation des collections adaptées, le service formation a organisé une journée d'étude destinée à l'ensemble des bibliothèques et aux professionnels du médico-social, qui a réuni 80 personnes le 29 novembre 2018 à Héry-sur-Alby.

4) … confirmant la lecture comme vecteur de lien social et de dynamisme culturel

Mise en place de l'opération des Bibliothèques DAISYrables : 20 bibliothèques (dont 12 en Haute-Savoie) permettent aux personnes empêchées de lire en raison d'un handicap ou d'un trouble dys, d'accéder au fichier numérique de livres audio en format Daisy. Elles téléchargent les fichiers pour les bénéficiaires à partir de la plateforme de l'association Valentin Haüy. Les équipes de ces bibliothèques ont bénéficié d'une formation de deux jours, et le lancement de cette opération a eu lieu le 5 juin 2018.

5) L'organisation et le soutien de manifestations et d'animations autour du livre

- Le **Prix alTerre ado**, prix littéraire destiné aux collégiens organisé par Savoie-biblio, a réuni 550 collégiens de Haute-Savoie et de Savoie lors de son forum en avril 2018. 67 bibliothèques et 49 collèges des deux départements y ont participé.
- **Bib'en scènes propose des spectacles diversifiés en bibliothèque (musique, cirque, danse, chant, etc.)** : 53 spectacles ont accueilli 3 450 spectateurs.
- Le « **Mois du film documentaire** » : les 87 projections programmées en Pays de Savoie durant le mois de novembre 2018, dont 40 en présence des réalisateurs, ont réuni environ 2 500 spectateurs.

Plusieurs manifestations ont été accompagnées dont « Lettres Frontière », Festival du livre jeunesse à Annemasse, « Au bonheur des mômes » au Grand-Bornand avec le prix littéraire « La vache qui lit ».

Dans le cadre de ces manifestations, des lots de livres sont donnés aux bibliothèques participantes et de nombreuses rencontres d'auteurs sont programmées.

Le service expositions a poursuivi l'enrichissement de son catalogue, en adéquation avec les besoins des territoires. Ce service est très fortement sollicité par les bibliothèques avec plus de 700 prêts dans l'année, tous supports confondus, concernant 136 communes des Pays de Savoie.

Le service Communication a géré la réalisation des supports de communication des actions de Savoie-biblio : e-médi@s, alTerre ado, Bib'en scènes, etc. Il participe également à la mise à jour du portail Internet de Savoie-biblio, et contribue à l'alimentation de l'Intranet départemental.

	6) <u>L'aide au développement de la culture numérique</u> En 2018, 101 bibliothèques, dont 55 en Haute-Savoie ont bénéficié de l'offre de ressources numériques proposée par Savoie-biblio. Ce service dénommé e-medi@s permet à plus de 6 800 usagers des bibliothèques des Pays de Savoie d'accéder à une offre de presse en ligne, d'auto-formation et de vidéo à la demande. Avec 548 705 visualisations d'articles, 9 320 heures de consultation de cours en ligne et 4 484 heures de visionnage de films, l'attrait de ce service se confirme année après année.

DGS

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

- PRH – PÔLE RESSOURCES HUMAINES
- PISIUN – PÔLE INNOVATION SYSTEMES D'INFORMATION ET USAGES NUMERIQUES
- PAJ – PÔLE AFFAIRES JURIDIQUES
- PFCG – PÔLE FINANCES ET CONSEIL EN GESTION
- ASSEMBLEE – SERVICE DE L'ASSEMBLEE
- DCI – DIRECTION DE LA COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

Pôle Ressources Humaines

Principales missions

- Piloter l'évolution de la masse salariale et des effectifs en fonction des ratios fixé par le Président
- Recruter des agents performants pour permettre au Département de remplir ses nombreuses missions
- Assurer une gestion dynamique de la carrière des agents
- Etre garant de l'exactitude des rémunérations et indemnités versées
- Garantir la santé et la sécurité des agents
- Permettre l'accès à des formations de qualité pour garantir un haut niveau de service aux usagers

Effectifs 2018

Catégorie	Effectifs
A	12
B	33
C	18

Observations : effectifs complétés par 3 apprentis et 1 contrat d'accompagnement dans l'emploi.

Budget 2018

Réalisé :

En M€	Fonctionnement	Investissement	Total
	123 655 684		

Répartition par thématiques :

Objet	Fonctionnement	Investissement	Total
Rémunérations	121 121 600		
Charges DRH	653 544		
Formation	805 365		
Médecine/Prévention/ action sociale	913 059		
Recrutement	162 116		

Principaux faits Marquants 2018

- Mise en place d'une gestion plus fine des effectifs et de la masse salariale dans le prolongement de la contractualisation avec l'Etat,
- Mise en œuvre de nouvelles règles en matière de gestion des temps pour une meilleure équité entre les agents,
- Mise en place de l'indemnité kilométrique vélo dans le cadre du PDA,
- Réorganisation en cours de la DGA ASS,
- Création d'une équipe mobile d'agents de maintenance,
- Mise en place du prélèvement à la source,
- Elections professionnelles : renouvellement total des représentants du personnel au Comité Technique, au CHSCT et aux Commissions administrative Paritaires,
- Réunion de bassin après des gestionnaires, des principaux et des agents,
- Refonte de l'évaluation pour notamment permettre un meilleur accompagnement des parcours professionnels
- Expérimentation du travail sur site distant,
- Dématérialisation des frais de déplacement et des pièces justificatifs de paie.

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

Pôle Ressources Humaines

Service Carrière et Rémunération (SCR)

<table>
<tr><td>Principales missions</td><td>1/ Gérer la carrière des agents et les conseiller sur les domaines associés (Unité Carrière)
2/ Gérer la rémunération des agents ainsi que les indemnités des élus, et les conseiller sur les domaines associés (Unité Rémunération)</td></tr>
<tr><td>Effectifs 2018</td><td>
<table>
<tr><th>Catégorie</th><th>Effectifs</th></tr>
<tr><td>A</td><td>1 (6%)</td></tr>
<tr><td>B</td><td>12 (67%)</td></tr>
<tr><td>C</td><td>5 (28%)</td></tr>
</table>
Observations :
Total : 18 agents / 17 ETP
Répartition : hommes 11% / femmes 89%
Taux d’encadrement : 17% (1 encadrant pour 6 agents en moyenne)
Aucun nouveau poste créé sur 2018
</td></tr>
<tr><td>Budget 2018</td><td>Réalisé :
<table>
<tr><th>En M€</th><th>Fonctionnement</th><th>Investissement</th><th>Total</th></tr>
<tr><td></td><td>114 562 061</td><td></td><td>114 562 061</td></tr>
</table>
Répartition par thématiques :
<table>
<tr><th>Objet</th><th>Fonctionnement</th><th>Investissement</th><th>Total</th></tr>
<tr><td>Frais d’acte/ contentieux</td><td>7892</td><td></td><td>7892</td></tr>
<tr><td>Charges de personnel</td><td>114 554 169</td><td></td><td>114 554 169</td></tr>
</table>
Commentaires :
</td></tr>
</table>

Principa**ux faits marquants de l'année 2018**	**Service** **1/** Création du SCR au 01/01/2018 avec le regroupement des anciens : - Unité Rémunération, Comptabilité, Factures et Frais de Déplacement devenue Unité Rémunération (UR) - Service Carrières–Retraite–CAP… devenu Unité Carrière (UC) **2/** Intégration de la gestion des contractuels à l'UC (+ de 300 dossiers / an) auparavant assurée par différents services RH **3/** Pilotage et implémentation de deux projets majeurs : - Dématérialisation des pièces justificatives de paie (UC + UR) - Dématérialisation des pièces des frais de déplacement (UR) - Objectif de mise en œuvre (respecté) : 01/01/2019 **4/** Participation à l'étude du Cabinet VOIRIN sur « l'analyse du processus du recrutement à la paie » (nombreux groupes de travail, accompagnement au changement sur les mesures décidées etc…) **Unité Carrière** **1/** Pilotage de la campagne de promotion / avancement de grade **2/** Gestion des dossiers disciplinaires (1 révocation sur 2018) **3/** Gestion des dossiers de retraite et de médailles du travail **Unité Rémunération** **1/** Pilotage de la mise en place du PAS (Prélèvement A la Source) **2/** Gestion des paramétrages de paie et des frais de déplacement dans le SI RH (ASTRE) **3/** Gestion des frais de déplacement (nouvelles procédures mises en place avec la dématérialisation et les collèges)

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

Pôle Ressources Humaines

Service Santé, Social et Prévention

Principales missions

- Prévention des risques professionnels
- Suivi de santé au travail des agents
- Accompagnement social du personnel
- Gestion du contingent de logements sociaux du Département

Effectifs 2018

Catégorie	Effectifs
A	4
B	4
C	2

Budget 2018

Réalisé :

En M€	Fonctionnement	Investissement	Total
213 807€	213 807€		213 807€

Répartition par thématiques :

Objet	**Fonctionnement**	**Investissement**	**Total**
Psychologues, expertises médicales, médiations	67 291€		67 291€
Matériels ergonomiques	69 796€		69 796€
Etudes ergonomiques	22 095€		22 095€
Secours d'urgence PRH	12 831€		12 831€
Cohésion d'équipes	41 794€		41 794€

Commentaires :

Principaux faits marquants de l'année 2018

- Lancement du projet Schéma directeur Performance et Bien-être
- Lancement du projet Travail sur sites distants en vue d'une expérimentation à partir de mars 2019

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

Pôle Ressources Humaines

Service Emploi et Compétences

<table>
<tr><td>Principales missions</td><td>Le service Emploi et Compétences a été créé le 1er janvier 2018. Il est issu de la fusion de trois entités : le recrutement, la formation et le maintien dans l'emploi. Il a vocation à accompagner l'agent tout au long de son parcours professionnel, dans une démarche continue de GPPEEC. Pour ce faire, le service Emploi et Compétences prend en charge :
- l'ensemble des recrutement et des mobilités
- le suivi des effectifs
- la conception et la mise en œuvre d'une offre de formation qui correspond aux besoins pôles opérationnels et orientations souhaitées par l'institution
- la communication sur les nouveaux dispositifs de formation et les évolutions règlementaires en la matière
- l'accompagnement des agents en situation de Handicap ainsi que des agents avec une problématique santé pour leur permettre d'être maintenu dans l'emploi</td></tr>
<tr><td>Effectifs 2018</td><td>
<table>
<tr><th>Catégorie</th><th>Effectifs</th></tr>
<tr><td>A</td><td>3</td></tr>
<tr><td>B</td><td>7</td></tr>
<tr><td>C</td><td>4</td></tr>
</table>

<u>Observations</u> : Hormis les postes budgétaires, le service a accueilli en 2018, 2 emplois tremplins, 1 renfort administratif dans le cadre de la campagne de recrutement, et une apprentie (depuis septembre 2018).
</td></tr>
</table>

Budget 2018

Réalisé :

En M€	Fonctionnement	Investissement	Total

Répartition par thématiques :

Objet	Fonctionnement	Investissement	Total
Formation CD	650 445,13 €	0,00 €	650 445,13 €
Cotisation CNFPT	575 789,00 €	0,00 €	575 789,00 €
Dépenses au titre du Handicap et du maintien dans l'emploi*	43 263,80 €		43 263,80 €
Annonces d'emplois et insertions			84 000,00 €

Commentaires :

*****_appareillages auditifs, aménagements de poste, formation, bilans de compétences, taxis, etc …_

Principaux faits marquants de l'année 2018

La nouvelle configuration du service mise en place au 1er janvier 2018, s'est traduite par une nouvelle organisation, de nouveaux process, et l'accompagnement au changement des agents (formation, évolution des compétences). Au-delà de ces nombreux ajustements, les principaux faits marquants ont été les suivants :

Action 1 : Campagne recrutement du département Engageons-nous

Contexte : face aux difficultés de recrutement rencontrées par le Département, volonté de communiquer largement auprès du grand public sur les métiers de l'institution
Objectif : mettre en évidence les recrutements du Département en affichant à grande échelle les postes vacants et les métiers du département
Résultat : la constitution d'un vivier de candidatures
Chiffre clé : 160 candidatures reçues

Parallèlement 355 recrutements sur postes permanents ont été pris en charge par l'unité recrutement et mobilité.

	Action 2 : Elaboration d'indicateurs à destination des directions opérationnelles (nombre de postes vacants, taux d'absentéisme…) Contexte : nécessité de donner aux directions opérationnelles des éléments de suivi de leurs effectifs Objectif : faciliter le pilotage de leurs unités aux managers en leur apportant des éléments d'aide à la décision Résultat : envoi des indicateurs sur la fin de l'année 2018 Chiffre clé : une quinzaine d'indicateurs créés **Action 3** : **Optimisation du processus comptable pour l'unité formation** Contexte : suite à la mise en place de l'unité administration, nouvelle entité en charge de la gestion comptable et budgétaire des lignes formation Objectif : mutualisation de l'activité comptable et budgétaire au niveau du PRH Résultat : transfert de compétences d'une unité à l'autre Chiffres clés : 490 factures validées **Action 4** : **Mise en œuvre du Comte Personnel de Formation (VAE, Bilans de compétences, Préparations concours, etc…)** Contexte : mise en place de 2 commissions dédiées Objectif : analyse et priorisation des demandes en fonction du budget alloué Résultat : 35 dossiers acceptés Chiffre clé : Budget de 22 571 € Parallèlement, 1 911 agents ont été formés en 2018, représentant 19 501 jours de formation. **Action 5** : **Mise en place d'un réseau des chargés de mission Handicap et Maintien dans l'Emploi sur la Haute-Savoie.** Contexte : problématiques croissantes en matière de handicap et maintien dans l'emploi Objectif : échanges de pratiques et réflexions collectives sur des solutions envisageables **Action 6** : **Projet de refonte de la politique de reconversion professionnelle pour raisons de santé** Contexte : de plus en plus de difficultés pour trouver des solutions pérennes d'emploi pour les agents déclarés inaptes à leurs fonctions Objectif : faciliter la prise en charge des agents en leur proposant des perspectives claires et en leur construisant un parcours de formation le plus adapté possible Résultat : amorce du projet pour un déploiement en 2019

	Parallèlement, 30 agents ont été accompagnés au titre du Maintien dans l'emploi en 2018. La collectivité compte 130 agents titulaires d'une Reconnaissance en Qualité de Travailleur Handicapé (24 nouvelles RQTH au cours de l'année 2018), 18 agents titulaires d'une Allocation temporaire d'invalidité. A titre informatif, Au 1er janvier 2017, le taux d'emploi légal (Bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi + recours à sous-traitance auprès d'entreprises adaptées) était de 7.34% (obligation légale fixée à 6% de la masse salariale). Le taux d'emploi direct était de 7.10% ce qui représentait 193 agents rémunérés au 01/01/2017. Le taux 2018 ne pourra être calculé qu'en mai 2018.

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

Pôle Ressources Humaines

Service Relations Sociales et Communication Interne

<table>
<tr><td>Principales missions</td><td>Professionnaliser le dialogue social et améliorer la communication interne :

- Développer une politique de communication interne efficace et proactive, à travers différents outils (journal interne, intranet, réunions d'informations, accueils collectifs, …) afin de garantir aux agents la meilleure information possible sur les objectifs et les réalisations de la collectivité. Développer de nouveaux outils et process en conformité avec la stratégie de la collectivité (espace management, professionnalisation de la fonction RH)

- Organiser la tenue des instances paritaires (CT CAP CHSCT) en vérifiant et formalisant les propositions dans le respect de la légalité et en conformité avec la stratégie de la collectivité

- Etre le référent en matière de droit syndical</td></tr>
<tr><td>Effectifs 2018</td><td><table><tr><th>Catégorie</th><th>Effectifs</th></tr><tr><td>A</td><td>1</td></tr><tr><td>B</td><td>2</td></tr><tr><td>C</td><td>1</td></tr></table>
Observations : Départ en mutation de la chargée de communication interne (B) en février 2018 non remplacée jusqu'à mi juin 2018.
Recrutement de la chargé de relation sociales en avril 2018.
Effectif au complet fin juin 2018.</td></tr>
<tr><td>Budget 2018</td><td>Réalisé :

<table><tr><th>Budget initial</th><th>Fonctionnement</th><th>Investissement</th><th>Total réalisé</th></tr><tr><td>50 000 €</td><td>39 610 €</td><td>0 €</td><td>39 610 €</td></tr></table></td></tr>
</table>

Répartition par thématiques :

Objet	Fonctionnement	Investissement	Total
Goodies	16 092 €		**16 092 €**
Séminaires	12 000 €		**12 000 €**
Accueil nouveaux arrivants	4 383 €		**4 383 €**
Actions autres DGA	3 287 €		**3 287 €**
Evénements sportifs	1 564 €		**1 564 €**
Réceptions	1 384 €		**1 384 €**
Droits d'image	600 €		**600 €**
Concours photo BIP	300 €		**300 €**

Commentaires :
Le budget 2018 n'a pas été totalement consommé en raison de la forte réduction des événements sportifs.

Principaux faits marquants de l'année 2018

- **Création du service**
  Le SRSCI est un nouveau service créé au 1er janvier 2018, suite à la réorganisation du PRH.

- **Elections professionnelles (6 décembre)**
  Mise en place d'un vote multicanal.
  Appel d'offre à prestataire et élaboration du CCTP.
  Ce vote multicanal a permis :
  - à chaque électeur de choisir la modalité de vote qu'il préfèrait
  - aux votes de s'exercer sur 7 jours au lieu d'une seule journée
  - une meilleure participation des électeur (+ 3% par rapport à 2014).

- **Espace intranet dédié au management**
  Création et mise en ligne d'un onglet management dans intr@74, dans le cadre du schéma directeur « Performance et Bien-être », qui prévoit de définir et d'impulser une culture managériale au sein du Département. Destiné aux agents ayant des fonctions d'encadrement, cet onglet a été pensé comme une véritable boîte à outils. Cette nouvelle rubrique, organisée par thématiques, les supports, procédures ou informations nécessaires aux fonctions de manager. Cet espace sera également enrichi par des actualités spécifiquement liées au management, qui auront vocation à recenser les dernières nouveautés en matière de ressources humaines (changements législatifs ou réglementaires, projets RH internes à la collectivité…).

	- **Intranet version 2** Poursuite du travail sur le passage à une V2 d'intranet, afin de permettre un nouvel hébergement du site intr@74(Joomla est obsolescent) : • diagnostic de l'existant par le lancement d'une enquête et exploitation des résultats, • fiche go / no go permettant l'inscription au Schéma Directeur Numérique du PISIUN 2019), - **Réseau de contributeurs intranet** Création et formation d'un réseau de contributeurs intranet au sein du PRH permettant de consolider la communication RH, - **Optimisation process Instances** Mise en place de procédures et formalisation des propositions soumises aux instances (création d'un référentiel des sujets à porter devant la CAP, process recours CREP).

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

Pôle Ressources Humaines

Service Ressources et Prospective

<table>
<tr><td>Principales missions</td><td>- Favoriser l'efficience organisationnelle du PRH
- Piloter des projets stratégiques RH
- Offrir des prestations d'AMO sur des projets structurants du PRH
- Développer, adapter, optimiser le SIRH
- Piloter la gestion des temps de présence et d'absences des agents du département
- Mener des études d'organisation du travail / volet RH</td></tr>
<tr><td>Effectifs 2018</td><td>
<table>
<tr><th>Catégorie</th><th>Effectifs</th></tr>
<tr><td>A</td><td>2</td></tr>
<tr><td>B</td><td>4</td></tr>
<tr><td>C</td><td>2</td></tr>
</table>
Observations : Création de l'unité informatique du PRH avec l'arrivée d'une nouvelle Chef Projet Utilisateur ainsi que d'un référent SIRH.
</td></tr>
<tr><td>Budget 2018</td><td>Réalisé :
<table>
<tr><th>En €</th><th>Fonctionnement</th><th>Investissement</th><th>Total</th></tr>
<tr><td></td><td>96231</td><td></td><td>96231</td></tr>
</table>
Répartition par thématiques :
<table>
<tr><th>Objet</th><th>Fonctionnement</th><th>Investissement</th><th>Total</th></tr>
<tr><td>Etudes organisationnelles</td><td>46 747 €
35 077 €</td><td></td><td></td></tr>
<tr><td>Prestations informatiques (campagne d'évaluation, modèles arrêtés…)</td><td>8 500 €
5 907 €</td><td></td><td></td></tr>
<tr><td></td><td></td><td></td><td>96231€</td></tr>
</table>
Commentaires :
Le budget 2018 a été consacré à la réalisation d'études organisationnelles et de prestations informatiques.
</td></tr>
</table>

Principaux faits marquants de l'année 2018	- Refonte du règlement de Gestion des Temps des agents : évolutions validées au CT du 21/06 ; nouveau règlement des temps diffusé début 2019. - Mise en place du pilotage de la masse salariale avec l'implémentation d'un nouveau logiciel, définition d'un process de mise à jour des données, réalisation d'études. - Forte contribution à la mise en place des projets de dématérialisation (pièces jointes de la paie, frais de déplacements, prélèvement à la source). - Co-pilotage du projet de création d'un onglet dédié au management sur l'intranet (avec le service relations sociales communication interne). - Mise en place d'une revue (et d'outils de gestion) de projets au sein du PRH.

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

Pôle Ressources Humaines

Unité Administration

<table>
<tr><td>Principales missions</td><td>- Assurer la gestion des marchés publics (rédaction des pièces et suivi administratif)
- Assurer le suivi de l'exécution budgétaire du Pôle Ressources Humaines
- Assurer l'accueil et le suivi administratif des dossiers du Pôle Ressources Humaines : secrétariat de direction, mise en forme des délibérations du pôle…</td></tr>
<tr><td>Effectifs 2018</td><td><table><tr><th>Catégorie</th><th>Effectifs</th></tr><tr><td>A</td><td>1</td></tr><tr><td>B</td><td>1</td></tr><tr><td>C</td><td>2</td></tr></table>
Observations : l'effectif prévu normalement doit être de 3 catégories C. Service en sous-effectif avec une augmentation de la charge de travail</td></tr>
<tr><td>Budget 2018</td><td>Service support, pas de budget propre à l'Unité Administration</td></tr>
<tr><td>Principaux faits marquants de l'année 2018</td><td>- Création du service
L'Unité Administration est un nouveau service créé au 1er janvier 2018 suite à la réorganisation du PRH

- Dématérialisation des factures

- Gestion du i parapheur

- Dématérialisation des marchés publics

- Gestion des titres restaurant (5M d'euros/an)

- Optimisation des processus achat et marchés publics

- Mise en place des procédures administratives</td></tr>
</table>

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

Pôle Innovation, Systèmes d'Information et Usages Numériques

<table>
<tr><td>Principales missions</td><td>Le Pôle Innovation Système d'Information et Usages Numériques (PISIUN).

Les missions principales du PISIUN vont de la prise en compte des besoins exprimés jusqu'à la mise en place et/ou l'évolution des infrastructures, des matériels informatiques et des systèmes applicatifs nécessaires au fonctionnement attendu par les services et les usagers, ainsi que leur support au quotidien.

2018 a été marqué par :

• le projet national du déploiement d'un nouveau référentiel du système d'information des MDPH (Maisons Départementales des Personnes Handicapées) souhaité par la CNSA (Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie) et pour lequel la MDPH 74 était pilote. Le PISIUN a accompagné la MDPH 74 dans l'évolution logicielle nécessaire du module MDPH de l'application SOLIS utilisée par l'ensemble des services de la DGA-ASS (Action Sociale et Solidarité). Ce travail va aboutir au déploiement et la mise en production de ce nouveau module logiciel courant Mars 2019. Le réalisé en investissement sur 2018 a été de 198 k€ sur ce projet.
• L'élaboration du Schéma Directeur du Numérique du Conseil Départemental.</td></tr>
<tr><td>Effectifs 2017</td><td><table><tr><th>Catégorie</th><th>Effectifs globaux</th></tr><tr><td>A</td><td>20</td></tr><tr><td>B</td><td>23</td></tr><tr><td>C</td><td>8</td></tr><tr><td>Apprenti</td><td>10</td></tr></table></td></tr>
<tr><td>Budget 2017</td><td>Le PISIUN traite annuellement et en moyenne une centaine de projets de toute envergure et réalise le support d'environ 230 logiciels sur ses infrastructures.

Le réalisé 2018 pour permettre ses activités a été distribué de la manière suivante :

• En investissement, un total de 3,461 M€ :
○ 1,680 M€ (CD 74)
○ 1,781 M€ (collège)
• En fonctionnement, un total de 2,419 M€ :
○ 1,457 M€ (CD 74)
○ 0,002 M€ (Collège)
○ 0,960 M€ pour abonnement réseau Telecom (CD74 et Collège) et téléphonie (fixe et mobile)</td></tr>
</table>

Principaux faits marquants de l'année 2018	**Action 1 :** Déploiement du logiciel ATYL pour la gestion des activités de la protection maternelle et infantile (P.M.I) pour permettre la prévention individuelle et collective de la période prénatale à l'enfant de 6 ans ainsi que le suivi des enfants de l'aide sociale à l'enfance. • **Contexte :** Déployer un environnement numérique pour la gestion des données collectées dans le cadre des missions de la PMI • **Objectif :** collecte sécurisée des données en cours de visite par les agents permettant l'homogénéisation et la simplification des pratiques, le partage de l'information au sein de la PMI et des échanges électroniques avec les organismes partenaires • **Résultat :** Mise en production de l'environnement logiciel ATYL fin décembre 2018 pour permettre le déploiement de la solution auprès de l'ensemble des agents de la PMI. Déploiement de nouveaux PCs ultra-portables auprès des agents se déplaçant pour faciliter les déplacements. • **Chiffre clé :** Réalisé sur 2018 en investissement de 70 k€ permettant la mise en œuvre de ce nouvel environnement auprès des 169 agents de la PMI **Action 2 :** Etude pour la mise en œuvre d'un système d'archivage électronique (SAE) • **Contexte :** Disposer d'un outil permettant l'archivage intermédiaire et définitif des données et documents électroniques du Conseil Départemental et l'archivage définitif des données et documents électroniques de l'Etat et des collectivités de moins de 2000 habitants. • **Objectif :** Permettre d'assurer l'intégrité et la pérennité de l'information à valeur probante et / ou historique, éliminable à terme ou à conservation définitive, et sécuriser ainsi les avancées de la dématérialisation et de la signature électronique. • **Résultat :** Ce projet est structuré en plusieurs phases. En 2018, le projet a consisté en l'étude des besoins et des processus métiers via une assistance à maîtrise d'ouvrage et établir un marché afin de retenir une solution de SAE à déployer sur 2019. • **Chiffre clé :** Réalisé sur 2018 en fonctionnement de 12 k€ pour l'assistance à maitrise d'ouvrage permettant d'établir le choix de la solution de SAE. **Action 3 :** Déploiement des infrastructures et des matériels informatiques pédagogiques du nouveau collège Le Chéran de RUMILLY • **Contexte :** Ouverture du nouveau Collège de RUMILLY à la rentrée scolaire 2018-2019, • **Objectif :** Mettre à disposition l'environnement informatique nécessaire pour les personnels administratifs du collège et pour permettre l'usage du numérique pour la pédagogie • **Résultat :** Ouverture du Collège début septembre 2018 • **Chiffre clé :** Réalisé 2018 en investissement en matériel de

	204 k€ (8 équipements réseau, 12 bornes wifi, 140 postes pédagogiques et un serveur pédagogique, 9 imprimantes, 31 vidéo-projecteurs interactifs, …)
	
	Action 4 : Déploiement du Plan Numérique dans 19 collèges publics du département comprenant le déploiement des infrastructures nécessaires à la mise en œuvre de réseaux Wifi et de tablettes numériques pour enseignants et collégiens.
	
	• **Contexte :** Le ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche a lancé en 2016 un plan national qui vise à équiper les établissements de matériels mobiles et notamment de tablettes numériques. pour développer les enseignements et les usages du numérique dans les collèges et les écoles. Le Département de la Haute-Savoie a souhaité s'inscrire dans cette démarche en finançant avec l'Etat le déploiement de ces tablettes et les infrastructure associées.
	• **Objectif :** Déployer les infrastructures nécessaires et mettre à disposition des enseignants et des élèves des tablettes numériques au sein de 19 collèges, en y associant leur raccordement en Très Haut-Débit (THD) via la fibre-optique des RIP (Réseau d'Intérêt Public) présents sur le département.
	• **Résultat :** Déploiement des infrastructures réseaux et wifi dans les 19 collèges et fourniture de 38 tablettes par collège (30 pour les élèves et 8 pour les enseignants).
	• **Chiffre clé :** Réalisé en investissement de 817 k€ pour l'achat des équipements de réseau et des bornes wifi, le câblage pour raccordement des bornes wifi et l'achat des tablettes des 19 collèges.
	
	De nombreux projets ont été entrepris sur l'année 2018 au sein du PISIUN en collaboration ou pas avec les services métiers.
	
	Parmi les projets les plus structurants,
	
	• des projets d'évolution des infrastructure des systèmes d'information (SI) réalisés :
	  • Evolution de l'environnement de messagerie électronique : Exchange 2016
	  • Migration des F:\ sur nouvelle infrastructure ISILON
	  • Remplacement des environnements de sauvegarde : RUBRIK et DataDomain
	  • Déploiement d'un nouveau parefeu Internet : Palo-Alto
	  • Déploiement d'une solution de supervision des SI : EyesOfNetwork
	  • Déploiement de la Wifi dans les PMS et CERD
	  • Déploiement du Centre Logiciel
	  • Développement d'un nouvel outil de gestion des tickets pour mise en œuvre début 2019 : e-ticket
	• Des projets spécifiques et/ou transverses aux services métiers :
	  • Projet de déploiement d'un connecteur SOLIS pour flux RSA avec la CAF
	  • Projet d'évolution de l'interface Web agent de SOLIS

	• Projet de déploiement du portail d'accès WebAccueillant pour les assistantes familiales • Projet de déploiement du projet LogAu pour la réservation des véhicules et génération d'un carnet de bord électronique, et suivi éco-conduite • Expérimentation d'un portail de téléservices pour la gestion des inscriptions liées à la culture et la dématérialisation des formulaires liés à l'action éducative • Déploiement du i-parapheur dans le cadre du PESv2 • Dématérialisation des pièces justificatives RH au format PESv2 • Déploiement de l'outil de pilotage de la masse salariale • Expérimentation d'usage d'objets connectés pour la gestion des barrières et panneaux indicateurs sur les routes, la détection de niveau dans des bassins industriels, la supervision des niveaux de froid et de résilience électrique dans des salles critiques, de gestion et supervision de bornes de recharge électrique. Pour les collèges, le renouvellement annuel des postes informatiques pédagogiques de 16% des 6500 PCs que comptent les 49 collèges du département.

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

Pôle Innovation, Systèmes d'Information et Usages Numériques

Chargé de projet PMO

<table>
<tr><td>Principales missions</td><td>La mise en place d'un PMO ou d'une cellule PMO permet de répondre aux besoins d'une organisation pour :

• S'assurer que les projets lancés soient pertinents,
• Être capable de prioriser les projets entre eux,
• Sécuriser et maîtriser les projets à enjeux majeurs,
• Disposer d'un état d'avancement des projets conformes à la réalité,
• S'assurer que l'impact des projets sur le fonctionnement quotidien de l'organisation soit sous contrôle</td></tr>
<tr><td>Effectifs 2018</td><td><table><tr><td>Catégorie</td><td>Effectifs</td></tr><tr><td>A</td><td>1</td></tr><tr><td>B</td><td></td></tr></table></td></tr>
<tr><td>Budget 2018</td><td>NC</td></tr>
<tr><td>Principaux faits marquants de l'année 2018</td><td>- Mise en œuvre de la comitologie projet établi dans le cadre du Schéma Directeur du Numérique
- Définition des phases et jalons d'un projet au sein de l'outil de gestion de projet du PISIUN
- Initialisation et suivi des projets
- Interfaçage de l'outil de gestion de projet avec l'outil de gestion financière du PFCG pour le suivi des dépenses de chaque projet identifié
- Suivi des capacités à faire des projets
- Déploiement des tableaux de bord de suivi des projets</td></tr>
</table>

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

Pôle Innovation, Systèmes d'Information et Usages Numériques

Unité Sécurité des Systèmes d'Information

<table>
<tr><td>Principales missions</td><td>La création de l'Unité Sécurité des Systèmes d'Information en 2017 a signé l'intérêt du Département pour la Sécurité de son SI. Les principales missions sont :

• Effectuer l'état des lieux de la sécurité du SI.
• Proposer une Politique de Sécurité des Systèmes d'Information.
• Assister, conseiller et alerter sa hiérarchie sur la Sécurité du SI.
• Informer et former les utilisateurs sur la Sécurité du SI.
• Assurer la veille technologique et règlementaire sur son domaine.
• Proposer les évolutions jugées nécessaires pour garantir la sécurité du SI, tant au niveau technique qu'organisationnel.</td></tr>
<tr><td>Effectifs 2018</td><td><table><tr><td>Catégorie</td><td>Effectifs</td></tr><tr><td>A</td><td>1</td></tr><tr><td>B</td><td></td></tr></table></td></tr>
<tr><td>Budget 2018</td><td>NC</td></tr>
<tr><td>Principaux faits marquants de l'année 2018</td><td>• Définition du périmètre des missions du Délégué à la Protection des Données. Ce travail mènera au recrutement d'une personne pour assurer la conformité au RGPD (Règlement Général à la Protection des Données) en Novembre 2018 au sein du PAJ.
• Continuité des missions RGPD en attendant le recrutement du DPD.
• Elaboration de la structure à mettre en œuvre en terme de gouvernance pour la Politique de Sécurité des Systèmes d'Information du Département.
• Travaux de réflexion sur les solutions envisageables pour la sécurisation des données du poste de travail conforme aux contraintes du RGPD et proposition de scénarii de sécurisation.</td></tr>
</table>

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

Pôle Innovation, Systèmes d'Information et Usages Numériques

Chargé de projet urbanisation du SI

<table>
<tr><td>Principales missions</td><td>L'urbaniste du système d'information est chargé de :

• Documenter, référencer et faire connaître le patrimoine du système d'information de la collectivité
• Etablir les principes d'architecture du système d'information
• Garantir la cohérence et l'évolution du système d'information, selon les principes d'architecture du système d'information
• Aligner le système d'information sur la stratégie et les besoins métiers du Département
• Dégager des pistes de transformation technologique et/ou fonctionnelle, créatrices de valeur pour la collectivité.</td></tr>
<tr><td>Effectifs 2018</td><td><table><tr><td>Catégorie</td><td>Effectifs</td></tr><tr><td>A</td><td>1</td></tr><tr><td>B</td><td></td></tr></table></td></tr>
<tr><td>Budget 2018</td><td>NC</td></tr>
<tr><td>Principaux faits marquants de l'année 2018</td><td>- Participation au SDN (Schéma Directeur du Numérique)
- Cartographie du système d'information
- Sourcing de solutions de gestion et de suivi de référentiel de cartographies SI (des processus, fonctionnelle, applicative, technique)
- Etudes
* veille réglementaire et technique sur l'ouverture des données publiques (open data)
* veille technique sur les outils d'échange de données appliqués au décisionnel et à la dématérialisation
* veille technique sur les solutions d'ETL</td></tr>
</table>

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

Pôle Innovation, Systèmes d'Information et Usages Numériques

Service Production - Infrastructures et Télécommunication

<table>
<tr><td>Principales missions</td><td>
- Etude, conception, installation et maintien en condition opérationnelle des infrastructures de stockage, sauvegarde, système, base de données et réseau du système d'information du département
- Etude, conception, installation et maintien en condition opérationnelle du réseau pédagogique des collèges du département
- Etude, administration et maintien en condition des moyens de télécommunication fixe et mobile pour les agents et élus du département
</td></tr>
<tr><td>Effectifs 2018</td><td>
<table>
<tr><th>Catégorie</th><th>Effectifs</th></tr>
<tr><td>A</td><td>3</td></tr>
<tr><td>B</td><td>6</td></tr>
<tr><td>C</td><td>2</td></tr>
</table>
1 apprenti DUT R&T Savoie Mont Blanc
</td></tr>
<tr><td>Budget 2018</td><td>
• Réalisé sur 2018 (valeurs arrondies)
  ○ Investissement : 802 k€
  ○ Fonctionnement : 1 130 k€ (dont 960 k€ de coût Télécom (réseau AMPLIVIA, téléphonie fixe et mobile)
</td></tr>
<tr><td>Principaux faits marquants de l'année 2018</td><td>
▪ Evolution de l'environnement de messagerie électronique : Exchange 2016
▪ Evolution des infrastructures des data-centers
▪ Déploiement des réseaux Wifi pour les collèges, et déploiement du réseau du nouveau collège de RUMILLY
▪ Migration des F:\ sur nouvelle infrastructure ISILON
▪ Remplacement des environnements de sauvegarde : RUBRIK et DataDomain
▪ Déploiement d'un nouveau parefeu Internet : Palo-Alto
▪ Déploiement d'une solution de supervision des SI : EyesOfNetwork
▪ Déploiement de la Wifi dans les PMS et CERD
▪ Finalisation du déploiement des sites sur AMPLIVIA
</td></tr>
</table>

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

Pôle Innovation, Systèmes d'Information et Usages Numériques

Service Production - Unité Support et Services

<table>
<tr><td>Principales missions</td><td>
- Support et Assistance technique pour les incidents liés au matériel, logiciel et point d'impression.
- Acquisition et maintien en condition opérationnelle du parc informatique global (Département + collèges), soit 8 500 PC et 48 serveurs.
- Préparation, personnalisation et installation des nouveaux postes informatiques.
- Conception des packages de déploiement des logiciels métiers et de leurs mises à jour pour une installation automatisée.
- Maintenance préventive du parc informatique (mise à jour Windows, anti-virus ...).
</td></tr>
<tr><td>Effectifs 2018</td><td>
<table>
<tr><th>Catégorie</th><th>Effectifs</th></tr>
<tr><td>A</td><td>1</td></tr>
<tr><td>B</td><td>12</td></tr>
<tr><td>C</td><td>2</td></tr>
<tr><td>Apprentis</td><td>3</td></tr>
</table>
</td></tr>
<tr><td>Budget 2018</td><td>
• <u>Réalisé sur 2018 (valeurs arrondies) :</u>
○ Investissement pour CD74 : 388 k€
○ Investissement pour Collège : 1 781 k€
○ Fonctionnement : 269 k€
○ Fonctionnement pour Collège : 2 k€
</td></tr>
<tr><td>Principaux faits marquants de l'année 2018</td><td>
Activités d'assistance :
• 8 839 (sur 9 039 ouverts) tickets résolus en 2018 pour l'assistance des agents du Département. (9 067 en 2017)
• 1 129 (sur 1 134 ouverts) tickets résolus en 2018 pour l'assistance collèges. (1328 en 2017)
Activités d'ingénierie :
- Etude de faisabilité en terme de migration des postes de travail sous Windows 10
- Déploiement et gestion des packages logiciels des nouvelles applications (ex. ATYL pour la PMI-PS)
Collège :
- Déploiement du nouveau collège de RUMILLY
- Déploiement de la 2ième vague de tablettes numériques à destination de 23 collèges, nécessitant un véritable travail collaboratif entre les différents services du PISIUN.
- Démarrage de l'étude de reprise du parc informatique des personnels administratifs des collèges.
</td></tr>
</table>

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

Pôle Innovation, Systèmes d'Information et Usages Numériques

Service Usages Numériques et Innovation

<table>
<tr><td>Principales missions</td><td>Ce service a pour but de faire de la veille technologique, recenser les besoins des DGA mais aussi les anticiper pour être force de propositions innovantes.</td></tr>
<tr><td>Effectifs 2018</td><td><table><tr><th>Catégorie</th><th>Effectifs</th></tr><tr><td>A</td><td>1</td></tr></table></td></tr>
<tr><td>Budget 2018</td><td>• <u>Réalisé sur 2018 (valeurs arrondies)</u>
○ Investissement : 0 k€
○ Fonctionnement : 71 k€</td></tr>
<tr><td>Principaux faits marquants de l'année 2018</td><td>▪ Mutualisation des véhicules :
- POC (Proof Of Concept) du projet LoGAu (partage des véhicules) expérimenté à la DAGR

▪ Expérimentation d'usage d'objets connectés pour la gestion des barrières et panneaux indicateurs sur les routes, la détection de niveau dans des bassins industriels, la supervision des niveaux de froid et de résilience électrique dans des salles critiques, de gestion et supervision de bornes de recharge électrique.

▪ Déploiement d'un environnement de télé-services d'inscription à des projets éducatifs pour les collèges

▪ Autres :
- Proposer un environnement de webconference WebRTC-HTML5</td></tr>
</table>

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

Pôle Innovation, Systèmes d'Information et Usages Numériques

Service Etudes, Progiciels et Développement

<table>
<tr><td>Principales missions</td><td>- Assurer le pilotage, de projets des métiers du Département, avec une forte activité orientée vers la transformation digitale de la collectivité.
- Analyse, étude de faisabilité, et mise en œuvre de projets SI au service des métiers de la collectivité et des citoyens
- Maintien en condition opérationnelle des applications métiers</td></tr>
<tr><td>Effectifs 2018</td><td><table><tr><th>Catégorie</th><th>Effectifs</th></tr><tr><td>A</td><td>11</td></tr><tr><td>B</td><td>3</td></tr><tr><td>C</td><td>0</td></tr><tr><td>Apprentis</td><td>4</td></tr></table></td></tr>
<tr><td>Budget 2018</td><td>• <u>Réalisé sur 2018 (valeurs arrondies) :</u>
○ Investissement : 490 k€
○ Fonctionnement : 947 k€</td></tr>
<tr><td>Principaux faits marquants de l'année 2018</td><td>- Déploiement pilote du module MDPHv6 de SOLIS pour prise en compte du nouveau référentiel du système d'information des MDPH (Maisons Départementales des Personnes Handicapées)
- Déploiement du logiciel ATYL pour la gestion des activités de la protection maternelle et infantile (P.M.I) pour permettre la prévention individuelle et collective de la période prénatale à l'enfant de 6 ans ainsi que le suivi des enfants de l'aide sociale à l'enfance.
- Etude pour la mise en œuvre d'un système d'archivage électronique (SAE)
- Projet de déploiement d'un connecteur SOLIS pour flux RSA avec la CAF
- Projet d'évolution de l'interface Web agent de SOLIS
- Projet de déploiement du portail d'accès WebAccueillant pour les assistantes familiales
- Projet de déploiement du projet LogAu pour la réservation des véhicules et génération d'un carnet de bord électronique, et suivi éco-conduite
- Expérimentation d'un portail de téléservices pour la gestion des inscriptions liées à la culture et la dématérialisation des formulaires liés à l'action éducative
- Déploiement du i-parapheur dans le cadre du PESv2
- Dématérialisation des pièces justificatives RH au format PESv2
- Déploiement de l'outil de pilotage de la masse salariale
- Vote électronique pour les élections professionnelles</td></tr>
</table>

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

Pôle Innovation, Systèmes d'Information et Usages Numériques

Unité Comptabilité / Marché

<table>
<tr><td>Principales missions</td><td>Gestion de la comptabilité et des marchés passés par le PISIUN dans le cadre de ces missions :
Rédaction des pièces administratives des marchés
Gestion du suivi des marchés
Gestion des commandes
Gestion des factures</td></tr>
<tr><td>Effectifs 2018</td><td><table><tr><th>Catégorie</th><th>Effectifs</th></tr><tr><td>A</td><td>0</td></tr><tr><td>B</td><td>2</td></tr><tr><td>C</td><td>3</td></tr><tr><td>Apprenti</td><td>1</td></tr></table></td></tr>
<tr><td>Budget 2018</td><td>NC</td></tr>
<tr><td>Principaux faits marquants de l'année 2018</td><td>- Marché
46 procédures de contrats réalisées dont 38 notifiées.
21 modificatifs de contrats (18 avenants, 3 certificats administratifs et 0 certificats de cessibilité).
7 DC4
33 notes justificatives visées.
- Comptabilité :
1 300 factures
708 bons de commande
444 engagements
1 402 mandats</td></tr>
</table>

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

Pôle Affaires Juridiques

<table>
<tr>
<td>Principales missions</td>
<td>Le Pôle Affaires Juridiques coordonne les services de la Commande Publique, du Patrimoine, du Contentieux et Conseil Juridique.

Sa fonction consiste en l’assistance juridique et le conseil opérationnel à l’ensemble des directions du Département. Il agit pour élaborer, sécuriser et définir :

• la rédaction d’actes complexes (délibérations, conventions, protocoles …),
• la stratégie de gestion publique (DSP, marchés publics, règles …),
• dans la défense des intérêts du Département (devant les juridictions, les instances arbitrales, les autorités de contrôle, CADA, HAPTVP …),
• l’optimisation des actes patrimoniaux (cessions, locations, transactions, hypothèques et gages …), des actes d’achat (certification des procédures de commande publique), des enjeux précontentieux.</td>
</tr>
<tr>
<td>Effectifs 2018</td>
<td>
<table>
<tr><th>Catégorie</th><th>Effectifs globaux</th></tr>
<tr><td>A</td><td>11</td></tr>
<tr><td>B</td><td>9</td></tr>
<tr><td>C</td><td>7</td></tr>
<tr><td>Apprentie</td><td>1</td></tr>
</table>
</td>
</tr>
</table>

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

Pôle Affaires Juridiques

Service du Contentieux et du Conseil Juridique

Principales missions

L'activité du SCCJ se concentre autour des sept fonctions principales suivantes :

- la fonction de conseil juridique,
- le traitement des requêtes précontentieuses et contentieuses,
- le visa juridique des délibérations de la Commission Permanente, du Conseil Départemental et du Conseil Savoie Mont-Blanc,
- le conseil et l'accompagnement des demandes d'accès aux documents administratifs,
- le pilotage de la mise en conformité de la collectivité aux réglementations en matière de protection des données,
- la gestion des ressources documentaires,
- la formalisation des délégations de signature et de fonctions.

Effectifs 2018

Catégorie	Effectifs
A	4
B	
C	3

Observations : Au 31/12/2018, le SCCJ comptait 4 cadres A avec l'arrivée du Délégué à la protection des données le 19 novembre 2018.
Trois agents ont exercé leurs fonctions à temps partiel (1 agent à 50% et 2 agents à 80%), soit un nombre d'ETP pour le SCCJ de 6,1 ETP.

Budget 2018

Réalisé par répartition thématique :

Objet	Crédits de fonctionnement	Crédits d'investissement
Frais d'actes et de contentieux	94 696 €	/
Documentation générale	121 771 €	/
Total	**216 467 €**	/

Principaux faits marquants de l'année 2018	1 . Activité de conseil juridique : Les enjeux de sécurisation juridique couvre un spectre diversifié : rédaction d'actes juridiques (arrêtés, conventions, protocoles transactionnels…), expertise apportée à différents montages juridiques (déclaration de projet/déclaration d'utilité publique/concertation préalable, légalité de subventions…), résiliation de marchés publics, règlements départementaux (RDAS, RDI…), rédaction guide des arrêtés, signature électronique/dématérialisation, droits des usagers, conseils liés aux décisions impactant les EAJE, assistants maternels,… Dans le cadre de ses missions de conseil, le SCCJ s'est attaché, pour chaque demande, à formuler des préconisations juridiques et à identifier les risques juridiques et contentieux encourus par la collectivité. 2 . L'activité contentieuse et précontentieuse : Au titre de l'année 2018, 70 nouveaux contentieux impliquant le Département ont été notifiés. A ces dossiers, s'ajoutent 27 procédures contentieuses demeurant « ouvertes », et en instance de traitement par le SCCJ soit un **volume total de 97 dossiers.** Les procédures (recours pour excès de pourvoir, référés…) et les champs d'action demeurent très variés et ont concerné notamment les champs : - de l'action sociale (RSA, FSL, retrait d'agrément d'assistante maternelle…), - de l'exécution de marchés publics, - des ressources humaines, - de l'aménagement foncier et routier. **Au cours de l'année 2018, l'activité contentieuse du SCCJ a été particulièrement marquée par le volume conséquent de dossiers MNA (notamment les référés libertés) et les requêtes visant à contester les refus de carte mobilité inclusion (CMI).** 3. Visa juridique des délibérations des CP, CD et CSMB : Visa juridique de l'ensemble des délibérations : - examen juridique portant sur la légalité et la conformité des délibérations soumises au Conseil Départemental et à la Commission Permanente avec les politiques et engagements antérieurement pris par le Département, - Visa dédié aux délibérations et aux annexes (conventions, protocoles, avenants, chartes…).

	4. <u>La gestion documentaire</u> : L'activité documentaire s'exerce tant en interne pour les besoins du PAJ, qu'en externe pour les besoins de l'ensemble des services départementaux. Outre sa fonction de gestion des abonnements et achats divers (ouvrages, abonnements numériques…), le SCCJ procède à des recherches documentaires. 5 . <u>Les demandes de communication des documents administratifs</u> : En 2018, 146 dossiers de demandes de communication de documents administratifs ont été traités par le service. 6 . <u>La gestion des délégations de signature et de fonctions</u> : Le SCCJ a, tout au long de l'année 2018, procédé à la rédaction et à l'actualisation des délégations de signature et des délégations de fonctions.

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

Pôle Affaires Juridiques

Service de la Commande publique - Infrastructures et Bâtiments

Principales missions

Les missions du service de la Commande Publique- Infrastructures et Bâtiments sont :

- la sécurisation de l'achat public,
- le contrôle du respect des procédures,
- l'homogénéisation des pratiques des services,
- l'amélioration du processus d'achat public.

Dans le cadre de sa mission, le service assure principalement la validation ou la rédaction des dossiers de marchés entrant dans des opérations supérieures à 50 000 € HT, la conduite des procédures associées, et un rôle de conseil auprès des différents utilisateurs.

Effectifs 2018

Catégorie	Effectifs
A	1
B	3
C	1

Budget 2018

Le service ne dispose pas de budget

Principaux faits marquants de l'année 2018

Consultations lancées :

	Travaux	Ingénierie	Total
Infrastructures	30	19	49
Bâtiments	19	6	25
	49	**25**	**74**

Marchés et accords-cadres notifiés :

	Travaux	Ingénierie	Total
Infrastructures	52	8	60
Bâtiments	104	5	109
	156	**13**	**169**

Le principal fait marquant réside dans l'obligation de transmission des offres par voie électronique à compter du 01/10/2018

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

Pôle Affaires Juridiques

Service Patrimoine

<table>
<tr><td>Principales missions</td><td>

assure le pilotage et la gestion optimisée du Patrimoine Immobilier Départemental (acquisitions, aliénations, locations, mises à disposition, etc.). La surface du parc immobilier y compris les bâtiments pris à bail est d'environ 225 000 m² (hors collèges) ;
assure le règlement des loyers, charges locatives et de copropriété, taxes et impôts relatifs aux biens immobiliers propriété du Département ;
définit les garanties à souscrire dans le cadre des contrats d'assurance du Département, gère ces contrats et certains sinistres (sinistres complexes et sinistres collèges);
coordonne depuis 2011, en lien avec le Pôle Finances et Contrôle de Gestion, les dossiers d'affectations hypothécaires, prises en contrepartie des garanties d'emprunts offertes par le Département ;
instruit les déclarations d'intention d'aliéner situées dans le périmètre des Espaces Naturels Sensibles.
Assure le suivi des DSP de l'Aérodrome d'Annecy-Meythet et des remontées mécaniques de Flaine

</td></tr>
<tr><td>Effectifs 2018</td><td>
<table>
<tr><th>Catégorie</th><th>Effectifs</th></tr>
<tr><td>A</td><td>2</td></tr>
<tr><td>B</td><td>2</td></tr>
<tr><td>C</td><td>1</td></tr>
</table>
Observation :
+ 1 adjoint contractuel à compter du 22 septembre 2018.
</td></tr>
<tr><td>Principaux faits marquants de l'année 2018</td><td>
L'activité du Service Patrimoine en 2018 se traduit par :

Environ 450 dossiers ouverts en 2018 et avant sont en cours d'instruction. Ils se répartissent entre des acquisitions, cessions, échanges, affectations hypothécaires, bornages, baux emphytéotiques, conventions, autorisations et autres opérations diverses (demandes de badges, problèmes de locaux traités avec les syndics de copropriété...).
292 dossiers ont été finalisés et clos en 2018 dont :

11 acquisitions ou études d'acquisition de bâtiments ou terrains,
36 dossiers de cession,
245 dossiers traités dans le cadre de la gestion du patrimoine répartis entre :

84 dossiers relatifs à des servitudes de passage (29), conventions d'occupation de locaux ou autres conventions (53), baux emphytéotiques (2),
103 Autorisations d'Occupation Temporaire,
9 arrêtés de concession de logement,
49 dossiers divers (dont bornages, lien avec les syndics de copropriété, déconsignations, divers conseils aux services, etc.).

</td></tr>
</table>

	➢ 193 déclarations d'intention d'aliéner dans le cadre du droit de préemption du Département au titre des Espaces Naturels Sensibles. ➢ D'autres missions sont également conduites au sein du Service Patrimoine : - la supervision dans le cadre de la Délégation de Service Public (DSP) de l'aérodrome d'ANNECY – MEYTHET et le suivi de la DSP, - la supervision dans le cadre de la Délégation de Service Public (DSP) des remontées mécaniques de Flaine et le suivi de la DSP - la régularisation foncière des collèges se poursuit en concertation avec le PEJS. Le Service Patrimoine a été fortement mobilisé sur le projet de construction du collège du Vuache en 2018. - Renouvellement des marchés d'assurance.
Objectifs 2019	Les arrêtés de concession de logements doivent être modifiés, notamment au regard de la nouvelle règlementation. Un groupe de travail a été constitué en 2018 réunissant PBM, PFCG, PRH, PAJ. L'acquisition par le Département du logiciel Patrimoine a été réalisée. Le Service Patrimoine sera toujours fortement mobilisé pour la mise en œuvre du logiciel, la préparation de la reprise de données et la vérification de la propriété des biens.

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

Pôle Affaires Juridiques

Service de la Commande publique- Fournitures et Services

Principales missions

Les missions du service de la Commande Publique- Fournitures et Services sont :

- la sécurisation de l'achat public,
- le contrôle du respect des procédures,
- l'homogénéisation des pratiques des services,
- l'amélioration du processus d'achat public.

Dans le cadre de sa mission, le service assure principalement la validation ou la rédaction des dossiers de marchés entrant dans des opérations supérieures à 50 000 € HT, la conduite des procédures associées, et un rôle de conseil auprès des différents utilisateurs

Effectifs 2018

Catégorie	Effectifs
A	1.5
B	2
C	1

Budget 2018

Le service ne dispose pas de budget

Principaux faits marquants de l'année 2018

Consultations lancées :

	Fournitures	Services	Total
	23	52	75

2017 : 74

Marchés notifiés :

	Fournitures	Services	Total
	38	81	119

2017 : 114

Marchés rédigés : 19 (2017 : 26)

Marchés validés : 56 (2017 : 49)

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

Pôle Affaires Juridiques

Mission veille et coordination

Principales missions

Les missions de la Mission veille et coordination sont :

- Informer et former,
- Contrôler le respect des procédures,
- Garantir l'homogénéisation des pratiques des services.

Le service assure, en matière de marchés publics, un rôle de veille juridique, d'information et de formation, à l'attention des agents des différents services.

Dans le cadre de sa mission, le service assure le secrétariat des différentes commissions relatives à la commande publique (CAO, jurys, commission de délégation de service public, commission consultative des services publics locaux), l'assistance des utilisateurs du logiciel de gestion des marchés publics, et un rôle de conseil auprès des différents services en terme de marchés.

Dans le respect des principes fixés par les textes relatifs aux marchés publics, la mission a la responsabilité de la définition des règles et des procédures à appliquer par les services.

Effectifs 2018

Catégorie	Effectifs
A	1,5
B	1
C	1
Apprentie	1

Budget 2018

Répartition par thématique :

Objet	Fonctionnement	Investissement	Total
Insertions légales	190 000	135 000	**325 000**
Indemnisation des jurys de maîtrise d'œuvre	-	20 000	**20 000**
Marché de monitorat du logiciel de gestion des marchés publics	25 000	-	**25 000**

Principaux faits marquants de l'année 2018	**1° Activité de coordination :** • Organisation des commissions 1. CAO convoquées : 21 2. Jurys convoqués : 3 3. Groupements de commandes convoqués pour lesquels le Département est coordinateur : 1 4. Commissions de délégation de service public convoquées : 6 5. Commissions consultatives des services publics locaux : 2 • Mise en ligne des publicités pour les marchés inférieurs à 50 000€ • Elaboration des nouvelles instructions départementales • Suivi des natures de prestation dont 413 créations **2° Gestion de projet SIS MARCHES :** **a) Accompagnement des utilisateurs** Suivi des utilisateurs : SIS : 300 utilisateurs AWS : 136 utilisateurs Formations : Recensement et propositions de formations. SIS : 20 jours de formations ont été dispensés (102 utilisateurs formés) Dont 16 jours sur la nouvelle version 7.5.1 (78 utilisateurs formés) AWS : 5 jours de formations ont été dispensés (40 utilisateurs formés) Assistance et communication o assistance quotidienne aux utilisateurs sur SIS/AWS : aide personnalisée pour du conseil sur l'utilisation de l'outil : traitement de 2523 contacts (mail, tel, bureau..). o communication sur le logiciel : maintenances techniques, formations prévues, modification des éditions et des clausiers, etc. par mail à tous les utilisateurs. Rédaction d'un nouveau guide sur le suivi contractuel de la version 7.5.1 Alimentation de la base de données Personnalisation des éditions 32 personnalisations apportées sur les éditions en base de production, 27 modifications de clausiers **b) Contribution au développement du logiciel** Groupe projet SIS-Marchés : organisation et animation du groupe projet SIS-Marchés. Organisation Webinar (version 8) : organisation et participation au webinar de la version 8 (refonte du module rédaction) 1 fois par semaine. Traitement des lenteurs sur le logiciel : recensement des lenteurs, analyse et traitement des lenteurs en lien avec le PISIUN sur la nouvelle version 7.5.1.

	Tests sur la reprise des marchés en version 7.5.1. 63 anomalies déclarées. 8 réunions avec le groupe testeurs. Installation en réseau des séquestres pour le logiciel AWS. Journée client et communication avec l'éditeur de SIS : 1 o objectifs : communication avec l'éditeur pour faire remonter les besoins du Département et des utilisateurs et participation à l'évolution des fonctionnalités du logiciel o contacts hebdomadaires avec l'assistance, contacts semestriels avec le chef de projet et le commercial. o Demande d'évolutions sur la version 7.5.1 o Demande d'évolutions sur le logiciel AWS **L'année 2018 se caractérise par la mise en place d'une nouvelle version 7.5.1 (formation, test de reprise, traitement des lenteurs) et la fin du déploiement du profil Acheteurs au sein des directions opérationnelles.**

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

Pôle Finances et Conseil en Gestion

Principales missions

- Pilotage du dialogue de gestion
- Préparation et exécution budgétaire du Budget Principal Départemental et des budgets annexes, des budgets de CSMB (Conseil Savoie Mont-Blanc), de la MDPH (Maison Départementale des Personnes Handicapées), du SMG (Syndicat Mixte des Glières)
- Gestion de la dette directe
- Suivi de la dette indirecte
- Vérification financière de toutes les délibérations
- Gestion des activités assujetties à TVA
- Etudes financières et fiscales
- Inventaire comptable
- Direction du projet de dématérialisation des bordereaux, des mandats, des titres et des pièces justificatives et mise en place
- Suivi financier de la Compensation Financière Genevoise
- Hotline fonctionnelle des logiciels de gestion financière
- Conseil auprès des Directions et services
- Conseil en organisation
- Contrôle des partenaires
- Gestion des dossiers transverses complexes : DSP du Montenvers et du Tramway du Mont-Blanc
- Etudes de coûts

Catégorie	Effectifs	ETP
A	8	7,7
B	5	4,8
C	8	7,3
Apprenti	1	0,9

Les effectifs sont indiqués en équivalents temps plein et correspondent aux postes permanents pourvus au 31/12/2018

Réalisé 2018

Réalisé : extrait du CA 2018 - dépenses en millions d'euros gérées par le Pôle Finances et Conseil en Gestion

En M€	Fonctionnement	Investissement	Total
	91,052	27,584	118,636

<table>
<tr><td></td><td>Répartition par thématiques :

<table><tr><th>Objet</th><th>Fonctionnement</th><th>Investissement</th><th>Total</th></tr><tr><td>Dette</td><td>4,725</td><td>25,476</td><td>30,201</td></tr><tr><td>Péréquation</td><td>27,978</td><td></td><td>27,978</td></tr><tr><td>Dotation SDIS</td><td>45,466</td><td></td><td>45,466</td></tr><tr><td>Subventions Conseil Savoie Mont-Blanc</td><td>8,847</td><td>1,678</td><td>10,525</td></tr><tr><td>Autres</td><td>4,036</td><td>0,430</td><td>4,466</td></tr></table></td></tr>
<tr><td>Principaux faits marquants de l’année 2018</td><td>➢ Dématérialisation complète de la chaine comptable jusqu’à la signature électronique des bordereaux

➢ Contractualisation avec l’Etat dans le cadre de la Loi de Programmation des Finances Publiques 2018-2022

➢ Lancement d’un audit d’optimisation des fonctions Finances, Commande Publique, Achats

➢ Lancement de la procédure de renouvellement de délégation de service public pour le Tramway du Mont-Blanc</td></tr>
</table>

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

Pôle Finances et Conseil en Gestion

Service Comptabilité Département, Inventaire

<table>
<tr><td>Principales missions</td><td>

Analyser, prévoir, exécuter les recettes du Département
Exécution budgétaire des dépenses en dehors des opérations relevant des Directions Sociales des Routes, et des Transports
Elaboration et exécution du budget annexe de l’Aérodrome
Exécution du budget annexe de la Compensation Financière Genevoise
Inventaire comptable
Vérification des comptes de gestion
Gestion de la base de tiers
Prêts au personnel départemental
Archivage de la Direction
Mise en place et suivi des régies et sous-régies
Conseil auprès des Directions du Département
Elaboration et exécution du Budget du Conseil Savoie Mont-Blanc

</td></tr>
<tr><td>Effectifs 2018</td><td>
<table>
<tr><th>Catégorie</th><th>Effectifs</th><th>ETP</th></tr>
<tr><td>A</td><td>1</td><td>1</td></tr>
<tr><td>B</td><td>1</td><td>1</td></tr>
<tr><td>C</td><td>7</td><td>6,30</td></tr>
</table>
</td></tr>
</table>

Principaux faits marquants de l'année 2018

➢ **Budget Principal** :

- 9921 titres de recettes et 44113 mandats émis.

Création de 959 fiches d'immobilisations

Dématérialisation des pièces justificatives jointes aux mandats pour tous les services étalée jusqu'au mois de septembre 2018.

Dématérialisation des bordereaux et signature électronique à partir d'octobre 2018.

➢ **CSMB :**

En Millions d'€	BP 2018	DM 2018	Budget global 2018
Investissement	**6,253**	**-0,019**	**6,234**
Fonctionnement	**20,497**	**0**	**20,497**
RAR	**1,379**		**1,379**
Total	**28,129**	**-0,019**	**28,110**

CA 2018 En Millions d'€	Mandats émis	Titres émis	Reprise des résultats antérieurs	Résultat ou solde
Investissement	**5,604**	**5,565**	**0,248**	**0,208**
Fonctionnement	**19,688**	**19,985**	**1,880**	**2,177**
Total	**25,292**	**25,550**	**2,128**	**2,385**

Après prise en compte des restes à réaliser en fonctionnement, le résultat final cumulé 2018 s'élève à 0,553 M€.

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

Pôle Finances et Conseil en Gestion

Service Coordination, Prospectives Budgétaires et Dette

<table>
<tr><td>Principales missions</td><td>

Aide aux élus et services dans l'élaboration des budgets et dans la préparation des documents correspondants
Coordination de la gestion financière du budget annexe de la CFG
Gestion financière de la MDPH et du SM des Glières
Contrôle de toutes les phases de préparation budgétaire
Gestion de la dette directe du Département
Etudes financières et fiscales
Elaboration des tableaux de bord financiers
Hotline fonctionnelle des logiciels de gestion financière, formation des utilisateurs
Suivi de la dette garantie du Département
Participation au projet de dématérialisation / PES-V2

</td></tr>
<tr><td>Effectifs 2018</td><td>
<table>
<tr><th>Catégorie</th><th>Effectifs</th><th>ETP</th></tr>
<tr><td>A</td><td>1</td><td>1</td></tr>
<tr><td>B</td><td>4</td><td>3,80</td></tr>
<tr><td>C</td><td>0</td><td>0</td></tr>
</table>
1 poste (catégorie B) a été vacant entre le 01/01/2018 et le 28/02/2018.
Une apprentie a été accueillie dans l'équipe jusqu'au 30/09/2018.
</td></tr>
</table>

Principaux faits marquants de l'année 2018

⇨ **Elaboration des 3 budgets (BP, BS, DM2) et du Compte Administratif du Département :**

- **Budget Principal :** rédaction des délibérations budgétaires, suivi de la prospective, organisation du dialogue de gestion et de la préparation budgétaire, élaboration d'une prospective d'investissement, rédaction du Débat d'Orientations Budgétaires, rédaction des délibérations relatives à la dette,

En M€	BP 2018 (voté en 2017)	BS 2018	DM2 2018	Budget global 2018
Investissement	349,379	128,234	-8,798	468,815
Fonctionnement	745,273	126,475	20,826	892,573
Total	1 094,651	254,709	12,028	1 361,388

En M€	BP 2019 (voté en 2018)
Investissement	394,327
Fonctionnement	772,495
Total	**1 166,822**

CA 2018	Mandats émis	Titres émis	Reprise des résultats antérieurs	Résultat ou sc
TOTAL DU BUDGET	**950 760 520,56**	**1 035 037 651,32**	**125 509 757,99**	**127 539**
Investissement (total)	267 326 505,13	218 108 087,85	-82 247 400,37	-131 465
dont 1068		82 247 400,37		
Fonctionnement (total)	683 434 015,43	816 929 563,47	207 757 158,36	259 005

- **Budget Annexe de l'Aérodrome :** rédaction des délibérations budgétaires, construction des maquettes, préparation budgétaire

En M€	BP 2018 (voté en 2017)	BS 2018	DM2 2018	Budget global 2018
Investissement	0,286	0,764	0,500	1,101
Exploitation	0,309	0,312	0,000	0,621
Total	**0,595**	**1,077**	**0,500**	**1,722**

En M€	BP 2019 (voté en 2018)
Investissement	0,305
Exploitation	0,374
Total	**0,679**

CA 2018 budget Aérodrome	Mandats émis	Titres émis	Reprise des résultats antérieurs	Résultat ou solde
TOTAL DU BUDGET	**680 610,52**	**1 571 627,27**	**203 233,66**	**631 288,52**
Investissement (total)	507 804,36	1 028 841,36	-462 961,89	58 075,11
Exploitation (total)	172 806,16	542 785,91	666 195,55	573 213,41

- **Budget Annexe de la Compensation Financière Genevoise :** rédaction des délibérations budgétaires, suivi de la prospective et des engagements pluriannuels, construction des maquettes, préparation budgétaire, suivi financier de la CFG,

En M€	BP 2018 (voté en 2017)	BS 2018	DM2 2018	Budget global 2018
Recettes Fonctionnement	242,000	169,027	0,000	411,027
Dépenses Fonctionnement	242,000	- 4,372	- 2,983	234,645

En M€	BP 2019 (voté en 2018)
Recettes Fonctionnement	242,000
Dépenses Fonctionnement	242,000

CA 2018 budget Compensation Financière Genevoise	Mandats émis	Titres émis	Reprise des résultats antérieurs	Résultat o solde
TOTAL DU BUDGET	**189 720 510,21**	**199 093 488,00**	**169 027 363,27**	**178 400 34**
Investissement (total)	0,00	0,00	0,00	
Fonctionnement (total)	189 720 510,21	199 093 488	169 027 363,27	178 400 34

⇨ **Elaboration des 2 budgets (BP, DM) et du Compte Administratif de la Maison Départementale des Personnes Handicapées :** rédaction des délibérations budgétaires, construction des maquettes, préparation budgétaire, suivi de la prospective,

Budget Principal En Millions d'€	BP 2018	DM2 2018	Budget global 2018
Fonctionnement	2,899	- 0,020	2,878

CA 2018	Mandats émis	Titres émis	Reprise des résultats antérieurs	Résultat ou solde
Fonctionnement	**2 606 367,68**	**2 476 203,23**	**407 939,15**	**277 774,70**

⇨ **Elaboration des 2 budgets (BP, DM) et du Compte Administratif du Syndicat Mixte des Glières :** contrôle des délibérations budgétaires, construction des maquettes, accompagnement pour le suivi de la prospective,

Budget Principal En Millions d'€	BP 2018	DM2 2018	Budget global 2018
Investissement	114 ,114	- 16,062	98,052
Fonctionnement	168,175	2,802	170,977
Total	**282,290**	**-13,26**	**269,030**

CA 2018	Mandats émis	Titres émis	Reprise des résultats antérieurs	Résultat ou solde
Investissement	56 384,66	73 932,87	-14 754,36	2 793,85
Fonctionnement	87 694,49	104 350,00	53 730,03	55 631,18
TOTAL	**144 079,15**	**178 282,87**	**38 975,67**	**58 425,03**

⇨ **Gestion de la Dette Directe**

L'encours de dette au 31/12/2018 se monte à 142 M€.

En 2018, le remboursement a porté sur 21 M€ d'amortissement du capital et 5 M€ d'intérêts financiers, au titre de contrats en cours.

Le taux moyen de la dette ressort pour 2018 à 2,6 %, avec un niveau de risque associé bas selon l'échelle de classification des risques de la charte Gissler.

⇨ **Suivi de la Dette Garantie**

Ce suivi consiste dans :

- **le suivi de la politique de garantie départementale,**

- **la rédaction de notes d'aide à la décision, rapports pour la 8ième Commission Finances Ressources Humaines Administration Générale et la Commission Permanente** : 37,5 M€ de nouvelles garanties accordées en 2018, dont 76 % en faveur du logement social, dont 23,1 M€ pour des VEFA/constructions, 4,3 M€ pour des réhabilitations et 0,9 M€ pour d'autres types d'opérations (acquisitions-améliorations, prêts PHBB qui regroupent à la fois de la production nouvelle et de la réhabilitation),

- **le suivi des contrats et hypothèques** : 2 affectations hypothécaires signées en 2018.

En 2018, le service a continué les travaux de fonds :

- mise à jour de la base de prêts garantis,
- analyse financière des bénéficiaires garantis,
- dématérialisation des contrats de prêts avec la CDC.

A fin 2018, le montant de la dette garantie se montait à 612,2 M€.

⇨ **Analyses financières rétrospectives et prospectives, études**

Les analyses financières servent de base à l'élaboration des budgets et à la définition des enveloppes attribuées aux Commissions.

	⇨ **<u>Hotline des logiciels de gestion financière Sedit Marianne</u>** qui consiste dans la gestion des logiciels de gestion financière E-SEDIT, FINANCES et OPALE : - Mise à jour des versions après une phase de tests (3 versions installées en 2018). - Projet de déploiement des solutions web Sédit Marianne : mise en production du module E-Démat, permettant le pilotage des flux PES et leur signature électronique (génération, transmission parapheur pour signature et envoi Paierie). - Gestion des flux PES (contrôle de génération, gestion des dépassements de taille maximale, correction des anomalies Xémélios, suivi de la signature et de la transmission des flux à la Paierie). - Gestion des PJ autonomes. - Mise à jour des guides d'utilisation du logiciel (suite aux évolutions de version et à la mise en place du visa du service fait dans le iParapheur). - Suivi et assistance aux 378 utilisateurs SEDIT Marianne (E-Sédit, Finances et Opale). - Conseil et formation des nouveaux arrivants (20 agents formés sur 8 demi-journées). - Détection et déclaration des anomalies, suivi des incidents en cours, relations avec l'éditeur : 109 incidents ouverts en 2018, dont 69 clôturés. 28 incidents plus anciens clôturés en 2018. - Paramétrages fonctionnels des applications pour 6 budgets (comptes utilisateurs, budgets, droits d'accès et habilitations, …) : budget principal (+ 2 budgets annexes) du Département, SM des Glières, MPDH et CSMB. - Assistance à la saisie budgétaire (25 ateliers de saisie d'une durée de 1 à 2h). - Requêtage BO. - Coordination des opérations de fin d'exercice. - participation au projet de dématérialisation de la chaîne comptable (piloté par Emmanuelle LE TIRRAND). - Site pilote pour la version 2018.1 (test et déploiement d'une version avant sa diffusion, en lien direct avec l'éditeur Berger-Levrault) : 4 versions testées sur 2018, une installée en production le 11 janvier 2019.

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

Pôle Finances et Conseil en Gestion

Service Grands Projets Transversaux

<table>
<tr><td>Principales missions</td><td>

Mise en place de la dématérialisation de la chaîne comptable et financière pour l'intégralité du Département (budget principal et budgets annexes) ainsi que pour le CSMB, la MDPH et le Syndicat Mixte des Glières.
Accompagnement au changement pour l'utilisation de Chorus Pro (demandes de paiement « simples » ou sur marchés de travaux).

</td></tr>
<tr><td>Effectifs 2018</td><td>
<table>
<tr><th>Catégorie</th><th>Effectifs</th></tr>
<tr><td>A</td><td>1</td></tr>
<tr><td>B</td><td></td></tr>
<tr><td>C</td><td></td></tr>
</table>
Observation :

Un agent de catégorie A a été recruté en renfort pour une durée de 18 mois, à partir de juillet 2017, en tant qu'adjointe à la chef de projet.

En anticipation du départ de l'agent cité ci-dessus en juin 2018 et du congé de maternité de l'agent titulaire du poste en mai 2018, un contractuel (catégorie A) a été embauché le 09 avril 2018 et ce jusqu'à la fin de l'année 2018 afin d'assurer une continuité de service sur ce poste.
</td></tr>
</table>

<table>
<tr><td>Principaux faits marquants de l'année 2018</td><td>
➢ <u>Dématérialisation</u>

<u>Dématérialisation de la chaîne comptable :</u>

Le projet arrivant à son terme réglementaire au 1er janvier 2019, le 1er semestre 2018 a été particulièrement dense avec :
- la tenue très fréquente de réunions transversales (1 réunion regroupant l'équipe projet par semaine, clôture de divers groupes de travail,…),
- l'organisation de différentes sessions d'informations. Pour chaque pôle, 3 sessions ont été prévues : 1 à l'attention des cadres, 1 information générale et 1 information plus concrète à l'attention des comptables. Ces réunions se sont tenues à l'échelle des pôles et parfois sur les territoires pour répondre aux particularités de certains pôles,
- la mise en place de différents documents supports (guides, fiches trucs et astuces…).

Les déploiements de la dématérialisation des pièces justificatives et de l'attestation dématérialisée du service fait a eu lieu pour la quasi intégralité du CD74 au cours du 2ème trimestre 2018.
</td></tr>
</table>

	Au cours du 2ème semestre 2018, le travail s'est orienté selon 2 axes principaux : - finaliser la dématérialisation à l'attention du Payeur Départemental avec le déploiement des derniers services, ainsi que la dématérialisation des frais de déplacement et de la paye. Puis une fois toutes ces tâches achevées, la dématérialisation des bordereaux avec la mise en place de signatures électroniques, - l'organisation de différents modes de retour d'expérience (17 réunions, retours par mails, téléphones…) a été mis en place dès le mois de juin afin d'être attentif aux réactions des utilisateurs et réajuster rapidement le projet en cas de besoin (bugs informatiques, problématiques organisationnelles…). Dans le même objectif d'amélioration continue de la dématérialisation de la chaine comptable, différents indicateurs ont été réalisés afin d'identifier la performance des processus mis en place et cibler plus facilement les axes prioritaires d'intervention. Un travail spécifique sur les budgets satellites a été réalisé pour répondre à leurs particularités : MDPH, Syndicat Mixte des Glières et CSMB. Des processus complètement différents ont été mis en place pour dématérialiser les mandats, titres et leurs pièces justificatives (MDPH et CSMB) ainsi que pour les bordereaux avec la mise en place de signatures électroniques pour tous les budgets (agents, voire élu pour le SMG). <u>Accompagnement au changement pour l'utilisation de Chorus Pro :</u> Le CD74 est dans l'obligation de recevoir des demandes de paiements dématérialisées depuis le 1er janvier 2017. Cependant, cet outil nécessite un certain temps d'accompagnement pour faciliter l'évolution culturelle qu'il implique. Enfin, différents processus de contrôle ont été élaborés pour s'assurer que toutes les factures reçues de manière dématérialisée sont bien traitées. Le 1er janvier 2018 correspondait à la 2ème vague de fournisseur devant transmettre leurs factures de manière dématérialisée. Il a donc fallu à nouveau accompagner certaines entreprises en manque d'information. Pour information, sur l'année 2018, on peut estimer que seules 20 % des factures ont été reçues par le biais de Chorus Pro, ce qui correspond toutefois à la moyenne nationale.

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

Pôle Finances et Conseil en Gestion

Service Conseil en Gestion

Principales missions

Missions générales :

1- Conseil en interne :
- conseil à la demande des services sur l'ensemble des domaines de compétence du Département (en matière financière, de contrats complexes, de subventions, de financements publics et privés etc…),
- pilotage de dossiers exceptionnels (complexes / techniques),
- analyses organisationnelles (sur les services du CD74),
- évaluations / analyses de coût,
- compilation et présentation mensuelle du tableau de bord de pilotage en Comité de Direction.

2- Contrôle des organismes extérieurs :
- audits externes,
- cartographie des risques (sur les associations),
- analyses financières,
- analyses et réalisation de business plans,
- présentation des rapports obligatoires des organismes extérieurs (DSP / régies / SEML).

3- Evaluation des politiques publiques :

Effectifs 2018

Catégorie	Effectifs	ETP
A	4	3,70
B	0	0
C	0	0
Apprentis	0	0

Budget 2018

Réalisé :

En M€	Fonctionnement	Investissement	Total
	0,06 M€	0 €	0,06 M€

Répartition par thématiques :

Objet	Fonctionnement	Investissement	Total
	Etudes financières et juridiques	0	0,06 M€

Principaux faits marquants de l'année 2018	**Volet « contrôle externe » :** **1/** Pilotage du dossier « Compagnie du Mont-Blanc » : pilotage de la procédure de renouvellement de la DSP du TMB avec l'appui d'un AMO. **2/** Réalisation de la « cartographie des risques des associations » percevant plus de 75 000 € de subvention du Département et bénéficiant d'une garantie d'emprunt dont l'encours est supérieur à 2,5 M€ sauf pour les associations relevant du domaine de l'éducation dont le seuil a été abaissé à 150 K€ (soit 89 associations) : - analyse financière fondée sur un « scoring de risque » afin de retenir les associations les plus « à risque » pour le Département, - analyse de trésorerie pour identifier les marges de manœuvre possibles dans l'octroi des subventions. **3/** Appui du Secrétariat Général du CSMB, sur la partie dédiée aux associations subventionnées : analyse des demandes de subvention les plus importantes en lien avec le CD 73, donnant lieu à des réunions d'arbitrage associant les services des deux Savoie ainsi que l'association demandeuse. **Volet « conseil en organisation interne » :** - Etude d'optimisation des fonctions Finances, Achats, Commande Publique : cahier des charges, choix du Cabinet et lancement de la démarche. - Etude de coût du service Imprimerie. - Audit du processus du transport des élèves handicapés : Diagnostic, benchmark, Préconisations. - Audit organisationnel de la politique Collèges. - Fin de l'audit MDPH et accompagnement de la MDPH sur certains chantiers. **Volet « conseil à la demande » (non exhaustif) :** - A la demande du PGH : copilotage du diagnostic des Services d'Aide et d'Accompagnement à Domicile (SAAD). - - CPOM / EPRD : formation des équipes du PGH et appui à l'analyse des EPRD.

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

Service de l'Assemblée

Principales missions	Le Service de l'Assemblée assure l'interface entre les services du Département et l'Assemblée départementale. Son activité se répartit sur 3 axes principaux : ▪ le Secrétariat des Séances qui coordonne l'organisation, la préparation et le suivi des réunions des organes délibérants (Commission Permanente et Conseil départemental) en veillant au respect des procédures administratives, en vue de la publication des actes de l'Assemblée (délibérations et arrêtés), ▪ le Secrétariat des Élus qui a pour vocation d'apporter une assistance administrative aux Conseillers départementaux dans l'exercice de leurs fonctions, ▪ l'Unité Gestion du Courrier qui assure la réception, le tri, l'affranchissement, l'envoi et le suivi des opérations relatives au traitement du courrier, et depuis le 1er décembre 2018, la distribution et le ramassage du courrier dans les directions et services centraux avec le rattachement des huissiers à l'Unité. Parmi les attributions confiées au Service de l'Assemblée, il convient de mentionner également pour : ▪ <u>le Secrétariat du service de l'Assemblée</u> : - la réservation des salles de réunions, diffusion du planning des réunions, convocations des Commissions Thématiques, préparation, mise à jour et publication des informations et documents émanant du service sur le site intranet du Conseil départemental, - la supervision comptable et budgétaire de la totalité des crédits du service (ASB, SEL, UGC), - la gestion des cotisations institutionnelles, instruction et suivi des demandes de subvention relevant du service (congrès nationaux, association d'élus), ▪ <u>le Secrétariat des Séances</u> : - l'organisation et les formations pour le logiciel Oxyad délibérations, - la préparation de la mise en place de la nouvelle Assemblée lors du renouvellement triennal, - la préparation et le suivi des réunions et des délibérations du Conseil Savoie Mont Blanc. ▪ <u>le Secrétariat des Élus</u> : - diverses tâches administratives à la demande des élus, - l'organisation des déplacements et des formations des élus, - la gestion et le remboursement des frais de déplacement et de mission des élus, - la gestion de la désignation des élus au sein des différentes commissions, conseils d'administration ou organismes dans lesquels le Conseil départemental est représenté,

<table>
<tr><td></td><td>

- l'Unité Gestion du Courrier :
  - la préparation du courrier « réservé du Président »,
  - le paiement dématérialisé des factures d'affranchissements et la saisie des mandatements sur SEDIT,
  - le contrôle de facturation des marchés de routage et de distribution,
  - le suivi des dépenses d'affranchissements (31 machines) et des prestations de services postales et la gestion de l'archivage du service,
  - la gestion des parapheurs entre les directions,
  - le tri et la remise de la presse à la Direction Générale des Services et au service presse,
  - la livraison du papier photocopieur et certaines fournitures d'imprimerie aux directions et services centraux (Annecy).

</td></tr>
<tr><td>Effectifs 2018</td><td>

Catégorie	Effectifs
A	1
B	4
C	13

</td></tr>
<tr><td>Budget 2018</td><td>

Réalisé

En €	Fonctionnement	Investissement	Total
	1 007 005,81		1 007 005,81

Répartition par thématiques

Objet	Fonctionnement
Frais d'affranchissements	642 582,91 €
Congrès	7 800 €
Honoraires Sténotypiste	5850,97 €
Cotisations associations élus	129 066,04 €
Frais de missions élus	95 206,21 €
Formations élus	5 059,20 €
Subvention fonctionnement	500,00 €
Gestion des pensions AMRCG(1)	114 725,00 €
Frais et honoraires de gestion CDC(2)	5 829,34 €
Contrats prestations service	386,14 €
Remboursements frais par tiers	60 936,42 €

(1) Association Mutuelle de Retraite des Conseillers Généraux de la Haute-Savoie

(2) Caisse des Dépôts et Consignations

</td></tr>
</table>

Principaux faits marquants de l'année 2018	1 041 délibérations traitées en 2018 (Commission Permanente et Conseil départemental). 12 séances de la Commission Permanente, 3 séances privées de l'Assemblée et 6 séances publiques du Conseil départemental, 3 Commissions des Finances réservées à l'examen des budgets du Département. Secrétariat des Séances du Conseil Savoie Mont Blanc. Préparation et suivi de 5 réunions (4 Conseils d'Administration et 1 réunion de Bureau) et 50 délibérations au titre du Conseil Savoie Mont Blanc. → Opérations réalisées en lien avec le PISIUN : - sourçage sur les solutions existantes de gestion des actes en vue du renouvellement de l'application Oxyad, - lancement du marché relatif au logiciel de gestion des actes administratifs, - mise en œuvre et formation au nouveau parapheur électronique participation, dans le cade du SDN, au programme de dématérialisation de l'institution, - participation à l'étude d'optimisation des fonctions finances, achats et commande publique, - prise de fonction de la nouvelle responsable du Secrétariat des Séances au 15 mars 2018, - préparation de la mise à jour du Guide de procédures Oxyad, - mise à jour de la convention conclue avec l'Etat en vue de la télétransmission des marchés du CD 74 via @ctes à compter du 1er janvier 2019. → Unité Gestion du Courrier : - regroupement de l'unité courrier de la DGA ASS avec l'Unité Gestion du Courrier, - externalisation de l'envoi des bulletins de paie, - etude et lancement des travaux de réaménagement de l'Unité Gestion du Courrier en lien avec le Pôle Bâtiments et Moyens, - recrutement et prise de fonction de la responsable de l'Unité Gestion du Courrier le 15/10/2018, - intégration de l'équipe des huissiers à partir du 01/12/2018, - lancement de la phase d'avant-projet de la dématérialisation du courrier.

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

Direction de la Communication Institutionnelle

Principales missions

- Rendre plus lisible, expliquer et valoriser le rôle du Département, ses missions, ses actions, ses services aux Haut-Savoyards.
- Rendre compte de l'activité du Département et des retombées pour les Haut-Savoyards.
- Informer les Haut-Savoyards des offres et services proposés par le Département et facilité leur accès.
- Mettre en récit les actions et les résultats de l'institution au regard des choix politiques et de l'intérêt général.
- Apporter des analyses et des recommandations stratégiques et techniques en communication institutionnelle aux directions et aux services du Département.

Effectifs 2018

Catégorie	Effectifs
A	9
B	1
C	7

Sur l'année scolaire 2018-2019, la Direction de la Communication Institutionnelle accueille également trois apprentis formés aux métiers de la communication : Digital / événementiel / administratif.

Budget 2018

Réalisé :

En M€	Fonctionnement	Investissement	Total
	2 141 305	3 751	2 145 056

Répartition par thématiques :

Objet	Fonctionnement	Investissement	Total
Edition et publications	568 739	-	568 739
Promotion et valorisation	739 538	-	739 538
Digital	68 569	-	68 569
Evènementiel et partenariats	713 142	-	713 142
Fonctionnement	51 317	3 751	55 068

Principaux faits marquants de l'année 2018

La Direction de la Communication Institutionnelle a mené ses activités sur les champs d'intervention départementaux, mobilisant l'ensemble de ses outils traditionnels : édition et infographie, achat d'espace publicitaires, relations presse, web et réseaux sociaux, et a intensifié ses opérations partenariales et évènementielles.

> Les Chronos d'Or en année Olympique
> Le Tour de France Annecy-Grand Bornand via les Glières et l'Etape du Tour
> La campagne ENS (promotion des Sorties Nature, 1ère édition d'un concours photo et campagne de sensibilisation)
> La Campagne de recrutement pour le PRH
> Les Assises européennes de la transition énergétique à Genève
> Les signatures de CDAS
> La signalétique collèges et bâtiments départementaux
> la concertation publique LOLA

Les chiffres 2018	**Editions et productions** : > + de 200 réalisations graphiques > + de 500 demandes traitées d'envois de logos et de validation de BAT de partenaires > 250 demandes des services traitées > 300 000 plaquettes, brochures et documents d'édition produits > 12 000 agenda (nouvelle version) offerts aux collégiens entrant en 6e > 5 numéros du « Haute-Savoie Mag » distribués toutes boîtes aux lettres à 380 000 exemplaires **Web et réseaux sociaux** : > Plus de 110 000 fans Facebook > + de 12 000 followers sur Twitter > + de 18 000 abonnés sur Instagram > + de 25 000 visites par mois sur hautesavoie.fr > 35 000 utilisateurs de l'application mobile hautesavoiexperience et + de 11 000 visites par mois sur hautesavoiexperience.fr **Relations presse** : > + de 280 invitations, communiqués et dossiers de presse > 450 demandes de journalistes > 2 745 retombées presse annuelles, > soit environ 230 retombées média en moyenne par mois **Partenariats et promotion :** > 50 partenariats financiers à l'organisation de manifestations sportives et culturelles en Haute-Savoie > 121 interventions de pose de signalétique sur événements partenaires. **Evénements :** > 1200 participants aux soirées des Chronos d'Or en avril et des Lauréats sportifs en décembre > 900 participants à la conférence de Michel Barnier pendant la semaine de l'Europe en juin. > 2400 enfants des écoles primaires à Rando Glières en juin > 3000 spectateurs sur le plateau des Glières pour le passage du Tour de France, 250 figurants pour le TIFO et la fresque historique, 3,9 millions de téléspectateurs et 42,9 % de part d'audience sur France 2, 165 retombées presse (local, national, international), 100 000 vues sur les réseaux sociaux

DIRECTION DU CABINET

- UNITE PROTOCOLE ET MANIFESTATIONS

- UNITE RECEPTIONS ET ACCUEIL

DIRECTION DU CABINET

Unité Protocole et Manifestations

Principales missions

- Suivi des crédits mettant en œuvre les actions conduites sous la responsabilité du Cabinet,
- Préparation et organisation de l'ensemble des manifestations impliquant le Président, les membres de l'Exécutif ou les Conseillers Départementaux
- Suivi des représentations de l'Assemblée Départementale au sein des organismes extérieurs,
- Organisation des cérémonies des vœux au personnel,
- Préparation, envoi et suivi des invitations de toutes les manifestations ou inaugurations,
- Tenue des fichiers protocolaires.

- Mise à disposition aux élus, de moyens de transport nécessaires à leurs missions.
- Suivi et entretien des 43 véhicules
- Gestion de la mise à disposition des véhicules en libre-service

Effectifs 2018

Catégorie	Effectifs
A	
B	
C	4

Observations : Modification de l'organigramme en décembre 2018

Budget 2018

Réalisé :

Unités	Fonctionnement	Investissement	Total
MANIFESTATIONS	295 000 €		295 000 €
GARAGE	119 500 €	63 000 €	182 500 €

Principaux faits marquants de l'année 2018

Manifestations :

Organisations et participations à diverses cérémonies, notamment

- Cérémonies des vœux au Personnel
- Assises Européennes
- Chronos d'Or 2018
- Concours de la Résistance et de la Déportation
- Journée départementale de l'Education Artistique et Culturelle
- Congrès des Maires à Paris
- Inauguration infrastructures aéroportuaires
- Inauguration du Pôle Médico-Social d'Annemasse
- Inauguration Pôle Médico-Social de Taninges
- Réception des travaux du ruisseau Saint Nicolas - Seyssel
- Inauguration des aménagements cyclables – Veyrier-du-Lac
- Inauguration du Plateau Sportif communal du collège à Frangy
- Inauguration du collège de Rumilly
- Conférence M. BARNIER
- Observatoire départemental 2018
- Ouverture Saison Estivale du Château de Clermont
- Rencontre Musicales de Mélan
- Salon de l'Agriculture 2018

	- Vernissage Chataignière à Yvoire - Vernissage Exposition Conservatoire - Vernissage à la Chartreuse de Mélan - Tour de France - Soirée des Lauréats Sportifs 2018 - Contrat Départemental d'Avenir et de Solidarité sur les différents cantons - Diverses manifestations dans le département Gestion d'environ 20 demandes de représentations par semaine **Garage** : - Durant 2018, l'Unité Garage a assuré le suivi et l'entretien de 43 véhicules - Achat de 5 véhicules

DIRECTION DU CABINET

Unité Réceptions et Accueil

Principales missions

ACCUEILS

Standard général bâtiment des services

Accueil du public et orientation du public et des différentes réunions au :

- Conservatoire d'Art et d'Histoire,
- Maison du Tourisme et de l'Economie,
- 23 rue de la Paix
- Guérite Préfecture/Hôtel du Département.
- Bâtiment des services

Transmission du courrier dans les services

Gestions des salles de réunions (réservations, mise en place…)

Suivi de l'utilisation des véhicules de mobilité (voitures DAC au Conservatoire, VAE sur les différents sites)

RECEPTIONS

Gestion, Organisation et suivi des différentes manifestations du CD74 (repas, cocktail, kfé d'accueil….)

Gestion des salles (organisations des réceptions notamment au Conservatoire)

Suivi des demandes émanant du Cabinet et des Conseillers Départementaux

Déplacements dans tous le département

Effectifs 2018

Catégorie	Effectifs
A	
B	1
C	14

Observations :

Modification de l'organigramme en décembre 2018

Principaux faits marquants de l'année 2018	***Accueil :*** - Les sites d'accueil ont été rattachés au Cabinet dans l'Unité Service Réception et Accueil ***Manifestations :*** - Soirée des Vœux CD 74 - Différents diners Canton - Buffet principaux des Collèges - 74ème anniversaire combats des Glières - Différentes inaugurations (PMS, Collèges (Frangy) - Lancement saison Cht de Clermont et Chartreuse de Meylan - Cocktail Chrono d'Or - Concours National de la Résistance - Vernissages (Châtaignière, Archives départementales) - Journées du patrimoine - Différents CDAS - Différents déjeuners de séances (CP, Publique) - Différents kfé d'accueil dans tout le département - Tour de France - Soirée des Lauréats Sportifs - Rencontres cinémathèques (réseau INEDITS) - Buffet Observatoire Départemental - Différents cocktails au bar de la préfecture

Direction de la Communication Institutionnelle / Département de la Haute-Savoie - Photo : © Dep74 - T. Shu

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAVOIE

Hôtel du Département
1, rue du 30 ème Régiment d'Infanterie
CS 32444
74041 ANNECY Cedex

T / 04.50.33.50.00

hautesavoie.fr

haute savoie
le Département

Extrait des Procès-Verbaux des Séances du Conseil départemental

SEANCE DU 27 MAI 2019

n° CD-2019-028

RAPPORTEUR : **M. PEILLEX**

OBJET : **CONCESSION DE SERVICE PUBLIC - APPROBATION DE PRINCIPE DE LA CONCESSION DE SERVICE PUBLIC ET DE SES CARACTERISTIQUES - EXPLOITATION DU TRAMWAY DU MONT-BLANC**

Le Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoqué le 13 mai 2019 s'est réuni en séance publique, à l'Hôtel du Département à Annecy sous la présidence de :

M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental

Présent(e)s :	
Vice-Président(e)s :	M. MUDRY, Mme TOWNLEY-BAZAILLE, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. PEILLEX, Mme LEI
Autres membres :	Mme BOUCHET, Mme DUBY-MULLER, Mme DULIEGE, Mme GAY, Mme MAHUT, Mme METRAL, Mme REY, Mme TEPPE-ROGUET, Mme TERMOZ, M. AMOUDRY, M. BARDET, M. BAUD, M. BAUD-GRASSET, M. DAVIET, M. MORAND, M. PACORET, M. RUBIN
Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)	
Mme DION à Mme MAHUT, Mme GONZO-MASSOL à M. DAVIET, M. BOCCARD à Mme TEPPE-ROGUET	
Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :	
Mme CAMUSSO, Mme LHUILLIER, M. CHAVANNE, M. EXCOFFIER, M. PUTHOD	

Quorum et Délégations de vote vérifiés			
Membres en exercice :	**34**	**A l'unanimité**	
Présents :	**26**	**Voix Pour**	**29**
Représenté(e)(s) :	**3**	**Voix contre**	**0**
Suffrages Exprimés :	**29**	**Abstention(s)**	**0**

Vu les articles L.1411-1 et R.1411-1 et suivants, du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs aux délégations de service public ;

Vu les article L.3000-1 et suivants, et R.3000-1 et suivants, du Code de la Commande Publique ;

Vu l'avis favorable de la Commission consultative des services publics locaux rendu le 09 avril 2019 ;

Vu l'avis favorable de la 6ème Commission Tourisme, Lacs et Montagne, lors de sa séance du 26 avril 2019 ;

Vu l'avis favorable de la 8ème Commission Finances, Ressources Humaines, Administration Générale, lors de sa séance du 06 mai 2019 ;

Vu le rapport présenté et annexé à la présente délibération conformément aux dispositions de l'article L.1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux modes de gestion et présentant les caractéristiques des prestations que devra assurer le futur délégataire.

Le Département de la Haute-Savoie est l'autorité délégante de la ligne de chemin de fer qui relie Le Fayet (à Saint-Gervais) au Nid d'Aigle (alt. 2 372 m) et sur laquelle circule le Tramway du Mont-Blanc (TMB).

Afin d'assurer l'exploitation du Tramway, le Département a conclu en 1904, avec MM. Couvreux, Deraud, Duportal auxquels a succédé la Compagnie du Mont-Blanc (CMB), un contrat de concession relatif à la réalisation de la voie ferrée et à son exploitation.

Le terme de la convention était initialement fixé au 31 décembre 2018.

Par une délibération du 15 mai 2017, le Département a lancé une procédure relative à l'attribution d'un nouveau contrat, sous forme de concession, visant à permettre l'exploitation du TMB à compter du 1er janvier 2019. Cette procédure a cependant été abandonnée pour motif d'intérêt général.

Dans la mesure où une nouvelle procédure de mise en concurrence ne pouvait permettre la désignation d'un nouvel exploitant pour le 1er janvier 2019, et afin de permettre l'exploitation du TMB, le Département et la CMB ont prolongé ce contrat par voie d'avenant jusqu'au 31 mai 2020.

Compte tenu de l'échéance prochaine de ce contrat, il convient de déterminer le futur mode d'exploitation du TMB.

En application de l'article L.1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, il appartient dès lors au Conseil départemental, de se prononcer sur le mode de gestion qu'il entend mettre en œuvre pour l'exploitation de l'équipement.

Aux termes d'une étude relative aux modes de gestion envisageables, il est apparu que le mode de gestion le plus adapté soit la concession de service public régie par les articles L.1411-1 et suivants, du Code Général des Collectivités Territoriales.

Aux termes de cette analyse, plusieurs motifs appuient le choix du recours à une concession de service public :

- elle permet de confier au concessionnaire le risque d'exploitation du service, lequel ne pèsera donc pas sur le Département,
- elle permet de recourir à l'expertise et aux moyens humains de partenaires privés,
- la concession, qui externalise la maîtrise d'ouvrage, n'est pas contrainte par le principe d'allotissement et permettra de mettre à la charge du concessionnaire la définition d'un projet touristique afférent au site et sa mise en œuvre : ainsi, le Département pourrait confier à un opérateur l'acquisition des matériels, notamment roulants, les différents travaux tenant aux aménagements des bâtiments comme les gares et des équipements touristiques ainsi que les différents travaux de voies,
- le Département pourra octroyer des subventions d'investissements afin notamment de limiter l'impact du coût des investissements sur les tarifs,
- ce type de mode de gestion permettra également au Département d'imposer des contraintes de service public à l'exploitant moyennant le versement d'une compensation financière forfaitaire.

Les principales caractéristiques des prestations qui seraient confiées au titulaire de la convention envisagée sont :

- la continuité de l'exploitation du TMB,
- la maintenance et les travaux de Gros Entretien Renouvellement du TMB,
- l'optimisation globale du fonctionnement des installations,
- le renforcement de l'attractivité du service qui se traduira nécessairement par la réalisation de travaux relatifs :
  - à la rénovation et à l'extension de la voie sur la partie sommitale,
  - à l'aménagement des infrastructures bâtimentaires, notamment les gares ainsi que la réalisation d'équipements touristiques,
- la mise en œuvre d'une stratégie et d'une politique marketing et commerciales performantes, fondées sur le développement d'un véritable concept touristique différenciant,
- concernant les investissements sur le matériel roulant, et compte-tenu notamment du calendrier réglementaire lié aux grandes inspections, le Département se voit dans l'obligation de lancer une consultation pour le renouvellement de 3 rames, au minimum, et ce avant même l'attribution du nouveau contrat de concession. Il pourra être demandé au futur exploitant de reprendre à son compte le marché d'acquisition des trains porté initialement par le Département.

Aussi, il est proposé de recourir à la concession de service, sous la forme d'un contrat de délégation de service public d'une durée de 15 ans, durée pendant laquelle le concessionnaire prendra en charge la réalisation des investissements prévus par le Département.

Pour ce faire, il convient de lancer la procédure de mise en concurrence conformément aux dispositions des articles L.1411-1 à L.1411-18, et R.1411-1 à R.1411-6 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Il est donc proposé à l'Assemblée départementale :

- d'approuver le principe de la concession de service public pour assurer l'exploitation du tramway du Mont Blanc ;
- d'approuver les caractéristiques des prestations que devra assurer le futur concessionnaire, décrites dans le rapport ci-annexé.
- d'autoriser M. le Président à lancer la procédure de mise en concurrence préalable à la conclusion de ce contrat et prendre les actes nécessaires dans le cadre de cette procédure.

Il est demandé à l'Assemblée départementale de bien vouloir délibérer et statuer.

Le Conseil départemental,
après en avoir débattu et délibéré,
à l'unanimité,

APPROUVE le principe de la concession de service public pour assurer l'exploitation du Tramway du Mont-Blanc ;

APPROUVE les caractéristiques des prestations que devra assurer le futur concessionnaire, décrites dans le rapport ci-annexé ;

AUTORISE M. le Président à lancer la procédure de mise en concurrence relative à la concession de service public et prendre les actes nécessaires dans le cadre de cette procédure.

Délibération télétransmise en Préfecture
le 03 juin 2019,
Publiée et certifiée exécutoire
le 05 juin 2019,
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
Signé,
Le Président du Conseil départemental,
Christian MONTEIL

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAVOIE

RECOURS A UNE CONCESSION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DU TRAMWAY DU MONT BLANC

RAPPORT DE PRINCIPE

ARTICLE L1411-4 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES.

SOMMAIRE

1 PREAMBULE 4

2 LES PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DU TRAMWAY DU MONT BLANC ET DE LEUR MODE D'EXPLOITATION 5

2.1 Caractéristiques du montage contractuel actuel permettant l'exploitation du TMB 5

2.2 Analyse financière de la convention actuelle 5

3 PRESENTATION DES DIFFERENTS MODES DE GESTION POSSIBLES POUR L'EXPLOITATION DU TMB 6

3.1 Objectifs recherchés par le Département s'agissant du futur mode d'exploitation 6

3.2 Modes de gestion envisageables 7
3.2.1 La gestion directe 8
3.2.1.1 La régie directe 8
3.2.1.2 La régie avec autonomie financière 8
3.2.1.3 La régie dotée de la personnalité morale 9
3.2.2 Le recours au marché public pour l'exploitation du TMB et la réalisation des investissements 10
3.2.2.1 Le marché de partenariat 10
3.2.2.2 Le Marché public global de performances 12
3.2.2.3 Le recours à des montages mixtes intégrant un marché de conception réalisation pour la conception et la réalisation des travaux 13
3.2.3 La concession de service public 14

3.3 Conclusion relative aux modes de gestion 16

4 PRESENTATION DES CARACTERISTIQUES DES PRESTATIONS QUE DEVRA ASSURER LE CONCESSIONNAIRE 18

4.1 Objet du contrat 18

4.2 Durée envisagée 19

4.3 Financement 19

4.4 Rémunération du service 19

4.5 Contrôle du Département 20

4.6 Le personnel 20

4.7 Assurances 20

4.8 Fin du contrat 21
4.8.1 Absence de reconduction tacite et de prolongation 21
4.8.2 Sort des biens en fin de contrat 21

5 LA PROCEDURE DE CONCESSION DE SERVICE PUBLIC ET LE CALENDRIER PREVISIONNEL (PROCEDURE RESTREINTE) 21

6 CONCLUSIONS 22

1 Préambule

Le Département de la Haute Savoie est l'autorité délégante de la ligne de chemin de fer qui relie Le Fayet (à Saint Gervais) au Nid d'Aigle (alt 2372 m) et sur laquelle circule le Tramway du Mont Blanc (ci-après « le « TMB » ou « le Tramway »).

Afin d'assurer l'exploitation du Tramway, le Département a conclu en 1904, un contrat de concession relatif à la réalisation de la voie ferrée et à son exploitation (ci-après « la Convention » ou « la Convention d'exploitation »).

Le terme de la Convention était initialement fixé au 31 décembre 2018.

Afin d'anticiper le terme de la Convention, le Département, par une délibération du 15 mai 2017, a lancé une procédure relative à l'attribution d'un nouveau contrat, sous forme de concession, visant à permettre l'exploitation du TMB à compter du 1er janvier 2019.

Par une délibération du 27 août 2018, le Département a prononcé l'abandon de la procédure de mise en concurrence pour un motif d'intérêt général.

Dans la mesure où une nouvelle procédure de mise en concurrence ne pouvait permettre la désignation d'un nouvel exploitant pour le 1er janvier 2019, et afin de permettre l'exploitation du TMB, le Département et la CMB ont conclu un avenant n°39 par lequel les parties ont convenu de prolonger l'exploitation jusqu'au 31 mai 2020.

Durant cet intervalle, le Département a souhaité se positionner relativement au futur mode de gestion qui sera choisi pour permettre l'exploitation du TMB.

Conformément aux dispositions des articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (ci-après « CGCT »), le présent rapport a pour objet d'éclairer le Conseil Départemental de Haute Savoie sur les modes de gestion possibles et de lui permettre de se prononcer sur le principe d'une concession de service public.

Selon l'article L.1411-4 du CGCT, le Conseil Départemental doit se prononcer sur le principe de toute concession après avoir recueilli l'avis de la commission consultative des services publics locaux (ci-après « **CCSPL** ») qui statue au vu d'un rapport présentant les caractéristiques des prestations que doit assurer le concessionnaire.

Le présent document a ainsi pour objet, d'une part, de recueillir l'avis de la CCSPL sur les points suivants :

- le choix du cadre juridique pour l'exploitation du TMB ;
- les caractéristiques des prestations que devra assurer le concessionnaire au titre du contrat à intervenir,

et d'autre part, de permettre au Conseil Départemental de se prononcer, au vu notamment de l'avis de la CCSPL, sur le principe du recours à la concession de service public pour l'exploitation du TMB et sur les caractéristiques des prestations que devra assurer le futur concessionnaire.

Ceci étant exposé, il est présenté dans ce rapport :

- le contrat d'exploitation actuel et ses principales caractéristiques,
- les différents modes de gestion envisageables, et la justification du choix du mode de gestion,
- les principales caractéristiques du projet du futur contrat permettant l'exploitation du TMB.

2 Les principales caractéristiques du Tramway du Mont Blanc et de leur mode d'exploitation

2.1 Caractéristiques du montage contractuel actuel permettant l'exploitation du TMB

Le contrat de concession initial, permettant l'exploitation du TMB, a été conclu par le Département avec MM. COUVREUX, DERAUD, DUPORTAL le 9 juillet 1904, auxquels a succédé la Compagnie du Mont Banc.

Le terme du Contrat était fixé au 31 décembre 2018.

Aux termes de ce contrat, la CMB était notamment chargée de la construction et de l'exploitation d'un tramway à crémaillère entre la gare du Fayet-Saint Gervais et le sommet de l'Aiguille du Goûter, avec prolongement éventuel jusqu'au sommet du Mont Blanc, pour le transport des voyageurs, de leurs bagages et des marchandises à grande vitesse.

La voie mesure 12,4 km et dessert 6 arrêts :

- Le Fayet (alt 580 m) ;
- Saint-Gervais-les-Bains (alt 796) ;
- Motivon (alt 1368) ;
- Col-de-Voza (alt 1660) ;
- Bellevue (alt 1794) ;
- Le Nid d'Aigle (alt 2372) (été uniquement).

Le matériel roulant est composé de trois motrices et trois rames ainsi que d'un locotracteur.

2.2 Analyse financière de la convention actuelle

Le niveau de fréquentation du TMB s'établit à environ 140.000 voyageurs par an (contre 180 000 dans les années 2000).

Le chiffre d'affaires relatif au TMB s'élève en moyenne à 2 M.€ par an.

Le train est exploité 6,5 mois de l'année (fermeture de mi-septembre à mi-décembre et d'avril à mai) et environ 80% de la fréquentation est issue de la saison estivale (avec saturation mais uniquement sur une période limitée. La fréquentation et l'attractivité du TMB pourraient donc être optimisées par la recherche de pistes de développement, notamment sur les ailes de saison.

En activité annexe, une brasserie, logée dans la gare de Saint Gervais, fait partie de la DSP actuelle.

Son exploitation a été confiée, par le délégataire, à un tiers, par le biais d'un bail.

L'exploitation du TMB est déficitaire de manière structurelle avec un résultat d'exploitation négatif de -1 068 K.€ malgré un chiffre d'affaires global s'élevant à 2 032 K.€ en 2017/2018 et qui apparaît en hausse sur les dernières années, malgré une baisse de la fréquentation du TMB (de 169.935 voyageurs transportés en 2008/2009 à 137.385 en 2017/2018) ;

Ce déficit s'explique par :

- un niveau de chiffre d'affaires insuffisant par rapport aux charges d'exploitation dont la plupart ont un caractère fixe, sans compter les aléas forts de fréquentation ;
- l'accroissement des charges d'exploitation ;
- une activité régulièrement perturbée par des évènements imprévus, géologiques ou climatiques, voire la réalisation de travaux nécessaires à la rénovation de la voie ;
- une baisse de l'attractivité du TMB.

3 Présentation des différents modes de gestion possibles pour l'exploitation du TMB

Afin de déterminer le mode de gestion le plus adapté à l'exploitation du TMB (**3.2**), il convient de préciser les attentes du Département relativement aux objectifs poursuivis par le futur contrat (**3.1**).

3.1 Objectifs recherchés par le Département s'agissant du futur mode d'exploitation

Le Département souhaite identifier le mode de gestion le plus adapté à ses attentes et aux spécificités de l'exploitation du TMB.

Tout particulièrement, doivent être mentionnés les éléments suivants :

- face à l'érosion de la fréquentation, le Département souhaite que soit mis en œuvre un projet touristique global, intégrant des investissements structurants permettant de développer l'attractivité touristique du site et d'améliorer le confort des usagers. Il est dès lors nécessaire d'envisager un montage permettant la réalisation d'investissements importants. Le mode de gestion retenu devra donc permettre de confier à l'exploitant des missions relatives à la détermination du projet touristique ainsi que la réalisation des travaux afférents à ce projet.
- les installations pourront nécessiter des investissements supplémentaires, sur la voie et les bâtiments notamment ;
- le Département souhaite limiter les déficits d'exploitation induits par l'activité en améliorant en particulier le niveau de recettes ;

- le Département souhaiterait que le risque commercial d'exploitation soit donc supporté au moins pour une part non négligeable par l'exploitant, tout en conservant la faculté de verser des compensations d'obligation de service public et limiter le déficit de l'exploitation ;

- enfin, le Département souhaite éviter une implication trop forte des services du Département dans des missions opérationnelles et donc favoriser un transfert du risque lié à la maîtrise d'ouvrage.

3.2 Modes de gestion envisageables

Traditionnellement, l'exploitation des services publics peut être assurée selon différents modes de gestion, publique ou privée.

De manière constante, le juge administratif rappelle que les collectivités territoriales disposent d'un pouvoir discrétionnaire pour choisir le mode de gestion des services publics (CE, 18 mars 1988, M. Loupias et autres c/ commune de Montreuil-Bellay, n° 57.893).

Il s'agirait soit d'exploiter en direct, soit de confier l'exploitation et la gestion de cet équipement à un tiers.

Ainsi, dans le cadre du projet d'exploitation du TMB, le Département peut :

(i) soit assurer la gestion du service public en régie.

Le Département assurerait alors, par ses propres moyens, financiers, humains et matériels, l'exploitation des installations et responsabilité du service.

En particulier, il :

- serait responsable de l'organisation et du fonctionnement du service ;
- utiliserait exclusivement son personnel (titulaire ou non titulaire) ;
- supporterait toutes les dépenses quelle que soit leur nature ;
- encaisserait toutes les recettes liées au service.

(ii) soit solliciter des tiers pour l'exploitation de l'équipement et installations pour une simple prestation de services. Dans ce cas, le Département conserve la responsabilité et les risques de l'exploitation du service. Il s'agit du régime juridique du marché public.

(iii) soit décider d'associer plus étroitement un opérateur économique aux résultats de la gestion du service public en lui transférant la responsabilité de gestionnaire et performance commerciale du service. Dans ce cas, la gestion se fait aux risques et périls de l'entreprise et le Département peut recourir à une concession de service public.

3.2.1 La gestion directe

Les services publics peuvent faire l'objet d'une gestion directe par la personne publique, sous des formes différentes :

- régie directe ;
- régie dotée de l'autonomie financière ;
- régie dotée de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

3.2.1.1 La régie directe

Lorsque le service est assuré en régie directe, la personne publique prend en charge l'activité dans le cadre de ses services, avec ses moyens financiers, techniques et humains. L'intégration est totale.

Trois critères principaux caractérisent les services en régie simple :

- La régie n'a aucune personnalité juridique propre : c'est la collectivité dont elle relève qui est titulaire des droits et obligations nés de leurs activités,
- les services en régie dépendent directement de la collectivité : l'exécutif de la collectivité est responsable du fonctionnement des services,
- les services en régie n'ont aucune autonomie au plan financier : le budget général de la collectivité regroupe les recettes et dépenses de tous les services en régie.

Ce type de régie est le plus intégré à la collectivité dans le sens où les organes de décision de la régie sont ceux de la collectivité, la régie ne disposant donc d'aucune autonomie, ce qui permet à la collectivité de conserver l'entière maîtrise des décisions.

Cependant, dans le cadre de l'exploitation d'un service public à caractère industriel et commercial (ci-après « **SPIC** »), le recours à une telle régie n'est pas juridiquement autorisé.

3.2.1.2 La régie avec autonomie financière

La régie avec autonomie financière est assurée par les services de la collectivité publique de rattachement, comme dans la régie directe.

Les règles spécifiques applicables aux régies dotées de la seule autonomie financière sont définies aux articles L. 2221-11 et suivants et R. 2221-63 et suivants du CGCT.

Il en résulte principalement que les régies locales à seule autonomie financière sont composées d'un conseil d'exploitation, d'un directeur et d'un agent comptable.

Le directeur est désigné ou révoqué par l'organe exécutif de la collectivité territoriale. L'agent comptable est celui de la collectivité locale, mais un comptable spécial peut être affecté à la régie si ses recettes annuelles d'exploitation dépassent 76 224 €. Cette décision de principe est prise par l'organe délibérant de la collectivité territoriale après avis du conseil d'exploitation de la régie et du Directeur Départemental des Finances Publiques ; la nomination du comptable revient au Préfet sur proposition de l'organe exécutif.

Les régies locales à seule autonomie financière disposent surtout d'un budget autonome à l'intérieur de celui de la collectivité territoriale qui assure le service public. Ce budget est séparé en section d'exploitation et section d'investissement.

Les principales décisions d'organisation mais également de gestion du service restent du ressort de l'organe délibérant de la collectivité de rattachement (le conseil départemental) : programmation des investissements, vote du budget et fixation des tarifs, gestion du personnel, …

Ce type de régie est, au demeurant, autorisé pour la gestion d'un SPIC.

3.2.1.3 La régie dotée de la personnalité morale

La régie dotée de la personnalité morale se distingue des autres régies par le fait que la collectivité publique transfère statutairement la gestion du service public à une entité juridique publique distincte

Les règles spécifiques applicables aux régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont définies aux articles L. 2221-10 et R. 2221-18 et suivants du CGCT.

La régie personnalisée est créée par une délibération en l'espèce du Conseil départemental. Cette décision fixe les statuts et le montant de sa dotation initiale qui comporte, sous réserve d'apports ultérieurs à inclure, les créances, les apports en espèce ou en nature enregistrés pour leur valeur vénale, déduction faite des dettes que prend obligatoirement en charge la régie (CGCT, art. R. 2221-13).

La délibération de création fixe en outre les règles générales d'organisation et de fonctionnement du Conseil d'administration tout en sachant que le nombre des membres du Conseil d'administration ne peut être inférieur à trois et que des personnalités extérieures à l'assemblée délibérante de la collectivité peuvent faire partie du Conseil d'administration si les statuts le prévoient. Le Conseil départemental désigne les membres du Conseil d'administration, sur proposition du Président et met fin à leurs fonctions dans les mêmes formes.

La régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière est un organisme bien distinct de sa collectivité de rattachement. Elle est administrée par un conseil d'administration et son Président ainsi qu'un Directeur. Cette catégorie de régie n'est pas directement placée sous l'autorité du Président et de l'assemblée délibérante.

Son personnel est propre, même si elle peut passer des conventions avec d'autres organismes, y compris le Département, pour des prestations externalisées.

Elle doit disposer d'une administration propre.

Cette régie peut être dissoute sur l'initiative et par délibération du Conseil départemental.

Ce type de régie est, au demeurant, autorisé pour la gestion d'un SPIC.

S'agissant d'une reprise en directe de l'exploitation du service du TMB par la voie d'une Régie, il apparaît qu'un tel mode de gestion ne répond pas aux attentes du Département.

Le Département ne dispose pas du savoir-faire et des moyens matériels et humains qui lui permettent de mener à bien l'exploitation et la gestion du TMB. La gestion d'une remontée

mécanique, régime juridique auquel emprunte le TMB, fait appel à des compétences indispensables aussi variées que spécialisées.

Certes, la maîtrise du service peut être considérée, en théorie, comme plus étroite dans le cadre d'un mode de gestion publique. Néanmoins, la rédaction efficiente des clauses d'un contrat d'externalisation permet de conserver au moins en partie cette maîtrise.

En outre, le Département souhaite que cet équipement, grâce à son attractivité et ses caractéristiques, fasse l'objet d'un développement commercial optimum au-delà des missions de service public que la collectivité mène en propre.

Sur le plan financier, la gestion en régie permet d'éviter de supporter les charges de structure ainsi que la marge d'un opérateur, même si, in fine, une telle structure dispose également de charges propres. Néanmoins, la collectivité publique ne bénéficie pas d'effet d'échelle contrairement à un groupe privé spécialisé. Par ailleurs, le recours à la régie ne permet pas de satisfaire à l'un des objectifs du Département qui est d'externaliser un risque d'exploitation commerciale sur un opérateur économique.

Enfin, les régies étant des établissements publics, elles sont soumises aux règles de la commande publique, ce qui s'avère lourd en termes de procédures et peu adapté aux contraintes d'un exploitant devant faire face à des situations d'urgence. Enfin, le recours à la Régie impliquerait une implication forte du département dans le suivi des travaux ce que ne souhaite pas ce dernier.

Au regard de ces éléments, le recours à la régie ne paraît donc pas opportun.

3.2.2 Le recours au marché public pour l'exploitation du TMB et la réalisation des investissements

Trois types de marchés publics sont susceptibles d'être envisagés compte tenu du projet. Il s'agit :

- Du marché de partenariat ;
- Du marché public de performance ;
- De montages contractuels mixtes intégrant un marché de conception réalisation.

3.2.2.1 Le marché de partenariat

Le marché de partenariat est défini par l'article L.1112-1 du Code de la commande publique (ci-après « **CCP** ») comme un marché public global par lequel une personne publique peut confier à un opérateur une mission globale, sous maîtrise d'ouvrage privée :

> *« une **mission globale** ayant pour objet :*
> *1° La construction, la transformation, la rénovation, le démantèlement ou la destruction d'ouvrages, d'équipements ou de biens immatériels nécessaires au service public ou à l'exercice d'une mission d'intérêt général ;*
> *2° Tout ou partie de leur financement.*
> *Le titulaire du marché de partenariat assure la maîtrise d'ouvrage de l'opération à réaliser.*

II. - Cette mission globale peut également avoir pour objet :

1° Tout ou partie de la conception des ouvrages, équipements ou biens immatériels ;

2° L'aménagement, l'entretien, la maintenance, la gestion ou l'exploitation d'ouvrages, d'équipements ou de biens immatériels ou une combinaison de ces éléments ;

3° La gestion d'une mission de service public ou des prestations de services concourant à l'exercice, par la personne publique, de la mission de service public dont elle est chargée ».

Ainsi, le marché de partenariat a pour objet de confier à son titulaire au sein d'un même contrat, plusieurs missions à des stades différents de la réalisation du projet, dont certaines sont obligatoires et d'autres complémentaires :

- Au titre des missions principales (qui doivent être confiées au titulaire) :
  - la construction, la transformation, la rénovation, le démantèlement ou la destruction d'ouvrages, d'équipements ou de biens immatériels nécessaires au service public ou à l'exercice d'une mission d'intérêt général ;
  - tout ou partie de leur financement.

- Au titre des missions complémentaires :
  - tout ou partie de la conception des ouvrages, équipements ou biens immatériels ;
  - l'aménagement, l'entretien, la maintenance, la gestion ou l'exploitation d'ouvrages, d'équipements ou de biens immatériels ou une combinaison de ces éléments ;
  - la gestion d'une mission de service public ou des prestations de service concourant à l'exercice, par la personne publique, de la mission de service public dont elle est chargée.

Il s'agit d'un contrat global, dérogatoire au principe de l'allotissement.

Le marché de partenariat présente plusieurs avantages et notamment :

- le fait de constituer un montage global par lequel un seul contrat devra être conclu pour la réalisation du projet, ce qui évitera tout risque d'interface ;
- il constitue un montage de performance motivant pour le titulaire ;
- compte tenu des attentes du Département, il permet de confier la mission de conception et la réalisation des travaux à un opérateur économique.

Cependant, et en tout état de cause, il ne paraît pas être opportun de recourir au marché de partenariat dans la mesure où le recours à ce montage contractuel doit être justifié par le fait que ce montage, comparativement aux autres modes de gestion envisageables, est plus pertinent notamment sur le plan économique, ce qui, à ce stade de l'étude n'est pas établi. Par ailleurs, quand bien même la documentation contractuelle de ce type de marché peut prévoir un aménagement de la répartition des risques, celui-ci demeure majoritairement porté par le Département, ce que ce dernier ne souhaite pas.

En conséquence, il existe une incertitude juridique importante quant à la possibilité de recourir à ce type de marché.

3.2.2.2 Le Marché Global de Performances

Une mission d'exploitation de service et de réalisation de travaux peut être assurées par un prestataire privé, dans le cadre d'un marché global de performances (ci-après « **MGP** »).

Conformément à l'article L.2171-3 du CCP, le MGP permet à la personne publique de conclure un contrat global permettant de confier à un unique titulaire un marché global portant sur des prestations de :

- réalisation et d'exploitation ou de maintenance ;
- ou de conception, de réalisation et d'exploitation ou de maintenance.

S'agissant d'un montage dérogatoire aux obligations d'allotissement et aux obligations découlant de la loi dite MOP et interdisant de confier à un même opérateur des prestations alliant la conception et la réalisation d'un ouvrage, le recours à ce mécanisme reste strictement encadré. Notamment, il est possible aux personnes publiques de recourir à ce montage contractuel seulement si :

- le marché est passé afin de remplir des objectifs chiffrés de performance. Ces objectifs de performance peuvent être définis en termes de niveau d'activité, de qualité de service, d'efficacité énergétique ou d'incidence écologique ;
- les marchés devront comporter des engagements de performance mesurables.

Le critère principal de distinction de ces deux modes de gestion dépend très principalement du niveau de responsabilité transféré à l'entreprise privée dans l'exploitation du service, ainsi que de ses modalités de rémunération.

En effet, si le concessionnaire de service public prend en charge la responsabilité du service, le titulaire d'un marché public n'exerce pas cette responsabilité qui demeure entre les mains de la collectivité publique ; ce faisant, il demeure un simple prestataire de service agissant pour le compte de la collectivité publique.

De même, par opposition à la concession de service public, on identifie un marché public lorsque son titulaire est rémunéré en contrepartie de ses prestations, par un prix qui ne dépend pas des résultats de l'exploitation.

Alors que la rémunération d'un concessionnaire de service public doit être substantiellement liée aux résultats de l'exploitation, de telle sorte que c'est à lui de supporter les risques, notamment financiers, liés à l'exploitation du service.

En d'autres termes, et dans le cadre d'un marché public de service, l'intégralité des risques sera supportée par le Département.

L'exploitation du TMB dans le cadre d'un MGP présenterait de nombreux inconvénients qui n'incitent pas à proposer ce mode de gestion :

- **le type de formule de rémunération qui pourrait être envisagé ne permettrait pas une optimisation de la gestion du service. En effet, le titulaire percevrait une rémunération qui serait très principalement forfaitaire et versée directement par le Département ;**

L'intéressement qui pourrait lui être versé en fonction de sa capacité à bien gérer le service ne pourrait qu'être marginale. Le risque d'exploitation commercial serait donc conservé par le Département, ce qu'il ne souhaite pas ;

- **cette déresponsabilisation forte de l'exploitant ferait également peser un risque sérieux de surcoûts du fait de l'absence de gestion à ses risques et périls et de l'absence de responsabilisation véritable ;**

- **enfin, dans le cadre d'un marché public, il n'est pas envisageable de confier à l'exploitant la recherche de recettes annexes pour assurer la rentabilité de l'exploitation du service.**

Ainsi, le MGP apparaît comme insuffisamment adapté aux objectifs poursuivis par le Département.

3.2.2.3 Le recours à des montages mixtes intégrant un marché de conception réalisation pour la conception et la réalisation des travaux

Une dernière solution pourrait être envisagée, laquelle consisterait, contrairement aux premières hypothèses, à un montage reposant sur deux contrats (*a minima*) et dans laquelle la maitrise d'ouvrage des travaux serait conservée par le Département.

Le montage serait le suivant :

- d'abord, les ouvrages seraient réalisés sous maitrise d'ouvrage (ci-après « **MOA** ») par le Département via un marché de type conception réalisation ;
- ensuite, les ouvrages seraient remis à un concessionnaire de service, lequel devrait exploiter l'ouvrage réalisé sous MOA du Département par un marché public de service ou une concession de service.

Un marché de conception réalisation permet de confier à un même opérateur une mission unique portant sur la conception et la réalisation d'un ouvrage.

Le marché de conception-réalisation est donc un marché de travaux dans lequel le maître d'ouvrage confie simultanément des prestations relatives à la conception (études) et la réalisation (exécution des travaux) d'un ouvrage à un groupement d'opérateurs économiques ou, pour les ouvrages d'infrastructure, à un seul opérateur.

Ce contrat permet ainsi d'associer les entrepreneurs à la conception de l'ouvrage.

Pour les pouvoirs adjudicateurs soumis aux dispositions de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (ci-après « **loi MOP** »), le marché de conception-réalisation constitue une exception à l'organisation tripartite entre le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et les entreprises.

Par conséquent, le recours à cette procédure est strictement encadré, L.2171-2 du CCP précisant que :

> *« Les acheteurs soumis aux dispositions du livre IV ne peuvent conclure un marché de conception-réalisation, quel qu'en soit le montant, que si des motifs d'ordre technique ou un engagement contractuel portant sur l'amélioration de l'efficacité énergétique ou la construction d'un bâtiment neuf dépassant la réglementation thermique en vigueur rendent nécessaire l'association de l'entrepreneur aux études de l'ouvrage. Un tel marché est confié à un groupement d'opérateurs économiques. Il peut toutefois être confié à un seul opérateur économique pour les ouvrages d'infrastructures.».».*

L'exploitation du TMB dans le cadre d'un montage mixte composé d'un marché public de conception réalisation et d'un marché public de service ou d'une concession pour l'exploitation présente de nombreux inconvénients et ne permet pas de satisfaire aux objectifs initiaux du Département.

Notamment, il apparaît que :

- comme dans le cadre du MPGP, se pose la question de la dévolution des travaux relatifs au projet touristique : des travaux trop éloignés de la ligne de TMB ne pourraient pas être mis à la charge du titulaire. Ce montage paraît donc incompatible avec la possibilité de confier au titulaire la définition d 'un projet touristique et sa réalisation ;

- si l'exploitation du TMB devait être réalisée par voie de marché public de service, le Département serait contraint de conserver à sa charge le risque d'exploitation ;

- enfin et dans tous les cas, il existerait un risque d'interface fort entre (i) le concessionnaire ou le titulaire du marché public de service et (ii) le titulaire du marché de conception égalisation qui pourrait fragiliser le Département.

Ainsi, ce montage contractuel apparaît comme insuffisamment adapté aux objectifs poursuivis par le Département.

3.2.3 La concession de service public

Enfin, un dernier mode de gestion pouvant être envisagé consiste dans le recours à la concession de service public.

Il s'agit d'un mode de gestion par lequel une personne morale de droit public confie par contrat à une entreprise (le plus souvent privée), la gestion d'un service public à ses risques et périls (risque non négligeable de perte, grâce à des ouvrages qu'elle lui remet moyennant le versement d'une contrepartie (redevance d'exploitation) prélevée sur les ressources tirées de l'exploitation du service.

Ainsi, aux termes de l'article L.1121-1 du CCP, le contrat de concession est défini comme :

> *« un contrat par lequel une ou plusieurs autorités concédantes soumises au présent code confient l'exécution de travaux ou la gestion d'un service à un ou plusieurs opérateurs économiques, à qui est transféré un risque lié à l'exploitation de l'ouvrage ou du service, en*

contrepartie soit du droit d'exploiter l'ouvrage ou le service qui fait l'objet du contrat, soit de ce droit assorti d'un prix ».

Les contrats de concession permettent donc à une personne publique de confier (i) la réalisation d'ouvrages ou (ii) la gestion d'un service, notamment public, à un tiers qui en assurera la gestion et l'exploitation et qui supportera un risque lié à l'exploitation de l'ouvrage ou du service en contrepartie soit du droit d'exploiter l'ouvrage ou le service qui fait l'objet du contrat, soit de ce droit assorti d'un prix ».

La concession de service public se caractérise donc par trois éléments :

- le lien unissant le concédant au concessionnaire doit être nécessairement contractuel ;
- le concessionnaire doit être chargé de la gestion et de l'exploitation d'un service public et, le cas échéant, de la réalisation d'ouvrages nécessaires à son exploitation ;
- le concessionnaire doit nécessairement supporter un risque d'exploitation.

La principale caractéristique de ce montage est que, comparativement aux marchés publics, l'exploitant est exposé aux aléas du service et supporte seul le risque commercial dans la mesure où sa rémunération est notamment assurée par la perception des recettes du service.

Au regard de ce qui précède, et notamment des nombreux inconvénients attachés au recours au mécanisme de la régie ainsi qu'à celui du MPGP, il apparaît que la solution de la concession de service public doit être analysée ; celle-ci présente en effet de nombreux avantages.

Grâce à ce dernier mode de gestion, le concessionnaire supportera tout ou partie de :

- l'aléa économique, tenant à l'exploitation de l'équipement ;

- l'aléa technique tenant à l'obligation de maintenir, en partie, le bon fonctionnement continu de l'équipement ;

- la responsabilité des dommages causés tant aux usagers qu'aux tiers par le fonctionnement des services ;

- la maitrise d'ouvrage relativement à la réalisation des investissements en lien avec le projet touristique.

En outre, dans le cadre d'une procédure de concession de service public, le Département dispose d'une liberté de négociation qui sera à même de réduire au mieux les coûts du service pour les usagers tout en garantissant une qualité du service et en respectant les principes de continuité et d'égalité du service public.

La concession ne signifie pas pour autant que le Département perd le contrôle sur l'exploitation de l'équipement. Il dispose, au contraire, d'un devoir de contrôle formalisé notamment au travers de la communication des documents/rapports de suivi déterminée par la loi. Le contrat de concession précisera les conditions de transparence et de contrôle imposées au titulaire.

En outre, le Département pourra définir précisément les caractéristiques attendues d'exécution du service public en déterminant notamment :

- Les orientations de la politique tarifaire ;
- Les modalités d'exécution du service, les jours et heures d'ouverture ;

La concession de service public permet d'avoir recours, à tout moment, à des équipes spécialisées dans la gestion de ce type d'équipements et d'externaliser ainsi les charges de personnel.

La mise en concurrence du contrat devrait également favoriser l'optimisation des coûts et la négociation d'un tarif optimal pour les usagers.

Le recours à la concession pourrait présenter plusieurs avantages :

- la concession, qui externalise la maitrise d'ouvrage, n'est pas contrainte par le principe d'allotissement et peut permettre la mise à la charge du concessionnaire de la définition du projet touristique et de sa mise en œuvre : ainsi, le Département pourrait confier à un opérateur les différents travaux tenant aux aménagements des gares et avoisinants ainsi que les différents travaux de sécurité sur les voies. A cet effet, et contrairement aux marchés publics, le Conseil d'Etat a rappelé que le contrat de concession pouvait ainsi porter sur plusieurs services et objets.

- ce type de contrat pourrait également permettre au Département, dans le respect du régime des aides d'Etat et compensations de sujètions de service public, afin de ne pas répercuter entièrement le prix des investissements sur les tarifs, de verser des subventions d'équipements afin de permettre au concessionnaire de réaliser les travaux relatifs aux aménagements des gares et à la sécurisation des voies.

- par ailleurs, même si face à une activité déficitaire, le Département devra contribuer aux dépenses d'investissement du concessionnaire et le cas échéant à des dépenses de fonctionnement, une partie du risque commercial d'exploitation devra être transférée au concessionnaire.

3.3 Conclusion relative aux modes de gestion

La gestion directe sans marché de prestations de services apporte une réponse aux enjeux de maîtrise publique, institutionnelle et financière du service.

Cependant elle présente des risques substantiels et ne répond pas aux objectifs du Département.

- **Avantage** : Maitrise du service
- **Inconvénients** :
    - Montage inadapté à la performance dans un secteur à forte spécialisation,
    - Prise en charge des risques par la personne publique,
    - Nécessite d'assurer la maitrise d'ouvrage des différents travaux liés au TMB et à l'ensemble du projet touristique

Le recours à des marchés publics globaux de type MPGP, marchés de partenariat ou montages mixtes :

- **Avantage** : maitrise du service, sauf en cas de montage mixte incluant une exploitation par voie de concession.
- **Inconvénients** :
    - Prise en charge des risques par la personne publique et notamment du risque commercial ;
    - Montage peu incitatif pour le prestataire conduisant à de moindres performances ;
    - Les conditions de recours à ce montage contractuel sont incertaines s'agissant du marché de partenariat ;
    - Il paraît difficile d'intégrer dans ce type de montage la réalisation d'un projet touristique et sa réalisation par l'exploitant.

La gestion concédée répond aux attentes du Département en termes de performance et de risques techniques et financiers, ces derniers étant majoritairement transférés au concessionnaire.

Nombreuses sont les collectivités qui ont d'ores et déjà fait le choix de déléguer leurs services de transport dans la mesure où le recours à la concession de service publique est traditionnellement le montage contractuel le plus usité pour ce type d'équipement.

Leur gestion est ainsi confiée, par l'intermédiaire d'une concession de service public, à des sociétés détentrices d'outils performants pour gérer ces activités dans un cadre concurrentiel.

- **Avantages** :
    - Montage adapté à la performance
    - Spécialisation de l'exploitant, y compris pour l'exploitation,
    - Portage financier des travaux par l'exploitant avec la possibilité de verser des subventions d'équipement et d'exploitation pour le Département,
    - Transfert du risque à l'exploitant ;
    - Possibilité de confier une mission globale à l'exploitant portant également sur la définition et la réalisation d'un projet touristique.

- **Inconvénients** :
    - Maitrise du service. Cependant, ce risque peut être fortement réduit par la rédaction de clauses appropriées.

En conclusion, il ressort de l'analyse précédente que la concession de service public est appropriée au service et aux enjeux et offre les meilleures garanties pour assurer la continuité du service.

4 Présentation des caractéristiques des prestations que devra assurer le concessionnaire

Le contrat envisagé est donc un contrat de concession qui confie au concessionnaire la responsabilité de l'exploitation du Tramway du Mont Blanc à ses risques et périls, la conception, la construction et le financement des travaux nécessaires à la mise en œuvre du projet touristique, notamment.

Comme dans toute concession de service public, les tarifs du service sont approuvés par l'autorité concédante.

Le concessionnaire exploite le service à ses risques et périls.

Pendant toute la durée de la convention, l'autorité concédante exerce un contrôle permanent sur les conditions d'exécution du contrat, et sur le respect par le concessionnaire de ses obligations.

Les principales caractéristiques des prestations demandées au concessionnaire, dans le cadre du contrat sont présentées ci-dessous.

4.1 Objet du contrat

Dans le cadre du contrat envisagé, le futur titulaire aura pour mission d'assurer, à ses frais et risques, l'exploitation du tramway du Mont Blanc.

Les principaux objectifs assignés au futur concessionnaire seront :

- La continuité de l'exploitation du TMB ;
- L'optimisation globale du fonctionnement des installations ;
- Le renforcement de l'attractivité du service ;
- La mise en œuvre d'une stratégie et d'une politique marketing et commerciales performantes, fondées sur le développement d'un véritable concept touristique différenciant.

Plus précisément, le contrat imposera au concessionnaire entre autres :

- L'exploitant serait chargé naturellement d'une mission d'exploitation marketing, commerciale et technique portant sur le transport de voyageurs par le TMB et les services associés;

- Compte tenu des nécessaires besoins de réalisation de travaux sur le site afin d'optimiser la fréquentation, il serait confié à cet exploitant :

    - les travaux sur les voies ferrées :
        - de sécurisation qui seraient encore nécessaires ;
        - d'extension, notamment sur la partie sommitale de la voie.

    - plus largement la mise en œuvre d'un projet touristique global et des investissements nécessaires à la réalisation de celui-ci. Notamment, il pourrait être envisagé de solliciter les candidats afin qu'ils proposent et réalisent les différents travaux nécessaires à l'aménagement des infrastructures

bâtimentaires, notamment les gares, ainsi que la réalisation d'équipements touristiques ;

- Concernant les investissements sur le matériel roulant, et compte-tenu notamment du calendrier réglementaire lié aux grandes inspections, le Département se voit dans l'obligation de lancer une consultation pour le renouvellement de 3 rames, au minimum, et ce avant même l'attribution du nouveau contrat de concession. Il pourra être demandé au futur exploitant de reprendre à son compte le marché d'acquisition des trains porté initialement par le Département.
- L'exploitation, la maintenance et les travaux de Gros Entretien Renouvellement du TMB avant, pendant et après les travaux d'optimisation.

4.2 Durée envisagée

La durée du contrat tient compte de la nature et de l'étendue des prestations confiées aux cocontractants, ainsi que de la charge des travaux d'optimisation de l'installation conformément aux dispositions définies à l'article L.1411-2 du CGCT.

Compte tenu du fait que des investissements sont à réaliser et à amortir sur la durée du contrat, que de nombreuses prestations sont à prendre en charge par le futur concessionnaire, la durée du contrat de concession sera de QUINZE (15 ans), durée pendant laquelle le concessionnaire prendra en charge la réalisation des investissements prévus par le Département.

4.3 Financement

Le concessionnaire assure le financement de l'intégralité des dépenses liées aux investissements et à l'exploitation du service délégué.

Il aura en charge le financement des différents ouvrages nécessaires à l'optimisation des installations, dont la maîtrise d'ouvrage lui incombera aux termes du contrat.

Toutefois, et afin d'optimiser le financement et l'économie générale du projet, le Département proposera aux candidats de leur octroyer des subventions d'investissements, afin de limiter l'impact sur les tarifs et dès lors conserver une attractivité du service public, au regard d'équipements comparables et concurrents. Le montant prévisionnel maximal qui pourra être versé, à ce titre, au futur exploitant serait de 70 millions d'euros.

Le niveau de subvention d'investissement sera négocié au contrat avec les candidats et fixé de manière définitive, tout dépassement étant ainsi à la charge du futur délégataire.

4.4 Rémunération du service

S'agissant de la rémunération, l'exploitant serait notamment rémunéré par la perception des recettes de voyageurs.

Néanmoins, et afin d'optimiser le prix devant être proposé aux voyageurs, et compte tenu du caractère déficitaire de l'activité ne permettant pas d'amortir de nouveaux investissements, différentes recettes complémentaires pourraient être prévues :

- La perception de recettes annexes provenant de l'exploitation de nouveaux services qui pourront être proposés par les candidats (restauration, vente de souvenirs, etc…) ;
- La perception de subvention d'équipement provenant du Département ;
- Le cas échéant une compensation financière forfaitaire..

L'éventuelle compensation financière forfaitaire fera l'objet d'une proposition de la part des candidats, sur la base d'un compte d'exploitation prévisionnel et sera négociée par le Département en fonction des sujétions de service public imposées dans le cahier des charges. En tout état de cause, les montants retenus seront forfaitaires sur la durée du contrat, le futur délégataire conservant ainsi le risque financier d'exploitation.

Les principes des grilles tarifaires seront arrêtés par le Département.

A la rémunération du service s'ajoutent les taxes et redevances perçues pour le compte des organismes compétents et la TVA selon la réglementation en vigueur, ainsi que toutes taxes et redevances qui seraient instituées au profit d'organismes tiers.

4.5 Contrôle du Département

Le concessionnaire sera soumis à des procédures de contrôle permettant au Département de s'assurer que les obligations mises à sa charge sont respectées. Il aura l'obligation d'informer le Département de tout dysfonctionnement concernant la gestion du service, de son fait ou non.

Le non-respect de ces obligations pourra faire l'objet de pénalités prévues au contrat, sans préjudice de mesures coercitives (mise en régie – déchéance).

Le concessionnaire devra fournir régulièrement et dans des conditions qui seront définies, au Département, toutes les informations de nature à lui permettre d'exercer son contrôle, en particulier en produisant annuellement le Rapport Annuel du Concessionnaire (RAC) dont le contenu sera détaillé dans le dossier de consultation, ainsi qu'un rapport sur la qualité du service.

4.6 Le personnel

Le concessionnaire sera tenu de reprendre l'ensemble du personnel actuellement affecté à l'exécution du service public, objet du futur contrat. La liste du personnel à reprendre ainsi que les conditions de reprise seront fournies aux candidats dans le cadre de la procédure de mise en concurrence.

En application de l'article L.1224-1 du Code de travail, les contrats de droit privé des salariés actuellement affectés au service lui seront transférés.

4.7 Assurances

Le concessionnaire sera tenu de souscrire les assurances liées à sa responsabilité d'exploitant et de maître d'ouvrage délégué.

Les obligations du concessionnaire en matière d'assurance seront précisées dans le dossier de consultation. En particulier, le Département devra être considéré comme tiers additionnel dans les contrats d'assurance du concessionnaire.

4.8 Fin du contrat

4.8.1 Absence de reconduction tacite et de prolongation

Le contrat ne pourra pas être tacitement reconduit.

La durée de la convention ne pourra être prolongée, à l'exception des cas particuliers définis à l'article L. 1411-2 du CGCT.

4.8.2 Sort des biens en fin de contrat

Au terme de la convention et ce, pour quelque raison que ce soit, l'ensemble des biens, équipements et installations nécessaires à l'exploitation du service public, seront remis par le concessionnaire au Département en bon état d'entretien, compte tenu de leur usage, selon les modalités et aux conditions à définir dans la convention.

Les biens de retour feront retour au Département en fin de contrat. Les conditions de remise des biens de retour seront définies dans le contrat et le cas échéant moyennant une indemnité égale à la valeur résiduelle s'ils ne sont pas amortis.

Les biens de reprise pourront être repris par le Département moyennant une indemnité. Il s'agit des biens financés par le concessionnaire qui ne sont pas directement nécessaires à l'exploitation du service.

5 La procédure de concession de service public et le calendrier prévisionnel (procédure restreinte)

Il sera donc proposé au Conseil Départemental de lancer une procédure de consultation en application des articles L. 1411-1 et suivants du code général des collectivités territoriales.

Cette procédure se déroule selon les étapes suivantes :

- avis de la Commission consultative des services publics locaux ;
- décision sur le principe de la concession et le lancement de la procédure ;
- appel à candidatures et sélection des candidats par la Commission prévue à l'article L. 1411-5 du CGCT ;
- envoi des documents de consultation aux candidats admis à présenter une offre ;
- après réception des propositions, la Commission prévue à l'article L. 1411-5 du CGCT analyse et donne son avis au Président qui entamera toutes discussions utiles avec un ou plusieurs candidats. A la fin de la phase de négociation, le Président fera son choix de l'entreprise concessionnaire ;
- le Conseil Départemental aura en fin de procédure à délibérer sur le choix du Président au vu des documents qui lui seront communiqués.

6 Conclusions

Compte tenu des objectifs du Département et des contraintes afférentes à l'exploitation de tels équipements, la solution d'un contrat de concession de service public apparaît comme la mieux adaptée.

Dans ce cadre, le futur concessionnaire aura pour missions sur une durée de 15 ans :

- de concevoir, réaliser et financer les travaux nécessaires à la mise en œuvre d'un projet touristique et au renforcement de l'attractivité du service ;
- d'exploiter et d'entretenir les installations à ses risques et périls conformément aux prescriptions du document de consultation des entreprises et en particulier du projet de contrat.

Par ailleurs, le Département conservera à sa charge les missions suivantes :

- définition de la grille tarifaire et fixation des tarifs qui seront arrêtés avec le concessionnaire dans le contrat de concession,
- définition des objectifs de performance du service,
- contrôle du service défini contractuellement entre les parties.

haute savoie
le Département

Extrait des Procès-Verbaux des Séances du Conseil départemental

SEANCE DU 27 MAI 2019

n° CD-2019-029

RAPPORTEUR : **Mme LEI**

OBJET : **POLITIQUE EN FAVEUR DES PERSONNES ÂGÉES ET DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP – SCHÉMA DÉPARTEMENTAL DE L'AUTONOMIE 2019-2023**

Le Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoqué le 13 mai 2019 s'est réuni en séance publique, à l'Hôtel du Département à Annecy sous la présidence de :

M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental

Présent(e)s :	
Vice-Président(e)s :	M. MUDRY, Mme TOWNLEY-BAZAILLE, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, M. PEILLEX, Mme LEI
Autres membres :	Mme BOUCHET, Mme DUBY-MULLER, Mme DULIEGE, Mme GAY, Mme MAHUT, Mme METRAL, Mme REY, Mme TEPPE-ROGUET, Mme TERMOZ, M. AMOUDRY, M. BARDET, M. BAUD, M. BAUD-GRASSET, M. DAVIET, M. MORAND, M. PACORET, M. RUBIN
Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)	
Mme BEURRIER à M. HEISON, Mme DION à Mme MAHUT, Mme GONZO-MASSOL à M. DAVIET, M. BOCCARD à Mme TEPPE-ROGUET	
Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :	
Mme CAMUSSO, Mme LHUILLIER, M. CHAVANNE, M. EXCOFFIER, M. PUTHOD	

Quorum et Délégations de vote vérifiés			
Membres en exercice :	**34**	**A l'unanimité**	
Présents :	**25**	**Voix Pour**	**28**
Représenté(e)(s) :	**4**	**Voix contre**	**0**
Suffrages Exprimés :	**28**	**Abstention(s)**	**1**

La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales a positionné le Département comme chef de file de l'action sociale et médico-sociale. Le Conseil départemental a en effet en charge de définir et de mettre en œuvre l'action sociale en faveur des personnes âgées et des personnes en situation de handicap.

Le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) précise dans ses articles L.312-4 et L.312-5, les objectifs assignés au schéma d'organisation sociale et médico-sociale, dont un volet est consacré aux personnes en situation de handicap et aux personnes âgées.

La 1ère Commission Enfance, Famille, Grand Age et Handicap a émis, lors de sa séance du 10 avril 2019, un avis favorable à l'adoption de ce schéma.

Vu l'avis favorable émis par la 8ème Commission Finances, Ressources Humaines, Administration Générale lors de sa réunion du 06 mai 2019,

Le Schéma départemental est élaboré en cohérence avec le Programme Régional de Santé et notamment avec les orientations régionales définies pour le territoire haut-savoyard.

Depuis quelques années, à la faveur des évolutions législatives et réglementaires dans le champ du handicap et de la gérontologie, le constat est celui de la convergence de nombreux enjeux (ressources humaines, prévention, structuration de l'offre sur le territoire…) et de l'émergence de problématiques transversales (prise en compte du vieillissement des personnes handicapées, aide aux aidants, problématique de l'aide à domicile…).

Aussi, à l'occasion du renouvellement des deux schémas directeurs (Bien Vieillir en Haute-Savoie 2013-2017 et Plan d'Actions en faveur des personnes en situation de handicap 2014-2018), le présent Schéma a pour ambition d'opérer un rapprochement de l'action publique menée en Haute-Savoie sur ces deux champs d'intervention.

Ainsi, ce **Schéma Départemental de l'Autonomie 2019-2023** affirme fortement la volonté de l'Assemblée Départementale de renforcer l'efficacité de son action sur ces deux champs en :

- menant une action cohérente vis-à-vis de ces deux publics au regard des enjeux communs,
- favorisant la logique de parcours en vue de fluidifier l'accompagnement des publics en perte d'autonomie, que ce soit en raison de leur âge ou en lien avec une situation de handicap,
- confortant et optimisant l'offre médico-sociale proposée sur le territoire.

Dans le cadre des travaux d'élaboration de ce futur schéma de l'Autonomie, le Département a souhaité répondre à cet objectif de transversalité entre les secteurs de la gérontologie et du handicap par une large concertation des acteurs présents sur le territoire haut-savoyard.

Au fil des mois, et de l'avancée des travaux d'élaboration du schéma, cette démarche participative a été largement assurée, au cours de la semaine de concertation qui s'est tenue du 1er au 05 octobre 2018, au travers d'une trentaine de contributions écrites et des échanges organisés avec les représentants du Conseil départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie.

Cette instance instituée par la loi d'Adaptation de la Société au Vieillissement a d'ailleurs été consultée sur le projet du schéma, conformément aux dispositions règlementaires en vigueur, et a émis un avis favorable assorti d'observations.

Responsable, solidaire, et innovant, le Conseil départemental de la Haute-Savoie a fait du soutien aux personnes âgées et aux personnes en situation de handicap l'une de ses priorités. Il constitue le premier budget du Département au titre de ses actions sociales et médico-sociales.

A l'échelle de la Haute-Savoie, l'analyse démographique prospective met en évidence deux tendances pour les prochaines années :

- une hausse de la population âgée au sein de tous les territoires, confirmant le phénomène de gérontocroissance observé ces dernières années ;

- des dynamiques démographiques différenciées à l'échelle infra-territoriale, le vieillissement étant plus accentué sur certains territoires comme Arve Faucigny Mont-Blanc.

Cette spécificité démographique de notre département tient principalement à la qualité de vie et à la forte attractivité de la Haute-Savoie dont la population, qui a franchi la barre des 800 000 habitants en 2016, augmente chaque année de + de 10 000 habitants.

Du fait de l'augmentation de l'espérance de vie conjuguée à la forte croissance démographique dans le département, on peut donc s'attendre à une croissance du nombre de bénéficiaires de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) dans les prochaines années.

Ceci d'autant que les tensions de places en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) en Haute-Savoie (+ 500 places seraient nécessaires pour rattraper la moyenne nationale actuelle mais + 4 000 places d'ici 2030 pour maintenir un taux d'équipement stable au regard de la forte croissance démographique des + de 75 ans) laisse craindre une évolution du taux de prévalence de l'APA domicile.

Concernant le champ du handicap, les données les plus récentes de la Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH) 74 indiquent que plus de 32 000 personnes, soit 4 % de la population haut-savoyarde, sont connues de ses services et bénéficient d'une décision de la Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées (CDAPH) en cours de validité.

Dans ce paysage démographique atypique, il convient de mettre au cœur des politiques publiques départementales, pour les 5 prochaines années, l'accompagnement et la prise en compte de l'avancée en âge et des situations de handicap pour les personnes, mais également pour leur famille et les professionnels qui les entourent.

La réalité du quotidien des personnes âgées et handicapées (isolement, entrée dans la dépendance, précarité, situation des aidants familiaux…) doit être appréhendée tout comme la question du projet de vie des personnes et de leur libre choix (rester à domicile ou faire le choix d'entrer en établissement).

Les orientations départementales doivent plus que jamais prendre en compte la dimension des aidants familiaux et la diversité de situations qu'elle recouvre.
L'enjeu est aussi culturel et tient au regard que nous portons sur le rôle et la place des personnes âgées et handicapées dans notre société. Sur ce point, des progrès sont notables mais il reste encore du chemin à parcourir.

En termes de bilan, il convient de rappeler qu'au cours des cinq dernières années, et malgré un contexte financier contraint, le Département a mené une action volontariste sur les 2 champs d'intervention, gérontologie et handicap, afin d'accompagner au mieux les personnes les plus vulnérables, à tous les âges de la vie.

Cette action s'est traduite par de nombreuses initiatives, tant dans le champ de la prévention (confortées par la mise en place de la conférence des financeurs dans le champ gérontologique) et de l'inclusion, qu'en faveur du maintien à domicile (introduction des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC), collaboration entre les acteurs des deux secteurs, soutien aux aidants…) ou en confortant et diversifiant l'offre d'hébergement (création de places, expérimentations de solutions innovantes et alternatives…).
La question de la coordination des acteurs afin de fluidifier les parcours de vie a également été mise au centre des actions menées.

Ainsi, grâce à l'engagement financier et à l'action volontariste du Département, plus de 2 000 personnes handicapées sont hébergées en établissement ou accompagnées par service médico-social au 31.12.2018 (1 700 en 2014) et 3 000 perçoivent quant à elles une Prestation de Compensation du Handicap (2 400 en 2014).
De la même manière, au travers de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie attribuée par le Conseil départemental, plus de 13 300 personnes âgées (10 000 en 2013) bénéficient ainsi d'une prise en charge et/ou d'un accompagnement à leur domicile ou en établissement.

Ces résultats sont le fruit de la mobilisation de l'ensemble des acteurs haut-savoyards concernés, à laquelle bien entendu la collectivité départementale a pris toute sa part.

Malgré cela, certains établissements restent en tension inquiétante au regard des besoins, notamment les EHPAD et les foyers de vie pour adultes handicapés, l'effort doit donc être poursuivi sans relâche.

Par ailleurs, cette tension de l'offre au regard de la démographie galopante est accentuée par d'importantes difficultés de recrutement et de fidélisation du personnel qualifié dans les métiers de l'autonomie, a fortiori dans les territoires à proximité de la frontière suisse. Cette problématique, il y a encore quelques années concentrée sur les métiers qualifiés dans le domaine du soins se généralise aujourd'hui, mettant les opérateurs en grande difficulté pour remplir sereinement leur mission. Des «gels temporaires» de lits d'EHPAD de plus en plus fréquents ou encore la diminution importante du taux de réalisation des plans d'aide ou de compensation par les Services d'Aide à Domicile (SAAD) sont autant d'indicateurs de la dégradation du contexte de l'emploi médico-social, dans un département par ailleurs en situation de plein emploi.

Cette situation alarmante démontre que l'allocation de moyens nouveaux ne saurait suffire à fonder la nouvelle stratégie départementale, des établissements ou services nouveaux ayant nécessairement besoin de ressources humaines pour mener à bien leur mission. Travailler à l'attractivité des métiers est donc une nécessité et le Département a un rôle à jouer dans le pilotage de la coopération partenariale autour de ces questions.

Fort de ces constats, le Département souhaite, pour les cinq prochaines années, structurer son action autour de **3 grands axes,** en articulation étroite avec les priorités du Programme Régional de Santé. En effet, certaines compétences sont partagées avec l'Agence Régionale de Santé et il est essentiel, pour une meilleure réponse aux usagers, de mettre en cohérence les réponses apportées par les deux autorités, tout en tenant compte des caractéristiques propres à la Haute-Savoie.

En ce sens, l'avis rendu par le Conseil départemental le 03 avril 2018 sur le projet régional de santé Auvergne-Rhône-Alpes 2018-2028 insistait d'ores et déjà sur les spécificités de notre département, notamment démographiques, et sur les besoins locaux importants tant du point de vue sanitaire que médico-social.

Principalement issues des débats de la semaine de concertation et des contributions reçues durant les travaux d'élaboration du schéma, les priorités du nouveau plan d'action se concentre autour des questions suivantes :

- Axe 1 : Prévention

- Axe 2 : Innovation et adaptation de l'offre

- Axe 3 : Parcours et coopération

AXE 1 : Prévention

Le premier axe consiste à agir en amont de la perte d'autonomie, en développant des actions de prévention au service de la continuité des parcours des personnes âgées et handicapées, acteurs de leur projet de vie. Ces actions doivent nécessairement être partagées et coordonnées avec l'ensemble des acteurs concernés, et notamment l'ARS, dans une véritable co-construction des politiques publiques.

Les actions structurantes qui découlent de cet axe de travail s'imbriquent étroitement avec le programme coordonné de la conférence des financeurs.

Elles se résument en 6 points :

- **diversifier les formes de prévention** proposées sur le territoire, notamment dans le cadre de la Conférence des Financeurs (investir le numérique, favoriser le lien social, repérer les fragilités…),

- **consolider la mission de prévention des résidences autonomie** en structurant des programmes de prévention ambitieux,

- **reconnaître le rôle des proches aidants et soutenir leur action** (sortir de la relation exclusive d'aide, développer des solutions innovantes de répit…),

- **renforcer le recours aux aides techniques et aux outils numériques** (mise en commun de matériels, formation des professionnels et des proches aidants aux techniques existantes…),

- **poursuivre le déploiement de la Plateforme de prévention des chutes en s'appuyant sur le dispositif de téléalarme et soutenir le living lab, en partenariat avec le CHANGE,**

- faciliter l'accès aux soins ordinaires (soutenir les maisons de santé et l'installation de nouveaux praticiens…).

AXE 2 : Innovation et adaptation de l'offre

L'évolution des besoins des publics nécessite de structurer une offre adaptable, afin de proposer des solutions personnalisées pour chaque situation.
Le Département souhaite ainsi soutenir l'innovation et l'adaptation de l'offre existante, tant à domicile qu'en établissement, mais également renforcer l'offre sur les territoires qui le nécessitent.

Les actions structurantes qui découlent de cet axe de travail sont les suivantes :

- développer l'offre d'accompagnement médico-social pour répondre aux besoins des différents publics et moderniser les structures existantes.

A ce titre, deux opérations d'envergure autorisées conjointement avec l'Agence Régionale de Santé verront le jour. Il s'agit de la création des deux Etablissements d'Accueil Médicalisés : un pour les personnes atteintes de sclérose en plaques et l'autre pour les publics handicapés psychiques.
De même, la restructuration de plusieurs établissements pour personnes âgées dépendantes est d'ores et déjà programmée et permettra une amélioration significative de qualité de prise en charge.

- consolider et diversifier les formes d'accompagnement à domicile des personnes âgées et des personnes en situation de handicap et leurs aidants. A ce titre, le schéma d'organisation territoriale des Services d'Aide A Domicile (SAAD) a été adopté récemment, qui constitue une première étape déterminante,

- améliorer les réponses apportées aux personnes qui ne peuvent travailler à temps plein en Etablissement et Service d'Aide par le Travail (ESAT) : adapter et renforcer la capacité des Sections d'Accueil Transitoire pour Travailleurs Handicapés Adultes Vieillissants (SATTHAV), développer des solutions pour un public plus jeune…,

- développer des formes diversifiées d'accueil et d'accompagnement (accueil de nuit, développer des formules innovantes, les équipes mobiles…),

- développer l'habitat inclusif en soutenant et encadrant les expérimentations.

AXE 3 : Parcours et coopération

La volonté d'éviter les ruptures dans le parcours des personnes âgées et des personnes en situation de handicap et les situations de non réponse à un besoin, a conduit le Département et l'Agence régionale de santé à déployer des dispositifs de mise en réseau des acteurs (filières/Méthode d'Actions pour l'Intégration des Services d'Aide et de Soins pour l'Autonomie (MAIA)…). L'amélioration et la multiplication des échanges entre les acteurs et les différents champs (médico-social, sanitaire et social) doivent ainsi faciliter la recherche de solution pour chaque situation.

Ainsi, la fluidité des parcours des personnes âgées et des personnes en situation de handicap doit pouvoir s'appuyer sur des méthodes de travail et des pratiques coordonnées entre acteurs.

Dans cette perspective, les actions à développer seront les suivantes :

- poursuivre le déploiement de la Réponse Accompagnée Pour Tous (RAPT) en Haute-Savoie et inscription de cette problématique dans les Contrats Pluriannuels d'Objectifs et de Moyens (CPOM) conclus avec les structures et services,

- dynamiser les coopérations au niveau local pour renforcer leur impact sur les parcours (réaffirmation et évolution du rôle des filières gérontologiques notamment),

- favoriser la coopération autour de la question des ressources humaines en se positionnant comme facilitateur/fédérateur (mise en place d'un groupe stratégique RH, promotion des métiers, favoriser la qualité de vie au travail…),

Sachant que cet enjeu concernant la disponibilité de la ressource humaine est absolument crucial pour la mise en œuvre de ce schéma départemental de l'Autonomie.

Enfin, ce nouveau plan d'action devra s'adapter au contexte budgétaire contraint de la collectivité et saisir les opportunités législatives et réglementaires qui ne manqueront pas d'apparaître au cours des 5 prochaines années.

Les dépenses résultant de la mise en œuvre des orientations du schéma de l'autonomie 2019-2023 feront l'objet d'inscriptions budgétaires dans le cadre des procédures habituelles, en fonction des ressources disponibles et des décisions de l'Assemblée départementale.

D'ores et déjà, le Budget Primitif 2019 a prévu un engagement de 183 940 800 € en faveur des personnes âgées et des personnes en situation de handicap (181 440 800 € en fonctionnement et 2 500 000 € en investissement).

Le nouveau schéma de l'Autonomie constitue ainsi la nouvelle feuille de route départementale pour les cinq années à venir. Il concrétise la volonté de l'Assemblée départementale d'agir dans la durée en faveur des personnes âgées et handicapées et aux côtés de leur famille pour leur permettre de «vivre mieux» et «plus longtemps» en Haute-Savoie.

Il est demandé à l'Assemblée départementale de bien vouloir délibérer et statuer.

Le Conseil départemental,
après en avoir délibéré et enregistré l'abstention de M. PACORET (momentanément absent de la salle des séances lors du vote),
à l'unanimité,

ADOPTE le Schéma Départemental de l'Autonomie pour la période 2019-2023, joint en annexe.

Délibération télétransmise en Préfecture
le 03 juin 2019,
Publiée et certifiée exécutoire
le 05 juin 2019,
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
Signé,
Le Président du Conseil départemental,
Christian MONTEIL

SOLIDARITÉS

Schéma départemental de l'autonomie

2019-2023

haute savoie le Département

Chaque jour à vos côtés

Sommaire

CONTEXTE GENERAL

Pourquoi un schéma commun pour l'autonomie ? **5**

Le cadre légal et règlementaire des politiques de l'autonomie **6**

La méthode d'élaboration du schéma **7**

Une gouvernance élargie, responsable et structurée **9**

ELEMENTS D'ANALYSE

Analyse rétrospective : le bilan des précédents schémas **13**

Analyse prospective de l'évolution des besoins : projections démographiques et de personnes âgées dépendantes **13**

Le public en situation de handicap **18**

AXES STRUCTURANTS

Axe 1 : Prévention **22**

Axe 2 : Innovation et adaptation de l'offre **30**

Axe 3 : Parcours et coopération **38**

ANNEXES

Annexe 1 – Avis du Conseil Départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie **46**

Annexe 2 – Le bilan détaillé des précédents schémas **50**

Annexe 3 – Le diagnostic du territoire : focus sur l'offre en services et établissements **62**

Annexe 4 – Le programme coordonné des actions de prévention de la Conférence des Financeurs 2019 - 2020 **78**

Annexe 5 – Glossaire **96**

Contexte général

Pourquoi un schéma commun pour l'autonomie ?

L'implication des Départements dans l'élaboration de politiques publiques en faveur de l'autonomie des personnes âgées et des personnes en situation de handicap via la formalisation de schémas directeurs découle de l'introduction de la loi du 2 janvier 2002. Cette dernière, initiant une dynamique nouvelle, attentive au bien-être et à l'épanouissement des personnes, positionne le Département comme **chef de file de l'action sociale et médico-sociale**. Le code de l'action sociale et des familles (CASF) précise les objectifs assignés au schéma d'organisation sociale et médico-sociale, dont un volet est consacré aux personnes en situation de handicap et aux personnes âgées.

« Les schémas d'organisation sociale et médico-sociale [...] :

- *Apprécient la nature, le niveau et l'évolution des besoins sociaux et médico-sociaux de la population ;*
- *Dressent le bilan quantitatif et qualitatif de l'offre sociale et médico-sociale existante ;*
- *Déterminent les perspectives et les objectifs de développement de l'offre sociale et médico-sociale et, notamment, ceux nécessitant des interventions sous forme de création, transformation ou suppression d'établissements et services [...] ;*
- *Précisent le cadre de la coopération et de la coordination entre les établissements et services [...] ;*
- *Définissent les critères d'évaluation des actions mises en œuvre dans le cadre des schémas. »*
- CASF, Article L.312-4

Il est à noter que les schémas d'organisation sociale et médico-sociale sont élaborés en cohérence avec les schémas d'organisation sanitaire mentionnés aux articles L.6121-1 et 6121-3 du Code de la Santé Publique.

Les schémas en faveur de l'autonomie des personnes âgées et des personnes en situation de handicap ont donc vocation à **identifier les besoins sociaux et médico-sociaux de la population de la Haute-Savoie**, à réaliser **un bilan de l'offre sociale et médico-sociale du territoire et des besoins d'adaptation** de celle-ci, ainsi qu'à **définir une stratégie sur 5 ans**. Les schémas n'ont pas vocation à mentionner l'ensemble des actions des Départements en direction des publics ciblés, mais bien à **identifier les orientations politiques et les chantiers spécifiques à investir sur les prochaines années en sus des missions et compétences départementales règlementaires**.

Les éléments de contexte et d'analyse de besoins tendent à montrer **une porosité des enjeux entre les champs gérontologiques et du handicap**. Ainsi, **des sujets communs** se dessinent au fil des années (couverture territoriale, recrutement et valorisation des métiers, participation citoyenne et intégration à la vie sociale...) ainsi que **des problématiques transversales** (vieillissement des personnes en situation de handicap...).

Afin d'assurer une meilleure réponse au public, **un rapprochement de l'action publique menée dans ces deux champs est opéré par la Haute-Savoie dans le cadre du renouvellement de ses schémas directeurs**. Ce présent schéma est donc commun, construit en un schéma autonomie, réunissant les champs de la gérontologie et du handicap. Des analyses spécifiques aux deux secteurs composent le document en sus de réflexions transversales.

Ce document s'inscrit dans la volonté du Département de consolider les politiques handicap et gérontologie en renforçant ainsi l'efficacité de son action, dans la perspective de :

- Mener une action cohérente vis-à-vis de ces deux publics au regard du nombre de problématiques communes rencontrées (mobilité, soutien à domicile, aide aux aidants, etc.).
- Exploiter la logique de parcours pour fluidifier l'accompagnement des publics en perte d'autonomie, qu'elle soit liée à l'âge ou en lien avec une situation de handicap.
- Optimiser l'offre médico-sociale proposée sur le territoire.

Le cadre légal et réglementaire des politiques de l'autonomie

Depuis 15 ans, le contexte législatif du champ de l'autonomie est en constante évolution.

Quatre textes fondamentaux sont intervenus entre 2004 et 2009 et ont contribué à des évolutions importantes du cadre réglementaire :

- La loi du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes en situation de handicap ;
- La loi du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales ;
- La loi du 11 février 2005 relative à l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;
- La loi « Hôpital, Patients, Santé et Territoires » du 21 juillet 2009.

Deux textes plus récents ont des impacts majeurs sur les politiques de l'autonomie, à savoir :

- **la loi d'Adaptation de la Société au Vieillissement**, votée le 29 décembre 2015 ;
- **la loi de Modernisation de notre système de santé** du 26 janvier 2016.

La loi relative à l'Adaptation de la Société au Vieillissement, entrée en vigueur début 2016, réforme l'action du Conseil départemental dans le domaine de l'autonomie des personnes âgées. Son ambition est de répondre aux conséquences du vieillissement de la population en :

- **Anticipant** les premiers facteurs de risque de la perte d'autonomie ;
- **Adaptant** les politiques publiques au vieillissement ;
- **Améliorant** la prise en charge des personnes en perte d'autonomie.

Elle a pour objectif d'anticiper les conséquences du vieillissement de la population et d'**inscrire cette période de vie dans un parcours** répondant le plus possible aux attentes des personnes en matière de logement, de transports, de vie sociale et citoyenne, d'accompagnement. La loi donne la **priorité à l'accompagnement à domicile** afin que les personnes âgées puissent vieillir chez elles dans de bonnes conditions. Enfin, en renforçant les droits et libertés des personnes âgées, elle vise à leur apporter une meilleure protection.

Elle implique plusieurs évolutions pour le Département dont **un renforcement de son rôle de chef de file de l'action sociale et médico-sociale avec le pilotage départemental de la Conférence des Financeurs pour la Prévention de la Perte d'Autonomie (CFPPA) installée le 30 septembre 2016 et la mise en place du Conseil Départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie (CDCA) officiellement à l'œuvre depuis janvier 2018**.

La récente loi de Modernisation de notre Système de santé introduit, dans son article 89, la mise en place du dispositif de **Réponse Accompagnée pour Tous (RAPT)** sur l'ensemble du territoire national au plus tard le 1er janvier 2018. Ce dispositif s'appuie sur le rapport Piveteau publié en 2014, visant à permettre « un parcours de vie sans rupture, pour les personnes en situation de handicap et leurs proches ».

La Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH) et le Département de Haute-Savoie se sont activement engagés dans cette démarche, en collaboration avec l'ARS.

Cette réforme en profondeur nécessite de revoir l'ensemble des pratiques des opérateurs et des financeurs dans la lecture des besoins et la construction de l'offre de prestations, en passant d'une logique de « places » à une logique de « parcours ». La nouvelle nomenclature des établissements et services introduite par le décret du 9 mai 2017 et la nomenclature **SERAFIN PH** (Services et Établissements Réforme pour une Adéquation des Financements aux parcours des Personnes Handicapées) constituent les nouveaux référentiels du secteur et invitent à raisonner davantage en termes de « prestation de service » adaptable aux besoins d'accompagnement que de « places ».

La méthode d'élaboration du schéma

La démarche d'élaboration du schéma a été construite autour de 3 phases, avec un lancement opéré en juin 2018 et une conclusion des travaux au printemps 2019.

Une **première phase d'études** a permis de réaliser une **étude documentaire et statistique approfondie**, dont les résultats ont notamment pu être mis en valeur grâce à une représentation cartographique. Des projections démographiques, avec un focus sur la population âgée, ont également été réalisées, afin d'assurer une dimension prospective aux réflexions menées dans le cadre de ce schéma. Ces études sont annexées au présent document.

Des travaux plus spécifiques ont été par ailleurs réalisés. En sus d'**un bilan des précédents schémas gérontologique et handicap** (Cf. annexe 2), une réflexion sur la prise en compte du travail à temps partiel en ESAT et la poursuite des travaux engagés sous le précédent schéma sur l'activité et le fonctionnement des Services d'Accompagnement à la Vie Sociale (SAVS) et des Services d'Accompagnement Médico-Social pour Adultes Handicapés (SAMSAH) a été conduite dans l'objectif de mieux répondre aux besoins des usagers sur le territoire.

Une **deuxième phase a été consacrée à la concertation partenariale** (*voir focus ci-après*), garante d'une réflexion nourrie des apports de terrain, confrontant l'ensemble des points de vue, et d'un partage collectif des enjeux et pistes d'actions. Ce parti-pris constitue également une condition de réussite de la mise en œuvre du présent schéma.

Enfin, une **dernière phase a consisté en <u>l'élaboration du document final</u>**, intégrant les éléments de bilan, de diagnostic, les orientations stratégiques de la future politique autonomie du Département ainsi que les actions opérationnelles structurantes du schéma. Différentes instances ont été à nouveau consultées, dont le Conseil Départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie qui a formulé un avis sur les propositions avant que l'Assemblée départementale ne vote le présent document.

Le Conseil Départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie (CDCA) a émis un **avis favorable assorti d'observations**, qui figure en annexe 1.

Focus : une méthode résolument participative

L'élaboration de ce premier schéma autonomie a reposé sur **des principes clés** de mise en cohérence des politiques publiques consacrées aux personnes âgées et aux personnes en situation de handicap et de renforcement d'un parcours de vie sans rupture pour ces publics. Pour ce faire, et de manière opérationnelle, la constitution de ce document s'est appuyée sur **une large concertation de l'ensemble des acteurs et parties prenantes des politiques publiques menées en faveur de ces publics**.

Cette méthodologie participative a reposé sur trois volets :

- Une participation au long cours, via **un appel à contribution** par voie écrite à envoyer à l'adresse mail dédiée au projet, ouverte entre le démarrage de la démarche en juillet 2018 et le lancement des temps de concertation en octobre 2018. Près de 30 contributions ont été recueillies.
- Une **phase dédiée à la concertation**, sur une semaine du 1er au 5 octobre 2018. Un programme a été conduit, mobilisant plusieurs consultants pour animer les différents groupes de travail (*voir schéma ci-après*).
    - Cette semaine de concertation a permis de réunir plus de 250 participants, autour de 8 conférences en plénière et 12 ateliers de travail (*thématiques ci-après*).
- **Une association du Conseil Départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie (CDCA) et de l'Agence Régionale de Santé (ARS)** dans le suivi des travaux au sein d'un comité technique de suivi.

Programme de la semaine de concertation

Lundi 01/10 : *ouverture*	Mardi 02/10 : *Parcours et territoires*	Mercredi 03/10 : *Prévention*		Jeudi 04/10 : *RH*	Vendredi 05/10 : *Clôture*
	Réponse Accompagnée Pour Tous	**Prévention et innovation : Projet INTERREG et Autonomie 2020**		**Stratégie Ressources humaines**	**Présentation d'une première synthèse au Conseil Départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie**
- Présentation des études et de l'état des lieux **- Ouverture officielle de la concertation**	**Quelles filières pour demain ?**	**Aide aux aidants** **Aides techniques** **Résidences Autonomie** **Lien social**	**L'habitat inclusif**		

Une gouvernance élargie, responsable et structurée

Le premier niveau de gouvernance, permettant la mise en œuvre, la mobilisation des moyens et ressources et le suivi des actions, **consiste en l'identification d'un pilote référent pour chaque chantier au sein du Département de la Haute-Savoie, Direction de l'Autonomie.**

Les référents identifieront, en fonction des besoins, s'il est nécessaire d'associer des partenaires au pilotage de leur chantier, à travers le **montage éventuel d'un groupe projet** par chantier.

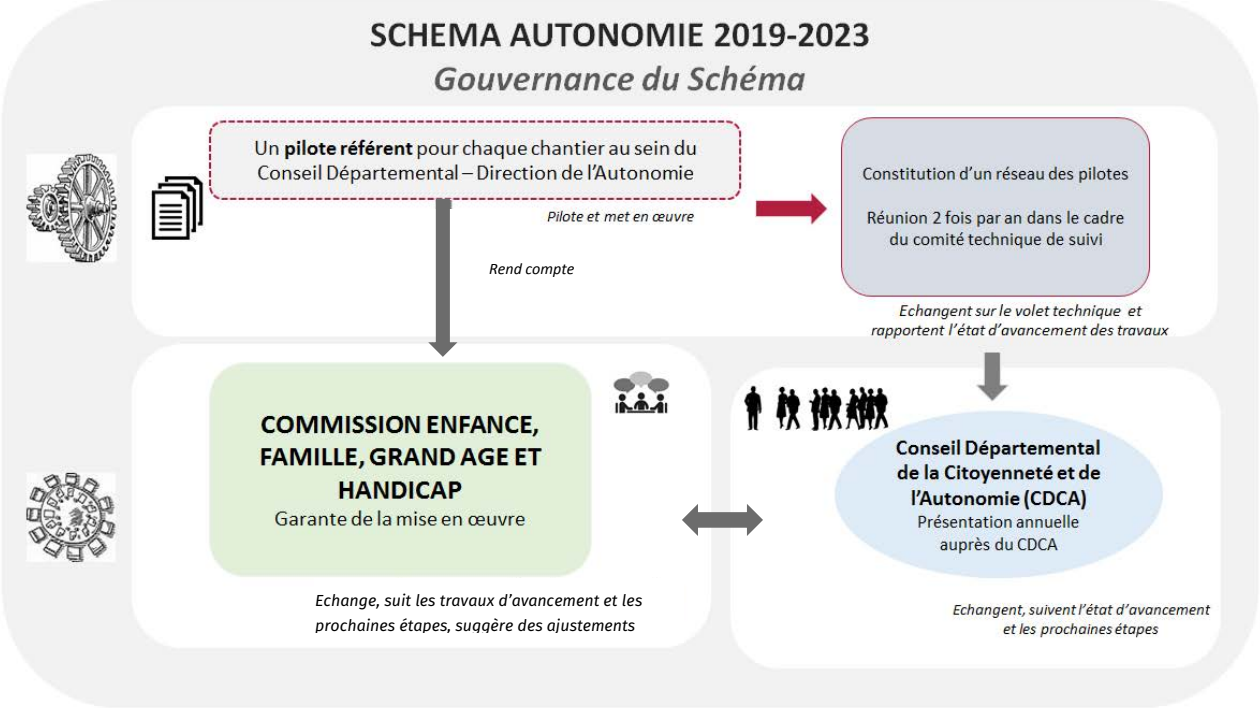
Ce premier niveau technique rend compte régulièrement à la Commission Enfance, Famille, Grand Age et Handicap du Conseil départemental, garante de la mise en œuvre des orientations.

Par ailleurs, afin de permettre aux pilotes des différents chantiers d'échanger, de faire état de l'avancement et un bilan des travaux, de confronter leurs initiatives voire les difficultés rencontrées, **un réseau des pilotes référents sera constitué.** Ce réseau a vocation à être réuni deux fois par an dans le cadre du **comité technique de suivi** (instance mise en place pour l'élaboration du schéma et associant l'ARS et une représentation du CDCA).

Répondant à la volonté du Département de poursuivre la concertation partenariale initiée dans le cadre de l'élaboration du Schéma, une réunion annuelle du **Conseil Départemental de**

la Citoyenneté et de l'Autonomie (CDCA) sera consacrée à un point d'étape du Schéma Autonomie afin de faire connaître les réalisations et de partager sur les perspectives.

L'ensemble de ces niveaux de gouvernance permettra ainsi d'**assurer un suivi fiable et une évaluation régulière de la mise en œuvre du Schéma**, tout en garantissant **l'ouverture d'espaces d'échanges et de participation directe** des partenaires et représentants d'usagers.



Analyse rétrospective : le bilan des précédents schémas

Le Département de la Haute-Savoie était précédemment doté de deux schémas directeurs distincts : **un schéma gérontologique couvrant la période 2013-2017** et **un schéma en faveur des personnes en situation de handicap 2014-2018**. A l'occasion de leur renouvellement, le Département a saisi l'opportunité d'élaborer un schéma autonomie commun.

Pour rappel, le **schéma gérontologique 2013-2017** était composé des 5 orientations thématiques suivantes :

- Orientation 1 : Renforcer la prévention et le maintien du lien social ;
- Orientation 2 : Sécuriser le maintien à domicile, souhait n°1 des personnes âgées ;
- Orientation 3 : Reconnaître le rôle des familles et soutenir les aidants naturels ;
- Orientation 4 : Diversifier l'offre d'hébergement ;
- Orientation 5 : Fédérer et coordonner tous les acteurs autour de la personne âgée.

Le **schéma en faveur des personnes en situation de handicap 2014-2018** intégrait 3 grandes orientations :

- Orientation 1 : Promouvoir l'inclusion des personnes handicapées dans la vie « ordinaire » ;
- Orientation 2 : Réaménager et compléter l'offre d'accompagnement et d'accueil pour mieux prendre en compte l'évolution des besoins des personnes handicapées et de leurs aidants ;
- Orientation 3 : Favoriser la fluidité des parcours de vie des usagers et de leurs aidants.

De nombreuses actions marquantes ont été menées dans ce cadre. Aussi, la mise en œuvre de ce présent schéma autonomie pourra **s'appuyer sur les grandes réalisations des deux schémas précédents**.

Un bilan étayé des principales actions développées sur les périodes concernées est présenté en annexe. Ces avancées constituent le socle sur lequel la nouvelle feuille de route de la politique départementale pourra s'appuyer.

Analyse prospective de l'évolution des besoins : projections démographiques et de personnes âgées dépendantes

Les objectifs de l'analyse prospective

L'objectif de cette analyse est d'identifier les évolutions démographiques à venir notamment au-delà de 60 ans et les impacts que ces dernières auront sur l'évolution du nombre de personnes dépendantes à domicile.

A cette fin, deux analyses prospectives ont été menées :

- La première est relative aux évolutions démographiques à venir d'ici 2030 ;
- La seconde permet de projeter le nombre de bénéficiaires de l'APA à domicile en fonction de différentes hypothèses concernant l'évolution de la dépendance.

Les horizons définis sont 2020, 2025 et 2030. Ces deux analyses ont été réalisées au niveau départemental ainsi qu'à l'échelle des quatre territoires infra-départementaux : Chablais, Genevois, Arve Faucigny Mont-Blanc et le Bassin annécien.

La méthodologie d'analyse prospective démographique

Les projections démographiques sont réalisées par l'Insee via le modèle OMPHALE 2017 qui combine les trois composantes du renouvellement de la population que sont la mortalité, la fécondité et les mouvements migratoires.

Ces projections sont fondées sur un ensemble d'hypothèses issues de l'observation et de l'analyse des comportements passés de la population, et dont l'association définit des scenarii d'évolution à venir.

Trois scenarii d'évolution ont ainsi été réalisés : un scénario central, un scénario haut et un scénario bas. Chaque scénario est la combinaison d'hypothèses relatives aux trois phénomènes démographiques explicités précédemment.

Les résultats sont présentés à l'échelle départementale et des quatre territoires qui le composent.

La méthodologie d'analyse prospective de la dépendance

Les projections de personnes âgées dépendantes ne considèrent ici que les personnes bénéficiant de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) à domicile, âgées de 60 ans et plus.

Les effectifs projetés de bénéficiaires sont obtenus en appliquant des taux de prévalence de l'APA à domicile à la population de personnes âgées de 60 ans ou plus aux horizons 2020, 2025 et 2030 et estimée selon le scénario central des projections démographiques établi par l'INSEE (OMPHALE 2017).

Trois scénarios de projection du nombre de bénéficiaires de l'APA ont été retenus : un scénario optimiste, un scénario intermédiaire et un scénario pessimiste en fonction d'hypothèses sur l'évolution de la durée de vie avec et sans incapacité.

Les résultats de l'analyse prospective démographique

A l'échelle départementale

L'analyse prospective démographique laisse entrevoir deux principales tendances à l'échelle départementale :

- **Une hausse de la population à horizon 2030 ;**
- **Une confirmation des phénomènes de gérontocroissance et de vieillissement de la population.**

Selon les projections démographiques réalisées pour le département de la Haute-Savoie, le nombre d'habitants devrait augmenter d'ici 2030, et ce, quel que soit le scenario envisagé (+1,2 % par an en moyenne selon le scénario central). La population âgée de 60 ans ou plus devrait quant à elle s'accroître de 2,5 % en moyenne chaque année (scénario central) entre 2013 et 2030, confirmant le phénomène de gérontocroissance observé ces dernières années.

Néanmoins, selon les classes d'âges considérées, les effectifs n'évolueraient pas de la même façon. En effet, les séniors (60-74 ans) devraient connaître une augmentation plus modérée de leurs effectifs d'ici à 2030 que la population âgée de 75 ans ou plus durant la même période. Cette différence du rythme de croissance confirme la tendance au vieillissement de la population haut-savoyarde et impactera le nombre de bénéficiaires de l'APA à domicile projetés.

A l'échelle des territoires

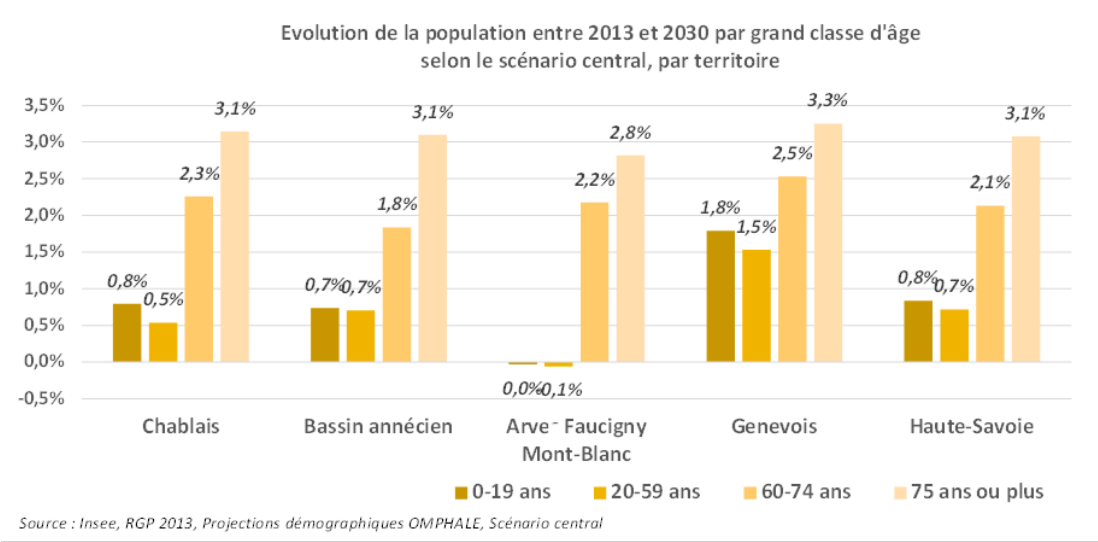
A l'échelle des territoires, l'analyse prospective démographique met en évidence deux tendances :

- **Des dynamiques démographiques différenciées à l'échelle infra-départementale ;**
- **Une hausse de la population âgée au sein de tous les territoires.**

A l'échelle infra-départementale, l'évolution de la population serait ainsi plus ou moins importante selon les territoires et les groupes d'âges observés. La hausse du nombre d'habitants devrait être la plus importante au sein du Genevois (environ +1,8 %/an entre 2013 et 2030) et la plus faible pour Arve Faucigny Mont-Blanc (+ 0,5 %/an selon le scénario central).

De plus, comme le montre le graphique ci-dessous, la population âgée de 60 ans ou plus devrait s'accroître au sein de tous les territoires de Haute-Savoie, confirmant le phénomène de gérontocroissance déjà observé ces dernières années au niveau infra-départemental.

La tendance au vieillissement de la population est également visible sur les différents territoires : la population de plus de 75 ans augmenterait toujours de façon plus importante que celle des séniors (60-74 ans).



Les résultats de l'analyse prospective de la dépendance à domicile

A l'échelle départementale

Deux scénarios ont été établis dans le cadre de l'analyse prospective de la dépendance :

- Un scénario optimiste fait état d'une légère hausse du nombre de bénéficiaires de l'APA à domicile d'ici 2030 à l'échelle départementale (+ 300 bénéficiaires), ainsi qu'une diminution du taux de prévalence de l'APA à domicile (du fait d'une augmentation de la durée de vie sans incapacité).

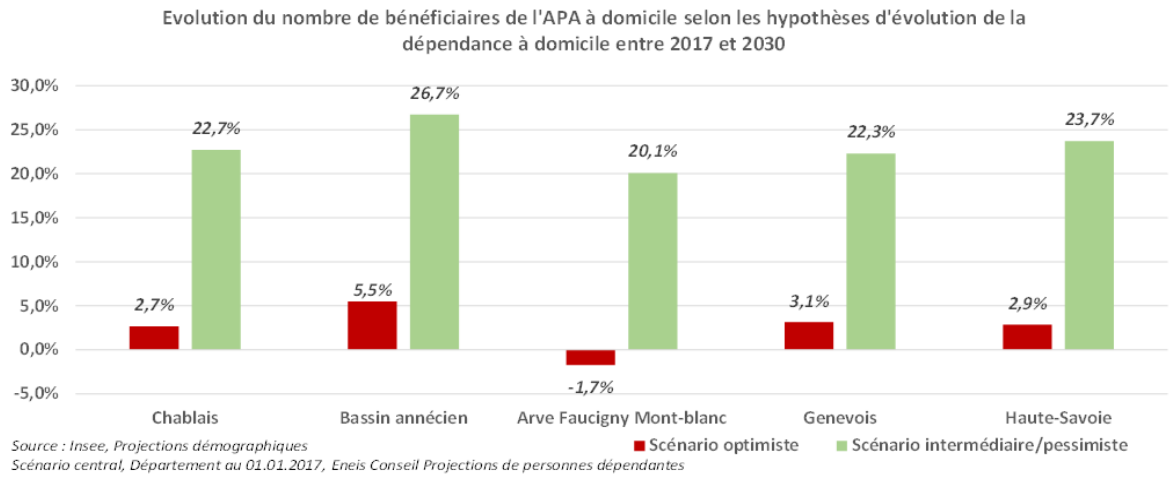
- Un scénario intermédiaire/pessimiste qui fait état d'une forte hausse de la population dépendante (+24 % en 13 ans, soit +1915 bénéficiaires de l'APA). En effet, dans ce scénario, l'hypothèse est faite que la durée de vie vécue sans incapacité restera stable : du fait de l'évolution continue de l'espérance de vie globale, la durée de vie en dépendance augmenterait donc.

Le scénario optimiste s'avère néanmoins peu réaliste au regard de la stagnation du nombre de places en EHPAD prévue pour les prochaines années. En effet, en l'absence d'une évolution du nombre de places en EHPAD proportionnelle à l'évolution du nombre de personnes âgées, les taux de prévalence de l'APA à domicile devraient mécaniquement augmenter. Il convient donc de s'attacher plus particulièrement aux scenarios intermédiaire et pessimiste.

A l'échelle des territoires

Les résultats de l'analyse prospective de la dépendance obtenus à l'échelle des territoires sont à l'image des tendances départementales.

Selon le scénario intermédiaire/pessimiste, le nombre de bénéficiaires augmenterait pour tous les territoires. La croissance serait la plus forte au sein du territoire du Bassin annécien (+26,7 % entre 2017 et 2030).



Les chiffres clés

+ 165 204
habitants en Haute-Savoie entre 2013 et 2030

+ 80 000
personnes âgées de 60 ans et plus d'ici 2030

+ 3,1 % par an
Taux moyen d'évolution de la population âgée de 75 ans et plus d'ici 2030

Estimations du nombre de places d'EHPAD nécessaires

Les résultats de l'analyse prospective de la dépendance permettent de déduire une estimation du nombre de places nécessaires en établissement médicalisé. Si l'évolution des comportements vis-à-vis des EHPAD/USLD ne peut pas être anticipée avec précision, la moyenne nationale en taux d'équipement pour 1 000 personnes âgées peut donner une indication. **Le nombre de places d'EHPAD/USLD nécessaires pour rattraper la moyenne nationale actuelle est d'environ 500.**

Pour maintenir ce taux d'équipement (moyenne nationale) à horizon 2030, au regard de l'évolution du nombre de personnes âgées selon le scenario central de l'INSEE présenté ci-dessus, qui fait état d'une augmentation de plus de 3 % par an de la population âgée de plus de 75 ans en Haute-Savoie, il conviendrait d'installer plus de 4000 nouvelles places d'EHPAD dans le Département.

Ces projections, concordantes avec les orientations du Programme Régional de Santé établi par l'ARS, qui place la Haute-Savoie comme un territoire fortement en tension, nécessitent d'anticiper le développement de solutions alternatives.

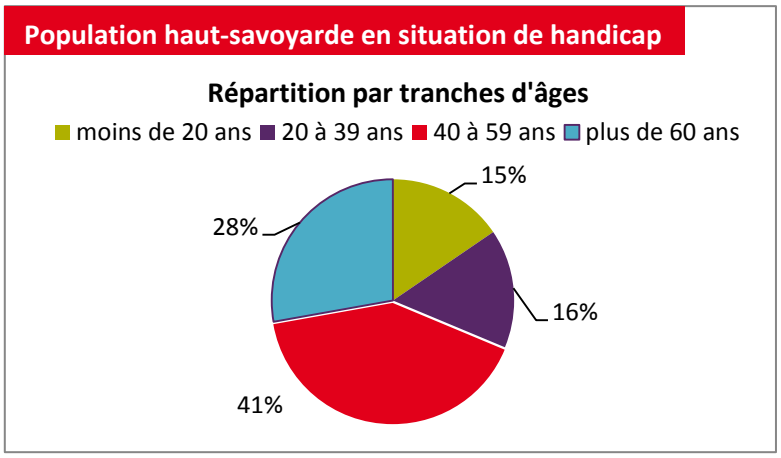
Ces chiffres, même s'ils relèvent d'estimations et que la méthodologie ne s'appuie pas sur l'ensemble des facteurs influençant le besoin de places en EHPAD, appellent néanmoins à une attention redoublée au cours des prochaines années.

Le public en situation de handicap en Haute-Savoie

En ce qui concerne la population en situation de handicap, les données issues du logiciel de la MDPH indiquent que 37 031 personnes, soit 4,59 % de la population de la Haute-Savoie, sont « connues » de la MDPH, c'est-à-dire qu'elles bénéficient d'une décision de la Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées (CDAPH) en cours de validité. En 2016, elles étaient 35 054 représentant 4,34 % de la population (34 860 en 2015 correspondant à 4,41 % de la population).

La répartition par tranche d'âge est la suivante :

- 5 726 jeunes de moins de 20 ans (15 %)
- 5 859 personnes de 20 à 39 ans (16 %)
- 15 151 personnes de 40 à 59 ans (41 %)
- 10 295 personnes de plus de 60 ans (28 %)



Cette répartition est identique à celle de l'an passé avec une part toujours significative de la population des plus de 60 ans. Concernant la répartition par sexe, la population est masculine à 53 % alors que les hommes représentent 49 % de la population globale de Haute-Savoie.

Les courbes d'espérance de vie des personnes en situation de handicap dessinent des profils de mortalité tendant à se rapprocher progressivement des courbes d'espérance de vie de la population générale, avec néanmoins des spécificités par type de handicap. L'avancée en âge des personnes en situation de handicap est désormais quasi-superposable à celle de la population générale mais avec des conséquences qui sont tout autres pour les personnes qui voient s'ajouter de nouvelles déficiences ou incapacités à d'autres déficiences ou incapacités préexistantes.

Axes structurants

Les orientations du schéma résultent de réflexions alimentées par les résultats des travaux de diagnostic et des productions lors de la semaine de concertation pluri-partenariale, garantissant le déploiement d'actions en adéquation avec les besoins.
A partir de ces éléments, le Département de Haute-Savoie a défini des orientations et actions structurantes autour desquelles il souhaite mener sa politique de soutien aux personnes âgées et aux personnes en situation de handicap, pour les cinq prochaines années.

C'est ainsi que le plan d'actions du Schéma Départemental de l'Autonomie s'est construit autour de trois axes.

- **Axe 1 : Prévention**
- **Axe 2 : Innovation et adaptation de l'offre**
- **Axe 3 : Parcours et coopération**

L'un des grands défis dans le champ des politiques des personnes âgées et des personnes en situation de handicap repose sur la prévention de la perte d'autonomie.

Un premier axe du schéma est ainsi consacré à la prévention tout en favorisant l'inclusion des publics en perte d'autonomie dans la vie de la cité. Il s'agira d'en faire un outil au service de la continuité des parcours des personnes âgées et des personnes en situation de handicap, en s'appuyant notamment sur les travaux de la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie (CFPPA).

Par ailleurs, les besoins des personnes en situation de dépendance évoluent : l'augmentation de l'espérance de vie engendre de nouvelles problématiques de prise en charge, telles que la prévalence des maladies chroniques chez les personnes âgées ou encore l'augmentation des troubles psychiatriques. De même, le vieillissement des personnes en situation de handicap suggère une adaptation des modes d'accompagnement et de prise en charge. L'offre médico-sociale doit également s'adapter à un secteur dont les référentiels évoluent fortement pour privilégier davantage des réponses individualisées et séquentielles, dans le sillage de la Réponse Accompagnée Pour Tous (RAPT) notamment. Le second axe du schéma consiste ainsi à **repenser l'offre d'accompagnement existante et compléter la palette de réponses à destination des personnes âgées et des personnes en situation de handicap, en soutenant notamment le déploiement d'offres innovantes.**

Enfin, un enjeu important porte sur la complexité du paysage institutionnel du fait de la multiplicité des acteurs et des dispositifs dans les secteurs social, médico-social et sanitaire

autour de la personne en perte d'autonomie. **Le troisième axe du schéma est ainsi consacré à la structuration des coopérations entre partenaires locaux au profit d'une plus grande fluidité des parcours des personnes âgées et des personnes en situation de handicap**.

Dans ce cadre, l'enjeu majeur à relever au cours de ce nouveau schéma est celui de la **disponibilité de la ressource humaine pour mettre en œuvre cette politique commune de soutien aux personnes âgées et personnes en situation de handicap** au cours des 5 prochaines années.

AXE 1 : PREVENTION

Le Département de la Haute-Savoie ainsi que de multiples partenaires ont engagé depuis de nombreuses années une politique de prévention en direction des personnes âgées et des personnes en situation de handicap, conscients de l'importance d'intervenir en amont de la perte d'autonomie et de favoriser des actions visant au maintien des capacités de chacun.

Aujourd'hui, la nécessité de faire de la prévention un outil au service de la continuité des parcours des personnes âgées et des personnes en situation de handicap est partagée par tous les acteurs. Ce premier axe du schéma s'inscrit pleinement dans le cadre posé par la loi d'adaptation de la société au vieillissement qui instaure la Conférence des Financeurs et repositionne le Département comme le chef de file en matière de prévention de la perte d'autonomie.

C'est dans un objectif de renforcement et de diversification des initiatives de prévention existantes que le Département souhaite intervenir dans le cadre du présent schéma.

Eléments clés

- *Un **département doté d'une population jeune** avec un ratio de 63 personnes âgées de 65 ans et plus pour 100 jeunes de moins de 20 ans en 2015. La Haute-Savoie présente ainsi un indice de vieillesse significativement inférieur au ratio métropolitain (77%). **Le Bassin annécien et le Chablais présentent toutefois un indice de vieillesse plus élevé** que le reste du territoire.*
- *Selon le dernier recensement de l'INSEE, on dénombre **sur le territoire 15 782 personnes âgées de plus de 80 ans et vivant seules**. Cette population est plus importante sur la moitié nord du département ainsi que sur les zones urbaines. Cette donnée soulève notamment des enjeux liés au possible isolement de ces personnes, ainsi que la question de l'adaptation de leur domicile à l'avancée en âge.*
- ***8 399 bénéficiaires de l'APA à domicile** (au 31/12/2018) répartis sur l'ensemble du territoire. 1 244 de ces bénéficiaires de l'APA à domicile, soit 15 %, sont en situation de forte dépendance (GIR 1-2). Dans la quasi-totalité du département, **plus d'un bénéficiaire sur deux de l'APA à domicile est une personne du grand âge** (85 ans et plus).*
- ***3 257 bénéficiaires de la PCH et de l'ACTP** (au 31/12/2018) tendanciellement plus présents dans le Bassin annécien et sur le territoire d'Arve Faucigny Mont-Blanc. Une **augmentation importante du nombre de bénéficiaires de la prestation de compensation du handicap** (PCH) entre 2014 et 2017 (+18%).*
- *Un département relativement bien pourvu en médecins généralistes mais qui compte près d'un praticien sur deux de plus de 55 ans, soulevant des **enjeux forts d'accès aux soins de premier niveau dans les années à venir.***
- *Des **initiatives nombreuses en faveur de la prévention** déjà réalisées sur le département tant en direction du public âgé qu'en situation de handicap, avec notamment le programme coordonné des actions de prévention porté par la Conférence des Financeurs ou encore le déploiement d'Handi-consult dispositif innovant dont l'intérêt a été reconnu. L'enjeu de mise en relation entre les besoins et les réponses proposées en matière de prévention persiste, autour des questions d'information et de communication, d'accessibilité des réponses (géographique, financière…).*

Les chiffres clés

15 872

Personnes âgées de plus de 80 ans vivant seules

7 870

Abonnés à la Téléalarme

+18%

Bénéficiaires de la PCH entre 2014 et 2017

Les orientations du nouveau schéma

Le vieillissement important de la population annoncé d'ici à 2030 conduit le Département à privilégier un axe fort autour de la préservation de l'autonomie. Ce premier axe consiste à agir en en amont de la perte d'autonomie, en **développant la prévention au service de la continuité des parcours des personnes âgées.** Les personnes en situation de handicap sont également ciblées par la prévention comme **outil de préservation de l'autonomie et d'anticipation des éventuelles ruptures de parcours**.

Cette réponse institutionnelle doit d'abord prendre en compte le parcours de vie des haut-savoyards dans une approche globale et transversale pour préserver leur autonomie et éviter toute rupture dans l'accompagnement des personnes confrontées à une perte d'autonomie, en soulignant que les personnes âgées et les personnes en situation de handicap doivent être acteurs de leur projet de vie.

Cette réponse doit également être partagée et coordonnée avec l'ensemble des partenaires du Département et plus particulièrement l'Agence Régionale de Santé dans une véritable co-construction des politiques publiques. Il s'agit d'assurer la cohérence des actions et des financements autour de la prise en charge globale des usagers et leurs aidants. Le Département, en tant que chef de file de l'action médico-sociale, assume à cet égard un rôle de pilote, de coordinateur et d'animateur.

La mise en place de la Conférences des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie (CFPPA) au cours du précédent schéma gérontologique a permis de renforcer les moyens alloués aux actions de prévention. Cependant, il est aujourd'hui nécessaire de **renforcer et diversifier les actions pour garantir leur efficience**. Il s'agit de consolider les dynamiques de coordination entre les porteurs d'actions qui interviennent dans le champ de la prévention, bien que le Programme d'actions coordonnées (joint en annexe au schéma) de la CFPPA agisse sur une temporalité plus limitée (2 ans uniquement) que celle du Schéma de l'autonomie.

En outre, le Département souhaite soutenir les proches aidants de personnes âgées et de personnes en situation de handicap notamment en leur offrant des solutions de répit.

Le Département entend également agir sur le domicile des personnes âgées et des personnes en situation de handicap en développant le recours aux aides techniques et aux nouvelles technologies, ou encore en facilitant l'aménagement du logement.

Les priorités retenues pour les années à venir

1. DIVERSIFIER LES FORMES DE PREVENTION PROPOSEES SUR LE TERRITOIRE

La prévention est une priorité essentielle sur le champ de la politique en faveur des personnes âgées et des personnes en situation de handicap. De nombreuses actions sont ainsi déployées sur le territoire pour favoriser l'autonomie, rendre possible le souhait des personnes de vivre à domicile, retarder autant que possible l'entrée dans la prise en charge médico-sociale, mais aussi, par des interventions en amont, identifier des difficultés pour éviter la survenance d'obstacles définitifs.

Le Département souhaite aujourd'hui **diversifier les formes de prévention proposées sur le territoire et agir pour renforcer le lien social de proximité, levier majeur de prévention de la perte d'autonomie.**

Il s'agira de **mobiliser les leviers nécessaires au développement de solution de prévention** pour faciliter et encourager l'émergence de solutions y compris innovantes. Il permettra de soutenir les projets de prévention à domicile ou en ESMS en lien avec le Programme coordonnées des actions de prévention de la Conférence des Financeurs ouvert aux EHPAD, aux projets visant les personnes en situation de handicap et aux actions portant sur l'habitat inclusif.

L'inclusion numérique désormais reconnue comme une composante essentielle de l'accès à la vie sociale, constituera une orientation prioritaire. Les inégalités d'accès aux services numériques portent autant sur la question des équipements techniques que sur la maîtrise des usages spécifiques du numérique. Les services numériques permettent également de s'informer sur l'offre socio-culturelle, de communiquer avec ses proches ou encore de bénéficier de services innovants de mobilité.

Les initiatives visant à favoriser le lien social et renforcer le repérage des personnes vulnérables sur le territoire seront également étudiées avec attention.

▶ Les actions à mener

- ✓ **Développer les engagements dédiés à la prévention dans le cadre de la Conférence des Financeurs, et notamment à destination des personnes en situation de handicap**
- ✓ **Investir le thème du numérique :** permettre aux personnes d'être accompagnées dans leurs démarches numériques en proximité, par exemple via des ateliers numériques
- ✓ **Développer des actions locales favorisant le lien social**
- ✓ **Renforcer le repérage des personnes vulnérables** grâce à la formation de relais de proximité (travail avec les bailleurs, agents des portages de repas, …)

2. POURSUIVRE LE DEPLOIEMENT DE LA PLATEFORME DE PREVENTION DES CHUTES ET SOUTENIR LE LIVING LAB

Dans le cadre d'un financement ARS, le Centre Hospitalier Annecy Genevois a initié un projet de Plateforme de Prévention des Chutes sur la base d'un repérage des chuteurs aux urgences déclenchant un suivi et la mise en place et en réseau d'ateliers d'activités physiques adaptées. Ce projet, au terme des 3 ans d'expérimentation, a fait l'objet d'une analyse partagée avec l'ARS et le Département. Sa pertinence a été reconnue et une poursuite a déjà été envisagée dans le cadre des actions de prévention de la perte d'autonomie en maillant davantage l'outil avec les ressources du droit commun et en se rapprochant de la plateforme de la Téléalarme.

Il s'agira lors du schéma de l'autonomie 2019-2023 **de consolider cette plateforme et d'organiser le déploiement sur le territoire haut savoyard, notamment dans le cadre des filières**. Ce déploiement devra tenir compte des enjeux de sensibilisation et d'appropriation de la gérontechnologie par les personnes âgées, leur entourage et les professionnels.

Par ailleurs dans le cadre du projet INTERREG, l'intérêt d'installer un living lab à Annecy a été confirmé, et le projet devrait voir le jour dès 2019, permettant ainsi la rencontre et l'échange entre l'usager, les nouvelles technologies, le monde industriel, les financeurs, les secteurs sanitaire et médico-social, le milieu universitaire et la recherche, au profit du développement de solutions innovantes et adaptées à la prévention de la perte d'autonomie.

▶ Les actions à mener

- ✓ **Développer, en s'appuyant sur les filières,** la plateforme de prévention des chutes des personnes âgées, en lien avec le dispositif de Téléalarme
- ✓ **Installer le living lab** dédié à la diffusion des aides techniques et outils domotiques

3. RENFORCER LE RECOURS AUX AIDES TECHNIQUES ET AUX OUTILS NUMERIQUES

L'accès aux équipements et aides techniques conditionne bien souvent la possibilité de vivre et rester à domicile. Au regard des besoins de la population haut-savoyarde en perte d'autonomie, il est nécessaire de travailler dans plusieurs directions : la domotique, les nouvelles technologies au service de l'autonomie en s'appuyant notamment sur la Téléalarme ou encore le développement de la télémédecine.

Le Département souhaite dès lors **renforcer le recours aux aides techniques et aux outils numériques pour maintenir et améliorer l'autonomie dans la vie quotidienne et faciliter l'intervention des aidants.**

Concernant les personnes âgées et en situation de handicap, plusieurs freins sont identifiés comme : la complexité d'accès aux aides financières, la méconnaissance des outils existants, la formation des professionnels, usagers et familles à l'utilisation du matériel, la nécessité d'essayer en amont l'aide technique pour expérimenter sa pertinence et son degré d'adaptation aux besoins des usagers.

En outre, les acteurs ayant participé à la concertation ont souligné l'importance d'une économie circulaire des aides techniques aussi bien entre usagers qu'entre établissements et services médico-sociaux (ESMS), dans une logique de gestion efficiente des ressources et d'allongement de la durée de vie des produits.

▶ Les actions à mener

- ✓ **Structurer l'économie circulaire des aides techniques** pour faciliter la mise en commun de matériel spécialisé entre ESMS et entre usagers à domicile et rendre possible l'achat de matériels très spécifiques.
- ✓ **Evaluer la bonne adéquation des aides techniques** aux besoins et usages des personnes âgées et personnes en situation de handicap au service du maintien à domicile, notamment via un test des aides techniques disponibles pour les usagers
- ✓ **Encourager la formation** des professionnels, des publics et de leurs proches aidants aux aides techniques existantes pour optimiser leurs bienfaits.
- ✓ **Développer la télémédecine** en établissement pour faciliter l'accès aux soins.

4. Consolider la mission de prevention de la perte d'autonomie des residences autonomie

Le Département de la Haute-Savoie témoigne d'une volonté forte d'accompagner les résidences autonomie du territoire notamment vers **un renforcement de leur mission de prévention**. Il s'agira notamment de développer la prévention individuelle et des outils de repérage des fragilités, et d'élargir la portée des initiatives développées par ces structures en ouvrant davantage les actions de prévention aux non-résidents.

Dans une logique d'harmonisation des réponses apportées sur le territoire, le renforcement des liens entre résidences autonomie constituera également un axe fort de la politique de prévention du Département. Il permettra de favoriser le partage de pratiques et de soutenir les établissements dans la conception, la gestion et la dynamisation de leur plan de prévention.

Pour mieux accompagner les publics en perte d'autonomie, le Département veillera par ailleurs à prendre en compte les besoins des personnes handicapées vieillissantes au sein des résidences autonomie.

▶ Les actions à mener

- ✓ **Se positionner en soutien à l'ingénierie de projet pour structurer** des programmes de prévention ambitieux
- ✓ **Développer des actions de prévention individuelle** en résidence autonomie
- ✓ **Ouvrir les actions de prévention** aux non-résidents
- ✓ **Renforcer l'échange** entre résidences autonomie pour un partage des **bonnes pratiques,** y compris en associant les acteurs du handicap volontaires
- ✓ **Développer des outils de repérage des fragilités**

5. RECONNAITRE LE ROLE DES PROCHES AIDANTS DE PERSONNES AGEES ET DE PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP ET SOUTENIR LEUR ACTION

Les études menées tant sur le département haut savoyard qu'au niveau national montrent que la majorité des personnes âgées et des personnes en situation de handicap souhaitent vivre dans la mesure du possible à domicile. A ce titre, **accompagner les personnes âgées ou en situation de handicap à domicile signifie également porter une forte attention à leurs proches aidants,** en reconnaissant leur rôle d'une part, et en soutenant leur action d'autre part.

Un aidant est une personne « qui vient en aide, à titre non professionnel, en partie ou totalement, à une personne âgée dépendante ou une personne handicapée de son entourage, pour les activités de la vie quotidienne » (Guide de l'aidant familial, Ministère du travail).

L'aidant peut être confronté au phénomène reconnu d'épuisement avec des conséquences significatives (dépression, syndrome d'épuisement, difficulté à maintenir son activité professionnelle, culpabilité etc.) comme pour la personne aidée (maltraitance, rupture de prise en charge, etc.). La loi de l'adaptation de la société au vieillissement (28 décembre 2015) a permis la reconnaissance du statut d'aidant et des initiatives de soutien aux aidants ont pu être portées localement sur le département.

Au-delà du maintien et de l'encouragement à poursuivre les actions en place sur le terrain, les acteurs ayant participé à la concertation ont relevé l'importance d'investir davantage la problématique de la lutte contre l'isolement des aidants et de promouvoir des actions pour les couples aidant-aidé qui permettent de voir son proche autrement.

▶ Les actions à mener

- ✓ **Lutter contre l'isolement de l'aidé et de l'aidant** par l'intervention des services d'aide et d'accompagnement à domicile (prévention individuelle et développement d'actions collectives avec soutien par un SAAD pendant le temps de l'action)
- ✓ Favoriser le développement **d'actions pour les couples aidant-aidé** visant à changer le regard de l'aidant sur l'aidé (et réciproquement), à sortir de la relation exclusive d'aide et à mettre en place un curriculum reconnu de formations
- ✓ **Soutenir l'expérimentation et la poursuite de projets innovants de soutien aux aidants** comme le baluchonnage / relayage, résidences vacances-répit pour les aidants familiaux

6. FACILITER L'ACCES AUX SOINS ORDINAIRES

Le Département de la Haute-Savoie est actuellement comparativement bien pourvu en médecins généralistes mais compte près d'un praticien sur deux de plus de 55 ans, ce qui soulève des enjeux forts d'accès aux soins de premier niveau dans les années à venir.

Pour répondre à cet enjeu d'accès à l'offre sanitaire et paramédicale, le Département souhaite coordonner ses interventions avec l'action de l'Agence Régionale de Santé (ARS). Il souhaite notamment poursuivre les actions déjà amorcées sur le territoire : soutien à l'installation de nouveaux praticiens, facilitation et soutien à la création de Maisons de Santé Pluridisciplinaires, poursuite de l'attribution de bourses aux étudiants en médecine sur le territoire.

▶ Les actions à mener

En lien avec les actions du PRS,

- ✓ **Soutenir le développement des Maisons de Santé Pluridisciplinaires**
- ✓ **Soutenir l'installation de nouveaux praticiens** sur le territoire haut savoyard

AXE 2 : INNOVATION ET ADAPTATION DE L'OFFRE

L'évolution des besoins des publics et la diversification des situations et des profils invitent à structurer une offre d'accueil et d'accompagnement de plus en plus adaptable pour proposer des réponses personnalisées. Si le cadre règlementaire reste la référence, le Département souhaite soutenir l'innovation et l'adaptation de l'offre existante pour renforcer l'adéquation entre les réponses apportées aux personnes âgées ou en situation de handicap et les besoins.

En outre, cette approche du Département permettra d'optimiser les équipements existants, notamment dans un contexte de déficit de places en EHPAD à l'échelle départementale (95,4 places pour 1000 personnes âgées de 75 ans et plus ; 120,8 ‰ en Auvergne-Rhône-Alpes). Le schéma régional de santé identifie à ce titre le département de Haute-Savoie comme prioritaire et poursuit un objectif de renforcement de l'offre sur les territoires infra départementaux les moins équipés, en privilégiant les extensions de capacité des EHPAD de plus de 40 places.

Ce second axe structurant du nouveau schéma vise dès lors à augmenter les capacités de réponses médico-sociales sur le territoire, en lien direct avec l'ARS pour les compétences partagées, et à repenser l'offre existante pour améliorer son adéquation aux besoins et optimiser les équipements et ressources disponibles.

Eléments clés

- *Le territoire est doté de **5 548 places d'EHPAD** (incluant hébergements permanent et temporaire), dont 1 123 places d'EHPAD pour Alzheimer et 305 places en Unités de soins longue durée. Ce taux d'équipement est inférieur à la moyenne nationale, reflétant un déficit en places d'EHPAD en Haute-Savoie qui peut être estimé à plusieurs centaines de places.*
- *On dénombre au total sur le département **159 places en hébergement temporaire** et **142 en accueil de jour pour personnes âgées.***
- *Le département bénéficie **d'une offre médico-sociale relativement diversifiée pour les personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer** avec, en sus des 1 123 places installées en EHPAD, 34 places en accueil de jour autonome, 65 places en ESA et 217 places en PASA. Ces solutions sont toutefois inégalement réparties sur le territoire, soulevant des enjeux de mobilité et d'accès aux soins pour ces personnes.*
- *Des **ressources importantes dans le champ du handicap** qui tendent à se développer et à évoluer pour davantage répondre aux besoins : 359 places en foyers de vie, 345 en foyers d'hébergement, 155 en appartements de soutien, et 518 en EAM.*
- *Des **opérations de redéploiement de l'offre en foyers d'hébergement** pour les travailleurs handicapés conduites ces dernières années, se traduisant par une offre relativement équilibrée sur le territoire.*
- *Un **développement de l'offre d'hébergement pour personnes handicapées vieillissantes (PHV)** en Haute-Savoie, qui comptabilise 21 places en appartement de soutien à destination des PHV, 56 places installées en SATTHAV et 3 EAM dédiés. A ces places, s'ajoute l'unité dédiée « Alouette » au sein de l'EHPAD « La Bartavelle » (13 lits).*

LES CHIFFRES CLES :

5 548
Places d'EHPAD

+

675
en Résidences Autonomie

2 136
Possibilités d'accompagnement et d'hébergement pour personnes en situation de handicap

37
SAAD dont 16 habilités à l'Aide Sociale

Les orientations du nouveau schéma

Dans un contexte d'évolution permanente des besoins et des profils des publics, **la transformation de l'offre d'accompagnement et le développement de réponses innovantes** constituent l'un des défis de la politique départementale en faveur de l'autonomie des personnes âgées et des personnes en situation de handicap.

Le nouveau schéma doit être l'occasion de repenser et de compléter la palette d'accompagnement existante afin de proposer **des réponses personnalisées aux personnes âgées et aux personnes en situation de handicap**. Le Département de la Haute-Savoie et ses partenaires souhaitent ainsi optimiser l'offre médico-sociale existante, mais également poursuivre la dynamique d'augmentation des capacités, et soutenir le déploiement de solutions souples et modulaires permettant de diversifier les réponses apportées aux Hauts Savoyards âgés ou en situation de handicap.

Le développement et la modernisation de l'offre d'accompagnement à domicile constitue l'un des premiers chantiers prioritaires, au regard du défi que représente le maintien à domicile des personnes âgées et des personnes en situation de handicap en Haute-Savoie.

Il s'agit non seulement de structurer les acteurs du maintien à domicile et de les accompagner dans l'évolution de leurs pratiques (services d'aide et d'accompagnement à domicile, services d'accompagnement à la vie sociale et services d'accompagnement médico-social pour adultes handicapés), mais également d'expérimenter des solutions innovantes.

Le développement de formules d'habitat inclusif sera également soutenu en partenariat avec les collectivités locales, permettant aux personnes de vivre dans leur propre domicile tout en bénéficiant d'un accès facilité à l'aide humaine et à des temps collectifs.

Parallèlement, plusieurs travaux seront engagés pour accompagner **l'évolution des réponses en services et en établissements médico-sociaux** : les formes d'accueil et d'accompagnement souples et modulaires seront privilégiées, de manière à mieux prendre en compte la diversité des profils des personnes accompagnées et l'évolution des besoins (vieillissement des personnes en situation de handicap, troubles psychiques, troubles du comportement...). Le déploiement d'équipes mobiles, dispositifs « ressources » pour les territoires et les établissements et services médico-sociaux, sera également soutenu.

Les priorités retenues pour les années à venir

1. DEVELOPPER L'OFFRE D'ACCOMPAGNEMENT MEDICO-SOCIAL

Ce schéma cherchera à **développer l'offre d'accompagnement médico-social pour répondre aux besoins des différents publics en perte d'autonomie**, qui sont confrontés à deux types d'évolutions majeures : une évolution rapide des besoins de la population dont l'espérance de vie augmente et dont les trajectoires socio-professionnelles se complexifient (augmentation des maladies chroniques, augmentation des troubles psychiatriques, vieillissement des personnes en situation de handicap, etc.) ainsi qu'une évolution du cadre réglementaire qui converge, dans le secteur des personnes âgées et dans celui des personnes en situation de handicap, vers des logiques de désinstitutionalisation et de réponses individualisées.

A cet égard, il s'agira notamment d'adapter l'offre médico-sociale aux besoins des différents publics. Pour ce faire, le Département de la Haute-Savoie a d'ores et déjà ciblé, en collaboration avec l'ARS pour les structures et services médicalisés, plusieurs projets en direction des personnes en situation de handicap d'une part, tels que la création d'un Etablissement d'Accueil Médicalisé (EAM) spécialisé dans la sclérose en plaque, l'ouverture d'un EAM dédié au handicap psychique, ou encore des extensions de SAMSAH ; et en direction des personnes âgées d'autre part à travers la création d'une résidence autonomie de 24 places. Ces initiatives sont susceptibles d'être complétées au cours du schéma autonomie 2019-2023 en fonction des opportunités et le cas échéant des arbitrages opérés par l'ARS.

▶ Les actions à mener

- ✓ **Installer les nouveaux projets actés pour le territoire :** un Etablissement d'Accueil Médicalisé dédié à la sclérose en plaques et un Etablissement d'Accueil Médicalisé dédié au handicap psychique, une résidence autonomie de 24 places, des extensions SAMSAH existants, en partie par redéploiement de l'offre de SAVS.
- ✓ **Saisir les opportunités de développement de l'offre** en complément des projets déjà ciblés notamment pour les personnes handicapées vieillissantes
- ✓ **Soutenir la modernisation des structures existantes** et améliorer les conditions d'accueil

2. CONSOLIDER ET DIVERSIFIER LES FORMES D'ACCOMPAGNEMENT A DOMICILE DES PERSONNES AGEES ET DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP ET DE LEURS AIDANTS

La loi d'adaptation de la société au vieillissement a donné la responsabilité au Département d'autoriser les Services d'Aide et d'Accompagnement à Domicile (SAAD) qui interviennent auprès des personnes âgées et des personnes en situation de handicap. Leur nombre important sur le département haut savoyard crée une forte concurrence sur certains territoires et ne permet pas au public une bonne visibilité de l'offre. Cette seconde action vise ainsi à **activer différents leviers pour répondre aux besoins en aide humaine dans le cadre du soutien à domicile.**

Pour ce faire, un premier levier consiste à **structurer l'organisation des services d'accompagnement à domicile**, y compris ceux intervenant dans le champ du handicap. Les évolutions de la règlementation autour du secteur de l'aide à domicile constituent en effet une opportunité pour le Département de structurer l'offre des acteurs, mais aussi de repenser leur organisation pour améliorer et communiquer sur la réponse aux besoins organisée sur les différents territoires.

Un schéma d'organisation de l'aide à domicile a été adopté par le Conseil départemental qui constitue le socle de base à promouvoir et consolider pour sécuriser le maintien à domicile des personnes âgées et personnes en situation de handicap.

Le second levier réside dans la **consolidation du rôle des SAVS – SAMSAH,** et dans la révision de leurs modalités d'intervention, au passage à un fonctionnement en file active (logique de parcours plutôt que de places), au questionnement régulier de la mesure d'accompagnement impliquant un passage de relais et un travail en réseau, à la réaffirmation du rôle de coordination des services, à l'affirmation d'une certaine forme de polyvalence des services.

Ces changements, actés dans le Règlement Départemental de l'Action Sociale (RDAS), donneront lieu à un travail avec ENEIS sur la construction d'un référentiel commun et une acculturation des services à cette nouvelle politique.

Enfin, le Département pourra mobiliser un troisième levier à savoir une **aide à l'expérimentation ou à la poursuite de projets innovants, en particulier le**

baluchonnage/relayage et les résidences vacances-répit à destination des aidants. Cette action s'inscrit dans le cadre de l'article 53 de la loi pour un Etat au service d'une société de confiance, qui permet *« l'expérimentation de prestations de « suppléance » de l'aidant à domicile, assurées par un professionnel sur une période de plusieurs jours consécutifs »*, c'est-à-dire du baluchonnage ou relayage proche du modèle québécois.

▶ Les actions à mener

- ✓ **Soutenir la structuration** des services d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD) et mettre en œuvre le nouveau schéma d'organisation
- ✓ **Consolider le rôle et le positionnement** des Services d'Accompagnement à la Vie Sociale (SAVS) et Services d'Accompagnement Médico-Social pour Adultes Handicapés (SAMSAH)
- ✓ **Poursuivre l'expérimentation SPASAD**
- ✓ **Former les personnels des SAAD** au handicap notamment via un plan formation soutenu par le Département

3. AMELIORER LES REPONSES APPORTEES AUX PERSONNES QUI NE PEUVENT TRAVAILLER A TEMPS PLEIN EN ETABLISSEMENT ET SERVICE D'AIDE PAR LE TRAVAIL (ESAT)

Cette priorité s'articulera sur la politique développée par l'Agence Régionale de Santé, compétente dans le champ des ESAT. En effet, un certain nombre de personnes en situation de handicap ne peuvent travailler à temps plein en milieu protégé : l'avancée en âge, mais également les troubles associés à certains handicaps, requièrent en effet pour certaines personnes un allègement du temps de travail en ESAT.

Depuis plusieurs années déjà, le Département de la Haute-Savoie a développé une offre en Section d'Accueil Transitoire pour Travailleurs Handicapés Vieillissants (SATTHAV) : cette formule permet d'accompagner à mi-temps des personnes en situation de handicap de plus de 45 ans, dont l'avancée en âge les contraint à travailler à temps partiel en ESAT.

La pertinence des accompagnements proposés par les SATTHAV est reconnue par l'ensemble des acteurs du territoire. Certains ajustements apparaissent toutefois nécessaires pour mieux prendre en compte le temps partiel « subi » en ESAT.

D'une part, si la prise en charge à mi-temps en SATTHAV et en ESAT est pertinente pour certains publics, elle s'avère peu adaptée pour d'autres, dont le temps de prise en charge en SATTHAV est trop ou au contraire insuffisamment important. Le Département souhaite donc rendre possible des temps de prise en charge individualisés en SATTHAV ce qui permettrait de raisonner davantage en file active.

D'autre part, l'offre en SATTHAV ne permet pas aujourd'hui de répondre aux besoins de personnes de moins de 45 ans, dont l'état de santé, notamment les troubles psychiques, nécessite une adaptation du temps de travail. Aussi, il s'agira dans le cadre du nouveau schéma de développer une formule permettant à des publics plus jeunes de travailler à temps partiel en ESAT, tout en bénéficiant parallèlement de l'intervention d'un accompagnement adapté.

▶ Les actions à mener

- ✓ **Requestionner les capacités des SATTHAV, notamment en assouplissant l'offre proposée par ces services** (individualisation du temps de prise en charge, la prise en charge à mi-temps n'étant pas adaptée à tous)
- ✓ **Mettre en place des réponses à destination d'un public plus jeune**, notamment des personnes souffrant de troubles psychiques avec une mission d'inclusion

4. Developper des formes diversifiees d'accueil et d'accompagnement, notamment sequentielles

Cette quatrième action vise à rendre plus effective la notion de « parcours résidentiel », en développant des solutions intermédiaires d'accueil et d'accompagnement entre le domicile et la vie en institution. Pour cela, le Département souhaite notamment agir sur les solutions dites séquentielles (accueil temporaire, accueil de jour, …) et encourager les interventions hors les murs.

Il s'agira d'une part de **soutenir les formes d'accompagnement assurées par les ESSMS la nuit**, telles que les gardes itinérantes de nuit opérées par les SSIAD ou les SAAD pour sécuriser les usagers sans présence permanente, ou encore les accueils de nuit en établissement que le Département souhaite soutenir (financièrement pour les établissements et pour les usagers), et encadrer juridiquement.

D'autre part, le Département souhaite **diversifier les formes flexibles d'accueil et d'accompagnement proposées sur le territoire**. Cette action se traduira par le renforcement des services d'accueil de jour pour les personnes en situation de handicap, l'optimisation de l'hébergement temporaire, et également par le développement des accueils de jours itinérants pour les personnes âgées et en situation de handicap. La construction des réponses en la matière permettra ainsi de développer les points d'appui en établissement ou service médico-social sur le territoire pour faciliter le maintien à domicile des personnes en perte d'autonomie, notamment en soulageant les aidants.

Enfin, ce schéma s'attachera à **développer les équipes mobiles**, en particulier pour soutenir les équipes en ESSMS et en milieu scolaire (ULIS collège), ainsi que pour organiser la coordination des différents acteurs lors des « passages critiques ». Cet axe du nouveau schéma traduit également la volonté du Département de considérer les équipes mobiles comme des ressources en mesure d'intervenir de manière ponctuelle auprès d'une personne à domicile ou en ESMS au regard d'une expertise particulière, comme c'est le cas des équipes mobiles en psychiatrie ou des équipes mobiles de soins palliatifs extrahospitalières. Notamment, plusieurs projets d'équipes mobiles dédiées à la problématique des PHV sont en réflexion sur le territoire.

▶ Les actions à mener

- ✓ **Soutenir les formes d'accompagnement assurées par les ESSMS la nuit** (accueil en établissement ou interventions de services au domicile la nuit)
- ✓ **Diversifier des formes flexibles d'accueil et d'accompagnement** : renforcer les services d'accueil de jour pour les personnes en situation de handicap, optimiser l'hébergement temporaire, développer des accueils de jours itinérants, accueil séquentiel…
- ✓ Continuer à **développer les équipes mobiles** sur l'ensemble du département à partir d'établissements « ressource » sur le territoire

5. DEVELOPPER L'HABITAT INCLUSIF

Les aspirations des personnes en situation de dépendance évoluent et ces dernières expriment davantage le souhait de vivre de manière autonome tout en bénéficiant d'un accompagnement social, médico-social et sanitaire. L'habitat inclusif peut répondre à ces aspirations en proposant des logements regroupés ou partagés avec une mutualisation, une coordination des services accompagnant les personnes et un projet collectif.

Le Département de la Haute-Savoie entend faciliter le **développement de formes d'habitat inclusif sur le territoire, en soutenant** (sur le plan de l'ingénierie et de l'appui au démarrage) **et encadrant les expérimentations en cours et à venir sous conditions**. Il s'agira de se référer à un cahier des charges qui permette à la fois de laisser les initiatives émerger en fonction des besoins sur le territoire et des partenariats en place, et de définir les modalités éventuelles de mise en commun d'accompagnement et de soutien. Le Département veillera notamment à la solidité des partenariats et à l'implantation des logements en centre bourg, ainsi qu'à l'existence d'une forme d'homogénéité des besoins des publics concernés par un projet d'habitat inclusif.

Le nouveau schéma prévoit par ailleurs une collaboration avec les EPCI pour l'adaptation de ce type d'offre de logements en direction des publics spécifiques.

▶ Les actions à mener

- ✓ **Soutenir et encadrer les expérimentations** en sécurisant le « retour en arrière », en exigeant des partenariats solides et une implantation en centre bourg, une forme d'homogénéité des besoins des publics, en définissant les modalités éventuelles de mise en commun de la Prestation de compensation du handicap (PCH) ou de l'Allocation personnalisée d'autonomie (APA)
- ✓ **Collaboration avec les EPCI pour l'adaptation de ce type d'offre de logements en direction des publics spécifiques**

AXE 3 : PARCOURS ET COOPERATION

La volonté d'éviter les ruptures dans le parcours des personnes âgées et des personnes en situation de handicap et les situations de non réponse à un besoin, a conduit le Département et l'ARS à déployer **des dispositifs de mise en réseau des acteurs**. L'amélioration et la multiplication des échanges entre les acteurs et les différents champs (médico-social, sanitaire et social) doivent ainsi faciliter la recherche de solution pour chaque situation.

C'est ainsi qu'ont été mis en place les filières gérontologiques. **Quatre filières couvrent à ce jour le territoire** : la filière Annecy-Genevois, Rumilly, la filière Alpes-Léman, la filière du Chablais et la filière du Pays du Mont-Blanc, articulées autour des centres hospitaliers de référence.

Le déploiement de la Méthode d'action pour l'intégration des services d'aide et de soins dans le champ de l'autonomie (MAIA) contribue également au décloisonnement des services et institutions dans le secteur des personnes âgées. Aujourd'hui un dispositif MAIA est actif dans chaque territoire des filières, à même échelle.

Le Département a également fait le choix de favoriser le travail en transversalité entre ses propres services, afin de proposer un parcours cohérent aux personnes âgées et aux personnes en situation de handicap.

Un travail a ainsi été engagé concernant les personnes en situation de handicap afin de mieux prendre en compte **les situations complexes avec la mise en place, en mars 2014, de la** commission des cas critiques, devenue **Commission Départementale de Veille** dans le cadre du dispositif d'orientation permanent.

Au final, **l'enjeu de renforcement de la fluidité des parcours invite à poursuivre les efforts de décloisonnement entre les secteurs sanitaire et médico-social, d'articulation entre le domicile et les établissements, et d'échanges entre les services de champs différents.**

Eléments clés

- ***4 filières gérontologiques actives et structurées autour des établissements hospitaliers*** *du territoire : Annecy-Genevois, Rumilly & Gex-Bellegarde (CHANGE), Alpes-Léman (CHAL), Chablais (Hôpitaux du Léman), Pays du Mont-Blanc (HPMB) dont la gouvernance et la feuille de route sont à actualiser*
- ***4 dispositifs MAIA*** *calés sur le périmètre des filières gérontologiques*
- *Une collaboration institutionnelle et de terrain au profit des personnes en situation de handicap à l'œuvre dans le cadre de la Réponse Accompagnée pour Tous, avec la mise en place de la commission des cas critiques en mars 2014 devenue* ***Commission Départementale de Veille****, qui regroupe notamment les acteurs départementaux du handicap, de la protection de l'enfance ou encore de l'Education Nationale en cours d'évolution conformément aux orientations données par la Réponse Accompagnée Pour Tous en déploiement sur le territoire*

LES CHIFFRES CLES :

4

Filières gérontologiques structurées autour des établissements hospitaliers

et 4 dispositifs MAIA à même échelle

18

Situations suivies
dans le cadre du Dispositif d'Orientation Permanent

Les orientations du nouveau schéma

La fluidité des parcours des personnes âgées et des personnes en situation de handicap doit pouvoir s'appuyer sur des méthodes de travail et des pratiques coordonnées entre acteurs. De nombreux espaces de coordination et de travail en commun ont permis de créer et consolider des liens entre les différents acteurs à l'échelle du département ou des territoires infra-départementaux. Le Département souhaite aller plus loin et encourager les rapprochements entre acteurs au profit d'une plus grande cohérence de l'offre et d'un parcours fluidifié pour l'usager.

Il s'agira notamment de **poursuivre le déploiement de la Réponse Accompagnée Pour Tous (RAPT)** en Haute-Savoie, qui incite dorénavant à raisonner davantage en termes de « réponses » qu'en termes de places et à développer les partenariats dans une logique d'accompagnement souple, diversifié et de proximité en accord avec les besoins des personnes en situation de handicap.

Le Département de Haute-Savoie ambitionne **également de dynamiser les coopérations au niveau local** pour renforcer leur impact sur les parcours des personnes âgées et des personnes en situation de handicap. Le nouveau schéma vise à ce titre à faire évoluer le fonctionnement et le périmètre des filières gérontologiques en partenariat avec l'ARS pour renforcer leur impact sur les parcours. Dans une perspective d'amélioration de l'accès aux droits, un travail sera également engagé pour améliorer le maillage territorial des acteurs locaux de l'autonomie autour de la notion de guichet intégré.

Enfin, le Département souhaite **favoriser la coopération entre ESSMS autour de la question des ressources humaines**, au regard des difficultés prégnantes sur le territoire en termes de recrutement et de fidélisation des acteurs médico-sociaux. Cette problématique commune à l'ensemble du territoire national est particulièrement exacerbée en Haute-Savoie de par la proximité avec la Suisse qui diminue l'attractivité des métiers en France et engendre un coût de la vie élevé pour les haut savoyards. Dans le cadre du schéma autonomie 2019-2023, le Département se positionne ainsi comme facilitateur et fédérateur d'initiatives partenariales sur le territoire pour encourager la coopération en réponse aux enjeux d'attractivité du secteur médico-social.

Les priorités retenues pour les années à venir

1. Poursuivre le deploiement de la Reponse Accompagnee Pour Tous en Haute-Savoie

Le nouveau schéma prévoit de **poursuivre le déploiement de la Réponse Accompagnée Pour Tous (RAPT)** sur le territoire haut-savoyard, dans une optique de promotion d'une offre diversifiée et adaptée aux besoins d'accompagnement des personnes en situation de handicap.

Il s'agira tout d'abord de **faire vivre le dispositif d'orientation permanent** mis en place dans le cadre de la RAPT sous le pilotage de la MDPH et de poursuivre la logique de construction de réponses pour les personnes sans solution. Cette logique sera facilitée par la dynamique de simplification des autorisations actuellement en cours.

Par ailleurs, le Département souhaite poursuivre le déploiement d'une réponse territorialisée et accompagnée pour tous notamment grâce à la **signature de contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens (CPOM) avec les ESSMS et/ou d'une convention partenariale entre les acteurs institutionnels.**

Enfin, le déploiement de manière homogène sur l'ensemble du territoire de cette logique d'accompagnement souple, diversifié et de proximité nécessite un **accompagnement au changement des pratiques et un soutien à la formation des acteurs** auxquels le Département entend répondre dans le cadre de ce nouveau schéma de l'autonomie.

▶ Les actions à mener

- ✓ **Faire vivre le dispositif d'orientation permanent**
- ✓ **Conclure une convention partenariale** entre acteurs institutionnels
- ✓ **Accompagner le changement des pratiques et la formation**
- ✓ **Inclure cette problématique dans les procédures et les Contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens** (CPOM) conclus avec les établissements et les services sociaux ou médico-sociaux.

2. DYNAMISER LES COOPERATIONS AU NIVEAU LOCAL POUR RENFORCER LEUR IMPACT SUR LES PARCOURS

Le nombre important d'acteurs dans les secteurs social, médico-social, et sanitaire autour de la personne âgée et en situation de handicap, rend aiguë la nécessité d'une plus grande coordination et coopération à l'échelle locale. Face à ces enjeux autour du partenariat entre les acteurs locaux, le **Département de Haute-Savoie souhaite dynamiser ces coopérations pour renforcer leur impact sur les parcours des publics en perte d'autonomie**.

A cet égard, un premier axe de travail consistera à **faire évoluer le fonctionnement et le périmètre des filières gérontologiques**. Les filières gérontologiques sont nées de la volonté du Département et l'Agence régionale de santé d'éviter les ruptures de parcours en déployant des dispositifs de mise en réseau des acteurs.

D'autre part, le Département ambitionne **d'améliorer le maillage territorial des acteurs locaux de l'autonomie autour de la notion de guichet intégré**, dans une perspective d'amélioration de l'accès aux droits. Il s'agit de fournir, à tout endroit du territoire, une réponse harmonisée et adaptée aux besoins des usagers, en les orientant vers les ressources adéquates par l'intégration de l'ensemble des guichets d'accueil et d'orientation du territoire. Une attention particulière doit être portée au maillage territorial de ces guichets afin d'assurer un accès à l'information à l'ensemble des haut-savoyards.

▶ Les actions à mener

- ✓ **Faire évoluer le fonctionnement des filières gérontologiques** en partenariat avec l'ARS pour renforcer leur impact sur les parcours et formaliser le Comité Stratégique Départemental
- ✓ **Améliorer le maillage territorial d**es acteurs locaux de l'autonomie autour de la notion de guichet intégré, dans une perspective d'amélioration de l'accès aux droits

3. FAVORISER LA COOPERATION AUTOUR DE LA QUESTION DES RESSOURCES HUMAINES EN SE POSITIONNANT COMME FACILITATEUR / FEDERATEUR

Le département haut-savoyard est soumis à de fortes tensions en raison de la difficulté à recruter et fidéliser du personnel qualifié dans les métiers de l'autonomie, d'autant plus sur les territoires à proximité de la Suisse. Les projections démographiques réalisées à horizon 2030 laissent entrevoir une accentuation de ce phénomène en raison d'une gérontocroissance et d'un vieillissement de la population.

En réponse à ces difficultés structurelles, le Département souhaite **favoriser la coopération de l'ensemble des acteurs autour de la question des ressources humaines** en se positionnant à la fois comme pilote stratégique dans l'instruction de problématiques communes à l'ensemble du département, et également en soutenant des initiatives locales.

Pour ce faire, **le nouveau schéma prévoit de structurer un groupe stratégique dédié aux Ressources Humaines** pour partager les réflexions et développer les réponses. Co-animé avec l'Agence Régionale de Santé, il a vocation à réunir les acteurs institutionnels investis sur cette problématique. Ce groupe aura notamment pour missions de piloter la coopération partenariale sur le sujet des ressources humaines, de nourrir le diagnostic des besoins et des problématiques rencontrées sur le territoire et de veiller au portage politique des chantiers engagés en matière de ressources humaines.

Le groupe stratégique pourra être amené à suivre et évaluer les projets actuellement en cours sur le territoire (réalisation d'un bilan de la Société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) comme forme atypique d'agence d'intérim pour le secteur médico-social, étude de l'impact et de l'efficience des Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ), initiative de soutien aux Validations des acquis de l'expérience (VAE) en EHPAD ...). Le groupe pourra s'appuyer pour conduire certaines actions spécifiques sur de jeunes professionnels (ou futurs professionnels) pour travailler sur l'attractivité du secteur et les conditions d'emploi recherchées par les jeunes en sortie d'étude du champ médico-social et sanitaire.

En outre, ce rôle de facilitateur / fédérateur du Département permettra d'organiser la rencontre d'acteurs intervenant dans divers secteurs concernés par ces difficultés d'attractivité des métiers du médico-social, notamment dans les champs de l'insertion, de la formation, du développement économique ou encore du sanitaire et social.

Le nouveau schéma entend également **poursuivre les travaux de promotion des métiers** et de mise en relation des demandeurs d'emploi avec les employeurs locaux. Dans cette même optique de modernisation de l'image du secteur, **l'organisation d'un évènement « grand format » sur les filières sera à promouvoir** avec une vigilance particulière sur la modernisation de l'image des métiers de l'autonomie, par la valorisation des nouvelles technologies ou encore la silver économie par exemple.

▶ Les actions à mener

- ✓ **Structurer** un groupe stratégique dédié aux Ressources Humaines et associant les principaux acteurs concernés
- ✓ **Poursuivre** les travaux de promotion des métiers notamment par l'organisation de temps forts type Grand Format
- ✓ **Accompagner l'investissement du champ de la Qualité de Vie au Travail** (QVT), levier de fidélisation du personnel, sur la base des travaux menés avec la CARSAT
- ✓ **Promouvoir et accompagner la qualification du personnel** (VAE, apprentissage, formation)

Annexes

ANNEXE 1 – AVIS DU CDCA

Conseil Départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie de la Haute-Savoie (CDCA)

Avis sur le schéma Départemental en faveur des personnes âgées et des personnes en situation de handicap

En vertu de l'article L149-1 du code de l'action sociale et des familles, le Conseil Départemental de Haute-Savoie a consulté pour avis le Conseil Départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie.

Le présent avis est rédigé par le bureau du CDCA, conformément au mandat reçu lors de la séance plénière du 12 avril 2019. Cet avis s'appuie sur les échanges intervenus lors de cette séance plénière ainsi que sur les travaux préparatoires auxquels le bureau du CDCA a été associé par le Conseil Départemental.

En premier lieu, sur la forme et la méthodologie, le CDCA tient à saluer la concertation permanente réalisée par le conseil départemental, notamment à travers la semaine de concertation du mois d'octobre 2018 ayant permis de construire collectivement les bases du futur schéma. Le CDCA souligne également la disponibilité des services de la collectivité territoriale pour permettre au bureau de remplir son rôle de manière réelle.

Sur le fond, le schéma départemental prévoit trois orientations :

- faire de la prévention un outil au service de la continuité des parcours des personnes âgées et des personnes handicapées
- repenser l'offre d'accompagnement existante et compléter la palette de réponses à destination des personnes âgées et des personnes handicapées
- structurer les coopérations des acteurs, au profit d'une plus grande cohérence de l'offre et d'un parcours fluidifié pour les usagers

Le CDCA ne peut qu'approuver ces grands axes qui correspondent aux constats que l'ensemble de l'instance partage.

Plus en détail, le CDCA approuve l'ensemble des actions structurantes prévues au sein du schéma départemental. Ces actions permettent d'envisager aussi bien l'innovation, que le développement de l'offre en passant par la prévention.
Le CDCA approuve très particulièrement la mention des problématiques des ressources humaines dans le schéma et remercie le conseil départemental d'avoir intégré cette dimension peu habituelle au sein de sa politique.

Néanmoins, le CDCA souhaite souligner plusieurs points de vigilance :

Concernant la prévention, le CDCA souhaite que les actions conduites dans le cadre du schéma soient largement diffusées et transversales aux secteurs personnes âgées et personnes handicapées afin de permettre à chaque acteur concerné de s'en emparer et faciliter ainsi la structuration et le partage des bonnes pratiques.

Le CDCA souhaite également que les problématiques d'accès aux soins (y compris accessibilité physique) soient prises en compte, sans compter uniquement sur la télémédecine compte tenu des insuffisances technologiques actuelles.

Le CDCA formule le souhait que le département soutienne les réflexions relatives au statut des aidants et que les actions en faveur du répit des aidants, notamment les aidants vieillissants, soient concrétisées et coordonnées.

Concernant l'innovation et l'adaptation de l'offre, le CDCA, si il approuve les orientations, s'inquiète de la capacité financière du département, et de l'Etat lors d'actions conjointes, à financer l'indispensable développement de l'offre en réponse à la hausse démographique constante. A ce titre, le CDCA ne peut qu'encourager la collectivité territoriale à poursuivre dans l'avenir ses choix forts au bénéfice de la solidarité pour les plus fragiles, même si le contexte budgétaire actuel pourrait amener à une stagnation des dépenses sociales.

Le CDCA appelle à la vigilance du département sur la nécessité d'apporter rapidement des réponses de nuit pour l'accompagnement à domicile.

Concernant les équipes mobiles, le CDCA en souligne l'intérêt mais souhaite que l'ensemble des dispositifs mobiles existants soient complémentaires et rendus visibles par une plus grande communication.

Concernant les parcours et les coopérations, le CDCA, tout en saluant l'intégration d'actions « ressources humaines » au sein du schéma, s'alarme des difficultés de recrutement et d'attractivité du secteur médico-social et alerte sur le fait que dans un contexte local de logement onéreux, la faible rémunération des métiers de l'accompagnement reste un frein majeur à l'atteinte des objectifs du schéma départemental. Le CDCA encourage l'ensemble des acteurs concernés à se mobiliser collectivement pour soutenir les démarches qui seront initiées dans le cadre du schéma.

Plus globalement, le CDCA souhaite attirer l'attention du département sur la nécessite de maintenir sa vigilance sur l'ensemble des politiques publiques qu'il formule ou auxquelles il est associé, afin que la politique en faveur des personnes âgées et des personnes handicapées ne se limite pas aux actions spécifiques de l'autonomie mais qu'elle imprègne l'ensemble des politiques publiques.

A ce titre, le CDCA rappelle son attachement à des politiques d'accessibilité pour les plus vulnérables, que ce soit dans les services publics, le logement ou les transports et souhaite que le département puisse s'en saisir rapidement et pleinement, et coordonne les divers acteurs publics concernés.

Le CDCA attire également l'attention du département, ainsi que de l'Agence Régionale de Santé, sur la nécessaire coordination des politiques publiques avec l'ensemble des partenaires concernés.

Le CDCA souhaite être associé à la mise en œuvre du schéma, notamment pour prioriser les actions qui en découleront.

En conclusion, au vu des éléments mis à sa disposition et de leur analyse, le CDCA formule un avis favorable sur le schéma Départemental en faveur des personnes âgées et des personnes en situation de handicap et souhaite que le Conseil Départemental tienne compte des points de vigilance qu'il formule.

Fait à Annecy, le 20 avril,
Pour le CDCA,

Guy GRANGER
Vice Président
Formation « Personnes âgées »

Anne-Marie DEVILLE
Vice Présidente
Formation « Personnes handicapées »

ANNEXE 2 - BILAN DETAILLE DES PRECEDENTS SCHEMAS

1. « BIEN VIEILLIR EN HAUTE-SAVOIE » 2013-2017

→ Orientation n°1 : Renforcer la prévention et le maintien du lien social

Action n°1 – Faire changer notre regard sur la vieillesse et nous préparer pour mieux choisir

Des réalisations concrètes à travers la participation à des Conférences, des Forums Seniors , des manifestations organisées à l'occasion de la semaine bleue, actions autour de la culture et la gérontologie permettant d'informer et sensibiliser l'opinion sur la contribution des personnes âgées à la vie économique et sociale.

Action n°2 – Favoriser la prévention des chutes

La Plateforme de prévention des chutes, dispositif financé par l'ARS et animé par le CHANGE est un véritable levier d'action pour repérer, évaluer, coordonner et sensibiliser autour de ce risque.
La Conférence des financeurs permet également l'amélioration de l'accès aux aides techniques d'une part, et aux actions collectives de prévention dont la prévention des chutes, d'autre part.

Action n°3 – Faire connaitre et renforcer les initiatives de maintien du lien social

Cet axe rejoint plusieurs orientations de la loi ASV que le département met en œuvre concrètement sur le terrain à travers :

- L'évaluation globale de la situation de la personne par les équipes de travailleurs médico-sociaux
- Le travail mené sur les dossiers de Téléalarme non finalisés avec une vigilance accrue sur les situations de fragilité
- Les différentes communications du CODERPA auprès des personnes âgées
- La formation, l'information et la sensibilisation autour de la prévention du suicide
- La mobilisation de moyens via la Conférence des financeurs qui a vocation à financer des actions collectives de prévention en faveur du lien social et de lutte contre l'isolement.

Action n°4 - Promouvoir et diffuser les bonnes pratiques en matière de lutte contre la maltraitance

- Poursuite des travaux des filières gérontologiques autour de la diffusion d'une culture de bientraitance, par le biais de formations, sensibilisations, groupes de partage pluri professionnels (ex : au sein de l'Espace Ressources Maltraitance sur le bassin annécien).
- Travail de veille et d'observation du Comité Technique de Lutte contre la Maltraitance (CTLM).
- Réunion départementale d'information et d'échange avec les directeurs d'établissements .

→ Orientation n°2 : Sécuriser le maintien à domicile, souhait n°1 des personnes âgées

Action n°5 – Travailler aux évolutions du secteur de l'aide à domicile

- Signature d'une convention en 2017 avec engagement de la CNSA de soutenir au plan financier des actions entrant dans le cadre du Fonds d'Appui visant à accompagner les SAAD dans une démarche de restructuration et d'amélioration de leurs pratiques.
- Mise en place d'une politique de contractualisation (CPOM) avec les opérateurs

- Mise en place de tableaux de bord et d'indicateurs de pilotage communs à l'ensemble des gestionnaires.
- Journées de formation des SAAD sur des maquettes budgétaires renouvelées.
- Déploiement d'un audit qui permettra de définir un schéma d'organisation territoriale en termes de régulation de l'offre sur le territoire et de renforcement de la qualité du service rendu à l'usager (lancement en 2018)

Action n°6 – Favoriser l'adaptation du logement et innover avec l'utilisation des nouvelles technologies

Des réalisations concrètes en ce domaine à travers :

- Le renforcement de la compétence en ergothérapie dans les équipes du Département
- Organisation d'une Conférence « Vivre chez soi en toute sécurité » en 2017.
- Le projet Autonomie 2020 dont l'objectif est, sur la période 2016-2019, d'apporter des réponses innovantes et adaptées aux aînés pour favoriser leur maintien et leur qualité de vie à domicile, tout en développant et structurant le secteur des technologies au service des personnes âgées. On peut souligner 2 actions : l'expérimentation à domicile de matériels et systèmes innovants dans la prévention et la détection des chutes des personnes, et la mise en place d'un Living Lab servant de démonstrateur pour les professionnels, les personnes âgées et leurs familles au sein des locaux de l'USLD « La Tonnelle » à Seynod.
- L'amélioration de l'accès aux aides techniques via la Conférence des financeurs.

Action n°7 – Développer des dispositifs de prise en charge de nuit

Ouverture en 2017 d'un accueil de nuit au sein de l'EHPAD du Grand Chêne sur le bassin annécien. Il prend en charge, deux nuits par semaine, de 18h00 à 9h00, des personnes vivant à domicile et atteintes de la maladie d'Alzheimer ou maladies apparentées.
Expérience du baluchonnage avec l'association Bulle d'Air.

Action n°8 – Prendre en compte et prévenir la précarité chez les personnes âgées

Cet axe se concrétise à travers :

- La revalorisation de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) à domicile en 2016
- Un réexamen des dossiers d'APA dont les plans d'aide dépassent un seuil fixé par la loi en 2016
- La simplification du dossier de demande d'aide sociale et du formulaire d'aide à domicile en 2016
- Un travail mené en lien avec les établissements autour des démarches administratives à effectuer par la personne et son entourage lors d'une entrée en EHPAD
- L'évaluation globale de la situation de la personne par les équipes de travailleurs médico-sociaux

Action n°9 – Sécuriser davantage le maintien à domicile des personnes handicapées vieillissantes

- Identifier et accompagner les situations de fragilité : Convention avec l'AAPEI sur la conduite d'une étude épidémiologique du vieillissement des personnes en situation de handicap, en lien avec le CHANGE. L'objectif étant l'élaboration d'une stratégie de prévention et la rédaction d'un guide.
- Renforcer le lien entre les SAAD et les associations du handicap :
    - Signature d'une Convention entre l'Epanou et les SAD du territoire annécien.
    - Labellisation Cap' Handéo d'ADAPH Services
- Développer l'accès à de nouvelles formules de prise en charge :
    - Projets au sein de résidences autonomie d'unités dédiées pour l'accueil de personnes handicapées vieillissantes.

→ Orientation n°3 : Reconnaitre le rôle des familles et soutenir les aidants naturels

Action n° 10 – Améliorer le repérage des aidants et leur mise en lien

- Organisation de groupes d'aide aux aidants sur les territoires ou de rencontres dédiées aux aidants, bus facilitant le transport.
- Formation proposée par l'association Alzheimer Haute-Savoie aux aidants familiaux.
- Inclusion d'un volet « besoin des aidants » sur le support d'évaluation des travailleurs médico-sociaux.
- Activation d'un « droit au répit » pour le proche aidant d'un bénéficiaire de l'APA (500 €)
- Mobilisation, en sus, d'un dispositif d'urgence en cas d'hospitalisation de l'aidant (1000€).
- Elaboration d'un guide d'information pour les aidants de personnes âgées.

Action n° 11 et 12 - Optimiser les solutions d'accompagnement et de répit destinées aux aidants et Diversifier les solutions d'accompagnement et de répit destinées aux aidants

- Une meilleure répartition des places d'accueil de jour a été opérée en 2015.
- Création d'une Plateforme de répit et d'accompagnement gérée par le CIAS d'Annecy .
- Ouverture en 2017 d'un accueil de jour itinérant couvrant les secteurs de Cluses, Magland, Taninges.
- Ouverture d'un dispositif de répit porté sur le secteur de Megève par l'association Mont-Blanc Oxygène en février 2018.

→ Orientation n°4 : Diversifier l'offre d'hébergement

Action n° 13 - Optimiser la qualité de l'offre d'hébergement existante

- Redéploiement de lits d'hébergement au niveau régional en 2015 : 30 nouvelles places en EHPAD en 2016.
- Ouverture de trois établissements reconstruits sur un nouveau site :
  - En 2016, l'EHPAD de Chamonix avec une extension de 15 lits et l'EHPAD la Résidence Heureuse (Annecy) assorti d'une extension de 36 lits en 2016.
  - En 2017, l'EHPAD « Andrevetan » reconstruit sur un nouveau site à La roche-sur-Foron avec une extension de 30 places.
- Opérations de restructurations d'EHPAD via la mobilisation du Plan d'Aide à l'Investissement ayant permis de financer des travaux d'humanisation dans les EHPAD
- Mobilisation d'aides financières via la CARSAT pour les travaux au sein de résidences autonomie ou de SAAD.
- Utilisation des nouvelles technologies en établissement (chariots de ménage connectés, tablettes de soins, système anti-errance, détection des levers, détection des chutes).

Action n° 14 et 15 - Enrichir la palette de l'offre d'hébergement entre le domicile et l'EHPAD et Optimiser la mobilisation de l'offre séquentielle de prise en charge

- Mise en place de 6 places d'Hébergement temporaire de crise (HTC) au sein d'EHPAD : alternative à l'hospitalisation de la personne âgée dépendante à domicile dont l'aidant ou l'environnement est défaillant de manière brutale.

- Expérimentation, au sein d'une résidence autonomie, sur le secteur du Chablais, d'une place d'Hébergement temporaire de crise en lien avec la Direction de la prévention, le CCAS et les Hôpitaux Du Léman.
- En complément des places en hébergement permanent, 142 places dédiées à l'accueil de jour et 163 places en hébergement temporaire (dont 11 en résidence autonomie) concourent aux dispositifs d'aide aux aidants et de maintien à domicile.
- Création de 72 lits de résidences autonomie par appels à projets dont une :
    - sur la commune d'Amancy gérée par l'association Les AMARENTHES,
    - sur le bassin du Chablais (commune du Lyaud) gérée par l'association ODELIA,
    - un projet sur la filière Annecy-St Julien-Gex (publication de l'appel à projet en 2018)
- Un appel à projet d'accueil de jour itinérant infructueux en 2017, relancé en 2018, en lien avec l'ARS, à nouveau infructueux.
- Intervention d'équipes mobiles extrahospitalières qui se déplacent en EHPAD sur les quatre secteurs de la filière et au domicile sur le secteur d'Annecy et de la Haute Vallée de l'Arve.

Action n° 16 - Faciliter l'entrée des personnes handicapées vieillissantes dans les dispositifs pour personnes âgées

- Extension du dispositif « Unité Alouette » au sein de l'EHPAD la Bartavelle à hauteur de 5 places, portant ainsi sa capacité totale à 13 places en 2016.
- Des projets en cours, au sein de résidences autonomie sur les secteurs du bassin annécien, du bassin du Chablais et sur le Genevois

→ Orientation n°5 : Fédérer et coordonner tous les acteurs autour de la personne âgée

Action n° 17 - Mieux articuler les dispositifs et coordonner les acteurs

- Consolidation et approfondissement des travaux des filières gérontologiques auxquelles le Département participe activement, tant au sein des instances de pilotage que des différents groupes thématiques de travail.
- Travail d'accompagnement et de coordination des gestionnaires de cas dans le cadre du dispositif MAIA, dont l'objectif est d'éviter les ruptures de prise en charge et de fluidifier le parcours ville/hôpital. Couverture de chaque territoire par ce dispositif MAIA : Annecy en 2013, Chablais en 2014, territoire du CHAL en 2015, monté en en charge en 2016 sur le Chablais et filière Mont-Blanc en 2017.
- Des circuits qui se structurent : procédure commune, fiche de saisine renouvelée, guichet intégré, aide et accompagnement par les conseillères techniques des situations complexes.

Action n°18 - Renforcer l'information auprès du public et des professionnels

<u>En direction du public :</u>

- Un outil d'aide à l'orientation administrative travaillé en lien avec le Pôle de la Prévention et du développement Social pour faciliter l'orientation du public entre demande d'APA et demande auprès de la caisse de retraite.
- Des forums et groupes d'aides aux aidants organisés sur les secteurs.

- Améliorations apportées au site Age+74 pour rendre l'information plus lisible et visible.
- Travail autour d'un « Portail service seniors », avec, dans un premier temps, une évolution du dispositif de téléalarme permettant la dématérialisation des dossiers.

En direction des professionnels :

- La mise en place d'un référentiel sur le bassin annécien dédié à l'information et la coordination gérontologique.
- La tenue des Après-midi de la Gérontologie sur le Chablais en 2017.
- Des formations « Sensibilisation à l'information et à l'orientation gérontologique » organisées en partenariat avec le CNFPT, à destination des agents d'accueil des communes, CCAS, pôles médico-sociaux, ont débuté en 2017 sur le Chablais.

Action n° 19 et 20 - Faciliter les recrutements et l'accès aux formations et Renforcer l'attractivité des métiers

- Dans le cadre des filières gérontologiques : offre de formations ciblées pour les professionnels qui fédèrent autour d'une culture commune.
- Financement de VAE pour l'obtention du diplôme d'Aide-soignant en EHPAD.
- Participation des équipes territoriales au groupe de travail RH Gérontologie animé par la DIRECCTE depuis 4 ans.
- Renouvellement d'actions sur plusieurs années : matinée découverte des métiers de la gérontologue dans l'Albanais, sur le territoire du Genevois, invitation des EHPAD et SAAD sur des actions ciblées sur la problématique du personnel, organisation de zooms métiers et de rencontre réunissant les employeurs et les professionnels de la formation et de l'emploi.
- Renouvellement des pauses-café RH animées par un consultant externe sur les territoires du bassin annecien.
- Accueil de stagiaires et participation à des cursus de formations.
- Mise en place d'un GEIQ, activé côté handicap, essentiellement.

2. « SCHEMA DEPARTEMENTAL EN FAVEUR DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP » 2014-2018

→ Orientation n°1 : Promouvoir l'inclusion des personnes handicapées dans la vie « ordinaire »

Objectif 1 : Intégrer la problématique du handicap dans toutes les politiques départementales

Développer la connaissance mutuelle des dispositifs et missions de chaque direction :

- Développement de l'accessibilité : signature d'une Convention avec l'UDAPEI 74 qui s'engage à mener une campagne de sensibilisation relative à l'accessibilité des personnes en situation de handicap dans le département. Un poste de « conseiller en accessibilité » dédié pour :
    - mettre en œuvre les préconisations d'accessibilité pour les personnes handicapées déficientes intellectuelles,
    - apporter conseil et soutien aux associations pour l'amélioration globale des conditions d'accessibilité de ces personnes au sein de la société.
- Poursuite du processus de labellisation du bâtiment de la Direction Générale de l'Action Sociale S3A. Pour acter cette démarche, une charte d'engagement a été signée par le Département début 2017 avec plusieurs axes ciblés dont la formation du personnel d'accueil et la mise en œuvre des préconisations suite au rapport de visite du bâtiment.
- Organisation d'une Journée culture et handicap en 2016, en lien avec la Direction des Affaires Culturelles.
- Formalisation du partenariat avec le Réseau Empreintes 74 : mise en place d'un programme d'animations « Nature et handicap » mobilisant 8 établissements et services en 2017 et destiné à favoriser l'accès du public handicapé à la nature.
- La publication « Envies de montagne » : ce projet a réuni durant la période 2013-2015 des acteurs du médico-social et de l'éducation à l'environnement pour réfléchir et agir en faveur d'un meilleur accès des personnes en situation de handicap aux milieux naturels.
- Soutien à l'acquisition de matériels adaptés (tandem ski, joëlettes..).
- Travail sur les pratiques professionnelles : groupe de professionnels des Equipes Territorialisées du Handicap animé par les conseillères techniques pour réfléchir sur leurs missions.

Objectif 2 : Promouvoir et élargir la palette de l'offre accessible et adaptée

Améliorer la lisibilité de l'offre existante par des actions de recensement et de diffusion de l'information :

- Développement du site de la MDPH.
- Diffusion d'un "LIVRET D'ACCUEIL des personnes handicapées et de leurs familles en Haute-Savoie" par la MDPH.

Sensibiliser les associations (culture, sport, loisirs) de droit commun à l'accessibilité de leurs activités :

- **Développement de l'offre touristique et son accès : le site www.handitourisme.cg74.fr** permet de trouver les offres labellisées "tourisme et handicap", les offres adaptées, le matériel dédié à la pratique sportive, sa géolocalisation. L'objectif est de promouvoir et améliorer la lisibilité de l'offre existante.
- **Labellisation des établissements et lieux « Tourisme et Handicap** » : en Haute-Savoie et Savoie, une vingtaine d'hébergements sont labellisés, mais aussi des offices de tourisme, des centres de congrès et des musées.

Objectif 4 : Renforcer l'adaptation des logements

- **Elaboration d'une plaquette : « Bien vivre chez soi en toute sécurité » :** principalement à destination des séniors et à vocation préventive. La plaquette présente quelques petits « trucs et astuces », pièce par pièce, d'aménagements simples à réaliser. Elle invite les personnes à anticiper l'adaptation de leur logement, à simplifier leur quotidien. Il s'agit notamment de prévenir le risque de chutes et se donner la chance de vivre le plus longtemps possible chez soi.
- **Mise en place en 2013, par l'USH 74 (association des organismes de logement social), d'une bourse d'échange de logement social** : www.echangeonsnoslogements.fr.
- **Poursuites des partenariats et échanges d'informations via des réunions du groupe de travail.**
- Renouvellement de la **convention avec l'association SOLIHA (ex Act-Habitat)** qui permet un renforcement des relations partenariale avec la MDPH. SOLIHA intervient sur l'étude technique et la gestion administrative et financière des travaux.

Objectif 5 : Améliorer l'accès aux soins

Favoriser le décloisonnement sanitaire/médico-social

- **Autorisation en 2016 de l'équipe mobile ressource EPIcentre (épilepsie) gérée par l'ADIMC** : S'adresse aux adultes et enfants qui présentent une épilepsie sévère avec troubles associés, ainsi qu'aux accompagnants et aidants (famille, équipes, médecins). EPIcentre est une équipe pluridisciplinaire médicale, paramédicale et sociale et intervient dans tous les lieux de vie des personnes (en milieu ordinaire, à domicile en établissement).
- **Equipe mobile de médicalisation sur Thonon (U2M) :** via une extension de 5 places du FAM Le Moulin, permettant à la demande de l'équipe éducative de faire intervenir une équipe disposant de compétences médicale et paramédicale.
- **Equipe mobile de Rééducation, Réadaptation et réinsertion (EM3R 74) financée par l'ARS :** qui intervient à domicile ou en établissement et permet de favoriser le maintien à domicile des personnes en situation de handicap.
- **Accès des personnes handicapées (en établissements et à domicile) au dépistage du cancer et aux message de prévention:** dans le cadre d'une convention avec l'ARS, l'UDAPEI 74 porte le projet sur le département de la Haute-Savoie, sur 2016-2017.

Capitaliser les résultats des expérimentations menées en Haute-Savoie

Le Centre Hospitalier Annecy Genevois (CHANGE), en lien étroit avec les établissements médico-sociaux, les familles, l'ARS et le Département de la Haute-Savoie, ont mené une réflexion à partir de 2009 sur l'accès aux soins des enfants et adultes handicapés résidant en établissement ou à domicile. Deux dispositifs sur lesquels capitaliser :

- **Dispositif « HANDICONSULT »** s'adresse aux enfants et aux adultes lourdement handicapés en échec de soins en milieu ordinaire. Il concerne tous types de handicap. Il vise à faciliter cet accès aux soins et a pour mission de coordonner et d'organiser les prises en charge, d'assurer un accueil téléphonique, et de conseiller.
- En parallèle, le CHANGE a participé avec le conseil de l'ordre des chirurgiens-dentistes de Haute-Savoie, les chirurgiens-dentistes libéraux et les associations du handicap à la création de **l'association DENTDICAP 74**, qui vise à mettre en place des actions pour améliorer la santé bucco-dentaire des personnes en situation de handicap.

Objectif 6 : Accompagner le parcours professionnel des personnes handicapées

Promouvoir la valorisation des compétences des travailleurs handicapés

- Organisation de **rencontres d'Informations collectives emploi-formation par la MDPH 74** sur les territoires à destination des usagers. En 2017, 101 personnes ont participé à ces réunions sur tout le département.

Soutenir les entreprises du milieu ordinaire dans l'accueil de travailleurs handicapés

- **Renouvellement du partenariat avec le service public de l'emploi** : convention de partenariat entre la MDPH et les acteurs du service public de l'emploi : UT Direccte, Pôle Emploi, Cap Emploi, missions locales jeunes.
- Accès au portail informatique du **dossier unique du demandeur d'emploi**.

Assurer un accompagnement permettant le maintien dans l'emploi des travailleurs handicapés

- **Cellules de maintien dans l'emploi** et procédure d'urgence mise en place avec les médecins du travail.
- **Partenariat avec les centres de rééducation professionnelle (CRP)** permettant le reclassement des personnes en situation de handicap par la formation.
- Création d'un service innovant : le **Service d'Accueil de Jour Professionnel (SAJPro)** sur Cluses.
- Nouveau dispositif pour l'**employabilité à travers la Mise en situation professionnelle en ESAT** effective depuis 2017.
- Perspective de mise en place du **dispositif d'emploi accompagné** par l'association Messidor.
- Soutien technique aux dispositifs favorisant l'insertion professionnelle : type Atelier de Diagnostic Professionnel (ADP), Remobilis'Arve.
- **Semaine d'information sur la santé mentale dont la thématique 2017 est "santé mentale et travail"** : l'occasion d'échanger autour des pistes d'actions possibles pour favoriser le bien-être au travail, trouver des solutions aux obstacles à l'emploi pour les personnes souffrant de troubles psychiques.

→ Orientation n°2 : Réaménager et compléter l'offre d'accompagnement et d'accueil pour mieux prendre en compte l'évolution des besoins et des personnes handicapées et de leurs aidants

Objectif 1 : Améliorer la connaissance des besoins

Mise en place d'un Dispositif de suivi d'évaluation et d'analyse des besoins :

- Mise en place en janvier 2013 du codage des pathologies et des déficiences par la MDPH afin de bénéficier d'une approche de la population de la Haute-Savoie en terme de handicap présenté et donc de besoins.
- Dématérialisation des dossiers des usagers au sein de la MDPH.
- Suivi des listes d'attentes des établissements.

Objectif 2 : Faciliter le soutien à domicile

- Renforcement du **lien entre les SAAD et les associations du handicap** via la signature d'une Convention entre l'Epanou et les SAAD du territoire annécien.
- **Labellisation Cap' Handéo** d'ADAPH Services.

- **Services dédiés** à l'accompagnement des personnes en situation de handicap : CAP HANDI SERVICES et OVA permettant une **expertise sur les situations complexes**.
- Expérimentation de **deux SPASAD** sur le département.

Objectif 3 : Renforcer et diversifier les solutions de soutien et de répit proposées aux aidants

- **Renforcer l'information, le soutien et la formation des aidants** par une offre de formation dédiée (ex : L'autisme au quotidien - Ateliers de formation "Première PAGE" pour les parents et proches, d'un enfant porteur d'un Trouble Envahissant du Développement).
- Mise en place d'une **plateforme de répit et d'accompagnement aux aidants (PR2A 74)** qui propose des prestations d'information, écoute, conseil.
- Diversifier les solutions de répit en lien avec les orientations du schéma gérontologique :
    - **Extension du dispositif « Unité Alouette » au sein de l'EHPAD la Bartavelle** à hauteur de 5 places, portant ainsi sa capacité totale à 13 places en 2016.
    - **Des projets en cours, au sein de résidences autonomie** sur les secteurs du bassin annécien Chablais et sur le Genevois.

Objectif 4 : Diversifier les solutions d'habitat

- Projet expérimental de l'ARS pour personnes avec autisme.

Objectif 5 : Accompagner l'adaptation des structures « classiques » à l'évolution des besoins

- Temps partiel en ESAT : axe de travail qui sera développé dans le cadre du prochain Schéma.
- Développement de l'accueil séquentiel au sein des établissements.

Objectif 6 : Renforcer et compléter l'offre en établissement

- **Ouverture en 2017 d'un SAMSAH de 20 places pour adultes autistes** suite à l'appel à projet lancé en 2016.
- Deux **autres appels à projets** : pour la création de 30 places d'accueil permanent et 1 place d'accueil temporaire de foyer de vie pour adultes déficients intellectuels et 24 places d'appartements de soutien pour personnes handicapées vieillissantes.
- Transformation de places de foyers d'hébergement en foyer de vie.
- Des extensions non importantes au sein de structures existantes permettant de développer l'offre.
- Projet à compétence exclusive ARS : **dispositif innovant pour jeunes adultes avec autisme** ayant une aptitude au travail, avec un accompagnement limité à 18 mois.
- Redéploiement au niveau régional sur 2016/2018 par l'ARS de places dont places d'ITEP en Haute-Savoie.

Objectif 7 : Accompagner l'allongement de l'espérance de vie des personnes handicapées

Dans le cadre d'un groupe de travail composé de professionnels venant tant du champ du handicap que de la gérontologie, et du sanitaire, un **programme de recherche a été élaboré. Une Convention signée avec l'APEI vise à développer** :

- une **étude épidémiologique du vieillissement des personnes en situation de handicap**, pour mieux le connaître et ainsi mieux anticiper les besoins en accompagnement tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif. Le **territoire d'étude correspond à celui de la filière gérontologique Annecy - Rumilly - St Julien - Gex.** L'estimation porte à environ 800, le nombre

de personnes en situation de handicap de plus de 40 ans accueillies dans les établissements et services de ce territoire.

- **L'élaboration d'une stratégie de prévention primaire et secondaire** des conséquences néfastes de ce vieillissement et la rédaction d'un guide pour la généralisation et la diffusion d'un tel programme.

Développement de places dédiées :

- Projet PHV porté par le CIAS d'Annecy avec l'Epanou et l'ADIMC74 pour la RA La Villa Romaine
- Projet de dédier des places PHV sur la résidence autonomie de Douvaine.

→ Orientation n°3 : Favoriser la fluidité des parcours de vie des usagers et de leurs aidants

Objectif 1 : Mieux coordonner l'intervention des différents acteurs de l'accompagnement

- Suite à l'appel à candidature à l'automne 2016 en lien avec l'ARS en vue d'identifier les participants à **l'expérimentation des services polyvalents d'aide et de soins à domicile (SPASAD)** : mise en place de deux SPASAD en Haute-Savoie dont un sur la Vallée de l'Arve et un sur le bassin annécien.
- **Mise en place des Pôles de compétences et de prestations externalisées (PCPE)** dont l'objectif principal est d'éviter les ruptures de parcours en proposant une réponse souple et adaptée aux besoins, et ce dans une visée inclusive :
    - **Association PEP Savoie Mont Blanc :** à destination des enfants et adolescents en attente d'un SESSAD, ainsi que des familles et aidants des jeunes en situation de handicap suivis par l'association.
    - **Association Championnet** : destiné aux enfants et jeunes adultes de 0 à 25 ans, présentant des troubles de la conduite et du comportement, ainsi que les familles et aidants.
    - **Fondation OVE** : à destination des enfants et adolescents présentant des troubles de la conduite et du comportement et/ou une déficience intellectuelle.
    - **Association OVA France** : destiné aux enfants et adolescents présentant des troubles du spectre autistique.
- **Développement de Plateformes** sur les territoires de la Vallée de l'Arve, du bassin annécien et du Genevois : permettant un partage sur les problématiques et les outils.

Objectif 2 : Renforcer, accélérer et accompagner les mutualisations et coopérations entre les établissements et services médico-sociaux

Développement de la mutualisation et des coopérations entre établissements et services, via :

- La fusion d'associations
- Le transfert d'autorisations
- La formalisation de mandats de gestion au regard des difficultés rencontrées.
- La mutualisation entre établissements du champ du handicap et de la gérontologie en fonction des besoins.

Objectif 3 : Améliorer la gestion des situations complexes et des phases de transition

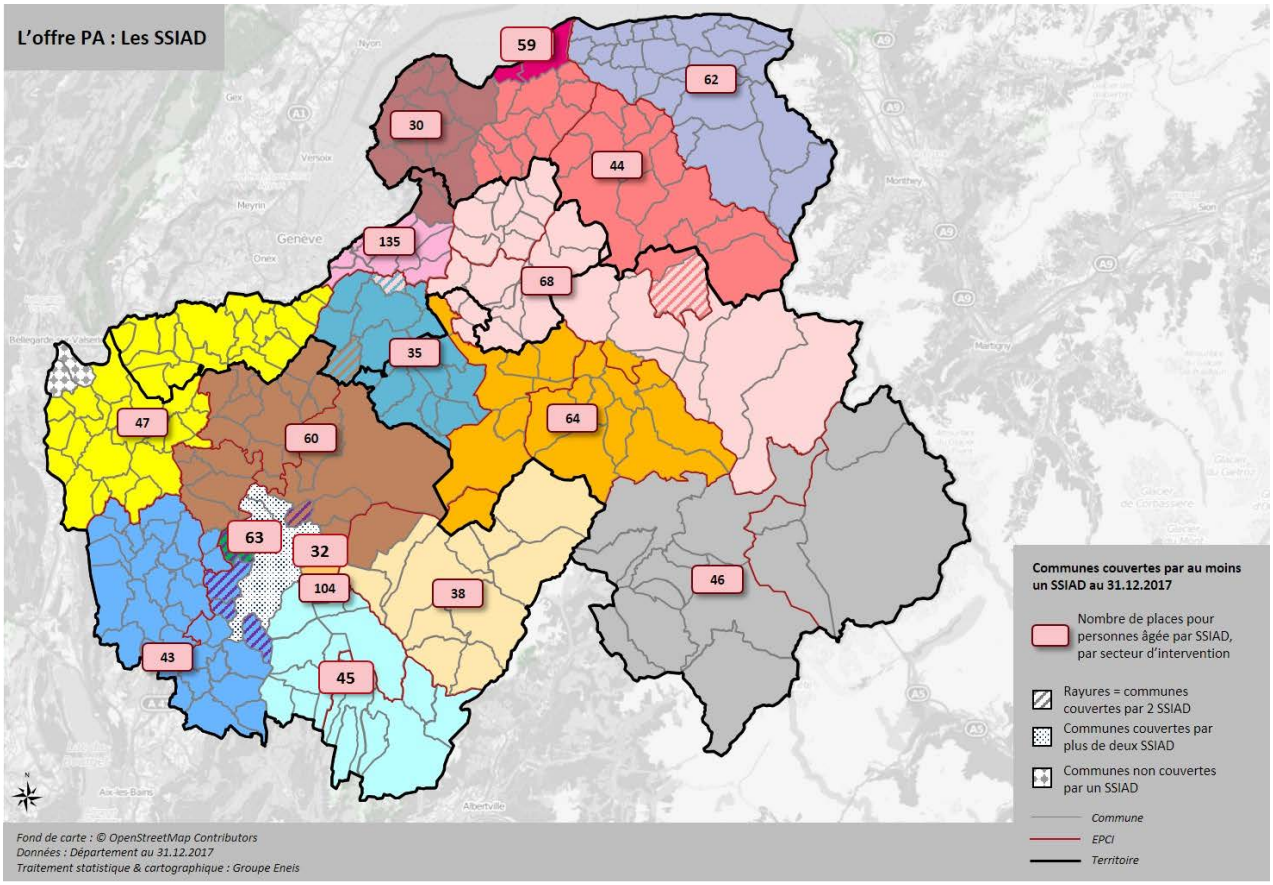
- En 2014 : mise en place de la Commission Départementale d'examen des cas critiques en lien avec l'ARS qui devient la cellule de veille départementale, dans le cadre du dispositif « réponse accompagnée pour tous ».
- En 2016 : mise en œuvre de la « Réponse accompagnée pour tous ».
- Déploiement du dispositif d'orientation permanent.
- Dans le cadre du dispositif d'orientation permanent, échanges lors de journées inter départementales organisées par l'ARS sur les circuits/procédures/outils entre ARS/MDPH/CD.
- Création de 3 places de SAMSAH « boucle courte » facilitant la transition entre la sortie de l'hôpital et/ou de SSR et l'admission en SAMSAH.

-

ANNEXE 3 - LE DIAGNOSTIC DU TERRITOIRE : FOCUS SUR L'OFFRE EN SERVICES ET ETABLISSEMENTS

1. L'offre en services de soins infirmiers à domicile (SSIAD) : une couverture globale du territoire

La Haute-Savoie **compte 975 places en services de soins infirmiers à domicile (SSIAD) pour personnes âgées en 2017** (960 places en 2013, soit +15 places). Le département dispose ainsi de 17,9 places en SSIAD (places PA et PH confondues) pour 1000 personnes âgées de 75 ans ou plus en 2017 (19,3 en Savoie et 20,5 en France métropolitaine[1]).



Si la concentration des places en SSIAD dans les zones urbaines (Annecy, Annemasse, ...) peut s'expliquer par leur poids démographique et leur accessibilité, on remarque une absence de services installés dans quelques communes.

En effet, les 17 SSIAD implantés en Haute-Savoie assurent une **couverture quasi-intégrale du territoire**, à l'exception des communes d'Eloise, Val de Chaise et Saint-Germain-sur-Rhône.

[1] Source : Département de Savoie

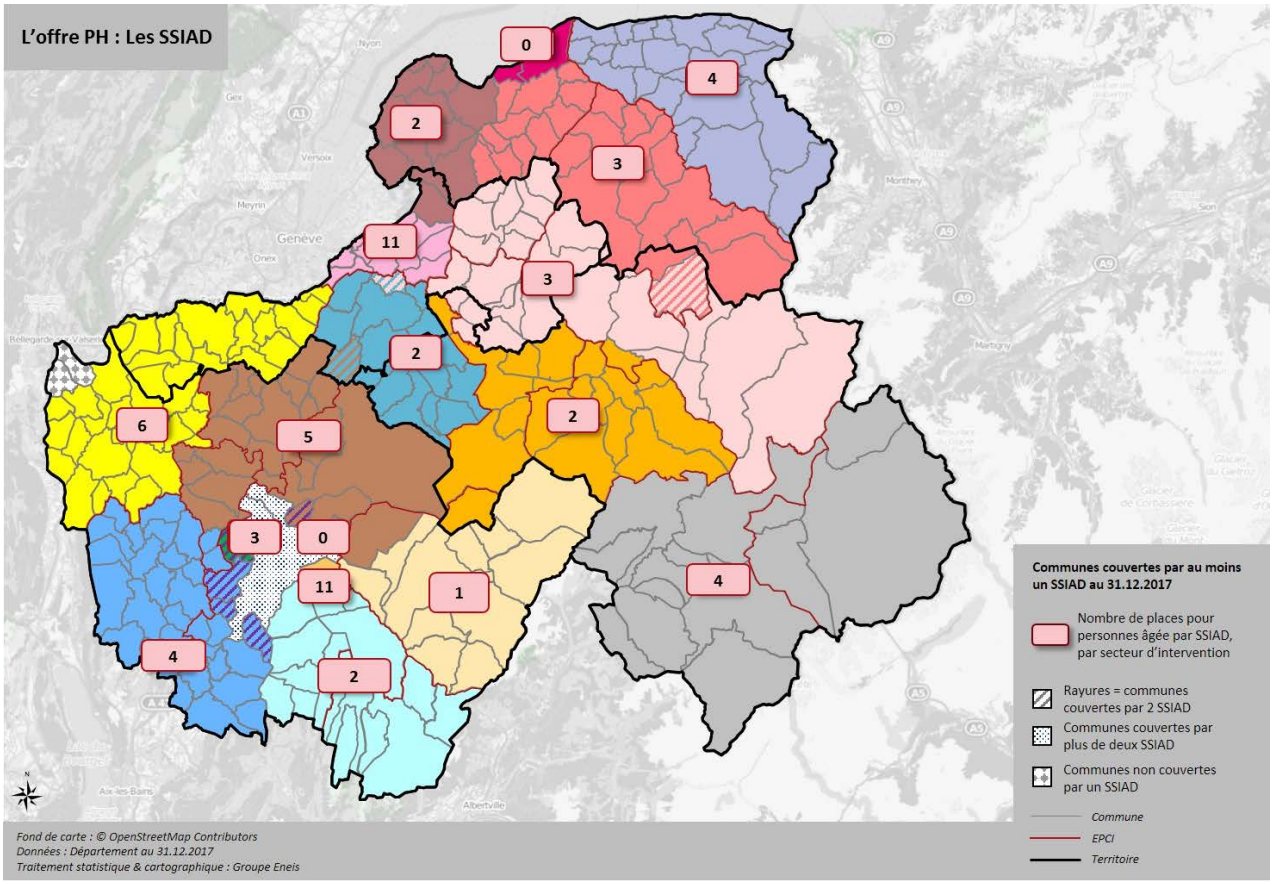
Ce constat soulève des **enjeux d'équité territoriale pour ces communes non couvertes mais également sur le niveau de service effectif des communes les plus difficiles d'accès** (rurales/montagnardes).

2. Peu de places de SSIAD réservées aux personnes en situation de handicap

La Haute-Savoie **compte 63 places en services de soins infirmiers à domicile (SSIAD) pour personnes en situation de handicap en 2017** (63 en 2013 également).

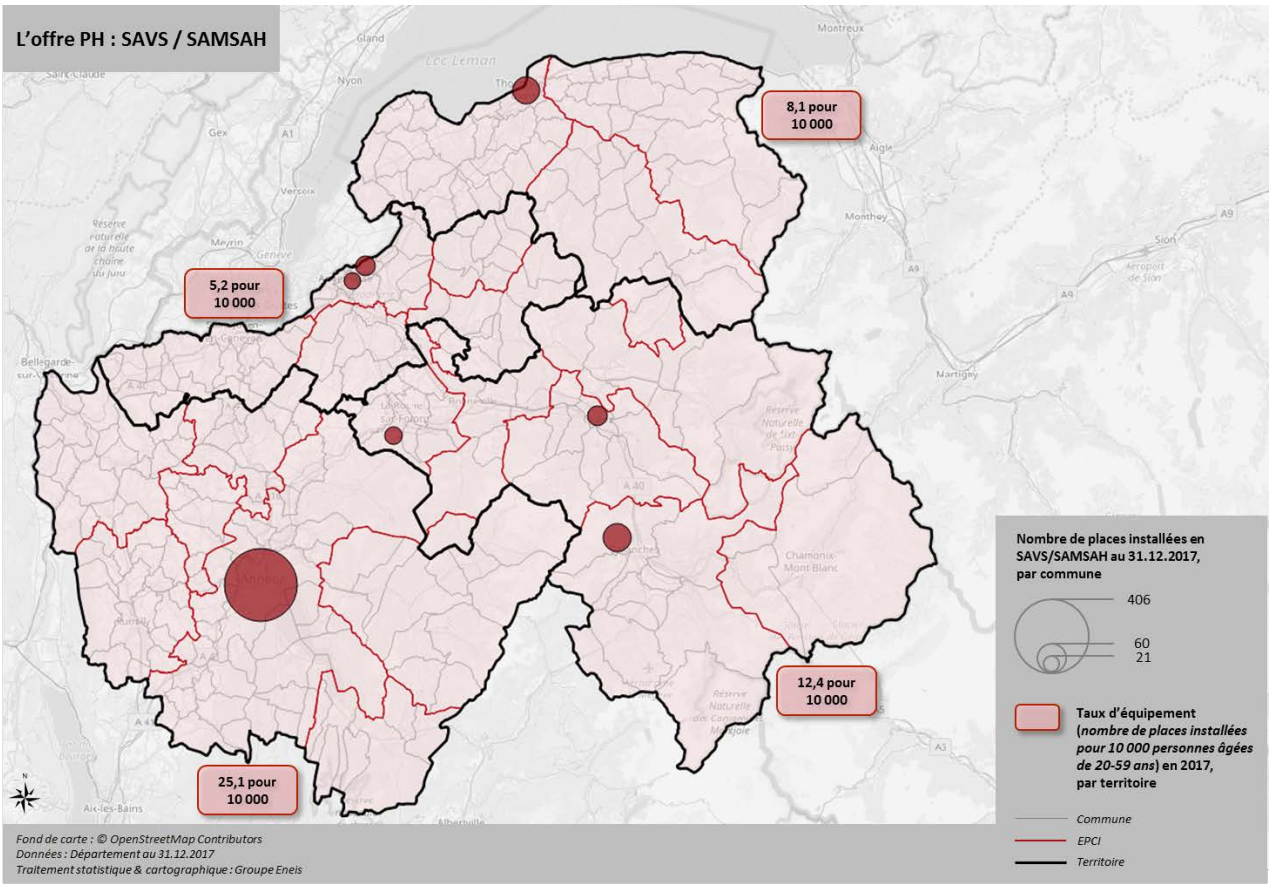
Si peu de communes sont non couvertes par un SSIAD, le nombre de places ouvertes est relativement limité voire inexistant pour ce public sur certaines zones (ex : Thonon-les-Bains).

A ce titre, 2 projets ont été retenus dans le cadre d'un appel à projet conjoint CD/ARS pour la création d'un SPASAD.



3. Une offre en SAVS et SAMSAH relativement développée sur le territoire

Au 31 décembre 2018, le département comptabilise **690 places de SAVS et SAMSAH** (662 en 2013, soit +28 places) soit une dotation supérieure à la moyenne nationale. Les services sont principalement installés dans le **Bassin annécien et sur le territoire d'Arve Faucigny Mont-Blanc**, qui comptent respectivement 25,1 et 12,4 places pour 10 000 personnes âgées de 20 à 59 ans en 2017 (14,3 en Isère et 13 en France métropolitaine).



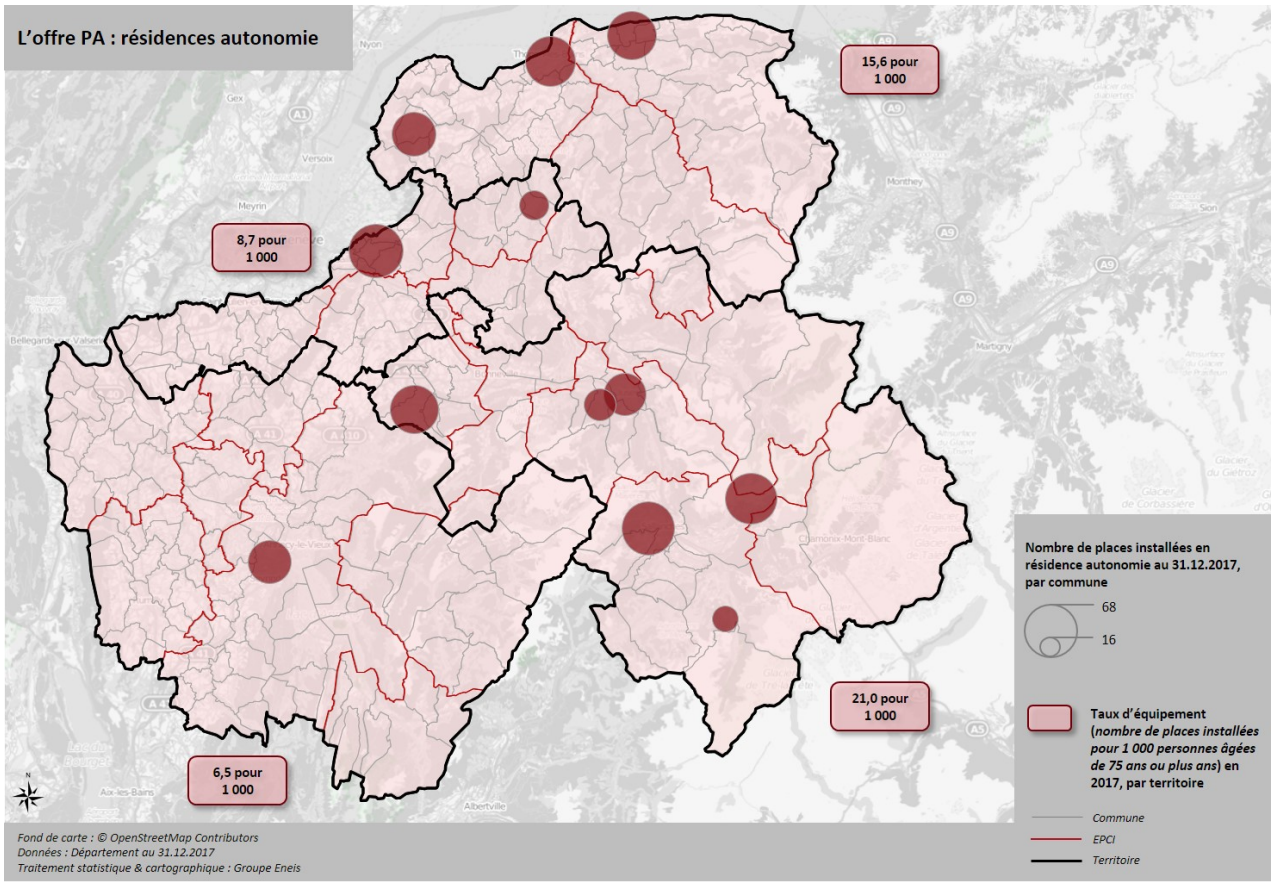
Nombre de places en SAVS/SAMSAH pour 10 000 personnes âgées de 20 à 59 ans en 2017	
Haute-Savoie	**16**
Isère*	14,3
France métropolitaine*	13

Cette **offre de services spécialisés à destination des personnes en situation de handicap est globalement centrée dans la CA du Grand Annecy** avec 39 places pour 10000 personnes de 20 à 59 ans.

Source : Département, 31/12/2018

4. Une dotation du département globalement faible en structures non médicalisées pour personnes âgées

Le département de la Haute-Savoie compte 675 places en résidences autonomie (665 en 2013, soit +10 places), soit 10 places pour 1 000 personnes âgées de 75 ans ou plus (19,6‰ en Savoie). Ces structures sont **réparties de manière très inégale** sur l'ensemble du département, soulevant des enjeux de répartition territoriale de cette offre à destination des seniors autonomes ou en début de perte d'autonomie.



En effet, on observe que le territoire d'Arve Faucigny Mont-Blanc dispose d'un taux d'équipement en RA **cinq fois supérieur** au Bassin annécien (21‰ contre 4‰), territoire qui est également plus faiblement doté en places d'EHPAD et USLD qu'en moyenne en Haute-Savoie.

Ces données soulèvent ainsi un **enjeu de rééquilibrage de l'offre en structures non médicalisées à l'échelle du département**. Toutefois, les seniors en milieu urbain peuvent plus facilement bénéficier d'un maintien à domicile accompagné compte tenu de la dotation en services et équipements sur des secteurs urbains.

Au regard de cette faible dotation en structures non médicalisées pour personnes âgées, 3 appels à projet ont été lancés pour des résidences autonomies de 24 lits chacune qui vont ouvrir à l'occasion du futur schéma autonomie.

	Nombre de places en résidences autonomie	Nombre de places en RA pour 1000 personnes âgées de 75 ans et plus
Chablais	161	15
Bassin annécien	160	6
Arve Faucigny Mont-Blanc	265	22
Genevois	89	9
Haute-Savoie	**675**	**12**

5. Des solutions intermédiaires entre domicile et établissement à destination des personnes âgées

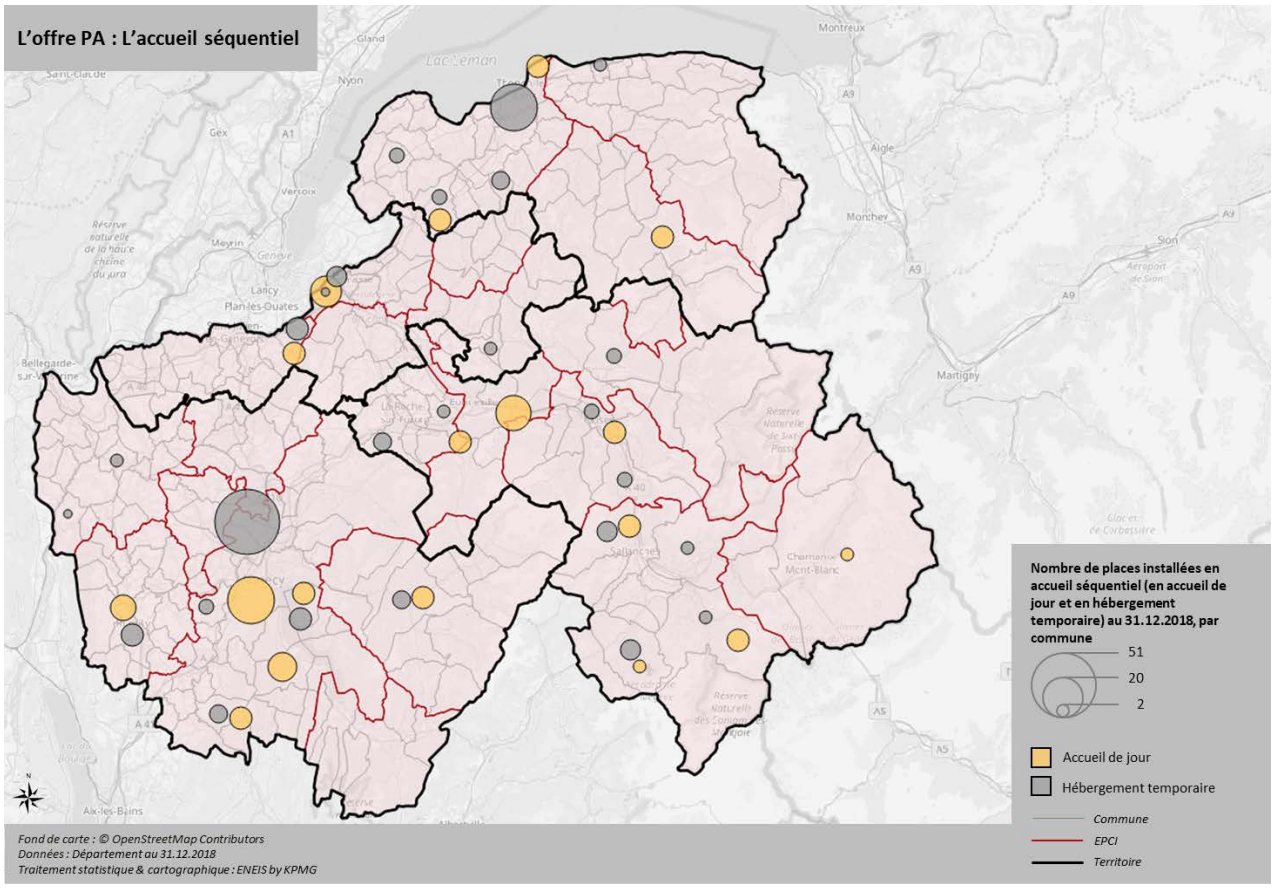
Le Département Haute-Savoie propose **des solutions d'accueil séquentiel au sein des EHPAD avec 159 places d'hébergement temporaire et 142 d'accueil de jour** (dont 111 places en accueil de jour rattachées aux EHPAD, 6 places en accueil de jour itinérant et 25 places en accueil de jour autonome) **en décembre 2018 réparties sur l'ensemble du territoire haut-savoyard**. Le département totalise ainsi 301 places d'accueil séquentiel dont 259 places dédiées en EHPAD (299 en 2013, incluant les places en résidence autonomie).

L'ensemble des territoires sont dotés de manière relativement équivalente en places d'accueil séquentiel, à l'exception du Genevois qui totalise 3,1 places pour 1000 personnes âgées de 75 ans et plus (5,2 pour 1000 à l'échelle départementale).

Cette offre en accueil séquentiel permet de répondre à un double enjeu : en premier lieu, elle favorise le **répit des aidants;** par ailleurs, elle peut éventuellement **soulager des personnes âgées à domicile** sur des temps précis pour rompre la solitude via des temps de sociabilité.

	Nombre de places en accueil séquentiel en EHPAD pour 1000 personnes âgées de 75 ans et plus*
Chablais	5.5
Bassin annécien	5.7
Arve Faucigny Mont-Blanc	5.7
Genevois	3.1
Haute-Savoie	5.2
Savoie**	3,8

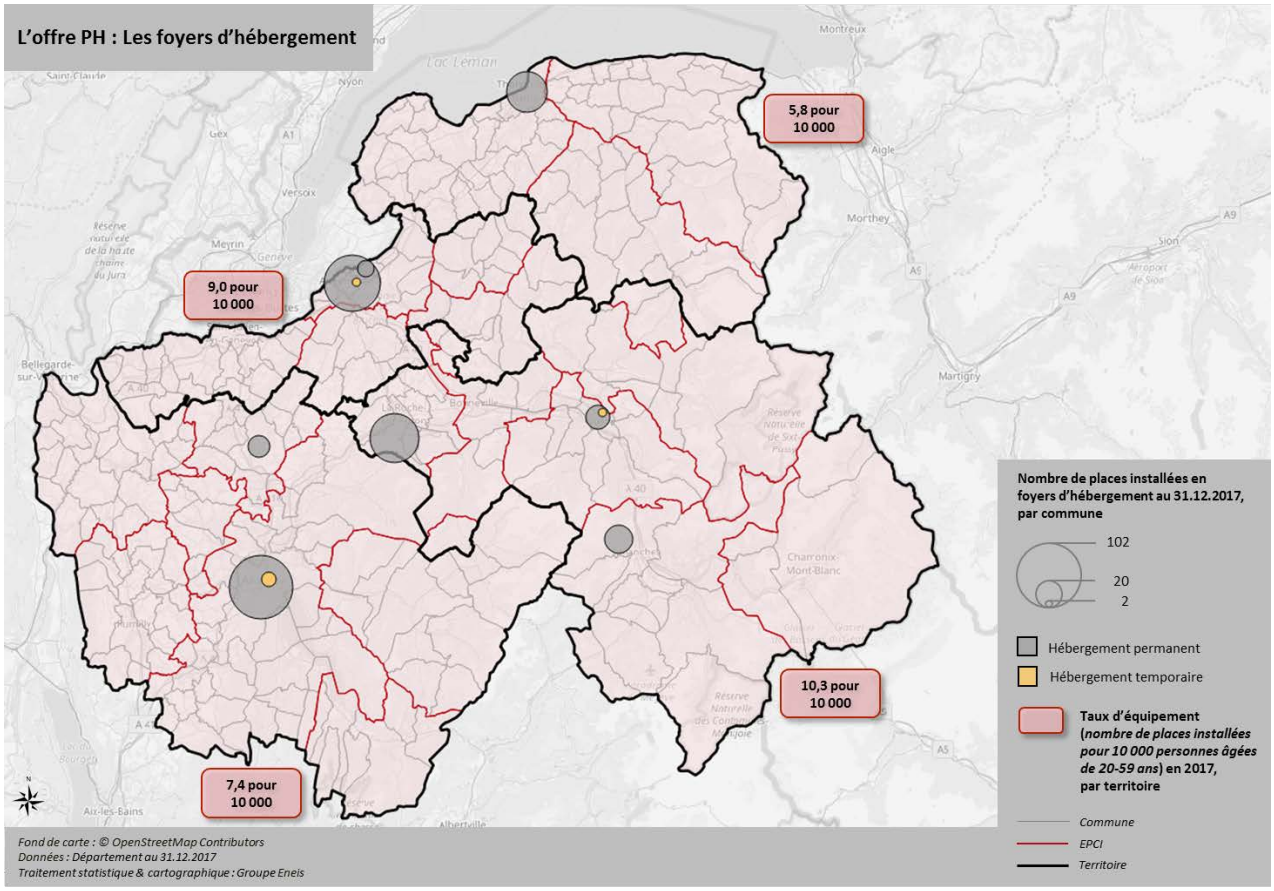
*Source : Département 74, 2018 *Inclut les places en hébergement temporaire et en accueil de jour ; **Données : Département de Savoie, 2016*



6. Un redéploiement de l'offre en foyers d'hébergement pour les travailleurs handicapés en cours

Au 31 décembre 2018, le département compte **345 places en foyer d'hébergement** (353 en 2013, soit -8 places), dont 338 places en hébergement permanent et 7 en hébergement temporaire, soit un ratio de **8,1 places pour 10 000** personnes âgées de 20 à 59 ans.

Plusieurs **opérations de redéploiement de cette offre** ont été menées ces dernières années, notamment la transformation de 10 places de foyer d'hébergement en places en foyer de vie afin d'optimiser les équipements et de répondre à l'évolution des besoins de la population.



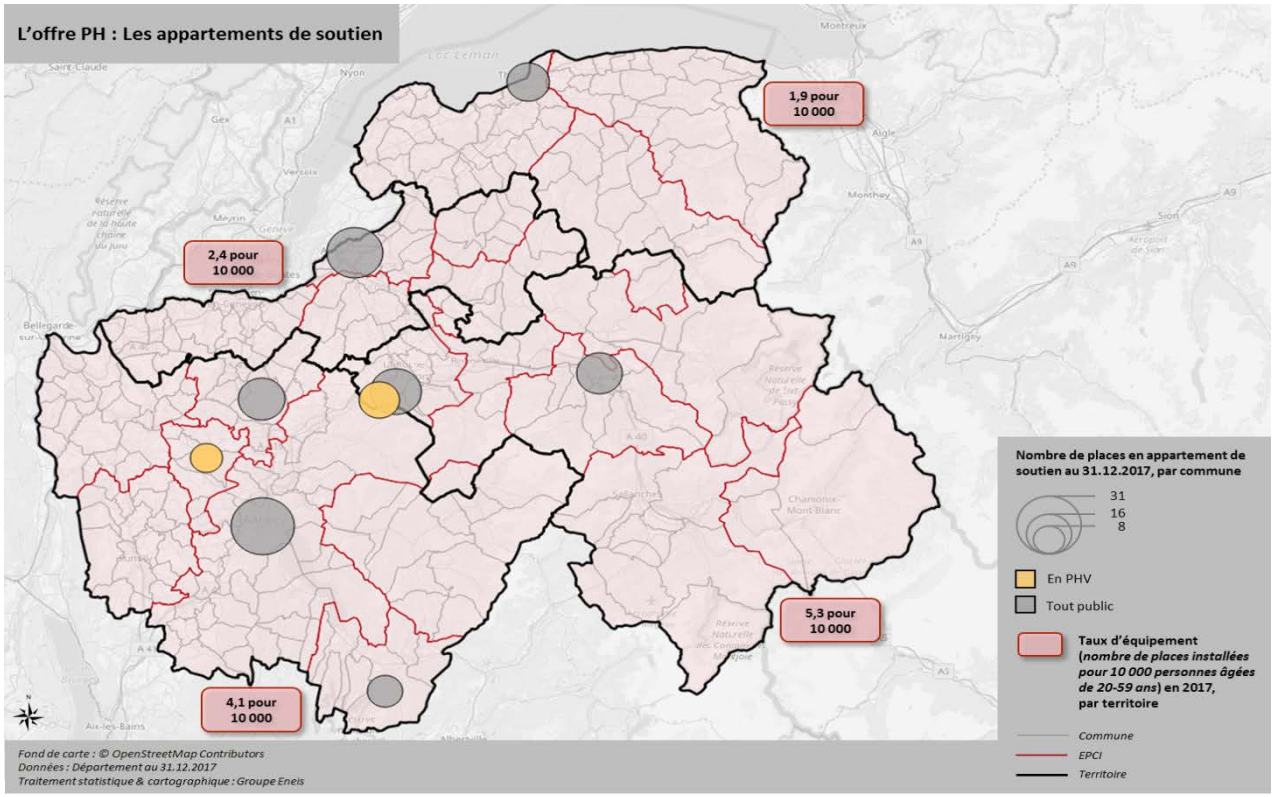
Nombre de places en foyers d'hébergement pour 10 000 personnes âgées de 20 à 59 ans en 2017	
Chablais	5,8
Bassin annécien	7,4
Arve Faucigny Mont-Blanc	10,3
Genevois	9,0
Haute-Savoie	**8,1**

Source : Département données au 31/12/2018

7. Une offre en appartements de soutien comme solution intermédiaire dans le champ du handicap

Au 31 décembre 2018, la Haute-Savoie totalise **155 places en appartement de soutien** (129 en 2013, soit +26 places) dont 21 à destination des personnes handicapées vieillissantes, soit un total de 3,6 places installées en appartement de soutien pour 10 000 personnes âgées de 20 à 59 ans en 2017. Cette offre spécifique à la Haute-Savoie est directement connectée aux foyers d'hébergement.

Cette offre intermédiaire à destination des personnes en situation de handicap est présente sur l'ensemble du département, en particulier sur le territoire d'Arve Faucigny Mont-Blanc (5,3 places pour 10000 personnes âgées de 20 à 59 ans en 2017**).**

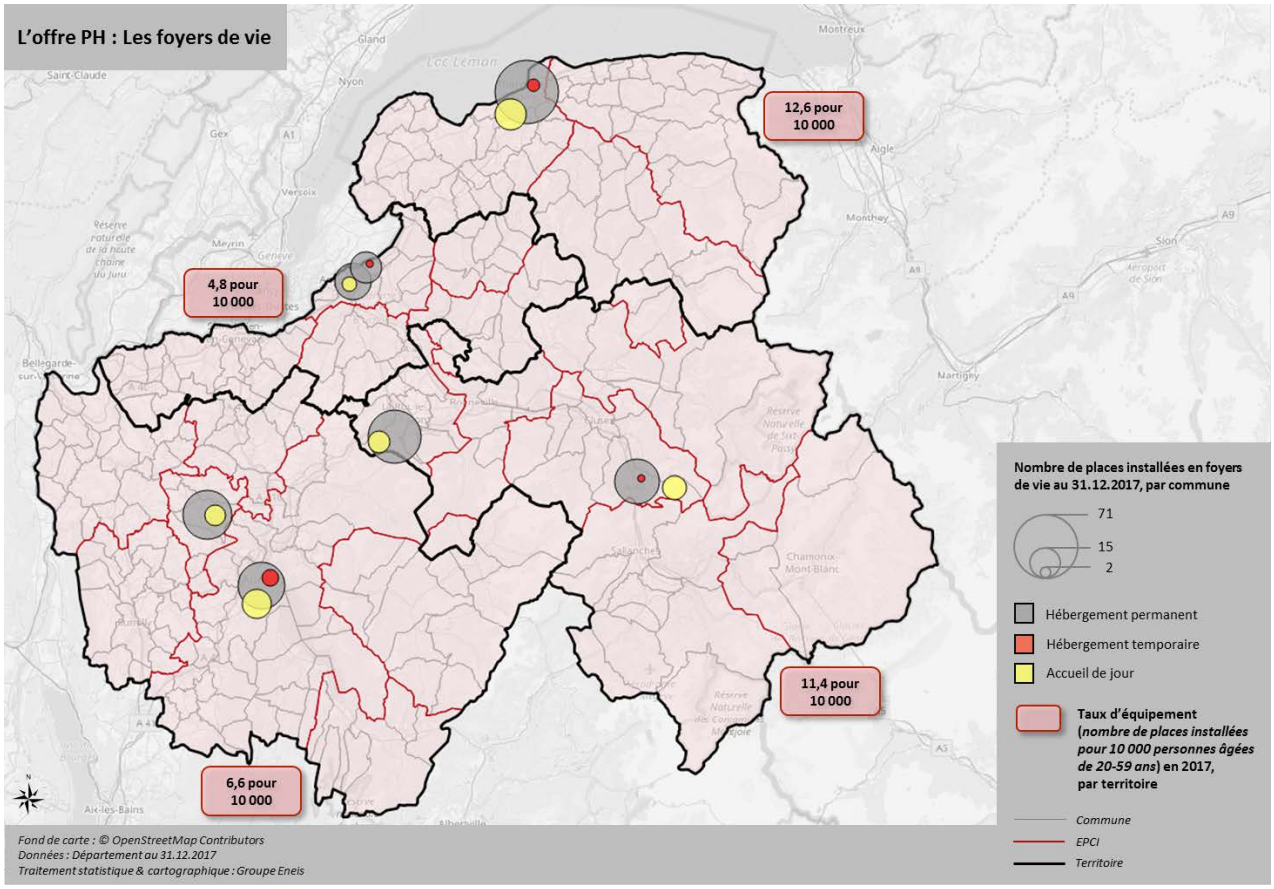


Nombre de places en appartement de soutien pour 10 000 personnes âgées de 20 à 59 ans en 2017 (tous publics)	
Chablais	1,9
Bassin annécien	4,1
Arve Faucigny Mont-Blanc	5,3
Genevois	2,4
Haute-Savoie	**3,6**

Source : Département 74 - Données au 31/12/2018

8. Une couverture de l'ensemble du territoire en foyers de vie malgré des taux d'équipement inégaux

Au 31 décembre 2018, la Haute-Savoie compte **359 places installées en foyers de vie** (266 en 2013) **soit 8,3 places pour 10 000 personnes de 20 à 59 ans** (8,3 en Isère également; 14,7 en France métropolitaine) soit **93 places de plus qu'en 2013**. Parmi ces 359 places, 316 sont en hébergement permanent, 8 en hébergement temporaire et 35 en accueil de jour. A noter que la capacité de places en hébergement permanent intègre 35 places d'accueil de jour, soit un total de 70 places d'accueil de jour. Un appel à projet pour la création de 30 places supplémentaires est en cours, dont une partie va ouvrir dès 2019.



On constate une bonne dotation en places en foyers de vie sur les territoires du Chablais (12,6 pour 10 000) et d'Arve Faucigny Mont-Blanc (11,4 pour 10 000).

Certains territoires tels que le Genevois comportent quant à eux peu de **solutions d'hébergement en foyer de vie** avec 4,8 places pour 10 000 personnes, soit deux fois moins que la moyenne départementale.

Nombre de places installées en foyers de vie pour 10 000 personnes âgées de 20 à 59 ans en 2017	
Chablais	12,6
Bassin annécien	6,6
Arve Faucigny Mont-Blanc	11,4
Genevois	4,8
Haute-Savoie	**8,3**

*Source : Département 74 ; *Données au 31/12/2018*

9. Une offre d'accueil en établissement médicalisé dense et concentrée à l'ouest du territoire

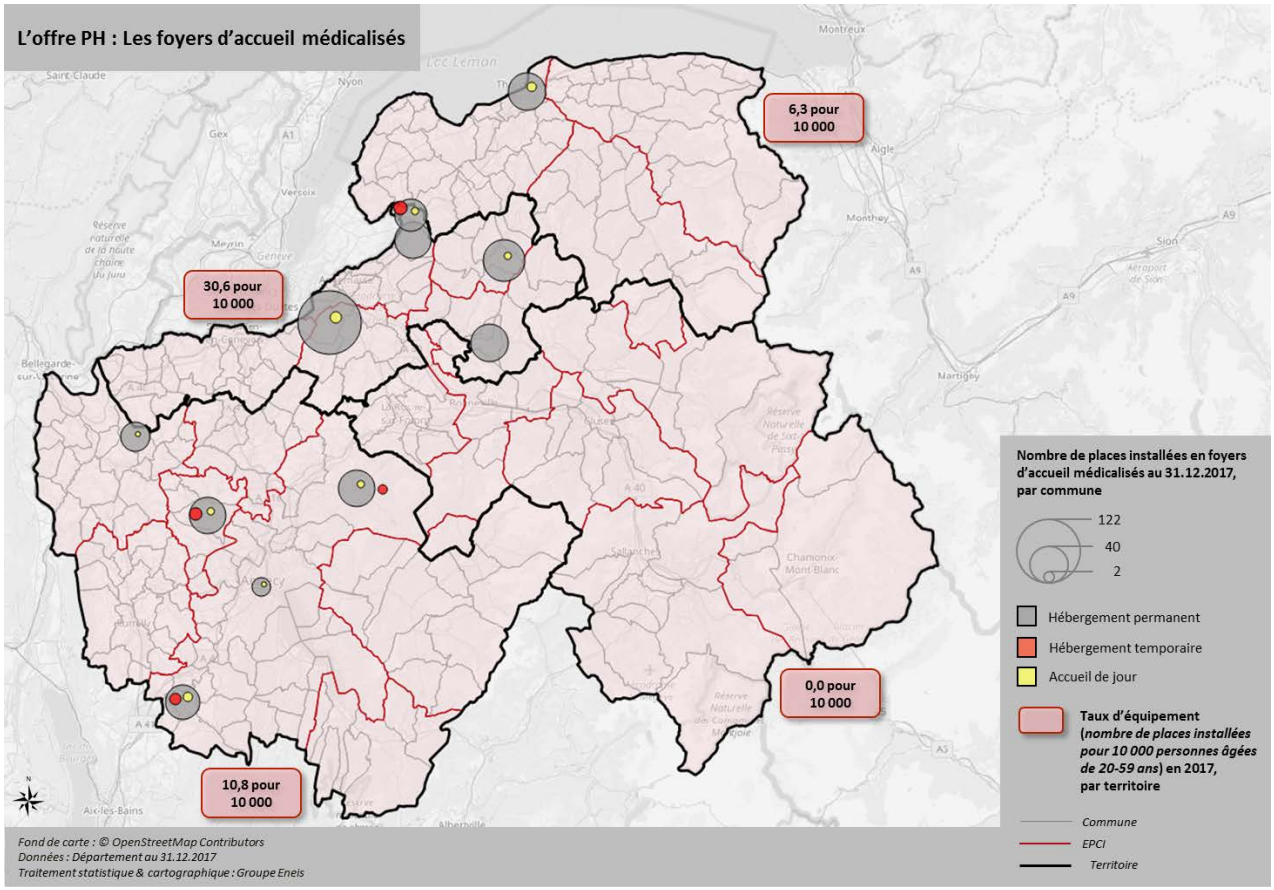
Au 31 décembre 2018, le département de la Haute-Savoie comptabilise **518 places installées en foyers d'accueil médicalisés (FAM),** dont 490 en hébergement permanent. La Haute-Savoie comptait 442 places en 2013, 76 places ont donc été créées lors du précédent schéma. Les foyers sont majoritairement localisés dans le Genevois qui totalise 58% des places installées du territoire.

Le territoire d'Arve Faucigny Mont-Blanc se distingue du reste du département par l'absence totale d'offre en FAM, soulevant des enjeux d'équité territoriale.

L'amélioration de la prise en charge du handicap psychique constitue également l'un des axes du Schéma Handicap 2014-2018. A ce titre, **32 places pour adultes souffrant de handicap psychique ont été créées en FAM**, dans le cadre de l'extension d'un établissement.

Nombre de places installées en FAM pour 10 000 personnes âgées de 20 à 59 ans en 2017	
Chablais	6,3
Bassin annécien	10,8
Arve Faucigny Mont-Blanc	0
Genevois	30,6
Haute-Savoie	**12,2**

*Source : Département ; *Données au 31/12/2018*

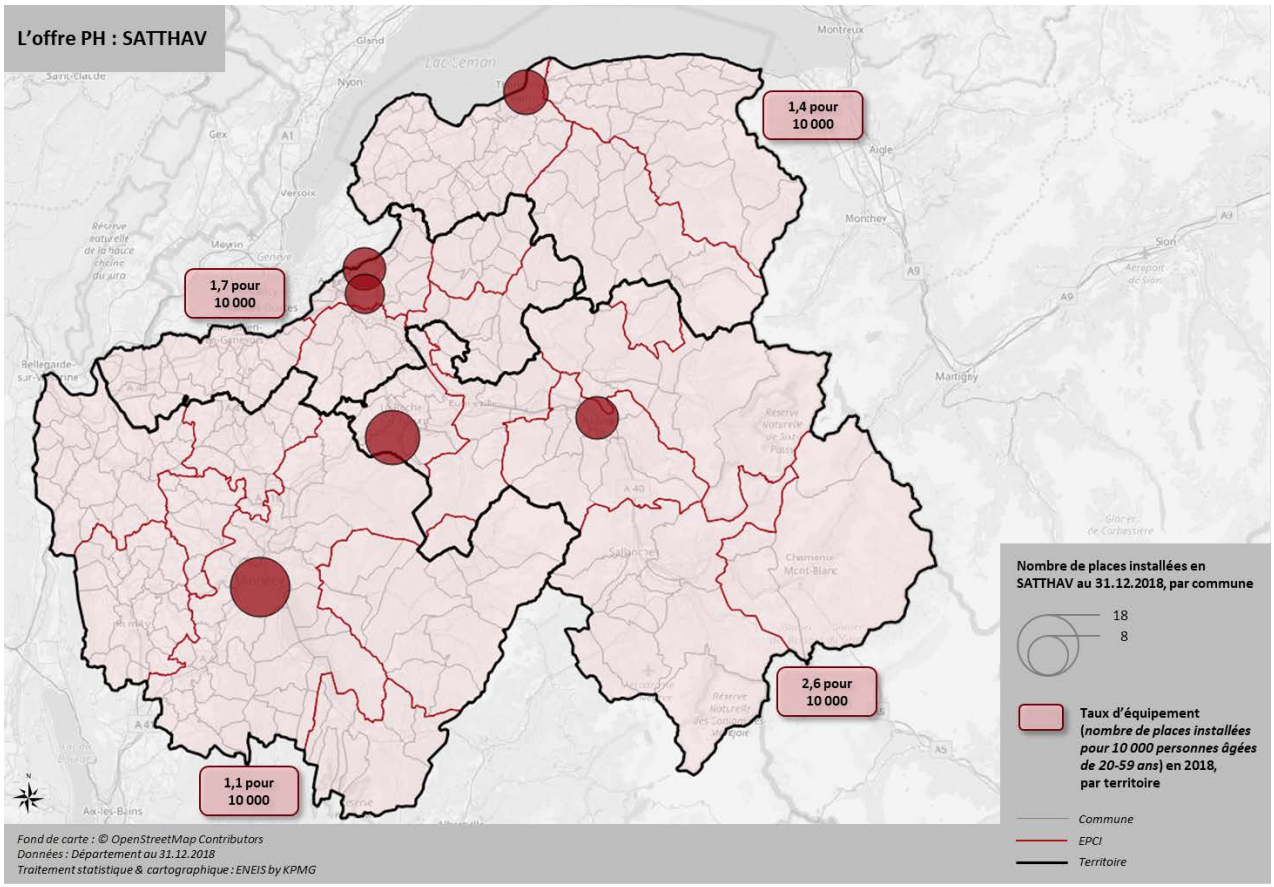


10. Focus : L'offre d'hébergement pour les personnes handicapées vieillissantes

En décembre 2018, en plus de 21 appartements de soutien et de la résidence autonomie de 24 logements dédiés aux PHV, la Haute-Savoie dispose de **69 places installées en Service d'Accueil Transitoire pour Travailleurs en Situation de Handicap Vieillissants (SATTHAV)** qui est une réponse imaginée localement, soit en moyenne 1.6 places pour 10 000 personnes âgées de 20 à 59 ans.

Nombre de places installées en SATTHAV pour 10 000 personnes âgées de 20 à 59 ans en 2017	
Chablais	1,4
Bassin annécien	1,1
Arve Faucigny Mont-Blanc	2.6
Genevois	1,7
Haute-Savoie	**1.6**

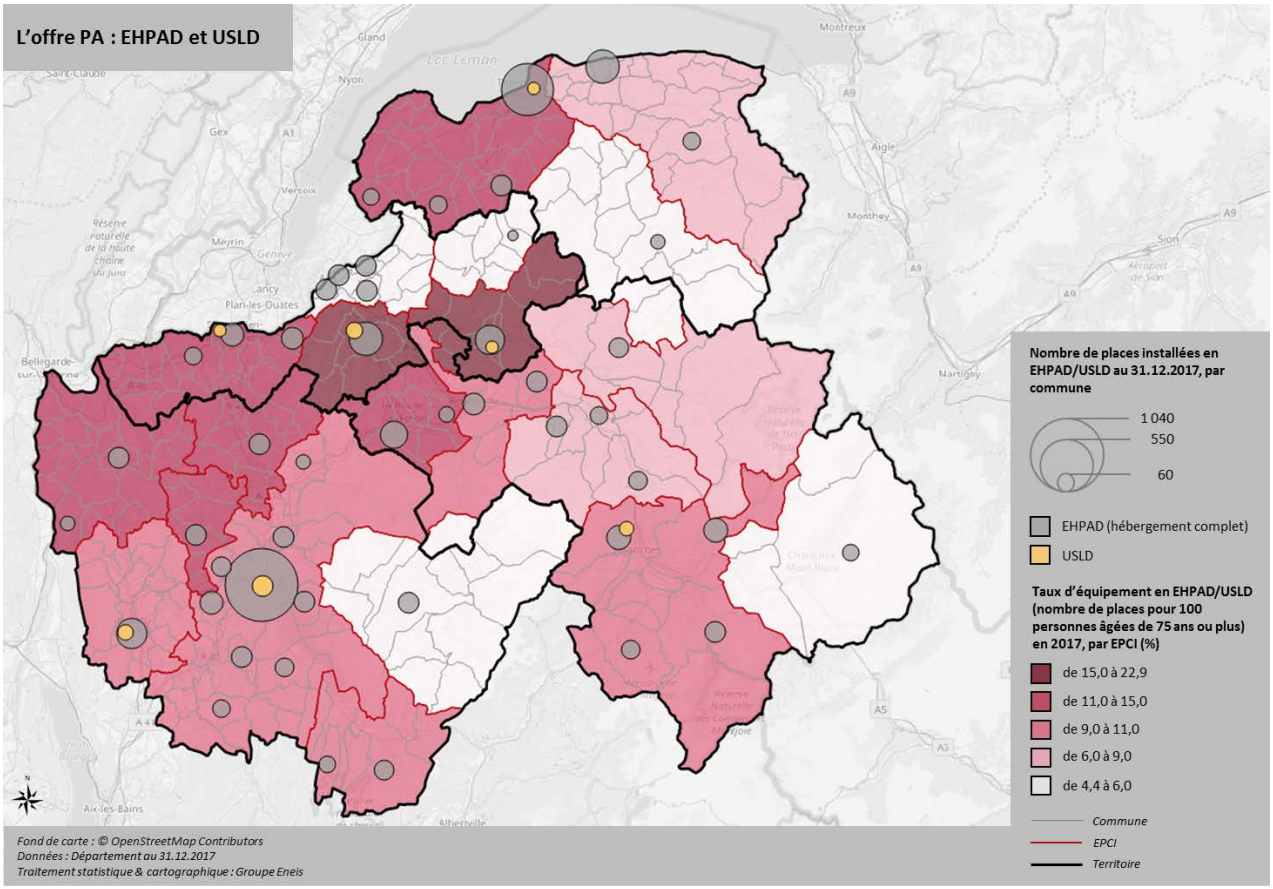
Source : Département, 2018



11. Une offre hétérogène en établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes

Au 31/12/2018, le département compte 5 400 places en **établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD et USLD)** (5 287 en 2013, soit +113 places)**.** Cela représente en moyenne 93,4 places en EHPAD pour 1 000 personnes âgées de 75 ans et plus (97,9‰ en Savoie). On observe néanmoins des **taux d'équipement en EHPAD/USLD hétérogènes** avec une concentration des établissements dans la partie ouest du territoire, tandis que d'autres EPCI disposent jusqu'à 4 fois moins de places en établissement pour 100 personnes âgées de 75 ans ou plus. Ces données sont toutefois à nuancer au regard du rayonnement de 2 gros établissements du Genevois (La Tour et Reignier-Esery) qui s'étend sur les territoires voisins.

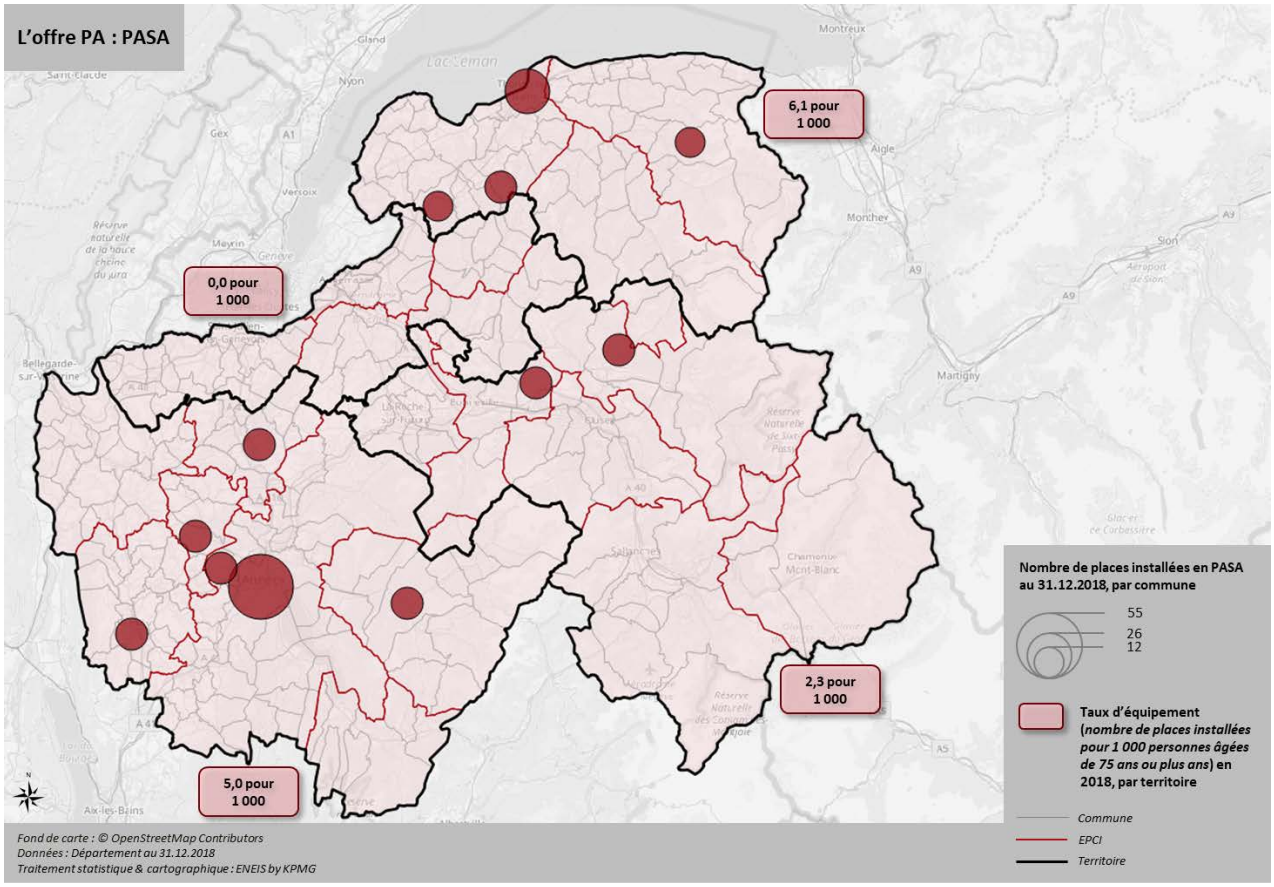
Cette cartographie confirme en outre **l'impact du taux d'équipement sur la présence de bénéficiaires de l'APA à domicile, plus nombreux en GIR 1 et 2** faute de solutions d'hébergement à proximité. Cet effet est particulièrement visible dans la Communauté de Communes des Vallées de Thônes qui présente un taux d'équipement en EHPAD de seulement 6% et 27% de GIR 1-2 bénéficiaires de l'APA à domicile.



	Nombre de places en EHPAD et USLD	Nombre de places en EHPAD et USLD pour 1000 personnes âgées de 75 ans et plus
Chablais	1 024	98,2
Bassin annécien	2 279	91.9
Arve Faucigny Mont Blanc	1 084	88,1
Genevois	1 013	98.3
Haute-Savoie	5 400	93.4

Source : Département 31/12/2018

Les places en PASA sur l'ensemble du département haut savoyard



Programme coordonné de financement de la prévention de la perte d'autonomie de la Haute-Savoie

2019-2020

Adopté par la Conférence des Financeurs du 26 avril 2019 après présentation au Conseil Départemental de l'Autonomie et de la Citoyenneté du 12 avril 2019

Avec le concours de

PREAMBULE

Instance issue de la loi n°2015-1776 relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 28 décembre 2015, la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie est aujourd'hui bien identifiée sur le territoire.

Composée de représentants des principaux organismes financeurs de la perte d'autonomie sur le territoire départemental, la Conférence des Financeurs est présidée par le Département et vice-présidée par l'Agence Régionale de Santé (ARS) et compte parmi ses membres : la CARSAT, la MSA, le groupement Interrégime « Atouts Prévention Rhône Alpes », la Mutualité Française, la Caisse Primaire d'Assurance Maladie (CPAM), l'agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat (ANAH), l'AGIRC-ARRCO, le CIAS du Grand Annecy, Annemasse Agglo.

L'objectif de cette instance est de déployer des actions de prévention de la perte d'autonomie à destination des personnes âgées de 60 ans et plus sur le territoire départemental, en veillant à combler les zones blanches et à privilégier les actions innovantes, tout ceci dans l'objectif de favoriser le maintien à domicile des séniors.

Le maintien à domicile des personnes est, depuis longtemps, une véritable priorité politique du Département, priorité pour laquelle de nombreuses actions ont été mises en œuvre. La Conférence des Financeurs s'est donc naturellement inscrite dans cette dynamique départementale existante, tout en la complétant.

La Conférence des Financeurs a été officiellement installée en Haute-Savoie en septembre 2016. Un de ses premiers objectifs a alors été d'élaborer un diagnostic des besoins des personnes âgées de soixante ans et plus résidant sur le département tout en recensant les initiatives locales de prévention de la perte d'autonomie.

En pratique, ce travail de recensement et de diagnostic a permis de mettre en exergue les actions prioritaires à développer par la Conférence qui a pu, ainsi, les inscrire au sein de son premier programme coordonné 2017-2018.

Ce programme coordonné constitue la feuille de route de la Conférence des Financeurs, il est rédigé et adopté par ses membres, et contient les grandes orientations en matière d'actions individuelles et collectives de prévention déployées ou à déployer par l'instance pour les deux années à venir.

Après deux ans de mise en œuvre, la Conférence des Financeurs de la Haute-Savoie a vu une véritable dynamique partenariale s'instaurer au fil du temps, tant entre les membres mêmes de la Conférence, dont l'implication et la mobilisation n'ont eu de cesse de croître avec le temps ; qu'entre les porteurs de projets et la Conférence, à travers un véritable travail collaboratif basé sur la confiance et une volonté unique : celle d'œuvrer pour les séniors du Département.

La mise en œuvre des orientations inscrites au sein du premier programme coordonné de la Conférence des Financeurs de la Haute-Savoie a nécessité un temps d'adaptation et d'ajustement dû à la nouveauté de l'instance, ce qui s'est traduit par une progressive montée en puissance des actions déployées et du champ d'intervention de la Conférence. Chaque étape de l'évolution de l'instance a été l'objet de la plus grande attention, notamment concernant son calibrage, permettant ainsi à l'instance de prendre ses marques jusqu'à devenir une instance qui compte dans le milieu gérontologique local.

Les deux ans d'existence de cette instance ont permis de déployer un grand nombre d'actions de prévention sur des thèmes et dans des domaines variés, via des formats innovants : la prévention des chutes, l'alimentation, la mobilité résidentielle, la sécurité routière, l'isolement et l'initiation au numérique sont autant de thèmes privilégiés par la Conférence des Financeurs.

Les crédits annuels dédiés à l'instance par la CNSA ont également permis de financer un nombre considérable d'aides techniques en complétant la prise en charge des bénéficiaires de l'APA dont le plan d'aide arrive à saturation.

Enfin, l'allocation du forfait autonomie aux résidences autonomie a permis d'insuffler la dynamique nécessaire à ces établissements pour appréhender leur nouveau rôle d'acteurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées.

Dans son nouveau programme coordonné 2019-2020, la Conférence compte répondre aux besoins identifiés en développant de nouvelles actions, en complémentarité avec les actions déjà déployées jusqu'alors mais aussi et surtout en cohérence avec les grandes orientations du nouveau Schéma Départemental de l'Autonomie.

En effet, l'élaboration du nouveau programme coordonné de la Conférence des Financeurs coïncide avec l'élaboration du nouveau Schéma Départemental de l'Autonomie, dont l'un des axes structurants est notamment la prévention de la perte d'autonomie en lien avec l'action de la Conférence des Financeurs.

Pour 2019-2020, les deux objectifs phares de la Conférence des Financeurs de la Haute-Savoie consistent en la préservation du capital santé des personnes âgées d'une part, tout en renforçant leur capital social d'autre part ; deux dimensions indissociables de la prévention de la perte d'autonomie.

Ainsi, la lutte contre l'isolement et l'initiation au numérique restent des thèmes prioritaires de ce nouveau programme coordonné, le travail engagé autour de la prévention des chutes sera poursuivi et complété, et de nouvelles pistes de réflexion pourront faire l'objet de groupes de travail notamment sur la question de l'économie circulaire.

Enfin, la nouveauté de ce programme coordonné réside dans la réflexion à impulser concernant les problématiques liées à l'hébergement avec l'ouverture des actions collectives en EHPAD ; et la question de l'habitat inclusif figurant comme une orientation nouvelle du Schéma de l'autonomie.

Pour le Président du Conseil Départemental,
La Vice-Présidente chargée de l'Enfance, la Famille, le Grand Age et le Handicap,

Josiane LEI

AXE 1 : L'AMELIORATION DE L'ACCES AUX EQUIPEMENTS ET AUX AIDES TECHNIQUES INDIVIDUELLES

Il s'agit de développer l'amélioration de l'accès aux équipements et aux aides techniques individuelles favorisant le maintien à domicile, notamment par la promotion de modes innovants d'achat et de mise à disposition. Les aides techniques concernées sont les suivantes :

- Les aides techniques inscrites à la liste des produits et prestations remboursables ;
- La téléassistance ;
- La domotique ;
- Les autres aides techniques et technologies.

- **En 2017-2018 :**

✓ Financement des aides techniques des bénéficiaires de l'APA dont les plans d'aide ont atteint le plafond maximal de prise en charge fixé par décret.
En 2017 : 124 617€ ; en 2018 : 209 472€

✓ Mise en place d'un groupe de travail atour de la question des prothèses auditives en 2018.

✓ Délégations de gestion à la CARSAT et MSA, en 2017 et 2018,pour le financement des restes à charge des bénéficiaires de la prestation individuelle de téléassistance et de prothèses auditives.

▪ ORIENTATIONS 2019-2020

1) Axes de travail :

- Lancement d'une réflexion autour de l'économie circulaire afin d'étudier l'opportunité de la mise en place d'un dispositif type « technicothèque » sur le territoire départemental.

- Améliorer la diffusion de l'information et faciliter l'accès aux équipements et aides techniques en s'appuyant sur les besoins identifiés dans l'étude réalisée dans le cadre d'INTERREG, tout en facilitant l'accès à la téléalarme.

- Contribuer à l'amélioration de la formation des professionnels à l'utilisation des aides techniques ainsi qu'à la formation des formateurs eux-mêmes.

2) Financement :

- Poursuite et renouvellement des conventions de délégation de gestion auprès de la CARSAT et de la MSA Alpes du Nord sur le volet du financement du reste à charge des bénéficiaires de la prestation de téléassistance et prothèses auditives.

- Poursuite et développement du financement des aides techniques des bénéficiaires de l'APA dont le plan d'aide a atteint le plafond maximal de prise en charge fixé par décret.

AXE 2 : L'ATTRIBUTION DU FORFAIT AUTONOMIE

La loi prévoit l'attribution d'un forfait autonomie par le département aux résidences-autonomie, qu'elles bénéficient ou non d'un forfait soins, sous réserve de la conclusion d'un contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens. Le forfait autonomie finance la mise en place d'actions de prévention de la perte d'autonomie au sein des résidences autonomie.

La conférence des financeurs a jugé prioritaires l'instauration, dans les résidences autonomie, des actions de prévention suivantes :

- Le maintien ou l'entretien des facultés physiques, cognitives, sensorielles, motrices et psychiques ;
- La nutrition, la diététique, la mémoire, le sommeil, les activités physiques et sportives, l'équilibre et la prévention des chutes ;
- L'information et le conseil en matière de prévention en santé et de l'hygiène.

- **<u>En 2017-2018 :</u>**

✓ Un concours correspondant au forfait autonomie a été réparti chaque année, en fonction du nombre de places dans les résidences autonomie éligibles.

✓ En 2017, le Département de la Haute-Savoie a perçu un concours de 224 523€ au titre du forfait autonomie, réparti entre treize résidences autonomie à hauteur de 332€ par place autorisée.

✓ En 2018, le Département de la Haute-Savoie a perçu un concours de 245 800€ au titre du forfait autonomie, réparti entre quatorze résidences autonomie à hauteur de 348€ par place autorisée.

✓ Une réunion des résidences autonomie a été organisée en novembre 2017 afin de les informer sur les évolutions réglementaires issues de la loi ASV et des obligations relatives au forfait autonomie.

✓ Visite de toutes les résidences autonomie en 2018 afin d'apprécier la conformité des structures avec les attendus de la loi ASV (socle de prestations minimales, forfait autonomie etc.).

▪ ORIENTATIONS 2019-2020

1) Axes de travail :

- Soutenir les résidences autonomie dans le développement des actions individuelles de prévention, notamment pour les actions de lien social.

- Ouvrir les actions de prévention aux non-résidents et mener une réflexion, en lien avec les structures, sur les méthodes à adopter afin de rendre les activités plus attractives pour les personnes extérieures.

- Accompagner les résidences autonomie dans l'élaboration d'un outil de repérage des fragilités.

- Prendre davantage en compte la problématique des personnes handicapées vieillissantes, en veillant, notamment, à ouvrir les actions de prévention à ce public.

- Favoriser l'échange de pratiques entre résidences autonomie en organisant, régulièrement, des réunions entre les structures.

2) Financement :

- Poursuite du soutien de la prévention en résidences autonomie par l'octroi du forfait autonomie pour les années 2019 et 2020 et réflexion quant aux modalités de répartition.

AXE 3 : LA COORDINATION ET L'APPUI DES ACTIONS DE PREVENTION MISES EN ŒUVRE PAR LES SAAD

Les services d'aide et d'accompagnement à domicile peuvent être des opérateurs d'actions collectives de prévention destinées aux personnes fragiles à domicile dans le cas où la conférence des financeurs l'estime pertinent dans le cadre de la mise en œuvre de son programme coordonné.

- **<u>En 2017-2018</u>**

✓ Convention entre le Département et la CNSA dans le cadre du fonds d'appui à la définition de la stratégie territoriale dans le champ de l'aide à domicile, de soutien aux bonnes pratiques et d'aide à la restructuration des services d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD).

La mise en œuvre de ce fonds d'appui s'est inscrit dans le contexte général de l'évolution du régime juridique de l'autorisation des services d'aide et d'accompagnement à domicile en application des articles 46 à 49 de la loi d'adaptation de la société au vieillissement du 28 décembre 2015.

Bilan au terme de la convention :

- Un diagnostic synthétique de l'offre de service a pu être réalisé (cartographie de l'offre, identification des zones couvertes et non couvertes, évaluation de la santé financière des structures autorisées…), via un audit réalisé auprès des services à domicile en 2017-2018 (SAAD), permettant l'élaboration d'une stratégie de régulation et de structuration de l'offre à travers une analyse précise des SAAD autorisés et habilités à l'aide sociale,

- Mise en place de regroupements et de mutualisation des SAAD afin de réduire le coût des structures, améliorer les ratios de gestion,

- Objectif, d'ores et déjà inscrit dans les CPOM, de mutualiser les pools de remplacement et les aides à domicile « volantes », à titre d'expérimentation,

- Démarche de convergence des tarifs des SAAD habilités à l'aide sociale,

- Valoriser les interventions des aides à domicile sur les territoires les plus difficiles via l'instauration de missions d'intérêt général effectuées sur la base du volontariat par les SAAD non habilités à l'aide sociale,

- Mener des actions, en lien avec la CARSAT, sur la thématique de la santé au travail et de la prévention des accidents du travail (objectif d'ores et déjà inscrit dans certains CPOM).

Ce travail peut être considéré comme un préalable à la coordination et l'appui des actions de prévention à mettre en œuvre par les SAAD dans le cadre de la Conférence des financeurs.

▪ ORIENTATIONS 2019-2020

1) Rappel du contexte :

Le secteur de l'aide à domicile doit aujourd'hui faire face, tant au niveau national qu'au niveau local, à d'importantes difficultés. En effet, l'ensemble des SAAD est aujourd'hui confronté, de manière inégale, à un certain nombre de problématiques :

- Importantes difficultés de recrutement notamment de personnels qualifiés, du fait principalement de la faible attractivité des métiers conjuguée à la proximité avec la Suisse

- Secteur fortement concurrentiel notamment en zone urbaine et parallèlement difficultés de couverture des besoins en zone isolée et/ ou de montagne

- Pilotage et gouvernance parfois lacunaires ne permettant pas de faire face aux enjeux actuels qui exigent une plus forte professionnalisation des SAAD

- Situation financière parfois dégradée, du fait notamment d'une taille critique non atteinte

- L'absence de création de places d'EHPAD dans un secteur géographique en tension (du fait notamment de la forte croissance démographique) ainsi que des besoins croissants dans le champ du handicap (solvabilisation par la PCH) qui rend encore plus prégnant le besoin d'un secteur de l'aide à domicile solide et structuré

Le développement et la modernisation de l'offre d'accompagnement à domicile constitue l'un des premiers chantiers prioritaires, au regard du défi que représente le maintien à domicile des personnes âgées et des personnes en situation de handicap en Haute-Savoie.

Il s'agit non seulement de structurer les acteurs du maintien à domicile et de les accompagner dans l'évolution de leurs pratiques (services d'aide et d'accompagnement à domicile, services d'accompagnement à la vie sociale et services d'accompagnement médico-social pour adultes handicapés), mais également d'expérimenter des solutions innovantes.

2) <u>Axes de travail :</u>

- Encourager les SAAD à développer des actions de repérage et d'accompagnement des personnes âgées isolées via le financement d'actions collectives de lutte contre l'isolement et de renforcement et développement du lien social.

- Travailler avec les SAAD sur leur capacité à développer des actions collectives de prévention

AXE 4 : LA COORDINATION ET L'APPUI DES ACTIONS DE PREVENTION MISES EN ŒUVRE PAR LES SPASAD

Dans le cadre de l'expérimentation SPASAD, les actions individuelles et collectives qui concourent à favoriser le maintien à domicile des personnes âgées sont éligibles aux financements de la conférence des financeurs.

- **<u>En 2017-2018 :</u>**

✓ Ouverture de la possibilité pour les SPASAD de répondre aux appels à manifestation d'intérêt lancés par la Conférence. Un SPASAD a bénéficié du financement de la Conférence en 2017-2018 pour la mise en place d'actions de prévention liées à l'équilibre, l'alimentation, et la santé bucco-dentaire.

▪ <u>ORIENTATIONS 2019-2020</u>

1) <u>Axe de travail :</u>

▪

➢ Attente des résultats des expérimentations SPASAD afin d'en tirer des conclusions et de réfléchir à une méthode de travail avec ces structures ; en vue de développer des actions de prévention de la perte d'autonomie.

AXE 5 : LE SOUTIEN AUX ACTIONS D'ACCOMPAGNEMENT DES PROCHES AIDANTS DES PERSONNES AGEES EN PERTE D'AUTONOMIE.

Il s'agit des actions d'accompagnement des proches aidants visant à les informer, les former et leur apporter un soutien moral et psychologique.

- **<u>En 2017-2018 :</u>**

✓ Diverses actions ont été développées, en propre, par les membres de la Conférence des Financeurs (Département, CIAS du Grand Annecy, Mutualité Française…) à destination des aidants (groupes de paroles, cafés des aidants, plateformes de soutien/ répit, santé des aidants…).

On peut citer :

- L'organisation de groupes d'aide aux aidants sur les territoires ou de rencontres dédiées aux aidants.
- Formation proposée par l'association Alzheimer Haute-Savoie aux aidants familiaux.
- Inclusion d'un volet « besoin des aidants » sur le support d'évaluation des travailleurs médico-sociaux.
- Activation d'un « droit au répit » pour le proche aidant d'un bénéficiaire de l'APA (500 €).
- Mobilisation, en sus, d'un dispositif d'urgence en cas d'hospitalisation de l'aidant (1000€).
- Elaboration d'un guide d'information pour les aidants de personnes âgées.
- Création d'une Plateforme de répit et d'accompagnement gérée par le CIAS d'Annecy et un projet sur la Vallée de l'Arve.
- Ouverture en 2017 d'un accueil de jour itinérant couvrant les secteurs de Cluses, Magland, Taninges.
- Ouverture d'un dispositif de répit porté sur le secteur de Megève par l'association Mont-Blanc Oxygène en février 2018.
- Lancement d'un appel à projet (conjoint ARS) pour un accueil de jour itinérant.

▪ ORIENTATIONS 2019-2020

1) Axes de travail

- Promouvoir les actions à destination des couples aidants/aidés permettant de voir son proche autrement

- Encourager l'animation des groupes de paroles par les pairs afin de créer un climat de confiance propice à l'échange

- Renforcer la circulation de l'information concernant l'offre existante en matière de soutien aux proches aidants

2) Financement :

- Encourager davantage les proches aidants âgés de 60 ans et plus à participer aux actions collectives de prévention déployées par la Conférence des financeurs.

AXE 6 : LE DEVELOPPEMENT DES ACTIONS COLLECTIVES DE PREVENTION

La conférence des financeurs a vocation à développer des actions collectives de prévention de la perte d'autonomie sur le territoire départemental dans les catégories d'actions suivantes :

- Nutrition ;
- Mémoire ;
- Sommeil ;
- Activités physiques et atelier équilibre/ prévention des chutes ;
- Bien être et estime de soi ;
- Habitat et cadre de vie ;
- Sécurité routière ;
- Accès aux droits ;
- Lien social ;
- Préparation à la retraite.

Depuis juin 2018, les actions collectives de prévention de la Conférence des Financeurs sont éligibles aux résidents d'EHPAD.

- **<u>Thèmes développés en 2017-2018</u>** :

✓ ***Alimentation*** : vaste programmation d'actions dédiées à la question de l'importance d'une bonne alimentation pour bien vieillir dans le cadre du Silver Fourchette (concours de cuisine inter-EHPAD, ateliers de cuisine, conférences, visites de ferme, projections-débats…)

✓ ***Informatique*** : financement d'ateliers d'initiation des séniors à l'informatique au sein de diverses collectivités et associations

✓ ***Lien social*** : mise en place d'équipes de bénévoles et de jeunes en service civique s'organisant pour rendre visite à des personnes âgées souffrant d'isolement (Petits Frères des Pauvres, Unis cité)

✓ ***Mobilité résidentielle*** : organisation d'ateliers visant à sensibiliser à la question du déménagement pour les personnes âgées dont le logement n'est plus adapté à leur perte d'autonomie et proposition d'un accompagnement collectif (Sérénimouve).

- ✓ ***Chutes*** : reprise de la plateforme de prévention des chutes portée par le CHANGE et mise en lien avec la plateforme de téléalarme du Département.

- ✓ ***Sécurité routière*** : Opération « séniors, dans la rue soyons vus » consistant en la distribution, notamment sur les marchés, de sacs types cabas orange et munis de bandes réfléchissantes afin que les séniors piétons soient davantage repérés par les automobilistes.

- ✓ ***Personnes handicapées vieillissantes (PHV)*** : Etat des lieux effectué par l'UDAPEI 74 sur la situation des personnes handicapées vieillissantes proches de la retraite ou en retraite en Haute-Savoie. Cet état des lieux constitue un préalable au développement d'actions de prévention à destination de ce public.

▪ ORIENTATIONS 2019-2020

1) Orientations générales :

- Développer toute action susceptible de prévenir la perte d'autonomie des séniors (sommeil, mémoire, bien-être et estime de soi etc.).

- Promouvoir la question de l'inclusion des personnes handicapées vieillissantes aux actions déployées dans le cadre de la Conférence des Financeurs.

- S'appuyer sur les relais de proximité pour repérer les personnes fragiles et souffrant, notamment, d'isolement (concierges, agents des portages de repas…).

- Engager une réflexion sur la question d'une référence bénévole pour la téléalarme dans les cas où la personne n'a pu désigner de proches référents.

- Engager une réflexion approfondie sur la question de l'isolement et du maintien du lien social, problématiques récurrentes en matière de prévention de la perte d'autonomie.

- Engager une réflexion quant à l'instauration de règles permettant l'ouverture des actions collectives de prévention de la Conférence des Financeurs aux résidents d'EHPAD.

- Intégrer systématiquement la problématique des personnes handicapées vieillissantes aux actions collectives de prévention.

2) <u>Déclinaison des orientations / axes de travail :</u>

- ***Lien social*** :

- Poursuivre la dynamique déjà engagée du repérage et de l'accompagnement des personnes âgées isolées en favorisant l'engagement bénévole et la veille responsable.

- S'appuyer sur les acteurs de proximité du champ du loisirs et de la culture (clubs, bibliothèques etc.) pour proposer des actions accessibles aux personnes âgées isolées.

- ***Informatique*** :

- Poursuivre le développement d'actions d'initiation au numérique à destination des personnes âgées en lien avec les collectivités et les associations locales.

- Développer l'accompagnement de proximité en matière de démarches administratives dématérialisées.

- ***Sécurité routière*** :

- Développer des actions de sécurité routière à destination des conducteurs séniors (remises à niveau du code de la route, stages de conduites, sensibilisation aux signes pouvant indiquer une nécessité d'arrêt de la conduite…).

- Poursuite des conventions de délégation de gestion avec Atouts Prévention Rhône-Alpes pour la conduite d'actions de sécurité routière.

- ***Prévention des chutes*** :

- Poursuivre le travail déjà engagé en matière de prévention des chutes en lien avec la plateforme de prévention des chutes.

- ***Logement adapté :***

- Sensibiliser les séniors à la nécessité d'un logement adapté pour favoriser ou maintenir leur autonomie.

- ***Mobilité*** :

- Soutenir les initiatives facilitant la mobilité des personnes âgées dans un objectif, notamment, de maintien du lien social.

- ***Alimentation*** :

- Poursuivre la dynamique déjà engagée dans le département en matière d'alimentation des séniors dans l'objectif de véhiculer le message du « Bien manger pour bien vieillir ».

- ***Personnes Handicapées Vieillissantes (PHV)*** :

- S'appuyer sur l'état des lieux élaboré par l'UDAPEI 74 pour développer des actions de préparation à la retraite des PHV.

3) <u>Financement :</u>

- Poursuite du financement des actions collectives de prévention et de leur évaluation.

- Lancements d'Appels à Manifestation d'intérêt sur les orientations nouvelles.

ANNEXE 5 – GLOSSAIRE

AAH	Allocation Adultes Handicapés
ACTP	Allocation Compensatrice pour Tierce Personne
AJ	Accueil de jour
APA	Allocation Personnalisée d'Autonomie
ARS	Agence Régionale de Santé
CAF	Caisse d'Allocations Familiales
CARSAT	Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail
CASF	Code de l'Action Sociale et Familiale
CCAS	Centre Communal d'Action Sociale
CD	Conseil Départemental
CDAPH	Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées
CDCA	Conseil Départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie
CFPPA	Conférence des Financeurs pour la Prévention de la Perte d'Autonomie
CHANGE	Centre Hospitalier Annecy Genevois
CIAS	Centre Intercommunal de l'Action Sociale
CNSA	Caisse Nationale de Solidarité et de l'Autonomie
CPOM	Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens
CTDESI	Conseil Technique des Directeurs d'Etablissements et Services pour inadaptés
CTLM	Comité Technique de Lutte contre la Maltraitance
CVS	Conseil de la Vie Sociale
DDARS	Délégation Départementale de l' Agence Régionale de Santé
DEAT	Dispositif Expérimental d'Accueil Transitoire
DGA ASS	Direction Générale Adjointe de l'Action Sociale et de la Solidarité
DGH	Direction de la Gérontologie et du Handicap
DIRECCTE	Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi
DOP	Dispositif d'Orientation Permanent
DPDS	Direction de la Prévention et du Développement Social
DPE	Direction de la Protection de l'Enfance
EAM	Etablissement d'Accueil Médicalisé
EHPAD	Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes
EMT	Evaluation en Milieu de Travail
EPCI	Etablissement Public De Coopération Intercommunale
ESA	Equipe Spécialisée Alzheimer
ESAT	Etablissement et Service d'Aide par le Travail
ESSMS	Etablissements et Services Médico-sociaux
ETH	Equipes Territorialisées du Handicap

FAM	Foyer d'Accueil Médicalisé
FH	Foyer Hébergement
FIPHFP	Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique
FL	Foyer-Logement
FV	Foyer de Vie
GCSMS	Groupement de Coopération Sociale et Médico-Sociale
GEIQ	Groupement des Employeurs pour l'Insertion et la Qualification
GEM	Groupes d'Entraide Mutuelle
HAD	Hospitalisation A Domicile
HPST	Hôpital Patients Santé Territoires (Loi du 21 juillet 2009)
HT	Hébergement Temporaire
IMPRO	Institut Médico-Professionnel
MAIA	Maison de l'Autonomie et de l'Intégration des malades d'Alzheimer
MARPA	Maison d'Accueil Rural pour Personnes Agées
MAS	Maison d'Accueil Spécialisé
MDPH	Maison Départementale des Personnes Handicapées
MSA	Mutualité Sociale Agricole
NTIC	Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication
PAG	Plan d'Action Global
PASA	Pôle d'Activités et de Soins Adaptées
PCH	Prestation de Compensation du Handicap
PCPE	Pôles de compétences et de prestations externalisées
PDALPD	Plan Départemental d'Action pour le Logement des Personnes Défavorisées
PDIE	Plan Départemental d'Insertion et d'Emploi
PHV	Personnes Handicapées Vieillissantes
PRS	Projet Régional de Santé
PRIAC	Programme Interdépartemental d'Accompagnements des handicaps et de la perte d'autonomie
QVT	Qualité de Vie au Travail
RA	Résidence Autonomie
RAPT	Réponse Accompagnée Pour Tous
RDAS	Règlement Départemental d'Aide Sociale
RH	Ressources Humaines
SAAD	Service d'Aide et d'Accompagnement A Domicile
SACAT	Service Annexe aux Etablissement et Service d'Aide par le Travail
SAJ	Service d'Accueil de Jour
SAJPro	Service d'Accueil de Jour Professionnel
SAMETH	Services d'Appui au Maintien dans l'Emploi des Travailleurs Handicapés
SAMSAH	Service d'Accompagnement Médico-Social pour Adultes Handicapés
SATTHAV	Service d'Accueil Transitoire pour Travailleurs Handicapés Vieillissants
SAVS	Service d'Accompagnement à la Vie Sociale
SCIC	Société Coopérative d'Intérêt Collectif

SERAFIN PH Services et Établissements Réforme pour une Adéquation des Financements aux parcours des Personnes Handicapées

SESSAD Service d'Education Spéciale et de Soins A Domicile

SPASAD Service Polyvalent d'Aide et de Soins A Domicile

SPTS Service de Préparation, de Transition et de Suivi

SROMS Schéma Régional d'Organisation Sociale et Médico-Sociale

SSIAD Service de Soins Infirmiers A Domicile

SSR Service de Soins de Suite et de Réadaptation

ULIS Unités Localisées pour l'Inclusion Scolaire

USLD Unités de Soins de Longue Durée

VAE Validation des Acquis de l'Expérience

haute savoie
le Département

CD-2019-029

DÉPARTEMENT DE LA HAUTE-SAVOIE

Direction de l'Autonomie
26, avenue de Chevêne
CS 42220
74023 Annecy Cedex
T / 04 50 33 22 06

Annexe

hautesavoie.fr

102/102

Département de la Haute-Savoie (KMS) - Mai 2019
Photos : © Fotolia - Macrovector - Imprimerie du Département - Papier avec critères environnementaux

haute savoie
le Département

Extrait des Procès-Verbaux des Séances du Conseil départemental

SEANCE DU 27 MAI 2019

n° CD-2019-030

RAPPORTEUR : **M. DUVERNAY**

OBJET : **BILAN DE CONCERTATION DES MAITRES D'OUVRAGE A L'ISSUE DE LA CONCERTATION POUR LE PROJET LIAISON OUEST DU LAC D'ANNECY (LOLA)**

Le Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoqué le 13 mai 2019 s'est réuni en séance publique, à l'Hôtel du Département à Annecy sous la présidence de :

M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental

Présent(e)s :	
Vice-Président(e)s :	M. MUDRY, Mme TOWNLEY-BAZAILLE, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, M. PEILLEX, Mme LEI
Autres membres :	Mme BOUCHET, Mme DUBY-MULLER, Mme DULIEGE, Mme GAY, Mme MAHUT, Mme METRAL, Mme REY, Mme TEPPE-ROGUET, Mme TERMOZ, M. AMOUDRY, M. BARDET, M. BAUD, M. BAUD-GRASSET, M. DAVIET, M. MORAND, M. PACORET, M. RUBIN
Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)	
Mme BEURRIER à M. HEISON, Mme DION à Mme MAHUT, Mme GONZO-MASSOL à M. DAVIET, M. BOCCARD à Mme TEPPE-ROGUET	
Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :	
Mme CAMUSSO, Mme LHUILLIER, M. CHAVANNE, M. EXCOFFIER, M. PUTHOD	

Quorum et Délégations de vote vérifiés			
Membres en exercice :	**34**	**A l'unanimité**	
Présents :	**25**	**Voix Pour**	**28**
Représenté(e)(s) :	**4**	**Voix contre**	**0**
Suffrages Exprimés :	**28**	**Abstention(s)**	**1**

Vu la décision de la Commission Nationale du Débat Public (CNDP) en date du 04 janvier 2017 selon laquelle aucun des éléments constitutifs du projet de mobilité Ouest/Annecy-Faverges ne relève du champ de compétence de la CNDP tel que défini à l'article L.121-8 du Code de l'Environnement,

Vu la décision n° CP-2017-0346 du 09 mai 2017 par laquelle la Commission Permanente du Département de la Haute-Savoie a décidé de conclure une convention de mission et de rémunération de garant pour la concertation à venir,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les dispositions des articles L.103-2 et R.103-1 et suivants,

Vu la charte de la participation du public éditée par le Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire,

Vu le protocole conclu le 1er juillet 2016 entre le Grand Annecy et le Département de la Haute-Savoie,

Vu la décision n° CP-2018-0649 du 10 septembre 2018 par laquelle la Commission Permanente du Département de la Haute-Savoie a défini les objectifs poursuivis et les modalités d'une concertation préalable concernant le projet de Liaisons Ouest du Lac d'Annecy,

Vu la délibération n° 2018/444 du 27 septembre 2018 par laquelle le Conseil de Communauté du Grand Annecy a défini les objectifs poursuivis et les modalités d'une concertation préalable concernant le projet de Liaisons Ouest du Lac d'Annecy,

Vu la délibération du 20 septembre 2019 Région,

Vu le bilan du Garant en date du 17 février 2019 remis le 13 mars 2019, son rapport d'expertise annexe sur le trafic établi par l'expert désigné par le CNDP et de la synthèse de ce rapport faite par le garant,

Vu le projet de bilan des maîtres d'ouvrage pour la concertation préalable au sens de l'article L.103-2 du Code de l'Urbanisme.

Les visas ci-avant ayant été rappelés, en vue d'arrêter le bilan de la concertation des Maîtres d'ouvrage, M. le Président rappelle les objectifs du projet et expose les principes et le déroulement de la concertation menée pour le projet de Liaisons Ouest du Lac d'Annecy, ainsi que ses résultats.

Objectifs du projet Liaisons Ouest du Lac d'Annecy

Du 17 octobre 2018 au 17 janvier 2019, le Département de la Haute-Savoie et le Grand Annecy ont organisé une concertation publique sur le projet qui comprend 4 volets majeurs :

- l'aménagement de la RD 1508 entre Annecy et Duingt pour permettre la mise en place d'une ligne de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Annecy et le Pays de Faverges,
- la réalisation d'un tunnel sous le massif du Semnoz avec ses raccordements aux voiries existantes,
- une nouvelle voie urbaine (NVU) qui reliera le carrefour de la Croisée et l'entrée Nord du tunnel à Vovray,
- la réalisation de plusieurs parcs-relais sur le tracé du BHNS.

Cette concertation sur un projet global fait suite à la concertation menée en 2013 sur le projet de BHNS Annecy – Faverges, dont le bilan avait pointé l'insuffisance du projet de BHNS seul à apporter des solutions à l'engorgement de la RD 1508, et les attentes de la population en matière de conditions de circulations routières : « le projet de BHNS ne doit pas se placer en opposition à la voiture mais être complémentaire ». En effet, l'étude conduite par Systra en 2013 soulignait la cohérence entre le projet de BHNS et celui de tunnel : « la réalisation du tunnel permettra de limiter les saturations supplémentaires liées à l'évolution intrinsèque des charges de trafic […] le délestage lié au tunnel permettra encore une meilleure priorisation des bus ». Ce constat a été confirmé par le travail de BG et de Transmobilité en 2018 : les simulations de trafic en 2030 avec BHNS mais sans tunnel montrent une aggravation des conditions de circulation y compris pour les TC.

Ainsi, comme exposé dans les délibérations de septembre 2018, les objectifs du projet global sont les suivants :

- fluidifier et sécuriser le trafic sur la rive Ouest du Lac d'Annecy et faire face à l'accroissement de la population prévu par le SCoT à l'horizon 2030,
- développer les transports en commun grâce à la création d'une liaison bus à haut niveau de service (BHNS) aux temps de parcours fiables,
- recréer un lien territorial fort entre Annecy et la Pays de Faverges grâce à une fluidité retrouvée en rive Ouest et à l'apaisement de la rive Est,
- favoriser les projets de renouvellement urbain sur l'ensemble du parcours (Les Trois Fontaines, Les Marquisats et les centres villes de Sevrier et Saint-Jorioz),
- répondre aux préoccupations environnementales et contribuer au développement des modes de déplacement alternatifs à la voiture (covoiturage, piétons, vélos, vélos à assistance électrique).

Modalités et déroulement de la concertation

La concertation publique a été réalisée conformément aux dispositions applicables et conformément aux délibérations de la Commission Permanente du Conseil départemental du 10 septembre 2018 et du Conseil Communautaire du Grand Annecy du 27 septembre 2018. La Charte de la concertation a également été prise en compte, comme prévu par les délibérations précitées.

Ainsi, les moyens de communication, d'information et d'échanges mis en place ont permis une forte participation à la procédure de concertation :

- réunions publiques : 1 500 personnes,
- ateliers thématiques : 250 participants,
- exposition itinérante sur les lieux de passages de grand public et sur les marchés : 300 personnes ont fréquenté l'exposition,
- site internet :
  - 15 900 connexions, de 9 000 utilisateurs différents,
  - 1 319 contributions électroniques, de 830 contributeurs différents,
  - 85 réponses du maître d'ouvrage sur le forum et la FAQ,
- registres en mairie : 214 contributions dont 76 à Faverges, 47 à Saint-Jorioz et 32 à Duingt.

Résultats et enseignements de la concertation

Comme exposé dans le projet de bilan des Maîtres d'ouvrage, les observations et propositions se sont concentrées autour des thèmes suivants :

- la vision globale et la philosophie du projet,
- le trafic au cœur des débats,

- la préoccupation environnementale,
- l'aménagement du territoire en question,
- la vision des transports en commun pour demain,
- l'amélioration de l'existant et la prise de mesures rapidement.

Une garante désignée par la CNDP dans le cadre de la mission de conseil et d'appui méthodologique, Mme Barthe, a accompagné ce processus de concertation, avec pour rôle de veiller au bon déroulement de la concertation et au respect des critères de transparence et de loyauté inscrits dans la charte de la participation du public. Elle a remis son bilan de la concertation le 13 mars 2019 dans lequel elle dresse une synthèse du déroulement et des observations et propositions ressortant de la concertation. Elle donne son avis sur le déroulé de la procédure de concertation. Malgré quelques points qualifiés de perfectibles, la garante considère que cette concertation, qui a remporté un vif succès, a rempli ses objectifs en permettant d'informer le public, mais aussi de débattre de tous les aspects du projet, y compris son opportunité, et d'ouvrir la question des alternatives.

La garante formule également des recommandations à l'intention des maîtres d'ouvrage :
- articuler la prise de décisions avec les enseignements de cette concertation,
- approfondir l'étude des propositions alternatives qui ont émergé de la concertation (tramway, tram-train…),
- se poser la question du phasage du projet entre BHNS et tunnel et des améliorations à court terme qui peuvent être faites,
- en cas de poursuite du projet, clarifier les prévisions de trafic en analysant les pointes saisonnières, les effets d'induction et en intégrant l'aménagement de la RD 1201 au projet,
- poursuivre la démarche de concertation, sous l'égide d'un garant de la CNDP, jusqu'à l'enquête publique.

Mme Barthe s'appuie également sur le rapport d'une experte trafic missionnée par ses soins au début de la concertation, Mme Jarrige, dont les principales conclusions sont :
- le choix du modèle de trafic et les données d'entrée utilisées sont cohérentes et conformes aux règles de l'art,
- les études de trafic actuelles classiques rencontrent des difficultés à intégrer correctement le phénomène mal connu de l'induction de trafic, ce qui est dommageable,
- certains points de l'étude devraient être approfondis :
  - l'analyse des flux saisonniers,
  - la prise en compte du doublement de la RD 3508,
  - la gestion de la fermeture du tunnel,
- si la solution proposée semble dimensionnée pour répondre aux besoins de 2030, il conviendrait de développer une vision à plus long terme (2050),
- le territoire de la rive du lac est propice à une étude plus approfondie de la solution tramway afin de réévaluer au plus juste coût et estimations de fréquentation.

Les maîtres d'ouvrage doivent eux-mêmes rédiger un bilan quantitatif et qualitatif de la concertation et l'arrêter par délibération. Le bilan des maîtres d'ouvrage est joint à la présente délibération. Il porte sur le déroulement de la concertation, les observations et propositions formulées et traite de la prise en compte du bilan de la garante et de conclusions du rapport de la mission d'expertise.

Orientations des maîtres d'ouvrage suite au bilan

Les maîtres d'ouvrage ont réuni l'ensemble des exécutifs locaux concernés par le projet de Liaisons Ouest du Lac d'Annecy le 02 avril 2019 afin de présenter ~~l~~es premiers éléments de bilan de la concertation ainsi qu'une synthèse du bilan de la garante.

Des résultats la concertation, et sur la base des bilans dressés par le Garant de la Concertation et par les maîtres d'ouvrage, le Grand Annecy et le Département de la Haute-Savoie proposent d'appliquer les recommandations de la garante et notamment de travailler les points suivants :

- approfondissement des études de trafic par la Département pour une prise en compte des variations touristiques, des flux de transit et en améliorant la prise en compte des inductions de trafic,
- étude sur l'agglomération pour le tram portée par le Grand Annecy présentera un focus sur la rive Ouest,
- les projets urbains des deux entrées/sorties du tunnel devront être retravaillés en lien avec les communes ainsi que les demandes formulées évaluées techniquement et financièrement pour les traversées de Duingt et de Saint-Jorioz.

Ces études permettront au Département et au Grand Annecy d'apporter au projet global les adaptations utiles en poursuivant la concertation.

Enfin, conformément au sujet du phasage abordé dans les recommandations du garant de la CNDP, le Grand Annecy s'engage à apporter des améliorations immédiates à la ligne de bus existante partout où cela sera possible en lien avec les communes concernées et avec l'accord du gestionnaire de la voirie départementale.

Il est demandé à l'Assemblée départementale de bien vouloir délibérer et statuer.

Le Conseil départemental,
après en avoir débattu, délibéré et enregistré l'abstention de Mme PETEX (momentanément absente de la salle des séances lors du vote),
à l'unanimité,

ARRETE le bilan de la concertation préalable des maîtres d'ouvrage concernant le projet de Liaison Ouest du Lac d'Annecy (LOLA), établi notamment au regard du bilan de la garante et joint en annexe.

SE PRONONCE favorablement sur :

- les études à engager, à savoir les études de trafic, les études techniques pour les accès et les traversées de Duingt et Saint-Jorioz, et l'étude tramway par le Grand Annecy,
- la mise en œuvre immédiate des améliorations possibles pour fluidifier la ligne de bus existante par le Grand Annecy en lien avec les communes.

APPROUVE la poursuite des études du projet LOLA selon les orientations préconisées.

ACCEPTE de poursuivre la concertation et l'échange avec la population et les communes concernées.

Délibération télétransmise en Préfecture
le 03 juin 2019,
Publiée et certifiée exécutoire
le 05 juin 2019,
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
Signé,
Le Président du Conseil départemental,
Christian MONTEIL

Bilan des maîtres d'ouvrage

Projet de liaisons Ouest du lac d'Annecy

Bilan de la concertation

Mai 2019

Sommaire

Introduction p.4

Partie 1 – Présentation du projet..... p.5

1.1 Contexte et objectifs p.6

1.2 Un projet global de liaisons associant tunnel et Bus à haut niveau de service (BHNS) p.7

1.3 Le tunnel p.8

1.4 Une Nouvelle voie urbaine (NVU) pour relier le carrefour de la Croisée au tunnel dans la zone de Vovray p.9

1.5 Le projet de Bus à haut niveau de service (BHNS) entre Annecy et Faverges..... p.10

1.6 Les acteurs, le budget prévisionnel et le calendrier p.12

Partie 2 – Le dispositif d'information et de concertation..... p.13

2.1 Phases de préparation et définition des modalités p.14

2.2 Le dispositif d'information du public p.16

2.3 Le dispositif de participation du public ..... p. 18

Partie 3 – Les données chiffrées de la concertation..... p. 21

3.1 Fréquentation des réunions, ateliers et expositions ..... p. 22

3.2 Fréquentation du site internet p.23

3.3 Contributions du public à la concertation p.23

3.4 Contributions d'acteurs institutionnels et élus à la concertation p.27

Partie 4 – Les thématiques abordées durant la concertation p.31

4.1 Synthèse introductive p.32

4.2 La concertation en question p.33

4.3 Les différentes thématiques abordées à propos du sujet p.36

Partie 5 – Les conclusions et orientations issues de la concertation p.67

5.1 Les conclusions du bilan d'Isabelle Barthe, garante de la concertation p.68

5.2 Les conclusions du bilan des maîtres d'ouvrage p.70

liaisons
Ouest
du lac
d'Annecy
CONCERTATION
PUBLIQUE
© dep 74 - Gilles Marguerat

CD-2019-030

Introduction

Le présent document est le bilan de la concertation sur le projet de liaisons ouest du lac d'Annecy qui s'est tenue du 17 octobre 2018 au 17 janvier 2019.

Ce travail est le fruit de l'analyse de l'ensemble du processus qui s'est tenu, aussi bien sur un plan quantitatif que sur un plan qualitatif. La concertation « *n'est ni un sondage, ni un référendum* » comme l'a souligné à plusieurs reprises Isabelle Barthe, garante de la concertation désignée par la Commission nationale du débat public (CNDP). Ce travail s'attache donc, tout en montrant bien le rapport de force qui existe entre personnes qui se sont manifestées favorables ou défavorables au projet, à restituer fidèlement, sans parti-pris ni censure, l'ensemble des arguments qui ont été échangés et à retranscrire la richesse des débats auxquels a donné lieu cette concertation. C'est cette richesse et la pertinence des arguments qui guideront les maîtres d'ouvrages dans leurs décisions.

Composé de cinq parties, ce bilan revient d'abord sur une présentation rapide du projet tel qu'il a été présenté à la concertation. Une deuxième partie présente l'ensemble du dispositif qui a été mis en place pour l'information du public et l'expression de celui-ci sur le projet.

La troisième partie s'intéresse aux aspects quantitatifs de cette concertation : le nombre de participants, le nombre de contributions écrites, le nombre de personnes présentes aux différentes manifestations, etc.

La quatrième partie est consacrée à l'analyse qualitative de cette concertation. Il s'agit de donner un aperçu synthétique mais complet des différents points de vue et arguments qui ont été exprimés sur le projet durant la concertation. De nombreux verbatims illustrent cette partie pour rendre compte des différentes tonalités des expressions. Sans tenir de comptabilité, cette présentation se fait malgré tout selon une hiérarchisation par ordre d'importance du nombre d'occurrences des thèmes et des points de vue dans le débat.

La dernière partie présentera le bilan fait par la garante, l'analyse globale de la concertation et de ces débats faite par les maîtres d'ouvrage, ainsi que les orientations qu'ils prendront quant à la suite à donner à ce projet.

liaisons Ouest du lac d'Annecy

CONCERTATION PUBLIQUE

© dep 74 - Gilles Marguerat

1. Présentation du projet

1.1 Contexte et objectifs

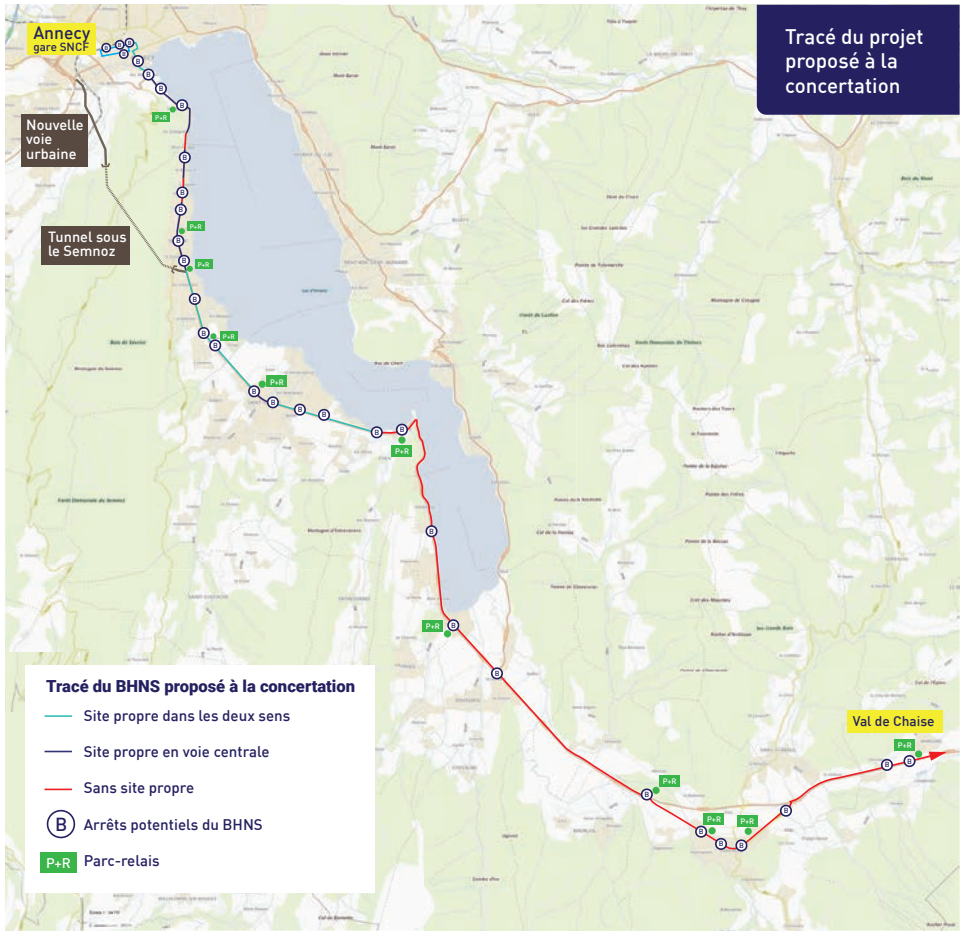
La forte attractivité économique et géographique de la Haute-Savoie, notamment de l'agglomération d'Annecy, a pour conséquence une augmentation de la population et donc de l'urbanisation. Ces 10 000 habitants de plus par an génèrent un grand nombre de déplacements supplémentaires. Des difficultés de circulation toujours plus importantes se cristallisent dans l'agglomération d'Annecy et ses abords immédiats, notamment sur les rives du lac. La qualité de vie des habitants et l'attractivité du territoire en souffrent, en rive Ouest comme en rive Est et au niveau de la Communauté de Communes des Sources du Lac. C'est pour répondre à ces enjeux que le Département de la Haute-Savoie et le Grand Annecy ont soumis à la concertation publique ce projet global alliant Bus à haut niveau de service et un tunnel de contournement sous le Semnoz, pour améliorer les conditions de déplacement. Au coeur de la philosophie du projet, ne pas opposer les modes de déplacement, tenir compte des réalités du développement du territoire et des comportements de mobilité, et offrir des possibilités d'évolution sur l'usage des infrastructures.

1.2 Un projet global de liaisons associant tunnel et Bus à haut niveau de service (BHNS)

Ce projet, soumis à la concertation publique du 17 octobre 2018 au 17 janvier 2019, a pour ambition d'améliorer la circulation et les déplacements sur les deux rives du lac d'Annecy pour une meilleure qualité de vie des habitants et un accompagnement nécessaire des effets du développement de ce territoire.

4 axes majeurs du projet

- L'aménagement de la RD1508 entre Annecy et Duingt pour permettre la mise en place d'une ligne de BHNS entre Annecy et le Pays de Faverges.
- La réalisation d'un tunnel sous le massif du Semnoz avec ses raccordements aux voiries existantes.
- La réalisation de plusieurs parcs-relais sur le tracé du BHNS.
- Une Nouvelle voie urbaine (NVU) qui reliera le carrefour de la Croisée et l'entrée Nord du tunnel à Vovray.



1.3 Le tunnel

Le tunnel du Semnoz proposé à la concertation serait un ouvrage routier monotube bidirectionnel de près de trois kilomètres de long (2 920 mètres).

Son extrémité Nord se situerait au niveau de l'ancienne carrière de Vovray sur la commune d'Annecy, son extrémité Sud à proximité immédiate de l'ancien hôtel Riant Port sur la commune de Sevrier.

Il serait raccordé aux voiries existantes au nord et au sud, respectivement au giratoire d'extrémité Sud de l'avenue des Vieux Moulins à Annecy et à la RD1508 au niveau du carrefour de la rue du Port à Sevrier (à proximité du restaurant McDonald's).

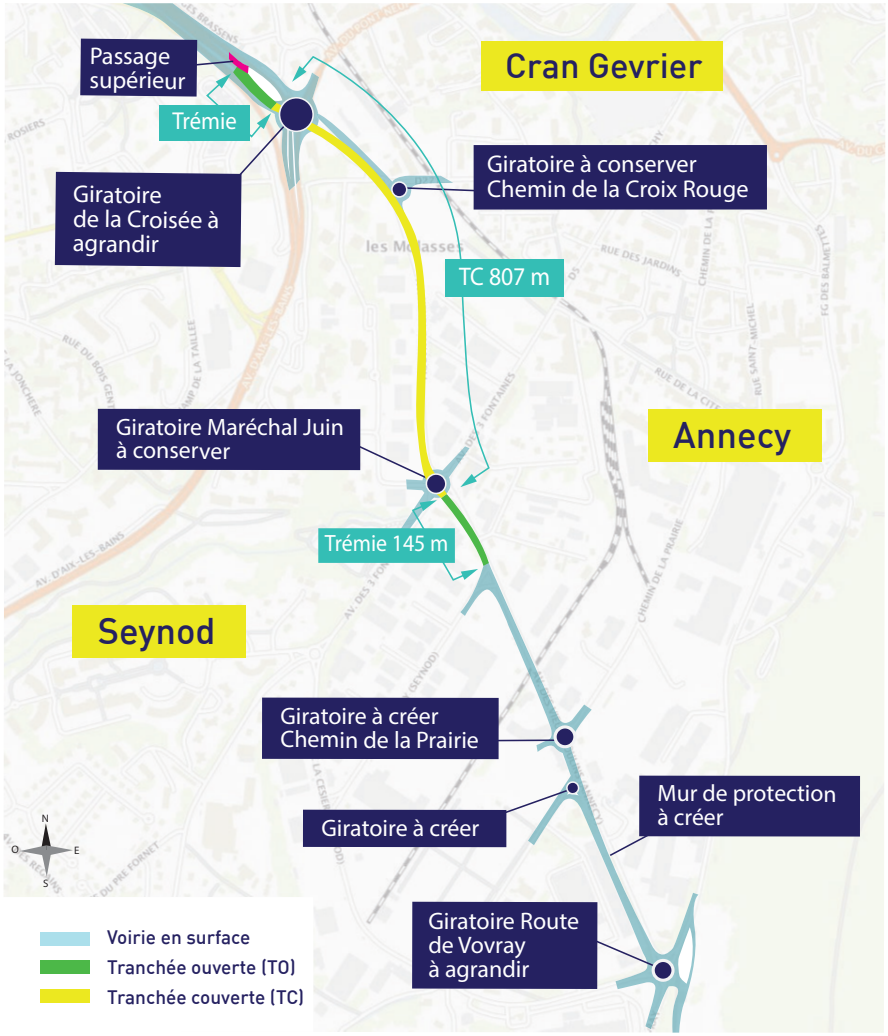
Les conditions d'exploitation du tunnel

- Tunnel sans péage.
- Limitation du trafic dans le tunnel à 1 000 véhicules par heure.
- Vitesse maximale autorisée de 70 km/h.
- Interdiction du transport de matières dangereuses.

Situtation générale du projet.

1.4 Une Nouvelle voie urbaine (NVU) pour relier le carrefour de la Croisée au tunnel dans la zone de Vovray

La NVU constituerait l'ouvrage principal d'accès au tunnel du Semnoz depuis le nord et l'ouest de l'agglomération annécienne. Elle se raccorderait au boulevard de la Rocade au nord (RD1501 et RD3508) au niveau du carrefour de la Croisée et au giratoire de la route de Vovray au sud, soit une longueur d'environ 2 km. Elle s'inscrirait pour l'essentiel dans l'axe des voiries existantes de la rue de la Croisée, de l'avenue Zanaroli et de l'avenue des Vieux Moulins. Trois scénarios sont envisagés dont les différences portent essentiellement sur les aménagements entre le carrefour de la Croisée et le carrefour Maréchal Juin. L'avenue des Vieux Moulins serait quant à elle réaménagée en surface et élargie avec des modes doux en voies latérales.



NVU scénario n°2 - description technique globale du projet.

1.5 Le projet de Bus à haut niveau de service (BHNS) entre Annecy et Faverges

Les aménagements proposés ont pour objectif la mise en service d'une ligne de transport en commun sur la RD1508 entre la gare routière d'Annecy et le giratoire de la RD182 à Val de Chaise, affichant un niveau de service très supérieur à celui existant, notamment jusqu'à Duingt.

Pour assurer la régularité des bus, il est nécessaire d'aménager des couloirs de bus dédiés et des priorités bus au niveau des carrefours et ainsi ne pas subir les conditions de circulation.

Les principaux aménagements de voirie porteraient sur le tronçon Annecy <=> Duingt, où circulerait une ligne de bus urbaine exploitée par le Grand Annecy. Entre Duingt et Val de Chaise, le projet s'appuie sur l'offre de service actuelle de la ligne interurbaine exploitée par la Région.

Des parcs-relais seraient aménagés sur le tracé pour favoriser le report des automobilistes vers les bus. Le service serait également amélioré pour les usagers au-delà de Duingt grâce à une plus grande régularité des bus et une plus grande rapidité de trajet.

Le niveau de service et les principes d'exploitation de la ligne

Dans le cadre du projet, l'offre de service suivante serait proposée entre Annecy et Duingt :

- Fréquence : 10 minutes en heures de pointe (7h à 9h et 17h à 19h) et 30 minutes en heures creuses.
- Début de service : 6h00.
- Fin de service : 20h30.

Pour assurer ce niveau de service, il est proposé de s'appuyer sur 2 lignes de transport en commun :

- 1 ligne urbaine Annecy Gare <=> Duingt Église, gérée par le Grand Annecy.
- 1 ligne interurbaine Annecy Gare <=> Faverges <=> Albertville Gare, gérée par la Région Auvergne-Rhône-Alpes qui correspond à la ligne 51 actuelle.

Des bus circulant en voie propre entre Annecyet Duingt

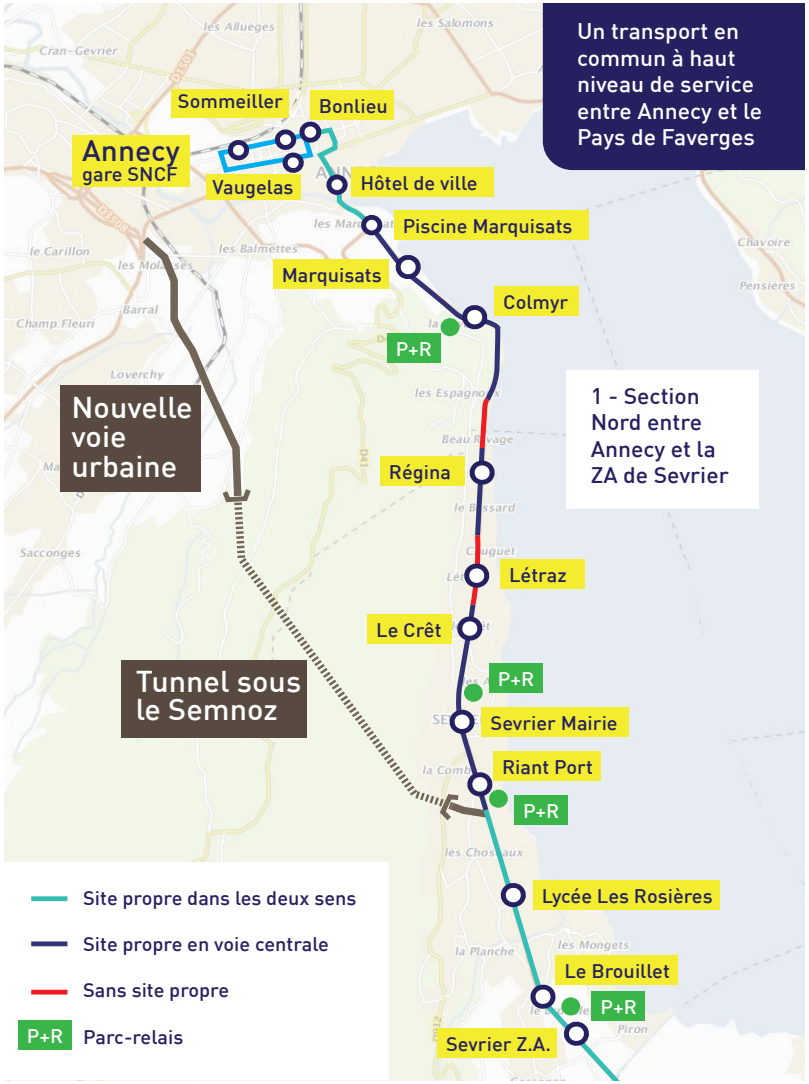
Sur plusieurs sections de la RD1508 des voies de bus en site propre dans chaque sens de circulation seraient réalisées.

En raison du degré d'urbanisation actuelle de part et d'autre de la RD1508 entre Annecy et Duingt, il n'est pas possible de réaliser des couloirs latéraux pour la circulation des transports en commun sur l'ensemble du trajet, notamment entre Annecy et Sevrier. Il est donc proposé pour ce tronçon la réalisation d'un couloir de bus central réversible selon les heures de passage.

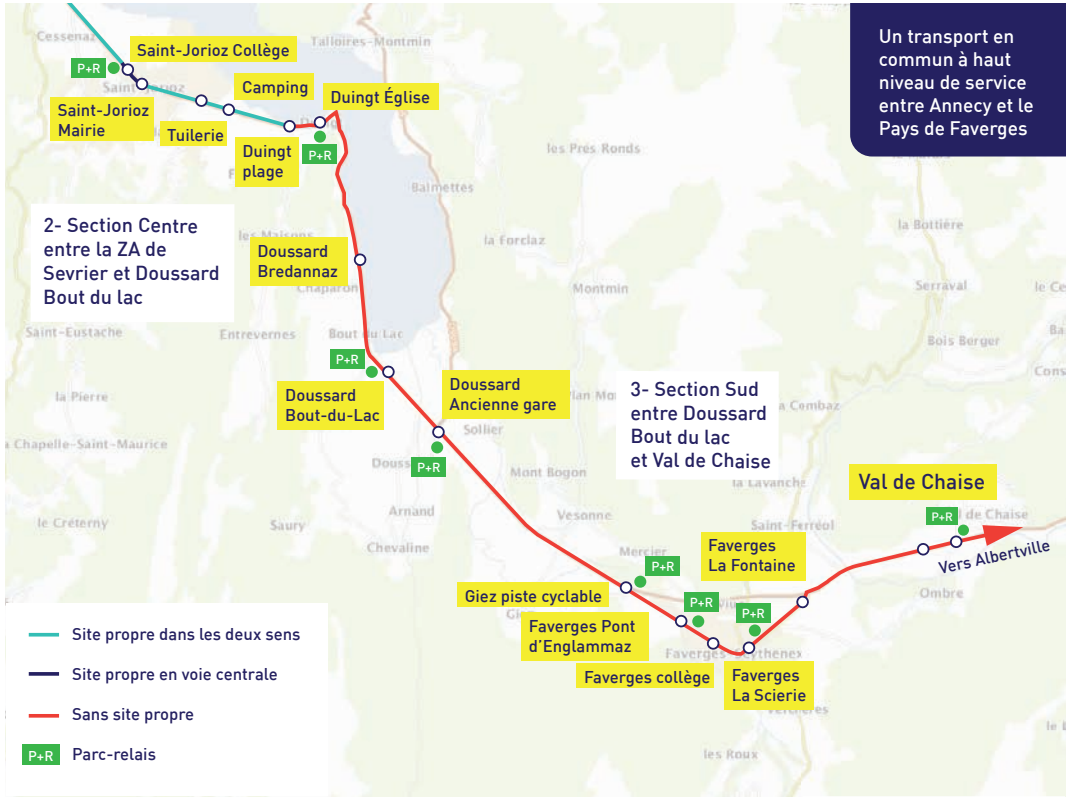
Des aménagements spécifiques aux carrefours

Les bus seraient prioritaires aux carrefours giratoires grâce à un système de détection automatique de leur arrivée et de feux tricolores pour arrêter les voitures.

Pour le giratoire de la route du Col de Leschaux, il est proposé de le réaliser traversant pour les bus. Ce dispositif offre en effet un meilleur confort aux usagers.



Le BHNS d'Annemasse.



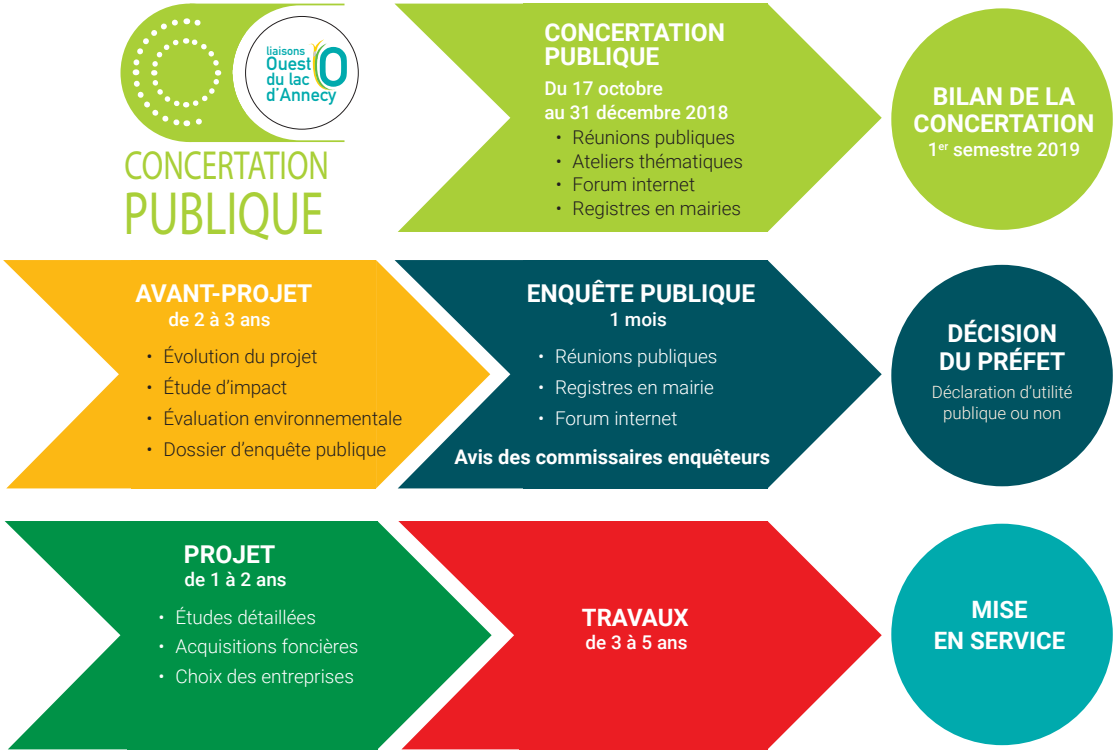
1.6 Les acteurs, le budget prévisionnel et le calendrier

Le projet fait l'objet d'une co-maîtrise d'ouvrage entre le Département de la Haute-Savoie et le Grand Annecy.

Investissements	BHNS	Tunnel	Scénario 1 NVU	Scénario 2 NVU	Scénario 3 NVU
En millions d'euros	68	179	102	105	57
Total	300 à 350 millions d'euros selon scénario de NVU				
Coûts annuels de fonctionnement	BHNS		Tunnel + scénario 1 NVU	Tunnel + scénario 2 NVU	Tunnel + scénario 3 NVU
En millions d'euros	5,7		4,6	4,9	4

Coûts actualisés décembre 2017.

Le financement du projet fait l'objet d'une répartition entre le Département de la Haute-Savoie et le Grand Annecy.



© dep 74 - L. Guette

2. Le dispositif d'information et de concertation

2.1 Phases de préparation et définition des modalités

2.1.1 La concertation s'est déroulée du 17 octobre 2018 au 17 janvier 2019

Celle-ci devait à l'origine prendre fin le 31 décembre 2018. À la suite de la demande de l'association Barral ensemble et de nombreux habitants de Seynod, demande appuyée par Françoise Camusso, maire déléguée de Seynod ainsi que la garante, Christian Monteil et Jean-Luc Rigaut, présidents du Département et du Grand Annecy, ont décidé de prolonger cette concertation jusqu'au 17 janvier, soit la durée maximale prévue par la loi ; cela afin d'organiser un atelier spécifique sur les effets du projet à Seynod.

2.1.2 Une concertation sous l'égide d'une garante

Le Département de la Haute-Savoie et le Grand Annecy ont décidé de saisir la Commission nationale du débat public (CNDP) le 6 décembre 2016 en lui présentant le dossier d'étude ainsi qu'une étude de contexte.

À la suite de cette saisine, et au titre de sa mission de conseil aux maîtres d'ouvrage, la CNDP a désigné une garante de la concertation, Isabelle Barthe, avec laquelle les maîtres d'ouvrage ont élaboré le dispositif de concertation et d'information du public.

Isabelle Barthe a participé à l'ensemble des comités de pilotage ainsi qu'aux principaux comités techniques.

Par ailleurs, les maîtres d'ouvrages ont organisé deux temps d'échange, en présence de la garante, avec les associations intéressées par le projet pour leur présenter les avancées du dossier de concertation et les modalités de concertation qui allaient être mises en place.

Ces réunions ont eu lieu en février 2017 et mars 2018.

2.1.3 Le contexte légal

La concertation préalable est organisée au titre des articles L.103-2 du code de l'urbanisme. Les dispositions de l'article L.120-1II 1°, 3° et 4° du code de l'environnement sont également applicables à cette procédure de concertation. L'article L.103-2 du code de l'urbanisme prévoit que les projets et opérations d'aménagement et de construction ayant pour effet de modifier de façon substantielle le cadre de vie, notamment ceux susceptibles d'affecter l'environnement ou l'activité économique et qui sont énumérés à l'article R. 103-2, font l'objet d'une concertation associant pendant la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les personnes concernées. Sont ainsi visés les investissements routiers dans une partie urbanisée d'une commune d'un montant supérieur à 1 900 000 euros et conduisant à la création de nouveaux ouvrages ou à la modification d'assiette d'ouvrages existants. Par délibérations, respectivement en date du 10 septembre et du 27 septembre 2018, le Département de la Haute-Savoie et le Grand Annecy ont fixé les objectifs du projet et les modalités de la concertation préalable menée en application du code de l'urbanisme.

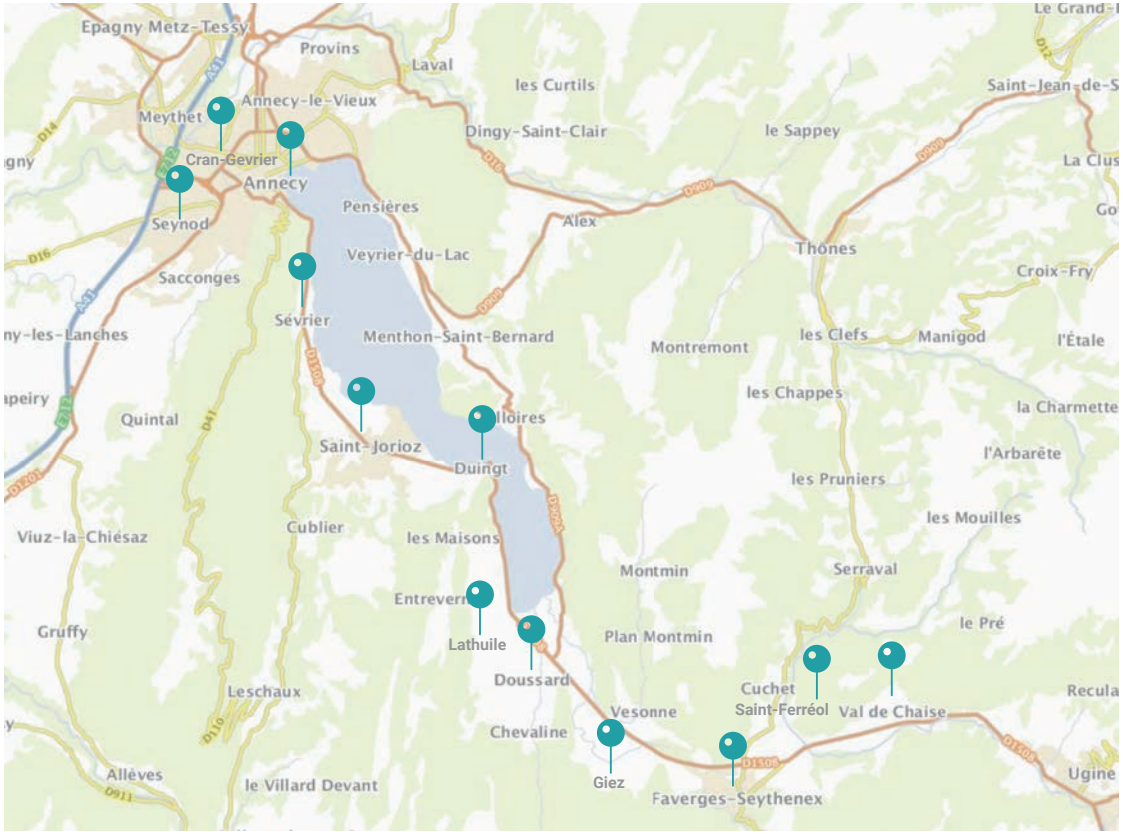
liaisons Ouest du lac d'Annecy

CONCERTATION PUBLIQUE

2.1.4 La zone géographique de la concertation

➢ Les 12 communes ayant reçu le registre de concertation, les affiches et l'exposition permanente

- Annecy
- Seynod (commune déléguée)
- Cran-Gevrier (commune déléguée)
- Sevrier
- Saint-Jorioz
- Duingt
- Lathuile
- Doussard
- Faverges
- Giez
- Val de chaise
- Saint-Ferréol



2.2 Le dispositif d'information public

Un site internet dédié

Un site internet dédié a été mis en ligne à partir du 2 octobre 2018. Celui-ci reprend la majeure partie des informations diffusées dans le dossier de concertation et la plaquette de synthèse réalisée à cette occasion. Il contient également une partie actualité, un agenda ainsi qu'un espace forum (cf. 3.3.2.1) mis en ligne à partir du 17 octobre.

L'ensemble des documents ou études afférents au projet est téléchargeable sur le site.

Le dossier de concertation

Le dossier de concertation, document de 96 pages, a été mis à disposition du public dès le 2 octobre par téléchargement sur le site internet du projet ainsi qu'en consultation libre dans les 12 mairies directement concernées par le projet.

Des affiches en mairie

Des affiches ont été déposées dès le 2 octobre dans les 12 mairies concernées.

Des affiches dans les bus de la Sibra

200 affichettes déclinées en format A4 ont été affichées dans les bus de la Sibra durant la semaine du 29 octobre au 2 novembre 2018.

Un film de présentation du projet

Un film de présentation du projet de 4 mn 30 a été réalisé. Il a été diffusé à chacune des réunions publiques. Il pouvait également être visionné en page d'accueil du site internet dédié.

Une exposition permanente dans les 12 mairies

Une exposition de 4 panneaux présentant de manière synthétique le déroulé de la concertation ainsi que le projet de liaisons Ouest du lac d'Annecy, a été montrée de manière permanente du 2 octobre 2018 au 17 janvier 2019.

La plaquette de synthèse

Une plaquette de synthèse de 20 pages présentant le projet a été largement diffusée en boite aux lettres (113 000 ex) sur la zone de concertation (Grand Annecy plus 6 communes de la Communauté de communes des Sources du lac) du 10 au 16 octobre 2018.

Une lettre d'information print

La plaquette de synthèse était accompagnée d'une lettre d'information de quatre pages expliquant le déroulé et la démarche de la concertation publique. Une version de cette lettre d'information traitait des deux concertations concomitantes (PDU et LOLA) et était destinée à la zone géographique concernée par ces deux concertations. Une autre version ne traitait que de la concertation LOLA et a été uniquement diffusée dans les communes de la Communauté de communes des sources du Lac concernées par celle-ci.

liaisons Ouest du lac d'Annecy

CONCERTATION PUBLIQUE

Une deuxième lettre d'information print est prévue au cours du mois de juin pour revenir sur le processus et annoncer la publication des bilans.

- **Une lettre d'information mail**

Quatre numéros d'une lettre d'information numérique relatant le déroulé de la concertation ont été diffusés aux personnes s'étant inscrites sur le site (300 abonnés).

- **Les réseaux sociaux**

Un compte Twitter ainsi qu'une page Facebook dédiés au projet de liaisons Ouest du lac d'Annecy ont été créés.

Plus de 80 tweets ont été postés ainsi que plus de 40 publications Facebook.

L'exposition itinérante au centre Bonlieu le 12 octobre 2018.

2.3 Le dispositif de participation public

2.3.1 Le dispositif d'échange et de rencontre avec le public

- **4 réunions publiques**
  - Annecy, le 17 octobre 2018, salle Eugène Verdun, centre Bonlieu
  - Faverges, le 8 novembre, salle polyvalente
  - Sevrier, le 19 novembre, complexe d'animation
  - Veyrier-du-lac, le 13 décembre, salle de la Veyrière

Le déroulé d'une réunion publique (durée : 2h30 mn à 3h)

- ▶ Réunion animée par un modérateur
- ▶ Accueil par le maire
- ▶ Présentation du projet par les maîtres d'ouvrage avec un support Powerpoint et un film d'animation de 4 mn 30
- ▶ Présentation par le collectif Grenelle à chaque réunion et de l'association Barral Ensemble à la dernière réunion
- ▶ Temps d'échange avec la salle ayant duré plus d'une heure trente à chaque réunion

- **6 ateliers thématiques**
  - Les transports en commun en rive Ouest - le 22 novembre à Saint-Jorioz
  - Le renouvellement urbain - le 28 novembre à Seynod
  - Le trafic et la modélisation - le 29 novembre à Saint-Jorioz
  - La qualité de l'air - le 1er décembre à Doussard
  - Les trajets domicile-travail (Annecy - Pays de Faverges) et l'attractivité économique - le 12 décembre à Duingt
  - Les effets du projet sur les secteurs Barral-Vovray-Trois Fontaines – le 8 janvier à Seynod

Le déroulé des ateliers (durée : 3h à 3h30 mn)

- ▶ Ateliers animés par un modérateur avec les responsables techniques de la maîtrise d'ouvrage et les cabinets de l'assistance à maîtrise d'ouvrage
- ▶ Présentation Powerpoint projetée
- ▶ Temps d'échange
- ▶ Travail en table avec production de synthèse sur la base de questions posées pour les ateliers trafic, trajets domicile-travail et renouvellement urbain

La garante de la concertation était présente et a pu intervenir à toutes les réunions et tous les ateliers.

- **Une exposition itinérante composée de 4 panneaux présentée sur 5 demi-journées**
  - Le 11 octobre au centre commercial Géant à Seynod
  - Le 12 octobre au centre Bonlieu à Annecy
  - Le 27 octobre à Doussard
  - Le 31 octobre à Faverges
  - Le 20 novembre au Centre hospitalier Annecy-Genevois (CHANGE)

2.3.2 Le dispositif d'expression écrite du public

- **1 forum internet**

  Un forum de dialogue a été mis en place sur le site internet du projet. Il nécessitait une inscription et les messages de ce forum étaient modérés avant publication pour éviter les messages ne répondant pas à la charte du forum (celle-ci est accessible sur le site : https://liaisonsouest-lacannecy.fr/charte-forum/). Les messages étaient, au choix des contributeurs, publiés sous leur nom ou sous un pseudonyme.

- **Un formulaire de contact et une adresse email**

  Les personnes pouvaient également intervenir sur le projet en envoyant un mail aux maîtres d'ouvrage. Cela était possible en l'envoyant à l'adresse concertation@liaisonsouest-lacannecy.fr largement communiquée, mais également grâce au formulaire de contact de la page d'accueil, ou encore grâce à un lien direct situé en haut de la page d'accueil du forum.

- **Les registres en mairies**

  Des registres papier étaient mis à disposition du public dans les 12 mairies citées plus haut pour les personnes préférant une voie plus matérielle pour leur contribution.

Page d'accueil du site internet dédié au projet.

3. Les données chiffrées de la concertation

3.1 Fréquentation des réunions, ateliers et expositions

La fréquentation des réunions publiques a été importante durant toute la durée de la concertation avec plus de 1 500 personnes cumulées présentes pour les quatre réunions. L'atelier supplémentaire organisé à Seynod sur les effets du projet dans ce secteur a attiré environ 150 personnes et s'est naturellement transformé en ré-union publique après la présentation complète des techniciens sur les différents aspects du projet sur ce secteur.

En ce qui concerne les cinq autres ateliers, la fréquentation a oscillé de 12 à 36 personnes en fonction des thèmes. Il a été reproché que les ateliers sur les trajets domicile-travail et sur les transports en commun étaient programmés à des horaires moins compatibles avec une participation des personnes actives. Cepen-dant, les ateliers trafic et qualité de l'air, deux des sujets majeurs de la concertation n'ont réuni que 36 personnes pour l'atelier trafic organisé en soirée et 22 pour l'atelier qualité de l'air organisé un samedi matin.

Ces ateliers ont permis d'entrer dans le détail des sujets abordés et d'avoir des échanges très argumentés, notamment du fait de la présence des bureaux d'études ayant travaillé sur les sujets abordés dont ATMO et Transmobilités.

L'exposition itinérante a rencontré également un réel succès avec un intérêt marqué du public et de nombreux échanges et questions. Elle a notamment permis de faire la publicité des réunions publiques se tenant dans le secteur quelques temps après. Ce sont en tout plus de 300 personnes qui ont été touchées avec cette exposition.

3.1.1 Réunions : 1 600 personnes

- **Annecy : 300 personnes présentes environ**
- **Faverges : 300 personnes présentes environ**
- **Sevrier : 750 personnes présentes environ**
- **Veyrier-du-Lac : 250 personnes présentes environ**

3.1.2 Ateliers : 250 participants

- **Les transports en commun en rive Ouest : 21 personnes présentes**
- **Le renouvellement urbain : 14 personnes présentes**
- **Le trafic et la modélisation : 36 personnes présentes**
- **La qualité de l'air : 22 personnes présentes**
- **Les trajets domicile-travail et l'attractivité économique (Annecy - Pays de Faverges) : 12 personnes présentes**
- **Les effets du projet sur les secteurs Barral-Vovray-Trois Fontaines : 150 personnes présentes environ**

Réunion publique à Sevrier le 19 novembre 2018.

3.2 Fréquentation du site internet

Entre le 2 octobre et le 17 janvier :

- **9 007 utilisateurs**
- **15 915 sessions**
- **6 mn et 46 sec en moyenne passées sur le site par session**
- **6,76 pages en moyenne visitées par session**
- **2/3 des visiteurs ont parcouru le site au-delà de la page d'accueil**

Ces données confirment l'intérêt porté au projet.

3.3 Contribution du public à la concertation

3.3.1 Contributions par voie électronique

Les contributions du public ont été nombreuses durant toute la durée de la concertation : du premier jour de l'ouverture des débats le 17 octobre, jusqu'au 17 janvier, dernier jour de la concertation. Les quelques contributions arrivées les 18 et 19 janvier ont également été acceptées. La voie électronique a été plébiscitée.

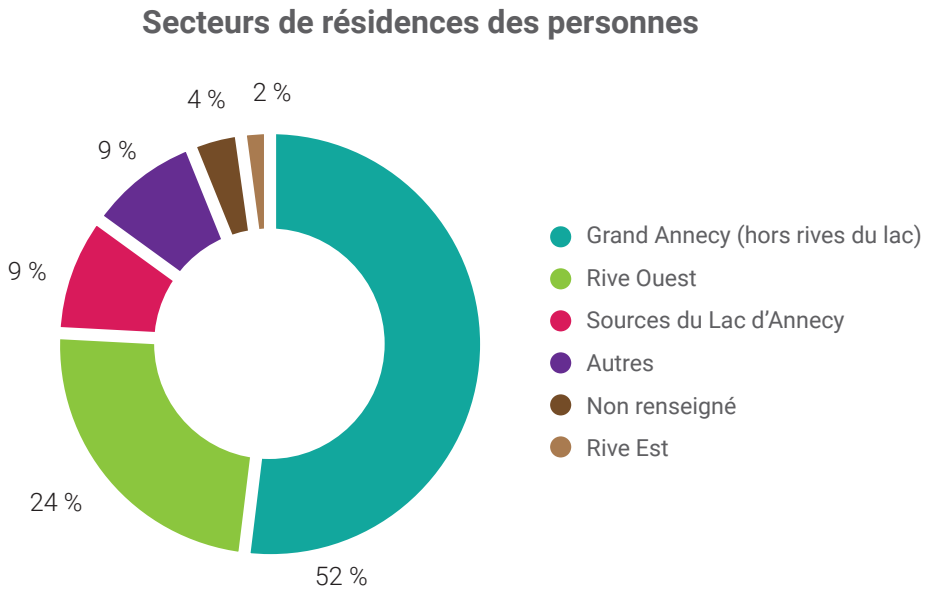
Sur le site, les internautes avaient deux possibilités pour formuler leur avis :

- le forum, public et consultable par tous (cf. p.19),
- par mail (cf. p.19).

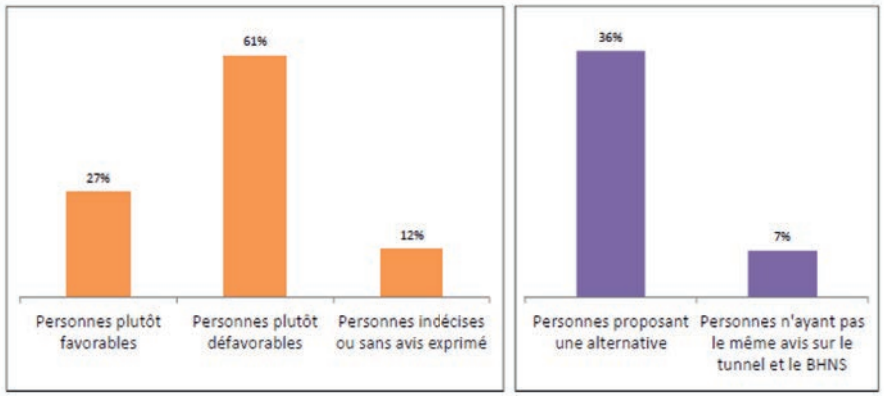
Certaines personnes ont envoyé leurs messages *via* les deux canaux, d'où certains doublons qui ont pu être identifiés.

- **Cela représente au total 1 327 contributions par 801 contributeurs différents, dont :**
  - 902 contributions publiées sur le forum par 439 contributeurs différents ;
  - 425 contributions reçues par mail et non publiées sur le forum par 403 contributeurs différents (41 contributeurs ont envoyé des mails et participé au forum, il y a donc 362 nouveaux contributeurs grâce aux mails).

Graphique de répartition géographique des contributeurs par voie électronique



Graphique sur les avis des contributeurs par voie électronique



3.3.2 Les réponses des maîtres d'ouvrage

Les maîtres d'ouvrage ont posté 66 réponses sur le forum et 19 réponses très détaillées dans la FAQ qui s'est enrichie au fur et à mesure des questions posées par les contributeurs.

Voici les thématiques développées dans la FAQ suite aux questions posées par les internautes.

Les différents modes et types de transport

- Comment les différents modes de transport sont-ils pris en compte dans le projet ?
- BHNS ou Tramway, quels critères de choix ?
- Lien entre densité et fréquentation des transports en commun.
- À propos de l'étude TTK.

Le tunnel

- Le tunnel sera-t-il saturé en 2030 ?
- Le tunnel va-t-il générer un «appel de trafic» et concurrencer l'autoroute sur la liaison de transit entre Albertville et le Nord de la Haute-Savoie ?
- Pourquoi ne pas faire un tunnel plus court ou plus long ?
- La sortie du tunnel est-elle compatible avec la zone classée SEVESO ?
- Le tracé du tunnel et les systèmes karstiques du Semnoz.

Les aménagements proposés sur la RD1508 pour fluidifier le trafic

- Que se passe-t-il sur la RD1508 (trafic, congestion et pollution) ?
- Le giratoire de la Croisée.
- Le giratoire d'entrée du tunnel à Sevrier.

L'environnement et l'étude air

- Quel impact va avoir le projet sur les émissions locales de particules fines ?
- Le projet augmente-t-il l'exposition à la pollution côté Vovray ?
- Quel impact du projet sur les émissions de CO_2 ?

La Nouvelle voie urbaine

- Quel impact va avoir le projet sur le trafic du côté de Seynod, autour de la NVU ?

Les temps de parcours

- Diagnostic de la situation actuelle.
- Comparaison entre les temps de parcours en situation actuelle, en situation de projet 2030 et en situation 2030 sans projet.

Que dit la loi littoral ?

- Texte et considérations.

3.3.3 Contributions dans les registres en mairie

Le public avait, comme il est réglementairement demandé, la possibilité d'inscrire sa contribution sur les registres mis à sa disposition dans les 12 mairies directement concernées par le tracé du projet. Il apparait que de nombreux contributeurs sur les registres ont également publié leur contribution sur le forum et font donc doublon. Cependant, même s'il ne faut pas les additionner aux autres contributions, nous avons choisi de les distinguer et d'en faire une comptabilité à part.

- Registre en mairie d'Annecy :
  21 contributions
- Registre en mairie déléguée de Cran-Gevrier (Annecy) :
  4 contributions
- Registre en mairie de Doussard :
  2 contributions
- Registre en mairie de Duingt :
  32 contributions
- Registre en mairie de Faverges :
  76 contributions
- Registre en mairie de Giez :
  1 contribution
- Registre en mairie de Lathuile :
  11 contributions
- Registre en mairie de Saint-Ferréol :
  4 contributions
- Registre en mairie de Saint-Jorioz :
  47 contributions
- Registre en mairie de Sevrier :
  13 contributions
- Registre en mairie déléguée de Seynod (Annecy) :
  1 contribution
- Registre en mairie de Val de Chaise :
  2 contributions

Au total on trouve 162 avis opposés au projet et 33 avis favorables. Plus de 90 personnes soutiennent des alternatives (BHNS en site propre ou tram-train, passant par le tunnel de la Puya) et la majorité se sent concernée par la vision du projet et ses impacts environnementaux.

3.3.4 Contributions/interventions en réunions publiques

Il y a eu au total 102 contributions durant les réunions publiques (sont comptées toutes interventions ou questions n'émanant pas des maîtres d'ouvrage)

Il est intéressant de noter que les réunions publiques ont été assez homogènes dans leur déroulé avec plus de questions à Annecy où a eu lieu la première réunion, avec des interventions souvent plus courtes. Plus de questions ont également été posées à Faverges, où seul le projet LOLA était présenté. Les réunions de Sevrier et Veyrier-du-lac ont permis une vingtaine d'expressions avec des interventions souvent plus longues. Ce sont ainsi plus de 100 questions et interventions qui ont pu être enregistrées au total.

- Annecy : 27 questions/interventions
- Faverges : 31 questions/interventions
- Sevrier : 21 questions/interventions
- Veyrier-du-Lac : 23 questions/interventions

3.3.5 Contributions/interventions en ateliers thématiques

Il y a eu 96 contributions et 13 synthèses de groupes durant les ateliers (sont comptées toutes interventions ou questions n'émanant pas des maîtres d'ouvrage)

Là encore, on retrouve une forte homogénéité dans le déroulement des ateliers. Pour les ateliers ayant privilégié le travail en table, on retrouve le même nombre d'interventions et questions avant le travail de synthèse effectué par les participants en petits groupe de travail. Pour les autres ateliers, un nombre plus élevé de contributions a été enregistré : autour d'une vingtaine. Le cas de Seynod est particulier car la présentation détaillée du projet sur le secteur a été relativement longue et les interventions du public, comme dans une réunion publique, l'ont été également.

- Les transports en commun en rive Ouest : 22 questions/interventions
- Le renouvellement urbain : 11 questions/interventions et 3 synthèses de groupes
- Le trafic et la modélisation : 11 questions/interventions et 6 synthèses de groupes
- La qualité de l'air : 25 questions/interventions
- Les trajets domicile-travail et l'attractivité économique (Annecy-Pays de Faverges) : 10 questions/interventions et 4 synthèses de groupes
- Les effets du projet sur les secteurs Barral-Vovray-Trois Fontaines : 17 questions/interventions

Atelier Trafic à Saint-Jorioz le 29 novembre 2018.

3.4 Les contributions d'acteurs institutionnels et élus à la concertation

Nous avons choisi de distinguer ici les contributions des différentes mairies qui se sont exprimées à travers des délibérations ou des votes de motion, les contributions d'institutions telle que la CCI, les contributions des associations ou collectifs organisés, ainsi que les contributions d'élus du territoire ou d'organisations politiques.

L'ensemble de ces contributions est accessible dans une annexe téléchargeable sur le site dédié.

3.4.1 Les délibérations et motions des collectivités

Le 18/12/2018 : la Commune de Lathuile a voté une délibération

La commune ne s'oppose pas au projet mais demande des modifications pour une meilleure efficacité :

- un tracé de BHNS parallèle à la voie verte entre le port de Sevrier et Regina et via le tunnel de la Puya (tracé Systra 2013) ;
- un phasage du projet afin de donner la priorité au BHNS ;
- des adaptations au projet de tunnel (gabarit limité à 3,5m de hauteur, péage différencié pour les habitants, déviation de Saint-Jorioz le long de la voie verte).

Le 20/12/2018 : la Communauté de communes des Sources du lac a voté une délibération

La commune ne s'oppose pas au projet mais demande des modifications pour une meilleure efficacité :

- Les élus sont très favorables au BHNS, mais demandent une augmentation du cadencement de la ligne 51 et moins d'arrêts pour améliorer la vitesse commerciale.
- Ils demandent l'amélioration du covoiturage, le développement du vélo et des connexions ferroviaires.
- La commune ne s'oppose pas au projet de tunnel s'il n'entraine pas d'effets négatifs sur la santé de sa population.
- Elle demande un phasage du projet donnant la priorité au BHNS.
- Elle demande que la RD1508 soit un axe de desserte et non de transit.
- Elle est favorable au tracé BHNS de l'étude Systra de 2013, le long de la voie verte et via le tunnel de la Puya.

Le 21/12/2018 : la commune de Sevrier a voté une motion

Motion en faveur du projet sans unanimité (24 voix pour 2 voix contre) et avec des demandes :

- des mesures compensatoires en sortie de tunnel côté Sevrier (interdire le passage des poids lourds dans le tunnel, mesures contre la pollution visuelle et sonore ainsi que pour l'amélioration de la qualité de l'air, étude sur une tranchée couverte) ;
- une seule voie centrale de BHNS entre la sortie du tunnel et le sud de la commune, avec traitement paysager ;
- des P+R en ouvrage avec intégration paysagère ;
- un matériel de qualité pour le BHNS et des cadences suffisantes ;
- une interdiction de la circulation des poids lourds sur la RD1508 ;
- une association du conseil municipal à la poursuite du projet.

Le 16/01/2019 : la commune de Val de Chaise a voté une délibération

La commune s'oppose au projet et demande une solution alternative :

- Le tunnel augmenterait significativement la circulation routière à partir de Saint-Jorioz jusqu'à Val de Chaise.
- Seule une solution transports en commun non routière permettrait de contenir le trafic routier, le tramway ou le tram train étant mieux adaptés.
- La commune demande une station de tram ou tram-train à proximité de la future ZA Glière Thermesay.

Le 16/01/2019 : la commune d'Albertville a adressé un courrier à la Garante de la concertation

- Demande d'étude d'un projet de tram-train entre Annecy et Albertville.

.

Le 17/01/2019 : la commune de Saint-Jorioz a voté une position

- Il faut agir rapidement, en dissociant les projets « tunnel » et « BHNS » et lancer rapidement un projet de transport collectif efficient, s'intégrant harmonieusement à l'environnement.
- Un projet performant de BHNS ne devrait pas nécessiter la construction d'un tunnel.
- La commune demande qu'une solution souterraine de la traversée de son centre soit retenue en parallèle du projet de tunnel.
- La commune souhaite que le projet soit repensé globalement, avec une réflexion environnementale et territoriale plus large, plus moderne et compatible avec les finances publiques.

3.4.2 Les contributions institutionnelles

La CCI et la CMA

- Favorables au projet pour des considération de développement économique et d'accessibilité du territoire.

Conseil de développement d'Arlysère

- Demande une réflexion et une étude approfondie pour un tram-train entre Annecy et Albertville.

3.4.3 Les associations et collectifs

ADTC Savoie

- Défavorable au projet, le collectif soutient une solution alternative de type tramway ou tram-train.

Annecy Lac Pêche et la Fédération Départementale de Pêche et de Protection des Milieux Aquatiques

- Ne se prononce pas sur le projet mais s'inquiète de ses effets sur la qualité de l'eau, notamment du côté de Doussard.

Association des Agriculteurs de l'Agglo d'Annecy et SICA des Pays de Faverges et du Laudon

- Ne se prononcent pas sur le projet mais demandent qu'une attention particulière soit portée à la préservation des terres agricoles et veulent être associés aux futures concertations sur le projet.

Barral Ensemble

- Plutôt défavorable au projet, se mobilise essentiellement sur les impacts en termes de qualité de l'air sur le quartier Barral et plus largement sur Vovray et le secteur Trois Fontaines.

CIPRA France

- Ne se prononce pas sur le projet et rappelle les principes directeurs de la convention alpine.

Collectif Grenelle

- Défavorable au projet, le collectif soutient une solution alternative de type tramway ou tram-train.

DPE et APE de l'école élémentaire Barral

- Ne se prononcent pas sur le projet mais demandent qu'une attention particulière soit portée sur les impacts possibles du projet sur le quartier Val Vert et l'école élémentaire Barral.

Génération.s Annecy

- Défavorable au projet, soutient une solution alternative de type tramway ou tram-train.

Groupe « Église Verte » au nom de la paroisse catholique « Sainte TERESA` de Calcutta – Les bords du Lac »

- Défavorable au projet, soutient une solution alternative de type tramway ou tram-train.

Ligue contre la violence routière 74

- Plaide pour un contournement plus large et la création d'un transport en commun ambitieux de type tramway.

OÏKOS KAÏ BIOS

- Défavorable au projet, soutient une solution alternative de type tramway ou tram-train.

Rive Ouest Environnement

- Défavorable au projet.

Roule & Co

- Défavorable au projet, soutient une solution alternative de type tramway ou tram-train.

3.4.4 Les pétitions

Deux pétitions ont été mises en lignes

- L'une, par le Grenelle de la qualité de l'air et des transports intitulée « Rive Ouest du lac d'Annnecy, oui à un transport en commun vraiment attractif, non au tunnel », a recueilli 8220 signatures au 22/02.
- Une autre, par l'ARDSL intitulée « Oui au tram-train Annecy-Albertville », a recueilli 5180 signatures au 22/02.

3.4.5 Les élus

Plusieurs élus se sont manifestés spécifiquement à travers des contributions écrites sur le site ou en registre

Favorables au projet

- Sylvianne Noël, sénatrice de la Haute-Savoie
- Annabel André-Laurent, vice-présidente de la Région Auvergne-Rhône-Alpes
- Bernard Accoyer, 1er vice-président du Grand Annecy, maire délégué d'Annecy-le-Vieux
- Jean-Paul Amoudry, conseiller départemental du Canton de Faverges
- Sylviane Rey, conseillère départementale du Canton de Faverges
- Olivier Barry, conseiller communautaire du Grand Annecy, 1er adjoint à la maire déléguée de Seynod
- Marc Caton, conseiller municipal d'Annecy, conseiller communautaire
- François Scavini, adjoint au Maire d'Annecy

Favorable ou pas opposé avec propositions alternatives et améliorations

- Hervé Bourne, Maire de Lathuille
- Valérie Losserand-Gardier, 1ère adjointe mairie de Saint-Ferréol
- Éric Barithel, 1er adjoint au maire de Duingt
- Bruno Barthalais, adjoint à l'urbanisme du maire de Duingt

Opposés au projet

- Martine Berthet, sénatrice de Savoie
- Nora Segaud-Labidi, maire déléguée de Cran-Gevrier, conseillère régionale
- Jean-François Brugnon, 1er adjoint Albertville
- Fabienne Grebert, conseillère régionale de Haute-Savoie du groupe Le Rassemblement Citoyens Écologistes Solidaires
- Jean Boutry, conseiller municipal d'Annecy, conseiller communautaire du Grand Annecy, élu de Cran-Gevrier
- Claude Mauriange, conseiller municipal Sevrier
- Bernard Fontaine, conseiller municipal Sevrier

3.4.6 La presse

74 articles ont été recensés sur le sujet dont 2 dans la presse nationale spécialisée (Le Moniteur et Mobilité Magazine) :

- Dauphiné Libéré : 21
- L'Essor Savoyard : 15
- 8 Mont Blanc : 7
- France Bleu Pays de Savoie : 3
- Francebleu.fr : 1
- H2O Radio : 7
- ODS : 6
- RCF Haute-Savoie : 5
- Ledauphine.com : 1
- Hebdo des Savoie : 1
- France 3 Alpes : 1
- mobilitesmagazine.com : 1
- Le Moniteur : 1
- Groupe-ecomedia.com : 1
- France Bleu Pays de Savoie : 1
- montblanclive.com : 1
- Eco Savoie Mont Blanc : 1

Dauphiné Libéré - Edition Annecy-Rumilly-Les Aravis

Mercredi 17 Octobre 2018
Type : Presse écrite
Couverture : Local ou Régional
Page 2 / 3

ANNECY

MOBILITÉ | La concertation publique sur le projet des Liaisons Ouest du lac d'Annecy (Lola) s'ouvre à compter d'aujourd'hui, jusqu'au 31 décembre

Tunnel du Semnoz et BHNS, destins liés

L'Essor Savoyard

Jeudi 18 Octobre 2018
Type : Presse écrite
Couverture : Local ou Régional
Page 1 / 1

Projet Liaison Ouest : les 3 scenarii à Seynod

Plusieurs hypothèses sont soumises à la concertation publique, quant à l'entrée Nord du tunnel sous le Semnoz.

L'Essor Savoyard

Jeudi 11 Octobre 2018
Type : Presse écrite
Couverture : Local ou Régional
Page 1 / 4

L'Essor Savoyard

Tunnel sous le Semnoz : c'est à vous de décider

BASSIN ANNÉCIEN P. 8
Les petites communes ont du mal à exister dans le Grand Annecy

BASSIN ANNÉCIEN P. 36
Malgré les arrestations, le trafic de stupéfiants prospère

4. Les thématiques abordées durant la concertation

4.1 Synthèse introductive

La concertation portait sur un projet visant à permettre une meilleure accessibilité à l'ensemble du territoire des rives du lac d'Annecy pour faire face aux engorgements actuels amenés à empirer avec la croissance démographique prévue par le Scot à l'horizon 2030. Cette concertation a été l'occasion de faire émerger de nombreux thèmes liés au projet. Outre les aspects techniques et l'efficacité du projet discutés, la concertation a ouvert plus largement le débat sur le modèle de développement voulu pour le territoire du lac d'Annecy ainsi que sur des thématiques telles que le réchauffement climatique, les effets de la pollution sur la santé des enfants et des générations à venir, le modèle de société et d'organisation territoriale qu'il fallait imaginer. Ce débat était d'autant plus prégnant que la concertation sur LOLA se conjuguait avec la concertation sur le PDU du Grand Annecy.

Contre le projet, une tendance forte s'est dégagée pour des alternatives de transports en commun sans tunnel routier, au premier rang desquelles, la réalisation d'un tramway ou tram-train passant par le tunnel de la Puya puis se prolongeant sur les emprises de la voie verte et allant jusqu'à Albertville.

D'autres ont plébiscité la proposition de la mairie de Lathuile qui, sans être opposée au projet, demande la réalisation dans une première phase du BHNS en site propre passant par le tunnel de la Puya. Cette notion du phasage du projet a régulièrement été soulevée. Il s'agit de savoir comment gérer la situation à court et moyen terme et de savoir s'il faut commencer par un BHNS seul pour inciter aux changements de comportement.

Par ailleurs, des inquiétudes se sont fait jour sur le secteur particulier de Vovray, 3 fontaines, Barral, Valvert et Pont-neuf où le trafic va augmenter avec l'arrivée du tunnel et la création de la NVU ainsi que dans les traversées de certaines communes en rive Ouest du lac.

Les soutiens au projet mettent en avant sa capacité à « désengorger » Annecy à faire « respirer » les bords du lac et à permettre le développement économique ou encore assurer une plus grande sécurité des déplacements. Il y a plusieurs demandes d'amélioration du projet, que ce soit sur le service du BHNS, sur les P+R ou encore sur les aménagements en sortie de tunnel et pour les traversées de villes.

Ces thématiques, nous allons les aborder en détail dans la partie qui suit en commençant par le cadre de la concertation et ses modalités, que nous distinguons des autres thématiques.

4.2 La concertation en question

La concertation elle-même a été un objet de débat. Celui-ci s'est porté autant sur l'organisation, les moyens mis en oeuvre et son déroulement que sur le fond, l'utilité et la sincérité de celle-ci.

4.2.1 L'organisation et les débats

Des remerciements pour l'organisation du débat

De nombreux messages ont voulu saluer l'organisation d'un tel débat, qu'il s'agisse de personnes favorables au projet ou opposées à celui-ci. L'essentiel étant d'avoir un lieu d'expression sur un projet d'aménagement majeur.

> *« Sans processus de concertation publique (ou de débat public), impossible d'attirer l'attention sur tel ou tel aspect ou tel ou tel oubli du dossier. Alors que grâce à cette procédure et à la présence de la garante nommée par la CNDP, de nouveaux éléments d'information et de discussion ont pu, en cours de concertation, être versés au débat par le public et même soumis à discussion avec l'appui des maîtres d'ouvrage (cf. la réunion spéciale rajoutée au programme, le 8 janvier sur Seynod). Quelle autre procédure permet de telles avancées ? »*

> *« J'ai été content de découvrir l'organisation, la participation importante du public (présence et préparation des interventions, et franchise). »*

> *« Néanmoins, cette concertation nous propose aujourd'hui d'impliquer activement les habitants. Et montre un tournant intéressant dans les processus de décision. »*

Le forum du site internet, globalement plébiscité, a fait l'objet de quelques critiques sur la complexité des inscriptions et sur la lenteur de son fonctionnement dû à la modération.

D'inévitables griefs sont évoqués

Des lacunes ont été pointées, parfois sur l'organisation et la logistique, notamment pour la première réunion publique se tenant à Annecy, considérée comme sous-dimensionnée pour la ville. D'autres ont souligné des horaires d'ateliers inadaptés en journée qui empêchaient les actifs de s'y rendre.

> *« Venu participer à la séance du 17 octobre, j'ai été pour le moins perplexe de l'organisation d'une réunion publique [pour un projet (ndlr)] à 350M€... dans une salle pouvant accueillir moins de 300 personnes alors que la ville centre du Grand Annecy comprend 120 000 habitants... laissant pendant plus de 2h30 nombre de personnes debout ou assises par terre ou pour partie dans le parc... On pourrait en étant mauvais joueur dire qu'on a voulu décourager de participer !!! »*

En ce qui concerne les réunions publiques, les uns ont parfois trouvé qu'elles ne laissaient pas les opposants s'exprimer suffisamment,

> *« Je pense que cette réunion était cadenassée et que la salle n'a pas pu s'exprimer librement... On a bien vu la frustration des gens à la fin. »*

quand d'autres pointaient la mobilisation des opposants et le risque qu'ils ne soient pas représentatifs des actifs et biaisent les conclusions de la concertation par le ressenti qu'elles donnaient.

> *« Comme toujours dans ce genre de concertation la mobilisation des "contre tout projet" masque une majorité de personnes qui approuvent votre volonté de résoudre une situation qui va devenir critique (elle l'est déjà) dans les années à venir compte tenu de l'urbanisation croissante. »*

Dans le même esprit, le temps de parole accordé au collectif Grenelle était parfois considéré comme inéquitable et certains ont noté une intolérance vis-à-vis des personnes favorables au projet :

> *« Enfin, dernière remarque, chaque fois que j'ai réagi favorablement (en applaudissant par exemple) au projet LOLA, j'ai été agressé verbalement par des personnes situées derrière moi, ce qui en dit long sur le supposé comportement démocratique des membres d'associations dont la seule motivation est de bloquer tous les projets de développement. »*

4.2.2 Le contenu de la concertation

L'absence d'alternative reprochée

Une objection faite couramment à cette concertation portait sur le fait que seul le projet LOLA produit par les maîtres d'ouvrage était présenté sans qu'une alternative étudiée et approfondie le soit, notamment celle d'un tramway. L'absence d'alternative discréditait aux yeux de certains la notion de concertation.

> *« Le projet présenté ne parle que de tunnel, rien sur le tram !! ... que nous demande-t-on ? »*

> *« Comment peut-on appeler cela une concertation alors qu'aucune variante du projet n'est présentée si ce n'est pour la NVU. »*

> *« La phase de réflexion devrait se faire avec plusieurs variantes et c'est effectivement après discussion que la solution la plus pertinente est choisie. Mais là, les élus du Grand Annecy biaisent les débats. »*

Une sincérité de la démarche mise en doute

D'autres mettaient en cause la sincérité de la concertation avec notamment deux arguments : l'un portant sur le fait que tout était déjà décidé, l'autre sur le fait qu'il n'y avait pas d'obligation de suivre les recommandations des contributions ou s'interrogeant sur la prise en compte des avis. De ce fait, beaucoup ont évoqué l'idée d'un référendum local sur le projet.

> *« D'aucuns considèrent le projet comme plié et la concertation comme une agitation démagogue. »*

> *« À grands frais de "communication" institutionnelle, le débat est vidé de son sens dans la mesure où il ne sera pas suivi d'un référendum de validation/invalidation. »*

> *« Pourquoi ne pas proposer un RIC, remis au centre des débats par l'actualité, pour que les habitants puissent faire un réel choix en connaissance de cause sur l'une des solutions possibles ? »*

> *« Dans quelle mesure les avis des citoyens sont pris en compte dans la décision de ce projet ? »*

Des appréciations diverses sur l'information donnée

Dans le même esprit, les documents mis à disposition pour la concertation font l'objet d'analyses contradictoires. Les uns les trouvent très « orientés » quand d'autres, plus favorables au projet, les trouvent clairs et bien documentés.

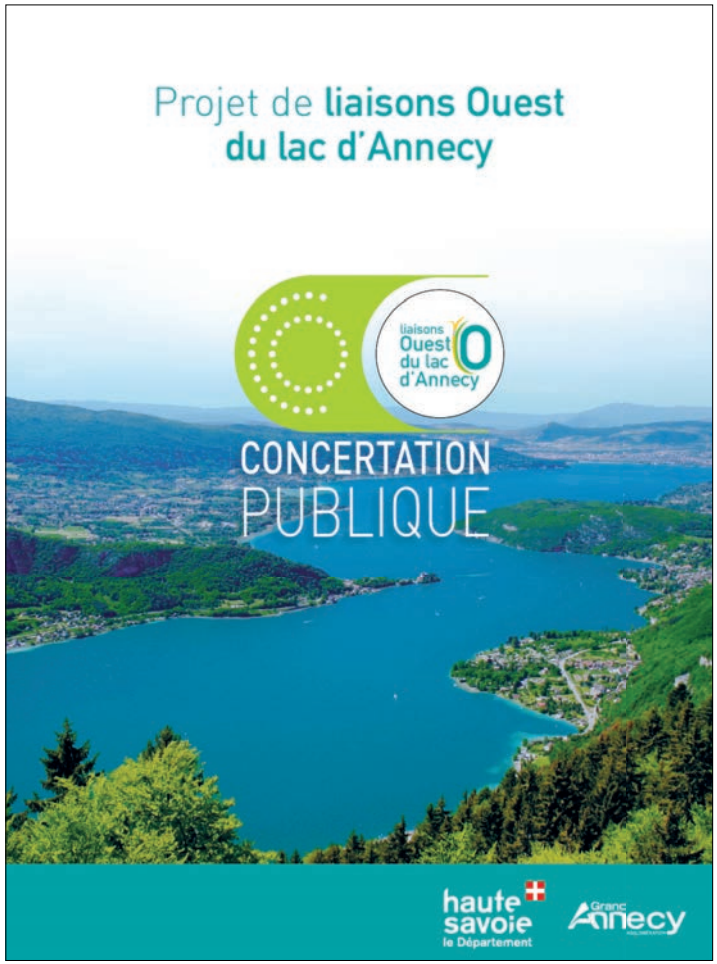
> *« À l'évidence, la plaquette diffusée à la population s'apparente à une profession de foi électorale. »*

> *« Dommage que la plaquette de présentation du projet ne soit pas impartiale, les avantages sont mis en avant et les inconvénients sont minimisés ou éludés. »*

> *« Le dossier consultable est très bien fait et convaincant. »*

Quelques messages regrettent que la concertation LOLA se fasse un peu au détriment de la concertation PDU.

> *« Je regrette que la concertation publique qui concernait à la fois le projet de PDU du Grand Annecy et au sein de ce projet global, les liaisons Ouest du Lac d'Annecy, se soit focalisée sur ces liaisons occultant tout le reste, comme si le Grand Annecy avait comme seule préoccupation de désengorger les contours du lac. »*



Couverture de la plaquette de synthèse de présentation du projet.

4.3 Les différentes thématiques abordées à propos du projet

4.3.1 La vision globale, la philosophie du projet

Deux visions s'opposent sur ce projet entre personnes et institutions qui y sont favorables et celles qui y sont défavorables. Les personnes favorables au projet développent une vision dans laquelle le projet doit assurer une fluidité et une meilleure accessibilité au territoire pour accompagner son développement. Pour les personnes opposées au projet, c'est la notion même de ce développement qui est mise en cause, en proposant une vision différente des enjeux d'avenir en termes d'environnement, de développement durable et de santé publique. Celle-ci passe par la défense d'une politique volontariste des transports en commun.

De nombreuses critiques sur l'orientation et l'ambition du projet

Une critique forte sur la philosophie du projet

Un des thèmes qui revient très largement chez les opposants au projet est ceui de « *projet du passé* », « *d'un autre temps* », « *qui ne prend pas en compte l'avenir et les nouveaux enjeux d'aménagement du territoire et de mobilité et d'environnement et de santé publique (et saturé à sa mise en service).* »

> *« La plaie de notre zone d'habitation c'est la route et ses véhicules, c'est le moteur à explosion. Annecy et ses alentours sont dans une contradiction terrible : ils vantent les beautés du lac et ont une politique d'aménagement et de transport archaïque. »*

> *« Je m'interroge sur votre soutien à ce projet de tunnel pour voitures. Un projet d'un autre temps !! »*

> *« Une idée imaginée dans les années 70… où l'automobile était reine. »*

> *« Ce projet de tunnel sous le Semnoz, déjà maintes fois évoqué et depuis de nombreuses années, est au contraire loin d'être innovant. Il ne fait que recycler des solutions dépassées qui aboutiront à un gaspillage d'argent public pour une amélioration de la mobilité moindre, des nuisances supplémentaires et des résultats négatifs en termes de lutte contre le changement climatique et de pollution de l'air. »*

Autre formule utilisée dans les mêmes proportions, parfois dans les mêmes messages, parfois de manière distincte : le reproche d'une pensée et d'une politique du « *tout voiture* ».

> *« Comment à notre époque pouvez-vous envisager la construction d'un tunnel encourageant le tout voiture sans y faciliter le transport propre ? »*

> *« Ce projet est particulièrement décevant et inadaptés au regard des attentes importantes des riverains, il dénote des conceptions d'ores et déjà dépassées. Il faut cesser de penser uniquement avec le "tout voiture". »*

> *« En conclusion, un projet très couteux avec une efficacité très incertaine, qui ne remet pas en cause la politique du tout voiture suivie ces 25 dernières années, malgré une augmentation significative de la population du bassin annécien, et en contradiction totale avec les orientations nécessaires au 21e siècle. »*

Une critique des moyens financiers engagés

Dans la continuité de ces critiques de nombreux messages font le lien avec le budget qui serait mieux employé sur un projet de transports en commun ou parlent d'un projet qui empêche la mobilisation des moyens et des ressources pour une politique plus ambitieuse des transports en commun et des modes doux.

> *« Je suis totalement opposée à ce projet, qui ne diminuera en rien le trafic automobile, représente un investissement financier considérable et qui,*

au lieu d'inciter à l'utilisation des transports communs, va offrir un atout supplémentaire au "tout voiture". »

« L'argent consacré à ce projet serait plus utile à la création d'un véritable transport en commun performant en site propre entre Duingt ou Doussard et Annecy-centre (genre tramway). »

« La priorité est d'investir ces plus de 300 millions dans des transports en commun et des modes doux de circulation (transports en commun en site propre, bus ou tram, vélos...). »

De la même manière, de nombreux messages évoquent le coût du projet « ***exorbitant*** », « ***faramineux*** », « ***dispendieux*** », « ***prohibitif*** », alors que d'autres s'interrogent sur la répartition des crédits entre routier et transports en commun.

« Tirant la leçon du fait, qu'aujourd'hui, 64% des déplacements dans le bassin annécien se font en automobile, l'ambition affichée est de diminuer ce chiffre au profit des transports en commun et de modes de déplacement plus doux. Or pour arriver à ce résultat plus de 80% de l'investissement planifié dans ce projet est consacré au... routier. Cela n'est pas logique. »

« Le BHNS apparaît comme le parent pauvre du projet LOLA en termes de coût 1/5 du coût global et en termes d'objectif dès lors qu'il ne se trouve pas en site propre sur l'intégralité du trajet. »

Ces différentes critiques sont souvent assorties d'une exhortation aux élus à qui on demande d'être « ***modernes*** », « ***courageux*** » ou « ***audacieux*** » en abandonnant le projet LOLA au profit d'un projet tout transports en commun.

Un manque de cohérence entre le PDU et LOLA

Dans des proportions bien moindres, d'autres griefs sont formulés, notamment le manque de cohérence entre LOLA et le PDU.

« Ce choix est en totale contradiction avec les objectifs du PDU (Plan de Déplacements Urbains) soumis également à concertation qui se propose de réduire la part modale très élevée de l'auto, soit 64% de nos déplacements au sein de notre agglomération (75% dans les « territoires ouverts »). »

« Dans le document du PDU, les objectifs affichés sont un changement de pratique de mobilité (donc moins de VL), une mobilité durable (donc moins de VL), la qualité de l'air... (donc moins de VL). Vos objectifs sont clairs, pour les atteindre il faut réduire le nombre de voitures sur la route. Or, que nous proposez-vous ? Un tunnel... pour pouvoir faire rouler encore plus de voitures! Il y a là une logique qui m'échappe, je dois l'avouer. »

« À mon sens, c'est plutôt la problématique du futur PDU qui devrait être considérée comme une donnée essentielle pour les liaisons Ouest, et non l'inverse. D'ores et déjà le document de travail du PDU inscrit parmi ses objectifs de développer une offre de mobilité alternative à la voiture, notamment dans les "corridors d'accès" et d'inciter à la modification des comportements. »

Un projet qui ne devrait pas coupler le BHNS et le tunnel

Le sujet du découplage entre BHNS et Tunnel revient à plusieurs reprises. Nous le développerons également dans la partie consacrée au phasage.

« Comme certains l'ont dit lors de l'atelier Trafic, ou lors des réunions publiques, ne serait-il pas plus sage de découpler juridiquement et temporellement les DUP TCSP et Tunnel/NVU ? »

« Ce découplage aurait plusieurs effets positifs : un vrai TCSP attractif et performant, par exemple un tram-train, mis en place plusieurs années avant tout tunnel routier susciterait un basculement culturel, un changement du tout voiture vers le transport collectif. (...). Un contentieux juridique contre la DUP du tunnel ne condamnerait pas le transport collectif dont a tant besoin la cluse du lac. »

« En conclusion, pour mieux satisfaire les besoins de mobilité dans la cluse du lac et au-delà, les porteurs du projet auraient tout intérêt à découpler temporellement et juridiquement le transport collectif TCSP du tunnel et de sa NVU. »

En contrepoint des exhortations faites aux élus, on note quelques messages mettant en cause leurs choix ou des intérêts supposés en favorisant constructeurs et promoteurs.

On note également un certain nombre de messages qui pointent un manque d'ambition du projet en termes de contournement. On retrouvera cette thématique du tunnel long ***versus*** le tunnel court dans le thème « *aménagement du territoire* ».

« Si l'on se montre ambitieux et respectueux du site du lac, alors envisageons un tunnel long depuis la sortie de l'autoroute Seynod (récemment créée) jusqu'à Doussard/Giez. Les Suisses et voisins italiens ont su le faire ! »

« Une vision saucissonnée qui ne permet pas une approche globale du contournement et des transports en commun à développer. »

La réponse des maîtres d'ouvrage durant la concertation

La philosophie du projet est de favoriser une amélioration de la mobilité, quel que soit le mode de déplacement. Il ne s'agit pas d'opposer les modes de déplacement mais de tenir compte des réalités du développement du territoire et des comportements de mobilité (aujourd'hui, plus de 65 % des déplacements en Haute-Savoie se font en automobile), et d'offrir des possibilités d'évolution sur l'usage des infrastructures.

Mais aussi un soutien important pour un projet mixte qui désengorge l'agglomération et favorise son développement

Un projet qui « désengorge » l'agglomération

Si les critiques et les oppositions au projet sont majoritaires, près d'un tiers des personnes s'est toutefois prononcé en sa faveur, avec des arguments qui reprennent souvent ceux des maîtres d'ouvrage et au premier rang desquels le désengorgement de l'agglomération et des bords du lac.

« Ce tunnel permettra ainsi de façon évidente de décongestionner ce trafic et donc de diminuer des bouchons insupportables et une traversée d'Annecy moins stressante et polluante. »

« Un projet utile qui va permettre de fluidifier la circulation. Indispensable pour désengorger l'avenue du Rhône. »

« Je suis très favorable à sa réalisation qui permettra un désengorgement de la ville d'Annecy (montée des trésums !!!, ...), et des rives du lac. »

« Il est absolument indispensable de créer et réaliser le contournement d'Annecy par la liaison Ouest du lac, appelée LOLA. Ce qui permettra enfin de désengorger l'agglomération, éviter une pollution, faciliter la vie des usagers, permettre une desservitude par transports publics performants, réduire les temps, les coûts et le confort. »

« J'ai habité pendant 3 ans à Graz en Autriche. La situation est très proche de celle d'Annecy. Un tunnel bâti il y a plus de 50 ans et doublé récemment permet de contourner la ville. La chance ne sourit qu'aux audacieux ! Il faut faire vite. »

Il est à noter que cet argument des exemples étrangers, Autriche, Suisse et Italie est utilisé dans plusieurs messages en faveur du projet mais également contre. Dans la veine des exemples étrangers, des alternatives routières comme un tunnel sous le lac ou un pont au-dessus sont évoquées à deux ou trois reprises.

Un projet nécessaire pour les entreprises et l'économie

L'accompagnement du développement démographique mais aussi économique, notamment en favorisant l'accessibilité des entreprises et en considérant que « la

voiture est un fait inéluctable » est un autre argument développé.

> *« Gérant d'une PME qui doit se déplacer tous les jours dans le bassin Annécien il devient impératif de créer ce tunnel pour fluidifier le trafic. Dans mon entreprise nous en sommes arrivés à diminuer notre activité sur le secteur Sevrier-Duingt-Doussard pour cause de perte de temps. »*

> *« C'est le bouclage sud du contournement d'Annecy, indispensable pour améliorer d'une part l'accès au bout du lac et aux entreprises qui s'y trouvent, d'autre part pour améliorer la situation de saturation du centre-ville, en déviant le flux de véhicules qui n'ont rien à y faire. »*

Plus largement et en dehors de l'aspect économique, nombre de messages mettent en avant une plus grande facilité de déplacements sur les bords du lac profitant bien sûr aux habitants mais également aux touristes. Il est à noter que les messages de plusieurs résidents secondaires ou touristes récurrents vont dans ce sens.

> *« Il permettra de réduire les temps de trajets entre Annecy et Faverges, en réduisant les bouchons, d'améliorer la qualité de l'air, la qualité de l'eau du lac, ainsi que la qualité de vie des travailleurs en réduisant leur temps de trajets domicile - travail. »*

> *« Nous passons plusieurs mois par an, depuis trente-cinq ans, sur Annecy, d'abord en camping puis dans un appartement. Nous pouvons témoigner de l'évolution du secteur avec la fréquentation croissante bien sûr en été mais aussi aux intersaisons. Nous connaissons les problèmes de bouchons et de stationnement. Ce projet nous paraît être raisonnable et bénéfique pour tous, résidents permanents bien sûr mais aussi pour le renom et l'image de ce secteur de Haute-Savoie, pour que celui-ci reste compétitif et dynamique. Il faut aller dans le sens du progrès et du dialogue pour tous. Ce projet doit être une réussite. »*

Un impact environnemental positif du projet

Un argument qui revient très fréquemment chez les personnes favorables au projet est que la fluidité que permettrait le projet va contribuer à l'amélioration de la qualité de l'air. De façon plus anecdotique, on parle également de son moindre impact paysager.

> *« Le tunnel permettra d'éviter au centre d'Annecy le transit et les déplacements pendulaires et d'éloigner du lac les risques de grave pollution. Il fluidifiera la circulation et permettra de développer en parallèle des modes de transport collectif qui ne seront pas bloqués. »*

> *« Chacun sait que les voitures et camions en "stationnaire" polluent beaucoup plus que des véhicules roulant à vitesse quasi constante, régulée et à vitesse moyenne, ce qui sera le cas dans ce tunnel. »*

> *« De plus le projet LOLA n'aura pas, selon moi, d'impact paysager, et permettra de conserver en l'état la piste cyclable en site propre qui pourrait être impactée par d'autres projets demandant plus d'emprise au sol. »*

Des parcours sécurisés grâce à l'alternative routière

Autre argument défendu à plusieurs reprises par les tenants du projet est la sécurisation des trajets qu'il offre en proposant une alternative routière en cas de problème (le séisme de 1996 a été évoqué). Cet argument est parfois associé à celui de l'accessibilité des secours sur la rive Ouest.

> *« Il est nécessaire qu'un réseau routier soit maillé pour qu'un utilisateur puisse changer d'itinéraire en cas de problème. »*

> *« Je suis pour ce tunnel à 100% qui permet de désenclaver cette rive du lac et de ramifier le réseau. Quelle galère lorsqu'il y a un accident sur cette nationale ! »*

> *« Pouvoir se rendre à Annecy librement, sans redouter un blocage de la circulation à la Puya en raison d'un incident ou d'un accident. Que se passerait-il lors d'un transport sanitaire à l'hôpital si l'ambulance était immobilisée à la Puya ? »*

Un projet financé et évolutif

Par ailleurs, de nombreux partisans de LOLA mettent en avant un projet qui a le mérite d'être financé et qui peut être évolutif. Souvent, il est également évoqué le fait qu'il est impératif d'agir et qu'il ne faut pas reporter ce projet pour de nouvelles études.

> *« Un des atouts essentiels du projet LOLA est de ne pas obérer l'avenir.... À la différence de voies de tram qui auraient rendu impossibles les évolutions, les structures routières polyvalentes permettront d'accueillir de nouveaux modes de transport modernes (véhicules ou navettes pneumatiques électriques autonomes par exemple). »*

« Si à plus long terme, la densification de l'habitat l'exigeait et permettait d'atteindre un seuil minimum de rentabilité, il serait toujours possible de connecter des voies de tram afin de prolonger un éventuel réseau urbain préexistant. »

« Le projet présenté n'est certes pas idéal mais il a le mérite d'exister et d'être réalisable dans des délais relativement courts (Allons-nous encore tergiverser pendant une dizaine d'années pour se mettre d'accord sur une autre alternative ?). »

Un projet mixte équilibré

Enfin, certains louent l'aspect équilibré du projet entre routier et transports en commun.

« Ce projet a le mérite de concilier transports automobiles et transports en commun. Le choix de la mise en œuvre de l'une seule de ces solutions serait une aberration ; je ne crois ni au tout auto, ni au tout transport en commun. »

« En conclusion, demain avec le projet LOLA il sera possible d'utiliser sa voiture (obligatoire pour certaines professions, pour certaines obligations, pour un lieu de travail trop éloigné, à causes des horaires, des difficultés pour se déplacer à pied...) avec un trajet plus fluide, de se rendre à Annecy avec les transports en commun avec un bus en site propre/voie centrale et aussi d'utiliser la voie verte pour des trajets plus courts = Projet Complet. »

« On rejette le BHNS qui serait inadapté, inefficace, et on promeut comme solution à tous les problèmes le tram..., mais on oublie de voir que le projet LOLA est, non pas une réponse miracle, mais une réponse globale et diversifiée, combinée avec les réflexions et les orientations du nouveau PDU du Grand Annecy... »

4.3.2 Le trafic au cœur des débats

La problématique des traversées de Saint-Jorioz et Duingt

Un reproche couramment fait au projet est de « ***déplacer le bouchon*** » à Saint-Jorioz et Duingt. La formule revient très souvent, et s'appuie sur l'augmentation de trafic prévue sur la rive Ouest. L'argument des maîtres d'ouvrage, qui expliquent que malgré son augmentation le trafic sera plus fluide du fait des aménagements prévus, n'apparait pas crédible pour de nombreux participants. Les habitants de Saint-Jorioz et de Duingt sont plusieurs à considérer que leurs communes sont les territoires sacrifiés du projet, ce dernier permettant une baisse de trafic sur la rive Est et aux Marquisats, mais en le « déplaçant » sur leurs communes. Cet aspect sera développé dans la partie « Aménagement du territoire » (cf. p.53).

« Je pense que le tunnel n'est pas une bonne option : cela va déplacer le problème au-delà de Sevrier. »

« Cela ne résoudra en rien les problèmes de circulations de l'agglomération. Cela ne fera que les déplacer à Saint-Jorioz et Seynod. »

« Un tunnel ne ferait que déplacer le problème de la pollution et engorgerait quelques kilomètres plus loin ! »

« Mais plus encore : en consultant "l'étude de trafic : modélisation statique" (pp. 65-66 et 74-75), on peut calculer une augmentation de 62% du trafic aux heures de pointe du matin entre Saint-Jorioz et Sevrier. Loin de fluidifier le trafic sur la rive Ouest du lac, le tunnel déplace les bouchons, en heure de pointe, du tronçon Annecy/Sevrier vers le tronçon Sevrier/Saint-Jorioz/Duingt. »

« En effet toutes les personnes qui résident sur la rive Ouest pourront témoigner que chaque jour à l'heure de pointe le bouchon se forme de Saint-Jorioz à Sevrier. Comment peut-on éluder cette composante majeure dans la construction d'un projet. Pourquoi décharger Talloires de 6 000 véhicules sur les 12 000 véhicules jour pour renvoyer sur la rive Ouest ce supplément de véhicules du fait de la construction du tunnel ??? La rive Ouest passant de 15 000 véhicules à 21 000 /jour cela revient à dire que le bouchon se formera plus en amont à Duingt ? à Doussard ? »

« La ligne droite Saint-Jorioz-Sevrier est en permanence bloquée. Imaginer cette route avec 30% de trafic en plus est un vrai cauchemar. Supprimer le feu de Saint-Jorioz pour le remplacer par deux ronds-points, comme le prévoit notre commune, ne résoudra pas le problème et je ne suis pas loin de penser que ce sera même pire. »

« Les deux ronds-points projetés dans le centre de Saint-Jorioz ne seront pas de taille suffisante pour écouler le trafic des voitures dans la mesure où il faudra laisser passer le BHNS. L'exemple de la traversée de la zone commerciale d'Epagny montre les limites de la coexistence d'une voie bus en site propre traversant une zone très fréquentée et un grand rond-point(...). Et la traversée de la ville de Duingt ? autre goulet d'étranglement.»

Dans de nombreux commentaires globalement favorables au projet, une inquiétude se fait jour concernant la sortie du tunnel à Sevrier, les traversées de Saint-Jorioz et de Duingt. Ces personnes demandent des aménagements complémentaires à ceux proposés, notamment des déviations à Saint-Jorioz, à Duingt ainsi qu'en sortie de tunnel. Cela leur semble indispensables pour absorber au mieux le trafic supplémentaire prévu.

« Je propose une tranchée couverte pour tout le trafic de passage, c'est à dire les véhicules dont la destination n'est pas Saint-Jorioz, tranchée qui débuterait avant le rond-point de chez Peugeot et ressortirait avant le rond-point où traverse la piste cyclable. Cette tranchée passerait donc sous la rivière du Laudon. »

« Gros rouleur, 60 000 km par an au moins, j'attends avec impatience la mise en place du BHNS et le percement du tunnel sous le Semnoz !! Il faudra par ailleurs envisager très rapidement un autre tunnel à hauteur de Duingt pour fluidifier encore plus le trafic qui va augmenter avec les constructions de logements. »

« Pour être complet, je pense qu'il faudra prévoir dans un avenir proche les déviations de Saint-Jorioz et Duingt. Des solutions simples et connues existent. »

« Concernant Saint-Jorioz, je pense que le projet de deux petits ronds-points sur le tracé de l'actuelle 1508 manque d'ambition et sera très vite insuffisant. Pour moi, si le coût est bien sûr d'un autre niveau, il faudrait faire la déviation, sur le tracé prévu de longue date, en souterrain sous le Laudon depuis la Gendarmerie jusqu'aux Chapelles. À Duingt, le problème est entier le projet ne règle rien, il faudra très vite réfléchir à une déviation. »

EN BREF

Propositions et demandes complémentaires exprimées au cours de la concertation :

- **une déviation de Saint-Jorioz, idéalement en souterrain ;**
- **une déviation de Duingt également en souterrain via un tunnel sous le Taillefer ;**
- **des mesures compensatoires en sortie de tunnel côté Sevrier.**

Des inquiétudes sur le fonctionnement du tunnel

Au titre des interrogations ou des arguments pour s'opposer au projet LOLA, se trouvent les commentaires liés à la « *saturation du tunnel* ». Cette notion a alimenté l'impression d'inefficacité voire « *d'inutilité* » du projet. Sur ce sujet, source d'inquiétudes ainsi que de malentendus et d'incompréhensions, les maîtres d'ouvrage ont pu apporter des réponses au cours de la concertation.

« [Le projet] ne se projette pas assez dans le futur et ne permettra pas de répondre à l'afflux de véhicules sur le trajet Faverges-Annecy. Il est dit dans l'étude que le tunnel sera saturé plus de 130 jours par an aux heures de pointe, c'est à dire lorsqu'on en aura le plus besoin. »

« Pour un investissement de 300 à 350 millions d'euros, avec +60% de trafic en heure de pointe, seulement 1000 voitures /heure dans ce fameux tunnel qui sera d'ailleurs saturé 137 jours par an peu de temps après son inauguration. »

« L'étude de trafic nous apprend aussi (page 88) que le tunnel serait saturé 137 jours par an dès 2030, ce qui augure mal du trafic entre Annecy et Sevrier par le lac (RD1508) dès les années 2030. »

« En effet, il est prévu d'ici 2030 que le tunnel soit saturé et fermé régulièrement pour une durée très courte, certes, mais en 2040 et 2050... qu'en sera-t-il ? »

La réponse des maîtres d'ouvrage durant la concertation

Ces fermetures ponctuelles ne résultent pas d'une situation de congestion mais d'un choix porté dans le projet de ne pas réaliser un tunnel qui permettrait un très fort débit automobile, mais au contraire d'en limiter le trafic. D'où le choix des maîtres d'ouvrage d'un tunnel monotube.

Pour un tunnel monotube, l'application des normes de sécurité en vigueur impose de limiter le trafic à 1 000 véhicules par heure et par sens de circulation. C'est pourquoi le tunnel pourra être amené à être fermé ponctuellement si cette limite est dépassée. Cette fermeture serait courte, le temps qu'une partie du trafic sorte du tunnel, et régulée par un feu. Elle n'entrainerait pas une situation de congestion pour les véhicules puisqu'ils pourront emprunter l'itinéraire par la RD1508 et les marquisats. Enfin, l'occurrence de fermeture est limitée : elle concerne au maximum 100 véhicules par heure, et dans trois quarts des cas, moins de 50 véhicules par heure. C'est pourquoi le choix d'un tunnel monotube a été maintenu.

Des inquiétudes sur le trafic du côté Seynod, notamment au carrefour de la Croisée et sur la rocade

Le fonctionnement du carrefour de la Croisée fait également partie des interrogations, notamment des riverains des secteurs Barral, Pont-Neuf voire de l'avenue d'Aix-les-Bains. Tous s'inquiètent de la forte augmentation de trafic prévue au niveau de ce noeud routier important qui est déjà souvent saturé. Là encore les maîtres d'ouvrage ont apporté des éléments de réponse à ces interrogations.

« Assez peu d'éléments précis abordent la situation engendrée par l'arrivée d'au minimum 10 000 véhicules jours de plus sur un point déjà très délicat de la circulation, le Carrefour de la Croisée. Celui-ci se trouve à la confluence entre la voie rapide Ouest (38 000 v/j), la RD1201 (déjà saturée aux heures de pointes avec 22 000 v/j) et de nouveaux axes tels la RD5 (de plus en plus utilisée pour tenter d'éviter le ralentissement créé par la sortie de l'autoroute à Chaux-Balmont et qui doit avoisiner aujourd'hui les 8 000 v/j) et la Route des Creuses (11 000v/j). Aucun scénario n'est proposé alors que la nouvelle voie va faire de ce point de la Croisée l'un des plus concentré de l'agglo et sans conteste le plus pollué. »

« Il est prévu à partir du rond-point de la Croisée. Ahurissant ! Nos élus savent-ils qu'à presque toutes les heures de la journée ce rond-point est déjà embouteillé, parfois saturé et c'est là qu'ils veulent faire aboutir une voie nouvelle à grand trafic ! »

« La nouvelle voie sortirait au carrefour de la Croisée qui actuellement est déjà à la limite de la saturation avec des embouteillages qui se répercutent parfois jusqu'à la sortie sud de l'autoroute. Les embouteillages seront réduits sur la RD1508 mais fortement aggravés en entrée sud d'Annecy, secteur beaucoup plus stratégique pour l'économie de l'agglomération que les bords du lac. »

« Le trafic est-il bien étudié pour les infrastructures côté Seynod/Annecy (carrefour de la croisée, rocade, RD1201). »

La réponse des maîtres d'ouvrage durant la concertation

Dans le projet proposé à la concertation, quel que soit le scénario considéré pour la NVU, le giratoire de la croisée (entre l'avenue Zanaroli et l'avenue d'Aix-les-Bains) est modifié avec une dénivellation : le flux de véhicules en provenance du tunnel et en direction de l'autoroute passe sous le giratoire. Les mouvements d'échanges se font eux en surface. Dans les deux configurations, les réserves de capacité du rond-point réaménagé permettent un fonctionnement normal du carrefour. Par ailleurs, les études de trafic et les modélisations prennent bien en compte l'ensemble du périmètre du Grand Annecy et au-delà, dont la rocade, la RD1201 et la RD3508.

Atelier sur les effets du projet sur le secteur Barral–Trois Fontaines–Vovray à Seynod le 8 janvier 2019.

Des études trafic interrogées sur l'effet d'induction et sur leurs hypothèses

Si les études de trafic sont généralement légitimées par l'ensemble des contributeurs, à tel point qu'elles servent souvent de base à certaines critiques du projet (cf. paragraphes précédents), il arrive cependant qu'elles soient mises en cause, notamment sur le phénomène d'induction généré par une nouvelle infrastructure et l'effet GPS qui ne seraient pas pris en compte, ce qui a suscité du débat lors de l'atelier trafic.

« Un grand absent dans cette étude : l'effet GPS. »

« Il est facile de comprendre, particulièrement en saison de ski, que les touristes suisses, allemands ou italiens seront, à partir de l'A41, automatiquement guidés vers Albertville via le tunnel sous le Semnoz, ce qui engendrera un supplément de circulation de plusieurs milliers véhicules par jour, c'est l'effet GPS. »

« Or tous les spécialistes de l'ingénierie des transports constatent une augmentation du trafic de 30% minimum après tout percement d'un nouvel axe routier, par effet d'attraction. Lyon en a fait la triste expérience avec le tunnel de Fourvière et le contournement Est, saturés dès leur ouverture. »

« Vous pensez réellement qu'une nouvelle voie gratuite qui va fluidifier la circulation sur les bords du lac et la traversée d'Annecy ne va pas tenter plus de monde ? En venant de l'autoroute, par exemple du péage d'Allonzier, et pour se rendre à Albertville, on gagne 12 € de péage aujourd'hui (sans doute le double en 2030 au rythme où les péages augmentent) et 48 km de distance en sortant de l'autoroute à Annecy et passant par le lac. La seule chose qui freine ce trafic de transit aujourd'hui : le temps de parcours. À l'heure où de plus en plus de monde ne navigue qu'avec le GPS, c'est Google qui décide du trajet emprunté. »

La réponse des maîtres d'ouvrage durant la concertation

La question du report d'itinéraire depuis l'A41 vers la RD1508 a été analysée sur la base des éléments disponibles :

- **résultats de l'enquête Origine-Destination réalisée sur la RD909a et la RD1508 en 2015,**
- **résultats de l'enquête Origine-Destination réalisée en barrière de péage d'Allonzier sur l'A41 en 2013,**
- **comparaison des coûts des deux itinéraires.**

Il en ressort les enseignements suivants :

- **Pour effectuer l'itinéraire Albertville <> Nord Haute-Savoie, en situation de trafic fluide, il est plus avantageux d'emprunter la RD1508 (ou la RD909a) que l'A41 car l'itinéraire est plus court en distance et n'est pas soumis à péage.**
- **En heure de pointe toutefois ce constat doit être nuancé car l'itinéraire par la RD1508 reste davantage soumis aux fluctuations de la circulation.**
- **Les enquêtes interviews ont permis d'évaluer le trafic d'échange actuel entre le Nord de la Haute-Savoie et la Vallée de la Tarentaise à 1400 véhicules/jour, dont 1100 empruntent déjà la RD1508 et/ou la RD909a.**
- **Ainsi, le report maximal de trafic depuis l'A41 vers la RD1508 serait d'environ 300 véhicules un jour ouvré classique.**

La problématique des flux saisonniers revêt une autre dimension. Le projet vise à améliorer les conditions de circulations locales un jour ouvré classique. C'est pourquoi la possibilité d'un tunnel plus long, débouchant au bout du lac, qui aurait capté lui un fort trafic de transit, n'a pas été retenue.

Parfois, c'est parce qu'elle est commandée par les maîtres d'ouvrage et donc « ***suspecte*** » que l'étude est mise en doute. D'autres points ont été critiqués comme la non prise en compte de certains aspects du trafic sur l'agglomération ou l'horizon 2030 des études qui semble à certains un horizon à trop court terme pour un projet de ce type.

« Il est fort probable que les chiffres de trafic maximum sur la route entre Sevrier et Annecy soient sous-estimés. »

« Bien sûr la plupart de ces chiffres sont minimisés et ne reflètent pas la circulation du samedi, plus importante, car ceux-ci correspondent à la circulation en semaine. Les arrivées et retours de station du samedi ne sont donc pas pris en compte. Les études disent ne vouloir refléter que le trafic local à la problématique duquel le projet souhaite répondre. Les riverains eux vivent là 7 jours sur 7. »

« Des secteurs pourtant prévus à fort trafic, comme la sortie du tunnel vers Seynod-Barral et la zone de Pringy proche de l'Hôpital et de l'A41 (autoroute prévue d'être élargie à 2X3 voies) n'ont fait l'objet d'aucune étude particulière et, de plus, sont pourtant destinés à une forte urbanisation. Cela s'ajoute à l'augmentation du trafic validée par les études sur la rive Ouest. »

« Et il s'agit d'une prévision pour 2030... Que peut-on imaginer au-delà ? Très certainement une circulation croissante... jusqu'à une nouvelle situation de congestion puisqu'au niveau de Saint-Jorioz, la circulation augmenterait de 40 %, à 24 000 véhicules / jour en 2030. »

« La loi impose de construire un tunnel bi-tube si les prévisions de trafic À QUINZE ANS dépassent 10 000 véhicules par jour et par voie de circulation (donc 20 000 dans les deux sens). Ne faudrait-il pas modéliser le trafic de l'année 2040 et non celui de 2030 pour répondre à la loi ? Les estimations de trafic dans le tunnel (p97 de l'étude de trafic et p17 de la plaquette de présentation) donnent 19 000 véhicules/jour (TMJA), en 2030, ce qui permet (tout juste) d'être «dans les clous» (comme par hasard). Est-ce bien crédible ? »

La réponse des maîtres d'ouvrage durant la concertation

L'atelier sur le trafic qui s'est tenu à Saint-Jorioz le 29 novembre 2018 a permis aux maîtres d'ouvrage et au bureau d'études Transmobilités de présenter dans le détail l'ensemble des hypothèses et du processus qui ont présidé à l'élaboration de l'étude trafic. Cette présentation a également été soumise à Béatrice Jarrige experte indépendante désignée par la CNDP qui en a validé les grands principes et la méthodologie. Un point concernant la prise en compte d'un éventuel doublement de la RD3508 Sud dans l'étude trafic a été soulevé auquel les maîtres d'ouvrage ont répondu (cf. page suivante).

Concernant la question de la prise en compte du trafic le samedi, les maîtres d'ouvrage ont expliqué que l'étude trafic s'est concentrée sur les heures de pointe des jours ouvrés car l'objectif est d'abord d'apporter une réponse aux déplacements quotidiens faits tous les jours, voire plusieurs fois par jour par les habitants.

Nous soulignons par ailleurs un point de débat qui a eu lieu entre l'association des Amis de la terre, membre du collectif Grenelle, et les maîtres d'ouvrage sur la prise en compte de l'éventuel doublement de la RD3508 Sud dans l'étude trafic du projet, notamment en raison de l'influence que cela pourrait avoir sur l'étude d'impact environnemental du projet.

« L'évaluation environnementale anticipée 2030 sur l'ensemble des projets routiers (sans le tunnel) est basée sur une étude de trafic comprenant une hausse de 19% des kilomètres parcourus. Cela ne tient pas compte d'une partie des projets, c'est-à-dire celui de la RD3508 Sud, pourtant bien acté dans la Convention de financement. »

La réponse des maîtres d'ouvrage durant la concertation

Toutes les opérations routières de la convention signée avec le Grand Annecy pour lesquelles il y a un accord politique sur la réalisation avec travaux ou DUP déclarée (le projet de liaison RD16-RD1201 est un peu en retard mais intégré) sont intégrées à l'étude trafic.

Pour la RD3508 Sud, seul un accord pour la réalisation d'études a été signé, et celles-ci n'ont pas débuté. Si les études sont réalisées, elles seront intégrées dans l'étude d'impact environnemental dans leur intégralité.

Retrouvez un résumé du rapport d'analyse sur les études trafic du projet LOLA rédigé par Béatrice Jarrige, experte trafic désignée par la CNDP dans le chapitre *Le bilan de la garante - Conclusion et orientations issues de la concertation* p.69.

Un projet qui permet des temps de parcours réduits et plus fiables…

Pour les nombreux commentaires favorables au projet, la fluidification du trafic, l'amélioration des temps de parcours et leur sécurisation sont des atouts indéniables de ce projet. En ce sens, de nombreuses personnes estiment que le projet apporte une réelle solution aux problématiques actuelles.

« Il permettra de réduire les temps de trajets entre Annecy et Faverges, en réduisant les bouchons. »

« La construction du tunnel sous le Semnoz va désengorger les bords du lac entre Annecy et Sevrier et rendre la circulation plus fluide sur cette portion. »

« Je suis favorable à ce tunnel, seul moyen de désenclaver les bords du lac. »

« Il permet de fluidifier le trafic, en limitant les bouchons et en réduisant les temps de parcours. »

« Pour moi le projet LOLA répond bien aux problématiques actuelles de circulation sur le bassin d'Annecy et selon moi [améliorera] considérablement la fluidité du trafic et [réduira] les temps de parcours dans les deux sens. »

… et une meilleure accessibilité des secours

Pour les personnes favorables au projet, un argument revient de façon récurrente : il s'agit de la meilleure accessibilité des secours permise par le projet. C'est à mettre

en relation avec l'argument développé dans le chapitre « vision globale du projet » sur l'alternative d'itinéraire offerte par le projet.

« Sans compter que le tunnel constituerait une véritable « issue de secours » en cas de problème sur la RD 1508 le long du lac, qui est la seule voie de circulation pour sortir de la souricière. »

« Depuis, rien n'a été fait et nous en sommes arrivés à l'asphyxie, ce qui outre les bouchons quotidiens engendre des problèmes de sécurité indéniables pour les interventions des secours d'urgence. »

« En revanche, le tunnel semble nécessaire pour supprimer le goulet d'étranglement Sevrier Annecy... source de pollution liée aux bouchons quasi permanents, et d'insécurité (difficultés de circulation pour les services de secours...). »

5.3.3 La préoccupation environnementale

Deux sujets environnementaux ont fortement animé les débats : la question climatique et la pollution de l'air, avec comme corollaire la santé publique. De nombreux citoyens ont reproché au projet de ne pas répondre aux enjeux environnementaux actuels. D'autres problématiques environnementales sont également mentionnées dans une moindre mesure : la qualité de l'eau du lac qui pourrait être impactée, la préservation des terres agricoles, le risque Seveso à Vovray ou encore les nuisances sonores.

Un projet qui n'améliore pas la qualité de l'air et nourrit les inquiétudes des riverains

Concernant la pollution de l'air, le reproche principal est que, globalement, le projet ne l'améliore pas, voire, en ce qui concerne la rive Ouest et le secteur de Vovray –Barral–les Trois Fontaines jusqu'à Pont-Neuf, pourrait la dégrader à certains endroits, notamment à proximité immédiate des voies de circulation (on retrouve alors exprimé le sentiment d'inégalité entre les territoires, certains bénéficiant d'une amélioration de la qualité de l'air, au détriment d'autres. Ce thème sera développé plus loin).

Beaucoup contestent l'hypothèse utilisée par ATMO dans son étude, qui indique que le parc de véhicules à l'horizon 2030 émettra moins de polluants. Pour les opposants, plus de voitures égale plus de pollution.

Enfin, concernant le secteur de Vovray–Barral–les Trois Fontaines, il a été reproché de ne pas faire apparaitre les résultats des études dans les documents de synthèse ou dans le dossier de concertation, renforçant l'impression d'indifférence par rapport à ce secteur par les maîtres d'ouvrage. Sur ce point, la dernière réunion à Seynod a permis de donner l'ensemble des résultats de l'étude air d'ATMO sur ce secteur.

Le corollaire santé de cette pollution revient souvent dans l'expression des inquiétudes, notamment pour les enfants, certains établissements scolaires étant à proximité des voies de circulation où le trafic devrait augmenter avec le projet.

« De plus ce projet se contente de stabiliser les émissions polluantes à l'horizon 2030 (dans 12 ans !) alors qu'il y a le feu à la maison... Et quid du déséquilibre qu'il instaure entre les deux rives ? Faire un amalgame en faisant croire que la pollution ne changera pas globalement d'une rive à l'autre c'est méconnaitre les études d'impact qui confirment que dans les 200 m de part et d'autre d'un axe de grande circulation, les niveaux de pollution sont très préoccupants pour la santé (cf AIRPARIF N°39 décembre 2012). C'est le long de cet axe que se trouvent les tennis et la plage de Sevrier, les écoles de Sevrier, le collège de Saint-Jorioz... »

« Le système LOLA apporterait + 7 000 voitures/jour à l'horizon 2030 sur Sevrier (pour un total de 25 000/jour) et moins 5 000 sur votre rive Est (avec un total de 5 600/jour). On peut parler d'amélioration de la qualité de l'air... mais pas sur toutes les rives… »

« [L'étude] indique que l'augmentation du trafic induite par le tunnel sous

le Semnoz augmenterait de façon sensible la pollution sur la rive Ouest et en particulier à Saint-Jorioz et Duingt. Les populations les plus impactées sont bien sûr celles proches de la RD1508. Or, il se trouve que les écoles de Saint-Jorioz et de Duingt ainsi que la crèche de Saint-Jorioz se situent tout près de cet axe. Des centaines d'enfants en bas âges sont donc directement concernés. (…) Comment concilier la santé des enfants d'aujourd'hui et de demain et la nécessité pour les adultes qu'ils deviendront de se déplacer ? »

« La question est, faut-il choisir une solution qui, si elle améliore les temps de trajet au quotidien, se fasse au détriment de la santé des habitants d'autres quartiers. Les taux de particules fines 2.5 sont à l'heure actuelle, en moyenne annuelle, déjà supérieurs aux recommandations de l'OMS aux abords du rond-point de la Croisée (quartier résidentiel ou se trouve également une école primaire). Or, le projet estime que le trafic augmentera dans cette zone de 25% à minima. Ce n'est pas non plus acceptable. »

« Question pollution de l'air, on nous promet des voitures non polluantes. Encore faudra-t-il que tout le parc automobile, camions compris, évolue rapidement, ce n'est pas acquis, des solutions restent encore à trouver. »

« Bref, plus on crée de routes, plus la circulation automobile augmente, plus la production de gaz à effet de serre et la pollution augmentent, alors qu'on veut les réduire ! »

« Comment peut-on concevoir d'asphyxier davantage les quartiers fortement urbanisés de Barral, route d'Aix les Bains, Sous-Aléry, Croix Rouge, Val Vert, Vovray, qui subissent déjà une forte pollution atmosphérique et sonore ? »

« Enfin, on peut s'attendre à une forte augmentation du trafic et de la pollution de l'air et des embouteillages côté Vovray. Mais là, nous n'avons pas d'étude. »

Ce qui est dit dans l'étude d'ATMO sur les émissions de polluants à l'horizon 2030

ATMO explique dans son étude que la généralisation de la norme euro 6 et le recul des motorisations diesel va permettre un gain très important sur les émissions de polluants, notamment les dioxydes d'azote dont l'émission devrait être divisée par 2.

Le projet n'impacte pas significativement la pollution à l'échelle globale du périmètre. Des variations locales sont néanmoins constatées par rapport à la situation sans projet.

Les émissions sont une chose mais les émissions vont se transformer en concentration, en microgrammes par mètre cube, c'est cela qui sera respiré par les personnes impactées. Ce qu'il est important de savoir, c'est si une population est présente à cet endroit et de connaitre son niveau d'exposition.

Au niveau de l'exposition des habitants aux NO_2, la valeur limite et la recommandation OMS sont identiques. En situation tendancielle ou selon les différents scénarios de NVU, on est à une dizaine d'habitants surexposés suivant l'urbanisation d'aujourd'hui, on ne connaît pas l'urbanisation de 2030.

Au niveau de l'exposition des habitants aux PM 10, la valeur limite est respectée aujourd'hui. En 2030, sans le projet ou avec le projet la valeur limite sera toujours respectée et si on regarde la recommandation de l'OMS, on a de faibles variations.

En revanche, comme l'on a des reports de trafic d'une rive à l'autre, l'exposition ne va pas être la même : d'un côté on va la diminuer, et de l'autre on va l'augmenter, mais à l'échelle du projet, les expositions restent relativement stables.

Au niveau des PM 2.5, la valeur limite est respectée aujourd'hui, en 2030 elle sera également respectée. En revanche on sera toujours à 100 % de la population exposée à un niveau supérieur aux recommandations que fait l'OMS. Le nouvel aménagement ne modifie que très

peu les émissions de PM 2.5 dans la mesure où ce n'est pas la source majoritaire. Si on veut jouer sur les PM 2.5, il faudra jouer essentiellement sur le secteur résidentiel et le chauffage, le trafic étant un contributeur mais de moindre importance.

Le projet n'aggrave pas ni n'améliore la situation. En revanche, ATMO attire l'attention sur l'urbanisation future, sur les futures constructions, où seront placées exactement ces nouvelles voiries urbaines par rapport aux bâtiments, aux crèches, aux écoles. Il faut regarder cela très finement et avoir une bonne stratégie par rapport au PLU pour limiter l'exposition de ces nouveaux habitants.

Ce qui est dit dans l'étude d'ATMO sur Vovray

L'étude trafic inclut bien la NVU et le secteur de Vovray, tout comme l'étude air. Quelques chiffres issus de l'étude air réalisée par ATMO, en situation de projet, sur le boulevard Zanaroli :

- la pollution au dioxyde d'azote (NO_2) : l'augmentation boulevard Zanaroli va de 0 (scénario 2 « tranchées couvertes ») à +5 µg/m^3(scénario 3 « boulevard urbains ») et +7 µg/m3 (scénario 1 « *alternance de tranches ouvertes et couvertes* ») ;
- la pollution aux PM10 : elle varie de 0 à +4 µg/m^3 selon les scénarios (les moins favorables étant les scénarios de boulevard urbain et d'alternance de tranchées couvertes et ouvertes) ;
- la pollution aux PM2.5 : elle varie de 0 à +2 µg/m^3, toujours en fonction des scénarios.

ATMO explique que « la mise en place de tranchées couvertes sur la NVU entraîne une hausse ponctuelle des concentrations de PM2.5 de 7 µg/m^3 aux entrée et sorties de tranchées ». La norme européenne définit un seuil maximum de 25 µg/m^3, et le seuil de l'OMS est de 10 µg/m^3.

Le référent territorial d'ATMO explique les effets du projet sur la qualité de l'air du secteur Barral–Trois Fontaines–Vovray lors de l'atelier à Seynod le 8 janvier 2019.

La question des gaz à effet de serre et de l'urgence climatique

De nombreux contributeurs, tels que les participants à l'atelier sur la qualité de l'air, reprochent au projet de ne pas améliorer la situation du point de vue des émissions de gaz à effet de serre responsables du réchauffement climatique, notamment dans une région alpine où le phénomène semble exacerbé. Le terme « ***climaticide*** » revient régulièrement. Ils ont pointé du doigt le fait que le dossier de concertation ne parlait pas de cet enjeu en tant que tel comme s'il y avait volonté de le passer sous silence. Certains ont mis en avant la contradiction entre le projet et les engagements pris par la France de diminution des émissions de gaz à effet de serre.

« Le problème c'est l'urgence climatique : il nous faut diminuer nos émissions de gaz à effet de serre (GES) d'ici 2030 de 40 % (objectifs européen) à 45 % (préconisations du GIEC). »

« Le projet de tunnel routier sous le Semnoz est en contradiction totale avec : les préconisations du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) de baisser les émissions de gaz à effet de serre (GES) de 45 % d'ici 2030 ; les engagements européens de diminuer ces émissions de 40 % à la même échéance ; les engagements de la France de les diviser par 4 d'ici 2050 ; les engagements de l'accord de Paris (COP21). »

« Il est à noter que les mots "climat", "CO_2", "effet de serre" (pour ne citer que ceux-là) n'apparaissent ni dans le dossier de concertation, ni dans la plaquette de synthèse. »

« L'impact climatique du projet n'est même pas évoqué dans le dossier de concertation, comme si ça n'était pas un sujet. »

Ce qui est dit dans l'étude d'ATMO sur les émissions de CO_2 (GES)

L'étude conduite par ATMO montre que la variation des émissions de CO_2 que l'on soit en situation 2030 avec tunnel ou sans tunnel est quasiment identique, grâce notamment à l'amélioration de la congestion en situation de projet.

L'augmentation en 2030 dans la situation sans projet des émissions de CO_2 (+ 14%) est causée par la croissance du trafic, due à l'augmentation de la population sur le territoire. Cette augmentation est supérieure à l'amélioration des émissions du parc automobile (modernisation du parc en 2030).

Atelier Qualité de l'air à Doussard le 1er décembre 2018.

Pour d'autres, la fluidification apportée par le projet permettrait de réduire la pollution

De nombreux contributeurs favorables au projet voient les choses de façon différente : la fluidification du trafic permettra une amélioration de la qualité de l'air, notamment parce que les véhicules aujourd'hui à l'arrêt dans les embouteillages polluent davantage.

> *« Tant qu'il y aura des voitures il faudra des routes et fluidifier la circulation pour contenir la pollution. Le danger, c'est de ne rien faire et congestionner totalement la circulation et aggraver la pollution. »*

> *« Je souhaite développer quelques arguments vis à vis de critiques et propositions exprimées au cours des débats : possibilité d'une augmentation de la pollution, mais celle-ci est d'abord induite par des voitures circulant au ralenti dans les bouchons. Une circulation fluide est beaucoup moins polluante. »*

> *« Après examen sur le site internet, je pense que le projet est cohérent pour les raisons suivantes : amélioration certaine de la fluidité de la circulation pour les personnes venant d'Annecy et ayant leur lieu de travail à Sevrier ou Saint-Jorioz ; moins de bouchons dans cette zone, donc moins de pollution par les véhicules au ralenti ou à l'arrêt. »*

La qualité de l'eau du lac

La problématique de la qualité de l'eau du lac a été évoquée de manière ponctuelle. L'association Annecy Lac pêche l'a considérée comme un point d'alerte et le sujet a été évoqué quelques fois par rapport au percement du tunnel et à ses conséquences géologiques.

> *« Les prévisions de circulation, établies dans le cadre du projet de liaison Ouest du lac d'Annecy, tablent sur une baisse de la circulation de près de moitié à la Puya ; ce qui est une bonne chose… mais le report de circulation de plus de 30% (plus de 20 000 véhicules/jour) prévu sur les bords du petit lac à Doussard l'est beaucoup moins ! En l'état du projet, la configuration étant la même qu'à La Puya (proximité immédiate du lac, déversement direct des eaux de ruissellement) on peut craindre un report de contamination de l'aval vers l'amont, ce qui serait très lourd de conséquences pour le lac. »*

> *« D'autre part je n'ai vu aucune trace d'étude géologique concernant le percement du Semnoz. Le lac n'est-il pas principalement alimenté par une source souterraine provenant de ce même Semnoz ? »*

> *« On peut constater les encombrements journaliers sur nos routes. Le virage de la Puya en est l'exemple typique. Des véhicules quasi à l'arrêt sur des kilomètres qui polluent plus qu'en roulant à toute proximité de ce lac qui est notre source essentielle d'alimentation en eau potable. Le tunnel permettra d'éviter au centre d'Annecy le transit et les déplacements pendulaires et d'éloigner du lac les risques de grave pollution. »*

La réponse des maîtres d'ouvrage durant la concertation

Cette nouvelle infrastructure permettra de retraiter l'ensemble de la RD1508, avec des captages des eaux de ruissellement qui permettront de protéger l'eau du lac des pollutions.

En matière de gestion du domaine routier départemental, et *a fortiori* lorsqu'on crée des installations ou lorsqu'on les renouvelle, la protection de la ressource en eau est prévue, assurée. Elle peut être améliorée, et le Département s'engage à apporter des réponses techniques à cette problématique.

Ne pas oublier la problématique des terres agricoles

Le sujet des terres agricoles est revenu à plusieurs reprises, de façon minoritaire mais avec la contribution notable de deux grandes associations d'agriculteurs d'Annecy et de Faverges soutenus dans leur démarche par la Chambre d'Agriculture (voir en annexe leur contribution dans son intégralité). Sans se prononcer sur le projet, ils demandent essentiellement l'analyse des impacts du projet sur les terres agricoles en termes d'emprise notamment et d'être étroitement associés aux études et concertations à venir.

> *« À cet effet, il nous apparaît essentiel d'Intégrer, en application les dispositions du décret de compensation agricole (éviter, réduire, compenser les impacts sur l'activité agricole...), le volet agricole dans l'étude d'impact pour mesurer les impacts réels du projet sur les exploitations et l'activité agricole. À ce titre, tous les impacts devront être analysés : les emprises directes évidemment mais aussi les emprises indirectes (celles liées aux compensations environnementales notamment comme par exemple la reconstitution de zones humides, les zones de stockage des matériaux...), les emprises temporaires... »*

D'autres risques identifiés

Enfin, deux autres risques environnementaux sont évoqués de manière ponctuelle au cours de la concertation, notamment le risque de la zone classée Seveso à Vovray où se trouve le dépôt pétrolier de Haute-Savoie et sur la problématique des nuisances sonores, là encore essentiellement à Vovray. Sur la zone Seveso, les maîtres d'ouvrage ont apporté des éléments de réponse.

> *« De plus comment peut-on imaginer que la sortie du futur tunnel sur le versant d'Annecy soit située dans une zone classée Seveso. Pour information, la périphérie de la réserve pétrolière de Vovray est classée Seveso. En cas d'incident sur cette réserve pétrolière que deviendront les usagers en provenance de la rive Ouest du lac présents dans le tunnel. Ils ne pourront pas sortir du tunnel. »*

> *« A-t-on étudié l'impact phonique de l'accès au tunnel coté Annecy, résonance par rapport à la paroi Ouest du Semnoz ? À Barral, le bruit des routes existantes est déjà insupportable (trafic, incivilités, trafic augmentant rue de l'Orme...). Je vous invite à venir dormir dans mon appartement au 8e étage. »*

La réponse des maîtres d'ouvrage durant la concertation

Les sites classés Seveso sont des installations industrielles dangereuses répertoriées selon le degré des risques qu'elles peuvent entraîner. Le dépôt pétrolier de Haute-Savoie (DPHS) est une industrie Seveso implantée dans la zone industrielle de Vovray.

Le projet prend en compte ces périmètres de protection à travers les éléments de conception suivants conformes à la réglementation en la matière :

- **la construction, sur le linéaire de la NVU situé dans le périmètre Z2, d'un mur en béton armé de protection de la chaussée vis-à-vis des risques d'explosion (souffle) et thermique (incendie des cuves) en cas d'accident sur le dépôt pétrolier,**
- **une voie de déviation en sortie du tunnel vers la route de Vovray pour pallier au risque de remontée de bouchon dans le tunnel.**

Aucun des 3 scénarios de NVU soumis à la concertation préalable ne prévoit de tranchée couverte au droit du dépôt pétrolier.

4.3.4 L'aménagement du territoire en question

La réflexion sur l'aménagement du territoire a été prégnante dans les débats. Pour les uns, le projet va permettre un développement équilibré du territoire. Pour les autres, les désaccords que l'on a constatés sur la philosophie globale du projet se traduisent ici par une réflexion sur l'égalité des territoires, le besoin de repenser l'implantation des services et des équipements ainsi que le développement du télétravail et des tiers lieux pour éviter des déplacements. Plusieurs personnes ont émis l'idée que le tunnel devait être plus long, pour déboucher au-delà de Duingt et permettre un aménagement plus qualitatif et apaisé des territoires en rive Ouest du lac.

La crainte de voir se constituer un territoire à deux vitesses

Une notion forte est ressortie au cours de cette concertation : le projet créerait un territoire à deux vitesses (ou en serait l'illustration), voire il sacrifierait une partie du territoire au profit de l'autre. Il y a un sentiment d'abandon d'une partie des habitants de Saint-Jorioz, Duingt et jusqu'à Faverges, et de ceux des quartiers de Barral et Vovray, au regard d'un centre de l'agglomération et d'une rive Est privilégiés.

> *« Tel que le projet est défini, les communes de Duingt et Saint-Jorioz sont sacrifiées et se retrouveront face à une augmentation dramatique du nombre de véhicules les traversant. »*

> *« Les habitants du territoire des Sources du Lac d'Annecy seront les grands perdants du projet LOLA : comme tous les riverains de la RD1508, ils auront à subir une hausse considérable de la circulation automobile. »*

> *« Comment accepter un projet qui pour désengorger la rive du lac entre Annecy et Sevrier va créer une situation invivable sur Saint-Jorioz et le bout du Lac ? Le lac est à tous, Les rives du lac doivent profiter à tous ! Les habitants de Saint-Jorioz et communes suivantes n'ont pas à être sacrifiés pour donner un peu plus de « vert » à Annecy ; ils ont eux aussi le droit de respirer ! »*

> *« Je trouve que ce projet est clivant (entre les deux rives) alors que nous respirons le même air, qu'il est obsolète, avec un manque de considération pour les habitants de la rive. Mettons l'humain au centre de ce projet et pas l'automobile. »*

> *« Toute la zone de Vovray a été classée en zone Seveso. Nous nous sentons laissés pour compte et refusons ce projet qui ne prend pas en compte l'environnement déjà difficile des habitants de cette zone (Aléry, Pont Neuf, Barral, Val Vert, Vovray...) et en rajouterait une couche très importante. »*

> *« Je suis aussi étonné que rien ne soit prévu concernant les habitants de la zone urbaine Vovray-Seynod directement concernés par la création d'une rocade urbaine et directement impactés par cet équipement et les nuisances qui l'accompagnent. Les axes prévus sont déjà largement saturés aux heures de pointe, du rond-point maréchal Juin à la Croisée et accès à l'échangeur Annecy-centre. »*

Les propositions de tunnel long (sud et nord)

Chez certains défenseurs du projet, ou en tout cas chez les défenseurs d'une solution de contournement routier, la demande d'un tunnel long pour un « vrai contournement d'Annecy » revient régulièrement. Plusieurs propositions ont été faites dans ce sens. À cette demande de tunnel long, les maîtres d'ouvrage ont répondu en expliquant leur choix.

> *« Si l'on se montre ambitieux et respectueux du site du lac alors envisageons un tunnel long depuis la sortie de l'autoroute Seynod (récemment créée) jusqu'à Doussard/Giez. Les Suisses et voisins italiens ont su le faire ! »*

> *« Il serait plus judicieux de prolonger le tunnel jusqu'à Duingt en passant*

sous le Taillefer. Et de continuer cette voie dédiée jusqu'au bout du lac en alternant tunnel et voie découverte selon les possibilités. »

« Je pense donc qu'un tunnel pourrait se faire avec une entrée vers le diffuseur de l'entrée (sortie) autoroute Nord Annecy ; passer sous la ville avec un diffuseur (entrée et sortie) vers le giratoire de Vovray ; passer sous le Semnoz puis un diffuseur (entrée sortie) vers le Riant port pour les habitants de Sevrier et des Bauges. Continuer en tunnel jusqu'à Doussard bout du lac ou ancienne gare avec entretemps un diffuseur (entrée sortie) à Saint-Jorioz vers la Tuilerie pour les habitants des Bauges, de Saint-Jorioz et de Duingt. »

« Je pense que le projet devrait avoir pour objectif une liaison des pays de Faverges à l'autoroute A41 qui s'affranchisse complètement d'une circulation au bord du lac avec un tunnel beaucoup plus long dont le débouché serait (au moins) le rond-point du bout du lac et avec pourquoi pas une entrée sortie intermédiaire au point de débouché de Sevrier prévu dans le projet. La route du bord du lac n'a plus de sens pour moi à l'avenir que pour les riverains et le tourisme. »

« Ce n'est pas que je sois très favorable à l'implantation d'un tunnel, mais si tunnel il doit y avoir ce ne peut être qu'en continuité autoroutière, avec même un tracé qui permette de franchir le verrou de Duingt, ce qui nécessite un autre petit tunnel sous la montagne du Charbon. »

« Le projet du tunnel ne pourrait-il pas être implanté soit vers la sortie de Chaux-Balmont soit après la Mouette où seuls les espaces ruraux seraient impactés ? »

« La zone de Vovray, historiquement à l'extérieur des communes d'Annecy et Seynod, est aujourd'hui en milieu de ville. Apporter un flux de circulation conséquent dans la zone de Vovray est contradictoire avec le fait de vouloir sortir la voiture de la ville. Si tunnel il doit y avoir, sa sortie rationnelle doit s'effectuer à proximité du nouvel échangeur d'autoroute de Seynod-sud, soit à l'extérieur de la ville et en lien direct avec un nœud routier. »

EN BREF

Propositions et demandes exprimées au cours de la concertation :

- **Côté Annecy, faire déboucher le tunnel au niveau de la sortie autoroute Seynod-Sud. Les défenseurs de cette solution expliquant que la zone de Vovray ne peut plus être considérée comme un secteur industriel périphérique à Annecy mais comme un futur quartier urbain plus résidentiel.**
- **Côté lac, que le tunnel se prolonge jusqu'à Doussard ou Faverges, afin de libérer complétement la rive Ouest du lac de la pression automobile.**

La réponse des maîtres d'ouvrage durant la concertation

Au-delà des questions de coût, un tunnel long ne permettrait pas de répondre à l'objectif de fluidification du trafic automobile local et répondrait aux besoins du trafic de transit ayant pour destination Faverges, Albertville et au-delà, ce qui n'est pas l'effet recherché. L'objet du projet est d'améliorer les déplacements sur les rives du lac sans capter de trafic de transit.

Une réflexion sur les équipements, un regard sur le développement du territoire

Le débat sur le projet de liaisons Ouest du lac d'Annecy aura été l'occasion pour un certain nombre personnes de proposer une réflexion sur l'implantation d'équipements publics sur la rive Ouest, notamment un lycée, ainsi que sur le développement du télétravail et des tiers-lieux. Ces réflexions visent à diminuer le trafic au lieu de créer de nouvelles infrastructures routières. Le rapprochement entre activités et domicile est parfois exprimé sous d'autres formes, tel que l'urbanisme des rez-de-chaussée.

« La première chose à faire pour illustrer ce propos est de construire d'urgence un lycée sur la rive Ouest, pour accueillir tous les élèves de Sevrier à Faverges, Menthon, Talloires... actuels et futurs : les flux vers Annecy liés à l'activité scolaire seraient immédiatement inversés et libèreraient automatiquement une bonne partie de la circulation... toute l'année. »

« Avoir un plan de répartition des services publics qui prenne en compte la limitation de la nécessité des déplacements. Il faut sortir de cette ère du tout voiture ! La concentration des lycées à Annecy par exemple (relevée également ailleurs) amène des quantités de lycéens à passer leurs matins dans les bouchons. »

« Même si la décision n'est pas locale, pourquoi ne pas favoriser l'implantation d'un lycée sur cette rive du lac qui aurait pour effet de renverser les flux de circulation à certaines heures ? »

« Favoriser comme c'est dit dans une autre contribution le déplacement de l'offre de travail le long de la rive Est du lac. Des infrastructures impeccables, câblage fibre optique, future 5G, favorisent le télétravail. »

D'autres remettent en cause la croissance démographique du territoire, son développement et notamment le Scot qui prévoit l'augmentation du nombre de logements sur celui-ci.

« Il est selon moi possible désormais d'autoriser la construction de très peu de logement pour les années à venir sans pour autant porter atteinte à l'économie de la région. La ville peut tout à fait s'auto-réguler avec les capacités actuelles. Oui il sera donc plus compliqué pour quelqu'un de nouveau dans la région de trouver un autre logement mais si une salle de cinéma est complète, autorise-t-on plus de personnes ? Ce que je veux dire c'est que nous avons atteint nos limites et que nous devrions plutôt encourager le développement économique d'autres villes et villages qui eux se vident. »

« Il est urgent de stopper une urbanisation périphérique qui vient rajouter un trafic captif à la congestion chronique des axes de déplacements. »

Quel avenir pour le secteur Vovray – Trois Fontaines – Barral – Val vert

Dans le cadre du projet, le secteur Vovray - Trois Fontaines - Barral - Val-Vert, qui devrait accueillir la NVU et l'entrée du tunnel, représente un enjeu crucial. Cet aménagement de voirie aurait un impact fort sur l'avenir de ce quartier d'un point de vue urbanistique. En effet, le renouvellement urbain du secteur Trois Fontaines qui est prévu sera directement impacté par le type d'aménagement de NVU choisi.

Si beaucoup de voix s'élèvent dans le quartier contre le projet en raison des nuisances qu'il provoquerait (cf. ci-dessus chap. 5.3.2) un nombre important de personnes se prononcent pour le scénario de NVU n°2 en tranchée entièrement couverte entre le carrefour de la Croisée et le carrefour du maréchal Juin. La concertation qui s'ouvre avec la ville d'Annecy sur ce renouvellement urbain permettra d'aller plus loin dans ces réflexions.

« Concernant votre proposition, je soutiens le scénario 2 (tranchées entièrement couvertes) pour favoriser les modes doux en surface et pour son emprise minimale au sol. »

« Travaillant dans un cabinet de conseil en immobilier (promotion, investissement), je tiens à dire d'expérience que, concernant la NVU, le scénario 2 est de loin le plus attractif (...). Surtout, c'est le seul scénario qui permet un vrai retour sur investissement de la part de la commune. (...) Les tranchées entièrement couvertes entraînent une augmentation du foncier disponible pour des opérations immobilières (tant publiques que privées), un environnement de meilleure qualité, et donc des charges foncières plus importantes qui rentreront directement dans les caisses de la commune. »

« Il me parait utile que le secteur d'entrée au tunnel soit réalisé dans la plus grande concertation avec les habitants de Seynod qui seront concernés en premier lieu. Le projet n° 2 est, me semble-t-il, à ce titre le plus protecteur pour les riverains, peut-être le plus onéreux. »

« Habitant directement au-dessus du rond-point Maréchal Juin, je vis au quotidien la saturation de ce rond-point, camions, voitures, trafic de plus en plus dense, et bruyant, pour espérer que le choix d'une voix urbaine entièrement enterré pour accéder à la zone de Vovray, et le tunnel soit retenu. Pollution, nuisances sonores et vie du quartier, des magasins alentours, circulation à vélo, bus, votre scénario 2 me parait le seul de qualité pour que le Val Vert reste habitable. »

Par ailleurs, c'est au cours de la concertation que des riverains de l'avenue d'Aix-les-Bains ont appris qu'il existait un projet de réaménagement de l'avenue en boulevard urbain à 2X2 voies, auquel ils se sont déclarés opposés.

« J'ai été scandalisée d'apprendre la teneur de ce nouveau projet d'aménagement de l'avenue d'Aix-les-Bains pour les raisons suivantes : une incitation à l'augmentation du trafic routier. Avez-vous fait une étude des impacts sur la qualité de l'air du passage en 2x2 voies de l'avenue d'Aix-les-Bains ? »

« Je suis contre, je ne veux pas que l'on transforme l'avenue d'Aix-les-Bains en 2x2 voies. Quand nous avons acheté, la mairie nous a promis une zone avec piste cyclable, vitesse réduite à 30 et déviation d'une partie de la circulation à partir du rond-point de la mouette. »

5.3.5 Quelle vision des transports en commun pour demain

Avec l'environnement, c'est réellement le mode d'organisation des déplacements sur le territoire qui est interrogé durant cette concertation, et notamment une vision des transports en commun pour demain. C'est ainsi que de nombreux opposants à LOLA critiquent le BHNS tel qu'il est proposé dans le cadre du projet, en mettant en doute son efficacité, quand d'autres, favorables au projet, louent sa complémentarité avec le tunnel.

Une interrogation sur le phasage du projet pour donner la priorité au BHNS a également été exprimée avec comme ambition d'initier des changements de comportements dans un premier temps. Le débat s'est par ailleurs cristallisé sur les alternatives au projet de transports en commun sans tunnel routier.

C'est très majoritairement l'alternative tramway ou tram-train qui a été portée, mais le Personal rapid transit (PRT) a également fait l'objet d'assez nombreux messages, ainsi que l'option des navettes lacustres.

Regards sur les transports en commun dans le cadre du projet

Le fonctionnement du BHNS critiqué

Une critique récurrente faite au projet de BHNS dans le cadre du projet LOLA serait son inefficacité, voire l'usurpation de sa dénomination de BHNS due au fait qu'il n'est pas en site propre intégral sur tout le trajet. Ce point a cristallisé les objections à ce BHNS. Pointé également, le faible report modal prévu par les études avec le BHNS couplé au tunnel du fait de la fluidification du trafic.

« Géographiquement parlant il serait en site propre sur seulement 11,5 km jusqu'à Duingt. Il n'apporte donc aucune solution satisfaisante aux habitants au-delà de Duingt jusqu'à Faverges. Cette discrimination n'est pas acceptable quand on prône aujourd'hui la solidarité entre les territoires ! »

« Le BHNS ne bénéficierait pas d'une voie propre sur tout son trajet donc serait pris dans les bouchons. »

« L'itinéraire empruntée par le BHNS n'est pas suffisamment constitué en site propre pour permettre de satisfaire les impératifs de temps de parcours. Je crains que la solution choisie ne soit qu'un pis-aller contraignant les futurs responsables à revoir le projet. »

« Au vu des données disponibles, je suis d'avis que le report modal vers le BHNS serait largement insuffisant. Ce bus ne semble pas une alternative sérieuse à la voiture, essentiellement parce qu'il n'est pas en site propre intégral de Annecy à Faverges et vice-versa. »

« Le BHNS proposé dans le projet LOLA n'est pas à haut niveau de service, puisque certains tronçons dans les secteurs les plus sujets aux embouteillages, ne sont pas en site propre. »

« Le BHNS tel que présenté n'est que du greenwashing, dans 10 ans les élus pourront dire "vous voyez, le bus ça ne marche pas". Dans ce projet le BHNS est étudié pour ne pas marcher, tant qu'il n'y a pas de gain de temps comparé à la voiture, il n'y aura pas ou peu de report modal. »

Le niveau de service tel qu'il est présenté dans le projet apparait également insuffisant à de nombreux opposants au projet. Ils se plaignent d'une faible amplitude horaire et d'une cadence insuffisante. D'autres trouvent que le BHNS n'est pas adapté pour assurer une bonne intermodalité, notamment en ne permettant pas une bonne accessibilité aux vélos pour pouvoir continuer son trajet avec celui-ci en centre-ville ou aux poucettes.

« Augmenter l'attractivité et corrélativement le report modal : en augmentant la fréquence (nettement moins de 10' et toute la journée dans les retours d'expérience), l'amplitude (assurer un retour le soir jusqu'à 22h30-23h), en alignant le prix du billet sur Sibra (1,10 € par carnet de 10 au lieu 1,50 €). »

« Dernier bus à 20h30 : c'est une plaisanterie ? »

« La fréquence en dehors des heures de pointe n'est pas franchement attractive (toutes les 1/2h). »

« Notre mobilité de demain se doit de pouvoir être multimodale pour permettre d'arriver de nos petits villages en voiture ou vélo à des parking relais et y embarquer (même son vélo) dans un TCSP en site propre (intégral sinon ça ne sert à rien...). »

« Le BHNS ne remplit pas les conditions énumérées ci-dessus, et représente une solution qui manque de perspective. La solution évidente est la mise en place d'un tramway, avec un itinéraire Faverges Annecy complet. Les voitures du tramway permettront de transporter des vélos pour proposer aux utilisateurs de terminer leur trajet en deux roues. Aussi, les gares du tramway proposeront des parkings accueillant les voitures des utilisateurs. »

« Comment améliorer le projet ? Faire du BHNS un transport en site propre intégral, décarboné, utilisant le tunnel de la Puya ou sinon connecté à un « Hub » de lignes de transports en commun (le projet ne dit rien sur la cohérence entre le BHNS et le reste du réseau de transport). »

EN BREF

Propositions et demandes exprimés au cours de la concertation :

- **un BHNS en site propre sur tout le trajet, ou au moins jusqu'à Duingt ;**
- **augmentation de la fréquence de passage ;**
- **augmentation de l'amplitude horaire en soirée ;**
- **permettre le transport des vélos ;**
- **prévoir les interconnexions avec les autres lignes de transports en commun.**

La réponse des maîtres d'ouvrage durant la concertation

Le site propre, en une voie réversible ou à deux voies, représente 11,5 km sur les 12,5 km de parcours entre Annecy Gare et Duingt. Sur le tronçon entre Annecy et Sevrier centre où près de 1,5 km ne sont pas en site propre, les temps de parcours sont fiabilisés par la fluidité du trafic permise par le tunnel qui captera la majeure partie du trafic.

Sur le tronçon entre Duingt et Faverges également, la fluidité du trafic permettra de fiabiliser les temps de parcours du BHNS.

Le BHNS du projet : une réponse adaptée et fonctionnant en complément du tunnel

Une part notable des personnes favorables au projet apprécient le dimensionnement adapté du BHNS. Plusieurs d'entre elles soulignent la complémentarité et la cohérence du projet dans le sens où le fonctionnement du BHNS bénéficiera de l'amélioration des conditions de circulation. La complémentarité des modes, qui permet d'utiliser tel ou tel mode selon ses besoins de déplacements est appréciée. En effet, l'accent est également souvent mis sur le fait qu'il y a de nombreuses situations où la voiture reste nécessaire.

« Je suis totalement pour le projet de tunnel et de BHNS proposé. Je suis jeune et j'aimerais pouvoir rejoindre encore pendant de longues années notre maison familiale de St Jorioz sans rencontrer des difficultés monstres sur la route 1508. Je suis motard et le trop-plein de circulation sur cette route, en plus d'être désagréable à l'utilisation, est un véritable gouffre polluant, et reste malgré tout très dangereux. Si un transport en commun viable, durable et rapide existait, je l'emprunterais sans soucis. »

« D'autre part la diminution du nombre de véhicules entre Annecy et Sevrier favorisera le bon fonctionnement du BHNS ou de tout autre moyen de transport collectif. Nous ne devons plus perdre de temps. »

« Dans le même temps, le BHNS qui sera mis en place en site propre jusqu'à Duingt, puis poursuivi sans site propre au-delà, avec implantation d'une douzaine de parkings relais procurera une forte capacité de réponse sur le trafic pendulaire. Contrairement à certaines affirmations le coût des déplacements collectifs ne sera pas supérieur au coût des déplacements individuels (coût kilométrique + parkings urbains). Bien évidemment, réaliser le BHNS (en condamnant une, voire deux voies) sans avoir réglé dans le même temps le problème routier, paralyserait définitivement et totalement le trafic. »

« Le bus à niveau de service sera également, en complément du tunnel, un moyen efficace de gérer l'augmentation de la population. J'habite sur la rive Ouest, je pratique le co-voiturage mais ma voiture est indispensable pour me rendre à mon travail, j'utiliserai le tunnel plutôt qu'engorger le centre-ville, par contre il est clair que le BHNS me sera très utile pour tous les autres trajets. »

« En conclusion, demain avec le projet LOLA il sera possible d'utiliser sa voiture (obligatoire pour certaines professions, pour certaines obligations, pour un lieu de travail trop éloigné, à causes des horaires, des difficultés pour se déplacer à pied...) avec un trajet plus fluide, de se rendre à Annecy avec les transports en commun avec un bus en site propre/voie centrale et aussi d'utiliser la voie verte pour des trajets plus courts = Projet Complet »

Une infrastructure qui préserve des possibilités d'évolution pour plus tard

L'aspect évolutif de l'infrastructure en séduit quelques-uns en n'obérant des options futures comme un tramway ou de nouveaux moyens autonomes.

« Un des atouts essentiels du projet LOLA est de ne pas obérer l'avenir. Dans les prochaines années et probablement avant même l'ouverture du tunnel les véhicules diesel auront disparu et auront été remplacés par des véhicules électriques ou à hydrogène non polluants. À la différence de voies de tram qui auraient rendues impossible les évolutions, les structures routières polyvalentes permettront d'accueillir de nouveaux modes de transport modernes (véhicules ou navettes pneumatiques électriques autonomes par exemple). Si à plus long terme, la densification de l'habitat l'exigeait et permettait d'atteindre un seuil minimum de rentabilité, il serait toujours possible de connecter des voies de tram afin de prolonger un éventuel réseau urbain préexistant. »

« Pour le moyen de transport en commun (BHNS, Tram..), pour moi l'important est de prévoir un site propre, évolutif facilement permettant de mettre le moyen adapté en fonction des critères économiques d'investissement et de fonctionnement et tenant compte aussi de l'évolution énorme qui arrive avec les moyens de transport autonomes permettant d'utiliser des véhicules plus petits avec une fréquence optimum critère garant d'une bonne fréquentation. »

Certains, favorables au projet, proposent déjà d'imaginer un tramway en complément du tunnel dès le début du projet (nous reviendrons en page 62 et 63 sur le tramway comme alternative sans tunnel au projet).

« 100 % favorable à ce projet de tunnel qui ne résoudra pas tous les problèmes de circulation du Grand Annecy mais qui est le seul à même d'y apporter des améliorations significatives. Une fois réalisé il me paraît judicieux de relancer un projet de tram/train Groisy-Annecy-Ugine, avec une antenne sur le Treige, complémentaire et susceptible de drainer de nouvelles populations. »

« Au projet du tunnel tel qu'il est proposé, j'y suis tout à fait favorable, mais en parallèle il faut réaliser une nouvelle voie de bus électrique, et mieux un tram qui a déjà fait ses preuves dans d'autres villes. »

La problématique du phasage

La problématique du phasage du projet est revenue régulièrement dans le débat aussi bien dans les contributions qu'au cours des ateliers. Elle consiste à demander la réalisation du BHNS à court terme, bien avant le tunnel. Cela rejoint parfois l'argument de découpler juridiquement le tunnel et le BHNS. Il est souvent demandé dans ce cas de figure de commencer par un BHNS intégralement en site propre, passant par le tunnel de la Puya. C'est l'objet de la proposition de la mairie de Lathuile qui a recueilli l'assentiment de nombreux contributeurs (cf. délibération de la Mairie de Lathuile en annexe). Cette demande sur le phasage a toujours comme objectif de privilégier les transports en commun et d'initier des changements de comportement avant qu'une infrastructure routière n'améliore la fluidité du trafic en diminuant ainsi le report modal, voire démontre l'inutilité d'une telle infrastructure à terme.

« Pourquoi ne pas réaliser un site propre intégral dans cette section et mesurer son impact réel. Un tunnel pourrait alors s'avérer inutile et l'abandon du projet éviter une dépense de l'ordre de 250 M€ (280 M€ tunnel plus voirie moins 30 M€ estimés pour un site propre intégral entre Sevrier et Annecy). »

« Améliorations : envisager de déconnecter les travaux du BHNS, urgence immédiate, des travaux du tunnel. »

« Il faut créer en urgence un TCSP pour inciter les utilisateurs à délaisser leur voiture, ensuite on verra si le tunnel reste nécessaire. »

« Il faut découpler les deux projets pour pouvoir créer un Transport collectif en site propre intégral en urgence et en priorité absolue, avec une fréquence et sans interruption au moins jusqu'à Doussard. Un tunnel urbain de petit calibre pourrait éventuellement être envisagé, mais à plus long terme. »

« Création d'un vrai système de transport en commun en site propre intégral, performant, fiable et sécurisant pour les utilisateurs (et cela, même si la circulation routière doit s'en trouver dégradée) (…) Si, après avoir mené ces projets, les résultats ne sont pas à la hauteur des attentes, alors il sera envisageable d'investir dans la création d'un tunnel et d'une NVU… mais d'ici là j'espère qu'on sera passé à autre chose ! »

Des alternatives pour des transports en commun sans tunnel routier

Le tram et/ou le tram-train par le tunnel de la Puya et la voie verte

Au cours de la concertation le débat s'est essentiellement cristallisé sur la comparaison entre le projet LOLA et l'alternative notamment proposée par l'ARDSL (membre du collectif Grenelle) et soutenue par d'autres acteurs comme la ville d'Albertville, Arlysère ou Martine Berthet, sénatrice de Savoie, d'un tram-train reliant Annecy à Albertville. Beaucoup de contributions se réfèrent à cette proposition ainsi qu'aux arguments déployés par le collectif Grenelle. D'autres parlent plus spontanément d'un tram, sans peut-être toujours bien distinguer la différence qu'il y aurait entre tramway et tram-train. L'option retenue quand cela est évoqué, est celle d'un tracé par le tunnel de la Puya, puis le long de la voie verte. Cette volonté de voir se réaliser un tramway/tram-train sans tunnel routier emporte une large adhésion et est très majoritaire chez les participants à cette concertation. Parmi les arguments cités en sa faveur, citons le coût, l'ambition d'une politique de transports en commun volontariste, la réalisation d'un transport en commun efficace et attractif, les exemples d'autres villes, une ambition en termes d'image, voire un atout touristique.

« Le train-tram couplé à des transports en communs performants à travers la ville montrera que la voiture est à délaisser autant que possible. »

« Le tram-train pourrait desservir toute la rive Ouest et permettrait de faire le lien avec le Léman Express (arrivée à Annecy le 15/12/2019), facilitant grandement les dépla-

cements des frontaliers vers Genève. »

« Oui a un tram silencieux confortable comme il s'en fait de plus en plus et depuis longtemps ; il permettrait de préserver notre environnement la beauté des paysages et du lac. Le prendre serait carrément attractif pour les touristes et oui aussi aux boules montées sur câbles qui monteraient au Semnoz. Quelle vue ainsi sur le lac ! »

« La solution évidente est la mise en place d'un tramway, avec un itinéraire Faverges-Annecy complet. Les voitures du tramway permettront de transporter des vélos pour proposer aux utilisateurs de terminer leur trajet en deux roues. (…) Enfin, les horaires de ce tramway prendront en compte la réalité des déplacements de la population, en proposant un service quotidien toute l'année (même le dimanche), avec des renforts en périodes estivales, et des amplitudes horaires importantes (tôt le matin et tard le soir). Pour conclure, j'appuie ces éléments en mettant en avant la qualité de vie pour les habitants du territoire et pour les touristes (…) Il est reconnu que cette image profitera à tout le tissu socio-économique du territoire concerné. »

« Un transport en commun adapté, efficace comme par exemple un tramway respectant l'étudiant tout comme l'adulte qui part travailler ou la personne âgée qui souhaite se rendant au centre-ville, voire à l'hôpital, me semble aujourd'hui une évidence pour l'ensemble des citoyens vivant sur cette rive. Une direction gare d'Annecy par la Puya s'impose aujourd'hui comme la solution adaptée à tous les habitants de la rive Ouest dans le respect des uns et des autres et également de l'environnement. »

« Le budget pour les projets tunnel + BHNS c'est 300 M€. Pour ce prix on peut s'offrir 15 km de tramway. Un tramway, compatible avec la piste cyclable, sur le trajet de l'ancienne voie ferrée c'est possible ! Le tramway c'est comme le cinéma, c'est le paysage qui défile sous vos yeux et quel paysage... Probable que ce tramway devienne une attraction touristique. Mesdames et messieurs les décideurs allez prendre le tramway à Grenoble, à Bordeaux... et faites-nous un mode de transport digne de notre environnement ! »

Plusieurs autres alternatives : TCSP, navettes lacustres ou PRT

D'autres alternatives ont été proposées en dehors du tram ou parfois pouvant se confondre avec lui, notamment celle d'un BHNS intégralement en site propre passant par le tunnel de la Puya. Beaucoup d'autres contributeurs mentionnent juste un TCSP, sans préciser le type de matériel, seul comptant pour eux la garantie de service offerte par le site propre.

« Pour qu'il soit rapide et ponctuel, il faut qu'il soit en site propre intégral. C'est possible en grande partie le long de la RD1508. Au nord de Sevrier, là où la RD est trop étroite, il peut longer la voie verte puis réutiliser l'ancien tunnel ferroviaire de La Puya. L'argent prévu pour le tunnel doit être utilisé pour le développement rapide de ce transport en site propre (et cela coûtera moins cher!). Il pourra ensuite être remplacé par un tram qui pourra aller jusqu'à Albertville. »

« Certains défendent le tramway, d'autres le bus, je dirais peu importe, pourvu que le véhicule évolue en site propre pour être efficace. Il existe actuellement des bus équipés comme des trams, d'où leur nom de bus-tram, qui pourraient tout à fait convenir dans notre configuration. L'urgence nous incite à choisir dans un premier temps un bus. Et rien n'empêche de faire évoluer une voie dédiée au bus vers un tramway dans quelques années. »

Les propositions de navettes lacustres ont été nombreuses également. En général citées en complément d'autres moyens de transports en commun. Sur le point précis des études de transports lacustre, les maîtres d'ouvrage ont apporté plusieurs réponses.

« Avez-vous déjà envisagé des navettes lacustres rapides, voire autonomes (type SeaBubble) ou plus simplement des ferrys comme dans beaucoup de villes (type Sydney, Istanbul) ? »

« Le transport lacustre avec des bateaux fonctionnant au solaire silencieux et non polluants permettent aussi de transporter des vélos et poussettes ; ils existent déjà dans une ville comme Vancouver depuis longtemps ! »

Autre proposition qui a été remarquée et portée par une proportion de personnes équivalentes aux deux précédentes est celle du PRT (Personnal rapid transit) parfois amalgamée au simple transport par câble. Cette proposition a fait l'objet d'un descriptif assez détaillé par son promoteur principal.

« Ce moyen de transport motivant existe, il suffit de ne pas rester accroché au passé et à « ce qu'on a t'jours fait ! » (et qui a prouvé par son absence de résultats que cela ne marche pas, même si c'est « éprouvé »), il se nomme PERSONAL RAPID TRANSIT (PRT)… Il a été imaginé en France il y a environ 40 ans par MATRA (…) comme d'habitude d'autres que les Français ont exploité notre idée (en France, on aime l'innovation surtout en paroles !), il a attendu les années 2000 pour être effectivement utilisé sur des réseaux (il fallait que l'informatique de pilotage se perfectionne), ses performances sont sans égales. »

« Le PRT semble être une solution très innovante et futuriste. J'ai consulté sur internet et découvert que plusieurs pays Scandinave ont déjà adoptés ce moyen de locomotion. J.L. Berthet a également fait une étude concernant ce moyen de transport (voir son étude sur son site). Il serait bon de sortir de nos vieux schéma terrestre (Route, rail) et de prendre un peu de hauteur, afin de libérer la circulation sur route. (…) Un autre critère à prendre en compte serait également la fréquence des trajets et le temps entre le point de départ et l'arrivée. »

La réponse des maîtres d'ouvrage durant la concertation

Les maîtres d'ouvrage ont fait réaliser durant la concertation une première analyse comparative (qui n'est pas une étude détaillée) sur différents scénarios de transports en commun.

Cette analyse, qui n'est pas à ce stade une étude de projet détaillée, compare le scénario de BHNS proposé par les maîtres d'ouvrage couplé au tunnel, aux scénarios suivants :

- **un tramway le long de la voie verte en voie unique à double sens,**
- **un tramway sur la RD1508 en voie unique à double sens,**
- **un tram-train le long de la voie verte en voie unique à double sens,**
- **un transport par PRT (Personal Rapid Transit) avec suspension à un rail aérien.**

Pour chaque scénario sont estimés les coûts de construction, les coûts de matériels, les coûts d'exploitation ainsi que les différentes contraintes qui peuvent exister.

Des mesures à prendre rapidement sur les transports en commun

Gratuité et amélioration de l'offre de service

Au-delà du projet ou de ses alternatives, un grand nombre de contributeurs demandent de prendre des mesures rapides pour améliorer l'attractivité des transports en commun. Au premier rang de ces demandes figure la gratuité des transports en commun puis, l'augmentation des fréquences, la création de navettes notamment de rabattement pour les petites communes rive Ouest, la création de lignes circulaires, une amélioration des interconnexions ou encore le développement des transports en commun en rive Est.

« L'argent mis dans ce projet permettrait facilement de faire l'infrastructure pour les bus et rendre le bus gratuit, cf. la ville de Dunkerque avec ses transports gratuits. »

« L'argent du tunnel ne pourrait-il pas être utilisé pour se diriger vers la gratuité (totale ou partielle) des transports en commun (ou plus exactement la répartition des coûts à tous les contribuables) et favoriser les mobilités actives ? »

« Une fois la voiture prise c'est très difficile d'opter pour une autre solution de transport à moins d'accompagner la liaison bus de parkings gratuits proches des arrêts principaux ou bien de prévoir un service de navettes communal qui d'ailleurs donnerait de la mobilité aux habitants piétons des hameaux vers les commerces et services du centre de la commune. »

EN BREF

Propositions et demandes exprimées au cours de la concertation :

- **gratuité des transports en commun,**
- **augmentation des fréquences et des amplitudes,**
- **création de nouveaux parcours, notamment périphériques,**
- **amélioration des transports en commun en rive Est,**
- **mise en place de navettes de rabattements pour les communes des rives du lac.**

La réponse des maîtres d'ouvrage durant la concertation

Le Grand Annecy et la Sibra, gestionnaire du réseau de transports en commun sur le territoire du Grand Annecy, ont fait savoir durant les débats qu'ils n'étaient pas favorables à la gratuité des transports en commun.

Par ailleurs, il a été annoncé durant la concertation la réorganisation du réseau Sibra pour le mois d'avril 2019 avec des lignes modifiées ainsi que l'augmentation de certaines fréquences et des amplitudes horaires étendues sur certains parcours.

Des P+R à développer

Une demande importante concerne l'amélioration et le développement des P+R là encore pour rendre plus attractif les transports en commun. Le nombre de P+R en périphérie, leur capacité, leur gratuité, mais aussi leur signalétique et les services qu'ils devraient proposer sont évoqués.

« Avoir des vrais P+R, c'est à dire grands pour être sûr de trouver de la place, avec des espaces abonnés des parking vélos couvert et sécurisé dans ce lieu ; des tarifs parking + bus/tram adapté qui poussent les gens à se servir de ces P+R ; des P+R en périphérie avec un accès rapide dans une zone + proche du centre-ville. »

« Pourquoi n'existe-t-il aucun bus qui fasse le tour du lac ? On pourrait envisager pour les personnes venant de Faverges et Doussard de laisser leur voiture au futur P+R de la gare Doussard pour prendre une petite navette (celles qui servent l'été), de 20/30 places, par la rive Est, qui desservirait la zone des Glaisins, une autre, Annecy-le-vieux, 15 à 30 mn en heures de pointe, ce qui désengorgerait la rive Est. Pourquoi attendre si longtemps pour créer des parkings de covoiturage : parkings de la gare, de la plage Doussard dans un premier temps ? »

« Est-ce qu'une meilleure communication avant l'arrivée des P+R ne permettrai pas de mieux les exploiter ? Ex : annoncer la présence de P+R ; annoncer la fréquence de passage des bus (ce point serait par ailleurs à améliorer notamment en fin de journée) ; annoncer le tarif ; annoncer le temps de parcours et ainsi démystifier le fait que le bus soit plus lent. »

Réunion publique à Annecy le 17 octobre 2018.

4.3.6 Améliorer l'existant et prendre des mesures rapides

De nombreuses personnes ont préconisé des mesures immédiates pour améliorer l'existant, soit en attendant la réalisation du projet soumis ou la réalisation d'un autre transport en commun, soit comme solutions permettant d'éviter des investissements lourds, que ce soit de type routier ou d'infrastructures de transports en commun.

Interdire le transit des poids lourds

Une première mesure invoquée, qui montre un fort ressenti des riverains par rapport à cette problématique, est l'interdiction du transit des PL par la RD1508, notamment en les déviant sur l'autoroute comme durant la période des Jeux Olympiques d'hiver d'Albertville. D'autres prônent ***a minima*** des péages pour les PL et les non riverains ou encore des péages urbains.

> *« Il faudrait déjà commencer à mettre en place le même système qu'au moment des JO d'Albertville : à savoir, que les camions et poids lourds aient obligation de rester sur l'autoroute en direction d'Albertville et non plus de sortir à Annecy pour emprunter la RD1508. »*

> *« La circulation des poids lourds entre Annecy et Faverges via la RD 508 devrait être interdite. Obliger les poids lourds à emprunter les autoroutes existantes. Trop de trafic de poids lourds = nuisances polluantes, sonores et danger +++. Prévoir un péage payant pour les poids lourds qui livrent sur cette liaison Annecy-Faverges. »*

> *« Afin de fluidifier le trafic, pourquoi ne pas prévoir des grands parkings au bout du lac et un péage dissuasif pour les camions et non riverains autour du lac afin de désengorger le trafic ? »*

Ici une proposition qui fait la transition, en passant du péage urbain aux mesures en faveur des deux-roues et véhicules électriques.

> *« Mise en place d'une politique favorisant très largement le report modal vers le vélo ou le bus (ou autre transport en commun) : aide à l'achat d'un vélo électrique, prime au km pour les trajets domicile-travail, gratuité des transports en commun pour les riverains, voire même péage urbain... Le but assumé doit être de limiter le trafic routier à son minimum : artisans, livreurs, services publics... »*

Favoriser l'usage des deux-roues

Parmi les solutions étudiées se trouvent bien entendu le développement des solutions favorisant l'usage des deux-roues avec le développement et la sécurisation des pistes cyclables (voire une voie verte couverte !), la mise à disposition de deux-roues, de douches sur les lieux de travail ou encore des actions de communication sur l'usage des deux-roues, mais également le développement de l'usage des véhicules électriques de tous types (bus, voitures ou deux-roues comme les VAE ((vélos à assistance électrique)).

> *« Il faut faire en sorte de sortir de l'idée que prendre sa voiture est nécessaire pour se balader à Annecy. Améliorer les pistes cyclables et densifier les bus est la priorité, en augmentant le nombre de bus notamment. »*

> *« Une façon réellement innovante serait d'inciter les gens à utiliser massivement leur vélo (comme en Hollande, au Danemark, en Écosse, etc.). Oui ! Imaginez le nombre de vélos (à assistance électrique ou non) que l'on peut offrir avec le budget du projet ! Ajoutez une incitation fiscale forte... Il est tout de même plus agréable d'aller travailler à vélo que de rejoindre une salle de sport dans les bouchons en voiture... sans parler du stationnement ! »*

> *« Je propose la création de parkings à vélos sécurisés à Duingt, Saint-Jorioz et Sevrier pour faciliter l'usage du vélo pour les habitants des "hauteurs". »*

Favoriser les véhicules électriques (bus, voitures et deux-roues)

« Il vaudrait mieux utiliser ce budget pour proposer des bus gratuits, des primes pour les véhicules hybrides/électrique et vélos électriques. Développer des transports gratuits par le lac, etc. »

Développer le covoiturage

Enfin, le covoiturage est plusieurs fois plébiscité et on appelle à aider à son développement. D'autres demandes apparaissent, plus anecdotiques, comme la limitation de vitesse à 50 km/h sur toute la commune de Sevrier ou des aménagements au niveau des Marquisats en repensant le rond-point et les accès aux nouvelles résidences ou intervertir le passage de la route et l'implantation des tennis et parkings.

« Personnellement je vois beaucoup trop de voitures occupées uniquement par une personne, quand beaucoup de monde tout d'un coup se rendent compte qu'elles peuvent utiliser la même voiture pour se rendre au travail mais uniquement par soucis d'économie, il faudrait sensibiliser d'avantage au covoiturage également par soucis de désengorgement des voies de circulations. Nous vivons une époque beaucoup trop individualiste, il faut que cela change. »

« Pour fluidifier le trafic, réduire les nuisances sonores et polluantes (rejets gaz pots d´échappement), merci de mettre en place la limitation à 50 km/h pour tout Sevrier. »

EN BREF

Propositions et demandes exprimées au cours de la concertation :

- **interdire le transit PL ou envisager un système de péage ;**
- **développer, améliorer et sécuriser les pistes cyclables ;**
- **aides/primes à l'achat de vélos électriques et plus largement de véhicules électriques ;**
- **créations de parkings à vélos sécurisés ;**
- **communication et sensibilisation à l'usage du vélo ;**
- **développer le covoiturage (communication, plateforme, incitations financières).**

5. Les conclusions et orientations issues de la concertation

5.1 Les conclusions du bilan d'Isabelle Barthe, garante de la concertation

Isabelle Barthe, garante désignée par la Commission nationale du débat public (CNDP) a rendu public son bilan le 17 mars et l'a présenté aux deux maîtres d'ouvrage. Ce bilan est accompagné en annexe d'un rapport d'expertise sur les hypothèses de trafic du projet présentées à la concertation rédigé par Béatrice Jarrige, experte désignée par la CNDP.

5.1.1 Une concertation perfectible mais vivante et qui a su s'adapter

La garante a souligné que cette concertation s'apparentait plus à un exercice de pédagogie sur un projet ***a priori*** validé que sur un débat d'opportunité amont sur le projet. Cependant, ce débat s'est de lui-même invité, porté notamment par le collectif Grenelle de l'environnement. Sur la forme, la garante note des critiques sur la scénographie des réunions publiques jugée parfois trop « ***intimidante*** » et créant une coupure avec le public.

Cependant, la garante remarque avec satisfaction l'affluence exceptionnelle aux réunions publiques et le succès du forum internet, bien entendu reflet de l'intérêt du public, mais tenant également aux moyens de communication mis en place pour mobiliser la population. La diversité des outils et des formats de débats a permis de s'adapter à des publics divers et les ateliers ont favorisé des échanges approfondis.

Enfin, la garante note que les maîtres d'ouvrage ont su s'adapter et faire évoluer le dispositif en adhérant notamment à la charte de la participation du public. C'est ainsi que toute l'information sur des alternatives au projet et des analyses comparatives ont pu être mises en ligne, que les maîtres d'ouvrage ont accepté que le Grenelle puisse présenter ses analyses critiques en début de débat (ainsi que l'association Barral Ensemble à la dernière réunion) et que la concertation a été prolongée pour satisfaire à la demande de l'association Barral Ensemble.

La garante a souligné l'implication des élus et des services dans tout le dispositif.

En conclusion, la garante estime que la concertation a rempli ses objectifs non seulement d'information, mais également de débat, y compris sur l'opportunité du projet. Elle pointe une acceptabilité qui semble faible du projet : quand bien même le public qui s'exprime n'est pas représentatif de l'ensemble de la population, il y a une masse critique qui mérite d'être prise en compte.

5.1.2 Les recommandations de la garante

À propos des alternatives

La garante souligne que l'une des alternatives émergées de la concertation, la solution d'un tramway entre Annecy et Faverges, voire d'un tram-train jusqu'à Albertville, a été régulièrement plébiscitée et s'est également invitée sur le territoire voisin de la Savoie.

La garante interroge le périmètre de l'étude sur la mise en place d'un tramway que souhaite conduire le Grand Annecy : concernera-t-elle la totalité du territoire de l'agglomération et donc la rive Ouest ? Le Département n'étant pas compétent pour les infrastructures ferroviaires, la garante indique qu'il s'agirait de se tourner vers la Région sur le sujet de l'alternative tram-train. Démarche d'autant plus pertinente selon la garante que le territoire de ce projet alternatif concerne deux départements de cette même région.

Pour la garante, et ainsi que l'a relevé l'experte désignée par la CNDP, Béatrice Jarrige, au-delà de la querelle de chiffres sur les coûts d'infrastructure, la question de la faisabilité technique mérite avant tout d'être explorée, et plus précisément la capacité de l'emprise à accepter ou non la mitoyenneté d'une voie ferrée et de la piste cyclable.

La question du phasage

La garante note également que la question du phasage, soit la réalisation du BHNS avant celle du tunnel, a été récurrente. Il conviendrait donc selon elle d'examiner les propositions de réalisation du BHNS en priorité, portées notamment par les conseils municipaux de Lathuile et de Saint-Jorioz avec des variantes différentes.

Elle note aussi que de nombreuses propositions d'amélioration de la situation à court ou moyen terme pourraient utilement être étudiées : création d'un lycée sur la rive Ouest, facilitation du covoiturage et des modes doux, développement du télétravail et décalage des horaires de travail, limitation voire interdiction du trafic de poids lourds, etc. Certaines de ces propositions font d'ailleurs partie des axes de travail du PDU.

Recommandation dans l'hypothèse de la poursuite du projet

Dans l'hypothèse d'une poursuite du projet, la recommandation de la garante serait de trois ordres :

- Tout d'abord, ainsi que l'a relevé l'experte Béatrice Jarrige, il s'agirait avant tout de clarifier et compléter les études de prévision de trafic, en effectuant une analyse des pointes saisonnières, qui manquent au dossier, ainsi que des effets d'aménagement et d'induction.

- Par ailleurs, la garante a identifié l'aspect crucial des impacts du projet sur le secteur Seynod/Barral. Selon elle, la question de l'aménagement de la RD1201, relevée par Béatrice Jarrige, est un préalable indispensable ; ce qui suppose d'en intégrer le périmètre et les coûts.

- Enfin, si cette hypothèse de poursuite du projet devait être retenue, la garante recommande aux maîtres d'ouvrage de poursuivre une démarche de concertation sous l'égide d'un garant de la CNDP jusqu'à l'enquête publique, selon les dispositions de l'article L121-16-2 du code de l'environnement, pour tenir compte tant de l'absence de consensus autour du projet, que de la volonté marquée des acteurs et des citoyens d'être associés au processus de prises de décisions sur leur territoire.

Le rapport d'expertise de Béatrice Jarrige, experte trafic désignée par la CNDP

La CNDP a mandaté une mission d'expertise sur les prévisions de trafic ; la mission s'est intéressée au dossier de concertation d'octobre 2018 ainsi qu'aux compléments apportés par la maîtrise d'ouvrage au fil de la concertation en réponse aux attentes du public.

Sur l'étude de trafic réalisée pour le projet, Béatrice Jarrige conclut que le choix du modèle de trafic et les données d'entrée utilisées sont cohérentes et conformes aux règles de l'art. Elle regrette néanmoins la difficulté des études de trafic classiques à évaluer le trafic induit. Elle pointe également certains points qui mériteraient d'être approfondis :

- **l'analyse des flux saisonniers ;**
- **la prise en compte du doublement de la RD3508 ;**
- **la gestion de la fermeture du tunnel ;**
- **l'intégration du projet de doublement de la RD1201.**

Pour Béatrice Jarrige, si la solution proposée semble dimensionnée pour répondre aux besoins de 2030, il conviendrait de développer une vision à plus long terme comme 2050.

Enfin, sur la comparaison entre les différents modes de transport, BHNS et tramway, Béatrice Jarrige conclut que le territoire de la rive du lac est propice à une étude plus approfondie de la solution tramway afin de réévaluer au plus juste coûts et estimations de fréquentation.

5.2 Les conclusions du bilan des maîtres d'ouvrage

La concertation sur le projet de liaisons Ouest du lac d'Annecy, associée à celle sur le projet de PDU, fut un exercice démocratique inédit à cette échelle en Haute-Savoie, voulu par le Département et le Grand Annecy, maîtres d'ouvrage. Cette concertation a rencontré une forte mobilisation, essentiellement des habitants du bassin annécien, à travers les différents moyens d'expression et de débat mis à leur disposition. Ces expressions, ces critiques, ces adhésions et ces propositions ont pu être entendues par les maîtres d'ouvrage qui en tiennent compte dans leur réflexion et dans leurs orientations.

5.2.1 Rappel des motivations et des choix des maîtres d'ouvrage

Cette concertation sur un projet global fait suite à la concertation menée en 2013 sur le projet de BHNS Annecy – Faverges, dont le bilan avait pointé l'insuffisance du projet de BHNS seul à apporter des solutions à l'engorgement de la RD1508, et les attentes de la population en matière de conditions de circulations routières : ***« le projet de BHNS ne doit pas se placer en opposition à la voiture mais être complémentaire »***.

En effet, l'étude conduite par Systra en 2013 soulignait la cohérence entre le projet de BHNS et celui de tunnel : ***« la réalisation du tunnel permettra de limiter les saturations supplémentaires liées à l'évolution intrinsèque des charges de trafic […] le délestage lié au tunnel permettra encore une meilleure priorisation des bus »***. Ce constat a été confirmé par le travail des cabinets BG et Transmobilités en 2018 : les simulations de trafic en 2030 avec BHNS mais sans tunnel montrent une aggravation des conditions de circulation y compris pour les transports en commun.

Ainsi les objectifs du projet global sont les suivants :

- fluidifier et sécuriser le trafic sur la rive Ouest du lac d'Annecy et faire face à l'accroissement de la population prévu par le Scot à l'horizon 2030 ;
- développer les transports en commun grâce à la création d'une liaison bus à haut niveau de service (BHNS) aux temps de parcours fiables ;
- recréer un lien territorial fort entre Annecy et le Pays de Faverges grâce à une fluidité retrouvée en rive Ouest et à l'apaisement de la rive Est ;
- favoriser les projets de renouvellement urbain sur l'ensemble du parcours (Les Trois Fontaines, Les Marquisats et les centres-villes de Sevrier et Saint-Jorioz) ;
- répondre aux préoccupations environnementales et contribuer au développement des modes de déplacement alternatifs à la voiture (covoiturage, piétons, vélos, vélos à assistance électrique), notamment en renforçant l'usage de la piste cyclable en site propre existante.

5.2.2 Les orientations des maîtres d'ouvrage à la suite du bilan de la concertation

Les maîtres d'ouvrage ont réuni l'ensemble des exécutifs locaux concernés par le projet de liaisons Ouest du lac d'Annecy le 2 avril 2019 afin de présenter les premiers éléments de bilan de la concertation ainsi qu'une synthèse du bilan de la garante.

Des résultats de la concertation, et sur la base des bilans dressés par la garante de la concertation et par les maîtres d'ouvrage, le Grand Annecy et le Département de la Haute-Savoie proposent d'appliquer les recommandations de la garante et notamment de travailler les points suivants :

- l'approfondissement des études de trafic par le Département pour une prise en compte des variations touristiques, des flux de transit et en améliorant la prise en compte des inductions de trafic ;

- la présentation d'un focus sur la rive Ouest de l'étude sur le tramway dans l'agglomération portée par le Grand Annecy ;

- la reprise du travail sur les projets urbains des deux entrées/sorties du tunnel en lien avec les communes ainsi qu'une évaluation technique et financière des demandes formulées pour les traversées de Duingt et de Saint-Jorioz.

Ces études permettront au Département et au Grand Annecy d'apporter au projet global les adaptations utiles, en poursuivant la concertation.

Enfin, conformément au sujet du phasage abordé dans les recommandations de la garante de la CNDP, le Grand Annecy s'engage à apporter des améliorations immédiates à la ligne de bus existante partout où cela est possible, en lien avec les communes concernées, et avec l'accord du gestionnaire de la voirie départementale.

liaisons Ouest du lac d'Annecy

CONCERTATION PUBLIQUE

Document établi sous l'autorité du Département de la Haute-Savoie et du Grand Annecy par le Groupement d'assistance à la Maîtrise d'ouvrage : BG Ingénieurs, Artelia, cabinet d'avocats Paillat-Conti-Bory, TransMobilités et Ajuste.

Conception – rédaction : Ajuste. Création graphique et mise en page : agence Markson.

Photo de couverture - réunion publique à Faverges le 8 novembre 2018 - © dep 74-L. Guette.

Photo de quatrième de couverture - réunion publique à Sevrier le 19 novembre 2018 - © dep 74-L. Guette.

Mai 2019

haute savoie le Département

Grand Annecy Agglomération

haute savoie
le Département

Extrait des Procès-Verbaux des Séances du Conseil départemental

SEANCE DU 27 MAI 2019

n° CD-2019-031

RAPPORTEUR : **M. MONTEIL**

OBJET : **INFORMATION DU PRÉSIDENT A L'ASSEMBLÉE SUR LA PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE DÉPLACEMENT DES ÉLUS ENGAGES AU TITRE DES REPRÉSENTATIONS DE L'ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE DANS DES INSTANCES NATIONALES**

Le Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoqué le 13 mai 2019 s'est réuni en séance publique, à l'Hôtel du Département à Annecy sous la présidence de :

M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental

Présent(e)s :	
Vice-Président(e)s :	M. MUDRY, Mme TOWNLEY-BAZAILLE, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, M. PEILLEX, Mme LEI
Autres membres :	Mme BOUCHET, Mme DUBY-MULLER, Mme DULIEGE, Mme GAY, Mme MAHUT, Mme METRAL, Mme REY, Mme TEPPE-ROGUET, Mme TERMOZ, M. AMOUDRY, M. BARDET, M. BAUD, M. BAUD-GRASSET, M. DAVIET, M. MORAND, M. PACORET, M. RUBIN
Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)	
Mme BEURRIER à M. HEISON, Mme DION à Mme MAHUT, Mme GONZO-MASSOL à M. DAVIET, M. BOCCARD à Mme TEPPE-ROGUET	
Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :	
Mme CAMUSSO, Mme LHUILLIER, M. CHAVANNE, M. EXCOFFIER, M. PUTHOD	

Quorum et Délégations de vote vérifiés			
Membres en exercice :	**34**	**A l'unanimité**	
Présents :	**25**	**Voix Pour**	**29**
Représenté(e)(s) :	**4**	**Voix contre**	**0**
Suffrages Exprimés :	**29**	**Abstention(s)**	**0**

Vu l'article L.3123-19 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du Conseil départemental n° CD-2015-112 du 08 décembre 2015, procédant à l'actualisation du dispositif relatif aux frais de déplacement des Conseillers départementaux,

Etant rappelé que les dispositions de la délibération précitée précisent que les représentations de l'Assemblée départementale dans des instances nationales feront l'objet une fois par trimestre, d'une information de M. le Président aux membres du Conseil départemental, à partir du 1er janvier 2016,

Vu l'avis favorable de la 8ème Commission Finances, Ressources Humaines, Administration Générale du 06 mai 2019, proposant de donner acte à M. le Président de la communication de cette information.

Les visas ci-avant ayant été rappelés, M. le Président expose que le total des frais de déplacement mandatés entre les 11 mars et 27 mai 2019 pour les représentations du Département dans des instances nationales, s'élève à 1 317,19 € pour 12 déplacements réalisés sur la période du 16 mai 2018 au 21 mars 2019.

Il est demandé à l'Assemblée départementale de bien vouloir donner acte de la communication de cette information.

Le Conseil départemental,
à l'unanimité,

DONNE ACTE à M. le Président de la communication de cette information.

Délibération télétransmise en Préfecture
le 03 juin 2019,
Publiée et certifiée exécutoire
le 05 juin 2019,
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
Signé,
Le Président du Conseil départemental,
Christian MONTEIL

haute savoie
le Département

Extrait des Procès-Verbaux des Séances du Conseil départemental

SEANCE DU 27 MAI 2019

n° CD-2019-032

RAPPORTEUR : **M. MONTEIL**

OBJET : **INFORMATION DE L'ASSEMBLEE SUR LES DELEGATIONS DU PRESIDENT EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.3211-2 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

Le Conseil départemental de la Haute-Savoie dûment convoqué le 13 mai 2019 s'est réuni en séance publique, à l'Hôtel du Département à Annecy sous la présidence de :

M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental

Présent(e)s :	
Vice-Président(e)s :	M. MUDRY, Mme TOWNLEY-BAZAILLE, M. DUVERNAY, Mme PETEX, M. HEISON, M. PEILLEX, Mme LEI
Autres membres :	Mme BOUCHET, Mme DUBY-MULLER, Mme DULIEGE, Mme GAY, Mme MAHUT, Mme METRAL, Mme REY, Mme TEPPE-ROGUET, Mme TERMOZ, M. AMOUDRY, M. BARDET, M. BAUD, M. BAUD-GRASSET, M. DAVIET, M. MORAND, M. PACORET, M. RUBIN
Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)	
Mme BEURRIER à M. HEISON, Mme DION à Mme MAHUT, Mme GONZO-MASSOL à M. DAVIET, M. BOCCARD à Mme TEPPE-ROGUET	
Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :	
Mme CAMUSSO, Mme LHUILLIER, M. CHAVANNE, M. EXCOFFIER, M. PUTHOD	

Quorum et Délégations de vote vérifiés			
Membres en exercice :	**34**	**A l'unanimité**	
Présents :	**25**	**Voix Pour**	**29**
Représenté(e)(s) :	**4**	**Voix contre**	**0**
Suffrages Exprimés :	**29**	**Abstention(s)**	**0**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.3211-2 autorisant M. le Président du Conseil départemental à recevoir délégation de l'Assemblée départementale pour accepter les indemnités de sinistre afférentes aux contrats d'assurance,

Vu la délibération n° CD 2015-005 du 02 avril 2015 par laquelle le Conseil départemental de la Haute-Savoie a donné cette délégation à M. le Président,

Vu l'avis favorable de la 8ème Commission Finances, Ressources Humaines, Administration Générale, en date du 06 mai 2019.

Les visas ci-avant ayant été rappelés, M. le Président expose qu'afin de satisfaire à l'obligation de rendre compte de ces délégations, est produite en annexe, sur la période du 1er janvier 2019 au 30 avril 2019, la liste des titres de recettes émis pour les indemnités de sinistre.

Il est demandé à l'Assemblée départementale de bien vouloir donner acte de la communication de cette information.

Le Conseil départemental,
à l'unanimité,

DONNE ACTE à M. le Président de la communication de la liste jointe en annexe des titres de recettes émis pour les indemnités de sinistre entre le 1er janvier 2019 et le 30 avril 2019.

Délibération télétransmise en Préfecture
le 03 juin 2019,
Publiée et certifiée exécutoire
le 05 juin 2019,
Pour le Président du Conseil départemental,
Signé,
Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
Signé,
Le Président du Conseil départemental,
Christian MONTEIL

INDEMNITES DE SINISTRES AFFERENTES AUX CONTRATS D'ASSURANCE

Période du 1er janvier 2019 au 30 avril 2019

Compte 7788

Libellé	Montant TTC	Tiers	N° du titre	Date du titre
Sinistre Tracteur AA-409-FF	1 059,67	SMACL	216	31/01/2019
Sinistre Kangoo BB-238-DE	393,60	SMACL	217	31/01/2019
Sinistre véhicule DT-696-CB	361,34	SMACL	321	05/02/2019
Sinistre inondation CERD VAILLY	1 382,30	SMACL	334	06/02/2019
ACC - RD 1205 - PR 60+373 - 05/06/18 CNE SAINT GERVAIS LES BAINS	409,77	CRAMA MEDITERRANEE	641	28/02/2019
ACC - RD 1201 - PR 42+735 - 17/03/2018 CNE SAINT BLAISE	71,66	L ENTENTE ASSURANCES	642	28/02/2019
ACC - RD 1206 - PR 37+570 - 23/07/2017 CNE CRANVES SALES	2 372,50	MATMUT MUTUALITE	643	28/02/2019
ACC - RD 35 - PR 21+800 - 11/06/2018 CNE ORCIER	2 602,98	PACIFICA	648	01/03/2019
Sinistre véhicule AK-255-HN	154,90	SMACL	649	04/03/2019
Sinistre collège DOUVAINE	1 905,60	SMACL	940	20/03/2019
Sinistre véhicule BM-693-JQ	398,62	SMACL	1136	28/03/2019
Sinistre véhicule ES-991-ET	25,00	SMACL	1137	28/03/2019
Sinistre véhicule 8108YW74	31,84	SMACL	1138	28/03/2019
Sinistre véhicule EE-686-GQ	142,13	SMACL	1139	28/03/2019
Sinistre collège DOUVAINE / dommages aux biens 04/05/18	1 020,00	SMACL	1661	09/04/2019
Sinistre saleuse DX-571-NC	10 800,00	JOUVENOZ ASSURANCES	1786	17/04/2019
ACC - RD 1005 - PR 22+752 - 07/06/2018 CNE THONON LES BAINS	3 130,52	MAIF	1836	23/04/2019
ACC - RD 06A - PR 00+000 - 02/06/2018 CNE THONON LES BAINS	2 797,42	ALLIANZ IARD	1837	23/04/2019
ACC - RD 909 - PR 9+235 - 08/02/2018 CNE MENTHON ST BERNARD	2 973,10	AXA ASSURANCES IARD MUTUELLE	1838	23/04/2019
TOTAL	**32 032,95**			

Publication du Conseil départemental de la Haute-Savoie
Service de l'Assemblée

Directeur de la Publication : M. Christian MONTEIL, Président du Conseil départemental

Publié le 05 juin 2019

Impression : Imprimerie du Conseil départemental

Contact : Service de l'Assemblée - Conseil départemental de la Haute-Savoie
1, Avenue d'Albigny – CS 32444 – 74041 ANNECY CEDEX
Tel : 04-50-33-50-69